

Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-Américaines
(CRIIA)

Publications du GRECUN - *École, Culture et Nation*
(dir. T. Gomez)

numéro spécial

*Construction de l'État-nation
et résistances au Chili : de
l'Indépendance au Front populaire*

*Alvar de La Llosa, Nathalie Jammet-Arias
Enrique Fernández Domingo (Ed.)*

Université de Paris Ouest Nanterre La Défense
2011

© 2011, Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-américaines

N° ISBN : 978-2-85901-038-6

Diffusion :
Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Bâtiment A – bureau 321
200, Avenue de la République
92001 Nanterre Cedex

Télécopie : 01.40.97 72 98
e-mail : tgiotmik@u-paris10.fr

Couverture : « Casa de la Moneda de Santiago y presos de la policía »,
par Claude GAY (1800-1873),
Lithographie n° 23, de Becquet publiée dans l'ouvrage
Atlas de historia física y política de Chile,
premier tome, Paris : en casa del autor,
Chile: en el Museo de Historia natural de Santiago, 1845.

Sommaire

Alvar De la Llosa, Nathalie Jammet-Arias, Enrique Fernández Domingo Introduction	5
Francisco Albizu-Labbé Paradigmas identitarios y estrategias de la memoria en el Chile de la Independencia.....	23
I. L'État et ses institutions	
Zunilda Carvajal La construction de l'identité de la Justice chilienne.....	43
Nathalie Jammet-Arias Le prix de l'Etat ou le développement de la fiscalité au Chili, de l'Indépendance à la Guerre du Pacifique	59
Marie-Noëlle Sarget Le rôle de l'Armée chilienne dans la construction de l'État-nation	73
II. Construction de l'État et résistances	
Enrique Fernández Domingo Élites, sociabilidad, espacio urbano y cultura política republicana liberal en Chile, 1891-1910	87
Stéphane Boisard Autoritarisme et dictature au Chili (1810-1931) : réflexions autour de deux concepts	103
Marcos Fernández Labbé “Los asociales”: mecanismos estatales de construcción de objetos marginales. Chile, 1900-1940.....	117
III. Territoire et relations internationales	
Vicente Romero El nacimiento criollo del Estado chileno	141
Alvar de La Llosa El reconocimiento diplomático de Chile por Francia: entre existencia internacional e intercambio de modelos políticos (1821-1830)	171

Jérôme Louis	
Le Chili face à la Confédération péruano-bolivienne	195
IV. Nation et présence indigène	
Natalia Molinaro	
“Indios argentinos”, “indios chilenos” : les concepts de nationalité, et de citoyenneté appliqués aux Mapuches, Pehuenches et Tehuelches du <i>Territoire national de Neuquén</i> (1884-1930), Argentine	213
Michèle Arrué	
De la guerre de “pacification” de l’Araucanie à l’installation dans les “reducciones” : face aux tentatives de génocide et d’ethnocide, la résistance mapuche continue	229
Arauco Chihuailaf	
La violencia en territorio mapuche: de 1882 al primer tercio del siglo XX. Resistencia e integración	245
V. Résonances littéraires et medias	
Mónica Albizúrez Gil	
“Amo, Luego somos”: Francisco Bilbao y la escrituración de la santidad popular en la construcción de la nacionalidad.....	263
Benoît Santini	
La Guerra del Pacífico en las <i>Poesías populares</i> de “El Pequén” (1880) de Juan Rafael Allende: construcción lírica del Estado-Nación chileno y defensa de una soberanía nacional a través de la escritura poética	277
Luis Carlos Toro Tamayo	
La prensa moderna en Chile: vicisitudes en la instalación de un soporte de mediación cultural.....	291
VI. Le Front populaire, une expérience novatrice ?	
Juan Luis Carrellán Ruiz	
Las relaciones de Chile con la República española (1931-1936): intercambios diplomáticos y comerciales.....	307
Jesús Cano Reyes	
Desempolvando el libro de familia: intelectuales chilenos ante la Guerra civil española	333

Introduction

1.

CE NUMÉRO DE LA REVUE DU GRECUN constitue les actes du colloque international *Construction de l'État-Nation et résistances au Chili de l'Indépendance au Front Populaire*, fruit d'une collaboration entre l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et l'Université Paris 8 Vincennes Saint Denis. Ce colloque¹ a été organisé par l'équipe de recherches Amérique Latine Histoire et Mémoire (ALHIM) de Paris 8 et le Groupe École, Culture et Nation dans le monde ibérique, ibéro-américain et méditerranéen (GRECUN) de Paris Ouest Nanterre².

Il s'agissait de réunir, autour d'un thème, des spécialistes du Chili, appartenant à l'enseignement universitaire français et des chercheurs étrangers, notamment chiliens, afin d'échanger des points de vue et de dégager de nouveaux axes de recherche concernant le processus de la construction de l'État au Chili et les résistances qu'il a provoquées. Ce volume reflète l'optique transdisciplinaire du colloque qui a réuni les communications d'historiens, de civilisationnistes, de juristes, de spécialistes de littérature ou de philosophie, venus du Chili, d'Espagne, d'Allemagne et de France.

Alors que la tendance actuelle consiste à étudier un phénomène selon une optique largement comparatiste, les organisateurs ont choisi de se concentrer sur un seul pays car la connaissance des histoires nationales est de nature à nourrir cette approche. Approfondir les recherches sur l'histoire nationale permet de déterminer les éléments indispensables à toute comparaison. Or, le Chili, alors même qu'il suscite l'intérêt des chercheurs, et fait l'objet de nombreuses études, mais peut-être parce qu'il est situé aux

¹ Il s'est déroulé sur les deux campus, les 9 et 10 juin 2011.

² L'équipe de recherches Amérique Latine Histoire et Mémoire (ALHIM) de Paris 8 est placée sous la direction de la professeure Perla Petrich ; le Groupe École, Culture et Nation dans le monde ibérique, ibéro-américain et méditerranéen de Paris Ouest Nanterre sous la direction du professeur Thomas Gomez.

confins du monde américain, n'avait jusqu'à présent jamais fait l'objet d'un colloque à part entière, contrairement à d'autres pays d'Amérique latine – Brésil, Argentine, Mexique, Venezuela ou Équateur –.

Ce travail collectif s'insère dans le cadre plus vaste des célébrations du bicentenaire de l'Indépendance du Chili. La période définie, délibérément large, débute avec l'Indépendance et une de ses représentations emblématiques (la réunion du premier Congrès national chilien, le 4 juillet 1811) et prend fin avec l'expérience du Front populaire (1938-1941), une période dominée par le concept-clé d'État-nation.

2.

Dans les dernières décennies les études des nations et des nationalismes ont connu des changements importants (Eley, Suny, 1996) (Özkirimli, 2010) (Faraldo, 2001) (Andrés, Archilés, 2002) qui ont provoqué la mise en avant des théories constructivistes et modernistes de la nation. Les travaux d'Elie Kedourie (1960), Ernest Gellner (1964, 1989) et Karl Deutsch (1966) lient l'émergence du nationalisme et de la nation à l'apparition de la modernité. Dans le cadre de la tradition marxiste, les travaux d'Eric Hobsbawm (1992) et de Miloslav Hroch (2001) ont reconceptualisé la nation et le nationalisme. Malgré la vision matérialiste du marxisme, les notions d'« invention de la tradition » d'Eric Hobsbawm (2006) et de « communautés imaginées » de Benedict Anderson (1996) supposent un glissement du débat scientifique vers le terrain du discours et la création de sens. Toutes ces études ont souligné le caractère « artificiel » des nations du XIX^e et du XX^e siècle.

Les conclusions de ces travaux tentent de montrer que l'apparition des nations n'a pas été la conséquence naturelle ou logique du développement d'une série de caractéristiques objectives liées à la forme d'organisation sociale, ou aux traits culturels-ethniques des populations. La naissance de la nation serait donc le produit d'un processus d'interaction entre l'action politique et l'élaboration culturelle. Bien qu'un territoire ou une langue commune puissent être à la base d'une identité partagée, la formation d'une communauté nationale a besoin de l'intervention politique et culturelle. Dans ce sens, les nations sont la conséquence d'un processus d'imagination créative et d'une élaboration idéologique. En même temps, les nations sont figées dans le discours national en tant qu'entités enracinées, non historiques, essentielles ou naturelles.

Bien entendu, la préexistence de communautés de territoire, langue et culture ne peut être exclue du processus de conformation des nations car cette préexistence donne la matière première du projet intellectuel nationaliste. Mais les communautés ethniques, linguistiques ou religieuses sont elles-mêmes insérées dans un processus de formation historique continu. Dans ce cas leur analyse nous oblige à tenir compte de leur caractère

historique et contingent³. Parallèlement nous ne pouvons pas attribuer des notions apparues dans la période contemporaine à des époques antérieures qui doivent être étudiées dans leur historicité. Même si le terme *nation* existe avant la période contemporaine, la nation, considérée comme un sujet hégémonique de légitimité politique et souveraineté, revendiquant un territoire défini par ses frontières et une communauté, et se présentant comme une communauté homogène, est seulement possible dans l'univers discursif du libéralisme et du nationalisme moderne.

À partir de ces perspectives, les chercheurs ont souligné le caractère « inventé » – dans le sens de « créé » et non pas de « faux » – des cultures nationales reproduites à travers les manifestations littéraires et artistiques, les rituels, les symboles, les pratiques, incarnés dans l'élaboration d'un récit du passé, d'une histoire nationale et d'une langue nationale. Les processus de formation des États vont faciliter la création d'un type de patriotisme à travers le développement institutionnel d'organismes de type politique, éducatif et d'infrastructures communicatives, culturelles, etc. Cependant, le développement, la transmission et l'expansion du discours nationaliste n'est pas seulement la conséquence de l'action de l'État ou de la manipulation politique. Ce discours possible a une signification propre car il apparaît dans un contexte culturel qui n'est pas défini directement par un projet de création d'un État-nation.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de continuer à travailler d'une façon opérative sur la distinction analytique entre deux modèles de nation : la nation civique-politique et la nation ethnique-culturelle. Les nations purement civiques ou ethniques ne sont que des types théoriques idéaux qui cachent que tous les nationalismes et toutes les nations comprennent en même temps des éléments politiques et culturels (Kuzio, 2002). La reconceptualisation du nationalisme s'est développée parallèlement à la réflexion sur les autres identités sociales (race, classe, genre). Désormais l'identité nationale ne peut être comprise que dans un processus d'interrelation avec les multiples expériences identitaires (Hall, Maclellan, Rendall, 2000) (Yuval Davies, 1997) (Scott, 2009).

Dans les dernières décennies, le monde de la culture a occupé une place centrale dans l'historiographie sur les nationalismes et les identités nationales. Benedict Anderson part de l'idée que le nationalisme et la nationalité sont des artefacts culturels qui doivent être compris à partir de l'analyse de leur processus de formation, du changement de leur signification au long du temps et de leur légitimité émotionnel. Cette démarche analytique oblige le chercheur à relier le nationalisme aux grands systèmes culturels antérieurs à son apparition. En même temps, l'étude du nationalisme s'écarte des idéologies politiques qui se maintiennent d'une façon consciente. Le déclin de

³ Nous pouvons trouver une critique des interprétations ethno-symbolistes et des propos d'Anthony Smith dans ÖZKIRIMLI (2003).

la communauté religieuse et de la monarchie dynastique accélère un changement fondamental dans les formes de compréhension du monde et du temps, la formation d'une idée de temps vide et homogène qui favorise la possibilité de penser la nation comme un organisme sociologique, une communauté solide qui avance continuellement tout au long de l'histoire.

L'influence du tournant culturel dans les sciences sociales et le développement des *cultural studies* ont défié une notion statique de la culture comme un tout cohérent et harmonieux, mettant en scène des interprétations plus fluides et dynamiques qui ont permis de réinstaller la centralité de la culture dans la formation nationale, en développant une notion de culture nationale comme une construction contingente et soumise à une « réinvention » constante (Williams, 1981, 1983). Dans un sens anthropologique, la culture, tout d'abord, peut se définir comme une forme particulière de vie, comme un territoire de quotidienneté informel dans lequel sont générés des marqueurs culturels expérimentés et reproduits de façon inconsciente produisant une mémoire commune d'appartenance qui permet à une population de s'imaginer comme une communauté abstraite. On peut aussi considérer la culture comme l'activité d'intellectuels, celles des producteurs culturels qui jouent un rôle décisif dans la création ou l'invention des nations. Dans ce sens, l'apport des *cultural studies* a été décisif pour valider la culture populaire comme objet d'analyse à étudier rigoureusement.

Dans les développements théoriques les plus récents, le nationalisme est considéré comme une forme particulière de construction sociale et une « formation discursive » (Calhoun, 2008), une « narration » (Bhabha, 1990), « un cadre de référence qui nous aide à donner un sens et à structurer la réalité que nous entoure » (Özkirimli, 2005). Ceci implique que le nationalisme est plus qu'une doctrine politique, puisque le discours nationaliste touche à toute expérience sociale des individus, c'est-à-dire, à leur façon de comprendre le monde. Michael Billig (1995) a introduit le concept de « nationalisme banal » pour expliquer les habitudes idéologiques permettant aux nations établies de se reproduire jour après jour. L'identité nationale se cimenter quotidiennement dans les détails le plus mondains de l'interaction sociale, des habitudes, des routines et de la connaissance pratique. Thomas Edensor (2002) a montré que les formes et les pratiques populaires sont entourées de significations multiples qui changent et sont continuellement en compétition. Cette affirmation contraste avec une identité nationale qui est projetée vers un héritage et un passé communs. Edensor a critiqué les principaux théoriciens du nationalisme qui ont maintenu une conception de la culture très statique dans laquelle les expressions populaires et quotidiennes ont été exclues.

La thèse explicative la plus diffusée dans l'historiographie latino-américaine lie causalement la nation aux processus d'indépendance. Selon cet avis, les projets des nouveaux États, nés des guerres d'indépendance,

impliquent la préexistence d'une communauté avec une personnalité nationale ou dans une étape très avancée de formation nationale (Chiaromonte, 1991). Dans le cas chilien, l'ancienneté – plus ou moins soulignée selon les auteurs – du processus de formation de la nation fait de la période de l'indépendance le moment clé de l'émergence de la nation considérée comme un phénomène collectif global qui implique toute la société chilienne. On considère que la rupture politique avec la métropole est implicite dans les décisions prises en 1810. Ce fait montrerait l'existence d'une conscience nationale déjà constituée qui cherche son expression institutionnelle dans la fondation d'un État indépendant⁴.

Dans les années 1970 y 1980, l'État est un des sujets principaux des travaux réalisés par les politologues et certains historiens latino-américains de traditions diverses. Ces études se focalisent sur l'analyse de la nature des régimes politiques et les acteurs (forces armées, partis politiques, syndicats) qui sont les principaux acteurs des processus de changement⁵. À partir de la dernière décennie du XX^e siècle, on aborde le sujet de la construction de l'État et de la Nation sous l'angle des problèmes conceptuels et les essais alternatifs d'organisation nationale. La nation et l'État ne sont pas considérés comme des entités préfigurées dans leur origine. Ces analyses essayent de ne pas réaliser une histoire téléologique. L'étude de l'État et de la nation est abordée comme un problème historiographique, et non comme des présupposés. L'interrogation scientifique porte sur les processus politiques complexes qui existent à partir de la période d'indépendance. Autour de cette thématique, les travaux se développent autour de problématiques comme la souveraineté, la représentation, la participation, les mécanismes électoraux, le suffrage, la citoyenneté et la sociabilité et on étudie la relation entre la société civile et la société politique. Un autre sujet de réflexion a pour objet la sphère des significations ou de l'analyse du discours. Cette démarche théorique a développé des travaux basés sur le langage, les identités politiques et l'imaginaire collectif. L'analyse se centre sur les processus globaux et le

⁴ F. A. ENCINA, *Historia de Chile desde la prehistoria hasta 1891*, Santiago, Editorial Nacimiento, 1948; L. GALDAMES, *Estudio de la historia de Chile*, Santiago, 1911; J. EYZAGUIRRE, *Fisonomía histórica de Chile*, Santiago, Editorial Universitaria, 1973; J. EYZAGUIRRE, *Historia de las instituciones políticas y sociales de Chile*, Santiago, Editorial Universitaria, 1990; S. VILLALOBOS, O. SILVA et al., *Historia de Chile*, Santiago, Ed. Universitaria, 1992; J. HEISE GONZALES, *150 años de evolución institucional*, Santiago, 1990; R. KREBS, "Orígenes de la conciencia nacional chilena", en Inge Buisson, et al. (editores), *Problemas de la formación del Estado y de la nación en Hispanamérica*, Köln-Wien, Böhlau Verlag, 1984, p. 107-125; M. N. SARGET, "La formation de l'identité nationale chilienne au XIX^e siècle", *Communications*, n° 45, Paris, 1987, p. 189-212; H. GODOY URZÚA, *El carácter chileno*, Santiago, Ed. Universitaria, 1991; H. GODOY URZÚA, *La cultura chilena: ensayo de síntesis y de interpretación sociológica*, Santiago, 1982; H. SAN MARTÍN, *Nosotros los chilenos, tres ensayos antropológicos de interpretación*, Santiago, Editora Austral, 1970.

⁵ M. GÓNGORA, *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago, Ed. Universitaria, 1992 (1^o edición: 1981).

dialogue avec une historiographie plus large que celle strictement nationale⁶. Parallèlement, l'historiographie chilienne la plus récente a produit nombre de travaux qui analysent, selon de nouvelles optiques, la participation populaire dans le processus de formation de l'État-nation chilien⁷.

3.

Francisco **Albizu-Labbé** ouvre le présent ouvrage en s'interrogeant sur la formation de l'identité chilienne. Il analyse les stratégies de mémoire mises en place par la classe dominante pour souligner l'exclusion historique de l'indigène dans le processus de construction de la Nation chilienne, et montre comment ce projet national répondait aux frustrations produites par la géographie, la politique et l'économie de ce *petit pays lointain et pauvre*. Cela le conduit tout naturellement à réaliser une interprétation critique de certaines catégories identitaires et culturelles dominantes au Chili. L'indépendance suppose la construction d'une identité nationale à travers l'exaltation des particularités « nationales » – linguistiques, géographiques – et la création de figures nationales – les Pères de la Patrie –, alors même que les structures économiques et sociales coloniales sont maintenues et que la place octroyée aux Araucans – c'est-à-dire leur intégration à l'État-nation en formation – est celle de la relégation à une fonction symbolique.

Dans le cadre de *l'État et ses institutions*, Zunilda **Carvajal** montre la lente évolution de l'identité judiciaire chilienne. En exposant les aléas de la construction du système juridique à partir de l'indépendance, elle souligne les difficultés rencontrées par celui-ci pour s'émanciper du droit colonial espagnol. En effet, après l'indépendance, l'organisation des tribunaux obéit au besoin de combler un vide juridico-procédural et institutionnel. La Constitution de 1823 dote le Chili d'un pouvoir judiciaire indépendant couronné par la Cour suprême qui donne toute sa particularité à un système judiciaire chilien qui semble combiner un fort héritage des institutions coloniales avec une adaptation aux nouvelles réalités inspirées des systèmes européens et étasuniens. On note cependant la persistance de formes juridiques coloniales qui présentaient l'avantage d'assurer le maintien de l'ordre social et économique hérité de la Colonie que la majorité des indépendantistes triomphants ne désiraient pas transformer. Ainsi, loin de disparaître, le *Derecho Indiano* se maintint tout au long du XIX^e siècle, servant

⁶ G. FELIU CRUZ, "Patria y Chilenidad. Ensayo Histórico y Sociológico sobre los Orígenes de estos Sentimientos Nacionales Afectivos": *Mapocho*, n° 1, Vol. 13, Santiago, 1966, p. 157-174; P. PERALTA, *¡Chile tiene fiesta! El origen del 18 de septiembre (1810-1837)*, Santiago, LOM Ediciones, 2007.

⁷ J. PINTO VALLEJOS, "El rostro plebeyo de la Independencia chilena, 1810-1830", en *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Debates, 2010 (En línea), Puesto en línea el 18 de mayo de 2010. <<http://nuevomundo.revues.org/59660>>. [26-10-2010]; S. GREZ, *De la 'regeneración del pueblo' a la huelga general. Génesis y evolución del movimiento popular en Chile (1810-1890)*, Santiago, DIBAM, 1997.

de base aux codes républicains promulgués dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Cependant, contrairement à d'autres républiques continentales qui se contentèrent d'adopter le droit français, le Chili élaborait sa propre législation. Si, comme on l'a vu, pour construire sa représentation indépendante la classe dominante chilienne exalta le paysage national et les spécificités topographiques de la nouvelle nation, elle n'éprouva pas le besoin de se démarquer du cadre juridique colonial. La vague de réformes récentes dont est l'objet l'institution judiciaire chilienne permet de remonter aux origines d'un système qui souhaite modifier sa législation obsolète.

La fiscalité est un sujet auquel ont été immédiatement confrontés les gouvernements républicains à la recherche du financement nécessaire à l'indépendance du pays et à la mise en place de leur politique. Nathalie **Jammet-Arias** montre les corrélations entre État et fiscalité grâce à la mise en relation des principales lois fiscales avec le développement progressif des institutions et le caractère des gouvernements, en périodes de crise et de paix intérieure. Elle montre aussi comment, en période normale, le besoin de doter l'État de moyens et la nécessité d'assainir les finances publiques – qui sont les bases de la sauvegarde de l'indépendance nationale – engendrèrent tout au long du XIX^e siècle des mesures diverses et des politiques différentes. Le développement de la politique fiscale fut accompagnée par l'obligation pour l'État de justifier ses dépenses et donc de les rationaliser afin de rendre le principe-même d'une imposition accrue tolérable. L'organisation d'un nouveau système d'imposition était aussi une façon de se démarquer du système colonial et d'affirmer une nouvelle identité politique, sociale et nationale. Ces politiques d'impositions directes ou indirectes, générèrent des résistances mais elles prouvent aussi un réel désir de développer les structures de l'État.

Marie-Noëlle **Sarget** s'attaque à plusieurs idées trop ancrées dans l'historiographie pour être exactes. L'indépendance a donné toute son importance à l'Armée. Elle est choyée par toutes les fractions, libérale et franc-maçonne, ses officiers ne sont pas issus de l'aristocratie conservatrice catholique, et son poids dans la vie politique du Chili se mesure au XIX^e siècle, à l'aune de ses nombreuses interventions. En outre, le service militaire obligatoire, décrété en 1900, révèle à une armée dont les officiers sont généralement issus des classes moyennes, la profonde misère du peuple chilien. Mais l'Armée ne reste pas insensible à l'émergence de mouvements sociaux qu'elle est chargée de réprimer et, dans les années 1920, elle contribue, par ses prises du pouvoir, à la modernisation de l'État, au développement économique et industriel, et à la rénovation du système politique.

Enrique **Fernández Domingo** ouvre le chapitre consacré à la *construction de l'État et aux résistances* qu'elle a engendrées en analysant les discours et les pratiques sociales non discursives qui définissent la culture politique républicaine libérale des classes supérieures chiliennes. Il observe la construction et la dynamique des formes de sociabilités, en considérant

qu'elles ne sont pas de simples réceptacles d'idées, mais des lieux sociaux où ces discours s'accompagnent d'usages, d'interprétations et d'appropriations qui transforment et diffusent les doctrines et les idéologies transmises dans des groupes familiaux endogamiques dont les principaux secteurs de promotion et de reproduction sociale sont ceux de la politique et du commerce. En conséquence de quoi, les études de droit menant au titre d'avocat sont un stéréotype nécessaire qui contribue particulièrement à pérenniser des modes d'organisations hérités de la colonie. De la même façon, les lieux de sociabilité fréquentés sont les endroits où se nouent, se forment et se renforcent les relations interpersonnelles de la bourgeoisie chilienne qui profite de l'expansion économique pour créer une ville qui devient son décor personnel. Très tôt, les lieux servent aussi de décors symboliques à la mise en scène de ces élites, d'une façon propre à resserrer l'appartenance à ce groupe dominant en renforçant la formation de réseaux qui partagent la même éducation, les mêmes valeurs et les mêmes intérêts économiques.

À travers différents textes d'opposants qui regroupent plusieurs auteurs et qui couvrent un espace chronologique qui s'étend de 1853 à 1931, mais qui aborde une historiographie débutant en 1810, Stéphane **Boisard** conduit une réflexion exploratoire qui interroge les concepts d'autoritarisme et de dictature dans un pays où l'existence de l'Armée aurait été antérieure à celle de l'État. Il cherche à s'approcher au plus près de la perception que les acteurs de l'histoire ont des choses afin de proposer une lecture à but heuristique de la question de l'autoritarisme et de la figure des quatre hommes d'État qui l'ont incarné depuis l'indépendance, au moins aux yeux de leurs opposants. Particularité qu'il convient de souligner, ce concept d'autoritarisme n'apparaît jamais sous ce terme, mais sous celui de dictature despotique et principalement de tyrannie. Il en résulte que le concept évolue, passant à signifier le pouvoir concentré dans les mains d'un seul homme au service d'un groupe minoritaire, à un système de gouvernement qui envahit la sphère privée de la vie des citoyens.

Parmi les résistances à l'ordre national et social imposées par l'État, les marginaux et les asociaux vont former un important contingent. Rapidement, prostituées, drogués, alcooliques et autres délinquants et éléments parasites formeront, aux yeux des autorités, un groupe dangereux auquel il est reproché une intelligence et un esprit d'entreprise mis au service du mal. Les étrangers indésirables et supposément subversifs leur seront adjoints. Marcos **Fernández Labbé** étudie avec soin les diverses mesures prises et les lois mises en place par la police et l'appareil judiciaire pour rectifier, rééduquer et contenir la dangerosité sociale de ces groupes marginaux dans le cadre de divers projets politiques entre 1927 et 1960. Ceux-ci tendent à renforcer la « race chilienne » dans une optique tout à la fois moralisatrice, politique et de défense nationale ; sans oublier – bien évidemment – le besoin de conserver ces individus sains pour faire d'eux de bons travailleurs, de bons producteurs et de bons reproducteurs. On remarque la volonté des législateurs de renforcer

le rôle de répression préventive plus que de s'attaquer aux causes productrices de ces déviations des comportements sociaux. Si la répression est une façon de nier la question sociale dans ce pays extrêmement inégalitaire et misérable qu'était le Chili, la répression est omniprésente, les moyens de rééducation, de restructuration et de réinsertion faisaient défaut.

Dans le cadre de l'étude sur l'organisation du *territoire et des relations internationales*, Vicente **Romero** analyse les propositions économiques de trois personnalités fondatrices de l'État chilien (Bernardo O'Higgins, José Miguel Carrera et Ramón Freire), ainsi que leurs relations avec les groupes indigènes. Il considère la naissance de l'État chilien comme très marquée par l'héritage colonial, en particulier les réformes bourbonniennes qui, en grande partie, ont déterminé les options économiques et industrielles nées de l'Indépendance. On assiste ainsi à l'organisation par Carrera d'une marine de guerre capable de renforcer la puissance commerciale chilienne en assurant l'indépendance du Sous-continent, et notamment la domination du Pacifique sud, alors même que le commerce chilien est rapidement capté par la puissance britannique. V. Romero rappelle l'importance du blé dans l'économie chilienne dans les années postérieures à l'Indépendance. Il constate comment d'obscurs commerçants *criollos* détachés de la lutte indépendantiste conquièrent une place de choix dans le nouvel État, de voir comment les positions économiques de Freire et de Portales étaient finalement contraires aux intérêts nationaux de l'État naissant, et que la nouvelle classe dominante oligarchique créole (*criolla*) se servit des monopoles d'État nés à l'époque des réformes bourbonniennes pour s'enrichir, alors même que l'économie chilienne postcoloniale apparaît vite comme étant « dominée dominante », tant la place des maisons commerciales britanniques et étasuniennes est prépondérante. En cela, l'importance accordée au commerce étranger par les dirigeants des premiers gouvernements chiliens apparaît comme la prolongation de la dynamique coloniale impulsée par le capitalisme mercantile européen que les réformes bourbonniennes avaient projeté dans l'empire américain.

Mais la principale caractéristique de l'économie du Chili fait déjà son apparition : le pays tourne le dos au Continent et abandonne les projets d'industrialisation pour se consacrer au commerce d'exportation dont le plus grand bénéficiaire est l'empire britannique. Quant aux relations que les premiers chefs de l'État développèrent avec les Indiens, elles dépendent de leur lieu de naissance et de leur éducation, mais aussi des tactiques auxquelles la guerre d'Indépendance les contraignit, et de la volonté de définir un État aux frontières précises. En somme, le Chili indépendant se construisit à la fois face à un Autre extérieur et un Autre intérieur.

En abordant l'étude de la reconnaissance diplomatique du nouvel État chilien par la France, et par conséquent l'établissement des premières relations diplomatiques entre Paris et Santiago, Alvar de la **Llosa** montre comment, une fois la nouvelle souveraineté assurée, il convenait, dans le cadre de

l'indépendance, d'obtenir la reconnaissance par d'autres nations du globe. Il s'agissait dès lors, non seulement d'intégrer le concert des nations, mais surtout, d'assurer cette indépendance en se ménageant des alliés externes au Continent. Cela permettrait de diviser les appétits et les ambitions de certaines puissances européennes. De la même façon, la reconnaissance facilitait le renforcement des échanges commerciaux, alors même que l'orientation du Chili vers le Pacifique l'éloignait des échanges inter Atlantiques, c'est-à-dire des principaux courants commerciaux de l'époque.

La reconnaissance du nouvel État et l'arrivée d'un représentant français ouvrirent la voie à un jeu de regards sur le pays, ses habitants, ses productions, son commerce et son administration politique, laissant entrevoir toutes les difficultés que rencontrerait la création de l'État-nation. L'organisation nationale se heurtait au poids prépondérant de l'Armée et à la difficulté pour cette nation enclavée de constituer une Marine. Il était difficile de mettre en place un appareil administratif efficace dans un pays dont les élites se préoccupaient avant tout de conserver un état de fait qui défendait une richesse économique accumulée tout au long de l'époque coloniale. Cette relative faiblesse de l'État-nation ouvre la voie à une emprise économique européenne, notamment des Britanniques qui sont déjà fortement implantés. On voit alors apparaître dans divers secteurs de la société chilienne des réseaux de soutien aux intérêts commerciaux français. On assiste aussi à un transfert de lois notamment lors de l'adoption d'une loi sur l'émigration qui n'a d'autre but que de protéger les intérêts du commerce français en renforçant le contrôle sur les marins déserteurs. Derrière l'adoption de celle-ci, se profile une conception différente de la citoyenneté dans les nouvelles républiques américaines. On observe aussi comment, face aux dangers régionaux (le Pérou ou Buenos Aires), la jeune république chilienne agit et tente de consolider sa relation avec l'Europe, en particulier avec le Saint-Siège.

Jérôme **Louis** montre de façon détaillée comment, par crainte et par réaction, la création d'une confédération péruano-bolivienne pèse et détermine la formation de l'État-nation chilien. Les conflits entre les trois pays sont décisifs dans l'organisation nationale du Chili car, loin d'être simplement des conflits régionaux, ils accentuent la fragmentation de l'empire espagnol d'Amérique et augmentent le déséquilibre des forces entre les nouvelles nations en excitant, de Quito à Buenos Aires, le jeu des autres nations américaines. Ces conflits militaires provoqueront justement la naissance d'un sentiment national que ni les guerres d'indépendance ni la naissance des nations n'avait été en mesure de créer. Derrière les guerres, les invasions et les combats navals se cachent les rapports complexes de Santiago avec Lima contre Sucre. Les trahisons sont multiples. L'apparition de la confédération péruano-bolivienne face au Chili dévoile aussi le choix de projets divergents de construction de l'État-nation qui privilégient des options différentes – celle de Portales ou celle de Santa Cruz – le développement

agraire ou l'industrialisation. En conséquence, au niveau des relations internationales, la France ou la Grande Bretagne sont privilégiées. Parce qu'elles entravent les échanges commerciaux, ces conflits armés ont aussi leurs incidences sur l'ordre international et elles entraînent des répercussions en Europe, légitimant son intervention et sa conduite vis-à-vis des nouvelles nations américaines. Ce rôle apparaît clairement à travers l'achat et l'armement de navires. Le Chili obtient ainsi la maîtrise des mers ; dès lors, on assiste à un rééquilibrage régional qui affirme la puissance chilienne. Finalement, l'identité nationale se construit à travers les batailles, les victoires, et la participation des Mapuches et des femmes, et s'accompagne de la création d'une littérature épique de célébration.

Dans le cadre de l'étude des *relations entre la nation en construction et la présence indigène*, grâce à l'étude de la question indigène dans la province argentine de Neuquén, Natalia **Molinaro** offre un élément de comparaison. Si l'État chilien, comme l'État argentin, considérait, selon la conception de D. F. Sarmiento, que l'Indien était « un sauvage à éradiquer », les méthodes employées différaient. Tandis que, dès 1881, le Chili se résolut à la mise en place de colonies indiennes par l'attribution des *Títulos de mercedes*, et essaya d'attirer des colons étrangers, la question fut moins vite tranchée en Argentine où plusieurs méthodes furent adoptées pour intégrer de force la population autochtone. Par sa situation géographique, le territoire du Neuquén représentait pour Buenos Aires un enjeu double : sa conquête permettait de poursuivre les avancées militaires vers le sud, mais aussi d'affirmer la souveraineté nationale sur un territoire frontalier en définissant précisément les limites qui pouvaient être convoitées par le Chili. Car, depuis la prise de possession du détroit de Magellan et la fondation de Punta Arenas, le Chili avait affirmé son désir de dominer l'extrémité sud du continent. Or, les Mapuches, peuple semi-nomade, passaient indifféremment d'un côté à l'autre de ce qui allait devenir une frontière. Comme le montrent les cas emblématiques de Manuel Namuncurá et de Feliciano Purrán, considérés comme des traîtres à la solde du gouvernement chilien, cette attitude nomade leur valut d'être l'objet d'une constante méfiance de la part des autorités argentines. À l'opposé, parce qu'il s'affirma argentin, Valentín Sayhueque fut perçu comme l'incarnation du « bon indien ». Cependant, au-delà des rapports entre les caciques et les autorités, la conquête militaire posa la question de l'intégration des Indiens à la communauté nationale. Plusieurs stratégies furent adoptées, notamment le déplacement et la répartition de la population autochtone qui aboutit à fournir une main-d'œuvre domestique ou agricole – à l'instar du sort qui avait été réservé aux prisonniers de la Guerre du Paraguay. Enfin, la loi de 1884 attribua à l'École publique, puis à la Justice – moyennant l'application stricte des lois contre le vagabondage et l'oisiveté – et en dernier recours à l'Armée – par le service militaire imposé –, la faculté de faire des Indiens des citoyens argentins.

Michèle Arrué retrace la trajectoire des Mapuches de l'Indépendance aux années 1930 en étudiant précisément trois moments où l'histoire nationale croise celle des Mapuches : la période de l'Indépendance, la Pacification de l'Araucanie et l'installation des *reducciones* entre 1884 et 1929. L'Indépendance n'altéra pas l'autonomie mapuche qui avait été instaurée dès 1541 par le pacte de Quilín. En effet, soucieux de ne pas envenimer les relations avec les Mapuches qui globalement avaient adopté le parti royaliste, le gouvernement chilien, poursuivit la tradition des *Parlamentos* qu'avait établie la couronne d'Espagne. Cependant, l'Indépendance, qui au début avait exalté les héros araucans – symboles de lutte contre les oppresseurs –, ne tarda pas leur attribuer des pratiques négatives : paganisme, anthropophagie, polygamie. Les Mapuches disparurent des armoiries et leur place diminua dans l'hymne national tandis que la presse préparait l'opinion publique à la pacification de l'Araucanie par le récit de faits divers impliquant des Mapuches, et par la sous-estimation délibérée de leur nombre. Le plan de pacification de 1857 répondit aux souhaits d'hégémonie territoriale des dirigeants nationaux ainsi qu'à des motivations d'ordre économique. Il consista en la construction de fortins et par le peuplement immédiat des territoires conquis, spontanément par des colons chiliens ou par des colons européens qui répondaient aux campagnes officielles orchestrées en Europe par les autorités chiliennes. Des familles allemandes, puis d'autres nationalités, peuplèrent le territoire mapuche tandis qu'à partir de 1884, les indigènes autochtones étaient relégués dans des *reducciones*. Des titres de propriété collective, les *Títulos de mercedes*, furent octroyés, mais les Mapuches perdirent neuf millions d'hectares distribuées aux colons ou volées par les grands propriétaires. Cette réduction du territoire entraîna des changements dans l'activité économique et dans les structures sociales. Les communautés ainsi constituées ne correspondaient pas aux clans unis par les liens du sang telles qu'elles existaient auparavant. La loi du 19 août 1927 autorisa la division des titres de propriété collective en titres individuels ; cela aboutit à la dispersion des terres indiennes. En dépit de ces mesures visant la déstructuration du monde mapuche, ce dernier s'adapta à la nouvelle territorialité et, en parvenant à conserver ses anciennes coutumes et ses principes culturels, la communauté luttait contre le discours dominant qui visait à l'exclure de l'imaginaire national. La résistance a aussi pu se poursuivre grâce à la formation d'instituteurs mapuches et à l'activité politique et associative.

Contrairement à l'historiographie officielle, en analysant la violence qui sévit dans le territoire mapuche de 1882 jusque dans le premier tiers du XX^e siècle, Arauco **Chihuailaf** aborde les violences subies par les Mapuches. L'occupation de Villarica, le 1^{er} janvier 1883, marqua à la fois la conquête définitive du territoire historique des Mapuches du Chili, et la fin d'un long conflit avec les autorités voisines, espagnoles puis chiliennes. Cependant, les conflits armés cédèrent rapidement le pas à d'autres formes de violences, entre les habitants de la zone de la Frontière et ceux de l'Araucanie autant

qu'entre l'État et les populations autochtones. Depuis longtemps, la violence horizontale était ancrée en Araucanie puisque ce territoire avait servi de refuge à un demi-monde dangereux composé de repris de justice, de bandits de grands chemins, d'aventuriers et bientôt des troupes démobilisées et désargentées de la Guerre du Pacifique. La conquête ne signifia aucunement la fin des dangers car, en rendant des jugements partiels, la justice permit la permanence de pratiques délétères et contraires au droit. À côté de cette violence « de survie », dont ils étaient, à la fois, victimes et acteurs, les Mapuches subirent la violence verticale d'un État, qui, dès 1866, prit des mesures pour récupérer les terres indigènes et les vendre à bas prix afin de favoriser le développement industriel et politique. La vente des terres indiennes permit à quelques-uns, à l'instar de José Bunster, de s'approprier de grandes étendues de terre au détriment des communautés mapuches, mais aussi, plus tard, des petits colons émigrés européens et même de l'État chilien qui, ayant fait crédit, ne fut jamais remboursé. La spoliation matérielle fut accompagnée de violences physiques : assassinats de familles entières, marquages, crimes divers. À partir de 1891, une fois les groupes oligarchiques renforcés, une participation accrue à la vie politique réduisit plus encore la place économique des Mapuches dans une collectivité qui leur était largement défavorable. Les organisations indigènes mapuches, fondées à partir de 1910, ainsi que, à partir de 1922, l'entrée en politique de certains de leurs dirigeants, permirent d'opposer une résistance collective aux usurpations dont le peuple mapuche avait été l'objet, et aux menaces qui pesaient encore sur lui.

Dans un aparté consacré aux *résonances littéraires et aux medias*, en s'interrogeant sur les processus de sécularisation dans les pratiques scripturales de la première moitié du XIX^e siècle chilien, Mónica **Albizúrez Gil** nous propose un aspect inattendu de Francisco Bilbao. Celui-ci critique les Libéraux qui, dans le cadre de la construction d'une identité nationale, se montrent incapables d'élargir les adhésions collectives à leurs idéaux parce qu'ils ignorent l'expérience quotidienne de la foi populaire. Alors que chez d'autres lettrés contemporains les discours pédagogiques, la discipline du travail, le paradigme du bien-dire grammatical ou l'extermination constituaient les dispositifs nécessaires pour soumettre des masses à un projet homogène et hiérarchisée de la nation, Bilbao opte pour réactiver la problématique d'un christianisme utopique, qui désire l'union de la légalité civique avec le précepte moral religieux, mais sans tutelle ecclésiastique. Bilbao propose un projet républicain viable de la nation qui ne peut se passer ni de la foi, ni de l'imagination dans l'institutionnalisation de la masse illettrée. Bilbao sera condamné pour ses idées qui présentent la sainteté, et par conséquent la symbolique de la foi, comme nécessaire à l'articulation de la voix nationale et, plus généralement, continentale. Selon lui, le projet républicain et l'indépendance nationale seraient un échec s'ils n'incorporaient pas les imaginaires religieux qui n'entrent pas en contradiction avec ce discours sur la

modernité illustrée qui est à la base des fondations nationales. En s'intéressant à la création d'un imaginaire national qui réemploie les figures religieuses, l'auteur indique la voie d'une prometteuse ligne de recherche sur la généalogie de la culture religieuse latino-américaine comme élément constitutif de l'écriture littéraire latino-américaine et sa présence dans la discussion des projets politiques nationaux.

À travers la poésie de *El Pequén*, Benoît **Santini** nous livre un parfait exemple de cette littérature de circonstance adulée par les classes dirigeantes – elles publieront 8.000 exemplaires du poème pour le distribuer aux Armées – qui est destinée à engendrer l'esprit national. Son étude nous livre un parfait exemple des mécanismes employés dans cette construction d'une communauté imaginée à travers la création d'un imaginaire national fondé sur l'exaltation guerrière, vertu intrinsèque de la race nationale. Unité donc entre identité et propagande. La Guerre du Pacifique (1879-1883) fut, plus que la guerre contre la Confédération péruano-bolivienne de 1836-1839, et plus encore que celles qui avaient conduit à l'Indépendance, le véritable cristallisateur et révélateur d'un esprit national, patriotique, voire chauvin. C'est là un schéma, somme toute normal puisqu'on le retrouve aussi dans le cas mexicain de la guerre du Texas, car une amputation du territoire national engendre une même réaction identitaire. La guerre provoque la formation de l'esprit national, puisque l'événement offre l'occasion de le propager. *El roto* devient l'individu nationalement historique à travers lequel on exalte un personnage (de papier), volontairement populaire, créé de toutes pièces pour l'occasion ; le médiocre auquel de larges couches de la population peuvent s'identifier parce qu'il est leur semblable, mais, différence de taille, c'est un héros, il convient donc de le copier. C'est désormais le modèle qu'il faut atteindre. En même temps, face à cette unité, la construction nationale et identitaire passe par le refus de l'Autre, son rejet, d'où la carnavalisation de l'ennemi et les jeux de mots faciles, commodes à retenir par cœur, comme pour créer un code de ce qu'on doit dire et penser de *l'autre* et donc de ce qu'on ne doit pas être soi-même, puisque l'on fait partie de l'autre nation, celle des vainqueurs.

En s'intéressant aux vicissitudes de l'installation de la presse moderne au Chili en tant que support de médiation culturelle, Luis Carlos **Toro Tamayo** retrace l'histoire de la presse chilienne de l'Indépendance au milieu du XX^e siècle. Le point de départ du journalisme au Chili fut la fondation de *La Aurora de Chile*, publiée en 1812 et 1813 sous la direction de Camilo Henríquez. Comme la plupart des périodiques contemporains des autres pays hispano-américains, il s'agissait d'une publication générale qui mêlait des articles de philosophie politique et de propagande indépendantiste mais qui traitait aussi de l'instruction publique, des finances et du commerce. L'intérêt montré par les autorités chiliennes pour établir des règles en matière éditoriale fut immédiat et constant ; si le premier règlement constitutionnel de 1812

instaura la liberté de la presse, la loi du 23 juin 1813 établit des limites concernant les questions religieuses, définit les délits et peines encourues, ainsi que les processus juridiques engagés. Une loi de 1823 vint augmenter le nombre des délits punis qui concernaient désormais les articles incitant à la sédition, à la critique du régime politique. La censure fut renforcée par la loi de 1846, promulguée pendant le mandat du général Bulnes. Ce n'est qu'à partir de 1872, quand cette loi fut abrogée par les Libéraux, que la presse prit un nouvel essor, se modernisa et devint un moyen de communication plus efficace même si la lecture n'était pas encore à la portée de tous. À partir de ce moment, les intérêts économiques occupèrent de plus en plus d'espace dans une presse qui adopta un caractère plus commercial. L'évocation de deux journaux, *El Ferrocarril*, créé en 1855 par Juan Pablo Urzúa, et *El Mercurio de Santiago*, fondé en 1900 par Agustín Edwards Mac-Clure, permet de voir comment la logique politique ou idéologique fut remplacée par une logique de rentabilité qui contribua à l'élaboration de stratégies destinées à obtenir un plus grand nombre d'abonnés ; ce qui, évidemment, augmentait les gains des propriétaires. Si les rubriques des anciens journaux ne disparurent pas totalement, la place accordée aux annonces commerciales et aux thèmes économiques s'accrût. Les bénéfices ainsi réalisés permirent une diversification des publications, en particulier la parution de magazines spécialisés et la création de l'importante maison d'édition Zig-Zag.

Le Front populaire chilien constitue une expérience innovante et tout particulièrement dans la relation renouée qu'elle construisit avec l'Espagne. En se penchant sur les relations diplomatiques entretenues entre le Chili et la République espagnole, Juan Luis **Carrellán Ruiz** montre comment l'histoire politique des deux nations, au cours des années 1920 et 1930, fut parallèle et déterminée par leur coopération militaire et par leurs échanges économiques, notamment les ventes chiliennes de salpêtre qui atteignaient 70 millions de pesetas en 1931. Paradoxalement, ces relations furent rendues plus difficiles à l'avènement de la République en Espagne : les secteurs politiques et économiques conservateurs chiliens n'appréciaient pas les vents de changements qui en soufflant sur la péninsule ibérique facilitaient l'expression des attentes des groupes sociaux défavorisés. Les relations entre les deux pays furent marquées par la volonté espagnole – inscrite dans la Constitution républicaine de 1931 – de renforcer les liens avec les nations sœurs d'Amérique, alors que le côté chilien fut marqué par les préjugés idéologiques et un poids supérieur des contingences économiques. Parallèlement à une attention de plus en plus soutenue vis-à-vis des ventes de nitrate chilien à l'Espagne, on assiste à une nette dégradation de la qualité des relations diplomatiques entre les deux États. Elles se voient affaiblies par les tentatives d'abaissement de la catégorie de représentation dans chacun des pays parce qu'il existe une nécessité impérieuse de réduire les dépenses de l'État à une époque marquée par la crise économique. Cependant, on remarque au sein de

l'institution internationale qu'est la SDN, la prolongation d'un appui mutuel. Ce travail de concert entre les deux États est encore présent dans la tentative de médiation du conflit du Chaco. L'autre facteur qui tend à une réduction des échanges est directement lié aux effets de la crise de 1929, notamment la baisse des prix des matières premières sur le marché international qui à son tour engendre une réorganisation des options économiques chiliennes se traduisant par un relatif abandon du secteur minier au profit d'une industrialisation dirigée vers le marché interne. Elle est elle-même motivée par la chute drastique des volumes d'exportation et, par conséquent, des réserves de devises. En même temps, le cycle du cuivre s'affirme sur celui du nitrate. Au même moment, l'Espagne connaît une crise similaire, mais fondée sur des rubriques d'échanges différents. Le Chili, comme l'Espagne, tenta de pallier les effets de la crise, notamment par le biais de la généralisation des barrières protectionnistes. Les difficultés à mettre en place un accord commercial de nature à satisfaire les deux parties – celui de 1933 n'étant pas respecté par le Chili – il devint terriblement défavorable à l'Espagne.

En étudiant les relations entre l'Espagne et le Chili à travers les contacts entre les intellectuels, en dépoussiérant le livre des souvenirs de famille, et plus particulièrement celui des écrivains des deux pays, Jesús **Cano Reyes** souligne comment, au-delà des différences, les intellectuels, tout en prenant parti, communiquent, ne serait-ce que pour critiquer ou dénigrer les affirmations des autres. La Guerre d'Espagne devient non seulement un enjeu, mais aussi un miroir dans lequel Chili se regarde : elle sert à dénoncer l'inégalité sociale qui y règne. Au Chili, une bataille de presse oppose adversaires et partisans de la République espagnole, rénovant le discours sur les nécessités de l'État-nation.

Les changements qui s'opèrent dans l'écriture poétique de certains poètes, tels Neruda, témoignent de l'impact de la Guerre d'Espagne et du besoin de rénover les modes d'expressions pour transmettre le ressenti et la violence des événements. Le canon littéraire chilien se transforme face à l'événement européen ; et ce, dès l'assassinat de García Lorca qui devient la figure emblématique de la culture assassinée. La droite chilienne tentera de faire de Marañón son héros. Il en ressort un débat vif qui, de chaque côté de l'Atlantique, traduit l'engagement. Dans ces échanges, la rencontre du Congrès International des Écrivains Antifascistes de juillet 1937 jouera un rôle primordial.

La multitude et la richesse des échanges étonnent aujourd'hui encore. Ces mêmes intellectuels chiliens seront ceux qui se chargeront du transfert d'une partie de l'exil espagnol vers le Nouveau Monde, ouvrant de la sorte une nouvelle page de la création intellectuelle et artistique chilienne qui, par sa réflexion, participera au questionnement de l'identité chilienne.

Les auteurs

Bibliographie

- ANDERSON, B., *L'imaginaire nationale. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.
- ANDRÉS, J., ARCHILÉS, F., “Naciones y nacionalismos: un balance teórico e historiográfico”, *Ágora. Revista de ciencias sociales*, n°7, 2002, p. 89-122.
- BHABHA, H., “Introduction: Narrating the Nation” dans H. BHABHA, *Nation and Narration*, London, Routledge, 1990.
- BILLIG, M., *Banal Nationalism*, London, Sage Publications, 1995.
- CALHOUN, C., *Nacionalisme*, Catarroja, Afers, 2008.
- CHIARAMONTE, J. C., “El mito de los orígenes en la historiografía latinoamericana”, *Cuadernos del Instituto Ravignani*, n° 2, Buenos Aires, 1991, p. 18-39.
- DEUTSCH, K., *Nationalism and Social Communication: An Inquiry into the Foundations of Nationality*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1966.
- EDENSON, T., *National Identity, Popular Culture and Everyday Life*, Oxford–Nueva York, Berg, 2002.
- ELEY, G., SUNY, R. G., “Introduction: from the moment of social history to the work of cultural representation” en G. Eley, R. G. Suny (ed.), *Becoming National: A Reader*, Oxford– Nueva York, Oxford University Press, 1996, p. 3–37.
- FARALDO, M., “Modernas e imaginadas. El nacionalismo como objeto de investigación histórica en las dos últimas décadas del siglo XX”, *Hispania*, LXI/3, 2001, p. 933-961.
- GELLNER, E., *Thought and Change*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1964.
- , *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1989.
- HALL, C., MCLELLAND, K., RENDALL, J., *Defining the Victorian Nation. Class, Race and Gender and the Reform Act of 1867*, Cambridge, CUP, 2000.
- HOBBSAWM, E., *Nations et Nationalisme depuis 1789*, Paris, Gallimard, 1992.
- HOBBSAWM, E., RANGER, T., *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2006.
- HROCH, M., *La naturalesa de la nació*, Catarroja, Afers, 2001.
- KEDOURIE, E., *Nationalism London*, Hutchinson, 1960.
- KUZIO, T., “The myth of the civic state: a critical survey of Hans Kohn’s framework for understanding nationalism”, *Ethnic and Racial Studies*, 25-1, 2002, p. 20-39.

- ÖZKIRIMLI, U., "The nation as an artichoke? A critique of ethnosymbolist interpretations of nationalism", *Nations and Nationalism*, 9-3, 2003, p. 339-355.
- _____, *Contemporary Debates on Nationalism. A Critical Engagement*, Nueva York, Palgrave, 2005.
- _____, *Theories of Nationalism. A Critical Introduction*, New York, Palgrave, 2010.
- WILLIAMS, R., *Culture*, Londres, Fontana, 1981.
- _____, *Keywords. A Vocabulary of Culture and Society*, New York, Oxford University Press, 1983.
- YUVAL DAVIES, N., *Nation and Gender*, Londres, Routledge, 1997; J. W. SCOTT, *Théorie critique de l'histoire. Identités, expériences, politiques*, Paris, Fayard, 2009.

Paradigmas identitarios y estrategias de la memoria en el Chile de la Independencia¹

*¿Adónde hallaremos la expresión de nuestra
sociedad,
el espejo en que se refleja nuestra nacionalidad?*

José Victorino Lastarria

EL ESQUEMA DE ESTE ARTÍCULO es el siguiente. En primer lugar, se hace una breve descripción del contexto histórico durante el cual se manifiesta la constitución formal del Estado chileno en el siglo XIX. En segundo lugar, privilegiamos el papel de la percepción geográfica y la inscripción de la sociedad chilena en el espacio como paradigma identitario y factor de nacionalidad. En tercer lugar, recurrimos a la instrumentalización histórico-literaria de la presencia indígena en el Sur de Chile como estrategia de la memoria, para subrayar la exclusión histórica de lo indígena al construirse los fundamentos históricos de la nación chilena. En las conclusiones señalamos cómo la trayectoria de la identidad nacional chilena decimonónica estuvo al servicio de un proyecto nacional que respondía a las frustraciones geográficas, políticas y económicas de un “pequeño país lejano y pobre”².

Debemos, al comenzar, hacer dos advertencias relacionadas con el contenido de este artículo:

¹ Versión corregida de la ponencia presentada en el *Colloque International, Construction de l'État-nation et résistances au Chili: de l'Indépendance au Front Populaire*, Paris, juin 2011. Expresamos nuestro más sincero agradecimiento a los organizadores del congreso por la cordial invitación para participar en dicho evento.

² Recordando las palabras de Luis Oyarzún, en su prólogo a *Temas de la cultura chilena*, Santiago, 1967, p. 32.

La primera: está demás señalar que resulta atrevido y ambicioso, en el espacio impartido, pretender determinar los paradigmas identitarios y las estrategias de la memoria correspondientes a un momento histórico determinado, como es el del Chile de la Independencia, tanto más que ello implicaría analizar una problemática y un discurso proto y post-nacional de más de un siglo (por lo menos desde fines del siglo XVIII hasta la segunda mitad del siglo XIX). Por ello, no podremos pasar revista a los fundamentos del discurso identitario e historiográfico chilenos. Además, se corre el riesgo de ser redundante al insistir en un aparato discursivo ampliamente estudiado en la abundante bibliografía de los últimos años, publicada en particular con ocasión del Bicentenario³.

La segunda: por las mismas razones, salvo excepciones, nuestro trabajo ignora voluntariamente muchas referencias, autores, obras o hechos que podrían ilustrar nuestras hipótesis. Evidentemente, estas omisiones desfavorecen nuestra demostración. Pero, como lo señala James Clifford, cualquier enfoque es, en definitiva, excluyente; nunca estamos en presencia de “metodologías inocentes” en materia de interpretación intercultural o interétnica; cuando “modos de vida significativamente diferentes van a ser representados, *alguna estrategia de localización es inevitable*”⁴.

En consecuencia, este trabajo se limita a explorar de forma general la constitución de los imaginarios nacionales del Chile republicano, considerando que la problemática chilena de la identidad cultural y nacional, de su memoria histórica y colectiva, representa una problemática que reconoce varias génesis, referentes, matrices y estrategias. Aquí nos interesa privilegiar, como referente histórico, algunos fundamentos asociados a las representaciones construidas por las élites dominantes respecto a la geografía y a las sociedades indígenas, en particular la sociedad *araucana*, recurriendo al etnónimo consagrado en la época colonial y republicana; patrones hegemónicos que prevalecerán en la formación de la identidad nacional y cultural chilenas desde el siglo XIX. Por lo tanto, el objetivo de este artículo es, únicamente, el de realizar una interpretación crítica de algunas categorías identitarias y culturales, dominantes en Chile, en particular durante la primera mitad del siglo XIX. Entendemos por paradigma identitario el proyecto político, social, cultural e historiográfico, reconocido o subyacente, que se manifiesta en el discurso de formación nacional elaborado por los estratos dominantes en el periodo de la Independencia.

³ De la cual señalamos algunas referencias al final de nuestro texto.

⁴ J. Clifford, “Traveling Cultures”, en L. Grossberg, C. Nelson, P. Treichler (comps.), *Cultural Studies*, Nueva York-Londres, Routledge, 1992, p. 96-111.

Introducción

A modo de prolegómeno, es bueno recordar que el modelo de Estado-Nación que surge en Chile a comienzos del siglo XIX, —y en el resto de América hispana por lo demás—, es el resultado de un proyecto político elaborado por las élites criollas, proyecto en el cual se confunden y mezclan a menudo los conceptos e ideas de *Estado, nación, nacionalismo, pueblo*, así como las nociones de *identidad, idiosincrasia, conciencia, carácter o espíritu nacional*⁵.

Bien sabemos que la independencia política impuso dos grandes desafíos a los grupos dominantes hispano-criollos:

1. Por un lado, crear un Estado, es decir, un conjunto jurídico cuyo objetivo representa el ejercicio del poder en un territorio determinado y al que deben someterse quienes allí viven.
2. Por otro lado, determinar una Nación en tanto que fundamento de este Estado. Antihispanismo, lengua, religión y geografía, representan en el Chile republicano la matriz fundacional de una supuesta unidad, condicionada por un territorio relativamente compacto, que va desde Copiapó hasta Concepción⁶.

En este contexto, las élites dominantes —a través del grupo militar que en un primer momento asume el poder— deben forjar e instrumentalizar una identidad con bases nacionales y ya no coloniales. La urgencia es la de individualizar un Estado en un entorno y trayectoria históricos que hasta el momento eran comunes dentro del molde colonial. Para ello se debe:

- a) tergiversar las múltiples afinidades entre países hispanoamericanos, acentuando las diferencias u oposiciones existentes, exaltando en particular los particularismos geográficos que permitirán justificar una aparente excepcionalidad chilena, la de lejanía y aislamiento respecto a la metrópoli peninsular,
- b) exaltar el proceso de independencia forjando, entre otros, el mito selectivo de los “Padres de la Patria”, etiqueta a la cual, por ejemplo, J. M. Carrera y Manuel Rodríguez no tienen derecho, mucho menos el general San Martín por su origen argentino, y,
- c) por último, disimular una herencia colonial que en el período republicano no será mayormente modificada en sus aspectos económicos y sociales.

⁵ Siguiendo, por ejemplo, los términos utilizados por J. Egaña en la constitución de 1823.

⁶ La administración española, a través de la Real Audiencia de Lima, había determinado desde 1552 las fronteras de la colonia chilena, que por el norte comenzaba a partir de Copiapó, en el 27°S, y por el sur hasta el 41°, espacio que va desde el río Itata hasta el río Toltén.

Por lo tanto, parte de la problemática de la construcción republicana se plantea en términos de una búsqueda identitaria nacional. El pasado colonial es analizado y presentado como un periodo asfixiante⁷, en el cual las identidades criollas protonacionales sofocaban bajo el yugo hispánico, alienadas por el sistema imperial. Visto así, el futuro republicano surge como la posibilidad de rehabilitar y realizar esta identidad, en aras de una nacionalidad modelada en el marco de un Estado independiente.

Forjar una identidad se transforma en una obligación ideológica, en una urgencia política y cultural, destinadas a fomentar una “autenticidad” histórica y, sobre todo, a echar las bases de un Estado nacional que debe reconciliar, controlar y *homogeneizar* a quienes viven al interior del territorio chileno. Se van forjando así nuevas solidaridades republicanas destinadas a borrar las oposiciones y diferencias con quienes no comparten estos proyectos. D. Portales escribía en 1822 que los gobiernos republicanos debían “enderezar a los ciudadanos por el camino del orden y de las virtudes”⁸. Al año siguiente se promulgará una Constitución “moralista”, –así llamada por sus características normativas que pretendía regular las actividades ciudadanas, para “transformar las leyes en costumbres” y que al mismo tiempo establece por primera vez los límites territoriales del Estado. La imposición de símbolos nacionales⁹, monumentos, fiestas¹⁰ y otras manifestaciones públicas contribuyen paralelamente a consolidar este esfuerzo, así como la implementación de un sistema educacional en el cual M. de Salas y J. Egaña jugarán un papel preponderante¹¹. Egaña defiende la idea de una educación dirigida por el Estado, reconociendo que el sistema educacional chileno debería “dar existencia política y opiniones a una nación que jamás las ha tenido”¹². Estos esfuerzos serán permanentes durante el siglo XIX, lo que

⁷ Cf. los artículos de Camilo Henríquez en *La Aurora de Chile*, en la filiación de la *Carta a los Españoles Americanos* del jesuita peruano Juan Pablo Viscardo y Guzmán, redactada en 1792, y difundida por F. Miranda en 1799.

⁸ Carta de Diego Portales a José Manuel Cea, fechada en marzo de 1822. En el mismo orden de ideas, O’Higgins había considerado que a un pueblo como el de Chile era necesario “hacerle el bien por la fuerza”.

⁹ Tardíamente definitivos, entre 1812-1834. Al cabo de cuatro versiones respecto a la bandera y escudo y dos en cuanto al himno nacional. Cf. F. Albizú Labbé, “Une mémoire sélective: symboles représentatifs de la nation chilienne”, in *Amérique latine, cultures et communications, Hermès* 28, CNRS, Paris, 2000, pp. 119-127. En este trabajo estudiamos la evolución de los símbolos nacionales como ilustración de los consecutivos paradigmas identitarios de la naciente república chilena.

¹⁰ F. Albizú Labbé, “El ‘Dieciocho’. Fiesta, nación e identidad en el Chile decimonónico”, in *La fête en Amérique latine, América* 27, CRICCAL, Sorbonne nouvelle, 2001, pp. 13-21.

¹¹ En 1811 redacta sus “Reflexiones sobre el mejor sistema de educación que puede darse a la juventud de Chile”; en 1812 publica en *La Aurora de Chile* su “Discurso sobre la educación”. En el mismo orden de ideas, merecen nuestra atención dos textos esenciales de A. Bello publicados en *El Araucano*, “Modo de escribir la historia” y “Modo de estudiar la historia”, de 1848.

¹² J. Egaña, “Reflexiones sobre el mejor sistema de educación que puede darse a la juventud chilena”, 1811, Archivo Nacional, Fondos Varios, p. 796, f. 5. Citado por Sol Serrano, “La revolución francesa y la formación del sistema de educación nacional en Chile”, in *Cahiers des Amériques latines*, N° 10, Paris, 1990, p. 242.

explica la idea de “regeneración” que un eminente miembro liberal de la generación del 42, J. V. Lastarria, reivindicara en 1844 al escribir que:

[...] las generaciones que han aceptado el legado de la independencia tienen el deber de *regenerar* aquellas ideas para adaptarlas a la nueva situación, porque cada siglo es responsable de la manera como *corrige y completa* la experiencia y la educación de sus antepasados, pues los acontecimientos, los sucesos no son obra de la casualidad, sino puros efectos de las ideas dominantes [...]¹³.

Simplificando, en los comienzos de la organización republicana, desde 1830, se impone progresivamente un “orden portaliano” de la sociedad, donde “para gobernar bien” se debe distinguir el “bueno del malo”, visión corroborada por la famosa sentencia portaliana de “palos y bizcochuelos”, lo que para D. Barros Arana, historiador liberal del siglo XIX, representa una pura y simple “reacción colonial”¹⁴.

Los gobernantes se apoyan sistemáticamente en la retórica de un Estado nacional virtualmente monoétnico y monocultural. Desde este punto de vista la nación no corresponde a un grupo social unido por la lengua, la etnia o una historia compartida que ocupa y comparte un territorio determinado. En el proyecto nacional criollo, el de una élite que se va aristocratizando cada vez más, la diversidad de la nación es ocultada por la unidad del Estado. Al igual que en el resto de América Latina, en Chile la construcción del Estado precede la formación de la Nación, puesto que esta nación surge apoyándose en un Estado. En esta perspectiva, la idea de “Nación” representa la expresión específicamente republicana de la identidad colectiva criollo-chilena. Como nos lo recuerda José Carlos Chiaramonte, es erróneo considerar que la aparición de los Estados en Hispanoamérica esté asociada “a la previa existencia de una definida nacionalidad”¹⁵. En efecto, se debe tomar en cuenta que esa nacionalidad debería apoyarse en una sociedad nacional, la cual es, históricamente, el producto de una *situación colonial*, en el sentido que le da Georges Balandier a esta expresión, en tanto que conjunto de condiciones (conflictos o contactos) entre pueblos o entre culturas¹⁶. En tanto que sociedad dependiente ella nace, se desarrolla y consolida, cultural, social y económicamente, evacuando formalmente sus orígenes históricos

13 J. V. Lastarria, “La América”, en *Investigaciones sobre la influencia social de la conquista y del sistema colonial de los españoles en Chile*, Santiago de Chile, 1844. Subrayado nuestro.

14 “Palo y bizcochuelo, justa y oportunamente administrados son los específicos con los que se cura cualquier pueblo, por inveteradas que sean sus malas costumbres”. Carta de D. Portales a F. Urizar, Santiago, 1-4-1837, in *La “cuestión social” en Chile. Ideas y debates precursores (1804-1902)*. Recopilación y estudio crítico de S. Grez T., Santiago, 1995, pp. 61-62. Como bien se sabe, esta idea se reactualizará en 1845 con la dualidad de civilización y barbarie de D. F. Sarmiento, elaborada en su *Facundo*.

15 J. C. Chiaramonte, “El problema de los orígenes de los Estados hispanoamericanos...”, Porto Alegre, 1993, p. 49.

16 Citado por P. Mercier, “Anthropologie sociale et culturelle”, in J. Poirier, *Ethnologie Générale*, Paris, 1968, p. 1023.

coloniales. Desde este punto de vista, la noción misma de *sociedad nacional* puede ser cuestionada: “[...] una sociedad dependiente —escribe Alain Touraine— no existe como sociedad nacional, no posee cultura nacional, y a menudo ni siquiera posee un Estado nacional, en el sentido que la tradición europea le ha dado a esta palabra desde el siglo XVIII francés”¹⁷.

Es menester señalar también que este proceso tuvo que superar en Chile algunos obstáculos, “regenerando” y adaptando a menudo sus estrategias para lograr sus objetivos. Entre las más demostrativas, señalemos dos dificultades. En primer lugar, las oposiciones al *interior* del grupo dominante, tales como el divorcio mayor entre una opción federalista y otra centralista¹⁸; en segundo lugar, al *exterior* del grupo dominante y de esta organización republicana en ciernes: la presencia de las naciones indígenas en el sur del país, sociedades que irrumpen en el mundo republicano homogeneizados bajo el etnónimo de “araucanos”, según el vocablo impuesto por la crónica colonial.

Como lo dijimos al comienzo, es este último aspecto el que tomamos como hilo conductor, pues creemos que convergen aquí algunos paradigmas identitarios y estrategias de la memoria. Focalizar el análisis en la actitud de las élites criollas en relación con las sociedades indígenas, nos permite apreciar cómo se va tachando la diversidad étnica y cultural que representan las sociedades indígenas en la nueva república chilena, pues ello no corresponde al modelo de Estado-Nación que se está construyendo. Las naciones prehispánicas, autóctonas e indígenas en un sentido etnohistórico, sobrevivientes del hecho colonial hispánico, fueron reemplazadas por un imaginario decimonónico republicano que integra socialmente a los indígenas en condiciones de profunda desigualdad al interior de una sociedad nacional en gestación.

Cuando la geografía inventa la historia. Cuando la historia borra la geografía

¿Cómo se cristaliza el proceso anterior? Asociando, en gran parte, la memoria histórica a la geografía. Esquemáticamente, creemos que es posible percibir tres etapas: en una primera etapa, uno de los principales “marcadores” de los mitos fundacionales chilenos se traduce en una geografía que inventa una historia. Como lo demostrase C. Lévi-Strauss, siempre existe una correlación entre la configuración espacial hecha por una sociedad y las propiedades formales de la vida social de un pueblo. Cada sociedad se inscribe de cierta forma en su espacio, proyectando en este acto una

¹⁷ A. Touraine, *Les sociétés dépendantes. Essais sur l'Amérique Latine*, Paris, 1976, p. 85.

¹⁸ Cf. Constitución federalista de 1826, con Ramón Freire y M. Blanco Encalada, experiencia que concluye con la Guerra Civil de 1829-1830, también conocida como Revolución de 1829 o Revolución Conservadora.

explicación y justificación de sí misma. En el caso particular que nos interesa, la geografía de Chile deviene una representación político-cultural indisoluble del mundo austral, confirmando que “la Geografía es una representación cultural del mundo y el modo de expresar[la] no es —no puede ser— insignificante”¹⁹. Ella comienza con el recurso al aislamiento geográfico de Chile, a su “remotéz” en tanto que país más austral de las Américas, con una geografía extravagante y caprichosa²⁰. Chile nace de lleno como un lugar excéntrico, tanto respecto a América como respecto a la península y a Europa. El extremo sudoccidental americano es el que está más lejos de su metrópoli, pero al mismo tiempo esa lejanía es relevada culturalmente por el eco peninsular de la resistencia indígena araucana. Al hacerse hincapié en su especificidad y particularismo geográficos, Chile aparece como un *finis terrae* americano, lo que le permite desde entonces posicionarse como una colonia diferente a las del resto de Hispanoamérica. Gracias a esta representación geográfica, por ejemplo, se hace abstracción que la colonia chilena sea un apéndice o prolongación político-administrativa del virreinato del Perú.

A partir del siglo XVI los cronistas y conquistadores piensan y definen, en primer lugar, lo que es geográficamente chileno, para luego definir lo que es cultural y humanamente chileno (a menudo, “chilenos” son en la crónica colonial los indígenas araucanos). El espacio natural se confunde más tarde con un espacio cultural, imaginario y/o nacional. De allí que se recurra tanto a la topología, a un lenguaje figurado y alegórico cuando se quiere explicar geográficamente esta tierra, marcando a Chile en la raíz de su mitología cultural²¹. La expresión telúrica y la mistificación que de allí nacen, “no [son] un simple amor a la tierra, ni una simple afinidad con lo natural; es un diálogo

¹⁹ N. Ortega C., *Geografía y cultura*, Madrid, 1987, p. 110. “La Geografía es, en buena medida, un ‘saber discursivo’ y por ello conviene tener en cuenta las ‘figuras del discurso’ que componen su ‘retórica’. Hay que prestar atención, por ejemplo, a las figuras metafóricas que ‘apelan a la sensibilidad por intermedio de la imaginación’. La metáfora adquiere un alto significado ‘cognoscitivo y creativo’: permite ‘describir y comunicar’ y se sitúa en el lugar en el que convergen ‘la observación, la experiencia y la interpretación’. [...] y su ‘valor pedagógico’ es muy estimable”. V. Berdoulay, citado por N. Ortega, *op. cit.*, pp. 110-111.

²⁰ La 6ª, 7ª, 8ª estrofas del Canto Iº de *La Araucana* (“*Chile, fértil provincia y señalada...*”), las cartas de P. de Valdivia, las crónicas de Vivar, Góngora de Marmolejo, González de Nájera, y más tarde las de Ovalle, Molina, Rosales, Vidaurre y Olivares participan en esta representación fundacional. En 1796, el economista criollo, Manuel de Salas, escribe que Chile es, “sin contradicción el [reino] más fértil de la América y el más adecuado para la humana felicidad [...]”. En su célebre *Carta de Jamaica* (1815), Simón Bolívar justificaba las “bendiciones [...] de una república [chilena]” entre otras razones, gracias a que “su territorio es limitado; [y] estará siempre fuera del contacto inficionado del resto de los hombres”. En la época republicana la primera estrofa del himno nacional (del que se canta) consagra oficial y simbólicamente esta visión del espacio nacional. En el siglo XX, obras como la de Benjamín Subercaseaux, *Chile o una loca geografía*, —que muchos chilenos consideran como la tarjeta de visita nacional—, prolongan esta empresa de mistificación geográfico-nacionalista sobre un país y su gente. En el prólogo de ella, Gabriela Mistral forjó la expresión “*contadores de patrias*, [quienes] cumplen de veras un acto de amor...”. Esta obra, publicada por primera vez en 1940, representa aun hoy un éxito editorial.

²¹ Por ejemplo, el terremoto de Concepción de 1832 fue explicado por los habitantes de la región como una “venganza” de algunos indios que habrían tapado el cráter del volcán Antuco, “con el perverso objeto de que reventara por aquel puerto”. Con razón escribe Darwin, durante su paso por Chile al presenciar el seísmo de Valdivia de 1835, que un fuerte terremoto es capaz de destruir de golpe todas nuestras referencias...

constante e inconsciente de la siquis con la naturaleza”²². Hasta un escudriñador tan perspicaz como Miguel de Unamuno, cazador de tópicos y pertinaz vigía de la América Hispana, se servirá de aquella imagen: “Chile siempre me ha parecido una ínsula; todo, la situación geográfica y su carácter general, todo es allí insular [...]”²³.

Si en una primera etapa la geografía inventa la historia, en un segundo período se produce el fenómeno inverso, cuando “la historia comienza a borrar la geografía” –parafraseando a Jules Michelet; la borra, creemos, a través de una representación que comienza en gran parte gracias a los escritos de los jesuitas expulsos a partir de 1767. Como forma de compensar y extirpar una nostálgica orfandad geográfica y cultural, concurren a forjar una conciencia nacional acentuando en sus obras factores, elementos o costumbres que se transformarán en valores culturales de la época republicana. La materia prima que representa la obra jesuítica le permite al grupo letrado echar las bases intelectuales de una nación moderna, dejando de lado todo lo que representase la tradición colonial hispánica.

Es en este marco que se van generando las modalidades sociales y culturales que adoptará más tarde la conciencia nacional chilena. Con la Independencia y la consiguiente intensificación de la colonización, se va organizando una estructura social, concentrada en núcleos urbanos modestos pero eficaces, que comienza a controlar un sistema económico basado, por un lado, en la minería y en la propiedad de la tierra y, por otro, en la disponibilidad de una mano de obra indígena o mestiza, según los casos. El aumento rápido del mestizaje y el descenso de la población indígena, posibilitan que los mestizos se vayan integrando rápidamente en este sistema socio-económico republicano. Hubo así en Chile un caso paradójico de *colonización sin conquista*, aunque hay que reconocer que al no haber conquista, esta colonización estaba sometida a un cuestionamiento permanente por parte de las sociedades indígenas. Ello no impidió que se fuese imponiendo rápidamente una economía agrícola y minera, lo que está demostrando dos hechos: a) el desarrollo básico colonial chileno fue compatible con la Guerra de Arauco, y b) la “energía bélica”, tanto indígena como hispanocriolla, se fueron canalizando lentamente hacia estas actividades económicas. El sistema

22 Cf. R. Mellafe, “El acontecer infausto en el carácter chileno: una proposición de historia de las mentalidades”, in *Historia social de Chile y América*, Santiago de Chile, 1986, p. 287. Mellafe subraya la importancia de las catástrofes nacionales en la historia de Chile. Concretamente, desde 1520 —fecha en la que hubo un fuerte terremoto narrado por los indígenas a los primeros conquistadores— hasta el año 1906, terremoto de Valparaíso, se puede establecer una estadística que señala que en este período de 386 años hubo 282 desastres, lo que significa que : “el 73 % des nuestros años de historia han sido nefastos: 100 terremotos, 46 años en que todo se inundó, 50 años de sequía absoluta, 82 años de diferentes epidemias generalizadas y 4 años en que insectos y roedores se comieron hasta los árboles”. Algunas de estas catástrofes naturales tienen en el imaginario popular una causa y una explicación culturales.

23 Unamuno hizo una rectificación de aquel lugar común al criticar en su artículo “Un libro chileno sobre Chile” la obra de B. Vicuña Subercaseaux *Un país nuevo (Cartas sobre Chile)*, publicado en París en 1903.

colonial y la Guerra de Arauco condicionan una evolución en la cual cada región colonizada se fue especializando desde un punto de vista del rendimiento económico. La Serena y Santiago tendrán como principal papel productivo el de la agricultura y ganadería, mientras que Concepción únicamente en la ganadería²⁴. Al mismo tiempo ello significa que se va atomizando la comunidad indígena a través de la nueva organización territorial republicana, lo que continuará hasta el proceso de “pacificación”, a fines del siglo XIX; la sociedad republicana ha comprendido que la comunidad representaba el elemento principal de la supervivencia indígena. Resumiendo, y como lo precisan R. Anrup y V. Oieni²⁵, la problemática general de la integración nacional hace referencia a tres procesos fundamentales: a saber, la penetración administrativo-político-militar de un territorio, la homogeneización normativa, que crea algún tipo de comunidad de sentimientos a través de la invención de símbolos comunes, mitos, etc., y la incorporación social, en relación a los diferentes pueblos y estratos sociales.

El indígena y la identidad nacional

En una tercera etapa, la de construcción de una identidad nacional, la república chilena acepta una integración formal de las sociedades indígenas en su seno²⁶, lo que implica una recuperación histórica de ellas por parte del elemento criollo, al apoyarse en el pasado indígena como elemento constitutivo de una identidad criolla. Este recurso político-cultural les permitirá adjudicarse un fuerte sentimiento antihispánico. Esta instrumentalización criolla, común a otras colonias hispanoamericanas (cf. Bolívar y su *Carta de Jamaica* de 1815), es asumida en Chile recurriendo a las múltiples resistencias y rebeliones indígenas frente a los conquistadores y colonos españoles, entre los siglos XVI y XVIII. Es justamente el *Flandes indiano* o *Flandes segundo* el que se transformará en un marcador esencial del pasado histórico austral. En consecuencia, se reivindicó una representación del araucano en el marco de una nación histórica, en cambio se rechazó y marginalizó a este mismo indio en el marco de una nación étnico-cultural y política. Nos encontramos en Chile, y tal como el filósofo mexicano Luis Villoro lo analizara respecto a México, frente a “una función simbólica del mundo indígena”, en la cual el insurgente criollo recurre y revalora al indio al tomar conciencia de que ambos

²⁴ M. Carmagnani, *Les mécanismes de la vie économique dans une société coloniale: le Chili (1680-1830)*, Paris, 1973, p. 264.

²⁵ R. Anrup y V. Oieni, “Ciudadanía y nación en el proceso de Emancipación”, programa de investigación del Instituto Iberoamericano de la Universidad de Gotemburgo sobre *Ciudadanía y nación en los procesos insurgentes sudamericanos*, p. 6.

²⁶ Decreto de B. O’Higgins, del 3 de junio de 1818, según el cual “respecto de los indios no debe hacerse diferencia alguna, sino denominarlos chilenos...”. Véase también, del mismo O’Higgins, su denominada “Proclama a los araucanos (1818)”, in *Pensamiento político de la emancipación (1790-1825)*, vol. II, Ed. J. L. Romero, Caracas, Ayacucho, 1977, p. 200-202.

“estaban situados en los confines de un mismo orden histórico negado”. A causa de la Guerra de Arauco —tanto la “guerra vieja”, la de los comienzos de la conquista con Valdivia, como la “guerra nueva”, pre-republicana—, el mundo indígena conserva desde la Conquista hasta la Independencia, y hasta nuestros días²⁷, esta función simbólica, curiosa y significativa “aunque ella no se exprese siempre de manera plenamente consciente”²⁸.

Es la literatura colonial la que inicia en Chile esta función simbólica al hacerse una lectura muy selectiva de *La Araucana*, destinada a echar las bases de un mito fundacional de la nacionalidad chilena. Alonso de Ercilla y Zúñiga, con *La Araucana* [1569-1589], representa el arquetipo mismo de quien genera un mito fundador de nacionalidad. Así, es « a través del verbo imperial de España » que nos introdujimos en el dinamismo de las naciones modernas. Digamos al pasar que la resistencia araucana vista a través de este poema épico es también generadora de estereotipos —acarreado su lote inevitable de tópicos anti o pro indígenas, según los casos. La rebeldía autóctona aparece como un rasgo permanente de la personalidad indígena, de su ser cultural, como si su capacidad guerrera dependiera de factores biológicos, prejuicio indisolublemente ligado a un tipo de organización social que los presenta como “bárbaros entre los bárbaros”, al estar organizados socialmente en un sistema que los españoles asimilan a las behetrías. Sin embargo, la lectura atenta de este poema muestra que en esta obra, “en una gradación indiscutible” —como lo escribiera Mario Hernández Sánchez-Barba—, pueden distinguirse tres períodos muy bien diferenciados: 1. derrota inicial de los españoles frente a los araucanos; 2. reacción victoriosa de estos y 3. capitulación final de los indígenas. Evidentemente, la literatura histórica nacional poco retendrá de las dos últimas fases...

En todo caso, para A. Bello, Chile “es el único, de los pueblos modernos, cuya fundación haya sido inmortalizada por un poema épico”. Incluso F. Bilbao, desde su destierro en París, confesaba en una de sus cartas: “Los cantos de Ercilla formaron mi corazón chileno. Si Chile debe ser una nacionalidad o algo *sui generis* ha de apoyarla en Ercilla”. Consideramos esas fórmulas, expresadas por intelectuales que todo oponía, como una convergencia fundacional compartida. Al ser considerada como un

²⁷ Por ejemplo, el general Pinochet, en un discurso en la ciudad de Temuco, en enero de 1978, afirmó: “Debemos luchar contra los enemigos de la Patria externos e internos, *como luchó nuestro heroico pueblo mapuche*” (subrayado nuestro). Al conmemorarse en 1976 el golpe de estado del 11-IX-1973 se editó un sello postal en el cual se ve un guerrero mapuche, a caballo y con lanza, bajo la leyenda “Arauco nunca sometido”. Este discurso recuperador del heroísmo araucano —que no es monopolio de la derecha—, se manifestó también en la izquierda, la que llamaba a luchar y resistir “contra la dictadura y por la libertad, como lo hicieron los araucanos en contra del español”. La izquierda ha recurrido a los mapuches como una forma de promover la lucha política en las regiones agrarias y latifundistas, considerándolos en tanto que componentes del proletariado rural, sin tomar necesariamente en cuenta su especificidad cultural y social.

²⁸ L. Villoro, “De la función simbólica del mundo indígena”, in L. Zea (compilador) *De las fuentes de la cultura latinoamericana*, vol. II, México, 1993, p. 429-436.

componente de la identidad nacional, *La Araucana* participa también en la justificación ideológica de la nacionalidad, lo que permite confirmar la idea de un Chile arquetipo histórico de una “tierra de guerra”, país que se ha constituido desde la conquista hasta fines del siglo XIX mediante una serie de conflictos victoriosos²⁹.

Hay sin embargo, dos excepciones de talla respecto al positivo papel de *La Araucana* en el imaginario histórico nacional: la primera proviene de D. F. Sarmiento ilustrada con su célebre invectiva donde condena la utilización de esta obra como mito nacional³⁰, al frenar ella el proceso civilizador, quejándose de que “una mala poesía [haya] bastado para detener la conquista”:

[...] no debieran ya nuestros escritores insistir sobre la crueldad de los españoles para con los salvajes de la América, ahora como entonces, nuestros enemigos de raza, de color, de tendencias, de civilización; ni principiar la historia de nuestra existencia por la historia de los indíjenas, que nada tienen de común con nosotros [...] Sobre todo, quisiéramos apartar de toda cuestión social a los salvajes, por quienes sentimos, sin poderlo remediar, una invencible repugnancia, i para nosotros Colocolo, Lautaro y Caupolicán, no obstante los ropajes nobles i civilizados de que los revistiera Ercilla, no son más que unos indios asquerosos, a quienes habríamos hecho colgar y mandaríamos colgar ahora, si reapareciesen en una guerra de los araucanos contra Chile, que nada tiene que ver con esa canalla³¹.

La segunda excepción la encontramos en Unamuno, para quien: “Pesa sobre la historia de Chile un pecado original, y es el de aquella *Araucana* de mi paisano Ercilla. A pesar de estar en verso es uno de los menos poéticos y de los más fatigosos relatos de nuestros historiadores de Indias [...]”³².

Más cerca de nosotros, Luis Oyarzún cierra este ciclo resumiendo que Chile es:

Una tierra con muchas sangres derramadas y sin mitos realmente propios, es decir, en este sentido antropológico, sin alma. Habría que decir, quién sabe —¡quién sabe!—, que el único mito nacional que haya dado una base común al vuelo de las imaginaciones a través de la historia chilena, haya sido un poema del Renacimiento

²⁹ Cf. M. Góngora, *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile*, Santiago de Chile, 1990. Para Góngora la guerra representa el fenómeno constitutivo mayor de la formación del Estado chileno. A su vez el Estado sería la matriz de la nacionalidad chilena: la nación no existiría sin el Estado. Agrega: “En el siglo XIX, Chile es un país ultrapatriótico: la nacionalidad es condicionada fundamentalmente por las guerras victoriosas [...]”, (p. 305).

³⁰ Cf. F. Albizú Labbé, “La polémica entre A. Bello y D.F. Sarmiento (Chile 1842). Su influencia en la formación de la identidad nacional chilena”, in *Polémiques et manifestes en Amérique Latine. XIX^e et XX^e siècles*, Revue *Amérique*, N°21, CRICCAL, Université de Paris III Sorbonne nouvelle, 1998, p. 211-218.

³¹ *El Progreso*, Santiago de Chile, 28 de septiembre de 1844. Otros autores citan por *Conflicto y armonías...*, Cf. *Obras Completas* II, Buenos Aires, 1948, p. 220-221.

³² Cf., *Obras Completas*, v. IV, p. 882.

español, *La Araucana* de Ercilla, de alcances sociales en todo caso restringidos a las clases letradas³³.

En suma, la élite política, que también es la élite intelectual, la inteligencia, poseía un arma privilegiada: poseía la capacidad y el poder de dirigir la cultura dominante, la suya, y, en consecuencia, la capacidad de excluir a las culturas dominadas, fuesen ellas populares o indígenas. En el mejor de los casos, también pudo seleccionar ciertos valores culturales, apropiándose los para ponerlos al servicio de su proyecto nacional, impregnado por una idea de nación como fábula o mito. En este plano, es sintomático que en la memoria histórica chilena –la de ayer y la de hoy– se soslaye la importancia de los argentinos que participaron activamente en la independencia de Chile, como el ya citado San Martín, así como la influencia de quienes colaboraron activamente en un momento trascendental de su historia cultural, en particular los “proscriptos” rosistas, integrantes de la generación argentina de 1837 desterrados en Chile³⁴.

Se van configurando así los primeros pasos de lo que J. Derrida definiese como el “irreductible exceso de la sintaxis sobre la semántica”. Esto significa que la cultura dominante se afana en construir una representación destinada a establecer coherencia y armonía entre las distintas imágenes seleccionadas, entre memorias históricas “fragmentadas y recompuestas”, recurriendo nuevamente a la imagen de L. Villoro³⁵. Ello se logra de tal modo y con tanto éxito que, como lo escribiesen Borde y Santana-Aguilar, que pese a tener Chile una “loca geografía”, logrará sin embargo consolidar la existencia de una nación fuertemente cimentada y un Estado robustamente centralizado³⁶. Este proyecto homogeneizador, en el marco de un absolutismo partidario continental predominante, es el que justifica un “discurso sobre el orden” político y social, que uno de los más lúcidos intelectuales chilenos decimonónicos, Francisco Bilbao, denunciara así:

Los pelucones, los conservadores, los rojos, los liberales, los demócratas, los unitarios, los federales, todos han acariciado la dictadura. Con la mejor intención, se dicen íntimamente [...]: “la dictadura para hacer el bien”. Es decir: el despotismo para afianzar la libertad. ¡Terrible y lógica contradicción! El catolicismo da la corriente

³³ *Op. cit.*, p. 12.

³⁴ Entre ellos, B. Rivadavia, F. Varela, V. Fidel López (fundador de la *Revista de Valparaíso*, en 1842, y redactor en 1845 del primer manual de *Historia de Chile*), F. Frías, D. F. Sarmiento, J. B. Alberdi, J. M^a Gutiérrez, B. Mitre, Ocampo.

³⁵ El carácter de la nación como “artefacto construido” ha sido estudiado por E. Hobsbawm, T. Range, E. Gellner, J. A. Hall y B. Anderson, entre otros autores.

³⁶ J. Borde, R. Santana-Aguilar, *Le Chili, la terre et les hommes*, Bordeaux, 1980, p. 5.

despótica. La república la corriente liberal. Y ambas corrientes se encuentran en la monstruosa consecuencia que se llama: “la dictadura para fundar la libertad”³⁷.

Uno de los mecanismos más exitosos utilizados en esta empresa corresponde a lo que Alberto Edwards llama un “detalle racial” en la constitución de la sociedad chilena: el predominio blanco en las instancias del poder, consolidado en la segunda mitad del siglo XIX con el vasto proyecto de “blanquear” la población por el flujo de residentes permanentes de inmigrantes europeos, especialmente alemanes³⁸. Por lo demás, esta “necesidad” se expresaba ya desde los inicios de la República, por ejemplo, con Juan Egaña al escribir en 1811 que Chile estaba “llamado a ser la Suiza de Sudamérica” (*Ilustración* III); después con Portales al catalogar a los chilenos como los “ingleses de América”, “frase célebre y respetada” según Alberto Edwards, autor que la reivindica y la reactualiza en su *Frontera aristocrática en Chile*, de 1928. En 1895 un viajero francés confortaba estos tópicos al afirmar que los chilenos eran “los Romanos de la América del Sur”³⁹. En el fondo, todo conduce a que Chile se satisfaga, autoubicándose como arquetipo de una América “buena”, representándose como un país “bien organizado”, “frío”, a dominante blanca, tácitamente opuesto a otro grupo de países, representantes de la América “mala”, a dominante indígena o africana, “caliente”, tropical, desenvuelta y atrasada⁴⁰.

Paralelamente, la memoria histórica va evacuando del imaginario nacional otros elementos que no contribuyen a esta representación mitificada. Buen ejemplo de ello lo encontramos en el fundamento militar que representa la organización del orden republicano. Dos ejemplos ilustran esta afirmación: el primero, el expansionismo geográfico hacia el norte a expensas de Perú y

³⁷ Cf. *El Evangelio americano*, Caracas, [1864] 1988, p. 244.

³⁸ Para ocupar y colonizar las tierras que van siendo liberadas se inicia (mediados del siglo XIX) un intenso proceso de emigración europea, con la llegada de unos 15 mil colonos, principalmente alemanes, cuya instalación será ampliamente facilitada por los gobiernos que deseaban rentabilizar las regiones del Sur. La implantación alemana y extranjera tuvo lugar entre los años 1848 y 1880, bajo la responsabilidad de agentes oficiales del gobierno chileno, de los cuales el más conocido es V. Pérez Rosales, que cuenta su experiencia en *Ensayo sobre Chile* [1859] y sobre todo en *Recuerdos del Pasado* [1886]. A partir de 1850 los primeros grupos de inmigrantes comienzan a instalarse de manera sistemática en la región de Valdivia. Después de la “pacificación” militar de la Araucanía (1863-1883), la inmigración extranjera representa el segundo dispositivo destinado a “reducir” al indígena del sur, pues los inmigrantes son instalados en regiones donde están concentradas las principales comunidades indígenas araucanas. Por ser alemana, esta inmigración es más valorizada aún pues “la idea era no sólo traer *más* gente [...], sino traer gente *mejor*”, como lo recuerda F. Silva. Para Sarmiento, uno de los principales inspiradores de este proyecto, los alemanes “tienen adquiridos instintos de fundar naciones”. Consideraba que los emigrantes europeos debían instalarse en “los *terrenos baldíos* del sur”, es decir, las tierras indígenas... (subrayado de Sarmiento). Cf. Carta de Sarmiento a Manuel Montt, Gotinga, 5-VI-1847, in *Viajes*, Unesco, París, 1993, pp. 271-289.

³⁹ A. Bellessort, “Los Romanos de la América del Sur”, *El Mercurio*, 12 de febrero de 1895, reproducido en H. Godoy Urzúa, *El carácter chileno*, Santiago, 1976, p. 281-282. Para el siglo XX, se recurre mucho en Chile a la visión laudatoria que del país hizo Hermann von Keyserling en sus *Meditaciones sudamericanas*, Editorial Zig-Zag, Santiago, 1935.

⁴⁰ Extrapolando aquí el análisis literario hecho por Pedro Henríquez Ureña en su *Utopía de América*.

Bolivia, la guerra contra la Confederación Perú-Boliviana, en 1839 y la Guerra del Pacífico de 1879, con la consiguiente anexión de la provincia boliviana de Antofagasta y la peruana de Tarapacá y la respectiva “chilenización” del actual Norte Grande; el segundo, el expansionismo geográfico hacia el sur, con la guerra de “pacificación” de la Araucanía, que concluye formalmente el 31 de diciembre de 1881, bajo la presidencia de Domingo Santa María, cuando el coronel Urrutia, en una nueva campaña militar contra los araucanos, llega hasta Villarrica, lo que se traducirá en la ocupación definitiva de las tierras indígenas del sur chileno⁴¹. Es decir, Chile se consolida como nación gracias, también, a una serie exitosa de conflictos bélicos con sus vecinos y con las sociedades autóctonas, expansionismo que implicaba adscribir regiones de diferente tradición cultural y sobre cuyos efectos culturales nadie se inquiere.

Conclusión

La identidad chilena, la forjada y asumida por la clase dominante, se apoya en una pseudo-identidad genética, para utilizar la expresión de E. Morin, en la cual el mito de la madre-patria ha conducido a la idea de una “sangre común” (la pretendida “raza chilena” de N. Palacios), que niega, rechaza o desconoce la posibilidad de confusión o de miscegenación con una “sangre extranjera” (la indígena), constituyéndose así en una nación a través de esta pseudo-identidad genética. En consecuencia, a partir de un supuesto pseudo-científico, toda diferencia étnico-cultural al interior de la “nación chilena” ha sido históricamente borrada, subsistiendo el indígena en ella como un residuo marginal o a través de su “rechazo asimilativo”. Es significativo el punto de vista del muy hispanizante historiador J. Eyzaguirre, quien estima que en ningún caso la historia de Chile y la nacionalidad en ella originada podría tener “una vaga y fragmentaria antecedencia aborígen, *carente de movilidad creadora y vacía de sentido y horizontes*”⁴². De este modo, la construcción histórica de la identidad nacional obedece a un mecanismo que no considera la alteridad cultural sino que, por el contrario, parte de y llega a un monolitismo que la etnohistoria y la antropología histórica desmienten.

En esta perspectiva, una nueva memoria histórica se impone, sobre la base de una pretendida homogeneización étnica y cultural de la sociedad chilena, unificada por el idioma, la educación, el sistema económico, administrativo, jurídico y territorial. Siguiendo a Chiaramonte, con este punto de vista se debe admitir “implícitamente que la identidad nacional actual,

⁴¹ El coronel Cornelio Saavedra, al entregar su informe en 1866 sobre las campañas que llevaba a cabo en el sur, escribía: “Señor Presidente, esta campaña le ha costado al erario nacional mucho mosto, mucha música y poca pólvora”.

⁴² Cf. *Fisonomía histórica de Chile*, Santiago, 1948, pp. 36-37. (Subrayado nuestro). Recordemos que Unamuno concebía el concepto de *hispanidad* como el producto de una heterogeneidad en la cual, por definición, hay “contrastes y contradicciones interiores”.

contraparte de un Estado nacional, corresponde a un sentimiento reflejo de una supuesta homogeneidad étnica. Homogeneidad que... no es sino otro caso de 'invención de tradiciones', posterior a los procesos de las independencias hispanoamericanas”.

Dicho esto, no quisiéramos dejar la impresión que hacemos una lectura maniqueísta de la historia de Chile. Hay suficientes aspectos de la vida nacional, del pasado como del presente, que caracterizan una cohesión y un sentimiento de pertenecer a una comunidad nacional. Por lo demás, en la colonia como en la república hubo indígenas que de una u otra manera participan en este proceso, fuesen ellos caciques o indios “amigos”. La misma Guerra de Arauco facilitó una cierta permeabilidad cultural, social y económica entre las sociedades indígenas y la sociedad hispano-criolla. Pero insistimos en que, al final, la construcción de una identidad cultural es una cuestión de representaciones: “Siempre son ejercicios de memoria selectiva y siempre involucran el silenciamiento de algo con el fin de permitir que otro contenido más se exprese”⁴³. Llegó un momento en que, según B. González-Stephan, incluso las tendencias más europeizantes del pensamiento liberal hispanoamericano “silenciaron en sus manifestaciones discursivas el referente indígena porque sentían que era un obstáculo para el progreso y la modernización nacionales”⁴⁴, mientras que las tendencias americanistas sólo hicieron “un reconocimiento exhaustivo de las culturas indígenas [...] en calidad de un sustrato históricamente cancelado”⁴⁵. Recurramos aquí a la formulación de Ariel Peralta para vislumbrar un esbozo de respuesta a la problemática concisamente presentada: “En nuestro caso [chileno] el mito destruyó cualquier hábito de existencia y se hizo carne en el inconsciente de nuestros valores ocultos”⁴⁶.

Francisco ALBIZÚ LABBÉ
Université du Sud – Toulon Var
CRILAUP - Université de Perpignan
albizu@univ-tln.fr

⁴³ Hall, Stuart (1995) “Negotiating Caribbean Identities”, *New Left Review*, n° 209, p. 3-14.

⁴⁴ B. González-Stephan, “Configuración del canon: las historias de la literatura nacional”, in *La historiografía literaria del liberalismo hispanoamericano del siglo XIX*, La Habana, 1987, p. 257 y 265.

⁴⁵ En el caso chileno ello lo encontramos en B. O'Higgins, J. V. Lastarria y F. Bilbao. Algunos ejemplos: O'Higgins se vanagloriaba de tener muchos “compadres” araucanos, entre ellos el cacique Lailo. En el retrato de B. O'Higgins, de medio cuerpo, realizado por José Gil de Castro (mulato Gil) en 1820, se ve la bandera de la estrella solitaria reproducida a profusión. Consultado O'Higgins sobre el significado de la estrella solitaria de la bandera, explicó que era la “Estrella de Arauco” [*Güñelhe* en mapudungún]. Cf. G. Soublette, *La estrella de Chile*, Valparaíso, 1984, p. 9. J. M. Carrera, hablaba mapudungun y arengaba a los indígenas en su propia lengua. En su gobierno impuso la pareja de indígenas de la primera bandera, reemplazada posteriormente por legionarios romanos (!).

⁴⁶ A. Peralta, *El mito de Chile*, Santiago [1971] 1999, p. 152.

Orientación bibliográfica

- BELLO, Andrés (Introducción de Iván Jaksic), *Textos fundamentales. Construcción del Estado y Nación en Chile*, Cámara chilena de la construcción, Pontificia Universidad Católica de Chile, Dibam, Santiago, 2010, 295 p.
- CASANOVA, Holdenis, “Entre la ideología y la realidad: la inclusión de los Mapuche en la nación chilena (1810-1830)”, in *Revista de Historia Indígena* (N°4), Departamento de Ciencias Históricas, Universidad de Chile, Santiago, 1999-2000, pp. 9-48.
- CID R., Gabriel y SAN FRANCISCO R., Alejandra (eds.), *Nación y nacionalismo en Chile. Siglo XIX*, (2 vols.), Centro de Estudios Bicentenario, Santiago, 2009, vol. 1: 286 p., vol. 2: 284 p.
- COLLIER, Simón, *La construcción de una república, 1830-1865. Política e ideas*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, 336 p.
- , *Ideas y política de la Independencia chilena, 1808-1833*, Editorial Andrés Bello, Santiago, 1977, 374 p.
- GALLARDO P., Viviana, *Héroes indómitos, bárbaros y ciudadanos chilenos - Discurso sobre el indio en la construcción identidad nacional*, in *Revista de Historia Indígena* (N°5), Departamento de Ciencias Históricas, Universidad de Chile, Santiago, 2001, pp. 119-134.
- HEISE, Julio, *Años de formación y aprendizaje políticos, 1810-1833*, Editorial Universitaria, Santiago, 1978, 286 p.
- MARTÍNEZ Nelson, MARTÍNEZ, José Luis, GALLARDO, Viviana, “Presencia y representación de los indios en la construcción de los nuevos imaginarios nacionales (Argentina, Bolivia, Chile y Perú, 1880-1920)”, in *Nación, Estado y Cultura en América Latina*, Ediciones Facultad de Filosofía y Humanidades, Universidad de Chile, Santiago, 2003, pp. 191-222.
- PERALTA C., Paulina, *¿Chile tiene fiesta! El origen del 18 de septiembre (1810-1837)*, Santiago, LOM, 2007, 210 p.
- PINTO R., Jorge, “Del antiindigenismo al proindigenismo en Chile en el siglo XIX”, in *Del discurso colonial al proindigenismo. Ensayos de historia latinoamericana*, Ediciones Universidad de La Frontera, Temuco, 1996, pp. 83-115.
- PINTO R., Jorge, *La Formación del Estado y la Nación, y el Pueblo Mapuche. De la inclusión a la exclusión*, Dibam - Centro de Investigaciones D. Barros Arana, Santiago, 2003, 319 p.
- PINTO V., Julio y VALDIVIA O., Verónica, *¿Chilenos todos? La construcción social de la nación (1810-1840)*, Santiago, LOM, 2009, 347 p.

- SAGREDO, R., "La 'idea' geográfica de Chile en el siglo XIX", in *Mapocho* (Nº 44), Biblioteca Nacional, Santiago, 1998, pp. 123-164.
- SILVA, Bárbara, *Identidad y nación entre dos siglos*, Santiago, LOM, 2008, 196 p.
- STUVEN, Ana María, *La seducción de un orden. Las élites y la construcción de Chile en las polémicas culturales y políticas del siglo XIX*, Ediciones Universidad Católica de Chile, Santiago, 2000, 316 p.
- SUBERCASEAUX, Bernardo, "La construcción de la nación y la cuestión indígena", in *Nación, Estado y Cultura en América Latina*, Ediciones Facultad de Filosofía y Humanidades, Universidad de Chile, Santiago, 2003, pp. 69-80.

I. L'État et ses institutions

La construction de l'identité de la Justice chilienne

LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT-NATION au Chili est doublement un sujet d'actualité. Si le bicentenaire de la première junte de gouvernement, fêté en 2010, et celui du premier congrès chilien, célébré le 4 juillet 2011, sont l'occasion idéale pour revenir sur le processus de formation de l'État-nation chilien, la récente vague de réformes qui a déferlé sur l'institution judiciaire chilienne offre également l'opportunité de retourner aux origines de ce système que l'on souhaite modifier¹. Des tribunaux engorgés à la législation obsolète, c'est l'ensemble de l'administration de la justice qui traversait une crise². La réforme, qui avait pour but la modification d'une mentalité enracinée tant dans le fonctionnement des juridictions que dans les codes législatifs, a donc été de grande ampleur. Il s'agit alors d'une transformation profonde de toute une activité de l'État.

Comme tout État, l'État chilien s'est constitué à partir de trois éléments : un territoire, une population et une autorité³. Il faut entendre par autorité une organisation politique et juridique. C'est donc dans cette troisième composante que s'intègre l'étude de la formation de la Justice chilienne, puisqu'elle est une institution clef, aux côtés de l'Armée et de la police, qui permet la continuité de l'État⁴.

¹ La réforme de la Justice chilienne s'étend tout au long de la première décennie du XXI^e siècle et porte à la fois sur d'importantes modifications législatives (loi n°19.734 du 5 juin 2001 qui abolit la peine de mort, loi n°19.447 du 7 mai 2004 qui instaure le divorce) et sur des refontes de l'administration de la justice (création des *tribunales de familia* par la loi n°19.968 du 30 août 2004, promulgation d'un nouveau code de procédure pénale par la loi n°19.696 du 12 octobre 2000).

² Une explication claire de cette crise de l'ensemble des pans juridique et judiciaire se trouve dans le discours prononcé par l'ex-président chilien Eduardo Frei Ruiz-Tagle devant la Chambre des députés le 9 juin 1995, boletín legislativo n°1630-07.

³ PACTET et MELIN-SOUCRAMANIEN (2010) 37.

⁴ *Ibidem*.

Par ailleurs, cette institution se trouve dans une problématique plus générale de l'État-nation au Chili. En effet, si on entend habituellement par État-nation « une espèce particulière de communauté politique » dans laquelle « les individus ont, en grand nombre, une conscience de citoyenneté et où l'État semble l'expression d'une nationalité préexistante »⁵, deux conceptions se trouvent en réalité sous cette définition unitaire : une idée dite révolutionnaire et une idée romantique⁶.

L'idée révolutionnaire de l'État-nation⁷ s'inscrit dans une perspective constructiviste : celle d'un édifice que l'on bâtit à partir d'une adhésion volontaire à des principes communs. L'État-Nation est ici pensé en termes de volonté. Par opposition, la « nation romantique »⁸ est déterminée par la notion d'« âme collective »⁹ : il ne s'agit plus d'une libre construction, tournée vers l'avenir, mais du partage d'une tradition enracinée dans un passé commun. Bien entendu, ce ne sont là que des modèles-types qui donnent une orientation, la réalité concrète doit être plus nuancée.

On pourrait penser dans un premier temps que le Chili relève de la conception révolutionnaire, celle dans laquelle l'État précède la nation¹⁰. La nation chilienne apparaît comme une construction qui ne va pas de soi, son existence semble être, comme l'affirmait Ernest Renan, « un plébiscite de tous les jours »¹¹. Mais enfermer le cas chilien dans la conception révolutionnaire de la nation reviendrait à nier l'existence d'un fond commun antérieur à l'Indépendance. Il n'est bien entendu pas possible de faire abstraction des trois siècles de colonie espagnole, ni même de l'influence des cultures préhispaniques dans la formation de l'identité chilienne¹².

La justice chilienne se trouve exactement dans cette dialectique. Elle s'est forgé une identité propre tout au long du XIX^e siècle mais elle n'est pas pour autant une construction *ex nihilo*. Il est donc indispensable de prendre en compte son fonctionnement pendant la Colonie pour apprécier sa quête d'identité dans les années qui ont suivi l'Indépendance.

Nous nous référons à la Justice, à la fois en tant qu'organe et en tant que règles contenues dans la loi. Au niveau organique, il s'agit des attributions et du fonctionnement des juridictions. Au sommet de tous les tribunaux

5 AARON (1962) 16.

6 RENAUT (1988) 13.

7 *Ibid.*

8 *Ibid.*

9 *Ibid.*

10 Cette vision constructiviste et volontariste du pouvoir étatique a été très clairement exposée par Alfredo JOCELYN HOLT (1992) 267-297. Voir également PEÑA, CORREA et RUIZ-TAGLE (1994) 45.

11 Conférence donnée à la Sorbonne le 11 mars 1882, réédition publiée dans RENAN (2010) 39.

12 Cette thèse est défendue notamment par MORANDE (1984). Voir également COUSIÑO (1990).

chiliens se trouve la Cour suprême, clef de voûte de ce que l'on pourrait appeler l'identité judiciaire chilienne, c'est-à-dire la singularité du Chili dans son organisation judiciaire. Cette identité judiciaire est complétée par ce que nous appellerons une identité juridique, c'est-à-dire une législation propre à la nation chilienne. Cette législation traduit à la fois les principes moraux et les règles d'organisation de la société.

Il peut paraître surprenant d'employer le mot identité pour une institution comme la Justice. Pour autant, il convient d'utiliser ce terme dans le sens où la justice chilienne ne ressemble qu'à elle-même, et cela avec une certaine constance temporelle. Elle atteste ainsi d'une « existence continuée »¹³. En réalité, il s'agit de démontrer qu'elle est, aussi bien dans son aspect organique que dans sa fonction de représentation des valeurs de la société, un élément de la culture chilienne. Si le droit est un objet culturel en tant qu'œuvre humaine, il est également à la base de ce que l'on nomme la culture juridique, définie par la doctrine chilienne comme « l'ensemble de valeurs et d'attitudes en lien avec le droit »¹⁴. Ces attitudes et valeurs transparaissent au Chili aussi bien dans l'organisation des juridictions, principalement dans les attributions de la Cour suprême, que dans la législation. Cette tradition juridique s'est développée progressivement, tout au long du XIX^e siècle, entre désir d'innovation, maintien d'un héritage colonial et ouverture sur des nouveaux systèmes de référence.

Puisque la construction de l'identité de la Justice chilienne s'est réalisée à partir de ces trois éléments organique, législatif et culturel, c'est donc tour à tour que seront analysées la quête de l'identité judiciaire (I), la spécificité de l'identité juridique (II) et la culture juridique chilienne (III).

I - La quête de l'identité judiciaire : les fonctions de la Cour suprême

Dans les grandes lignes, l'organisation coloniale des tribunaux répondait au schéma suivant : en première instance pouvaient être compétents, suivant la matière et les personnes impliquées, le *corregidor*, les *alcaldes ordinarios* ou les *alcaldes mayores*. Ces juridictions étaient parfois concurremment compétentes, ce qui ne manquait pas de créer des problèmes dans le déroulement de la procédure. En appel était compétente la *Real Audiencia*, sauf pour les petites affaires qui étaient envoyées devant le *Cabildo*. En tout dernier recours, l'affaire pouvait être envoyée devant le Conseil des Indes (*Consejo de Indias*) qui se trouvait en métropole, afin de présenter un ultime recours en grâce¹⁵. Au-delà de cette multiplicité de juridictions concurrentes, la particularité du

¹³ GODIN (2004) 788.

¹⁴ SQUELLA (1992) 30.

¹⁵ Dénommé en espagnol «*recurso de suplicación*», voir DOUGNAC RODRIGUEZ (1994) chapitre 5 p. 95-184.

système judiciaire colonial était l'absence de séparations des pouvoirs. En effet, les institutions assumaient à la fois des fonctions de juridiction (du latin *jus dicere* : dire le droit), des fonctions politiques et même législatives¹⁶.

Après l'Indépendance, l'organisation des tribunaux supérieurs chiliens obéit à la nécessité de remplir un vide juridico-procédural. Les Constitutions de 1818 et 1822, si elles s'inspirent légèrement des idées européennes et étasuniennes, ne créent cependant que des juridictions qui remplacent le Conseil des Indes¹⁷. Ce n'est qu'à partir de la Constitution de 1823 que le Chili se dote d'un pouvoir judiciaire indépendant, au sommet duquel se trouve la Cour suprême. Et c'est précisément cette dernière qui donne toute sa particularité au système judiciaire chilien.

Les attributions principales de la Cour suprême chilienne sont au nombre de quatre : la protection de l'individu, la cassation, le contrôle constitutionnel et, enfin, la direction hiérarchique de l'ensemble du pouvoir judiciaire. Le cumul de ces quatre fonctions offre à la Cour une configuration toute particulière, entre héritage des institutions coloniales et innovations.

1 - Protection de l'individu

La première fonction de la Cour suprême est celle de protection de l'individu contre les autres pouvoirs. Cette fonction apparaît dès la création par la Constitution de 1823 d'une « Suprême Cour de Justice ». La dénomination de la Cour se rapproche beaucoup de celle du « *Supremo Tribunal de Justicia* » espagnol créé par la Constitution de Cadix en 1812. Cependant, dès la Constitution de 1828, le Chili marquera ses distances avec le modèle espagnol : la Cour chilienne changera définitivement d'appellation et prendra le nom de « *Corte Suprema* », comme aux États-Unis¹⁸.

L'Espagne n'est donc plus l'unique référence du Chili. D'ailleurs la fonction de protection de l'individu contre les autres pouvoirs étatiques ne fait pas partie des attributions du Tribunal suprême espagnol, lequel, s'inspirant du Tribunal de cassation français de 1790, était avant tout tourné vers le recours en cassation.

La faculté de protection du citoyen contre les autres pouvoirs est, au contraire, un héritage de la *Real Audiencia*¹⁹. Cependant il s'agit d'un héritage choisi, et non d'un substitut de la juridiction coloniale. Tout d'abord parce

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Les juridictions créés par les Constitutions antérieures à celles de 1823 n'eurent pas réellement d'existence et furent moins le résultat d'une volonté de créer une Cour suprême active qu'un acte politique et symbolique destiné à faire apparaître dans les textes la présence d'un haut tribunal qui réaffirme la pleine indépendance du nouvel État chilien. CARROCA (1998) 192.

¹⁸ « *Suprem Court* » article 3 section 1 de la Constitution de 1787 des États-Unis d'Amérique du Nord.

¹⁹ Voir par exemple DOUGNAC RODRIGUEZ, *op. cit.*, p. 163.

que la *Real Audiencia* était avant tout une juridiction d'appel et que cette fonction d'appel fut confiée à las *cortes de apelaciones* créées très tôt après l'Indépendance. Ensuite parce que la *Real Audiencia*, comme toutes les juridictions coloniales, cumulait des fonctions juridictionnelles, exécutives, et parfois même législatives²⁰. Or, le père fondateur de la Constitution de 1823, Juan Egaña, était un solide défenseur de la séparation des pouvoirs telle que l'avait conceptualisée Montesquieu. La Cour suprême chilienne n'a donc pas d'ingérence dans les fonctions réservées aux pouvoirs exécutif et législatif, au contraire de la *Real Audiencia*²¹.

En pratique, le procureur de la nation, représentant du Ministère public auprès de la Cour suprême, avait pour fonction de défendre les garanties individuelles et constitutionnelles violées par les autorités, qu'elles appartiennent au corps judiciaire ou aux autres pouvoirs étatiques²². Cette fonction de protection sera confirmée par les constitutions de 1828 et 1833. Elle sera toutefois supprimée par la loi de 1875 dite « d'organisation des Tribunaux »²³ et ne sera rétablie qu'en 1976 sous la dénomination du recours en protection des garanties (*recurso de protección*). En supprimant la fonction de protection des individus la loi de 1875 souhaitait donner à la Cour Suprême le rôle principal de cassation.

2 - La cassation

Il s'agit là de la fonction principale et évidente d'une juridiction suprême. Cependant, la Cour chilienne ne lui accorde pas l'importance à laquelle on s'attendrait.

C'est tout d'abord le recours en nullité « *recurso de nulidad* » qui, dès la Constitution de 1823, est institué²⁴. Il ne s'agit pas encore d'un recours en cassation complet, puisqu'il ne vise qu'à faire respecter les normes de forme, dites de « rituel judiciaire »²⁵. Or, le recours en cassation qui tient son nom du Tribunal de cassation, ancêtre de la Cour de cassation française créé en 1790, vise à vérifier l'application correcte de la loi, qu'elle soit de fond ou de forme.

20 La première Audiencia Real du Chili, créée en 1567 dans la ville de Concepción, avait une fonction première de gouvernement. *Idem*, p. 158.

21 Les pouvoirs sont présentés séparément dans la Constitution de 1823 mais le principe de séparation n'est pas expressément énoncé. C'est avec la Constitution de 1828 que la séparation des pouvoirs est instituée en tant que règle constitutionnelle, dans son article 22.

22 Article 151 de la Constitution chilienne de 1823.

23 Article 4 de la loi du 15 octobre 1875, *Ley de organización y atribución de los tribunales*.

24 Article 146.2 de la Constitution de 1823, la procédure de ce recours n'est expressément régie qu'à partir de la troisième loi dite Mariana, de son auteur Mariano Egaña, en 1837.

25 Article 137 de la Constitution de 1823.

Dans un premier temps donc, la Cour suprême chilienne vérifie uniquement l'application de la loi de forme, c'est-à-dire la loi de procédure.

La cassation, telle qu'elle est conçue en France, n'apparaît qu'avec la Loi d'Organisation et d'Attributions des tribunaux de 1875²⁶. Une des particularités du recours créé par cette loi est le maintien de sa dualité : il existe un recours en cassation de forme et un recours de fond suivant le type de disposition dont la violation est invoquée. Cette séparation entre fond et forme est sans aucun doute d'inspiration espagnole²⁷. Si l'Espagne fut gardée comme modèle de référence pour l'instauration du mécanisme de cassation, en revanche le contrôle de constitutionnalité est un résultat hybride d'influences européennes et étasuniennes.

3 - Le contrôle de constitutionnalité

Dès l'origine, avec les fonctions de protection de l'individu contre les abus des autres pouvoirs, on trouvait au sein de la Cour suprême chilienne un germe de juridiction constitutionnelle.

La Constitution de 1925 ajoute cette nouvelle fonction avec l'instauration du recours d'inapplicabilité pour inconstitutionnalité²⁸. Ce recours se forme à l'occasion d'un procès où se trouve en cause une disposition légale dont la conformité vis-à-vis de la Constitution est douteuse. Il s'agit donc d'un contrôle a posteriori, similaire à celui instauré en France en 2008²⁹.

Ce type de contrôle de constitutionnalité rapproche le système chilien de celui déjà en vigueur à l'époque aux États-Unis³⁰. Par la suite, en 1970, un Tribunal Constitutionnel sera créé, comme dans le modèle européen. Dans sa fonction constitutionnelle, la Cour suprême chilienne s'impose donc comme un compromis entre l'identité américaine et les origines européennes du Chili.

En pratique, cette fonction n'a été utilisée qu'avec beaucoup de parcimonie par la Cour suprême. Pendant longtemps elle a semblé refuser d'assumer son rôle de gardienne de la Constitution. Les raisons de cette absence de ferveur dans le contrôle de constitutionnalité se trouvent dans l'incompatibilité dudit contrôle avec la culture légaliste-positiviste chilienne

²⁶ Article 107 de la loi de 1875. Cette loi ne sera cependant pas effective avant la codification chilienne qui intervient tardivement. Voir *infra*.

²⁷ Le Code espagnol de procédure civile de 1855 contenait déjà cette distinction entre cassation de forme et cassation de fond.

²⁸ *Recurso de inaplicabilidad por inconstitucionalidad*, article 86 de la Constitution chilienne de 1925.

²⁹ La Question Prioritaire de Constitutionnalité fut instaurée par la révision constitutionnelle du 28 juillet 2008 qui a inséré l'article 61-1 à la Constitution française de 1958. Le recours est effectif depuis le 1^{er} mars 2010.

³⁰ Depuis l'arrêt du 24 février 1803 « *Marbury/Madison* », la Cour Suprême des États-Unis s'est reconnu compétente pour juger de la conformité des lois à la Constitution.

que nous exposerons ultérieurement³¹. Selon les auteurs chiliens³², la fonction qui caractériserait le mieux le travail de la Cour suprême chilienne serait plutôt celle de direction et de contrôle des juridictions nationales.

4 - La direction de l'administration de la justice

Cette fonction est affirmée dès la Constitution de 1823 qui dispose que la Cour suprême assurera la « surintendance [...] sur tous les tribunaux de la Nation »³³.

Il faut voir dans le terme « surintendance » l'influence hispanique³⁴. La Cour suprême est instaurée comme organe hiérarchiquement supérieur de tout le système judiciaire. Elle dispose pour cela de compétences exceptionnelles. Cette prérogative de direction et de contrôle fut confirmée par les constitutions tout au long du XIX^e siècle, mais il faut attendre la loi de 1875 pour que la fonction soit régulée avec plus de précision. La loi prévoit que la Cour suprême soit chargée des promotions et avancements professionnels des fonctionnaires du corps judiciaire, et puisse exercer une fonction disciplinaire sur eux. Elle prévoit également que la Cour puisse d'office corriger les fautes et abus commis par n'importe quel juge ou fonctionnaire de l'administration judiciaire dans l'exercice de ses fonctions³⁵.

Il s'agit de la faculté la plus utilisée par la Cour suprême³⁶. Récemment, cette prépondérance du rôle de supérieur hiérarchique a été vivement critiquée par les auteurs à l'origine du mouvement de grandes réformes judiciaires. Ils ont vu dans cette fonction de la Cour un héritage du pouvoir monarchique colonial. Le fait que la Cour suprême puisse intervenir à tout moment dans l'exercice des fonctions des tribunaux inférieurs rappelle en effet l'absolutisme espagnol³⁷.

Cette brève explication de l'acquisition progressive par la Cour suprême de ses fonctions démontre comment, dès sa création, la Cour se transforme en institution permanente de l'État. Elle s'est renforcée au fur et à mesure que se sont succédées les lois et les constitutions, qui ont progressivement dessiné sa configuration actuelle. Garante de la continuité et donc d'une certaine

31 CARROCA (1998) 202.

32 *Idem*, p. 203.

33 L'article 148 de la Constitution chilienne de 1823 énonçait : «*Tiene la Suprema Corte la superintendencia directiva, correccional, económica y moral ministerial, sobre los tribunales y juzgados de la Nación*».

34 Le terme surintendance était en effet surtout employé pendant la Colonie pour les hautes charges administratives de l'empire espagnol, voir par exemple l'ordonnance de 1718, *Ordenanza de 4 de julio de 1718 para el establecimiento e instrucción de Intendentes*.

35 Article 109, *Ley de organización y atribución de los tribunales* précité.

36 CARROCA, *op. cit.*, p. 203.

37 *Ibid.*

stabilité de l'État, sa constance n'a cependant pas été aisée. Notamment parce que les magistrats y siégeant ont dû affronter des crises politiques telle la guerre civile de 1891³⁸, ou faire preuve d'ingéniosité face aux défaillances du législateur. Ainsi, par exemple, aucune loi n'a jamais réglementé ni précisé les conditions du fonctionnement de l'Habeas Corpus prévu par la Constitution de 1833³⁹ ; la Cour a alors dû fixer les règles de procédure, en se basant sur la coutume.

Les déficiences du législateur ont également empêché que la Cour suprême n'exerce sa fonction de cassation avant 1903, date à laquelle le code de procédure civile est, enfin, promulgué. La précocité de la Cour suprême s'oppose ainsi à la codification du droit, qui n'intervient que très tardivement au Chili.

II - La spécificité de l'identité juridique

Nous dénommons identité juridique la particularité d'un système juridique quant à sa législation. Comme tous les ordonnancements juridiques du monde, le droit chilien⁴⁰ dispose d'une identité propre, d'une spécificité. Cette spécificité se traduit par l'absence de rupture entre la Colonie et la République. Le droit régissant la province chilienne de la vice-royauté du Pérou, appelé droit des Indes (*derecho indiano*), a été maintenu tout au long du XIX^e siècle, et la codification chilienne tardive n'a pas effectué de véritable rupture avec ce droit.

1 - Le maintien du droit des Indes tout au long du XIX^e siècle

Le « *derecho indiano* » est le droit qui a régi l'empire espagnol depuis sa conquête jusqu'à la codification du droit républicain⁴¹. Il se composait du droit espagnol implanté dans les Amériques, du droit pré-hispanique continuant à s'appliquer sur certains territoires indigènes ou dans certains types situations, et, enfin, et surtout, du droit prescrit spécialement pour les territoires du Nouveau Monde.

Ce droit spécial s'appliquant aux territoires hispano-américains est édicté parallèlement en métropole par le Conseil des Indes et le roi en personne, et dans les vice-royaumes par les *Reales Audiencias* ou par les vice-rois.

Il s'agit d'un droit qui présente la spécificité de se former au fur et à mesure que se présentent les problèmes ; il s'agit donc d'une législation

38 Pendant la guerre civile et après la victoire des parlementaires sur le président Juan Manuel Balmaceda, les nominations et promotions du corps judiciaire furent conditionnées par des convenances partisans ; voir BRAVO LIRA (2003) p. 542.

39 Article 143 de la Constitution chilienne de 1833.

40 Avant les grandes réformes des années 2000, cf *supra*.

41 DOUGNAC RODRIGUEZ, *op. cit.*, p. 5.

casuistique, qui répond à une situation précise. Certains auteurs le qualifient pour cela de « pansements ponctuels »⁴². Cela a pour conséquence que les lois ne sont pas en vigueur dans tout le territoire, mais seulement dans la province pour laquelle elles ont été édictées. Cela n'empêche pas qu'une même disposition soit promulguée dans plusieurs parties du territoire et, qu'en conséquence, le droit se retrouve unifié, mais la plupart du temps, c'est un droit morcelé qui régit les vice-royaumes.

La multitude de dispositions juridiques régissant la Colonie a entraîné la nécessité d'un regroupement de toutes les lois sous la forme de code appelé *recopilación*. Deux *recopilaciones* constituent la base du droit des Indes : la *Recopilación para las Indias* de 1680 et la *Novísima Recopilación* de 1805.

Parallèlement à cette formation d'une législation *ad hoc*, spécifiquement édictée pour l'Amérique coloniale, des lois du royaume de Castille ont été importées. Les plus connues sont les « Sept parties », *las Siete Partidas*, qui constituaient la base du droit régissant tous les territoires du nouveau monde dépendant de la couronne de Castille.

Les Sept parties et les *Recopilaciones* constituaient par conséquent le principal droit en vigueur au Chili à l'époque coloniale. Après l'Indépendance, la création d'une législation propre au Chili ne fut pas une priorité. Ainsi, la Constitution provisoire de 1818 prévoit expressément que les magistrats prennent leurs décisions sur la base des lois qui jusqu'alors ont régi le Chili, à l'exception de celles qui seraient incompatibles avec le régime libéral de gouvernement. En cas d'incompatibilité, les magistrats doivent solliciter une intervention du Sénat afin qu'il « fournisse un remède »⁴³. L'activité législative nationale n'intervient donc que subsidiairement, en cas de défaillance des lois coloniales qui sont maintenues.

Contrairement à ce qui s'est produit avec l'organisation juridictionnelle, le Chili ne ressent pas, pour s'affirmer en tant que nation souveraine et indépendante, le besoin de se démarquer de la Colonie. Les auteurs chiliens analysent cette attitude par l'absence de volonté des libérateurs de modifier l'ordre social et économique régissant la capitainerie générale du Chili⁴⁴.

Le droit des Indes (*derecho indiano*) subsiste donc tout au long du XIX^e siècle sans autres modifications que quelques ajustements. En 1846, ordre est donné de réaliser une ultime compilation, qui ne verra cependant pas le jour, des *reales cédulas* (décrets royaux) rendues par les monarques espagnols pour gouverner le pays jusqu'en 1810. Le droit des Indes ne disparaît donc pas avec l'Indépendance, au contraire, il perdure pendant les premières années

42 *Idem*, p. 132 et suiv.

43 Article 2 du titre V de la Constitution provisoire de 1818.

44 DUCE et RIEGO (2007) 43-48.

républicaines et il servira même de base pour les codes républicains promulgués dans la seconde moitié du XIX^e siècle⁴⁵.

2 - Une codification tardive

La codification diffère de la compilation. Il ne s'agit plus de regrouper des lois déjà en vigueur, mais de refondre, en un texte unique et organisé, des lois qui visent à abroger toutes les autres dispositions existantes.

Contrairement à d'autres pays du continent qui ont adopté un code étranger, principalement le code français⁴⁶, le Chili a élaboré sa propre législation. La codification chilienne ne s'est évidemment pas réalisée sans influence européenne, mais elle a largement dépassé la simple traduction et adaptation d'un code étranger.

Le premier code chilien est le code civil de 1855, rédigé par l'illustre juriste vénézuélien Andrés Bello⁴⁷. Il s'agit d'un code fidèle à l'esprit du *derecho indiano* en vigueur jusqu'alors. L'innovation n'était pas le but de la codification. Ainsi, Eugenio Vergara, l'un des rédacteurs du code, avait émis publiquement le souhait qu'il n'y ait aucune innovation, que la codification soit réduite à un système et une bonne méthode quant à la forme, et que le fond reprenne textuellement le *derecho indiano* purifié de ses quelques incohérences⁴⁸.

Certains auteurs contemporains qui militent en faveur d'une réforme globale de la législation chilienne utilisent, entre autres, l'argument selon lequel il serait temps que le Chili abandonne le droit colonial et acquiert sa propre identité juridique. Nous pensons au contraire que cette identité s'est construite au XIX^e siècle avec la codification. Le maintien, puis la consécration du *derecho indiano* ne découle pas du refus d'acquiescer une identité propre, au contraire, c'est un choix délibéré répondant à une stratégie politique. L'identité juridique chilienne se caractérise par ce choix qui est fait de ne pas modifier l'ordre juridique, et par conséquent, l'ordre social⁴⁹.

Identités juridique et judiciaire ont toutes deux contribué au développement de la « culture juridique ».

45 DOUGNAC RODRIGUEZ, *op.cit.*, p. 38.

46 Comme ce fut le cas pour le code civil bolivien de 1831.

47 Andrés de Jesus María y José BELLO LÓPEZ, Caracas 1781- Santiago du Chili 1865.

48 Vergara Eugenio, session du 6 août 1852 de la Chambre des députés, Sesiones del Congreso Nacional de 1852, 3, p. 40.

49 DUCE et RIEGO, *op.cit.*, p. 43-48.

III - La culture juridique chilienne

Il faut attendre les années 1990, c'est-à-dire la remise en question de l'administration de la justice, pour que des études sur la culture juridique chilienne soient réalisées. Les acteurs du système judiciaire vont alors effectuer une analyse de leur rapport au droit et prendre conscience de sa spécificité. Ils affirment l'existence d'une véritable personnalité chilienne en matière juridique, personnalité qu'ils souhaitent cependant modifier⁵⁰.

Les auteurs chiliens ont défini la culture juridique comme étant « l'ensemble de valeurs et d'attitudes, en lien avec le système juridique, qui prévalent dans une communauté juridique donnée »⁵¹. Selon l'intensité des relations entretenues avec le domaine juridique, cette communauté juridique peut être divisée en deux catégories. Les auteurs ont repris la distinction énoncée par Lawrence Friedman puis reprise par José Juan Toharia entre culture juridique interne et culture juridique externe⁵². Cette dernière désigne l'ensemble de valeurs, d'attitudes et d'orientations vis-à-vis du droit qui prévalent dans la population d'une société donnée, c'est-à-dire parmi les individus qui n'ont de contact avec la sphère des institutions judiciaires que de manière occasionnelle ou sporadique. Par contre, la culture juridique interne se positionne depuis l'optique des individus qui « de manière plus directe, intense et continue »⁵³ sont en contact avec le système judiciaire. Il s'agit en somme de la culture juridique des acteurs du système tels que les magistrats, les avocats, les législateurs et les universitaires.

Nous nous proposons d'offrir des pistes de réflexion sur les origines historiques de la constitution de la culture juridique chilienne interne. Il s'agit en quelque sorte de réaliser une psychanalyse du juridique et cela à partir de trois éléments : la conception du droit et de la justice au Chili, la fonction judiciaire qui découle de sa représentation et la formation des acteurs du système judiciaire.

1 - Le lien droit/justice dans la culture chilienne

Les auteurs chiliens qualifient leur culture juridique de « normativiste », « positiviste » ou encore « légaliste »⁵⁴. Bien que n'étant pas exactement

50 A l'origine du diagnostic d'une crise du système judiciaire se trouve un séminaire organisé le 7 et 8 janvier 1988 par la *Corporación de Promoción Universitaria* (CPU). La CPU est une Organisation Non Gouvernementale, créée en 1968 et dont l'objectif est de « contribuer au développement social à partir des connaissances scientifiques et technologiques » et dont les études sont surtout axées vers le problème de la « modernisation des institutions étatiques ». www.kas.de/chile/es [consulté le 18-09-2011].

51 SQUELLA, *op. cit.*, p. 30.

52 FRIEDMAN (1987); TOHARIA (1987).

53 SQUELLA, *op. cit.*, p. 31.

54 *Idem*, p. 34.

synonymes⁵⁵, ces qualificatifs renvoient à une vision positiviste du droit qui s'oppose au jusnaturalisme⁵⁶. Cela signifie que la définition du droit au Chili se restreint aux normes juridiques en vigueur dans un espace et une période déterminés, et que la principale source du droit est la loi⁵⁷. La coutume, la jurisprudence et la doctrine ont une importance extrêmement réduite dans la formation du droit.

L'idée prédominante est celle d'omnipotence du législateur. Puisque tout le droit se trouve dans la loi, celui qui crée la loi peut tout faire par le biais du droit. La seule limite du législateur est formelle ; on attache plus d'importance à la validité formelle d'une norme qu'au contenu de celle-ci. La culture chilienne tend à considérer le droit positif comme ce qui doit être, donc le droit est forcément juste⁵⁸. Cela a alors des conséquences sur la conception des Droits de l'Homme. Ceux-ci ne constituent pas des droits que l'on peut directement invoquer dans un procès, mais plutôt des principes pragmatiques qui doivent orienter l'activité tant du législateur que du pouvoir judiciaire. Ils ne lient les autorités que s'ils ont été transposés dans des lois⁵⁹. Cette mentalité juridique se forme assez tôt au Chili, dès le début du XIX^e siècle, comme en attestent les écrits de Claro Solar qui affirment que la loi, en tant qu'expression de la volonté des représentants de la nation, doit être appliquée même lorsqu'elle paraît injuste⁶⁰.

Cette représentation du droit a modelé la conception de la fonction judiciaire au Chili.

2 - La fonction judiciaire

Résultat de la représentation du droit par les acteurs du système judiciaire, la fonction juridictionnelle est conçue comme une activité mécanique d'application du droit⁶¹. Les juges préfèrent rechercher la volonté du législateur plutôt que d'interpréter la règle selon les attentes et les besoins de la société. Ils appliquent à la lettre la prescription d'Andrés Bello, le père fondateur du code civil chilien, selon laquelle « le juge est l'esclave de la loi »⁶².

55 OPPEIT (1999) 57 et suiv.

56 Le jusnaturalisme est une doctrine philosophique et juridique fondée sur le concept de droit naturel qui se compose de règles universelles et inaliénables. Voir (OPPEIT 1999) p. 57 et suivantes.

57 SQUELLA, *op. cit.*, p. 34.

58 *Idem*, p. 37.

59 PEÑA, CORREA et RUIZ-TAGLE (1994) 44.

60 CLARO SOLAR (1990) Tome 1, 32.

61 PEÑA, CORREA et RUIZ-TAGLE, *op. cit.*, p. 41.

62 *Idem*, p. 42.

Cette conception de l'activité judiciaire trouve son origine dès 1837, avec la première loi Mariana qui impose aux juges de motiver leurs décisions en se fondant sur la loi. La loi Mariana supprime ainsi l'arbitraire judiciaire dont disposaient les juges coloniaux et soumet les juges à la volonté du législateur.

La loi de 1875 achève cette séparation entre création et application du droit ; le pouvoir judiciaire est soumis au législatif. Certains auteurs affirment que l'une des conséquences de cette soumission est l'irresponsabilité des juges du contenu des lois et donc des effets de leurs décisions⁶³. Cela pourrait expliquer l'absence d'engagement envers la protection des droits individuels qui a été reprochée aux magistrats⁶⁴.

La formation des acteurs du système judiciaire est un autre aspect, non négligeable, de la construction de la culture juridique chilienne.

3 - La formation des acteurs

L'enseignement du droit constitue, non seulement un reflet de ce qui a été exposé antérieurement, mais aussi un renforcement en intensité et une pérennisation des caractères de la culture juridique chilienne⁶⁵.

L'analyse des programmes universitaires a fait ressortir l'absence de réflexion sur les concepts juridiques, et la primauté de la mémorisation du droit positif sans que l'origine de la norme ne soit recherchée. Ainsi, les cours dispensés sous forme de cours magistraux se concentrent sur le droit en vigueur, sans que ne soient réellement abordées les dimensions historiques, sociales et philosophiques du droit, qui sont des aspects relégués au second plan. La formation juridique universitaire chilienne s'est caractérisée, jusqu'à la récente réforme, par le maintien de paradigmes pédagogiques hérités de l'école de l'Exégèse⁶⁶.

De plus, la Cour suprême n'a pas été sans influence sur la continuité de l'enseignement du droit. Ainsi, nombreux sont les discours officiels de présidents de la Cour qui insistent sur la nécessité de privilégier l'étude du droit positif plutôt que l'enseignement de théories qui ne seraient d'aucune importance dans la vie professionnelle des acteurs⁶⁷.

⁶³ *Idem*, p. 41.

⁶⁴ *Idem*, p. 55 et suiv.

⁶⁵ *Idem*, p. 45.

⁶⁶ La méthode exégétique de l'interprétation des textes juridiques reposait sur trois principes : tout le droit se trouve dans le code, la connaissance du droit se fonde uniquement sur le code et la loi doit être interprétée à partir de l'analyse des mots employés dans sa rédaction. L'enseignement du droit dans les facultés doit alors consister en l'étude, selon cette méthode, des lois article par article, dans l'ordre disposé par le code, voir MARTINEZ MARULANDA (2000) p. 387 et suiv.

⁶⁷ PEÑA, CORREA et RUIZ-TAGLE, *op.cit.*, p. 56.

Ainsi, la formation des acteurs est un mécanisme de reproduction d'une tradition juridique chilienne. Élément fondateur de la culture juridique nationale, la formation des acteurs a fait, dans le cadre de la réforme de la Justice, l'objet d'une attention particulière afin de modifier les fondements et la grille de lecture de l'administration judiciaire. Le Chili est, dans ce domaine, en quête d'une nouvelle identité.

Zunilda CARVAJAL DEL MAR
Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Zunilda.carvajal@gmail.com

Textes juridiques

Reglamento Constitucional Provisorio de 1812.
Constitución Provisoria para el Estado de Chile de 1818.
Constitución Política y Permanente del Estado de Chile de 1823.
Constitución Política de la República de Chile de 1828.
Constitución Política de la República de Chile de 1833.
Loi du 15 octobre 1875, Ley de organización y atribución de los tribunales.
Constitución Política de la República de Chile de 1925.
Constitución Política de la República de Chile de 1980.

Ouvrages

CLARO SOLAR, Luis, *Explicaciones de derecho civil chileno y comparado*, 8 vols. Santiago: Editorial jurídica de Chile, 1990.

COUSIÑO, Carlos, *Razón y ofrenda: ensayo en torno a los límites y perspectivas de la sociología en América Latina*, Santiago de Chile: Cuadernos del Instituto de Sociología, Pontificia Universidad Católica de Chile, 1990, 205 p.

DOUGNAC RODRIGUEZ, Antonio, *Manual de historia del derecho indiano*, México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de investigaciones jurídicas, 1994, 456 p.

DUCE, Mauricio et RIEGO, Cristián, *Proceso penal*, Santiago de Chile: Editorial Jurídica de Chile, 2007, 583 p.

FRIEDMAN, Lawrence Meir, *The legal system: a social science perspective*, New York: Russel Sage foundation, 1987, 338 p.

GODIN, Christian, *Dictionnaire de philosophie*, Paris : Fayard, Editions du temps, 2004, 1534 p.

JOCELYN-HOLT, Alfredo, *La independencia de Chile. Tradición, Modernización y Mito*, Madrid: Letelier Ediciones, 1992, 368 p.

- MARTINEZ MARULANDA, Diego, *Fundamentos para una introducción al derecho*. Medellín: Universidad de Antioquía, 2000, 466 p.
- MORANDÉ COURT, Pedro, *Cultura y Modernización en América Latina: ensayo sociológico acerca de la crisis del desarrollismo y su superación*, Santiago de Chile: Cuadernos del Instituto de Sociología, Pontificia Universidad Católica de Chile, 1984, 162 p.
- OPPETT, Bruno, *Philosophie du droit*, Paris : Dalloz, 1999, 176 p.
- PEÑA, Carlos, CORREA, Jorge et RUIZ-TAGLE, Pablo, *Evolución de la cultura jurídica chilena*, Santiago de Chile: CPU, 1994, 186 p.
- QUINTANO RIPOLLES, Antonio, *La influencia del derecho español en las codificaciones penales hispanoamericanas*, Madrid: Ediciones Cultura Hispánica, 1953, 237 p.
- RENAN, Ernest, *Qu'est ce qu'une Nation ?*, Paris : BiblioBazaar, 2010, 78 p.
- SQUELLA, Agustín, *Introducción al derecho*, Santiago de Chile: Editorial jurídica de Chile, 2000, 576 p.
- SQUELLA, Agustín, *La cultura jurídica chilena*, Santiago de Chile: Corporación de Promoción Universitaria, 1992, 40 p.
- TOHARIA, José Juan, *¡Pleitos tengas!: Introducción a la cultura legal española*, Madrid: Centro de investigaciones sociológicas, 1987, 193 p.

Articles

- BRAVO LIRA, Bernardino, « La Corte Suprema de Chile 1823-2003; cuatro caras en 180 años »: *Revista chilena de derecho* (Num. 3), Vol. 30, Santiago de Chile: Pontificia Universidad Católica de Chile, 2003, p. 535-547.
- CARROCA, Alex, « La Corte Suprema y sus competencias en Chile. Reflexiones sobre las funciones de la Corte Suprema »: *Ius et Praxis* (Num. 1), Talca: Universidad de Talca, 1998, p. 189-220.
- RENAUT, Alain. « Les deux logiques de l'idée de Nation » : *Cahiers de philosophie politique et juridique* (Num.14), Caen : Centre de publications de l'Université de Caen, 1988, p. 9-21.

Le prix de l'État ou le développement de la fiscalité au Chili, de l'Indépendance à la Guerre du Pacifique

LA POLITIQUE FISCALE D'UN PAYS en dit long sur ses traditions, sur son histoire et sur ses dirigeants. Tous les États, s'ils veulent survivre, sont obligés d'établir des règles en matière de fiscalité. Ainsi, l'histoire de l'État et l'histoire de l'impôt sont indissociables. Dès les prémises de l'Indépendance, en 1810, les gouvernements républicains chiliens ont été confrontés à des choix fiscaux.

Cet exposé aura pour objectif d'étudier les corrélations et les dépendances entre État et fiscalité au Chili. Il s'agira de montrer que la lecture des lois fiscales fournit un éclairage sur les caractéristiques de l'institution étatique à plusieurs moments de sa construction et dans des contextes différents, ce qui permettra d'adopter un plan en deux parties, la première correspondant à une période de crise et la deuxième à une étape plus ordinaire de développement de l'État.

Pour cette étude, j'ai utilisé un corpus de 430 lois et décrets relatifs à la fiscalité au Chili de l'Indépendance à la Guerre du Pacifique, la fiscalité étant fortement modifiée par la suite du fait des revenus importants fournis par l'exportation du salpêtre. J'ai essayé de définir les types d'impôts, leur nombre, leur éventuelle justification et leur relation avec l'état des finances publiques grâce à l'utilisation de séries statistiques et de tableaux de la comptabilité nationale, mis en forme par un groupe de chercheurs en économie de l'Université catholique du Chili¹.

¹ Gert Wagner, Rolf Lüders, José Díaz ainsi que Juan et Matías Braun, Ignacio Briones, José Jofré, *Documentos de trabajo*, Instituto de economía, n°187, *Economía chilena 1810-1995. Estadísticas históricas* (1998) et n°188, *Economía chilena 1810-1995. Cuentas fiscales* (2000).

I - L'État en crise ou le prix de l'indépendance

Dès le début du mouvement d'indépendance, les autorités qui se revendiquaient « nationales » durent faire face concomitamment à deux impératifs. D'une part, l'État à naître devait disposer de liquidités pour s'organiser politiquement, diffuser sa propagande, subvenir aux dépenses courantes et à l'effort de guerre. D'autre part, il devait convaincre de l'intérêt du mouvement indépendantiste. À cet effet, la plupart des textes et discours prétendant légitimer l'indépendance sont émaillés de critiques acerbes contre le système économique et fiscal colonial². En effet, la fiscalité lourde imposée par l'Espagne sans justification autre que la domination était très mal perçue.

1 - La légitimation de l'indépendance et la fiscalité

Les acteurs de l'indépendance politique du Chili justifièrent le mouvement par l'opposition à la politique menée par l'Espagne, ils se devaient donc, afin d'être crédibles, de mettre en place une politique différente et de présenter une image contrastée. Néanmoins, au-delà de cette volonté de distanciation, la réalité était là et requérait la mise à disposition de fonds. La fiscalité fut pour les nouvelles autorités chiliennes un sujet épineux au regard de la nécessaire justification de l'indépendance. Ce fut une première difficulté.

Par ailleurs, les nouvelles autorités plaçaient très haut l'idéal révolutionnaire et aspiraient à modifier le régime politique mais aussi à le moraliser. Cela signifiait que l'État, qui reposait désormais sur le principe de souveraineté nationale, ne devait plus être perçu comme despotique mais comme une émanation de la Nation, dont il était issu, ce qui impliquait que l'opacité dans les pratiques de gouvernement serait difficilement admise. Un effort de transparence était attendu. Ainsi, la mise en place de mesures fiscales constitua à bien des égards un chemin miné pour les indépendantistes avides de popularité et de légitimité.

Nous allons étudier comment les autorités chiliennes indépendantes sont parvenues à rendre le principe de l'imposition tolérable, quels procédés ont été utilisés dans ce but ?

2 - La justification de l'impôt

Afin de justifier l'impôt et de favoriser l'adhésion, plusieurs stratégies furent adoptées, en premier lieu l'établissement constitutionnel du principe de

² Voici ce qui apparaissait dans *El Manifiesto de la Independencia*, du 12 février 1818 : «¿Qué en las columnas de Hércules debíamos ir a registrar la tarifa escrita a nuestro comercio puramente pasivo ? [...] ¿Qué al paso que nuestras costas quedasen abandonadas a la tentativa de cualquier invasor se absorbiese la España cincuenta millones del derecho de Almojarifazgo, al pretexto de guarnecerlas con buques, que sólo aparecieron en ellas cuando han venido a hacernos la guerra?».

l'impôt, en second lieu la justification de l'impôt dans le texte-même de la loi, enfin l'idée de faire reposer le coût de l'État sur un principe de proportionnalité et de progressivité.

a) Le cadre légal de la fiscalité

Tout d'abord, il est nécessaire de rappeler ce que les constitutions chiliennes, qui entrèrent en vigueur, c'est-à-dire celles de 1818, 1823 et 1833, prévoyaient en matière d'imposition³.

La constitution de 1818 établit clairement le principe de la proportionnalité de l'impôt. Dans le chapitre 2, consacré aux devoirs de l'homme en société, il est établi que «debe igualmente ayudar con alguna proporción de sus bienes para los gastos ordinarios del Estado; y en sus necesidades extraordinarias, debe sacrificar lo más estimable por conservar su existencia y libertad»⁴. Il était précisé dans cette première constitution qu'un vote favorable du Sénat était nécessaire pour imposer de nouvelles contributions. Bien entendu, il ne s'agissait ici que d'entériner le choix du Directeur Suprême, O'Higgins, car le Sénat, chambre unicamérale, était nommé par le dirigeant⁵.

La constitution moraliste de 1823 introduisit au Conseil d'État une section financière chargée d'examiner les dépenses publiques avant la présentation des comptes au Sénat⁶. De même, les législateurs avaient pris conscience des difficultés du Trésor et prévoyait l'obtention du *mérito cívico* lorsqu'une personne évitait d'alourdir le budget de l'État, par exemple en travaillant bénévolement dans les administrations publiques ou dans les commissions gouvernementales⁷. Une partie entière de la constitution de 1823, le titre XXI, était consacrée aux finances publiques. Outre la réaffirmation du vote nécessaire des contributions⁸, les principes de la comptabilité nationale furent désormais établis et les compétences de plusieurs organismes précisées. La *Contaduría Mayor de Cuentas*⁹, héritée de la

³ En fait, le premier texte constitutionnel qui porta de l'intérêt aux finances publiques fut le Règlement provisoire de 1812 qui, dans l'article XXV, disposait que tous les quatre mois un état des dépenses publiques devait être imprimé après approbation des comptes par le Sénat.

⁴ Constitution de 1818, chapitre 2, article 3.

⁵ Constitution de 1818, Titre III, Chapitre II, article 1.

⁶ Constitution de 1823, Titre V, article 29- 3

⁷ Constitution de 1823, Titre XI, article 115- 5, 115- 7 et 115- 20.

⁸ Constitution de 1823, Titre XXI, article 235 : « Sólo el Cuerpo Legislativo impone contribuciones directas o indirectas; y es prohibido a toda porción del Estado imponerlas en su territorio sin autoridad de la Legislatura, ni bajo pretexto de precario, voluntario o de ninguna clase ».

⁹ Le Tribunal Mayor de Cuentas fut organisé par le décret du 15 mai 1820, puis supprimé le 7 décembre 1828 en vertu d'une loi établissant trois instances : « la Comisión de rezagos », « la Inspección general de cuentas » et une « Mesa de residencia ». Enfin, la loi du 22 décembre 1875 réorganisa les services financiers de l'État qui se trouvèrent répartis en quatre organismes : « la Dirección de la contabilidad jeneral », « la Dirección del tesoro y amonedación », « la Dirección de impuestos y de crédito público », « la Dirección de aduanas ».

Colonie, était responsable de l'examen des comptes de chaque ministère et des rentes municipales. Une inspection générale fut aussi créée pour vérifier le respect des lois fiscales, juger tous les actes émanant de la *Contaduría*, veiller à l'organisation et au bon fonctionnement de toute l'administration fiscale, dénoncer les abus, sans pour autant négliger la mission de conseil auprès du gouvernement et du Sénat¹⁰. Les services financiers centraux furent parmi les plus rapidement organisés de l'État. La Constitution de 1833 reprit les principes précédemment cités.

b) La justification dans la loi

Tandis que les constitutions de 1818 et de 1823 avait défini le cadre légal de l'imposition, les dirigeants, surtout en période de crise, c'est-à-dire dans les premières années de la République ou pendant les périodes de conflits extérieurs, prirent grand soin de justifier tout nouvel impôt, par le texte de loi. On trouve en particulier pendant les mandats d'O'Higgins cette justification systématique dans les termes suivants : « las escaseces de fondos públicos en oposición con la necesidad de sostener ejércitos capaces de hacer respetar nuestros derechos ha arrancado el gobierno a [...] »¹¹ ou bien encore : « Las grandes urgencias del Estado para consolidar nuestra naciente libertad e independencia, obligan [...] a buscar cuantos arbitrios son imaginables para engrosar las entradas del Erario Público »¹². O'Higgins reconnaissait en outre dans le préambule du texte de création du Tribunal Mayor de Cuentas que l'amélioration des finances publiques avait été son objectif principal depuis le début de son mandat : « [...] me ha ocupado desde un principio este objeto [sostener y mejorar la Hacienda pública], con preferencia a todos los demás de mi atribución; porque conozco, y todos saben que sin fondos efectivos, o créditos que los supla¹³, no hay Ejército ni Marina, y sin éstos no hay Independencia ni Gobierno »¹⁴. En effet, la multiplicité des mesures pour augmenter les recettes de l'État ainsi que les dispositions pour organiser de façon plus efficace les services financiers témoignent sans aucun doute d'une tentative d'assainissement des finances publiques, des finances qui justement en périodes de crise représentent un véritable enjeu pour l'indépendance nationale. Ainsi, il apparaît, contrairement à ce que présente l'historiographie traditionnelle, que la préoccupation des dirigeants dans ce domaine a été immédiate et n'est pas née soudainement

¹⁰ Constitution de 1823, Titre XXI, article 243

¹¹ 19 mai 1817

¹² 25 mai 1818

¹³ Un emprunt avait été fait à Londres en décembre 1817 pour un montant de 300.000 livres sterling.

¹⁴ Décret du 15 mai 1820.

pendant la république autoritaire¹⁵. L'équilibre des comptes publics pendant la période indépendantiste témoigne du sérieux des premiers dirigeants en la matière¹⁶. Quoi qu'il en soit, la justification de l'impôt par l'indigence du Trésor public fut caractéristique des gouvernements issus de la révolution indépendantiste. On ne retrouve pratiquement plus par la suite cette volonté de convaincre les contribuables du bien fondé de l'impôt, si ce n'est en temps de crise, lorsqu'il importait de lever des fonds afin de faire face à des difficultés particulières, comme la crise économique de 1867¹⁷.

3 - Proportionnalité, progressivité et type d'imposition

Par ailleurs, l'État naissant, d'inspiration révolutionnaire, devait aussi faire accepter le principe de proportionnalité et de progressivité de l'impôt. Sur ce plan, les choix d'O'Higgins se détachent clairement de ceux de ses successeurs.

Il fut en effet le seul qui eut recours à l'impôt « révolutionnaire » pour améliorer les finances publiques. Ainsi, le décret du 19 mai 1817 imposa une contribution mensuelle aux personnes aisées désignées par les membres du *Cabildo*: « Los amantes de su país no resistirán este ligero sacrificio que les asegura su libertad: los ingratos al suelo que les ha proporcionado su fortuna, al menor amago de resistencia sufrirán el peso de la ley ».

Une contribution similaire fut également requise des employés civils. Chaque employé devait payer une contribution mensuelle dont le pourcentage augmentait avec les revenus, de 2% pour les salaires allant de 50 à 300 pesos jusqu'à 25% pour les salaires de plus de 2 500 pesos annuels¹⁸. Ainsi, tous les employés étaient concernés et les mieux payés étaient généralement contraints de verser plusieurs fois ces contributions « patriotiques », une fois en tant que citoyen aisé, une fois, en tant qu'employé public et souvent aussi en tant que propriétaire de biens immobiliers, lesquels firent également l'objet d'une contribution spéciale selon laquelle « todo propietario deberá dar a la patria una vez en principios de cada año el 1% del valor que tenga el fundo rústico o urbano de su dominio ». Enfin, les citoyens aisés furent aussi obligés de contribuer à un emprunt national décrété le 30 décembre 1817.

Ainsi, les choix d'O'Higgins en matière fiscale, choix dictés par la volonté de tenir compte de la richesse relative des contribuables : « para distribuir los gravámenes con proporción a las comodidades de cada

15 SAGREDO BAEZA Rafael, « Chile: 1823-1831. El desafío de la administración y organización de la Hacienda pública » in *Historia*, vol. 30, 1997, p. 287-312. Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile.

16 Economía chilena 1810-1995: estadísticas históricas, « Ingresos y gastos fiscales » p. 78.

17 10 janvier 1867, levée de fonds nationaux pour « nivelar el presupuesto de gastos públicos ».

18 1^{er} novembre 1817.

ciudadano»¹⁹, furent probablement plus déterminants dans son impopularité que les mesures symboliques contre la noblesse souvent mises en avant.

Même s'il affirmait vouloir limiter les impôts directs – « deseando minorar en cuanto sea posible las contribuciones directas »²⁰ – qui étaient toujours mal perçus par la population, O'Higgins eut pourtant beaucoup recours à ce type d'imposition – qui ensuite fut abandonnée jusqu'en 1841 quand il fallut faire face aux dépenses occasionnées par la Guerre contre la Confédération péruano-bolivienne²¹.

Bien entendu, les choix fiscaux ont été dictés par les circonstances de l'indépendance. En effet, les impôts directs conçus par O'Higgins, qu'il s'agisse de l'impôt patriotique, de l'emprunt obligatoire ou de l'impôt sur les biens immobiliers décrétés en décembre 1817 permettaient des entrées d'argent immédiates pour le Trésor public ce qui correspondait aux besoins de l'État en crise, peu sûr de lui et peu développé, qui espérait aussi, probablement à tort – O'Higgins était en fait peu apprécié du peuple – obtenir le suffrage moral de ses concitoyens et montrer, par la justification systématique des nouveaux impôts, sa différence avec l'État colonial.

II. Le prix du développement de l'État

1 - La justification des dépenses

Après l'arrivée au pouvoir des conservateurs et la promulgation de la Constitution de 1833, les impératifs du gouvernement furent modifiés, il n'était plus question de légitimer l'indépendance qui était acquise, ni l'impôt qui était un principe admis. À partir de 1834, les contributions firent effectivement l'objet d'un vote régulier au congrès. À partir de 1840, les budgets et dépenses de l'État ventilés par ministère furent également soumis à un vote annuel. Les comptes publics, rendus officiels et dépendants d'un vote, donnèrent une plus grande légitimité aux impôts. Il ne s'agissait donc plus de chercher à justifier l'impôt mais plutôt de justifier les dépenses publiques par le développement des structures. En effet, il fallait créer un État stable avec des institutions viables, capables de fonctionner de façon régulière. Cette régularisation des structures étatiques requérait une normalisation des recettes fiscales ordinaires. Les gouvernements devaient être en mesure de prouver – l'impôt se justifiant par la dépense et la dépense par les services – que les institutions se développaient, ce qui impliquait l'obligation de justifier non seulement les dépenses extraordinaires mais aussi les dépenses ordinaires.

¹⁹ 9 décembre 1817. Ramón Freire, dans un décret du 5 août 1824, justifiait aussi la création d'un nouvel impôt sur les licences commerciales.

²⁰ 25 novembre 1818.

²¹ *Economía chilena 1810-1995: Estadísticas históricas*, « Estructura de los ingresos fiscales », p. 82.

L'État essaya ainsi d'adopter pour ses propres dépenses les principes de rationalisation que parallèlement il mettait en œuvre pour le recrutement, la définition des compétences, les missions, les carrières des employés publics.

2 - Le coût de l'État

À partir de 1830, la paix intérieure et la volonté des dirigeants de développer les structures de l'État, aboutirent à une augmentation du nombre des employés publics.

Entre 1830 et 1866, les organes centraux furent organisés : le Congrès mais aussi les ministères (loi de 1837). Il fallait aussi définir toute la pyramide descendante des pouvoirs, ce qui impliquait un nombre de plus en plus important de fonctionnaires (*intendentes, gobernadores*, personnel administratif), le tout sur un territoire dont le quadrillage administratif était de plus en plus fin en raison de l'augmentation constante du nombre de provinces²². Ce fut aussi une période d'essor de l'enseignement public avec la création de l'Institut National de Santiago et de l'École Normale de précepteurs et l'Université du Chili. L'augmentation des relations commerciales engendra aussi la création de nouveaux organismes publics. Le nombre des douanes augmenta fortement pendant cette période, en raison du nombre accru de ports qualifiés de *puertos mayores* c'est-à-dire des ports habilités pour le commerce avec l'étranger. L'augmentation des droits des fonctionnaires et des militaires (hausse de salaires, droit à la retraite²³, récompenses, pensions accordées aux veuves et enfants de militaires tombés au champ d'honneur) ainsi que l'essor des infrastructures (principalement le chemin de fer public du sud) ont également contribué, dans les années 1870, à accroître fortement les dépenses publiques.

Enfin, des organismes techniques furent créés, par exemple le Bureau des Statistiques dont le rôle fut particulièrement important pour l'État dans la mesure où ses missions conduisaient à une meilleure connaissance du territoire, des richesses et des habitants. Il rendit possible un recensement plus précis de la population et des propriétés, ce qui permit de calculer des assiettes d'imposition de plus en plus fines²⁴. Les gouvernements, surtout en période de récession, recoururent souvent à des réajustements de la valeur des propriétés.

²² JAMMET Nathalie, « Pouvoirs et légitimité des figures de l'État au Chili : 1810-1861 ».

²³ Reconnu par la loi du 18 octobre 1832. Le décret du 3 septembre 1863 augmenta la période de travail nécessaire pour percevoir une retraite mais parallèlement ce droit fut étendu à de nombreux corps d'employés publics.

²⁴ Le décret du 31 octobre 1842 permit au président de modifier chaque année le montant de l'estimation mais cette autorisation ne fut que rarement utilisée.

Les dépenses de l'État chilien passèrent de 1.983.598.000 pesos en 1833 à 20.461.984.515 pesos en 1877²⁵, ce qui équivaut en pesos constants (de l'année 1995) à une hausse de 720%²⁶. Parmi les dépenses ministérielles, on remarque l'augmentation importante de celles du ministère des Finances, en comparaison avec tous les autres ministères qui connurent un accroissement des dépenses plus modéré hormis le ministère de la Guerre et de la Marine qui fit l'objet d'augmentations soudaines des dépenses (en 1837 et surtout en 1866) en fonction des conflits armés qui jalonnèrent la période²⁷.

L'équilibre budgétaire fut relativement bien respecté pendant la période de constitution de l'État, jusqu'en 1858, date à partir de laquelle le déficit devint chronique et important. Après 1866, à la suite de la guerre contre l'Espagne, le Chili sombra dans une crise économique profonde ce qui occasionna un décrochage définitif de l'équilibre budgétaire. Cependant, cet équilibre relatif eut un prix : d'une part, l'État fut contraint d'augmenter les impôts et, d'autre part, il accrut aussi la dette publique, deux éléments que nous allons étudier.

3 - Les recettes de l'État

a) Impôts indirects *versus* impôts directs

Selon les tableaux de statistiques utilisés, il apparaît que pendant tout le XIX^e siècle, les impôts directs furent très faibles au Chili et presque inexistants entre 1833 et 1841. En fait, l'imposition reposa essentiellement sur des impôts indirects car les impôts directs ne représentèrent jamais plus que 11,46% des recettes fiscales²⁸. Cependant, des impôts nouveaux furent créés à partir de 1841 sur les biens immobiliers, industriels et commerciaux ou agricoles. Les impôts sur les revenus furent également instaurés par la loi du 30 avril 1866. Cet impôt s'élevant à 5% des revenus perçus ne répondait pas au principe de progressivité de l'imposition mais certaines personnes pouvaient en être exonérées²⁹. Cet impôt fut justifié en invoquant le besoin pour l'État d'augmenter ses recettes ordinaires de façon continue.

Parmi les impôts indirects, on peut distinguer deux sous-types, les impôts indirects externes, concernant le commerce étranger (les droits de

25 *Economía chilena: Cuentas fiscales*. « Gasto fiscal y composición por ministerios. Pesos actuales de cada año », p. 437.

26 *Ibid*, « Gasto fiscal y composición por ministerios. Millones de pesos de 1995 » [sic]

27 Entre 1865 et 1866, le budget consacré à la Défense passa de 2.786.198.420 pesos à 7.903.247.820 pesos. *Economía chilena: 1810- 1995: cuentas fiscales*, « Gasto fiscal 1833-1999. Total y composición por ministerios », p. 437.

28 *Economía chilena 1810-1995: cuentas fiscales*, « Ingreso fiscal 1833-1999, composición por categoría y promedio decenal », p. 21

29 Personnes gagnant moins de 150 ou 200 pesos selon les provinces et les militaires non gradés.

douanes, stockage...) et les impôts indirects internes qui touchaient tous les habitants (*alcabala* – impôts sur les achats et ventes de biens –, les licences industrielles et commerciales et les recettes provenant de l'*Estanco*³⁰). La proportion était au début de la période (1833) étaient répartie de la façon suivante : $\frac{3}{4}$ externes et $\frac{1}{4}$ internes. Cependant, la différence entre les deux sous-types d'impôt tendit à diminuer un peu dans le courant du siècle³¹, les impôts indirects externes subissant une hausse de 396%³² et les impôts indirects internes une augmentation de 431% ce qui aboutit à une différence en pesos importante. En effet, tout au long du XIX^e siècle, outre l'augmentation constante de certains impôts comme celui touchant le papier timbré³³ dont l'usage fut étendu, de nouvelles contributions indirectes virent le jour, brevets³⁴, registre des marques déposées³⁵, taxe sur les services³⁶, droits de péage (ponts, routes), sans compter toutes les taxes touchant les lieux de divertissement ou de consommation d'alcool³⁷. Enfin, en cas de non respect des lois, l'apparition d'amendes et l'augmentation du personnel de contrôle permirent à l'État de percevoir des contraventions qui vinrent gonfler les recettes fiscales.

b) L'endettement

On remarque aussi, l'augmentation constante de la dette publique aussi bien externe qu'interne, même si celle-ci resta modérée. Des emprunts furent négociés à l'étranger en 1842, 1858, 1866, 1867, 1870, 1875³⁸. Le paiement de la dette représenta ainsi un des facteurs primordiaux de déséquilibre budgétaire surtout à partir de 1858, et encore plus à partir de 1867 quand elle dépassa les 14% du PIB, pourcentage qui resta malgré tout modéré si l'on compare avec les 25% que représentait la dette au tournant du XX^e siècle³⁹.

30 L'administration de l'*Estanco* fut abolie par le décret du 2 septembre 1880.

31 *Economía chilena 1810-1995: estadísticas históricas*, « Estructura de los ingresos fiscales », p. 82.

32 Les taux d'imposition sur le commerce furent relativement stables : environ 2 à 2,2% pour l'exportation et un taux proche de 19% pour l'importation. *Economía chilena 1810-1995: estadísticas históricas*, « Capacidad de importar y tasa de arancel promedio », p. 147-148.

33 Les impôts sur le papier timbré firent l'objet d'une législation abondante : décret du 12 juin 1817, règlement du 27 juillet 1818, décret du 25 novembre 1818, décret du 11 octobre 1824, décret du 19 novembre 1842, décret du 13 septembre 1866 et du 15 janvier 1878. Cet impôt fut souvent utilisé pour faire face à des situations de crise.

34 Loi du 9 septembre 1840.

35 Loi du 12 novembre 1874.

36 Par exemple, la taxe sur les cimetières publics instaurée par le décret du 2 juin 1852.

37 Lois du 7 octobre 1852 et du 1^{er} octobre 1859.

38 *Economía chilena 1810-1995: estadísticas históricas*, « Balanza de pagos 1822-1931 », p. 174.

39 *Economía chilena 1810-1995: estadísticas históricas*, « Deuda externa pública y privada », p. 184.

Enfin, les gouvernements chiliens imposèrent aussi, comme l'avait précédemment fait O'Higgins, des levées nationales de fonds, recettes extraordinaires, en cas de grande nécessité. Par exemple, le 10 janvier 1867, une nouvelle contribution sur le patrimoine fut votée « para nivelar el presupuesto de gastos públicos ». Il s'agissait en fait d'un emprunt⁴⁰ interne obligatoire pour tous : « todas las personas, sociedades industriales y corporaciones establecidas en Chile », certes, selon un principe de progressivité, mais en prenant en compte une grande partie de la population. Enfin, la gestion des coûts de l'État central se fit aussi par la délégation de responsabilités aux Municipalités.

2 - La délégation des missions de l'État aux Municipalités

a) La délégation de compétences aux Municipalités

Dans le courant du XIX^e siècle, la façon d'envisager l'exercice du pouvoir s'est modifiée. Dans les premiers temps, la centralisation fut très forte du fait des mentalités des premiers dirigeants mais aussi du manque de ressources humaines. En effet, il fallait reconstruire la fonction publique et créer un vivier de futurs fonctionnaires, ce qui prit à peu près une génération. L'essor de l'administration entre 1841 et 1861 fut en grande partie le résultat de la politique d'instruction publique mise en place par les premiers gouvernements dans le cadre de l'Institut national⁴¹.

Cependant, en dépit de la volonté centralisatrice des dirigeants chiliens, il existait d'autres impératifs, notamment celui d'affirmer la souveraineté sur un territoire national controversé grâce au déploiement administratif en province.

On observe par ailleurs que ce développement administratif a été accompagné d'une répartition de plus en plus précise des missions entre les ministères mais aussi entre les différents échelons administratifs. La première loi concernant les ministères a été promulguée en 1837, la loi sur le régime intérieur, c'est-à-dire la répartition des compétences entre les différentes échelons de l'administration date de 1844 et la loi organique concernant les Municipalités de 1854. Cette loi fut le point de départ d'une politique visant à déléguer certaines compétences aux Municipalités. Beaucoup d'obligations liées à la promulgation de nouvelles lois leur incombèrent. Par exemple, les lois concernant le développement de l'instruction primaire, toutes les lois qui touchèrent les changements urbanistiques ou les lois relatives à la salubrité publique à partir de 1870. Ainsi, il est aisé de se rendre compte que si la

⁴⁰ La dette de l'État était reconnue selon un taux annuel de 5% pour un taux d'inflation qui se situa entre 1,55% en 1867 et 6,6% en 1871. *Economía chilena 1810-1995: estadísticas históricas*, « Inflación anual, 1801-1995. Muestra de países », p. 335.

⁴¹ JAMMET Nathalie, « La constitution d'une élite républicaine au Chili : un engagement au service de l'État ».

politique générale revenait aux instances centrales de Santiago, le coût de l'application de la loi incombait de plus en plus aux Municipalités, ce qui ne fut pas sans créer de tensions. Si les dépenses de l'État central augmentaient du fait de la masse salariale de plus en plus importante, les dépenses des municipalités augmentaient aussi en raison d'une augmentation constante de leurs missions.

b) La délégation d'impôts aux Municipalités

En parallèle des premières délégations de compétences, certains impôts furent alloués aux Municipalités.

Certains étaient des amendes et des taxes dont les propriétaires de lieux de loisirs ou les consommateurs devaient s'acquitter (1852). La possibilité fut également offerte aux municipalités d'établir des ponts à péage et d'en percevoir les droits (1855). Des taxes correspondant à la consommation de viande (1834) et à l'abattage de certains animaux (1843), à l'entrée des marchandises dans les villes⁴² (octroi) et à la possession d'attelage⁴³ purent être perçues par les municipalités. Des redevances virent aussi le jour pour la construction et l'utilisation des canalisations d'eau potable, le pavement des rues, la distribution du gaz ou les services de surveillance. En fait, la plupart des impôts nouveaux du XIX^e siècle furent alloués aux Municipalités. Outre ces ressources fiscales, l'État accorda aussi des facilités d'emprunt, des biens fiscaux ou des terrains en usufruit aux municipalités, mais il ne s'agissait alors que de mesures ponctuelles et locales.

Pour conclure, on peut retenir qu'après une période de recherche de légitimité, dès 1830, les dirigeants chiliens se montrèrent beaucoup plus sûrs d'eux et les impôts nouveaux ne furent plus justifiés. Ils privilégièrent les impôts indirects, généralement considérés comme plus « indolores » donc rarement discutés mais également beaucoup plus inégalitaires dans la mesure où ils touchaient presque tous les habitants⁴⁴. Les principes égalitaires de l'indépendance avaient fait long feu, le principe de progressivité et de proportionnalité de l'impôt ne touchant bien entendu que les très faibles impôts directs. L'objectif était alors, bien plus que de taxer le patrimoine ou les revenus⁴⁵ de quelques uns, de taxer la consommation du plus grand nombre, et les activités commerciales. En tout état de cause, les taux d'imposition personnelle au Chili furent modérés mais compensés par un taux d'endettement interne et surtout externe de plus en plus lourd. Après la Guerre du Pacifique

42 Loi du 3 août 1855 pour Los Ángeles.

43 Une mesure imposée en 1843 à Valparaíso et qui s'est généralisée.

44 En fait, il existait des exemptions pour les personnes les plus pauvres, les œuvres de bienfaisance et les établissements d'enseignement.

45 Impôt sur les revenus définitivement établi en 1924 au Chili.

(1879-1883), les impôts indirects externes subirent une très forte augmentation tandis que les impôts internes dans leur ensemble baissaient à tel point que les impôts directs furent presque inexistantes jusqu'en 1910. Le développement des structures de l'État au Chili se fit peu sur le compte des Chiliens mais beaucoup sur celui du commerce avec l'étranger, au prix d'une dépendance toujours plus forte vis-à-vis des banques étrangères, des investisseurs directs et bientôt des cours du cuivre et du salpêtre.

Nathalie JAMMET-ARIAS
Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Nathalie.jammet@yahoo.fr

Bibliographie sommaire

Sources :

- ANGUITA Ricardo, *Leyes promulgadas en Chile: desde 1810 hasta el 1º de junio de 1913*, Santiago, Ed. Barcelona, 5 vol., 1913.
- WAGNER Gert, LÜDERS Rolf, JOFFRÉ José, Documentos de trabajo n°188, Instituto de economía (2000), Economía chilena 1810-1995. Cuentas fiscales, <www.economia.puc.cl/docs/dt_188.pdf> [28-06-2011].
- BRAUN Juan, BRAUN Matías, BRIONES Ignacio, DÍAZ José, Documentos de trabajo n°187, Instituto de economía (1998), Economía chilena 1810-1995. Estadísticas históricas. <http://www.economia.puc.cl/docs/dt_187.pdf> [28-06-2011]

Etudes :

Ouvrages :

- HUMUD Carlos, *El sector público chileno 1830-1930*, Santiago de Chile, Ed. Universidad de Chile, Instituto de economía y planificación, 1968.
- VILLALOBOS Sergio, SAGREDO BAEZA Rafael: *Los estancos en Chile*, Santiago de Chile, Fiscalía Nacional Económica y Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2004.
- MOLINA Evaristo, *Bosquejo de la hacienda pública de Chile desde la independencia hasta la fecha*, Santiago de Chile, Imprenta nacional, 1898.
- SUTTER Cariola, SUNKEL Osvaldo, *Un siglo de historia económica de Chile 1830-1930*, Madrid, Ed. Cultura hispánica, 1983.

Articles :

- SAGREDO BAEZA Rafael, « Chile: 1823-1831. El desafío de la administración y organización de la Hacienda pública' »: *Historia*, vol. 30, Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile, Santiago de Chile, 1997, p. 287-312.
- JAMMET Nathalie, « Pouvoirs et légitimité des figures du pouvoir au Chili de 1810 à 1861 », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, vol. 15, Université Paris 8, Saint-Denis, 2008, p. 139-162.
- JAMMET Nathalie, « La constitution d'une élite républicaine au Chili : un engagement au service de l'État », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, vol. 19, Université Paris 8, Saint-Denis, 2010, p. 109-125.

Le rôle de l'Armée chilienne dans la construction de l'État-nation

DÈS SES ORIGINES, l'Armée chilienne a joué un rôle de première importance dans la constitution de l'État-nation. Les historiens et les hommes politiques – au Chili souvent confondus – ont généralement mis l'accent sur la démocratie dont le Chili aurait joui depuis le XIX^e siècle, sous-estimé l'importance de l'Armée et de ses interventions dans la vie politique, ignoré son influence et son rôle dans la genèse du système politique, du nationalisme et de l'anti-impérialisme de la société civile et des partis politiques, comme nous essaierons de le mettre en évidence.

I - Au XIX^e siècle

À la fin du XVIII^e siècle, Araucans, Huiliches et Pehuenches ne sont toujours pas soumis, tandis que pirates et corsaires menacent encore la Colonie. Subissant continuellement leurs attaques, le colon vit dans un climat de crainte. Les Espagnols envoyés au Chili sont surtout des militaires, et beaucoup de villes sont d'abord des garnisons. Ce passé est un élément très important dans la formation de l'identité nationale : les valeurs d'ordre et de discipline pénètrent profondément dans la société.

Au XIX^e siècle, le rôle de l'Armée dans la construction de la nation sera d'établir un État indépendant aux frontières sûres, par la conquête de l'indépendance, la soumission des zones indiennes, la défense et la délimitation des frontières.

Le rôle essentiel de l'Armée chilienne dans la conquête de l'indépendance est bien connu :

En 1810, Martínez de Rozas, de l'Assemblée de Santiago, rassemble 2.000 hommes pour repousser toute attaque éventuelle du Pérou : c'est la première armée du pays. Défaites à Rancagua, les troupes chiliennes

rejoignent l'Argentine, avant de rentrer au Chili combattre l'armée royaliste sous la direction de San Martín, O'Higgins et Ramón Freire. La victoire de Maipú, en avril 1818, est décisive, et l'Indépendance proclamée le 12 septembre de la même année. L'Armée, à laquelle le Chili doit sa libération, jouira désormais d'une grande considération, et les premiers chefs politiques seront des militaires. La guerre continue pendant tout le gouvernement d'O'Higgins qui veut libérer aussi le Pérou. Un autre général, lui aussi héros de l'Indépendance, lui succède : Ramón Freire.

Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle, après plusieurs conflits frontaliers, que le Chili entre en possession de son territoire définitif. La victoire remportée sur la coalition péruano-bolivienne aboutit en 1884 au traité d'Ancón, par lequel le Chili obtient du Pérou la province de Tarapacá, et pour dix ans celles de Tacna et d'Arica avant le plébiscite qui fixera leur appartenance définitive.

L'Armée parvient enfin la même année à contrôler le territoire et à vaincre définitivement les Araucans à la fois – dit Cordemoy – par les effets de sa modernisation, et par l'installation sur leurs terres d'une fabrique d'alcool à l'action "pacificatrice" très efficace...

Ce dernier rôle est lourd de conséquences sur les orientations politiques de cette armée : dès avant l'Indépendance, à côté des troupes régulières de la couronne d'Espagne, on trouve dans le sud, près de Chillán et de Concepción, de nombreuses milices populaires plus ou moins encadrées par des propriétaires fonciers, qui prolifèrent à la faveur de la guerre – aux frontières de l'Araucanie, là où campe l'Armée. Mal payées et insatisfaites, les troupes du sud, plus proches de la population que celles de Santiago, seront longtemps un foyer de contestation. O'Higgins, Freire, Prieto, Bulnes, Cruz, tous les *caudillos* de l'Indépendance et des débuts de la République sont de Concepción, par la naissance, les relations sociales et familiales, note Alberto Edwards¹. En 1823, la rébellion de l'armée du Sud amène la chute d'O'Higgins et la prise du pouvoir du général Freire, qui s'appuie sur les régions de Concepción, de Coquimbo, les mines du Nord, le Maule. Fédéraliste et libéral, Freire est d'abord un *caudillo* militaire. Il suspend la constitution et assume seul le pouvoir, ce qui n'empêche pas les désordres et les troubles politiques de s'étendre pendant son gouvernement. Il démissionne en 1826, cédant la place à un autre libéral, le général Pinto, puis participe à une nouvelle lutte contre les conservateurs avant d'être battu à la bataille de Lircay en 1830. Il remet alors le pouvoir au général Prieto.

Héroïne de l'Indépendance, puis de toutes les guerres suivantes, l'Armée chilienne, qui reçoit de 20 à 40 % du budget de l'État, est auréolée de prestige et choyée par toutes les factions. Son action politique s'inspire des

¹ Alberto EDWARDS, *La Fronda aristocrática en Chile*.

idées franc-maçonniques et libérales de ses officiers dont beaucoup ne sont pas issus de l'aristocratie conservatrice et catholique qui n'apprécie guère certaines mesures des gouvernements de O'Higgins ou de Freire, comme la suppression des majorats et des titres de noblesse, la tolérance religieuse, l'abolition de la censure et de l'esclavage, l'expropriation des terres du clergé régulier ou la rupture des relations avec le pape.

Cette distance entre les classes dominantes et les forces armées se maintiendra jusqu'aux années 1950-60. Elle s'inscrit dans la continuité de l'écart créé entre le pouvoir politique de la couronne d'Espagne et les élites économiques et sociales créoles, l'Armée se sentant en quelque sorte investie de la succession de la Couronne dans la prise en charge de l'intérêt général.

Après Lircay, Portales, soucieux de créer un État fort, indépendant des factions, met au pas l'Armée en limogeant tous les partisans de Freire et en renforçant les troupes du Chili central aux dépens de celles de la frontière. Il réorganise l'Académie militaire, et réforme la Garde civile, avant d'être tué par une rébellion, rapidement matée, certes, mais qui n'en a pas moins existé : l'Armée n'était donc pas totalement maîtrisée. Quelques années plus tôt, une autre tentative avait constitué une menace sérieuse : Freire était arrivé du Pérou à la tête d'une armée pour le renverser ; il fut rapidement réduit à l'impuissance. Mais il avait obtenu l'appui des Péruviens et du général Santa Cruz, président de la Bolivie, qui avait pris la tête de la Confédération péruano-bolivienne, dirigée contre le Chili. Portales dut ainsi déclarer une guerre impopulaire.

Il paraît évident que l'ordre portalien restait fragile, menacé à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, tendu vers la construction d'un État-nation qui n'était pas encore mûr dans l'esprit de ses concitoyens. Il est assez surprenant de voir que les auteurs chiliens ont retenu de Portales son intention de créer un nouvel État, les institutions qu'il a mises en place à cet effet, son effort volontariste pour constituer un État au-dessus des partis et que de la même façon, ils ont passé sous silence que l'œuvre ait été si fragile, toujours à recommencer, toujours menacée, en premier lieu par l'Armée.

La guerre contre la Confédération péruano-bolivienne est remportée grâce à la victoire de Yungay, par le commandant en chef de la campagne, le général Bulnes, qui devient président de la République en 1841. Si ce militaire inscrit totalement son action dans le cadre institutionnel, la paix intérieure reste précaire : à la fin du mandat de Bulnes, bien que conservateur, le colonel Urriola soulève, sans succès, un régiment à Santiago ; mais après leur échec, les libéraux se regroupent autour de J. M. de la Cruz, commandant de la province de Concepción ; ils sont vaincus en 1851 par les troupes gouvernementales à Loncomilla, lors d'une bataille particulièrement sanglante. Luttres indiennes et défense des frontières contribuent ensuite à limiter les tentatives putschistes pendant quelques décennies.

L'effort pour constituer un pouvoir d'État autonome sera poursuivi par Balmaceda. Lui aussi devra sa chute en 1891 à l'intervention d'une partie de l'Armée, mais il s'agit alors de deux armées bien encadrées, disciplinées, modernisées, qui n'agissent plus de façon autonome, pour leur compte ou celui de *caudillos*, mais sont instrumentalisées au nom de deux interprétations divergentes de la légitimité constitutionnelle, celle du Congrès et celle du président ; comparativement, on pourrait donc presque qualifier cette intervention de l'Armée de "passive" par rapport à ses interventions passées – et à venir.

II - Les interventions du XX^e siècle

1 - L'intervention de 1924

Si l'Armée chilienne, depuis les mesures prises par Portales pour la contrôler, est l'une des moins interventionnistes du Continent, elle n'en a pas moins manifesté tout au long de l'histoire du pays de fortes tentations putschistes qui ont généralement échoué. La dernière, en 1891, a provoqué la chute du gouvernement de Balmaceda.

A partir de 1896, elle a profondément changé sous l'influence du capitaine Emil Körner, un Allemand appelé au Chili pour prendre la direction de l'Académie de Guerre, la moderniser et introduire de nouvelles techniques d'armement et de combat ; la formation de trois ans à l'Académie est souvent complétée par un voyage en Allemagne. Alors que l'aristocratie s'oriente vers des carrières plus lucratives, les officiers forment de plus en plus une couche moyenne dépourvue de fortune et de tradition aristocratique. Ils se réunissent dans des clubs fermés où se développe leur esprit de corps : la professionnalisation de l'Armée s'accompagne ainsi de la rupture du lien qui avait commencé à se développer entre l'oligarchie et les officiers de 1830 à 1880.

En rendant le service militaire obligatoire, la loi de 1900², met les inégalités sociales en évidence par la manière dont elle est appliquée : y échappent ceux qui ont des relations et amitiés bien placées, tandis que seuls l'accomplissent les pauvres, qui révèlent à leurs officiers, par leur analphabétisme, leur manque d'hygiène et leur faiblesse physique, l'état de misère dans laquelle se trouvent la majorité des citoyens. Le rôle éducatif de l'Armée conduit nombre d'officiers à compléter leur formation dans le domaine économique, social et politique. Si les idées démocratiques de droit, de liberté, d'opinion publique, d'institutions démocratiques, et du rôle des partis politiques dans une société démocratique y sont à l'honneur, cet idéal sert principalement à mesurer les carences de la société : l'Armée n'est pas loin de considérer qu'elle constitue elle-même le lieu le plus favorable à la

² Loi n° 362 promulguée le 5 Septembre de 1900.

formation des citoyens à la démocratie, car la promotion y est due au mérite, et non à l'origine sociale, l'argent ou les relations. D'autre part, la formation de nombreux officiers à l'étranger leur a permis de prendre conscience du retard économique et social de leur pays : ils en viennent à critiquer "les politiciens, les partis politiques, le capitalisme et les agitateurs ouvriers pour tous les problèmes du Chili des années 20", aussi bien que "l'éducation, la constitution, les politiques économiques et sociales, la presse, le système électoral et les pratiques bancaires et financières"³. L'Armée est favorable à une "intervention de l'État pour ce qui peut permettre d'assurer la vie, la tranquillité et le bien-être de l'ouvrier... parvenir à des propositions et à des lois impulsant une législation ouvrière, comme sur les accidents, les entreprises, la sécurité sociale, etc., est une aspiration juste et légitime, comme l'est également l'accès à la petite propriété et au petit capital"⁴ : toutes ces préoccupations rejoignent celles des classes moyennes.

Les discussions ont lieu dans des réunions relativement restreintes, comme la Ligue militaire, à partir de 1907, aux fins corporatistes, dont la tentative de coup d'État échoue en 1912⁵. Mais des militaires rejoignent des civils à la Franc-maçonnerie, à laquelle sont affiliés deux généraux compromis dans une tentative de coup d'État en 1919, membres de la Société de l'Armée de Régénération⁶, organisation animée principalement par la peur du mouvement ouvrier et du marxisme ; au procès, soixante officiers seront reconnus coupables, dont beaucoup de proches d'Alessandri.

Il y a aussi d'autres éléments, comme le déclin de l'Exécutif au bénéfice du Parlement, qui a certainement contribué à réduire le respect de l'Armée pour le président de la République, son chef, et l'influence des expériences de l'Europe du sud : en 1920, le mouvement Jeune Turc et celui d'Atatürk, en 1922, la marche sur Rome de Mussolini, en 1923 la prise de pouvoir par Miguel Primo de Rivera. Ces expériences apparaissent comme des exemples à suivre et contribuent à légitimer l'idée d'une intervention armée. Enfin, en dehors de la formation et de l'éducation des recrues, l'Armée est de plus en plus chargée de la répression du mouvement ouvrier, ce qui a des effets opposés : si certains militaires, proches d'un socialisme modéré, s'interrogent au sujet des inégalités sociales, d'autres craignent la révolution.

C'est donc à partir de son expérience, de ses intérêts professionnels et d'une analyse très critique de la situation que l'Armée en arrive à s'intéresser de plus en plus aux problèmes économiques et sociaux. Déduire, comme on le fait habituellement, de sa professionnalisation et de l'influence allemande

3 Nunn, 99.

4 Orrego, Aylwin, 318.

5 Nunn, 116.

6 ou SER.

sur sa modernisation qu'elle aurait eue une propension à ne pas sortir de ses casernes, apparaît comme un raisonnement abstrait sans relations avec la réalité historique.

Entre 1920 et 1924, l'échec du gouvernement d'Alessandri est de plus en plus clair. Peu de lois sociales réussissent à passer outre l'opposition des Chambres. Le chômage est toujours important, le déficit fiscal persiste, et l'opposition du Congrès semble un obstacle insurmontable à ce que les mesures indispensables puissent être prises. Lorsque le Parlement décide de s'octroyer une "diète" – c'est-à-dire une rémunération –, alors que les fonctionnaires et les militaires n'ont pas été payés depuis des mois, l'Armée intervient.

En septembre 1924, un groupe de jeunes officiers manifeste son mécontentement par son entrée et sa présence silencieuse dans les tribunes et les couloirs du Congrès. Ils présentent au président de la République une liste de réclamations, dont :

- la réforme de la Constitution
- son veto à la diète parlementaire
- le vote immédiat du budget
- une législation immédiate sur le code du travail
- une loi d'impôts progressifs sur le revenu
- la stabilisation de la monnaie
- le paiement des salaires en retard des fonctionnaires
- l'augmentation des salaires des carabiniers, de la police, de la marine

et de l'Armée de terre.

Le Congrès vote toutes les lois demandées. Les jeunes officiers de l'Armée de terre et de l'aviation, dirigés par Carlos Ibáñez, Marmaduke Grove Vallejo et Bartolomé Blanche Espejo s'engagent à convoquer une Assemblée constituante, dont le projet, soumis à plébiscite, est approuvé par 94,8 % des votants en 1925.

La situation sociale demeurant la même avec des grèves réprimées dans le sang dans les mines, et des manifestations des classes moyennes, devant l'incapacité des partis politiques à parvenir à un accord pour présenter un candidat à la présidence de la République, l'Armée décide de présenter la candidature du général Ibáñez, élu avec 98 % des voix en 1927.

2 - *Carlos Ibáñez del Campo*

Pour nombre d'auteurs, la période qui s'ouvre avec l'intervention de 1924 est en rupture totale avec les traditions politiques du pays : c'est oublier que la non intervention de l'Armée chilienne n'est que le résultat d'un équilibre toujours précaire et menacé.

Le rapport des forces s'incline en faveur du pouvoir militaire en 1924 à cause de la carence des civils ; c'est lorsque les militaires peuvent parler au

nom de la nation, faire des propositions qui ne se limitent pas à leurs problèmes corporatistes, mais apportent des solutions à ceux d'autres catégories sociales, que l'opinion les suit. L'Armée, comme les autres acteurs politiques, ne peut agir de façon isolée. Le mouvement étant très hostile à l'oligarchie et aux partis politiques traditionnels, mais, également, au mouvement ouvrier, à l'idée de révolution et au communisme, c'est avec les classes moyennes que sa proximité est la plus grande. Pour la première fois, elles accèdent à l'appareil d'État, et entrent dans l'administration, l'enseignement, et les professions libérales ; de nouveaux officiers, issues de catégories modestes, sont promus. Mais la propriété terrienne, les mines, la banque et les affaires restent aux mains de l'oligarchie.

Autoritaire, le gouvernement d'Ibáñez se caractérise aussi par un nationalisme peu idéologique, orienté vers un développement impulsé par l'intervention de l'État, qui met en place une protection douanière favorisant le développement industriel, et de nombreux organismes de planification économique : la production s'accroît dans tous les secteurs. Les villes se modernisent, de nouvelles rues sont pavées, et la distribution d'eau potable est améliorée ; la construction de routes, de chemins de fer, d'écoles, d'entrepôts créent de nombreux emplois. Un code du travail et un système de sécurité sociale sont progressivement mis en place. L'enseignement devient obligatoire entre sept et quinze ans, et le secteur privé doit se conformer aux programmes nationaux.

Cette priorité accordée au développement national n'est pas teintée d'anti-impérialisme, et l'action de l'État est financée, comme avant, moins par l'impôt des citoyens que par les revenus du commerce extérieur et l'arrivée massive de capitaux étrangers. Mais ce développement dépendant restant fragile, la crise de 1929 fait tomber le gouvernement, qui laisse la place à un civil.

3 - La République socialiste

Le 4 Juin 1932, des avions de guerre survolent Santiago en rase motte, jetant des tracts où ils dénoncent "un régime néfaste de réaction oligarchique qui n'a su que servir les intérêts de l'insatiable capitalisme étranger", et proclament que la République socialiste du Chili cherchera avant tout à développer l'indépendance économique du pays. Ils précisent : "en construisant un nouvel ordre des choses, nous nous tiendrons éloignés de tout impérialisme, que ce soit celui de la haute banque étrangère ou celui du soviétisme russe"⁷.

Le gouvernement de Montero propose un remaniement ministériel, refusé par les rebelles. Grove arrive alors au palais présidentiel, accompagné de camions militaires, et demande au président de démissionner. Le coup

⁷ Reyes, 64-65.

d'État a eu lieu sans effusion de sang, avec l'accord de l'Armée de terre, de la marine et des carabiniers.

Une junte, composée du général Puga (ibañiste), d'Eugenio Matte Hurtado (Franc-maçon et socialiste) et de Carlos Dávila (ibañiste) s'installe ; le nouveau ministère compte par ailleurs sept socialistes, trois alessandristes, et un ibañiste. Marmaduke Grove, dont la personnalité domine la République socialiste, est à la Défense : il demeurera le leader le plus populaire et le plus charismatique du pays jusqu'en 1942. En 1930, il s'était lancé dans l'aventure de l'avion rouge, ce qui l'avait conduit à être déporté à l'Île de Pâques, d'où il s'échappa pour retourner sur le continent. Il voyait d'abord dans le socialisme le moyen d'améliorer la justice sociale, et déclarait vouloir "un gouvernement socialiste qui donne à tous les Chiliens du pain, un toit et du travail, et qui donne au peuple la liberté dont il a toujours manqué sous la domination de l'oligarchie et du capitalisme international"⁸.

En témoignent les mesures préconisées par la Junte :

- réquisitions et distributions de vivres par l'Armée
- impôt sur les grandes fortunes
- colonisation de terres par les chômeurs
- suspension des expulsions pour loyers impayés par les pauvres
- réquisition des maisons vides
- liquidation ou réorganisation de la COSACH⁹
- monopole d'État du commerce extérieur
- socialisation du crédit
- révision des soldes, pensions et retraites du secteur public
- développement de l'enseignement primaire
- reconnaissance du gouvernement soviétique
- révision des contrats avec les compagnies étrangères impliquant un

monopole

- prohibition des importations de luxe et des articles pouvant avoir un équivalent national
- création d'un ministère de la santé publique
- réorganisation de la justice

La République socialiste a beau affirmer une claire opposition au Parti communiste¹⁰, et un socialisme beaucoup moins idéologique que pragmatique, visant d'abord à résoudre les problèmes économiques et sociaux, elle se heurte immédiatement aux réactions de l'oligarchie et de l'étranger : les capitaux fuient, et la Banque centrale, sous la pression des banques privées et étrangères, refuse au gouvernement les prêts nécessaires à

⁸ Charlin, 708.

⁹ Corporation du Salpêtre du Chili. Elle associait le fisc et les producteurs privés, étrangers à 95 %.

¹⁰ Discours de Grove aux auteurs d'un coup d'État avorté, 11 Juin 1932, Charlin, p. 750-752.

la lutte contre le chômage. Les industriels sont hostiles aux projets d'intervention économique de l'État et redoutent les revendications ouvrières, les grands propriétaires fonciers condamnent la colonisation, et l'oligarchie s'oppose à l'impôt sur la fortune ; les professions libérales sont le plus souvent hostiles à la junte, les cadres de la haute administration démissionnent. Les États-Unis menacent de fermer le Canal de Panama, et de refuser tout crédit. Le haut commandement de l'Armée prend alors la décision de remettre le pouvoir aux mains des civils.

III - Vers la “dénationalisation” de l'Armée chilienne

Après la chute de la République socialiste, nationalisme et anti-impérialisme vont décliner au niveau de l'action gouvernementale, et se limiter à des projets de développement.

La situation dans laquelle Alessandri (1932-38) prend le pouvoir est difficile : le Chili est encore en pleine crise économique et politique. Le retour des militaires dans les casernes ne peut être considéré comme définitif, et le gouvernement va tenter de nombreuses mesures pour y parvenir : épuration, retraites anticipées, nomination d'officiers défavorables à l'intervention... Il tente d'éloigner les militaires de leurs clubs et instituts de Santiago, transfère l'école de cavalerie à Quillota, et s'efforce de créer un contre-pouvoir avec une milice républicaine armée, qui sera dissoute en 1936, après différentes tentatives infructueuses de coup d'État, et une de rapt du président Alessandri. Mais en 1938, quand les jeunes nazis, appuyés par Ibáñez et d'autres officiers, tentent un coup d'État réprimé dans le sang à la *Caja de Seguro obrero* de Santiago et à l'Université, l'Armée, quoique sollicitée par les rebelles, reste fidèle.

Nationalisme et anti-impérialisme continuent de se développer dans les partis d'opposition, comme le Parti socialiste, le P.C., ou le Parti “nazi”. Le P.S., héritier direct de la République socialiste à laquelle la majorité de ses leaders ont participé, se définit comme un parti nationaliste, moins orienté vers le passé que vers l'avenir, anti-impérialiste, et latino-américaniste. Il tient, en grande partie, ses idées de Grove, qui préconisait la conquête de la “seconde indépendance”, l'indépendance économique par rapport aux puissances “impérialistes”, qu'il s'agisse des États-Unis, des pays d'Europe occidentale, ou de l'Union soviétique.

Le P.C. accepte, après 1935, l'idée d'une collaboration avec des représentants de la “bourgeoisie nationale” sur une ligne nationaliste et anti-impérialiste, et le Parti radical dénonce lui aussi “les monopoles anti-impérialistes”. La maçonnerie, très active et influente à cette époque, est partisane, elle aussi, de développer l'intervention de l'État et le contrôle des activités des entreprises étrangères.

Pendant le Front populaire (1938-52), le régime demeure sous la menace de tentatives de coups d'État qui ont lieu en particulier en 1939, 1945, 1946, et 1948, généralement à l'instigation du général Ibáñez.

Le développement de l'économie chilienne de cette époque est marqué par les conséquences de la guerre mondiale, qui interdit tout commerce maritime avec le continent européen et les pays situés à proximité du conflit, les relations avec l'Amérique du sud ou du nord restant les seules possibles. La baisse des exportations de cuivre et de salpêtre, réduit les importations et les revenus de l'État, contraignant le Chili à demander aux États-Unis d'acheter ses excédents de salpêtre, de garantir le maintien de la production de cuivre par les compagnies américaines, ainsi que des prêts pour équilibrer la balance des paiements et financer les projets de développement de la CORFO¹¹ : nationalisme et anti-impérialisme ne sont plus à l'ordre du jour.

La guerre a aggravé la dépendance du pays : en 1947, les États-Unis exigent du président radical González Videla la rupture des relations diplomatiques avec l'URSS et l'expulsion des communistes du gouvernement, sous peine de suppression des crédits accordés. Le Parti communiste, mais également des syndicalistes de toute obédience, sont les victimes d'une forte répression dans le cadre de la "Loi de défense de la démocratie", qui permet d'envoyer 500 militants au camp de concentration de Pisagua, et de priver 40.000 communistes de leurs droits électoraux.

Comme le reste de l'Amérique latine, le Chili est pressé d'adhérer au Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque, ou TIAR, créé à la Conférence de Rio de 1947. À celle de Bogotá, les positions chiliennes se sont alignées sur celles des États-Unis, en échange d'avantages économiques.

Comme lors de son premier gouvernement, Ibáñez va tenter d'accélérer le développement en créant de nouveaux organismes étatiques. Mais à la fin de la guerre de Corée, la baisse du prix du cuivre et la diminution des revenus de l'État provoquent un déficit budgétaire : pour lutter contre l'inflation, il fait appel à une mission étasunienne, la mission Klein-Sachs, qui propose de contrôler prix et salaires, de réduire les dépenses publiques, et de réprimer le mouvement ouvrier et les manifestations étudiantes.

La présence étasunienne se fait de plus en plus sentir. Le TIAR ne fut jamais dénoncé, et l'Armée – qui connaît de nouvelles tentations de coup d'État en 1952 et 1955¹² – passe progressivement sous le contrôle idéologique des États-Unis : les pactes militaires d'aide bilatérale destinés à la standardisation des équipements, au développement de lignes de

¹¹ La *Corporación de Fomento* s'efforça de promouvoir l'énergie, la sidérurgie, la métallurgie, les industries chimiques et pharmaceutiques, les cimenteries et les industries de transformation des produits agricoles...

¹² Le premier, celui des PUMA (Por Un Mañana Auspicioso) fut rendu inutile par le succès électoral d'Ibáñez. Avec celui de la *Línea Recta*, en 1955, il pensait parvenir à imposer ses décisions économiques aux acteurs sociaux, puis il y renonça.

communications et d'une défense aérienne collective s'accompagnent du remplacement des doctrines militaires allemandes par celles des États-Unis, et de la formation d'un nombre important de jeunes officiers dans les écoles militaires américaines. L'idéologie anti-communiste militante du Pentagone va peu à peu remplacer les idées de la maçonnerie, qui avaient contribué depuis l'Indépendance à faire de l'Armée chilienne un élément modernisateur et anti-oligarchique, qui avait imposé aux classes dominantes les changements indispensables à l'entrée du Chili dans le XX^e siècle. Au contraire, la domination américaine va l'aliéner à ses intérêts, et la couper de la réalité nationale.

Cependant, éloigné du pouvoir, un parti d'opposition comme le Parti socialiste développera des thèses à la fois marquées par le marxisme et les idéaux de la "République socialiste", fortement nationalistes et anti-impérialistes, qui inspireront l'Unité populaire ; de son côté, la Phalange, le futur Parti démocrate-chrétien, évolue vers un radicalisme croissant, qui va la conduire à préconiser la réforme agraire et la "chilénisation" du cuivre – des positions à la limite de l'acceptable pour les États-Unis.

Conclusions

De l'Indépendance à la fin des années 1950, les idées et l'action politique de l'Armée chilienne frappent par leur progressisme et leur continuité : ses interventions ont notamment permis la mise en place de la Constitution de 1925, contribué à la modernisation de l'État, au progrès économique et social, et à l'ouverture du système politique.

Au XX^e siècle, on observe une inversion de l'attitude des acteurs politiques militaires et civils : de 1924 à 1932, la carence des civils conduit les militaires à prendre en charge le projet national de développement : le gouvernement le plus progressiste qu'ait connu le Chili avant l'Unité populaire a été un gouvernement militaire, dont le Parti socialiste – celui de Salvador Allende – fut l'héritier direct.

Après 1932, une partie des civils s'approprient les thèmes nationalistes et anti-impérialistes, tandis que l'Armée est soumise à une dénationalisation progressive orchestrée par les États-Unis : elle est enrôlée dans d'autres combats, et sa priorité n'est plus la construction ou l'indépendance de l'État-nation chilien.

Marie-Noëlle SARGET
EHESS /Ladyss
sarget@ehess.fr

Bibliographie

- CHARLIN Carlos, *Del avión rojo a la República Socialista*, Santiago, Quimantú, 1972.
- DEL POZO José, “Los gobiernos radicales en Chile frente al desarrollo”, *Caravelle* n° 53, Toulouse, 1989, p. 36-7.
- EDWARDS VIVES Alberto, *La Fronda Aristocrática en Chile*, Santiago, Ed. del Pacífico, 1959.
- JOBET Julio-Cesar, *Ensayo crítico del desarrollo económico-social de Chile*, Santiago, Ed. Universitaria, 1935.
- MOULIAN Tomas, *El gobierno de Ibáñez (1952-58)*, Flacso, Santiago, 1986, 82 p.
- NUNN Frederik, *The military in chilean history: essays on civil-military relations, 1810-1973*, Albuquerque, NM, 1976.
- ORREGO, AYLWIN, ALAMOS, CORREA, *7 Ensayos sobre Arturo Alessandri Palma*, Santiago, 1979.
- REYES Iván, *Le coup d'État militaire socialiste de 1932 au Chili*. Mémoire de Maîtrise. Université de Paris I.
- ROSSIGNOL J., “Guerre populaire et révolution au XIXème siècle”, *Cahiers des Amériques latines* n°15, 1977, p.1-40.
- SARGET Marie-Noëlle, *Système politique et Parti Socialiste au Chili : un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994, 447 p.
- SARGET Marie-Noëlle, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1996, 320 p.

II. Construction de l'État et résistances

Élites, sociabilidad, espacio urbano y cultura política republicana liberal en Chile, 1891-1910

A FINALES DEL SIGLO XIX Chile, tras la victoria en la Guerra del Pacífico contra Perú y Bolivia (1879-1884), se integra económicamente de una manera definitiva en el sistema capitalista mundial. Un acelerado crecimiento económico tiene lugar gracias a un rápido aumento de los recursos financieros del país provocado por el aumento de las entradas fiscales generadas por la exportación, esencialmente, de nitrato y cobre. Esta “edad de oro” que conocen los diferentes gobiernos y las elites económicas y sociales de Chile, reflejada en un desarrollo de las obras públicas y en un consumo ostentatorio, contrasta con otra realidad económica y social marcada por una aguda situación de pobreza y de tensión social¹. Al alba de la celebración del primer centenario de la independencia del país, Chile, enmarcado políticamente dentro un parlamentarismo surgido de la Guerra Civil de 1891, comienza a entrar en un periodo de dificultades económicas², de agotamiento y de crisis moral y social³ (Gazmuri, 2001; Vial, 1981; Salazar y Pinto, 1999-2004; Castedo, 1999; Collier y Sater, 1998).

Entre 1891 y 1910 el sistema decimonónico liberal va a conocer su punto más álgido así como el principio del proceso de crisis que lo llevará a su

¹ Las huelgas de Valparaíso (1903), Antofagasta (1906) e Iquique (1907) son reprimidas violentamente desde el poder. La matanza de Santa María de Iquique tras la huelga general de los trabajadores del salitre, en la que murieron cientos de hombres, mujeres y niños, tuvo un fuerte impacto en la sociedad chilena.

² A principio del siglo XX los gobiernos chilenos comienzan a sufrir importantes problemas financieros. En 1908 y 1909 los precios del salitre conocen una importante baja en el mercado internacional. La reconstrucción de Valparaíso, principal puerto del país destruido por el terremoto de 1906, y las deudas fiscales provocaron un importante déficit financiero.

³ “Chile vivía, por entonces, el agotamiento de un sistema político y de un estilo de vida que se mostraban inadecuados para enfrentar los desafíos que presentaban los nuevos tiempos. El régimen parlamentario, la estructura social, el sistema económico, el papel del Estado.....en fin, todo el mundo oficial demostraba su desajuste con una realidad que estaba cambiando radicalmente”, (Aylwin, 1994: 49).

desaparición en la década de los años 1920. Enmarcado cronológicamente entre estas dos fechas, este trabajo va a intentar dar algunas pistas sobre los rasgos comunes que hacen que la articulación de una cultura política republicana-liberal, construida y desarrollada por las élites chilenas, se presente a éstas como una representación política de la sociedad acorde con sus intereses y como un mecanismo constructor de una legitimidad discursiva y simbólica del sistema político y social que articula la sociedad chilena a partir de la derrota de los seguidores del presidente Balmaceda en 1891.

Basándonos en los trabajos de Jean-François Sirinelli (1992, 1997, 1998) y Serge Berstein (1992, 1998), así como en los de Gabriel Almond y Sidney Verba (1963), entendemos la cultura política como el conjunto de los componentes de la cultura – definida ésta como el conjunto de conocimientos y aptitudes, de comportamientos colectivos, de orientaciones emocionales, de sistemas de representación, de valores de una sociedad – que se aplican a lo político. En el caso chileno de fines del siglo XIX y principios del siglo XX, la cultura política republicana-liberal la entendemos como una combinación compleja que reúne una concepción global del conjunto y de la evolución de la comunidad nacional chilena.

El republicanismo adoptado por las élites políticas lo contemplamos como un régimen político legalmente constituido, fundado sobre principios racionales sintetizados en el grupo 'libertad, igualdad, seguridad, propiedad', edificado sobre un poder estatal que sanciona una autoridad efectiva del Estado y donde la principal lealtad de los ciudadanos está dirigida al Estado-nación⁴. Al mismo tiempo tenemos en cuenta que la cultura política republicano-liberal debe encarnar la nación chilena plasmándola en un discurso político e histórico que debe ser transmitido, difundido y representado de manera simbólica y simplificada al conjunto de la población, proponiendo al mismo tiempo un sistema político que debe conducir a un futuro mejor. Esta cultura política se estructura alrededor de un sistema de creencias empíricas, símbolos, espacios, experiencias sociales, expresiones y valores que definen la situación en la cual la acción política toma asiento encarnándose en espacios de sociabilidad que reproducen entre los miembros

⁴ Como conjunto de principios, ideas y prácticas, tiene su fuente en el movimiento iluminista que pone el derecho natural y la teoría del contrato como fuente de la soberanía y base de la legitimidad. Una de las expresiones de este republicanismo es el Constitucionalismo, el cual lo definimos como un movimiento intelectual y político que se inicia a finales del siglo XVIII y que implica esencialmente un intento de establecer el imperio de la ley con el fin de limitar el poder político, específicamente por medio de constituciones escritas. El Constitucionalismo es lo que proporciona la base intelectual que da forma jurídica al conjunto de instituciones que permiten construir y asegurar una política republicana. La Constitución es el texto escrito que delimita la esfera de acción del Estado y de los ciudadanos surgidos de un encuentro entre la filosofía política y la decisión política de imponerla. En ella se contraponen, por una parte, lo público, identificado con lo político, representado por el Estado, y en concreto por el gobierno y la legislación, y por otra, lo social, identificado con lo privado, representado por los individuos y concretamente por las partes y el contrato. (Aguilar y Rojas, 2002); (Bravo Lira, 1986).

de las élites chilenas una experiencia discursiva que confirma su adhesión a ella.

El discurso de las élites: republicanismo, civilización, orden y progreso

El discurso político republicano-liberal, entendiendo que su propiedad y creación están reservadas de hecho a un grupo determinado de individuos de las élites, constituye una visión de Chile que se estructura a través de un juego de reglas que funcionan en la práctica cotidiana, la jurisprudencia, las características religiosas y en las medidas de discriminación y de represión. El discurso político republicano liberal chileno se construye tanto alrededor de un conjunto de hipótesis, de elecciones, de decisiones, de reglamentos institucionales, de modelos de enseñanza y transmisión, como de un conjunto de descripciones terminológicas.

Paralelamente, la construcción de intereses por parte del discurso político republicano-liberal está intimamente ligado a los recursos (lingüísticos, conceptuales, materiales, etc.) que disponen los diferentes actores políticos que se reconocen en la cultura política republicana-liberal. En este caso nos referimos a las propiedades sociales objetivas que caracterizan las élites chilenas finiseculares en las que una diferencia radical con el resto de la sociedad separa la racionalidad que organiza la producción del discurso y la que informa los otros regímenes de práctica (Bourdieu, 1987:132-143).

Aunque la gran mayoría de los miembros de la élite dirigente adhieren a los valores y el discurso de la cultura política republicano-liberal, esta élite no forma en ningún caso un todo homogéneo en el ámbito del juego político y la lucha por el poder. Entre sus miembros existen importantes diferencias que se traducen en luchas políticas que se encarnan claramente en el marco de los procesos electorales, la secularización del estado, el juego parlamentario y la prensa.

Cuanto más absorbido estaba en la tarea de desarrollar la cultura nacional (en 1872), la reacción se propuso derribarle con el fin de adueñarse de la instrucción pública i de hacerla servir al objeto de difundir el espíritu clerical (...) a contar desde el día en que la enseñanza nacional dejó de ser enseñanza clerical, cada vez que la reacción ha recomenzado su obra de zapa contra nuestro progreso político, ha dirigido todos sus conatos a desorganizar la instrucción pública⁵.

Sin embargo, el consenso liberal que se instala progresivamente durante el último tercio del siglo XIX va profundizando los cambios sociales, culturales y políticos (Jaksic, 2006; Cavières, 2001; Brahm García, 1992; Stiven, 2000; Correa Sutil, 1997; Correa Sutil, 1981; Jocelyn-Holt, 1998).

⁵ Discurso de Valentín Letelier del 17 de agosto de 1902 en *Homenaje del Ateneo de Santiago al señor Diego Barros Arana*, Santiago, Imprenta Universitaria de S. A. García Valenzuela, 1902, pp. 21-23.

Durante las últimas décadas del siglo, salvo por la coyuntura de la Guerra Civil de 1891, se afianza el convencimiento de que los hombres ilustrados de la clase dirigente, a través de sus discursos y de sus acciones, conducían al país por la senda del progreso y de la felicidad.

El republicanismo liberal chileno desarrolla un discurso que intenta legitimar mediante la palabra el ejercicio del poder y la acción política de la clase dirigente. Una de las ideas principales que estructuran y articulan este discurso presenta a los dirigentes del país como herederos directos de los “padres fundadores” del periodo de la independencia. La clase dirigente se integra discursivamente en una genealogía política presentada en una secuencia ordenada de acontecimientos que comienza con las “hazañas” políticas y militares de los padres de la patria y finaliza con el sistema parlamentario en un proceso de progreso político donde “el pasado se proyecta sobre el presente, ungiendo al individuo con el honor de sus ancestros” (Barros Vergara, 1979). Todo ello articula el argumento discursivo para otorgar a las élites política y social su función civilizadora del pueblo chileno.

Otra de las bases discursivas se apoya en los conceptos de paz y estabilidad sociopolítica. A diferencia de los periodos de inestabilidad política y de enfrentamiento militar vividos sobre todo durante el primer tercio de siglo, el Chile de finales del siglo XIX y principios del XX es presentado como un país estable política y socialmente como nunca antes lo había sido. Este éxito se debe a la élite, la única capaz de conducir los destinos del país. Hay una crítica clara de la multitud que se traduce en la idea que la élite dirigente, desde el origen de la república chilena, siempre ha tenido la razón frente al populacho. Las élites política y social chilenas se consideran como el único grupo social capaz de dirigir los destinos del país, así el historiador Alberto Edwards considera que la sociedad chilena en el proceso de Independencia está formada por “una aristocracia respetable y unida por la nacionalidad y el parentesco,... y un pueblo del todo incapaz de comprender y practicar los derechos y deberes de los ciudadanos de un país libre”⁶, visión que enlaza con el presente del país.

En su *Historia General de Chile desde la prehistoria hasta 1830*⁷, referente principal de la historiografía decimonónica liberal chilena, Diego Barros Arana (1884-1902), mediante una reconstrucción minuciosa de hechos y epopeyas colectivas basada en un inmenso trabajo de crítica y recopilación de gran cantidad de fuentes, institucionaliza el relato nacional construido por el discurso de republicano-liberal.

⁶ *Sucesos*, n° 419, 15 de septiembre de 1910.

⁷ 15 tomos publicados entre 1884 y 1902.

(...) se narra día por día, desde el primero que señalan las luces confusas de las ciencias prehistórica i lingüísticas contemporáneas, toda la vida chilena, con todo su heroísmo batallador de la conquista, con todo su sueño letal de la colonia, con toda su fiebre maravillosa de la revolución i con toda la seriedad inteligente i apasionada de los primeros años de su vida libre⁸.

El trabajo desarrolla una evolución histórica que debe conducir a una estabilidad política desterrando la anarquía del devenir histórico de Chile. La nación chilena, entendida como comunidad de destino, avanza hacia el progreso. Desde la noche de los tiempos existe una nación chilena que se despierta durante la independencia, se solidifica en la Constitución de 1833 y continúa su devenir histórico hacia un futuro radiante.

La historia de nuestra independencia no es propiamente hablando más que la historia de nuestras batallas. Poco, muy poco se hizo en los primeros tiempos por echar las bases del sistema político de libertad que más tarde hubo de plantearse [...] Chile, entre tanto, ha hecho progresos inmensos. La emancipación fue su aliento, su luz, su vida: el código fundamental que lo rige (Constitución de 1833) el paladín del orden, de la tranquilidad y el reposo [...] (Barros Arana, 10 y 14).

El discurso desarrolla y justifica la idea de una historia lineal de la nación ligada con la idea de progreso, una historia que ha conducido a Chile desde el militarismo y la anarquía al parlamentarismo y el orden reflejando las aspiraciones y propuestas con respecto al futuro del país donde el progreso económico e institucional debe traer la felicidad de la nación y la inclusión definitiva de ésta entre las naciones civilizadas.

La adopción por parte de las élites chilenas del modelo civilizador europeo, marcado por la influencia cultural francesa en los códigos comportamental y estético, es acompañado al mismo tiempo de la eliminación del origen identitario indígena y rural el cual es asimilado a la barbarie. Al mismo tiempo los escritos de Benjamín Vicuña Mackenna (1868) o los trabajos de Diego Barros Arana (1884-1902) muestran al “pueblo” como generador de los numerosos problemas de “orden” que el país conoce y lo considera ausente de la construcción del orden autónomo y republicano surgido de la independencia.

Paralelamente el ejército y la religión, a pesar de la querrela secularizadora con respecto a las leyes “laicas”, son dos de los referentes discursivos que representan el orden y el progreso moral. Ambos forman parte de los cimientos del sistema republicano. Tanto el ejército como la religión son, al mismo tiempo, elementos fundamentales de su fundación, del orden del sistema y de su progreso económico y moral. Mientras la religión

⁸ Discurso de Jorge Huneeus Cane del 17 de agosto de 1902 en *Homenaje del Ateneo de Santiago al señor Diego Barros Arana*, Santiago, Imprenta Universitaria de S. A. García Valenzuela, 1902, p. 31.

católica es considerada como uno de los elementos civilizatorios y culturales esenciales del sistema republicano, el ejército es una institución fundamental en la creación de la República, en la obtención de la Independencia y que ha colaborado extraordinariamente en el crecimiento económico del país.

Sociabilidad y espacio urbano

Partiendo del análisis del discurso, intentamos mostrar conjuntamente la dinámica propia de las formas de sociabilidad considerando que éstas no son simples receptáculos (o contrapuntos) de las ideas que acogen (o rechazan), sino lugares sociales donde las prácticas se acompañan de usos, interpretaciones y apropiaciones que transforman y transmiten las doctrinas y las ideologías. A través de ello intentamos afirmar la irreductibilidad de las prácticas no discursivas con respecto a los enunciados que, de formas diversas, describen, prescriben o proscriben, y se esfuerzan de organizarlas o controlarlas (Chartier, 1997).

Las relaciones entre los individuos de las élites chilenas forman parte del entramado que conforman los fenómenos históricos. Partiendo de esta propuesta consideramos la sociabilidad como un mundo relacional interindividual donde existen reglas y valores compartidos que son la condición primaria de la comunicación. Paralelamente entendemos también la sociabilidad como unas prácticas sociales que ponen en relación un grupo de individuos que efectivamente participan de ellas y apunta a analizar el papel que pueden jugar esos vínculos que se comparten realizando una contextualización del discurso entre los propios actores superando al mismo tiempo las asociaciones estrictamente políticas (Rivière, 2004; Elias, 1973, 1974; Agulhon, 1977, 1986).

Las grupos familiares que componen la élite dirigente (familias Vial, Pietro, Bulnes, Montt, Mackenna, Larraín, Vicuña,...) y que practican en general una endogamia familiar, utilizan el negocio y la política como los principales sectores de promoción y reproducción social. Los matrimonios de interés están en la base de los comportamientos sociales que tienen como objetivo el éxito económico y la promoción social y política. Con el desarrollo de los negocios gracias al crecimiento económico que conoce el país, las familias “tradicionales” se ven obligadas a captar y aliarse con diferentes miembros y familias de la nueva clase negociante chilena y emigrante que aporta a la élite dirigente unas prácticas y un patrimonio cultural familiar diferente (Díaz Vial, 1960; Millas, 2005; Fernández Domingo, 2006).

El enlace del señor Carlos García de la Huerta con la señorita Adriana Balmaceda Pérez, ha sido la primera nota social de la estación que se inicia. Siguiendo la innovación de buen tono que últimamente se abrió camino en Europa, los

contrayentes quisieron que la ceremonia se celebrara en el pintoresco San Bernardo (parque de la quinta de la familia Balmaceda)⁹.

La carrera de leyes conoce una expansión tanto en el desarrollo de su base cognitiva, como de su valor simbólico y funcional. El prestigio social se alía a la ampliación de la función pública, tanto en lo administrativo como en lo político. El título de abogado se presenta como un bien altamentepreciado en el camino hacia la fortuna, el poder y el prestigio. La carrera pública se complementa en este contexto con la carrera profesional y contribuye a formar prestigio y relaciones que favorecen el ejercicio reproduciendo el ideal del Estado modernizador. Durante el final del siglo XIX se refuerza el predominio de los abogados en la Universidad de Chile y el letrado se convierte paulatinamente en la persona mejor capacitada para entender y manejar los asuntos de gobierno (Bravo Lira, 1998).

La abogacía fue la profesión de la continuidad entre el viejo y el nuevo orden. Convivían en ella elementos tradicionales, como ser la única profesión digna de la vieja aristocracia criolla y la importancia del origen social en una carrera exitosa, con elementos más modernos como ser un vehículo de ascenso social que resaltaba el valor de la meritocracia (Serrano, 1993: 171).

La codificación recuerda cómo en el siglo XIX y principios del XX los abogados éramos amos y señores del debate público, del diseño institucional y de la implementación de políticas públicas. La codificación rememora así los tiempos de oro de la abogacía, donde los letrados éramos algo así como los sumos sacerdotes de una religión vedada para el común de los mortales (Montt Oyarzun, 2005: 253).

En el caso de los estudiantes de derecho, la frecuentación de los espacios universitarios y la formación recibida, a la vez que proporciona el acceso a la literatura jurídica y a las controversias políticas del momento, sirve para desarrollar una red de vínculos personales donde se comparten lecturas, opiniones, vivencias, experiencias, articulando una representación compartida sobre la realidad política del país. Un análisis de las listas de los estudiantes del Instituto Nacional y de la Universidad de Santiago demuestra que el mundo universitario es un ámbito de propagación de ideas y textos muy amplio, existiendo un conjunto de lecturas y áreas temáticas compartido, con similares intereses, por la mayor parte de individuos que ocuparán posteriormente los puestos de dirección política. Por supuesto, hay particularidades sociales, locales, individuales, de códigos de lectura, y según las promociones de estudiantes, pero creemos que el compartir una tradición educativa común puede crear un número importante de preocupaciones similares entre los diferentes grupos de estudiantes que conviven, discuten, transmiten y

⁹ *Zig-Zag*, n° 5, 9/3/1905

estructuran, en gran parte, una visión del mundo similar a través del aprendizaje y la descodificación de sus lecturas tanto en relación con temas jurídicos y de filosofía política como en relación con cuestiones prácticas y útiles.

Al mismo tiempo las formas de sociabilidad tendieron paulatinamente a representar, según su propia concepción, los referentes y las formas urbanas europeos adoptados por la clase dirigente, encarnándose en los teatros, espectáculos públicos, clubes, hipódromos, cafés, hoteles y restaurantes, patentando en los espacios públicos de la “ciudad oficial” las formas de vida y las expresiones culturales que simbólicamente representan los valores de las élites chilenas como son, por ejemplo, las funciones de ópera, zarzuela, conciertos sinfónicos y de cámara, teatro o ballet. La realización de fiestas, recepciones, tertulias y veladas tanto en los salones familiares como en espacios públicos estructuran las relaciones interpersonales de las élites chilenas.

A comienzo del siglo XX, el país respira prosperidad. La ciudad de Santiago crece a ritmo vertiginoso y copia siempre la moda europea. Las familias elegantes viajan a París y traen las novedades en barco. La vida santiagueña se hace cada vez más cosmopolita y afrancesada (PEÑA MUÑOZ, 2001: 114).

El *Club de la Unión* (fundado en 1864) abre en sede propia por primera vez en marzo de 1870 creando poco a poco un ambiente refinado y desarrollando un espacio social para la buena conversación, la lectura, la cultura erudita y los relatos de viajes. La celebración del gran baile del Club sirve en múltiples ocasiones como presentación de esposas e hijas para matrimonios dentro de un mundo social y elegante. Otros ejemplos como el café *Confitería Torres* (1879), el *Tea Room del Gath y Chaves* (1910), el *Café del Hotel Crillón*, el Teatro Municipal de Santiago (reconstruido en 1871) o el Teatro Victoria de Valparaíso (1886-1906), no son simplemente espacios de sociabilidad sino que sirven también de decorado simbólico y práctico de la puesta en escena de las élites chilenas en el espacio privado y público urbano.

(...) la prensa ha llenado ya las columnas de su crónica social con esa falange de debutantes para las que han de abrirse este año muchos salones y magníficas residencias. Un baile en casa de la familia Errázuriz Ovalle iniciará la era de suntuosas recepciones; la secundarán en brillo las que proyectan dar las familias Fernández Larraín, Ossa Ossa, Bezanilla Larraín, Irarrázabal Fernández, Larraín Echeverría, Eguigúren Irarrázabal, Bunster Carmona, Claro Salas, Villalobos Arteaga, Montt Lachowky, Bernales Lazcano, Montes G. Huidobro, Covarrubbias Wilshaw, Salinas Cerda, León Noguera, Carrera Sanchez, etc.¹⁰.

¹⁰ *Zig-Zag*, n° 636, 28/4/1917.

Otros lugares altamente representativos de la sociabilidad de las élites es el mundo del deporte, actividad altamente elitista a finales del siglo XIX y principios del XX. Las reuniones deportivas dan lugar a momentos de sociabilidad donde se muestran y se reproducen simbólicamente los valores compartidos y creados por las mismas élites. El *Club Hípico de Santiago* es fundado en 1869 y organiza la primera carrera hípica el 20 de septiembre de 1870. En 1882 se inauguran las actividades del *Valparaíso Sporting Club*.

Como en ningún año también ha sido el número de los huéspedes, especialmente de Santiago, llamando la atención algunas beldades de la capital. Nuestra elegante sociedad se hallaba también dignamente representada. Entre los concurrentes vimos al ministro Balmaceda, a don José Francisco Vergara, al general Sotomayor, al señor intendente, al comandante Latorre y muchas, muchísimas personas de distinción¹¹.

El *Santiago Polo Club*, el *Club de Polo de Talca*, el *Stade Français*, el *Prince of Walles Country Club* (1905), el *Viña del Mar Lawn Tennis Club* (1898), el *Royal Lawn Tennis Club de Santiago* (1904) son otros ejemplos del desarrollo de estructuración de nuevos lugares de sociabilidad de las élites chilenas.

El desarrollo del programa hípico contribuyó con sus incidencias, emociones y sorpresas y reñidos finales a que la fiesta resultara una de las más interesantes de las realizadas en el *Valparaíso Sporting Club* (...). El último dinner-concert del Gran Hotel se vio concurrido por algunas familias veraneantes, entre otras por la familia Prieto Errázuriz quien ofreció una gran comida a un grupo de sus amistades¹².

Entre 1870 y 1910 en la capital de Chile y su entorno las obras públicas se incrementan con el arreglo de vías camineras, el mejoramiento de los servicios y la puesta en marcha de otros que no existían hasta entonces. Al interior de Santiago se va a afirmar urbanísticamente la coexistencia de problemas propios de una capital en la que la aguda estratificación social origina estructuras urbanas altamente segregadas marcadas por un heterogéneo entrecruzamiento de los diversos modos de acceso a la ciudad y la habilitación y utilización del espacio urbano y suburbano.

Había una apropiación diferenciada del hábitat colectivo, que rechazaba a ciertos sectores de la sociedad de la época a través de barreras culturales y psicológicas y que para los grupos de menores recursos resultaba imposible sobrepasar, espacios que además eran carentes de significado e importancia para su identidad social. (GROSS, 1985: 30).

¹¹ *El Mercurio*, 20/10/1882.

¹² *Zig-Zag*, n° 682, 16/3/1918.

A finales del siglo XIX comienza a plasmarse en Santiago de Chile la diferenciación entre la ciudad civilizada y la ciudad bárbara¹³ entendida ésta como una segregación espacial urbana según los estratos sociales (De Ramón, 1985). Se impone entre las élites santiaguinas una concepción diferente de la conformación y estructuración física de la ciudad así como una nueva concepción de vida urbana y los usos de sus espacios públicos. Las formas de sociabilidad adoptadas por las élites tendieron paulatinamente a representar según su propia concepción los referentes urbanos. Dentro de estos lugares el *habitus* y el *capital cultural* compartidos por los miembros de las élites chilenas se presentan como generadores de prácticas distintas y distintivas que traducen las características intrínsecas y relacionales de una posición en un estilo de vida unitario, es decir, en un conjunto homogéneo de elección de personas, bienes y prácticas (Bourdieu, 1994: 23 y 39). Como recuerda el escritor Fernando Santiván,

¡Aquella aristocracia desdeñosa, altiva, impenetrable para los que no pertenecen a su círculo y no poseen la palabra cabalística que puede abrir las puertas de palacios y corazones!... Yo había conocido, de paso, algunos de sus representantes y quedábame suspenso, entre aquellas gentes, por lo general hieráticas hasta dentro de la sencillez, que poseían un lenguaje propio, aun dentro de la ignorancia, y cuyos ceremoniales gestos y tono de voz creaban una especie de idioma francmasónico intraducible para el profano¹⁴.

A partir de la década de 1870 la ciudad entra en un proceso de reformulación política y social del espacio urbano basado en el modelo parisino de Haussman y Alphaus. Las transformaciones urbanísticas y arquitectónicas tienden a reforzar la monumentalidad en sus construcciones oficiales, la escenificación de los valores y símbolos de la cultura política republicana liberal, así como la ocupación político-social del espacio público por parte de las élites. A partir de este momento los parques y plazas se convierten paulatinamente en polos de atracción del encuentro social de las élites en el espacio público.

Dentro de este proceso de cambio urbanístico de Santiago, el proyecto de reordenación urbana del Cerro de Santa Lucía propone una transformación urbanística ligada claramente a una acción discursiva

13 “[...] ciudad completamente bárbara, injertada en la culta capital de Chile i que tiene casi la misma área de lo que puede decirse forma el Santiago propio, la ciudad ilustrada, opulenta, cristiana [...] [En ella] no se ha seguido ningún plan, no se ha establecido ningún orden, no se ha consultado una sola regla de edilidad i menos de hijiene. Arrendado todo el terreno a *piso*, se ha edificado en toda su área un inmenso aduar africano en que el rancho inmundo ha reemplazado a la ventilada tienda de los bárbaros, i de allí ha resultado que esa parte de la población, el mas considerable de nuestros barrios, situado a barlovento de la ciudad, sea una inmensa cloaca de infección i de vicio, de crimen i de peste, un verdadero 'potrero de la muerte', como se le ha llamado con propiedad” (Vicuña Mackenna, 1872: 24-25).

14 Citado en Vicuña Urrutia, 2001: 40.

relacionada con el relato de las élites sobre la fundación de la ciudad de Santiago y teniendo como objeto la reorganización espacial del cerro como parque urbano. En 1903 se abre un acceso monumental al cerro por Alameda. Dentro de las transformaciones urbanas cargadas de una importante carga discursiva, en el Cerro de San Cristóbal se instala el mismo año un observatorio astronómico y en 1908 se inaugura el santuario de la Inmaculada Concepción realizado gracias a donaciones particulares. El Parque Cousiño, inaugurado oficialmente en 1873, se transforma en el mes de septiembre en punto de reunión y lugar de una extrema importancia en la transmisión del discurso político del relato nacional a través de la celebración de paradas militares conmemorativas del aniversario patrio. Entre la última década del siglo XIX y la celebración del Centenario las transformaciones urbanas de la capital chilena se encarnan también en el Parque Forestal, la transformación en paseo público de la Quinta Normal de Agricultura, la Plaza Italia (1892), la Plaza de Ñuñoa (1894), la Plaza de Pedro de Valdivia (1895), la Plaza Vicuña Mackena (1901) y la Plaza Brasil (1906). Estas transformaciones no sólo encarnan urbanísticamente el discurso de las élites sino que la elección de la denominación de estos espacios urbanos transmite también la representación simbólica de la historia patria.

Alrededor de esta transformación del espacio urbano aparecen paralelamente una serie de casas o palacetes particulares en torno a la Alameda de las Delicias y el Parque Forestal. El Parque Cousiño forma un conjunto espacial con el Club Hípico de Santiago (1906) y por su lado norte se abren importantes avenidas donde se emplazan destacados palacetes. Como indica Manuel Vicuña Urrutia

estas suntuosas residencias (...) daban forma al historicismo de una clase dirigente que buscaba investir sus modos de vida con el lustre asociado a los estilos arquitectónicos consagrados por la tradición” (Vicuña Urrutia, 2001: 46).

Conclusión

La existencia de un discurso y unas prácticas sociales y políticas que definen la cultura política republicana liberal estructura los códigos, referentes, representaciones, prácticas, símbolos y valores a los cuales adhieren y se identifican las élites chilenas. Esta cultura política se presenta como un fenómeno colectivo que concierne al mismo tiempo a grupos que comparten los postulados, las parrillas de lectura, las interpretaciones, las proposiciones; y se reencuentran en las mismas redes sociales participando a los mismos ritos. La cultura política republicana liberal se presenta como el núcleo duro de la identidad de grupo que conduce a una verdadera comunión, creadora de profundas solidaridades que refuerzan todavía más el sentimiento de pertenencia al grupo.

La sociabilidad encarnada tanto en el espacio privado como en el espacio público urbano es la expresión de una diferenciación social que es el resultado de las relaciones de clase que se trasponen al dominio simbólico de lo cultural. Los lugares de sociabilidad representan medios propicios a la asimilación cultural de los elementos de la cultura política republicana liberal. Las conductas de sociabilidad de las élites chilenas se realizan desde la posición social del grupo y su relación con los otros grupos sociales poniendo en escena un “capital social” que refuerza las desigualdades de orden económico y cultural en el seno de la sociedad chilena finisecular.

Las obras de arquitectura y urbanismo que se realizan a partir de la década de 1870 en la capital del país son productos culturales complejos donde se mezclan el discurso, la funcionalidad, la representación y la puesta en escena constante de valores y referencias articuladoras de la cultura política republicana liberal en la utilización y ocupación del espacio urbano. Con el crecimiento de la esfera pública moderna (Habermas, 1994) se hizo necesario crear y remodelar espacios y lugares que pudieron acoger y hacer visible a los sectores sociales dirigentes. Estos, en orden al surgimiento de nuevos tipos de sociabilidad, iban alternando los interiores de sus mansiones con el espacio público para apoderarse de los sitios colectivos de la capital. Durante el periodo estudiado se desarrolla una construcción político-social del espacio público urbano donde los parques y las plazas generan el desarrollo de formas higiénicas de recreación pública, las cuales favorecen a su vez la propagación y la transmisión de valores y símbolos del discurso estructurador de la cultura política republicana liberal chilena.

Enrique FERNÁNDEZ DOMINGO
Université Paris 8-ALHIM
enrique.fernandez@yahoo.fr

Bibliografía

- AGUILAR, J. A. y ROJAS R., *El republicanismo en Hispanoamérica. Ensayos de historia intelectual y política*, México, FCE, 2002.
- AGULHON, M. “La sociabilité, la sociologie et l’histoire” en *Le cercle dans la France bourgeoise, 1810-1848. Etude d’une mutation de sociabilité*, Paris, 1977, p. 7-14.
- , “La sociabilité est-elle objet d’histoire?” en E. François (directeur), *Sociabilité et société bourgeoise en France, en Allemagne et en Suisse (1750-1850)*, Paris, 1986, p. 13-22.
- ALMOND G. y VERBA S., *The civic culture. Political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.
- AYLWIN, M. y otros, *Chile en el siglo XX*, Santiago de Chile, Editorial Planeta Chilena, 1994.
- BARROS, L. y VERGARA, X., *El modo de ser aristocrático. El caso de la oligarquía chilena hacia 1900*, Ediciones Aconcagua, Santiago, 1979.
- BARROS ARANA, D., *Historia General de Chile*, Tomo I, p. 10 y 14
- BERSTEIN, S., “L’historien et la culture politique”, en *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n° 35, juillet-septembre 1992, p. 67-77.
- , y MILZA, P., *Axes et méthodes de l’histoire politique*, Paris, PUF, 1998.
- BOURDIEU, P., *Raisons pratiques. Sur la théorie de l’action*, Paris, Editions du Seuil, 1994, p. 23 y 39.
- , *Choses dites*, Paris, Editions de Minuit, 1987.
- BRAHM GARCÍA, E., “La crisis del conservatismo chileno en la segunda mitad del siglo XIX”, *Revista Chilena de Derecho*, Vol. 19, n° 1, 1992, p. 7-33.
- BRAVO LIRA, B., “Estudios de derecho y cultura de abogados en Chile, 1758-1987”: tras la huella del ius comune. La codificación y la descodificación en el nuevo mundo”, *Revista de Estudios Históricos Jurídicos*, XX, 1998, p. 85-106.
- , *Historia de las instituciones políticas de Chile e Hispanoamérica*, Santiago de Chile, Editorial Andrés Bello, 1986.
- CASTEDO, L., *Chile: vida y muerte de la República parlamentaria (de Balmaceda a Alessandri)*, 1999.
- CAVIERES, E., “Anverso y reverso del liberalismo en Chile, 1840-1930”, *Historia*, Vol. 34, Santiago, 2001.

- CHARTIER, R., *On the Edge the Cliff. History, Language, Practices*, Baltimore & London, The Johns Hopkins University Press, 1997.
- COLLIER, S. y SATER, W., *Historia de Chile, 1808-1944*, Madrid, Cambridge University, 1998.
- CORREA SUTIL, S., “Zorobabel Rodríguez: Católico Liberal”, *Estudios Públicos*, n° 66, 1997, p. 387-426.
- CORREA SUTIL, S., “El Partido Conservador ante las Leyes Laicas 1881-1884” en R. Krebs y al., *Catolicismo y Laicismo. Las bases doctrinarias del conflicto entre la Iglesia y el Estado en Chile. 1875-1885. Seis estudios*, Santiago de Chile, Ediciones Nueva Universidad, 1981, p. 75-118.
- DE RAMON, A., “Estudio de una periferia urbana. Santiago de Chile, 1850-1900”, *Historia*, n° 20, 1985, pp. 199-289.
- DIAZ VIAL, R., *El linaje de Vial. Sucesión y vinculaciones*, Imprenta Selecciones Gráficas, Madrid, 1960.
- ELIAS, N., *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann Levy, 1973.
- ELIAS, N., *La société de cour*, Paris, Calmann Levy, 1974.
- GAZMURI, G., *El Chile del Centenario. Los ensayistas de la crisis*, Santiago, Universidad Católica de Santiago, 2001.
- FERNANDEZ DOMINGO, E., “La emigración francesa en Chile, 1875-1914: entre integración social y mantenimiento de la especificidad”, *ALHIM*, n° 12, 2006, p. 29-44.
- GROSS, P., “Hábitat colectivo” en A. de Ramón y P. Gross (comp.), *Santiago de Chile: características histórico-ambientales, 1890-1924*, Londres, Monografías de Nueva Historia, 1985.
- HABERMAS, J., *Historia y crítica de la opinión pública. La transformación estructural de la vida pública*, Barcelona, Ed. GG, 1994.
- JAKSIC, I., “Liberalismo y tradición política en Chile”, *Circunstancia*, n° 9, Madrid, enero 2006.
- JOCELYN-HOLT, A., “El Liberalismo Moderado en Chile (Siglo XIX)”, *Estudios Públicos*, n° 69, 1998.
- MILLAS, H., *La Sagrada familia*, Editorial Planeta, Santiago, 2005.
- MONTE OYARZUN, S., “Codificación y futuro de la educación jurídica en Chile” en M. D. Martinić y M. Tapia (directores), *Sesquicentenario del Código Civil de Andrés Bello. Pasado, presente y futuro de la codificación*, Santiago, Lexis Nexis, 2005.
- PEÑA MUÑOZ, M., *Los cafés literarios en Chile*, Santiago, RIL editores, 2001.

- RIVIERE, C., “La spécificité française de la construction sociologique du concept de sociabilité”, *Réseaux*, 2004/1, n° 123, p. 207-231.
- SALAZAR, G. y PINTO, J., *Historia contemporánea de Chile*, Santiago, LOM, 4 tomos, 1999-2004.
- SERRANO, S., *Universidad y Nación. Chile en el siglo XIX*, Santiago de Chile, Ed. Universitaria, 1993.
- SIRINELLI, J. F., “Le retour du politique”, in *Ecrire l'histoire du temps présent*, Paris, CNRS, 1992, p. 263-274.
- , “L'histoire politique et culturelle”, *Sciences Humaines*, hors-série, n° 18, septembre-octobre 1997, p. 36-39.
- , “De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique”, *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, Vol. 57, n° 1, 1998, p. 121-131.
- y GUENNE, B., “L'histoire politique”, en F. Bedarida (directeur), *L'Histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Paris, MSH, 1998, p. 300-311.
- STUVEN, A. M., *La seducción de un orden. Las élites y la construcción de Chile en las polémicas culturales y políticas del siglo XIX*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 2000.
- VIAL, G., *La sociedad chilena en el cambio de siglo, Tomo I de la Historia de Chile (1891-1973)*, Santiago, Editorial Zig-Zag, 1981.
- VICUÑA MACKENNA, B., *La guerra a muerte. Memoria sobre las últimas campañas de la independencia de Chile, 1819-1824*, Santiago, Imprenta Nacional, 1868.
- , *La transformación de Santiago*, Imprenta de la Librería del Mercurio de Oreste L. Tornero, Santiago, 1872.
- VICUÑA URRUTIA, M., *La Belle époque chilena: alta sociedad y mujeres de élite en el cambio de siglo*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2001, p. 46.

Autoritarisme et dictature au Chili (1810-1931) : réflexions autour de deux concepts

COMME LE RAPPELLE Javier Fernández Sebastián et Juan Francisco Fuentes, « la construcción de la realidad y la propia experiencia social dependen del marco lingüístico-categorial a partir del cual se opera en cada momento esa conceptualización que permite a los sujetos constituirse como tales sujetos y dar sentido a los sucesos e instituciones que les rodean »¹. Sans nier les conditions sociales et idéologiques de production du discours, cette généalogie sémantique et conceptuelle a pour but d'historiciser les concepts afin de mettre en valeur les interrelations complexes entre le niveau discursif et rhétorique et le niveau politique et social².

Partant de cette perspective, il nous a paru intéressant d'interroger les concepts d'« autoritarisme » et de « dictature » qui traversent toute l'histoire chilienne depuis la création, en 1603, dans cette marche militaire de l'empire espagnol, d'une armée régulière destinée à lutter contre les Araucans. En effet, cette guerre, qui ne prend fin que trois siècles plus tard a donné un rôle central à l'Armée, à tel point que l'Armée y aurait été antérieure à l'État³. Or cette prégnance de l'Armée, la « folle géographie » du pays, sa structure agraire qui concentre la terre et donc le pouvoir dans une élite restreinte et relativement homogène, puis enfin la mise en place d'un État fortement centralisé au XIX^e siècle expliqueraient pourquoi la nation chilienne « moderne » a été façonnée par l'autoritarisme. Mais cet autoritarisme n'est pas uniquement le fait des militaires, il aurait été au mieux un bienfait, au pire

¹ Javier Fernández Sebastián et Juan Francisco Fuentes (2002), 25

² Cf. *History of Political and Social Concept Group* (<http://www.jyu.fi/yhtfil/hpscsg/index.html>), consulté le 27/04/11. Pour l'Amérique latine, signalons Javier Fernández Sebastián, Cristóbal Aljovín de Losada (dir.) (2009), *Atlas del Pensamiento* (<http://atlasdelpensamiento.uprrp.edu/>); Corredor de las Ideas (<http://www.corredordelasideas.org/>), consultés le 27/04/11.

³ Alain Rouquié (1982), 63.

un mal nécessaire, mais *in fine* le prix à payer pour le maintien de l'intégrité territoriale et la stabilité politique et sociale du pays. Argument toujours en vigueur actuellement dans l'historiographie favorable aux putschistes de septembre 1973, faut-il le rappeler ?

Contre cette idée largement répandue dans l'imaginaire collectif, une autre lecture existe selon laquelle le Chili ne serait pas une terre de « dictateurs ». La tradition de *civilismo* y exclurait le maintien d'un régime autoritaire permanent. Pour preuve le destin – parfois tragique mais toujours controversé – des grandes figures considérées comme autoritaires dans l'histoire du pays entre les guerres d'indépendance et la crise de 1929. Sans que la liste soit exhaustive, il est possible de partir de Bernardo O'Higgins, le directeur suprême, qui a démissionné en 1823 parce que le peuple n'aurait pas accepté d'abandonner ses droits à l'arbitraire d'un seul homme. Puis le ministre Diego Portales est assassiné en 1837 parce qu'il aurait outrepassé les règles qu'il avait lui-même élaborées, s'arrogeant des prérogatives ministérielles que la Constitution de 1833, dont il fut le concepteur, lui niait. Quant au président de la République José María Balmaceda, il aurait préféré se suicider en 1891 plutôt que de se livrer à ses adversaires politiques et militaires. Le colonel Carlos Ibáñez del Campo, enfin, se serait incliné en 1931 sous la pression de l'opinion publique afin d'éviter, au nom du patriotisme, un bain de sang.

Le temps qui s'écoule entre le gouvernement de Bernardo O'Higgins et celui de Carlos Ibáñez, à savoir un siècle, contraint à s'interroger sur le sens donné aux termes « dictateur », « tyran », « despote », termes dont fut affublé par leurs opposants politiques chacun de ces personnages. Et c'est à partir de récits – plus ou moins contemporains – de ces opposants que s'articulera cette réflexion exploratoire autour du vocabulaire politique lié à l'« autoritarisme », terme, soit dit en passant, qui n'apparaît dans aucun des textes étudiés ici. Il ne s'agira donc pas d'examiner ici la culture politique ni les lois promulguées par ces dirigeants, ni d'entrer dans une discussion historiographique déjà fournie sur chacun d'entre eux. En l'état balbutiant de cette étude au long cours, on cherchera à s'approcher au plus près de la perception que les acteurs de l'histoire ont des choses afin de proposer une lecture à but heuristique de la question de l'autoritarisme et de la figure des quatre hommes d'État qui l'ont incarné depuis l'indépendance, au moins aux yeux de leurs opposants.

Bernardo O'Higgins Riquelme par Luis Miguel Amunátegui

Dans son ouvrage *La dictadura de O'Higgins*, datant de 1853 et au titre explicite, l'historien libéral Luis Miguel Amunátegui définit la dictature comme le règne de la conspiration :

Las dictaduras no son el afianzamiento de la tranquilidad, de la paz, del orden: son la constitución del complot, del motín, de la conspiración [puesto que] Donde quiera que se ha ensayado una de esas presidencias vitalicias o una de esas dictaduras de larga duración, se ha ido a parar a una revolución sangrienta i desastrosa, que ha enjendrado una serie casi interminable de calamidades públicas i privadas⁴.

Amunátegui rappelle le sens donné à ce terme pendant les guerres d'indépendance, à savoir le titre et les prérogatives du magistrat de la Rome républicaine à qui l'on confie, pour une période donnée, des pouvoirs quasi absolus. En effet, nommé Directeur suprême, O'Higgins « no ambicionaba ceñir su cabeza con una corona de metal como los reyes europeos, sino con una de laurel como los dictadores romanos »⁵. Cependant, chez Amunátegui, ce sens n'a déjà plus cours. La dictature y est associée à l'idée de monarchie, synonyme d'anarchie : « La monarquía i la dictadura han sido, i serán siempre en América, la conjuración, la persecución implacable, la insurrección, la proscripción, la guerra civil, la guerra sin cuartel. Siempre, en lugar de consolidar el orden, lo alteran: en vez de traer la paz, producirán la anarquía »⁶. Amunátegui lui oppose la « République », signe de modernité politique car respectueuse de l'égalité entre les citoyens : « Hé ahí por qué la república bien organizada es el orden, es la paz, es el único gobierno que corresponde perfectamente a ese sentimiento de igualdad que se ha desarrollado en los pueblos modernos »⁷. Face à la dictature qui consiste à « entregar el mando a un círculo determinado de individuos, i condenan a todos los demás a la nulidad »⁸. Et pour le libéral Amunátegui, elle peut avoir une double origine : « una preocupación religiosa i una ignorancia supina », mais aussi « la ambición de los caudillos, por sus rivalidades entre sí, por el empeño de los unos en conservar el poder como si fuera su patrimonio, por la impaciencia de los otros por atraparlo, como si fuera una propiedad que se les hubiera arrebatado »⁹.

Il en conclut que les Chiliens ont un refus quasi congénital de la dictature et avance pour cela une preuve irréfragable de sa démonstration :

Si hubiera habido un hombre capaz de plantear la dictadura de un modo algo duradero, ese hombre habría sido seguramente O'Higgins. Era la primera reputación militar de su tiempo: su valor era proverbial [...] Hai una cosa que honra a los chilenos, i que con orgullo importa recordar. Jamás en Chile ningún partido ha

4 Miguel Luis Amunátegui Aldunate (1853), 22.

5 *Op. cit.* p. 156.

6 *Op. cit.* p. 23.

7 *Op. cit.* p. 24.

8 *Ibidem.*

9 *Op. cit.* p. 24-25.

inscrit en sus banderas la palabra monarquía; nunca ningún escritor, ningún publicista, ningún orador se ha proclamado el campeón de esa añeja i absurda idea. La dictadura misma, nadie ha osado sostenerla en alta voz. Ha habido conatos, pensamiento secreto de llevarla al cabo; pero se ha tenido pudor, o miedo de revelar el proyecto con franqueza i sin disfraz¹⁰.

Diego Portales par Victorino Lastarria

Autre figure historique centrale de l'histoire chilienne du XIX^e siècle, Diego Portales s'inscrit, selon Victorino Lastarria en 1861, dans la lignée historique directe de Bernardo O'Higgins. Pour cet autre auteur libéral, l'homme politique autoritaire Portales est avant tout le fruit d'un contexte : « Don Diego Portales entra a ejercer un poder absoluto que todos temían ejercer. En aquellos tiempos no era fácil encontrar quien quisiera ser tirano de su patria [...], los gobiernos no querían seguir el camino en que se había perdido O'Higgins »¹¹. Et pour Lastarria, le despotisme se trouve logiquement du côté du Congrès conservateur qui met en place une dictature au nom du respect de la constitution et qui est donc tenu pour responsable de la guerre civile de 1829. La dictature n'est donc que ce retour en arrière, aux temps anciens de l'obscurantisme : « La exageración absolutista había llegado a su colmo. Quedábamos treinta años más atrás, en plena colonia: poder absoluto y arbitrario, clase privilegiada, la de los adictos al poder, fanatismo triunfante y dominante, terror, nulidad del espíritu público, postración universal »¹².

Tout en reconnaissant dans ce contexte une certaine grandeur à Portales, Lastarria introduit ici un distingo fort intéressant qui établit une graduation dans le vocabulaire politique : « Pudo ser Presidente dos veces y lo rehusó; pudo ser dictador, como Rosas; presidente perpetuo, como Santa Cruz, pero jamás reveló tales intenciones »¹³. À ses yeux, le président légaliste et constitutionnaliste jouit d'une entière légitimité. Puis vient le cas du président « à perpétuité » incarné par le général Santa Cruz, sur le modèle imaginé par Simón Bolívar dans la Constitution bolivienne de 1826. Ce président « à perpétuité » ne peut de toute évidence satisfaire le libéral Lastarria. Enfin, le dictateur, vil et décadent, est ici incarné par l'argentin Rosas, ce qui ne doit pas surprendre quand on connaît les échanges entre Victorino Lastarria et Domingo Faustino Sarmiento, lorsque ce dernier rédige *Facundo* depuis son exil chilien. Malgré cela, selon Lastarria, Portales n'avait rien d'un génie politique, ni d'un grand homme d'État. Après avoir obtenu la victoire de son camp politique, celui des *pelucones* contre les *pípiolos*, il n'aurait

¹⁰ *Op. cit.* p. 26-28.

¹¹ J. V. Lastarria, (1973), 33.

¹² *Op. cit.* p. 59.

¹³ *Op. cit.* p. 45.

été mù que par l'affermissement de son propre pouvoir, pouvoir personnel qui s'oppose au bien public :

El no era organizador: la limitación de sus conocimientos y su mismo carácter impetuoso y dominante le impedían serlo. En el primer período de su mando había sido simplemente el hombre de acción, no de organización, para consolidar el poder de su partido; y en este segundo era siempre el hombre de acción, el luchador tenaz y preocupado por su poder, no el estadista de miras vastas y generosas, de experiencias y de conocimientos, de espíritu elevado y prudente¹⁴.

Cependant, Portales était un homme qui savait s'entourer. Et c'est dans cet entourage qu'il faut rechercher la source théorique de l'autoritarisme de Portales, en la personne de Juan Egaña :

Pero por su fortuna, o más bien por la de su partido, tenía a su lado a algunos hombres entendidos, que, aunque de espíritu estrecho y preocupados también por el propósito de hacer que la autoridad lo superase en todo, podían servirle en la tarea de organizar la administración. El primero de ellos era Egaña, el amante apasionado del Poder absoluto, el cual le sugirió todas las reformas judiciales que se efectuaron con la dictadura¹⁵.

Mais l'homme ne trouve pas grâce à ses yeux car Portales représente pour lui le chef et le parangon de la réaction coloniale qui met fin en 1828 à la république démocratique balbutiante. Il en fait un homme politiquement malhabile, un despote seulement habité par la passion aveugle qui serait le moteur de toute son action :

Pero no lo han comprendido así jamás los que se han encargado de llevar adelante una reacción: todo gobierno reaccionario es ciego porque es apasionado. Siempre que un espíritu abatido, siempre que un interés o cierto orden de intereses sociales derrotados vuelve a la acción, en lucha con su adversario, la pasión domina a sus representantes, y cuando éstos llegan a apoderarse del poder, son déspotas sin remedio, y su despotismo raya en la crueldad, en la locura. He aquí la razón por que Portales era déspota sin tener ambición y sin abrigar un corazón feroz¹⁶.

Selon Lastarria, Portales ne se maintient au pouvoir que grâce à un système chargé d'assurer la perpétuation de son pouvoir en élimant ses ennemis et en corrompant ses partisans :

Dominado de esa pasión y estimulado por ese odio, Portales fundó el gobierno fuerte, sistemando un extenso espionaje contra sus adversarios, y aplicando en todo caso

14 *Op. cit.* p. 73.

15 *Ibidem.*

16 *Op. cit.* p. 39-40.

rigurosamente y sin excepción la regla corruptora de dispensar todos los favores del poder absoluto a los que lo acatasen y se le humillasen, y de perseguir sin conmiseración a los enemigos y aun a los indiferentes¹⁷.

Pour Lastarria, Portales meurt par où il a pêché, c'est-à-dire par cet excès de violence qui se retourne contre lui. Ce n'est pas l'avis d'un autre penseur du XIX^e siècle, Benjamín Vicuña Mackenna, qui offre à peu près vers la même époque un portrait beaucoup plus nuancé du ministre Portales. Sans entrer en détail dans la biographie, on retrouve chez Vicuña Mackenna la même idée que celle développée par Amunátegui au sujet de O'Higgins : si Portales, à l'instar de O'Higgins, n'a pas réussi à implanter durablement le despotisme au Chili, c'est que le despotisme est définitivement incompatible avec la République chilienne : « Lección magnífica de nuestro pasado, que las generaciones deben apresurarse a recoger como un precepto salvador, pues, si don Diego Portales no fue capaz de plantear el despotismo de una manera estable entre nosotros, puede concluirse de una manera irrevocable que el despotismo (no los déspotas de un día) es un imposible en la República »¹⁸. Cela ne sera, toutefois, pas l'avis des opposants au président José María Balmaceda qui verront en ce dernier une résurgence de ce despotisme.

José María Balmaceda par Ismael Valdés Vergara

À la différence des textes précédents, ceux des historiens Amunátegui, Lastarria et Vicuña Mackenna, il s'agit ici d'une source émanant d'un protagoniste de la guerre civile de 1891. Ismael Valdés Vergara est en effet le secrétaire général de la Escuadra qui mène la lutte contre le président Balmaceda. Valdés Vergara fait ici un récit circonstancié, sans aucune nuance des événements, militaires pour l'essentiel, qui ont lieu durant les derniers moments du gouvernement de Balmaceda. Ce récit est adressé à l'historien Diego Barros Arana et dès la première phrase, le ton du récit est donné :

Recibí de usted la petición, que para mi es una orden, de referirle los acontecimientos tan trascendentales que en el corto espacio de unos cuantos días, han convertido esta región que parecía una factoría de esclavos, en una nación soberana e independiente, dando al traste con el más infame dictador y con la más abominable tiranía, y haciendo revivir en nuestra querida y desgraciada patria las instituciones, los derechos y las libertades que en un momento de criminal ofuscamiento, pretendió sacrificar para siempre el más malvado y cobarde de los hombres, que huye a estas horas

¹⁷ *Ibidem.*

¹⁸ Benjamín Vicuña Mackenna (1973), 93.

vergonzosamente, perseguido por los remordimientos de su conciencia, si la tiene, y por el eco de los ayes de sus innumerables víctimas¹⁹.

Déclenchée par la crise institutionnelle à l'origine du soulèvement de la Marine soutenue par l'oligarchie chilienne et les parlementaires conservateurs dont Valdés Vergara relaie ici le point de vue, la dictature « había minado los cimientos de orden y de progreso en que descansaban nuestras instituciones »²⁰. Et tout cela à cause de petites querelles politiciennes entre libéraux : « Deben recordar siempre que la Dictadura nació y creció al calor de las pequeñas y mezquinas rencillas personales y de partido de que por desgracia se ha alimentado la política del país en los últimos años, relegando al olvido los grandes problemas políticos, sociales y económicos que debieran ser el único tema de la acción de todos »²¹. Mais ce sont surtout sur des jugements de valeurs moraux que Balmaceda est attaqué. Il est accusé d'avoir un esprit mesquin de vengeance ; on lui reproche aussi son apparence raffinée et ses factions efféminées, tout en questionnant sa santé mentale. En effet, le cataclysme qui a secoué le pays est dû ni plus ni moins à « la locura y la insensatez de un mal ciudadano, de ese hombre único en la historia nacional, que será eternamente maldecido mientras esta querida tierra dé albergue a un hombre honrado »²².

Valdés Vergara dénonce ensuite un système politique corrompu, et ce que l'on nommerait aujourd'hui des « détournements de fonds publics », de la part de l'Exécutif afin de recruter des sbires chargés d'asservir la bonne société :

Derrochó ingentes riquezas, con las cuales organizó un poderoso ejército de soldados y otro ejército más numeroso aun, de traficantes, ambiciosos, criminales y de todos los malos elementos del país. Formó con éstos una clase social desconocida antes, una verdadera compañía explotadora de la nación, de la que fueron accionistas todos los hombres dispuestos a vender su adhesión²³.

La dictature devient donc un régime corrompu qui repose sur une administration toute puissante : « El Congreso, la Magistratura judicial, el Ejército y todos los servicios públicos fueron asaltados por una turba hambrienta y corrompida, por advenedizos a quienes deslumbró la altura en

19 Ismael Valdés Vergara, (1891), 3-4.

20 *Op. cit.* p. 38.

21 *Op. cit.* p. 98.

22 *Op. cit.* p. 97.

23 *Op. cit.* p. 96.

que se imaginaron estar, y la liberalidad que se les otorgó de poner precio a sus propias conciencias »²⁴.

Mais le peuple chilien, aimant la liberté, l'ordre et la religion, ne s'y est pas trompé et il a choisi son camp d'après Valdés Vergara :

El pueblo es el que más ha sufrido durante la Dictadura. Cada hogar ha sido asaltado y saqueado a la sombra del régimen implantado por el Dictador. Los hombres han sido arrastrados a los cuarteles, y las mujeres, las pobres mujeres, han sufrido otras torturas y vejámenes. Por eso el pueblo entero simpatiza con la Revolución. Son todos revolucionarios. No hay en esa clase social, traficantes políticos que apoyen la Dictadura²⁵.

Et grâce à ce peuple en armes face au tyran, la justice triomphe et la dictature, incarnée par cet homme habité par le vice, disparaît à jamais. Le Chili redevient ce havre de paix en Amérique du sud :

Más que á Chile, servirá esa lección á las otras repúblicas de América, en algunas de las cuales surgen los Dictadores y los tiranos como las callampas. En Chile no era posible, así lo creíamos, que se irguiera la dictadura. Estaba tan arraigado el respeto de la ley y el régimen constitucional en todas sus esferas, que nadie concebía que pudiera engendrarse en nuestra tierra un ejemplar de dictador. Fue necesario para que tal cosa sucediera, que los mismos vientos que introdujeron el cólera al país arrastraran á la Moneda los miasmas de la política, y que en ella hubiera un hombre como Balmaceda, cuyo corazón sólo late á impulsos del crimen, y cuya alma solamente es capaz de anidar los gérmenes del vicio y de la maldad [...] Pero llegó la hora de la justicia, y en la misma tumba cayeron el régimen dictatorial y sus hombres, Balmaceda y sus secuaces, para no levantarse más. ¡Jamás podrá erguirse de nuevo la dictadura en Chile! ²⁶.

La dernière jusqu'à la suivante...

Carlos Ibáñez del Campo par Domingo Melfi

Dans son essai intitulé *Dictadura y masedumbre*, de 1931, Domingo Melfi, journaliste au quotidien *La Nación*, essaie de comprendre pourquoi « Un país tan constitucionalista como éste asistió luego, impasible, a la destrucción de todas las disciplinas constitucionales »²⁷. Il explicite ensuite le sens de sa réflexion : « Se trata, en este ensayo, de fijar algunos aspectos morales y psicológicos de la dictadura chilena ; [hacer] un cuadro de la

²⁴ *Op. cit.* p. 97.

²⁵ *Op. cit.* p. 98.

²⁶ *Op. cit.* p. 97.

²⁷ Domingo Melfi (1931), 7.

profunda descomposición moral que es la única herencia que dejan las tiranías »²⁸. Analysant l'arrivée au pouvoir du colonel Ibáñez, Domingo Melfi rappelle le contexte historique de l'épuisement du système démocratique représentatif en cours depuis 1891, mais aussi la prégnance de la question sociale depuis plusieurs décennies, l'arrivée au pouvoir en 1920 d'Arturo Alessandri qui s'appuie sur les classes populaires et effraie l'oligarchie, l'espoir suscité par le « coup d'État révolutionnaire libéral » du 23 janvier 1925, puis son dévoiement. Il décrit, à l'instar des auteurs précédents, la mise en place du régime mêlant épuration des institutions, répression contre les opposants et clientélisme :

Seguramente existió el propósito de enmendar las prácticas gubernativas viciadas por el régimen parlamentario; pero a medida que corría el tiempo, la crueldad para cumplirlas era mayor y la injusticia por tanto, más ostensible [...] Liquidó rápidamente a los oficiales indóciles que lo habían ayudado a subir; halagó a unos, infló a otros, golpeó en la sombra a los pocos políticos rebeldes que se le oponían; se valió de otros, venales, para anarquizar los restos de partidos que subsistían después del derrumbe del 5 de Septiembre, llamó andando el tiempo, a los moralmente irresponsables para que le ayudaran a sembrar la discordia y el terror; amordazó a la prensa, sembró de espías y delatores al ejército y la marina; con unas cuantas medidas rápidas y depuradoras, crueles e injustas, muchas de ellas, ensayadas desde los primeros momentos, se dió aires de regenerador y de moralista, deslumbró a las masas ignorantes y logró en poco tiempo hacerse dueño de la situación²⁹.

Puis Domingo Melfi nous rappelle qu'une dictature ne peut s'installer durablement sans contrôler la justice : « La entrada a saco en el poder judicial es uno de los más terribles males morales que crea una dictadura. Desde luego, destruye la función pura del derecho y lo convierte en un amasijo de pasiones subalternas »³⁰. Il analyse ensuite la mise en place d'un clientélisme d'État généralisé qui garantit la docilité et la servitude de toutes les classes sociales: « Para mantener su predominio, un dictador favorece por turno a determinados elementos sociales: primero al pueblo, luego a la aristocracia; más tarde a la clase media [...] Les paga a todos indirectamente el precio del silencio. De este modo Chile vivió en mansedumbre, cinco años »³¹. Cet état de fait ne laisse pas de surprendre Domingo Melfi qui considère Ibáñez comme un homme médiocre : « Es curioso que el dictador que tenía escasa cultura y que carecía de la visión del gobernante, se diera cuenta de que el

28 *Ibidem*.

29 *Op. cit.* p. 22.

30 *Op. cit.* p. 24-25.

31 *Op. cit.* p. 5.

silencio y la mansedumbre iban a convertirse en los mejores aliados de su desastroso gobierno »³².

Au-delà des ressorts classiques de la répression et de la corruption, l'auteur s'intéresse à ce qui constitue déjà la société de masse et il en conclut que les dictatures ne sont possibles que parce que les sociétés sont affaiblies par l'absence de morale civique : « La pasividad para tolerar a un dictador durante casi cinco años, demuestra que no existía en absoluto, en el instante del advenimiento del militarismo, una sociedad fuertemente estructurada por la moral cívica »³³. Il cherche alors des explications à cette passivité de la société. Il rappelle tout d'abord la morale politique opportuniste et utilitariste qui a servi de fondement à la vie sociale et économique du pays depuis 1891. Puis, il souligne la structure extrêmement conservatrice de la société chilienne, dominée par une aristocratie égoïste qui, par peur du communisme, était prête à appuyer n'importe quel régime garantissant ses intérêts. Plus intéressant encore, Domingo Melfi nous parle du rôle de l'hédonisme consumériste dans la consolidation de la dictature, hédonisme qui aurait permis d'occulter l'absence d'autorité morale. Vue pénétrante qui ne sera pas sans rappeler la dictature de Pinochet quelques décennies plus tard : « El período de Ibáñez se caracteriza por una exasperación del goce físico. Parecía un país de estupenda riqueza, pero todo se hacía con dinero ajeno que hoy es necesario pagar [...] Se crean hábitos de lujo, castas de derrochadores de origen oscuro, que no piensan más que en divertirse y que dan un tono de artificial esplendor a la existencia »³⁴.

Outre cette vie à crédit qui s'est effondrée avec la crise de 1929, Domingo Melfi voit des traces beaucoup plus profondes et inquiétantes laissées par ce régime. Il évoque alors l'avilissement d'une génération éduquée dans la suspicion généralisée, la pratique de l'espionnage et de la délation. Il a en cela une vision, pour l'époque, extrêmement novatrice de ce type de régime connu au XX^e siècle sous le nom de « totalitaire » et qui sera décrit avec acuité par Hannah Arendt. En effet, le mal et la violence plus insidieux résident dans le fait que le pouvoir envahit toute la sphère privée et qu'il détruit le fondement même des relations sociales à savoir l'amitié et la confiance.

Es preciso no olvidar que las dictaduras entran a saco en la vida privada, y lo que es más innoble llegan hasta a quebrantar lo que de más puro existe en las relaciones de los individuos; la amistad. Una dictadura lo descompone todo, lo deprime todo. Quiebra la voluntad de los hombres, los envilece, los convierte en instrumentos activos o pasivos de las ambiciones de un grupo. Les ordena mentir y mienten; les

³² *Op. cit.* p. 13.

³³ *Op. cit.* p. 10-11.

³⁴ *Op. cit.* p. 26.

ordena violar y violan; les ordena matar y matan. Insensiblemente los individuos se conforman, se adaptan a todas las situaciones, aun a las más abyectas. Llegan a no discernir la justicia de la injusticia y terminan por creer en su propia mentira.³⁵

Il tire alors un bilan extrêmement négatif de ces cinq années de pouvoir autoritaire et, à la différence des auteurs que nous avons étudiés précédemment, Melfi semble douter de la capacité des individus qui composent la société chilienne en 1931 à s'amender, car déjà le désenchantement wébérien du monde semble avoir imprégné toutes les couches de la société.

En effet, selon lui :

El carácter chileno olvida fácilmente las experiencias por duras que sean. Se recobra a la mañana siguiente de las hecatombes, amanece como el ebrio que ha derrochado su dinero y el de los amigos, la noche anterior en alegres orgías y se promete una vida futura de arrepentimiento. Y a la tarde suele volver al sitio de la francachela como si nada hubiera ocurrido [...] El problema moral chileno, es problema de escepticismo, ahora. Es problema de desaliento y de cansancio³⁶.

Quelques réflexions en guise de conclusion

À l'issue de cette étude réalisée à partir de quatre textes d'opposants politiques, il est intéressant de revenir sur quelques évidences concernant la question de l'autoritarisme au Chili. Tout d'abord, l'utilisation du concept – sous les formes de dictature, despotisme, tyrannie essentiellement puisque le terme « autoritarisme » n'apparaît pas –, recouvre des situations différentes, les moyens étant les mêmes mais les fins divergeant. Il signifie à chaque fois une concentration excessive du pouvoir mais O'Higgins et Ibáñez l'auraient abandonné pour éviter une guerre civile ; l'autoritarisme de Portales, quand à lui, est la conséquence de la victoire des conservateurs lors de la guerre civile de 1829, et celui de Balmaceda, à savoir son refus de céder face au pouvoir législatif, débouche sur une guerre civile entre libéraux et conservateurs. Il faut ensuite rappeler que l'autoritarisme – ou l'accusation d'autoritarisme – revient de manière récurrente entre 1810 et 1931. Au vu des dates – 1817, 1830, 1851 (guerre civile et présidence de Manuel Montt non étudiées ici), 1891, 1924 –, l'autoritarisme apparaît dans les moments de crise politique, économique et institutionnelle. Qu'ils en soient la cause ou la conséquence, les acteurs autoritaires entrent tous en scène à des moments charnières.

Entre le premier texte, écrit au milieu du XIX^e siècle, et le dernier, datant de 1931, on peut noter une évolution du sens donné au mot dictature : O'Higgins se rêve en « dictateur romain » ; Carlos Ibáñez, lorsqu'il est jugé par

³⁵ *Op. cit.* p. 28.

³⁶ *Op. cit.* p. 41.

une commission parlementaire, récuse ce terme même s'il justifie la fonction « dépuratrice » de son gouvernement³⁷. La dictature change aussi de statut car elle passe entre O'Higgins et Ibáñez, de pouvoir excessif concentré dans les mains d'un seul homme (ou au service d'un petit groupe) à un système de gouvernement qui envahit la vie privée des citoyens. Cela est dû en grande partie au fait que l'État et la société deviennent, en un siècle, plus complexes.

Contre une idée reçue qui voudrait que l'autoritarisme ne soit qu'une affaire de militaires et d'institutions armées, l'histoire chilienne montre, à travers ces exemples et en incluant ici le cas de Manuel Montt, que les civils sont majoritaires par rapport aux militaires : O'Higgins et Ibáñez d'un côté, Portales, Montt et Balmaceda de l'autre. Sur les quatre exemples examinés, l'autre fait marquant reste que ces gouvernements autoritaires sont courts, quelques années tout au plus. Ces acteurs finissent par être évincés du pouvoir, qu'ils meurent dans l'exercice de leur fonction ou qu'ils partent de leur plein gré sous la pression de la rue ou des autres institutions de l'État.

Au-delà de ces commentaires généraux, on peut toutefois considérer que les conclusions qui peuvent être tirées de ces récits sont plus intéressantes pour ce qu'elles promettent que pour ce qu'elles nous apprennent réellement. Il faudrait, en effet, étendre la recherche à un vocabulaire politique et conceptuel plus large qui permettrait de mettre en valeur le jeu de ramification sémantique. Cela aurait pour vertu de montrer la genèse et l'évolution parallèles des différents concepts qui portent la modernité politique. Pour le seul cas de l'autoritarisme, on comprend tout l'intérêt qu'il y aurait à l'étudier sur une période plus longue remontant au moins à la moitié du XVIII^e siècle, comme l'a proposé Noemí Goldman pour le cas du Río de la Plata³⁸. Cette chronologie permettrait de mesurer à la fois l'héritage des Lumières et l'impact des guerres d'indépendance sur le vocabulaire politique des hommes qui construiront la nation chilienne au XIX^e siècle. De même, en travaillant sur un corpus plus large, on pourrait prendre en compte les nuances qui existent entre les différents protagonistes et mettre en valeur le processus de sémantisation propre à chaque période. En ces temps de crise, pour certains essentiellement intellectuelle car le langage hérité des Lumières ne permettrait plus d'exprimer et d'expliquer la réalité, une analyse approfondie de la manière dont les signifiés politiques ont traversé les siècles s'annonce d'ors et déjà comme une aventure passionnante et heuristiquement enrichissante.

Stéphane BOISARD
Université Paris 3 – Sorbonne-Nouvelle
sboisard@univ-paris3.fr

³⁷ Brian Loveman, Elizabeth Lira (2006), 560-562.

³⁸ Noemí Goldman (dir.) (2008).

Bibliographie

Corpus – sources primaires

- AMUNÁTEGUI ALDUNATE, Miguel Luis, *La dictadura de O'Higgins*, Santiago: Impr. Litogr. i Encuadernación Barcelona, 1914, 1853, 463 p.
http://www.memoriachilena.cl//temas/documento_detalle.asp?id=M C0008856
- LASTARRIA, José Victorino, *Don Diego Portales. Juicio Histórico*, Santiago: Imprenta de *El Correo*, 1861, in LASTARRIA, José Victorino [et al.], *Portales: juicio histórico*, Santiago de Chile: Ed. del Pacífico, 1973, 80 p.
<http://www.memoriachilena.cl/archivos2/pdfs/MC0001798.pdf>
- MELFI, Domingo, *Dictadura y mansedumbre*, Santiago: Eds. Atenea, 1931, 42 p.
http://www.memoriachilena.cl//temas/documento_detalle.asp?id=M C0002740
- VALDÉS VERGARA, Ismael, *Última jornada contra la dictadura. Relación sumaria de las operaciones 3 de Julio au 28 octubre 1891*, Santiago de Chile: Imprenta Cervantes, 1891, 99 p.
http://www.memoriachilena.cl//temas/documento_detalle.asp?id=M C0009091
- VICUÑA MACKENNA, Benjamín, *Portales y su juicio*, (1863), in LASTARRIA, José Victorino [et al.], *Portales: juicio histórico*, Santiago de Chile: Ed. del Pacífico, 1973, 24 p.
<http://www.memoriachilena.cl/archivos2/pdfs/MC0001798.pdf>

Références bibliographiques

- ATLAS DEL PENSAMIENTO: <http://atlasdelpensamiento.uprrp.edu/pages/acerca>
- CORREDOR DE LAS IDEAS: <http://www.corredordelasideas.org/v2/>
- FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, ALJOVÍN DE LOSADA Cristóbal (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano. Conceptos políticos en la era de las revoluciones, 1750-1850*, Madrid: Fundación Carolina: Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales: Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009, 1422 p.
- FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, FUENTES, Juan Francisco (eds.), *Diccionario político y social del siglo XIX español*, Madrid: Alianza Editorial, 2002, 772 p.
- FERNÁNDEZ SEBASTIAN, Javier, FUENTES, Juan Francisco (eds.), *Diccionario político y social del siglo XX español*, Madrid: Alianza Editorial, 2008, 1395 p.

GOLDMAN, Noemí (dir.), *Lenguaje y revolución: conceptos políticos clave en el Río de la Plata, 1780-1850*, Buenos Aires: Prometeo Libros Editorial, 2008, 212 p.

HISTORY OF POLITICAL AND SOCIAL CONCEPT GROUP:
<http://www.jyu.fi/yhtfil/hpscsg/index.html>

LOVEMAN Brian, LIRA Elizabeth (comp.), *Los actos de la dictadura: Comisión Investigadora, 1931*, Santiago de Chile: LOM Ediciones: Universidad Alberto Hurtado: Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, (Fuentes para la historia de la República ; V. XXVII). 2006, 790 p.

ROUQUIÉ, Alain, *L'État militaire en Amérique Latine*, Paris : Le Seuil, 1982, 478 p.

Los asociales: mecanismos estatales de construcción de objetos marginales. Chile, 1900-1940

Es cierto que todas las civilizaciones, una vez llegadas a la cumbre, han iniciado su periodo de decadencia. Pero nosotros, pobres indios, apenas desbastados e imbuidos todavía en los prejuicios de la colonia, no tenemos siquiera el derecho de pensar que hemos llegado a la cumbre¹.

BAJO LA NOCIÓN GENERAL de parásitos sociales un conjunto relevante de funcionarios del Estado de Chile – así como segmentos de las clases ilustradas, los cuerpos políticos y la opinión pública – emparentaron a partir de las primeras décadas del siglo XX a vagabundos, extranjeros indeseables, mercachifles, delincuentes reincidentes, prostitutas, ebrios consuetudinarios y toxicómanos, siendo incorporados así a las representaciones de un tipo de definición social que, pensable sin duda ya en los veinte, en las décadas de 1930 y 1940 tendría un importante desenvolvimiento – aunque siempre tortuoso – en Chile². Los así denominados *estados antisociales* fueron supuestos en lo fundamental bajo el doble principio de la peligrosidad y, por ende, la re-educación, normalización e internamiento. Así, se logró articular – desde la policía y la medicina en lo fundamental – una serie de objetos sociales específicos, definidos por su peligrosidad y grado de anomia o desintegración con respecto a los distintos programas de unidad nacional propuestos desde el nivel político central. Del mismo modo, se ponían en ejecución procesos de subjetivación de los sujetos pertenecientes a estas categorías de objetivación social, desenvolviéndose como funciones o piezas del establecimiento de

¹ Macuada (1940), 20

² Esta comunicación es parte de un proyecto mayor dedicado a la historización del mercado, regulación y consumo de drogas en Chile a lo largo del siglo XX, financiado por el Programa Fondecyt Iniciación de Conicyt. Por ello, gran parte de las referencias específicas a los sujetos sociales mencionados tomarán como ejemplo a los denominados toxicómanos, pero pueden ser aplicados a la gama más amplia de las figuras de la asocialidad que aquí se analizan.

instituciones y “saberes” específicos destinados a su contención y re-socialización. Es decir, al mismo tiempo que la lógica de la a-socialidad definía en positivo un conjunto de marcos de construcción de lo social – en lo fundamental asentada en la raza, la nación, el trabajo y el orden –, excluía de la misma categoría a aquellos individuos (sujetos) que no se plegaban a estos criterios de integración.

De tal forma, no debe extrañarnos que los campos de articulación de la noción de asocialidad fuesen la criminología y el Derecho, en tanto que ambas disciplinas suponían entre sus objetos de análisis predilectos el problema de la peligrosidad y la defensa social. De forma por primera vez tan sistemática, en 1930 el concepto de estado peligroso tomó cuerpo en una disertación jurídica, en la cual se indicaba tanto una definición de peligrosidad asociada a la Defensa Social – entendida la primera como “un estado vasto, que comprende no solo las demostraciones exteriores, sino que puede revelarse como un estado inmanente en el individuo”, como el tipo de medidas que los legisladores debían considerar al abordar el tema, las cuales medidas tenían que tender “a corregir los vicios que pudieran impulsar al individuo hacia el abismo del delito”³. Así, el estado de peligrosidad difería de la condición concreta del delincuente no solo por su génesis (criminalidad latente en el estado peligroso, evidencia criminal en el infractor efectivo), sino por las medidas a las que debía someterse a cada cual: a los peligrosos la prevención vigilada y correctiva; a los delincuentes el aislamiento y rehabilitación. Para el autor que citamos el vicio era comprendido como un camino directo al delito, y por ello, una condición innegable de peligrosidad. A esta cualidad subjetiva pronto se sumarían otras en el proceso de constitución de la asocialidad como categoría de etiquetamiento social y policial: para mediados de 1935 encontramos – en las páginas de la revista de la policía de investigaciones, *Detective* – una exposición de los alcances y objetivos de una política referida a la asocialidad. Con el sugestivo título de *La población parasitaria, problema policial*, quien suscribía consideraba que el fenómeno que mencionamos era un factor social nuevo, ante el cual las instituciones policiales – y no solo ellas – debían reaccionar. En tales términos, la época contemporánea presenciaba el surgimiento del hombre-parásito, aquellos que “pasan inadvertidos y de quienes nos preocupamos solo cuando la justicia los necesita para imponerles una sanción.” En una taxonomía que no hará sino ampliarse con el tiempo, el autor definía al asocial como aquel que

Vive sin producir nada positivo para el progreso, a la sombra de las grandes actividades comerciales, bancarias, societarias, sociales, judiciales, como medio o empresario en actividades condenadas por las leyes.

³ Cambiazo (1930), 27 y 36.

Su característica es la irresponsabilidad, a veces material, siempre moral; son los fracasados del comercio, de las aulas estudiantiles, o simplemente analfabetos y amorales, que han sido incapaces de encaminarse o reencaminarse dentro de una labor útil, honrada, y que exija alguna disciplina individual.

Los parásitos de la sociedad, en especial aquellos, que, desgraciadamente, poseen inteligencia, obran con sistema: durante un tiempo más o menos largo proceden en forma de atraer la confianza de sus clientes o víctimas, siendo sí, invariablemente el epílogo, la estafa, el engaño, la corrupción, el robo y hasta el homicidio odioso.

La prostitución organizada o trata de blancas y menores, el tráfico clandestino del oro, el cuento del empleo con fianza en efectivo, la venta de productos, sellada con una suculenta “seña” y que solo se reduce a una muestra: la industrialización de las capellanías, de los entierros, del cuento de tío, el protectorado de los menores, y mil gestiones más, son actividades características de la población parasitaria, de la cual, puede sostenerse, deviene un 80% clientes de las cárceles⁴.

Así, los parásitos poseían una serie de características que habrían sido bien valoradas en caso de no ser ejercidas con el fin de vivir a costa de los demás: inteligencia, empresarialidad, riesgo, sociabilidad. Sin embargo, las que pudieron ser cualidades se tornaban – a los ojos de la protección social – en inmediatas amenazas ante las cuales la sociedad tenía el derecho – sino el deber – de reaccionar. Como bacilos infecciosos, los asociales debían ser estudiados, proponiendo el redactor del texto recién citado la concepción (en directa analogía con las disciplinas sanitarias) de la Dirección de Investigaciones como “un verdadero laboratorio, que podríamos llamar Instituto de Investigaciones, donde se considere a los parásitos sociales desde el punto de vista científico, tanto para estudiar las fallas sociales que los producen, cuanto para determinar los verdaderos procedimientos educacionales a fin de evitar el desarrollo de su monstruosidad moral”. Corolario lógico de todo lo anterior sería la aplicación de medidas de regeneración y readaptación social, por medio de “la creación de verdaderos centros de reeducación, colonias para someter a los parásitos de la sociedad a un enérgico y profundo tratamiento encaminado a la regeneración, ello es, a transformar el espíritu y la preparación de estos individuos, en actividades útiles para el bienestar y el progreso de la colectividad”⁵. Sin ambigüedad alguna, la definición de asocialidad que está detrás de la representación de ciertos sujetos como parásitos sociales se proyectó sobre un contexto – en particular aquel representado por la ciudad de Santiago – que se reconocía “infectado de traficantes de la peor especie: tratantes de blancas, contrabandistas, vendedores de estupefacientes, ladrones de alta escuela, individuos que constituyen un verdadero azote para la sociedad y que operan

⁴ *Detective*, julio de 1935, 7-8.

⁵ *Ibidem*.

dejando siempre en el misterio las huellas de sus lamentables iniciativas delictuosas”.

En esos marcos, la asignación de este tipo de conductas a ciertos extranjeros fue un gesto casi automático, consecuente con las lógicas de la Ley de Residencia de 1918, promulgada a fines de dicho año y cuyo objetivo manifiesto era impedir “la entrada al país o su residencia en él de elementos indeseables”, dentro de los cuales se anotaba desde un inicio a aquellos “que se dedican a tráficos ilícitos que pugnan con las buenas costumbres o el orden público”, realizándose así una temprana asociación entre contrabandistas, traficantes y agitadores políticos, todos ellos conceptuados como preferentemente “extranjeros”, y por ello potencialmente obligados a “inscribirse en registros especiales que estarán a cargo de los Prefectos de Policía”⁶. Ya en la década de 1930, la evidencia de la disolvente acción de extranjeros se reflejaba en la “verdadera descomposición que se advierte en una parte de nuestra población, contaminada por la prostitución clandestina y organizada, con las estafas y timos “científicamente” organizados, y con toda esa nomenclatura pavorosa del delito que nos imponen los profesionales extranjeros, cuya escuela ha producido un avance peligroso en la delincuencia de nuestros enemigos propios, el delincuente nacional”⁷. Consecuentes con lo anterior, desde la Dirección de Investigaciones, Identificación y Pasaportes se estableció – por medio de un Decreto Supremo de enero de 1937 – que los cónsules chilenos estarían impedidos de visar pasaportes “de individuos que no tengan una industria, profesión, aptitudes o recursos que les permitan vivir en Chile sin constituir una carga social”, y más aún, de cualquier extranjero que sufriese

de enfermedades transmisibles, agudas o crónicas, constitucionales o locales, o de vicios orgánicos incurables; de mujeres menores de edad que no viajen a cargo de personas honorables y con permiso de sus padres o guardadores; de hombres que no lean ni escriban a lo menos en su propio idioma; de condenados o procesados por delitos comunes que la Ley chilena califique de crímenes o simples delitos; de prófugos de la justicia por delitos no políticos; de expulsados de Chile o de otro país por la autoridad

⁶ *Boletín Oficial de Investigaciones, Identificación y Pasaportes* (en adelante *BOI*), julio de 1934, 7. Cinco años más tarde, desde las páginas de la publicación que dio continuidad al boletín antes citado como edición oficial de la policía chilena, se recordaba los alcances precisos de la Ley de Residencia de 1918, debiendo aplicarse ésta a “los extranjeros que hayan sido condenados o estén actualmente procesados por delitos comunes que el Código penal califique de crímenes; de los que no tengan o no puedan ejercer profesión u oficio que los habilite para ganarse la vida y de los que aparezcan comprendidos en algunos de los casos de enfermedad que señala el inciso 2° del art. 110 del Código Sanitario; los extranjeros que practican o enseñan la alteración del orden social o político por medio de la violencia; tampoco se permitirá el avecindamiento de los que, de cualquier modo, propagan doctrinas incompatibles con la unidad e individualidad de la Nación: de los que provocan manifestaciones contrarias al orden establecido y de los que se dedican al tráfico ilícito que pugnan con las buenas costumbres o el orden público”. *Revista de criminología y policía científica* (en adelante *RCPC*), julio de 1939, 19.

⁷ *Detective*, octubre de 1935, 53.

competente; de rameras, sus explotadores y acompañantes; de ebrios consuetudinarios, toxicómanos y sus explotadores; de individuos que sostengan, propaguen y enseñen la alteración del orden social o político por medios violentos o ilegales; de los que vivan de actividades no permitidas en Chile o se dediquen al espionaje; de los mendigos y vagos; y de aquellos que por instrucciones especiales del Ministerio de Relaciones Exteriores se les haya prohibido la entrada⁸.

De tal modo, y sin forzar en ningún momento una racionalidad inspirada en el control social, la eugenesia y la reforma social, la utilización de categorías como extranjero y enemigo propio se plasmaron en un programa legislativo y policial que consideró a los *estados antisociales* como su definición más precisa. Así reconocidas las amenazas, los mecanismos que se propusieron para enfrentarlas representaron a la vez una continuidad con la tradición penal chilena, como la intención de incorporación de innovaciones político-policiales ejecutadas en lo fundamental en los regímenes fascista y nacionalsocialista europeos, pero comprendidas como parte de un abanico mayor de opciones políticas, todas ellas justificadas por las imperantes y categóricas definiciones del darwinismo social. Así, para inicios de 1936 la publicación oficial de la policía de investigaciones de Chile definía dentro de sus labores para ese año “la necesidad que hay de reformar racionalmente nuestras leyes penales, de modo que la labor policial preventiva no resulte, a la postre, inútil; la creación de campos de concentración o de colonias pesqueras y agrícolas serían la solución del problema de esa población flotante que cae inmediatamente en las redes de la policía y que no sale de ellas sino para volver indefinidamente hasta que comete el delito fatalmente esperado que la lleva a la celda penitenciaria”⁹. En la misma senda – y desde las páginas de la misma publicación – es que se elaboró con algo más de detalle la conceptualización que sería clave para la meditación, legislación y aplicación efectiva del tipo de medidas antes mencionadas: el estado peligroso, peldaño inmediatamente previo al de estado antisocial. La noción de estado peligroso hacía referencia a la innegable latencia criminal que habitaba sino en todos los individuos, al menos si evidentemente en aquellos “cuyos malos antecedentes son motivos para clasificarlos como indeseables.” De forma global, reincidentes, prostitutas, ebrios consuetudinarios, toxicómanos, vagabundos, extranjeros y cualquier “sospechoso” podía caer en esta categoría. Hasta ese momento – se quejaban en general los redactores de este tipo de comentarios – la policía *solo* contaba con la facultad de la detención por

⁸ *BOI*, marzo de 1937, 11. Al siguiente mes ya esta normativa se ponía a prueba: el cónsul chileno en Barranquilla advertía de su error al visar los pasaportes de un grupo de gitanos, a los cuales solicitaba negar el derecho de desembarco en Chile. El funcionario argüía como explicación de su error que los pasaportes eran griegos. ¿Qué cualidad es la que hacía inadmisibles a los gitanos, su amenaza como espías, su analfabetismo, sus enfermedades, su compromiso con ideas socialmente disolventes? Nada de eso se informa en las fuentes, solo el reflejo del prejuicio racial parece ser la razón. *BOI*, abril de 1937, 7-8.

⁹ *Detective*, año III, n° 25, enero de 1936, p. 4.

sospecha, pudiendo derivar al sistema judicial a los bajo este concepto apresados. Pero, “allí el Juez, siguiendo normas legales, les pone en libertad o les aplica penas levísimas. Nuevamente en la calle continúan su vida dudosa, hasta que son otra vez aprehendidos... y así sucesivamente”. Ante tal dificultad de diseño legal, lo que los tiempos que corrían exigían era una definición preventiva de la labor policial, la vigilancia constante que la Sociedad tenía derecho a mantener sobre sus potenciales enemigos:

De mucho más provecho sería que los sujetos tenidos como “peligrosos” fuesen controlados en sus actividades por la Policía, medida de seguridad efectiva por excelencia, ya que en todo momento los funcionarios policiales conocerían las verdaderas actividades de sus vigilados y se evitaría, así, que éstos frecuentasen lugares y compañías dudosas. Se les dejaría amplio margen para que se dedicasen a actividades honradas y la vigilancia policial, lejos de ser una presión moral, se convertiría lógicamente en una verdadera protección para aquel que lucha contra sus instintos y quiere ser útil a la sociedad.

No podemos, hoy día, pensar como realidades cercanas la creación de establecimientos especiales de reeducación, de salud y de trabajo, porque la atención preferente de las autoridades está concentrada en los actuales establecimientos penales, cuyas necesidades y defectos están en conocimiento del público.

Es por eso que insistimos en las conveniencias innegables de la vigilancia policial. Es hora ya que se rechace de plano el viejo y manoseado concepto de “terror policial”, explotado y socorrido por los que, resistiendo toda autoridad, dirigen sus ataques con despecho hacia aquellos encargados de hacer cumplir las leyes.

La Policía debe desempeñar en el futuro, así como todas las Instituciones, una labor altamente social; hoy defiende a la sociedad, reprimiendo y evitando en lo posible la comisión de delitos; en el porvenir, pensamos que no solo reprimirá y sancionará las alteraciones del orden social, sino que velará por la readaptación del delincuente¹⁰.

De espaldas a una definición aletargada en la sola detención del sujeto peligroso, la policía se proponía a sí misma como la instancia en la que un estado de pre-criminalidad supuesta debiera derivar en una internación forzosa a la vez que preventiva. Haciéndose eco de un concepto privilegiado desde el ámbito sanitario – la prevención de la catástrofe demográfica como alternativa a su sola constatación por medio de la Cuestión Social –, la policía de fines de la década de 1930 buscó apartarse del “terror policial” y, declarándose como encargada de la readaptación del transgresor, devolverlo a la civilización. En tal sentido, no deja de ser relevante el que, en una publicación de la Dirección de Investigaciones, un médico expresara que “solo una legislación estatal y social adecuada podrá remediar y aprovechar la energía y actividad que estos sujetos consumen en sus trágicas existencias entregados a los distintos tóxicos.” Una legislación estatal y social: en tales

¹⁰ *Detective*, enero-abril de 1937, 6-7.

términos se buscaba reunir la acción – la mano de hierro – del Estado y la supervivencia de lo social, de aquella Sociedad que, expandida sin cesar desde inicios del siglo XX, se convertía en la categoría esencial de cautela y definición del régimen político. Antes del Frente Popular, la Sociedad ya devenía en único objeto de espesor político, de definición a la vez que de defensa: desde las trincheras de la medicina y la policía se pedía – en el específico para los toxicómanos, pero entendidos como el grado más infinitesimal de lo social – “prescribir una atención médica preventiva y de vigilancia para estos sujetos y enseguida un tratamiento que permita entregarlos al medio social con la esperanza de que serán elementos útiles y sin ningún peligro para la colectividad”, alegándose que en la actualidad “no existe en nuestro país ningún establecimiento apropiado para la internación y tratamiento de estos sujetos que inútil y desgraciadamente pasean sus estigmas de degeneración y de intoxicación entre los muros de una cárcel o los patios desamparados y peligrosos de nuestros asilos de alienados”. En el fondo, y con la misma coherencia de las referencias anteriores, lo que se proponía era que, a través de la reclusión preventiva, la Sociedad asumiese la “defensa de ella por parte de estos sujetos que presentan no pocas veces un índice de peligrosidad subido”, reconociendo – como el fardo del hombre el blanco – que “también esta misma sociedad tiene la obligación de procurarles los medios con que puedan tratarse y reintegrarse de nuevo a la colectividad con expectativas de ser elementos útiles a ella”. Sin embargo, y con un gesto de deslizamiento de la responsabilidad social antes que de la mera defensa de los intereses conceptuados como tales, se insistía en la necesidad de “una solución racional que permita la asistencia de los toxicómanos por medio de la creación de colonias-asilos tanto para los alcoholistas crónicos como para los alcaloidómanos en general”, todo ello en los marcos de una “ley que declarara la incapacidad civil de los toxicómanos peligrosos, reincidentes e insociables”¹¹.

De opiniones muy cercanas a las hasta ahora expuestas fue, a fines de la década de 1930, Inés Enríquez Frodden, quien a través de su documentada investigación *Trastornos mentales en las intoxicaciones* dio cuenta del estado del conocimiento y el debate así médico-psiquiátrico como jurisprudencial sobre el tema del consumo y los consumidores de sustancias reguladas. La que llegaría a ser la primera diputada electa chilena anotaba en su texto la necesidad de hacer coincidir así la necesidad de establecer un tratamiento jurídico específico para los adictos, como respetar el derecho a la defensa que sobre ellos mantenía la misma sociedad. En tal sentido, en su opinión los intoxicados

¹¹ RCPC, diciembre 1937-enero 1938, 18-20.

Son seres incapacitados para actuar normalmente dentro de la sociedad; sea por corto espacio de tiempo, en el caso de los intoxicados accidentales, sea permanentemente en el caso de los toxicómanos. Sería hasta injusto exigirles que sus actos se encuadren dentro de las normas generales que rigen la vida en común, por los profundos trastornos de que son víctimas. La incapacidad de inhibir sus actos antisociales, el juicio errado que tienen respecto a ellos, su egoísmo personal puesto por sobre todo, los graves trastornos en la afección que los transforma en crueles hasta para sus propios familiares, y las muchas y variadas manifestaciones de su anormalidad psíquica, les impide llevar una vida ajustada a los preceptos morales y legales, que es indispensable respetar para poder vivir en sociedad¹².

De ese modo, pensando en la especificidad de los toxicómanos, la autora que citamos compendia el desenvolvimiento de la legislación – o su discusión antes de su efectiva aplicación – referida a la peligrosidad y los estados antisociales. Así, y tal como hemos comentado antes, las primeras herramientas penales para el tratamiento de los adictos delincuentes se encontraron en la legislación referida a los ebrios consuetudinarios, es decir, su internación en el Asilo de Temperancia, aplicándose por ello la noción de derecho clásica de que no existe involuntariedad merecedora de eximición de responsabilidad penal en el caso de los intoxicados – por alcohol o sustancias – en tanto la ingesta de cualquier tipo de droga era considerada como dependiente de la voluntad de quien lo hacía. Una nueva formalización de este tipo de principio fue la expuesta en el denominado proyecto Ortiz de 1929, que como intento de “modernizar” el Código Penal incluía la noción de “estado peligroso pre-delictual”, estatuto el cual permitiría – sin mediar delito – internar a los adictos en instituciones de reclusión mental. Casi 10 años más tarde, un segundo intento de transformación de la lógica penal chilena tomó cuerpo en el proyecto Erazo-Fontecilla, que establecía junto al estado peligroso, un abanico amplio de medidas de seguridad posibles de aplicar sobre aquellos “individuos que con motivo de la ejecución de *hechos* que revelen un estado que los haga socialmente peligrosos, sea de temer que delinca”. Este grado de peligrosidad debería ser evaluado por el juez – es decir, con posterioridad a una detención realizada discrecionalmente por los agentes de la policía, verdaderos ejecutores siempre de cualquier criterio de sospecha o asocialidad –, quien “tomará especialmente en cuenta además de aquellos hechos, las condiciones psíquicas del sujeto, su conducta y sus antecedentes personales”. De forma predefinida, quienes cabían en la categoría de pre-delictualidad eran:

Los alienados mentales atendida la forma de su enajenación; los que hubiesen sido absueltos por ser inimputables y los afectos a responsabilidad disminuida, que por sus condiciones psíquicas deben ser considerados peligrosos; los mendigos, ebrios y

¹² Enríquez (1938), 93.

delincuentes crónicos, estimándose como tales los que revelen persistente inclinación a la mendicidad, a la ebriedad o a la delincuencia y gran perversidad; los vagos y toxicómanos¹³.

Las medidas aplicables eran, de acuerdo al mismo diseño de reforma penal, la internación de los afectados en manicomios y hospicios, establecimientos de reeducación, casas de salud y casas de trabajo; la expulsión en el caso de ser extranjeros; la vigilancia de la autoridad en caso de no ser reclusos¹⁴. Así, aún cuando la autora citada reconocía la individualidad de cada caso de toxicomanía y hacía radicar en lo fundamental la adscripción al hábito así en causas de índole genética como en aspectos de la biografía personal, no dejaba de recurrir en su argumentación a la utilidad de medidas de carácter social y preventivo, medidas las cuales junto con emparentar a los adictos a las sustancias reguladas a los locos, los mendigos y los reincidentes, insistían en considerar al toxicómano como un sujeto peligroso, antisocial, requerido de control y rehabilitación.

Por todo lo anterior, quizás el giro más relevante de la conceptualización de la peligrosidad y la asocialidad que hasta aquí hemos referido a aquellos considerados parásitos sociales fue su proyección al conjunto de los habitantes del país, no en términos de que los asociales fueran *toda* la sociedad, sino que en tanto esa totalidad así constituida se veía amenazada por la acción degenerativa y corruptora de los envidiosos y los temibles. Con el nutrie de al menos dos décadas de desenvolvimiento médico-criminal, la noción de asocialidad operó como el binomio preciso, como el rostro opuesto pero imprescindible de la Protección de la Raza, y más allá de ello, de la definición de una raza chilena que en un intento por superar la conflictividad clasista de la Cuestión Social emergía dotada del prestigio científico y político que no solo los regimenes fascistas, sino que por igual comunistas y liberal-parlamentarios le brindaban en las políticas sociales de la época. El discurso nacional-racial posicionó al pueblo chileno como dotado de un patrimonio común – independiente de su posición en el sistema productivo – que junto con dotarlo de identidad, representaba un activo que debía ser cautelado y enmendado para el bienestar colectivo. Meses antes del estallido de la Segunda Guerra Mundial, el Mensaje del Presidente de la República en Defensa de la Raza – prólogo al decreto que creaba la institución denominada “Defensa de la raza y aprovechamiento de las horas libres” (en abierta alusión a los programas alemanes e italianos NS – Gemeinschaft "Kraft durch Freude", y la Opera Nazionale Dopolavoro vigentes en Europa), programa que remedaba al Instituto de Defensa de la Raza creado por Ibáñez en 1927 – era claro al exponer que

¹³ *Ibid.*, 136-137

¹⁴ *Ibidem.*

Fortificar, pues, la raza, formarla sana y pujante, proporcionarle la alegría de vivir, el orgullo de sentirse chileno, es un sentimiento que nadie debe negar a nadie...

Dos factores hasta ahora descuidados es preciso considerar a mi juicio para lograr este propósito: fortalecer el vigor físico de nuestros conciudadanos por medio de prácticas deportivas y al aire libre, adecuadas, y tonificar su salud moral fomentando su vida de hogar y de relación...

El ambiente general de la masa ciudadana deprime la conciencia nacional del propio valer, y no hay en el adulto estimulantes que fortalezcan el amor propio nacional, que eleven el sentimiento patrio y nos infunda confianza en la posibilidad de nuestra propia superación...

Las enfermedades sociales, la tuberculosis, el alcoholismo y por ende la delincuencia, están devorando las reservas raciales. El Estado, dentro de sus recursos financieros, combate las plagas que degradan nuestra raza; pero todas las medidas tomadas hasta la fecha son insuficientes. Es necesario, pues, emprender una campaña más, innovar en los sistemas, aportando a lo existente nuevas concepciones, procedimientos efectivos que permitan dar al problema una pronta y radical solución en lo relativo a la fortificación de la raza chilena¹⁵.

De tal forma, las medidas de ataque contra la degeneración y el debilitamiento racial no quedaban solo en el plano de la operatoria policial, no solo en sus efectos prácticos – siempre menores y desajustados a los que las mismas instituciones no dejaban de solicitar –, sino que también pretendían abarcar el plano de lo que podemos denominar subjetivo, o más precisamente, efectuar la colonización discursiva del imperio del orden social en el interior de la conciencia que todo chileno, adscrito a una narración inclusiva racial, debía tener sobre sí. Y en esa inscripción interna – factor de inclusión opuesto a la división de clases, entendido como el discurso alternativo, vigente pero sofisticado a la vez que debilitado por medio de la noción de pueblo – lo que se buscaba era la adopción así de una crítica a los peligrosos, su prevención y extinción formal, como un reconocimiento explícito del valor de sí, de lo chileno como particularidad. A partir de los años de la Cuestión Social, de su fracaso como espacio de despliegue de medidas e instituciones históricamente populares, es decir, portadoras de las tradiciones y reflejos *desde abajo*, lo que el Estado hacía era buscar el amparo de una categoría de inclusión superior, con mayores posibilidades abarcativas y de alta discrecionalidad en la constitución de dispositivos de intervención social. Esa categoría era la raza, y sus largos brazos estaban delineados por la acción de la medicina preventiva y de la policía como agente de cauterización. La simbiosis de ambos saberes bajo la égida del Estado protector de la raza se evidenciaba explícitamente en la alocución brindada por el profesor de medicina legal de la Universidad de Chile Jaime Vidal, quien en el marco del vigésimo aniversario del Instituto de Ciencias Penales definía la justicia como

¹⁵ RCPC, julio de 1939, 9-13.

medicina social, en tanto que las tareas pendientes del país obligaba a sus instituciones a

Entrar de lleno a la realización de una política criminal de base biológica que tienda a la defensa de la raza. No es aceptable permitir por ejemplo que se sigan reproduciendo sin control seres cuyas taras físico-psíquicas o trastornos mentales los han convertido en criminales graves y peligrosos. Para realizar una política criminal biológica es necesario establecer en todas las cárceles centros de estudio biocriminal, dirigidos por médicos especializados que actúen cerca de los jueces como expertos asesores en el aspecto bio-social¹⁶.

Ese mismo año, un memorista de Derecho se hacía tributario del mismo tipo de proposiciones, en tanto argumentaba que los consumidores de estupefacientes eran portadores de “degeneraciones y taras físicas y psíquicas de tal consideración que llegan a transformarse en verdaderos inadaptados sociales cuando no en enajenados mentales. Y lo que es más grave, engendran descendencia enferma, con lo que contribuyen, en no poca proporción, a la degeneración del hombre”¹⁷. Más adelante, el mismo autor consideraba a los toxicómanos tanto “ineptos para el matrimonio, habida consideración del peligro que significan para la descendencia”, como “motivo de inquietud para la sociedad. Aunque su estado de peligrosidad varía en cada caso y circunstancias, podemos decir, en general, que es un candidato al delito. Hemos visto, además, el peligro que representan estos sujetos en el ambiente social, debido a su tendencia a hacer prosélitos, a propagar su propio vicio. El toxicómano, puede decirse, es un foco de contaminación que conviene eliminar”¹⁸.

De ese modo, adicionando categorías, creando neologismos y definiendo a la raza – encarnada en los hombres y mujeres sanos, pero visible preferentemente en los enfermos – como un campo de acción médico – policial, las medidas preventivas y de profilaxis social a juicio de las instituciones policiales no podían esperar. Tales medidas debían dirigirse hacia los mendigos, vagos, reincidentes, alcohólicos y toxicómanos, a todos aquellos parásitos sociales que “no juegan rol alguno en la producción de riquezas y sus consumos se restringen a un mínimun insignificante”, es decir, todos los que eran “carentes de disciplina”, los que “allegados” a otras

¹⁶ *RCPC*, noviembre de 1939, 12. De acuerdo con la misma fuente, por esas fechas habría sido presentado un proyecto de esterilización de penados por parte de la Dirección General de Prisiones, dirigido a “implantar la esterilización temporal para los penados casados que sufrieran de alguna afección peligrosa y trasmisible”. Se concedía autorización a los Directores de establecimientos penales para que pudieran ordenar la esterilización temporal, pero solo a solicitud escrita de los reos. Se disponía, también, que los penados podían exigir, 15 días antes de expirar la condena, que se les rehabilitara en su capacidad generadora. Ignoramos la suerte que haya corrido este proyecto. *RCPC*, febrero de 1943, 46.

¹⁷ Roger (1939), 7.

¹⁸ *Ibid.*, 18 y 21.

familias por su repugnancia al trabajo, no eran sino “económicamente perjudiciales”. Se proponían Colonias Sociales o Casas de trabajo para alojarlos, para reconvertirlos, para transformarles en “un elemento útil, con voluntad creadora y alegría de vivir.” Hacia esa dirección caminaba ya el diseño político de la República, en tanto que la misma fuente comentaba el Proyecto de Ley de Estados Antisociales que, presentado por el Instituto de Ciencias Penales “ha sido acogido con indiferencia por las esferas gubernativas y no se le ha dado el curso correspondiente”¹⁹. Quizás esta ausencia de atracción que los poderes políticos manifestaban frente a las preocupaciones policiales nos sirva para entender la insistencia con que desde la publicación de la Dirección de Investigaciones se puntualizaba y afinaba la noción de Estado Antisocial, la que, como ya hemos dicho, se prefiguraba como total, racial y preventiva:

La peligrosidad es única e indivisible, debiendo distinguirse, únicamente, el menor o mayor grado de intensidad que ella reviste en cada individuo...

Solo hay que atender a la amenaza que significa para la sociedad un individuo determinado, sea que ha cometido delito y se teme su reincidencia, sea que solo ha ejecutado actos que reflejan tendencia al delito; sea que esta amenaza tiene su origen en causas internas (locura, embriaguez), sea que obedezca a causas externas (vagancia, mendicidad)...

No es necesario esperar que un individuo viole la ley para que la sociedad pueda actuar a su respecto; basta el hecho de que haya un peligro para la sociedad. No se trata ya de reprimir, sino que, especialmente, de prevenir....

Si en vez de reprimir la embriaguez con algunos días de prisión, enviamos al ebrio a un Asilo para Bebedores, habremos realizado labor preventiva, sin lugar a dudas, más eficaz que la represión anterior. Pero, si evitamos que haya individuos peligrosos, como son los alcohólicos, luchando en contra del alcoholismo habremos realizado aún labor más preventiva y más eficaz que la de enviar a un ebrio a un Asilo de Bebedores...

Debemos avanzar nosotros, previniendo no solo que los peligrosos se transformen en delincuentes, sino, más aún, que los individuos, en general, se transformen en peligrosos²⁰.

La tibieza de las autoridades para tomar las medidas que se consideraban imprescindibles para dar el paso esencial de la represión criminal a la prevención policial se contextualizaban en la antigüedad del Código Penal, anclado a juicio de sus críticos en un esquema de garantías individuales en el cual no encajaba la discrecionalidad de las medidas contra los antisociales, dado que éstas implicaban el sacrificio de “las libertades ante la conveniencia de una sociedad fuerte y bien constituida”. Así, “la

¹⁹ RCPC, septiembre de 1942, 61-62.

²⁰ RCPC, enero de 1943, 13-24.

imputabilidad, el libre albedrío, la voluntariedad y otros tantos fundamentos de nuestro Código”, debían ser reemplazados por “otros más acordes con el interés y la conveniencia sociales”, aún cuando estos nuevos principios fueran observados por algunos como “revolucionarios o disolventes”. Se comentaban, de todos modos, algunos indicadores de avance de los “nuevos fundamentos” por sobre los antiguos: por un lado, la aplicación efectiva de la Ley 4447 de Protección de Menores –que no hacía sino ampliar e institucionalizar la reclusión de los niños y niñas sorprendidos en falta o en situación de calle, es decir, en estado de peligrosidad pre-delictual– y la elaboración de un nuevo proyecto por parte del Instituto de Ciencias Penales, que se sumaba a aquellos redactados en 1929 y 1938 que hemos comentado con anterioridad²¹. El contexto que daba urgencia a todas las medidas que se pudiesen implementar no era otro que el biopolítico, el espacio de regulación de poblaciones en vistas mucho más que a su cuidado filantrópico, a su aprovechamiento cabal y racional por parte de las necesidades del Estado. O bien, como lo expresaba un autor en 1940, el hecho de que

Seamos un pequeño país con cuatro millones de habitantes, y donde tenemos un porcentaje de tuberculosos que no tienen ningún país del mundo. Basta ya con que un 50% de los conscriptos sean rechazados de las filas por taras hereditarias o adquiridas; para vergüenza, basta que una potencia extranjera haya prohibido el desembarco de su marinería en Valparaíso, a raíz del viaje de un buque de guerra extranjero que se fue de Chile con su tripulación casi íntegra contaminada por males venéreos; es suficiente, en fin, con que seamos el punto negro del mundo con el más alto porcentaje de mortalidad infantil²².

Estos cuatro millones que –en una continuidad histórica inmutable desde el siglo anterior, que ninguna de las alternativas aplicadas por el Estado en sus dos décadas de intervención había efectivamente descoyuntar– parecían cada vez más cerca del abismo, del viejo abismo de la Cuestión Social. Con las rémoras de la tuberculosis y el forado demográfico representado por la mortalidad infantil, la *raza chilena* se hacía demandante –siempre desde la opinión policial– de un programa educacional-correctivo de proporciones, que, como siempre, se encontraba una y otra vez tullido por la lógica penal, renuente aún a hacer efectiva una “inmediata y apremiante acción científica por parte del Estado”. A juicio del inspector Alfonso Palma Díaz “si encaramos el momento actual, tropezamos a cada paso con los motivos vivientes de la delincuencia. La multiplicación inaudita de los negocios que expenden alcoholes; el abandono infantil; la multiplicación pavorosa de la prostitución clandestina; la mendicidad profesional”. Ante tales

21 *Ibidem.*

22 Macuada, *op. cit.*, 18.

amenazas – más latentes que criminales, vinculadas a la prevención del delito antes que a su sola punición – la articulación del camino legislativo en busca del fortalecimiento de “un criterio de readaptación del delincuente, o sea, la sustitución de la tendencia exclusivamente punitiva, con la detención del individuo, con miras a su reeducación, con miras prácticas a fin de capacitarlo moral y técnicamente para que se gane la vida y abandone su espíritu parasitario”, se fortalecía. Bajo el manto de la reeducación – pero sin eximirse del concepto original del parasitismo –, se desplegaba un Proyecto de Ley enviado en septiembre de 1941 por el Ejecutivo al Parlamento titulado “Represión de la vagancia y la mendicidad”. En su texto central, dicho proyecto exponía al menos tres elementos que hacen relación directa con lo que aquí nos concentra:

Entre esos elementos se encuentran los vagos, individuos que delinquen al amparo de la seguridad que les proporciona la rigidez de nuestra disposición procesal para la declaratoria de reo, la cual exige la evidencia de un hecho, en estos casos muy difícil de establecer; y las distintas variedades de mendigos...

Debido a la forma habilidosamente estudiada en que los vagos desenvuelven sus actividades, colocan a la justicia en la imposibilidad de llegar a probar en su contra la comisión de un delito determinado, viéndose así los jueces en la necesidad de decretar su libertad dentro de los cinco días de su aprehensión, término máximo establecido en el Código de Procedimiento Penal para la detención preventiva, con lo cual quedan en situación de continuar delinquiendo impunemente.

El Gobierno reconoce que, además de los elementos antisociales contemplados en el Proyecto, o sea, reincidentes, reiterantes y detenidos cierto número de veces, por los delitos de homicidio, lesiones, hurtos, robos, estafas u otros engaños; promover o facilitar la prostitución; corrupción de menores, o infracción de las leyes sobre el juego, hay otros estados, también antisociales, como el ebrio consuetudinario, el toxicómano, etc., que deben preocupar su atención; pero por la razón antes señalada: falta de recursos y elementos, y necesidad de resolver de inmediato el problema de la vagancia y la mendicidad, se ve obligado a postergar, por ahora, una solución integral²³.

Con o sin innovación legislativa, efectivamente, los ámbitos de la facultad policial eran aplicados sobre algunos de los sujetos sobre los que se demandaba mayor tuición aún: para septiembre de 1948 se comunicaba que “las rondas policiales dependientes de las Comisarías, en cada barrio de la capital, por lo general salen a cumplir su misión pasada la medianoche. Durante esta “tournee” son detenidos los vagos, mendigos, sospechosos y ebrios, todos los cuales son conducidos a los puestos policiales correspondientes. Estos individuos son identificados también científicamente mediante el registro de los sellos digitales que constituyen la individual

²³ RCPC, enero de 1946, 62-63

dactiloscópica²⁴. Detrás de las acciones policiales, una vez más, la motivación del discurso de la prevención de la raza, de la virilidad de la misma frente al embate de la degeneración, amenaza ya no solo de las generaciones anteriores, sino de las contingentes, de las próximas, de esa juventud “que se entrega a los estupefacientes, al juego, al placer desenfrenado y a la sodomía”, ante los ojos de un “pueblo viril como el nuestro que contempla” la corrupción, como exponía en una de sus editoriales la revista de la policía²⁵. La misma publicación poco más de un año más tarde entregaba las líneas generales del proyecto de ley – nuevamente, y con la consabida acumulación de los intentos anteriores – que había sido presentado al Congreso y que “interesa al Servicio de Investigaciones.” En esta remozada iniciativa, se reforzaba la identificación entre la potencialidad criminal de ciertos sujetos – como los ebrios, los toxicómanos, los traficantes – y la necesidad de una intervención social, concebida como plausible y de algún modo eficiente, que actuase por medio de las incansables y recurridas estrategias del trabajo y la re-educación. De ese modo, y con los antecedentes así de la Ley española de 1933, una ley colombiana, un proyecto uruguayo y las propuestas emanadas del Instituto de Ciencias Penales de 1938 y 1941, a inicios de la década de 1950 el discurso criminológico chileno insistía en la urgencia de la creación de un cuerpo normativo que diese cuenta preventiva, pre-delictual, normalizadora, a un conjunto específico de sujetos considerados anti-sociales. Por la riqueza de la información contenida, nos atrevemos a citar algunos de sus párrafos más relevantes:

Existe un elevado número de sujetos que viven permanentemente en estado pre-delictual, muchos de ellos vagos y mendigos, sin domicilio conocido, otros dedicados a explotar innobles oficios o profesiones, es decir individuos anti-sociales que hoy hieren normas elementales de convivencia y mañana esgrimen el arma homicida. Muchos de ellos son ya delincuentes habituales, pero han escapado y escapan a la sanción por falta de pruebas convincentes.

El Proyecto, siguiendo las normas de los jurisperitos y de la legislación universal, no considera a los anti-sociales como delincuentes, ya que no se trata de personas que hayan atentado en contra de los bienes jurídicos protegidos por las leyes, pero, en cambio, los somete a medidas de seguridad, destinadas a obtener su reeducación y readaptación al medio social...

El que con frecuencia usa de bebidas fermentadas o espirituosas hasta llegar a la ebriedad total, es un sujeto eminentemente peligroso que requiere de la oportuna preocupación del Estado, para evitar que su vicio llegue a estallar en un acto delictuoso. La estadística en nuestro país demuestra la enorme gravedad de este problema, ya que la mayor parte de los delitos contra las personas son, precisamente, cometidos por sujetos en estado de ebriedad.

24 RCPC, septiembre de 1948, 32.

25 RCPC, marzo de 1950, 5.

Se ha incluido también a los toxicómanos habituales, por ser sujetos eminentemente peligrosos y que, mediante un tratamiento adecuado de desintoxicación, pueden ser reincorporados al núcleo social, como individuos útiles para la comunidad. En número aparte, se considera a los traficantes de drogas heroicas, a los que hacen proselitismo del vicio y a aquellos que lo explotan, es decir el verdadero elemento activo en esta lacra social de las toxicomanías. En esta parte el proyecto no hace sino que confirmar los tratados y convenios internacionales sobre la materia...

Las medidas de seguridad adoptadas por el Proyecto no constituyen ninguna novedad en la materia. Principalmente se fundamentan en la necesidad de enseñar un oficio a los sujetos anti-sociales, que por falta de la más elemental educación, han caído en un estado anti-social. De aquí el que la medida más efectiva esté representada por el internamiento en colonias agrícolas o casas de trabajo, por un tiempo determinado, pero que no puede sobrepasar de cinco años. Esta limitación es absolutamente imprescindible en un derecho liberal, al igual que en las demás medidas de seguridad...

El trabajo obligatorio que impone el internamiento en colonias agrícolas o casas de trabajo, puede llevarse a cabo en los mismos establecimientos o fuera de ellos, especialmente en la construcción de obras públicas. La experiencia de otros países ha demostrado la enorme conveniencia de este procedimiento. Este trabajo deberá ser remunerado, ya que es un principio del orden imperante que no puede ser olvidado, pero el producto ha de ser destinado a fines específicos en el Proyecto, y, en especial, a la formación de un fondo de reserva que ha de permitir, a aquellos que salen nuevamente en libertad absoluta, el ganarse la vida honorablemente²⁶.

Pues bien, todas las cautelas anteriores ante el resguardo de la tradición liberal del derecho penal chileno, el regreso a la Presidencia de la República de Carlos Ibáñez del Campo, y el presumible efecto de justificación que el conjunto de estratos discursivos de la peligrosidad, el parasitismo y la asocialidad que hemos comentado hasta aquí había consolidado, permitieron que para el 4 de noviembre de 1954 entrara en vigencia la Ley 11.625, denominada Ley de Estados Anti-sociales²⁷. Tan solo un par de meses antes,

²⁶ *RCPC*, agosto de 1951, 41-63. El articulado mismo del proyecto define como sometidos a las disposiciones, entre otros, a “los que hayan sido condenados por ebriedad más de tres veces en un año y los que sean calificados, previo examen médico, como ebrios consuetudinarios; los toxicómanos habituales; los traficantes de drogas heroicas, y los que por cualquier medio induzcan, favorezcan, faciliten o exploten las toxicomanías.” A los dos primeros se les asigna además el “internamiento curativo, en establecimientos adecuados, por tiempo absolutamente indeterminado.” Y a los traficantes el “internamiento en casa de trabajo o colonia agrícola por tiempo indeterminado, que no podrá exceder de cinco años; prohibición de residir en un lugar o región determinados, por un plazo no superior a cinco años; sujeción a la vigilancia del Patronato de Reos que corresponda, por un tiempo que no podrá exceder de cinco años”. En su artículo 31, el proyecto establece: “los Jefes y Directores de la casa de trabajo, colonias agrícolas o establecimientos de curación y los Patronatos de Reos, informarán periódicamente al tribunal que haya impuesto las medidas de seguridad, en la forma y plazo que determinen los reglamentos respectivos, sobre los efectos de tales medidas en cada uno de los sujetos a ellas. El Tribunal podrá comprobar por sí mismo, en la forma y por los medios que estime más convenientes, los resultados del tratamiento”. Algo más adelante se indica: “ningún reglamento podrá prohibir, restringir o someter a censura las cartas o comunicaciones que los internados en casa de trabajo, colonias agrícolas o establecimientos de curación, dirijan a las autoridades judiciales”.

²⁷ *RCPC*, diciembre de 1954, 3.

el tema había sido discutido en los marcos de las Segundas Jornadas Chilenas de Ciencias Penales, en donde se había argumentado tanto la pertinencia de aplicar medidas de internación sobre los toxicómanos – entendidos más que como criminales como enfermos, siendo por ello necesario someterlos a medidas de “seguridad” distintas a la cárcel, puesto que mantenían una peligrosidad y un “ánimo antisocial expresado en dos aspectos: aidez de dinero y falta de humanidad por olvido de los deberes de convivencia” –, como el recelo antes las mismas, en tanto en tono polémico el abogado Fernando Rivera recordaba que “no hay que olvidar que vivimos en un Estado en que se ha ido tolerando el naufragio de los derechos individuales a favor del bienestar colectivo”²⁸.

En el año de 1957 está fechada la primera reflexión sistemática en torno a la Ley de Estados Antisociales a que hemos podido acceder. En ella, el egresado de derecho de la Universidad Católica Enzo Berio Lunley se quejaba del retraso de la implementación de la misma, que no tomaba cuerpo aún dado que el Presidente de la República no había definido por decreto los establecimientos destinados a la internación de los antisociales, trámite el cual debía preceder en 90 días la vigencia efectiva de la ley. Sin embargo, el mismo comentarista se manifestaba orgulloso de que la sola existencia de la ley “nos pone a la par y aún más, a la cabeza de las legislaciones americanas, en cuanto al Estado Peligroso y a las medidas de seguridad se refiere”²⁹. Como mecanismo de delimitación de los ámbitos de acción de dicha ley, y más aún, de las prácticas y conductas sociales que debieran ser penadas por la misma, el autor que citamos estableció una triple escala de peligrosidad, la cual permitía “concretar el concepto de estado peligroso”:

De modo natural, absoluto, son peligrosos los sujetos que se hallan en estado de inconciencia o sin control moral de sus actos. En esta categoría solo cabe el alienado mental, y por extensión, el incorregible, que en la mayoría de los casos es comparable al loco moral.

De un modo presuncional, pudiendo por lo tanto quedar desvirtuado por prueba en contrario, se declaran peligrosos los individuos que han exteriorizado una o más veces, los síntomas de la antisociabilidad. En esta categoría, el delincuente primario y el que ha incurrido en los primeros grados de reiteración y reincidencia.

De un modo convencional, expectativo, deben considerarse peligrosos aquellos que, por determinados antecedentes personales o de ambiente, sugieren la probabilidad de actividades antisociales, como por ejemplo vagos, mendigos, traficantes de vicio, etc. En todo caso, estas categorías de antisociales deberán ser taxativamente numeradas por la ley³⁰.

28 *Revista de Ciencias Penales* (en adelante RCP), 1954, 58-60.

29 Berio (1957), 3.

30 *Ibid.*, 18.

Es decir, el estado peligroso una vez más hermanaba a los traficantes, los reincidentes, los locos y los vagabundos, estableciendo para ellos medidas de internación que buscaban desactivar su natural, presuncional o expectativa peligrosidad. A este argumento conocido, el texto que anotamos agregaba una precisión clave a la vez que definitoria: para Berio las medidas de Defensa Social que comprendía la Ley – que debía comprender y aplicar de forma efectiva – no podían ser comprendidas bajo la lógica del Derecho Penal, adscrito a la prescripción de justicia y sus escrúpulos ante “el naufragio de los derechos individuales a favor del bienestar colectivo”, sino que como parte del Derecho Administrativo, de acuerdo con el cual este tipo de norma se entendían como “providencias administrativas, discrecionales, revocables, y por lo general indeterminadas en su duración, o sea, serán mantenidas en vigencia hasta la consecución de los fines de custodia, curación y educación, en cuanto a los cuales fueron dispuestas”³¹. Así, la Defensa Social como objetivo de cautela legal se superponía a la misma legislación, al código y sus intérpretes, al derecho que buscaba sobrevivir al “naufragio de los derechos individuales”, rodeando para ello las imposiciones de la tradición jurídica por medio de las facultades administrativas, sobre las cuales ni la misma justicia tenía jurisdicción. Como atajo hacia el control social efectivo, hacia la reclusión y el internamiento forzoso por delitos aún no cometidos, la redacción de un memorandum administrativo era más sencilla que la organización de un debido proceso. De esa forma, la nueva legislación de control pre-delictual incorporaba una serie de novedades de procedimiento que profundizaban su discrecionalidad de uso:

- a) Supresión de las etapas de sumario y plenario, constituyéndose un solo periodo de investigación y resolución por parte del juez (máximo 30 días)
- b) Inicio de proceso solo por denuncia (privada o por autoridades)
- c) No exige la declaratoria de reo (pues no se juzgan delitos cometidos)
- d) Desaparición del secreto de sumario, “pues los estados antisociales son, por naturaleza, de existencia permanente y ostensible para toda la comunidad”
- e) Se eliminan también los recursos de queja y de amparo, quedando como único recurso el de apelación³².

En paralelo a lo anterior, la potestad del juez era el factor determinante en la aplicación y efectividad de la nueva legislación, en tanto éste tenía

³¹ *Ibid.*, 20.

³² *Ibid.*, 38-41.

facultad de condenar hasta a 541 días de prisión a aquellos que quebrantaran las medidas de seguridad impuestas, o por el contrario, ordenar la recopilación de informaciones que permitiesen evaluar con más detalle a un interno, pudiendo para ello solicitar “la colaboración de las Visitadoras Sociales o de otros servicios sociales del Estado”³³. Junto a ello, era el juez quien podía “poner término a las medidas prescritas, con anterioridad al plazo fijado como máximo en la ley o en la sentencia. Podrá decretar la suspensión de aquellas o su substitución por otras. El afectado tendrá también derecho a dirigir una solicitud al tribunal, en la que pida el término, la suspensión o substitución de las medidas, siempre que haya pasado, por lo menos, un año desde que empezó el cumplimiento de la sentencia. Si sobre esta solicitud recayere una resolución negativa, no podrá dirigirse otra hasta pasado un año”³⁴.

Para desgracia de las opiniones vertidas por el autor que acabamos de citar, aún a inicios de la década de 1960 la totalidad de las medidas contenidas en la Ley 11625 no habían logrado implementarse de forma efectiva, puesto que ni las casas de trabajo ni las colonias agrícolas supuestas por el cuerpo normativo habían logrado instalarse en algún rincón del país. Así, a pesar de ser interpretadas como “medidas reeducativas, que tendrán por objeto segregar al sujeto del medio en que normalmente actúa e inculcarle moral, higiene y buenas costumbres, enseñándole, asimismo, un trabajo que se adapte de la mejor forma posible a sus naturales aptitudes”; o “medidas de curación y custodia, que tendrían por objeto restablecer la salud del individuo, dentro de un régimen de segregación y vigilancia”; o en un tercer grado, como “medidas de segregación, que persiguen su fin preventivo por medio de la separación del sujeto de sus antiguas costumbres en el medio social donde ha actuado”, la aplicación eficiente de las mismas solo tenía alcance – y siempre limitado – en los toxicómanos y los ebrios consuetudinarios, sobre los cuales “no se había constatado un solo caso de mejoría”, multiplicándose por el contrario los denominados “rotativos”, quienes “debido a que periódicamente son traídos por la fuerza pública al establecimiento; se les interna; se les aplica el tratamiento de aversión, y, no existiendo objeto práctico en retenerlos, se les instruye acerca de la necesidad de la abstinencia para el buen resultado de su tratamiento y se les deja en libertad”³⁵. De idéntico parecer era un memorista de leyes de Valparaíso, de acuerdo con quien la Ley de Estados

33 *Ibid.*, 40. En la misma página el autor agrega: “quiero destacar la enorme importancia que tiene el precepto que permite al Juez obtener la colaboración de las Visitadoras Sociales. La policía, con todo el empeño y buena voluntad que se le reconoce, nunca logra efectuar, en lo referente al orden moral, investigaciones tan completas y perfectas, como las Visitadoras Sociales, las cuales llegan a conocer profundamente la situación de los hogares y de las familias, pudiendo analizar hondamente la idiosincrasia, la mentalidad y la conducta moral de los individuos.” Sobre las visitadoras sociales en el periodo ver Illanes (2007)

34 Berio, *op. cit.*, 42.

35 Labarca (1962), 22-28.

Antisociales contenía medidas que “desgraciadamente no se llevan a la práctica”, por lo que “ha prestado muy poca utilidad, es una ley muerta, y me atrevería a decir que hoy día a pesar de estar vigente, no se aplica”³⁶.

Marcos FERNÁNDEZ LABBÉ
Universidad Alberto Hurtado,
Santiago de Chile
mfernand@uahurtado.cl

³⁶ Aguayo (1961), 170.

Bibliografía y Fuentes

Corpus de prensa

Boletín Oficial de Investigaciones, Identificación y Pasaportes

Revista de Ciencias Penales

Revista de Criminología y Policía Científica

Revista Detective

Bibliografía

AGUAYO, Alfredo, *Toxicomanías (de los adictos a las drogas). Problema médico, social, moral y jurídico*, Valparaíso: Universidad Católica de Valparaíso, 1961

BERIO, Enzo, *La Ley sobre Estados Antisociales*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, 1957

CAMBLAZO, Juan, *El sentido subjetivo del Derecho Penal y el estado peligroso*, Chillán: La Discusión, 1930

ENRÍQUEZ, Inés, *Trastornos mentales en las Intoxicaciones*”, Concepción: Imprenta El Águila, 1938

ILLANES, María Angélica, *Cuerpo y Sangre de la Política*, Santiago de Chile: LOM, 2007

LABARCA, Eugenio, *Procedimiento para la aplicación de las medidas de seguridad de la ley n° 11625*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, 1962

MACUADA, Pedro, *El suicidio por las drogas*, Santiago de Chile: Empresa Editora Zig-Zag, S.A, 1940.

ROGER, Armando, *El problema de los estupefacientes*, Santiago de Chile: El Imparcial, 1939

III. Territoire et relations internationales

El nacimiento criollo del Estado chileno

LA MAYORÍA DE HISTORIADORES de los países latinoamericanos no se interroga sobre la continuidad existente entre los Estados actuales y el origen criollo de los mismos. Esto también sucede con la mayoría de los historiadores chilenos. Hacen como si los intereses concretos de entonces y los de hoy no tuviesen continuidad. O como si lo considerasen algo tácito y por lo tanto innecesario de ser expresado.

En este artículo optamos por abordar la cuestión del nacimiento de Chile ahondando en su matriz criolla. Lo haremos a partir de dos problemas fundamentales: el del comercio libre, en particular con potencias extranjeras; el del Estado chileno y su relación con los araucanos y el territorio araucano. Para tratar ambos temas estudiaremos las posiciones asumidas por los principales conductores del proceso de Independencia: Bernardo O'Higgins, Ramón Freire así como también José Miguel Carrera. El estudio de sus posiciones nos servirá de hilo de continuidad de todo este trabajo. Las estudiaremos en el calor de las confrontaciones y del momento.

En introducción presentaremos el contexto del reino de Chile a fines del período colonial español y los proyectos de industrialización formulados en aquel momento. En complemento, en anexo, presentaremos los rasgos psicosociales de los tres líderes chilenos que nos sirvieron de referentes. Lo haremos como si fuese un juego de espejos. Esto nos permitirá conocerlos e identificar de modo más claro lo que de diferente y de común tenían estos miembros del sector social criollo chileno.

Al finalizar habremos captado algunos de los fundamentos criollos del Estado chileno actualmente existente. Habremos puesto en claro si Carrera, O'Higgins y Freire actuaron de modo casi similar o no en el proceso de cimentación de dichos fundamentos. Sabremos si estos tres líderes eran exponentes de proyectos muy diferentes o si fueron de variantes del mismo proyecto criollo gestado hace dos siglos. Habremos dado o no razones valederas para interrogarse sobre el culto a uno de dichos líderes. Finalmente habremos dado o no fundadas razones para cuestionar la coherencia entre Estado y Nación en Chile.

Chile a fines del período colonial español

Empecemos comprendiendo el estado del país en aquella época. El reino de Chile de postrimerías del período colonial español había quedado acantonado a la falda occidental de la Cordillera de los Andes. Esto debido a la amputación de la provincia de Cuyo, que pasó a formar parte del Virreinato de La Plata. Las reformas borbónicas tendientes a garantizar un mejor control administrativo, militar, religioso, fiscal y económico de sus colonias en América habían consolidado la orientación militar y oceánica de Chile, manteniéndolo bajo la tutela de Lima y de los comerciantes de dicha capital virreinal. Hacia el sur, la entonces llamada Araucanía disfrutaba de una autonomía regularmente negociada con las autoridades políticas y militares que en Chile representaban a la corona. Entonces los cacicazgos araucanos ampliaron su radio de acción comercial, productiva y de poblamiento hacia el otro lado de la Cordillera. Pero también su comercio con el reino de Chile.

Entre 1790 y 1810, las guerras entre las potencias europeas habían acentuado la debilidad marítima de España, dificultando la aplicación estricta de los aspectos fiscales y económicos de los planes borbónicos. Esta situación permitió la ampliación de circuitos económicos intra-americanos. En el caso de Chile, al interior del país (cereales, vino, charqui contra cobre y metálico, inversión de capitales mineros del norte en tierras y cultivos de las zonas central y sur), con el Perú (cereales, cobre, sebo, vino y otros productos chilenos contra azúcar, tabaco, tocuyos, bayeta ordinaria y otros productos peruanos¹) y con las tribus araucanas (trigo, vino, avena, plata, fierro, ganado y armas por ponchos, sal, ganado, riendas de cuero de guanaco, vajillas de madera, esclavos y tierras²).

Propuestas de industrialización y sectores desposeídos

Estos circuitos intra-americanos y el contexto de la ocupación francesa de España facilitaron sin duda la germinal formulación en Chile de propuestas económicas auto-centradas. Así lo hicieron, por ejemplo hacia 1809-1811, dos criollos de discurso moderado. En 1809 Manuel de Salas solicitó la liberación de derechos fiscales y municipales a la primera venta de lonas manufacturadas en el hospicio de la ciudad con lino y cáñamo producidos en el país. Esto a fin de que sirviesen para “las embarcaciones de nuestras costas” y como un modo de fomentar “labores vastas, continuas i fáciles de materias propias”³.

¹ Listado de productos de mayor a menor valor de lo exportado e importado por Chile, establecido por Manuel de Salas hacia 1796 (Amunátegui, 1896: 134-136).

² Salvo la tierra que fue sin duda un recurso de intercambio para los caciques araucanos de la zona de frontera, los demás productos listados provienen de las referencias aportadas para la segunda mitad del siglo XVIII e inicios del XIX por Guillaume Boccara (1998: 286-301) y José Manuel Zavala (2000: 90-96; 193-203).

³ Solicitud de Manuel de Salas ante el gobernador Carrasco, noviembre de 1809 (Amunátegui, 1896: 288).

Dos años más tarde, en los primeros meses de la Patria Vieja⁴, Juan Egaña propuso a las nuevas autoridades un plan de gobierno para Chile. Uno de sus principios debía ser la protección y el auspicio de la industria nacional:

Debe franquearse el comercio libre... Este comercio [con los extranjeros, sin embargo], trayéndolo todo de fuera, ha de impedir la industria nacional, y aunque casi ninguna tenemos, debemos procurarla de todos modos. Por consiguiente, debe quedarnos expedita la industria de las primeras materias de nuestro país. A este fin debe US. proponer á una fuerte compañía extranjera, que [...] traiga operarios é instrumentos para trabajar todo género de tejidos de lino, [...]. Lo mismo debe hacerse con las lanas para bayetas finas (si ellos convienen). Las ordinarias son industrias ya planificadas en el país, y no deben ni traerse ni permitirse sobre ellas exclusión. En los paños no hay como suplir la falta, ó la carestía que amenazan los privilegios; [...]. En las demás cosas se admitirán y promoverán fábricas, ínterin se establece el comercio libre, puede US. cargar derechos sobre yerba, azúcar, tabaco, etc., pero por corto tiempo, porque ya se han hecho consumos de necesidad, y los derechos sobre productos de una misma nación paralizan el comercio⁵.

El fomento de la industria propuesto por estos ilustrados chilenos comportaban sin embargo criterios y prejuicios sociales y/o de casta propios de los criollos santiaguinos muy acomodados. Hacia 1809 Manuel de Salas era director del auspicio de pobres de Santiago. En la solicitud antes citada precisaba que en el hospicio de la ciudad trabajaban mendigos de Santiago y alrededores para el tejido de lonas de lino y de cáñamo. Al establecerse el hospicio de pobres, decía de Salas, “se ha creído de su instituto, no sólo el socorrerlos, sino preparar la extinción de la mendiguez en la involuntaria inacción que conduce a ella i a otros mil males”⁶. Cuando de Salas habla de “la involuntaria inacción” hay cierta ambigüedad sobre el sujeto. Puede referirse a la inacción de los poderes públicos como también a la de los propios mendigos. En donde no hay ambigüedad de su parte es cuando afirma que se logrará extinguir la mendicidad llevándolos a trabajar eventualmente por un jornal pero al servicio de proyectos que no les son necesariamente propios. Juan Egaña por su parte, al referirse a la “vileza y corrupción de la plebe” afirmaba que negros e indios “no son necesarios” porque “en Chile no hay ramo de industria que ejerciten los negros, ni los

⁴ Patria Vieja se llama en Chile al período de cuatro años que va del 28 de setiembre de 1810 al 2 de octubre de 1814. Se inicia con el Cabildo Abierto en el que 400 vecinos de Santiago votaron el remplazo del gobernador, el conde de La Conquista, por una junta de gobierno leal a Fernando VII y termina con la derrota de los ejércitos patriotas en Rancagua y la entrada del ejército realista a Santiago.

⁵ Juan Egaña, acápite sobre pago de armas y tropa. En “Plan de Gobierno. Confeccionado y propuesto al Presidente de la Excma. Junta de Gobierno”, 1811 (*Colección de historiadores i de documentos relativos a la Independencia de Chile*, 1911: 100-101).

⁶ Según el informe de los inspectores del Tribunal del Consulado, enviados por el gobernador, en el hospicio trabajaban 200 personas. Manuel de Salas en su solicitud estima que en el futuro, el hospicio “a muchos les asegurará arbitrios [medios] de vivir honestamente” (Amunátegui, 1896: 288-289).

indios”⁷. Viajeros europeos de entonces y de décadas inmediatamente posteriores desmentirán las apreciaciones de Egaña, por lo menos con respecto a la calidad de los ponchos (industria india), o con respecto a la destreza de los mineros chilenos.

La forma de concebir el fomento de la industria por estos ilustrados chilenos comportaba prejuicios sociales y de casta. Estos prejuicios implicaban el sometimiento y la explotación de la mano de obra de los grupos sociales desenraizados de sus lugares de origen (jornaleros, artesanos, gañanes, chinas, rotos y mendigos). Peor aún, en Egaña comportaban una aberrante descalificación de amplios sectores sociales dominados en tanto que creadores de industria artesanal y productores.

Los líderes de la Independencia, el comercio internacional y el Océano Pacífico

El estudio de esta cuestión permitirá establecer los pasos dados desde Chile durante los años 1810-1830 para enrumbarlo económica y geopolíticamente por una vía extra-continental. Debido al importante rol político y militar jugado durante este período, daremos especial atención al análisis de las posiciones de O’Higgins, Carrera y Freire. Concluiremos con un paralelo entre el comercio de fines del período español y el de las dos primeras décadas de Chile como Estado independiente. Para ello nos serviremos de las cifras proporcionadas por Marcello Carmagnani en su estudio sobre la economía colonial chilena durante el siglo y medio que va de 1680 a 1830 (Carmagnani, 1973).

Por el comercio libre

Como en Portugal, para hacer frente a la ocupación francesa, en la España independentista la Junta Central de Sevilla firmó un tratado de alianza con Inglaterra. Dicho tratado autorizaba el comercio libre de la península con Inglaterra. El virrey Liniers logró obtener la misma gracia para el virreinato de La Plata, aunque sólo fuese por un período corto.

En estas circunstancias y antes de 1810, en Chile se habría formulado un pedido tendiente a la apertura del comercio con otros países. Según Felipe Westermeyer Hernández, Manuel de Salas presentó una moción para que el Consulado de Santiago solicitase a la corona franquicia para exportar a otros países los frutos que no son de retorno para España y cuyo fundamento es la igualdad frente a otros reinos. La solicitud no fue acogida favorablemente (Westermeyer Hernández, 2008: 105).

⁷ La proposición de Egaña de financiar a una compañía extranjera que venga incluso con sus operarios es congruente con el desprecio de las poblaciones más explotadas de su propio país (*Colección de historiadores i de documentos relativos a la Independencia de Chile*, 1911: 106).

A inicios de la Patria Vieja, en el Plan de Gobierno que Juan Egaña hizo llegar al presidente de la Junta, el autor subrayaba la importancia de la marina mercante para el fomento del comercio. El comercio, decía Juan Egaña,

se forma con la población, las necesidades, y sobre todo con una marina propia. El Consulado debe destinarse únicamente a éste, para lo cual US. debe aumentar de todos modos sus ingresos, devolviéndole los derechos que antes tenía por Cordillera, etc. Pero estos ingresos deben tener el absoluto, único y sagrado destino de fomentar la marina mercantil⁸.

Con respecto al comercio, las propuestas de Manuel de Salas y de Juan Egaña eran complementarias para desarrollar la producción chilena: la primera propuesta piensa en nuevos mercados para “los frutos” de Chile; la segunda, en una marina mercante al servicio lógicamente de “la industria de las materias primas de nuestro país” (como lo decía Juan Egaña en la primera cita hecha de su Plan de Gobierno en el presente artículo).

La política mercantil de Chile independiente tomó sin embargo otro rumbo. A inicios de 1811, en los despachos de la junta de gobierno existía un expediente que proponía el comercio libre de Chile con Inglaterra y otras naciones aliadas a España en su guerra de resistencia contra la ocupación francesa. El 21 de febrero de 1811, en base a dicho expediente y por iniciativa de Martínez de Rozas (Cruz, 1973: 21), la junta de gobierno dictó un bando cuyo artículo primero autorizaba a naves de potencias extranjeras el acceso a los principales puertos del país:

1º. Desde la fecha de este decreto en adelante los puertos de Valdivia, Talcahuano, Valparaíso y Coquimbo, quedan abiertos al comercio libre de las potencias extranjeras amigas y aliadas de la España, y también de las neutrales⁹.

El espíritu de este bando habría sido promovido en particular por Bernardo O'Higgins desde fines de 1810. Así lo sugiere éste en una carta que dirigiera a Juan Mackenna:

Poco antes de irse a Santiago para hacerse cargo de su puesto en la Junta, tuve con él [con Martínez de Rozas] una conversación larga y confidencial acerca de las medidas que era necesario adoptar para el éxito de la revolución y el bienestar del país. En esa ocasión, insistí fuertemente en la necesidad de dos medidas encaminadas a levantar al

⁸ *Colección de historiadores i de documentos relativos a la Independencia de Chile*, 1911: 102.

⁹ *Diarios, Memorias y Relatos Testimoniales*. Segunda Parte. Contiene desde el 15 de Octubre de 1810 hasta el 25 de Mayo de 1811. Consultado el 08 06 2011.
http://www.historia.uchile.cl/CDA/fh_article/0,1389,SCID%253D20135%2526ISID%253D405%2526PRT%253D20129%2526JNID%253D12,00.html

pueblo de su letargo y a hacerlo tomar interés en la revolución: la convocatoria de un congreso y el establecimiento de la libertad de comercio¹⁰.

La “insistencia” de O’Higgins sería testimonio de cómo un miembro del sector criollo acomodado de provincia propicia agitar conciencias y tomar medidas tendientes a provocar un quiebre en el sistema colonial español. En esta carta no están en agenda ni la independencia de las tierras y los territorios de los pueblos indígenas, ni los intereses de los inquilinos ni de los esclavos. Lo que sí está es el interés de su sector social y de su alianza con potencias extranjeras. Estas propuestas coinciden con la perspectiva de O’Higgins en tanto joven latifundista emprendedor. Entonces O’Higgins era dueño de la hacienda agrícola y ganadera de las Canteras, ubicada en la isla de La Laja, que había heredado de su padre en 1804. La hacienda se encontraba en tierras que habían sido arrebatadas por los criollos a los araucanos Pehuenche desde mediados de la década de 1760¹¹. Hacia 1810, las Canteras disponía del trabajo de 400 inquilinos medieros y tenía una importante y diversificada producción agrícola y ganadera: vino, trigo, vacas, reses, queso, mantequilla, charqui, cueros, cebo, grasa, sal, ovejas y ponchos¹². Por el incremento de su producción, las Canteras necesitaba nuevos mercados. Por el tipo de productos, lógicamente, debían ser mercados chilenos o de países vecinos. Para obtenerlos O’Higgins podía estar interesado en las acciones tendientes a dismantelar las barreras políticas y comerciales que España imponía a los productos americanos. Queda claro entonces que a inicios de la Patria Vieja, la orientación de Bernardo O’Higgins a favor del libre comercio correspondía directa o indirectamente con los intereses de la oligarquía criolla chilena en general. En todo caso esta orientación no estaba contrapuesta a los intereses que él tenía entonces como dinámico hacendado criollo de provincia¹³.

¹⁰ Carta fechada el 5 de enero de 1811 (Arrau, 2009: 19).

¹¹ Fue el resultado de una guerra de despojo, de la aplicación de las políticas de colonización y de reducción de los indios en pueblos, promovidas por las autoridades españolas (Zavala, 2000: 100-120). En 1786 y en calidad de Intendente de Concepción su padre, Ambrosio O’Higgins, había retomado la colonización de la isla de La Laja, poblada por araucanos Pehuenche, establecidos en ambos lados de la Cordillera andina al sur de Mendoza y al sur de Chillán. Los Pehuenche quedaron arrinconados a las zonas más altas. Así lo testimonia Vicuña Mackenna: “El cacique de la cabecera de la isla de la Laja era el pehuenche Lailo, cuyas tierras limitaban con las de Las Canteras, por lo que devino compadre del Director O’Higgins.” (Vicuña Mackenna, 1868: 117). Otros, como lo sugiere en términos generales Guillaume Boccara (1998: 276), permanecerán transformados en bandidos, peones, gañanes o inquilinos de las nuevas haciendas criollas de La Laja.

¹² Sobre su condición de hacendado emprendedor y sobre el estado de sus propiedades en 1810, ver Benjamín Vicuña Mackenna, *El ostracismo de don Bernardo O’Higgins*, 1860: 92-94 y 511-513 (anexos, documento n.º 9 “Inventario de la hacienda de las Canteras en 1810” hecho por Bernardo O’Higgins en Trujillo, Perú el 26 de junio de 1824). Como lo hicieron muchos hacendados, los inquilinos de O’Higgins serán enrolados muy pronto en el ejército criollo. Sobre el número de inquilinos medieros en las Canteras, ver Fernando Arrau, 2009: 15.

¹³ Su condición de hacendado en Chile terminará bruscamente entre fines de mayo y comienzos de junio de 1813. Una división realista destruyó los bienes y casa hacienda de las Canteras en represalia por la toma del fuerte realista de Los Ángeles por tropas patrióticas dirigidas por Bernardo O’Higgins. Aunque afectado

Como lo veremos más tarde, cuando ejercerá el mando supremo del nuevo Estado, el gobierno de O'Higgins creará una flota mercante con bandera chilena que será relativamente importante en el Pacífico hacia 1823. Por otro lado O'Higgins mantendrá el monopolio del estanco y emitirá decretos prohibiendo el comercio de cabotaje a embarcaciones de potencias extranjeras. Sin embargo, hacia 1822 los navíos y mercaderes ingleses habían incrementado significativamente su poderío en Chile, reservando para sí el comercio de importación de productos manufacturados.

Veamos las posiciones y proposiciones de José Miguel Carrera. Según Carmona Yáñez (1984: 196), en febrero de 1812, durante el gobierno de Carrera, "se prorrogó la libertad de comercio", se estimuló la producción de tabaco, plata, azogue, ron, algodón. Y "en lo que se refiere al trigo, se llegó a intervenir hasta en su ordenada distribución".

A mediados de marzo de 1817, cuando la cuestión de las operaciones marítimas y militares para liberar el Perú podían ponerse a la orden del día, Carrera envió tres notas con carácter de "reservado" a O'Higgins. En esos momentos San Martín buscaba el apoyo indirecto de Inglaterra con el envío de navíos de guerra al Pacífico. Más tarde O'Higgins, en acuerdo con San Martín, pondrá como jefe de la marina de guerra chilena a Manuel Blanco Encalada, oficial de la marina española ganado por la causa patriota chilena. Después confiará dicho cargo a Cochrane, el viejo lobo de mar inglés que había prestado interesada asistencia al patriota criollo Francisco Miranda en el Caribe, en 1806-1807.

Carrera había quedado al margen de la expedición libertadora. Empero, acababa de retornar de Estados Unidos con una pequeña flota armada ansioso de participar con iniciativa en la liberación de Chile. Llegó demasiado tarde. Desembarcó en Buenos Aires a una semana de la batalla de Chacabuco. Inmediatamente los gobiernos criollos de Buenos Aires y de Santiago frenaron su ímpetu. Mientras tanto se produjo el triunfo del ejército de San Martín en Chacabuco y la designación de Bernardo O'Higgins como Director Supremo de Chile. En estas circunstancias Carrera envía sus notas reservadas a O'Higgins desde Buenos Aires. En las mismas subraya la importancia de contar con Estados Unidos para el control armado y mercantil del Pacífico a favor de los patriotas criollos¹⁴. Era un modo de obtener un oído atento en

radicalmente en su condición de hacendado, O'Higgins se mantuvo firme en sus compromisos. En los días subsiguientes puso sus recursos financieros al servicio de la causa patriótica de los criollos, causa que siguió siendo más que nunca la suya (Vicuña Mackenna, 1860: 180-181).

14 Poco antes había escrito al gobernador de La Plata, Pueyrredón, en el mismo sentido que a O'Higgins: "Parece que cambian las circunstancias a vistas de la gloriosa acción de Chacabuco, pero no cambia la necesidad de dominar el Pacífico, único paso que puede asegurarnos la ruina de nuestros opresores. Dígnese V.E. reflexionar sobre tan interesante asunto, no olvidando que puede duplicarse la fuerza de la flotilla sin desembolso de este erario, y que debe contarse con la seguridad y protección que he insinuado a V.E. (la de los Estados Unidos)". Carta de José Miguel Carrera a Pueyrredón fechada el 26 de febrero de 1817, dos días después de haberse enterado de la victoria patriota en Chacabuco (Barros Arana, 2003: 75).

O'Higgins buscando un espacio para los Estados Unidos y para sí mismo, desde el frente marítimo, en la vida del nuevo Estado y en la obra independentista hispanoamericana. En su segunda nota reservada, Carrera escribía:

La fuerza marítima, los auxilios militares, los oficiales y artesanos que [dos empresarios estadounidenses] pusieron bajo mis órdenes y cuyos estados acompaño, son buenos comprobantes de que [mis gestiones] tuvieron el feliz resultado que deseaba el pueblo chileno, los votos públicos y aún el interés general de la América del Sud. A nada menos se dirigía que a fomentar la insurrección de Chile, posesionarse de algunas provincias capaces de organizar un buen ejército y, por fin, a hacerse dueño del Pacífico.

En la tercera precisaba:

La expedición marítima que ha venido a mi mando es una consecuencia de estos principios [de los Estados Unidos: salvar a los nuevos Estados sudamericanos y servir de contrapeso frente a las potencias que pretendan volver a subyugar] y de la opinión de aquel señor Presidente [Madison], que sin dominar el Pacífico no será fácil vencer los obstáculos que se oponen a la insurrección de Lima. [...] Ha decretado aquel gobierno la colonización de las islas Marquesas y piensa poner allí una fuerza respetable en protección de su comercio. Este proyecto es uno de los que más nos conviene, según la política del tiempo para la redondez de nuestro sistema. Tal cual se presenta producirá tres efectos de grande interés, a saber: auxilios de guerra para los pueblos que se insurreccionen, asilo de nuestros corsarios y seguridad en el curso de nuestras operaciones mercantiles¹⁵.

En base a lo presentado, constatamos que Carrera también estaba a favor de la libertad de comercio. Sin embargo, a diferencia de O'Higgins, era favorable a buscar el amparo de los Estados Unidos. Para Carrera, los beneficios comerciales y políticos para los criollos hispanoamericanos vendrían cuando Chile independiente pudiera volverse "dueño del Pacífico". Esto sería factible si Estados Unidos por interés propio impusiera su hegemonía naval en dicho Océano.

En cuanto a Ramón Freire. A partir del análisis de su rol en dos momentos, podemos deducir mayor pragmatismo que en O'Higgins y Carrera. En 1822, Freire era intendente de Concepción y jefe militar de la provincia. Hacia mediados de dicho año, su ejército estaba impago, como era muy frecuente. El gobierno de O'Higgins padecía del desgaste financiero provocado por el compromiso chileno con la expedición libertadora de San Martín en Perú. La tensión de la provincia del sur con Santiago se acentuó cuando el gobierno de Santiago prohibió la exportación de trigo y harina, con

¹⁵ Carta n.º. 2 y Carta n.º. 3 de José Miguel Carrera al Supremo Director del Estado Chileno, ambas bajo la designación de "reservado", fechadas en Buenos Aires, el 13 y 15 de marzo de 1817, respectivamente.

la intención de paliar la hambruna que azotaba aquel año a las provincias de Concepción y Santiago. La provincia de Concepción también era productora de trigo. Dicha tensión fue conducida a un punto de ruptura con el escándalo del enriquecimiento ilícito de personajes como Antonio Arcos, gracias a lazos estrechos con el gobierno de O'Higgins. Contrariando la decisión de Santiago, y para hacer efectivo el pago de sus tropas, Freire autorizó la partida de "6,000 fanegas de trigo al Perú" desde Talcahuano (carta de Freire a O'Higgins del 20 de octubre de 1822)¹⁶. La casa comercial chilena Portales, Cea y Cía. establecida en Lima desde fines de 1821 y con dificultades económicas, recibió y vendió harina a principios de diciembre de 1822¹⁷.

De la actitud de Freire con respecto a la exportación de trigo para pagar a sus soldados a pesar de la hambruna en su región y en su país no podemos deducir cuestiones de principio sobre la libertad de comercio. En el mejor de los casos, la insubordinación de Freire era la expresión del compromiso de un jefe con respecto a sus soldados. En todo caso podemos constatar que la libertad de comercio resultado de su decisión podía favorecer intereses

¹⁶ Vicuña Mackenna, 1860: 180-181. Según el historiador Luis Miguel Amunátegui, "un comerciante ofreció trece mil pesos para el pago de la tropa a cambio del derecho de extraer trigo para el Perú. Freire consultó a una junta de guerra i la propuesta fue admitida" (Amunátegui, 1853: 427-428).

¹⁷ Desconocemos si entonces existía una relación directa entre Ramón Freire y la casa en cuestión. No es aventurado sin embargo deducir lo siguiente: la harina recibida por Portales, Cea y Cía. provenía del trigo salido de Talcahuano; como consecuencia se produjo un encuentro de intereses entre Freire y dicha casa comercial. Aquí los hechos que abonan a favor de esta deducción: En carta del 22 de agosto del mismo año dirigida a su socio Cea, Diego Portales manifestaba: Hoy me ha escrito don Santiago [Portales, su padre,] dándome cuenta de los negocios en Chile y me ha impuesto de que la gente allí se muere de hambre, a causa de la escasez de la agricultura. ¡Maldita la cosa que me importa esto, y sólo lo siento por las pérdidas que nos (sic) reporta a nuestros encargos con el viejo Zuloaga, a quien como dije a Ud. había nombrado comisario de productos! En 1822, Diego Portales buscaba salir de la difícil situación económica de su empresa, sea como sea. En cartas desde el Callao, fechadas el 1 y 3 de diciembre, respectivamente, abordando la cuestión de la harina, Portales escribía nuevamente a Cea: En la del 1 de diciembre anotaba: "Siento mucho comunicar a Ud. el fracaso de mis negociaciones con la firma Ballesteros Torres, que no acepta la devolución de las harinas compradas, debido a la difícil situación porque atraviesan. Estos señores me presentaron un señor español que está dispuesto a la compra de esas harinas. El lunes hablé con él y dio su palabra de aceptación al negocio, comprando toda la existencia con un descuento insignificante, pero en el cual hay ganancia para nosotros. Espero sólo la llegada de estas harinas, para embarcarnos juntos a Chile, después de una calaverada de un año sin beneficio alguno". Y en la del 3 "Tengo la satisfacción de contestar la suya de ayer en la que me anuncia su venida con Newman a este puerto para embarcarse con el que escribe para Chile. Los cargamentos de harina llegaron el 3 y el dinero está en mis manos". (*Epistolario Diego Portales*, 2007: 16 y 19-20). Como vemos, Portales, Cea y Cía. había logrado aligerar su difícil situación gracias a los beneficios obtenidos de la venta de harina. Los socios y su principal colaborador (Newman) se embarcan inmediatamente con destino a Santiago con la finalidad de proseguir con sus actividades comerciales. Si la harina que vendió hubiese provenido de otro país de América, no hubiese partido con dirección a Santiago sino permanecido en Lima. Recién llegado a Chile, Portales será nombrado miembro del Tribunal del Consulado. Esta institución agrupaba a los comerciantes y dirimía litigios mercantiles. Tres meses después el Senado consulto le propone como miembro del tribunal que debía realizar el juicio de residencia al recientemente depuesto O'Higgins. Aunque desiste (*Epistolario Diego Portales*, 2007: 20-23), es evidente que Portales tenía afinidades muy fuertes con Freire y con miembros del nuevo gobierno. Caso contrario no hubiese sido propuesto para formar parte del tribunal que debía de juzgar a O'Higgins.

privados y particulares sin necesariamente favorecer a los intereses del país ni atender a los compromisos de su país con las tropas libertadoras en Perú¹⁸.

Veamos ahora la posición de Freire hacia 1824, cuando su gobierno otorgó la administración del estanco (de tabaco, naipes, licores y té) a una compañía privada. Hacia 1824, el gobierno prevé destinar la renta del estanco (segundo rubro del ingreso fiscal, después de la aduana, según el historiador Sergio Villalobos) para el pago del empréstito contraído en Londres en 1822. Bajo el argumento de que la gestión privada es mejor que la pública, su gobierno decide confiar la administración del estanco a una compañía, encargada a la vez del pago de la deuda con Londres. Después de varias marchas y contramarchas, y gracias a la decisión de Ramón Freire, la compañía beneficiada es la misma que recibió y vendió harina a fines de 1822: la casa comercial Portales, Cea y Cía.¹⁹ Esta casa obtuvo en agosto de 1824 la adjudicación del estanco en condiciones privilegiadas (entre otras, el derecho exclusivo a cultivar tabaco en el país). La compañía privada se embarcó en un negocio sin medir sus capacidades. A los dos años Portales, Cea y Cía. se veía en aprietos, incapacitada para cumplir con el pago de la deuda. Meses antes ya había solicitado al gobierno rescindir el contrato poniendo como condición de ser indemnizada por sus gastos, deudas y labores pues sólo habría tenido pérdidas. El contrato fue rescindido. El Estado asumió las deudas de la compañía concesionada a pesar de que por irresponsabilidad de ésta había perdido el doble del rendimiento anual del estanco y de que se había acrecentado la deuda con Londres. Los estancieros (los de la compañía y sus asociados) quedaron satisfechos y fueron liberados de sus responsabilidades (Villalobos Rivera, 1990: 47-64)²⁰.

En este segundo caso, en la actitud de Ramón Freire desde el gobierno, lo que está en juego no es la libertad de comercio sino la forma del mantenimiento de un monopolio comercial de Estado. Lo que está en juego es mantenerlo pero como fuente de ingreso no sólo del erario público sino también como fuente de beneficio privado. Una estructura comercial heredada del período colonial borbónico y mantenida por el primer gobierno

18 De hecho los sectores criollos más conservadores aprovecharán el descontento de las provincias para ganar terreno echando abajo al primer gobierno criollo de Chile independiente. A fines de 1822, la provincia de Coquimbo se había aliado a la del sur en contra del gobierno central. En enero del año siguiente adhiere a ellas la de Santiago. La situación del gobierno de O'Higgins es sumamente delicada, incluso en términos militares. O'Higgins dimite el 28 de enero de 1823. Dos meses después asume el gobierno Ramón Freire, líder de la rebelión penquista y jefe militar patriota de mayor prestigio después de O'Higgins.

19 Este caso confirma que las complicidades entre Freire y Portales fueron muy fuertes en ese momento. Al favorecer con su decisión a Portales, Freire afectó gravemente los intereses de Estado.

20 Capítulo "El estanco: un negocio oscuro y audaz". Portales será uno de los criollos que manejará los hilos del poder criollo en Chile desde ese año de 1823 hasta su muerte en 1837. Es interesante conocer cómo un comerciante hasta entonces ajeno a la lucha independentista se abrió paso en el nuevo Estado. En circunstancias personales de urgencia, el comerciante criollo de Santiago se sirve de otra situación de dificultad colectiva (la de los soldados del sur) para, sin escrúpulos, salir de su drama personal despreciando otro drama mucho mayor: la hambruna en su país.

republicano (el de O'Higgins) se ve metamorfoseada para que devenga en fuente de enriquecimiento de miembros de la clase criolla oligárquica²¹.

En síntesis, por lo menos en los dos casos analizados en este estudio, la posición de Ramón Freire con respecto a la cuestión del comercio es contraria a los intereses de Chile en una fase decisiva de la liberación criolla de Hispanoamérica e incluso contraria a la misma libertad de comercio. El gobierno de Freire pone al servicio de comerciantes chilenos incapaces de competir con los comerciantes extranjeros el sistema de monopolio comercial propio del período colonial, el estanco. Un sistema que se mantendrá hasta el momento de la guerra de expansión chilena hacia el norte por el Salitre (1880).

Con cifras propias de una economía colonial

Conviene ahora medir los discursos y acciones analizados confrontándolos con los datos sobre el comercio exterior chileno para el mismo período.

En su libro sobre el siglo y medio de economía colonial chilena que va de 1680 a 1830, Marcello Carmagnani subraya la importancia creciente y sostenida del comercio exterior para la región de Santiago, y por ende para todo Chile²². Siempre sobre la región de Santiago, con respecto al período que interesa para el presente estudio (fin del período colonial y primera década de Chile como Estado independiente), Carmagnani afirma que, “en definitiva, el movimiento del período que va de 1770-1779 a 1820-1829 se caracteriza por una reducción de la tasa de crecimiento del comercio exterior total (0,4% por año), por la reducción draconiana del comercio de importación (0,1% por año) y por una desaceleración menos marcada del comercio exterior de exportación (1,0% por año)” (Carmagnani, 1973: 31).

Veamos estas cifras con más detalle:

- La relación entre volumen de exportaciones y precios fue negativa entre 1779 y 1819, debido al control de precios por los comerciantes de Lima. Pero esta relación pasó a ser positiva entre 1818-1819. Entre 1820-1829 llegó incluso a niveles nunca alcanzados desde hace un siglo debido “al impacto de la apertura del

21 El monopolio fue cuestionado, antes y después de la Independencia, por distintos sectores de la sociedad interesados en una mayor libertad de comercio. Manuel de Salas llegó a calificarlo de “vampiro” (Westermeyer Hernández, 2008: 98). Cuando la casa comercial Portales, Cea y Cía. administraba el estanco, “la asamblea provincial de Coquimbo solicitó al gobierno el término del estanco en su distrito, comprometiéndose a pagar la cantidad que proporcionalmente le corresponde en el servicio de la deuda externa” (Villalobos Rivera, 1990: 53-54).

22 Los datos manejados por Carmagnani muestran que el peso económico de la región de Santiago fue muy superior al de las regiones de Concepción y de Coquimbo por lo menos hasta 1819. A partir de este año, debido a la demanda europea de minerales, Coquimbo incrementará de modo significativo sus exportaciones de minerales. Entonces el norte contrapesará en parte el rol jugado por Santiago en el comercio exterior global de Chile (Carmagnani, 1973: 120).

comercio regional y nacional a agentes económicos europeos” (ingleses sobre todo y franceses).

- El valor de lo importado de Europa entre 1770-1779 decayó en el curso de la década 1800-1809. Pero entre 1810-1819 y 1820-1829 sobrepasará al de 1770-1779.

- Por decreto del 14 de diciembre de 1819, el gobierno de O’Higgins prohibió que los extranjeros participasen en el comercio entre puertos chilenos (que “ningún extranjero tanto europeo, como americano pueda contraerse a comercio por menor, ni al cabotaje”). Pero en 1820 los ingleses absorbían la mitad del valor de la rentable importación de productos extranjeros para el comercio regional, expulsando de este comercio a los chilenos.

- En 1823 la flota con bandera chilena (creada por el gobierno de O’Higgins en base a los barcos expropiados a los españoles), era la mayor de todos los nuevos países hispanoamericanos independientes²³. Estaba dedicada al comercio de productos agrícolas hecho por negociantes de Santiago y Buenos Aires establecidos en Chile. Pero hacia 1819-1820, los barcos ingleses disponían de un tercio del tonelaje del total de los barcos que entraban a Valparaíso. Además los extranjeros habían nacionalizado sus barcos para pagar menos impuestos. En 1819 en Valparaíso y Santiago se habían establecido 30 comerciantes ingleses empleados de casas comerciales con sede en otro país; 5 estadounidenses y 15 rioplatenses (Carmagnani, 1973: 62-65; 69-70).

Estas cifras y las interacciones que comportan muestran que en un contexto de crisis del comercio exterior y de nacimiento del nuevo Estado chileno, la estructura económica colonial se reconducía pero bajo nuevos mecanismos y bajo predominio británico. Podemos apreciar que el control inglés del mercado de importación y de la exportación de minerales se había producido paralelamente al acantonamiento de la oligarquía criolla de Santiago al sector de la agricultura y al comercio de productos agrícolas, abandonando la actividad industrial²⁴ y el comercio de manufacturas. Como lo sugiere Marcello Carmagnani, estos criollos se encapsularon en una agricultura sin transformación industrial. Hicieron justamente el contrario de lo aconsejado por de Salas y Egaña una década antes. De este modo, según la expresión de Carmagnani, en la primera década del Chile republicano la economía de la región de Santiago se había transformado en una economía “dominada dominante”.

²³ A mediados de 1823, Ramón Freire en calidad de director subrayaba este hecho: “El Pabellón de Chile flamea en todos los puertos del Pacífico, en un número tan crecido de bajeles que hace ventaja a los nuevos Estados de América reunidos” (Carmagnani, 1973: 64, nota 95).

²⁴ Según Carmagnani, entre 1822 y 1828 los responsables de la política económica buscaron alentar un desarrollo de la manufactura textil mediante tasas aduaneras relativamente elevadas, leyes y ayuda económica (valiéndose de los fondos provenientes del préstamo negociado en Londres). Sin embargo, “entre los empresarios que solicitaron esos privilegios exclusivos y una eventual contribución económica del Estado, no hubo ninguno que perteneciese a la clase colonial que gozaba de ingresos elevados; todos fueron ingleses o norteamericanos. En conclusión, no se crearon las industrias textiles tan esperadas” (Carmagnani, 1973: 277).

Podemos concluir diciendo que la importancia acordada al comercio extranjero (y al Océano Pacífico) por los líderes y primeros gobiernos de Chile independiente no fue un norte estratégico propio sino un eco de lo que la dinámica colonial del capitalismo europeo estaba haciendo en la región desde los Borbones y reformadores portugueses primero y sobre todo bajo el influjo de la economía británica. Chile debía dar la espalda a su Hinterland, dar la espalda al Continente. A esta dinámica mundial sirvió directa o indirectamente la acción criolla por la independencia política de España y la política económica de los que gobernaron Chile durante las primeras décadas post-hispánicas. Esta dinámica se valió de los que gobernaron sin (poder) prestar oído a lo que otros criollos habían propuesto antes sobre la industrialización y pensando en el mercado interno.

El Estado chileno y su relación con los araucanos y el territorio araucano

Abordar esta cuestión permitirá mejor que ninguna otra vez desde la historia si tiene sentido hablar de una relación única e indisoluble entre Estado y Nación en Chile. Como sabemos, la cuestión que vamos a abordar se configuró durante el período colonial español y quedó resuelta militarmente a fines del siglo XIX a favor de la oligarquía criolla por el Estado chileno a su servicio. En esta parte estudiaremos cómo fueron tratados un conjunto de pueblos con territorio independiente por el Estado criollo en su fase de gestación y durante sus primeros años de existencia.

Antes de entrar en el tema cabe precisar que la relación entre criollos y araucanos no debe ser enfocada unilateralmente. El triunfo de los criollos hacia 1824 fue el resultado de la confrontación y de la derrota militar de la alianza de los realistas con mayoría de las tribus araucanas. Confrontaciones y negociaciones, guerras y parlamentos caracterizaron las relaciones entre tribus araucanas, realistas y criollos durante más de tres siglos hasta la construcción de la hegemonía que lograron imponer los criollos sobre los primeros con la complicidad o el interesado apoyo de Inglaterra.

Como lo han subrayado varios historiadores, para los araucanos del sur de Chillán y del Bío Bío no era su “propia causa” la guerra de los criollos contra los realistas españoles durante la Patria Vieja y entre 1817 y 1824. Los araucanos se aliaban generalmente con los realistas. Pero también lo hicieron con los patriotas criollos. Otras veces optaron por ser neutrales. Esto dependía del interés particular de cada tribu y del parecer de sus loncos y líderes. Ciertamente es que la mayoría de las tribus Pehuenche fueron aliadas de San Martín y O’Higgins hasta 1817. Pero esta alianza tendió a distenderse con el avance de las tropas criollas hacia Talca y Chillán. Cuando los araucanos constataban que el poderío español se debilitaba y era remplazado por el criollo incluso en los bastiones realistas del sur del Bío Bío, varias tribus

Pehuenche buscaron otros aliados criollos que les sirviesen para equiparar el poder de los criollos de Santiago. Fueron por ejemplo en busca de Carrera para ofrecerle sus servicios en su preparativo militar de retorno a Chile²⁵. Ni durante la Patria Vieja ni durante los tres primeros años de la existencia de Chile como Estado independiente, las fuerzas criollas pudieron avanzar en el control hacia el sur del Bío Bío. Hasta 1819 sólo alcanzaron a tener un posicionamiento precario en algunos puestos avanzados.

La relación de los chilenos criollos con los araucanos

Sigamos la relación chileno araucana en el cuadro de la evolución de las tensiones existentes en la Frontera durante la Patria Vieja y la llamada Guerra a Muerte hasta el momento de la tácita incorporación del territorio araucano dentro del territorio chileno por el Estado criollo. Sigámosla en su relación con la acción de los tres principales jefes militares de la independencia.

En cuanto a Carrera. En julio de 1813, antes del fracaso de la toma de Chillán, cuando el influjo de José Miguel Carrera era aún predominante, la junta de gobierno patriota emitió un reglamento que establecía la reducción y venta de pueblos indios en los siguientes términos:

“Todos los indios verdaderamente tales i que hoi residen en los que se nombran pueblos de indios, pasarán a residir en villas formales, que se erijirán en dos, tres o mas de los mismos pueblos” (II). Los habitantes de estas villas gozarían “de los mismos derechos sociales de ciudadanía que corresponde al resto de los chilenos” (II). Para cumplir con su propósito, el decreto preveía el establecimiento de “una comisión de reducción y venta de pueblos indios” (XIII)²⁶.

Con respecto a la población indígena, cabe anotar dos cosas. Primero, aunque este reglamento se envolvía de nuevas terminologías como los “derechos sociales de ciudadanía”, buscaba realizar el objetivo de reducción y control de las poblaciones indígenas presente ya en el período colonial español en Chile. En la década de 1750 el jesuita Villarreal había propuesto para la región de la Frontera que los indios viviesen juntos todos los sujetos del rey, sin distinción (Guarda, 1978: 96). Tomó entonces un argumento aparentemente igualitario y de algún modo similar al de los gobernantes criollos de 1813. La política de reducción estaba vinculada en 1813 a las necesidades de control de la población y del espacio por el ejército y las autoridades criollas. Segundo, como lo acabamos de ver en el caso de la norma propuesta por Villarreal y como lo veremos también luego, el

²⁵ El siempre advertido O'Higgins informaba a San Martín que Carrera contaba con auxilios pehuenches en sus preparativos militares de retorno a Chile (*Archivo de don Bernardo O'Higgins*, T. V, 1949: 230).

²⁶ “Reglamento a favor de los indios dictado por la Junta de Gobierno con acuerdo del senado” (Letelier, 1887: 285).

sustantivo adjetivador de “indio” es un genérico para referirse a todas las personas de rasgos y cultura originarios de América y no sólo a las de este tipo de personas establecidas al norte del Bío Bío.

Hacia setiembre de 1813, Carrera dio órdenes para “la pronta toma de Arauco”. Con esta finalidad había preparado su división desde Concepción, después del fracaso de la toma de Chillán, en actitud militarmente desesperada. Dio pasos en este sentido a lo largo del mes de setiembre. Fracasó no sólo por la “poca pericia e insubordinación” de sus oficiales, como afirma Carrera, sino también porque sus instrucciones militares y su método represivo no se ajustaron ni a las formas de guerrear de los araucanos ni a las táctica de alianzas de los ejércitos realistas que, junto a la Iglesia del sur, incitaban a una guerra santa (*Diario de José Miguel Carrera*, [1900] 1973: 111-118) (Carmona Yáñez, 1984: 252-255)²⁷.

Entre 1817 y 1821 José Miguel Carrera participó desde una opción federalista en las guerras civiles en La Plata. Al finalizar este período aprendió a relacionarse como criollo con los caciques araucanos y a establecer alianzas con éstos (Vicuña Mackenna, 1857: 317-350)²⁸. Con una expresión mezcla de espanto y vanidad frente a la ferocidad guerrera de sus tropas, dirá: “Los chilenos en la carga horrorosa que dieron acreditaron ser Araucanos. No llegaban ni a 200 los que acuchillaron, sin un tiro de fusil, a más de 400 de Soler. Yo estoy engraido [...]”²⁹. A comienzos de diciembre de 1820, un mes antes de su fructífero parlamento con caciques Pehuenche, afirmaba que su división estaba “auxiliada de 3.000 indios lanceros” (Vicuña Mackenna, 1857: 376, nota). Por otro lado, hay un hecho que refleja de modo *sui generis* la psicología demagógica criolla de Carrera en su relación con los araucanos. Según un testimonio recogido por Vicuña Mackenna, Carrera “hacía reflejar la luz del sol en un pequeño espejo i lo acercaba a su oído haciéndoles creer así que el Dios que adoraban, bajaba a conversar con él i a revelarles sus misterios”³⁰. Procuraba sugestionarlos y hacerles creer sobre su poder superior y sobrenatural. Esta es una muestra de cómo Carrera abusó de la fe y las creencias religiosas de sus aliados Pehuenche. Sin embargo éstos tendieron

²⁷ Refiriéndose a los efectos de los métodos de las fuerzas patrióticas bajo el mando del general José Miguel Carrera en las provincias del sur en 1813, O’Higgins afirmaba que, si San Martín ponía a su rival Carrera y a sus hombres a su servicio, “no se podría contar con más terrenos en Chile que el que alcance el cañón y señalase la bayoneta” (*Archivo de don Bernardo O’Higgins*, T. VII, 1950: 77).

²⁸ Fueron los Pehuenche quienes enviaron una delegación encargada de pactar una alianza con Carrera. Como su situación y la de sus aliados federalistas argentinos era difícil, incluido el general Ramírez, gobernador de Entre Ríos, Carrera se avino a la propuesta a inicios de octubre de 1820 (Vicuña Mackenna, 1857: 321-322). Estas alianzas parecen haber sido también estimuladas por el caudillo Vicente Benavides, como un modo de ampliar fuerzas contra las tropas de Freire mientras que concentraba sus fuerzas en la isla de La Laja (Vicuña Mackenna, 1857: 531-536).

²⁹ Carta de Carrera a su esposa, del 29 de julio de 1820 (Vicuña Mackenna, 1857: 273).

³⁰ Testimonio del coronel Vidal (Vicuña Mackenna, 1857: 344-345 nota).

a incorporarlo a su propia lógica, llamándolo *Pichi-Rey*³¹ (Pequeño Rey de sus dominios). Como les era característico, los araucanos lograban así una coherencia interna merced a lo que Marc Bloch llamó el “espíritu de invención”³².

En cuanto a Bernardo O’Higgins. Como San Martín, el prócer chileno era un criollo nacido en región de frontera con pueblos de idioma y cultura indígena. En su infancia O’Higgins había tratado con hijos de caciques y poblaciones indígenas. Sus primeros años de estudio los hizo en Chillán en una escuela católica para hijos de caciques. Por esta razón, entre otras, supo entablar un mejor trato con los araucanos durante sus acciones de guerra, evitando en parte el tipo de dificultades a las que se vio confrontado Carrera en 1813. Cuando preparaban el ejército libertador en Cuyo, San Martín y O’Higgins negociaron con los Pehuenche que controlaban los pasos de los Andes al sur de Mendoza y de Chillán. Organizaron parlamentos, como en tiempos de las autoridades coloniales españolas. Así lo hicieron por ejemplo en 1815, ofreciéndoles pequeños presentes a cambio de abastecerles en ganado y caballos. Así evitaron a la vez que la mayoría de sus caciques se aliasen con los españoles o les sirviesen de espías. De no haber hecho parlamento, el ejército libertador hubiese encontrado serias dificultades para cruzar la Cordillera. Hacia noviembre de 1816 y seguro de sus buenas relaciones con varias tribus araucanas, O’Higgins presentó un proyecto de invasión y liberación de Chile a San Martín. En su proyecto proponía: “Se hará una Parla a los indios caciques para excitarlos a cortar toda correspondencia con Valdivia, Chiloé y el ejército enemigo, y para ganarlos se les llevará algunos presentes de poco valor”³³.

En pocas palabras, O’Higgins, como Carrera, subestimaba a los araucanos. Con muy poco buscaba obtener bastante. Proponía ir por los pasos del sur de la Cordillera con el propósito de obtener el apoyo de los araucanos y acabar con los bastiones realistas en esta región. O’Higgins subrayaba en particular el carácter estratégico de la provincia de Concepción:

El general del ejército republicano [...] entablará correspondencia con las naciones de indios pehuenches y demás que habitan la parte oriental de la cordillera, ganándolos por medio de regalos adecuados al gusto de estos nacionales; [...]. Es esencial la entrada y posesión de esta provincia, con preferencia a la de Santiago, primeramente porque es la más guerrera, tiene más de ocho mil hombres de milicias de caballería,

31 Vicuña Mackena, 1857: 345 y 429.

32 Citado por Boccara (1998: 295)

33 “Plan de campaña para atacar, destruir y exterminar a los tiranos usurpadores de Chile”, (*Archivo de don Bernardo O’Higgins*, T VII, 1950: 70).

capaces de empresa cuando bien guiados, y puede ella contar con más de seis mil indios que son aficionados a la guerra [...]»³⁴.

Nótese una vez más el uso del sustantivo adjetivador “indios” aplicado a los de la Araucanía. Contrariamente a lo propuesto por O’Higgins, y llegado el momento de la fase decisiva de la guerra de independencia (1816-1817), San Martín optó por el camino más directo para golpear en el corazón al poder político de los españoles en Chile: ir a la zona central de Chile, ir a Santiago. De este modo aligeraba a la vez la marcha para luego golpear al bastión realista en Lima por mar, sin lo cual la independencia de Chile seguía amenazada. Optando por esta ruta, San Martín evitaba las complicaciones de guerra civil de larga duración que encerraba la propuesta de O’Higgins. Aunque San Martín obtuvo los resultados esperados, con su estrategia dejó sin resolver la cuestión araucana y la de los bastiones realistas del sur. Por ello es que en abril, después de la batalla de Chacabuco, O’Higgins debió partir para hacer la guerra a los españoles, convidando una vez más a alianzas y parlamentos a algunas tribus araucanas mientras combatía a otras aliadas a los realistas.

En cuanto a Freire. Luego de la toma de Santiago por el ejército libertador, tanto este militar criollo como O’Higgins estuvieron asociados a los acontecimientos militares en la región de la Frontera. Por esta particularidad trataremos el período siguiente refiriéndonos a ambos en paralelo.

En distintos momentos de su actuación política y militar, O’Higgins y Freire tomaron como referentes míticos a los líderes históricos araucanos y al propio pueblo araucano. Eran referentes de entrega al servicio de la dignidad, de entrega por la causa de la independencia y de la libertad. Son conocidos los elogios que ambos expresaron con respecto a los araucanos como el pueblo paradigma de la libertad. Esto incluso en momentos que les fueron adversos. Freire escribirá a O’Higgins a inicios de 1820, en los siguientes términos:

Yo marchó dentro de pocos días para las fronteras a ver si puedo concluir con el enemigo y escarmentar a los mejores americanos, aunque engañados en su opinión, a los bravos araucanos, los que hasta el día conservan su bravura, i con dolor me veo precisado a castigarlos, después de haber tocado los resortes de la prudencia: la campaña debe ser algo penosa i larga, pues llevo ánimo de seguirlos hasta donde pueda i me alcancen los recursos³⁵.

O’Higgins por su parte, siguiendo el ejemplo de Miranda y San Martín, retomará la figura de Lautaro como personificación de los valores del pueblo

³⁴ *Archivo de don Bernardo O’Higgins*, T VII, 1950: 64-77.

³⁵ Carta de Freire a O’Higgins del 7 de enero de 1820 (*Archivo de don Bernardo O’Higgins*, T. VII, 1950: 124).

araucano para alentar el patriotismo hispanoamericano, para dar nombre a la logia patriótica del cual fue fundador y para estimular a sus soldados y amigos a cumplir las acciones más dignas³⁶.

Sin embargo debemos verificar si este discurso elogioso se condice con sus acciones en el terreno de los hechos. En este terreno constatamos que, en las relaciones con las tribus araucanas, ambos siguieron utilizando los métodos del período colonial español, realizando parlamentos y alianzas³⁷.

El juicio que emitieron y las acciones que emprendieron sobre los pueblos araucanos no siempre fue de respeto o estima. Cuando algunas tribus y sus respectivos caciques les eran adversos no escatimaron en hacerles la guerra, calificándolos de bárbaros o salvajes. En una carta a San Martín de fecha 18 de octubre de 1817 y desde Concepción, O'Higgins le informaba sobre el "asalto de los bárbaros y el enemigo" a Nacimiento y que enviaba destacamentos para que con los de aquella guarnición "escarmienten a los bárbaros y a los de más indigna condición, los españoles" (*Archivo de don Bernardo O'Higgins*, T. VIII, 1951: 48-49). En carta del 9 de setiembre de 1821, profundamente preocupado, O'Higgins escribía a San Martín:

Acabo de recibir la desagradable noticia de haber apresado Benavides un buque inglés con tres mil armas de chispa, efectos de Europa y pertrechos, en la costa de Arauco; con cuyos útiles intenta invadir la provincia de Concepción en unión de los bárbaros que han aprendido el uso del arma de fuego [...] (*Archivo de don Bernardo O'Higgins*, T. VIII, 1951: 139).

Luego de estas cuestiones genéricas, conviene presentar sus posiciones en los momentos iniciales de la llamada Guerra a Muerte (1819-1824), analizándolas en su relación con el contexto inmediato de La Frontera.

a) El 3 de marzo de 1819 desde Concepción, Freire escribía a O'Higgins sugiriendo con cierta desesperación una guerra de exterminio contra los araucanos aliados de los realistas:

Ya no hai paciencia para sufrir a los indios que por todas partes nos inquietan. Mujeres, hombres, niños i cuanto encuentren lo devoran como el fuego. Así como son indecibles los estragos que han hecho en la Laja i demás partes, lo son también las tentativas de amistad que se les ha hecho i de que se han burlado. Los pehuenches, que eran los únicos que se manifestaban neutrales, están hoy también en movimiento, según noticias tengo. Los habitantes de la otra parte del Biobio i los emigrados están tan obstinados que a pesar de que salen los bandos de perdón, etc., continúan sin interrupción, i permanecen haciéndonos la guerra, sin embargo Sánchez se había

³⁶ Ver por ejemplo su arenga a sus soldados, de enero de 1814 o su carta de marzo de 1823, felicitando a Freire por haber asumido en su remplazo la jefatura del Estado.

³⁷ Así lo informan ambos a San Martín: Carta de O'Higgins del 24 de noviembre de 1817 (*Archivo de don Bernardo O'Higgins*, T. VIII, 1951: 58) y de Freire a fines del mismo mes (*Archivo de don Bernardo O'Higgins*, T. IX, 1951: 107).

retirado. Cadalsos i degollaciones son los que públicamente i a gritos ofrecen a los habitantes que se han quedado de esta parte. [...] Todo hombre que mira la cosa de cerca cree que mientras no se pase al otro lado del Biobio y no se les haga una guerra destructora, *degollando, robando i quemando* cuanto se presente, es imposible la tranquilidad y asegurar esta provincia del poder de los enemigos. [...] Yo sé que a distancia se creará éste un plan descabellado, pero yo sé que es el único medio de asegurar la provincia i de hacer entrar a los indios en sus deberes, dándoles un buen golpe. Ellos pedirán perdón i nuestra amistad: hablarles por bien es insolentarlos, i para que se burlen de nosotros. De este modo se ha hecho la amistad con los indios en varias partes (Vicuña Mackenna, 1868: 18).

b) Un día después, desde Santiago y con el acuerdo del senado, O'Higgins emitía un bando. En él establecía que los designados como "Naturales" bajo el dominio español "deben ser llamados ciudadanos chilenos, y libres como los demás habitantes del Estado". Aquí un extracto del bando:

El Gobierno Español, siguiendo las máximas de su inhumana política, conservó a los antiguos habitantes de la América bajo la denominación degradante de Naturales [...]. El sistema liberal que ha adoptado Chile no puede permitir que esa porción de nuestra especie continúe en tal estado de abatimiento. Por tanto declaro que para lo sucesivo deben ser llamados CIUDADANOS CHILENOS, y libres como los demás habitantes del Estado, con quienes tendrán igual voz y representación, concurriendo por sí mismos a la celebración de todo contrato, a la defensa de sus causas, a contraer matrimonio, a comerciar, a elegir las artes a que tengan inclinación, y a ejercer la carrera de las letras o de las armas, para obtener los empleos políticos o militares correspondientes a su aptitud. Quedan libres desde esta fecha, de la contribución de tributos (*Archivo de Bernardo O'Higgins*, T. XXI, 1960: 16)³⁸.

Antes de continuar, cabe precisar, como lo hemos visto, que los araucanos podían ser incluidos bajo la designación de "indios". Pero también eran comprendidos bajo la antigua designación de "naturales" puesto que, aunque no contribuían con tributo, formaban parte de los "antiguos habitantes de América".

El tenor de ambos documentos a primera vista parece totalmente opuesto. La carta de Freire propone una guerra arrasadora al sur del Bío Bío. A mediados de febrero de 1819 el hábil montonero Vicente Benavides se había pasado al bando enemigo. Este oficial, díscolo empedernido, había transitado en más de una ocasión del bando realista al bando patriota y viceversa. A inicios de marzo Freire deseaba atacar Arauco y evitar una situación de desgaste extremo a la que le conducían las bandas araucanas dirigidas por Benavides y aliadas de las fuerzas realistas. Por su parte el bando

³⁸ Según Bengoa "fue impracticable" en el sur del Bío Bío, aunque este bando estaba destinado también a los araucanos de aquel territorio (Bengoa, 2000: 146, nota 27).

del gobierno propone la dilución de todos los antiguos Naturales incluidos los araucanos en una abstracta sociedad chilena formada de ciudadanos. Esta aparente oposición no oculta una coincidencia mayor: en un momento sumamente crítico, tanto Freire como las autoridades de Santiago apuntaban a terminar con la resistencia y rivalidad de los araucanos.

Sólo unas semanas más tarde, el discurso de ambos expresa claramente una nueva orientación con respecto a los araucanos del sur del Bío Bío. Es un discurso totalmente diferente al de hace poco. Un discurso incluso sorprendente. Veamos:

a) Con fecha 13 de marzo, O'Higgins emite una Proclama solemne dirigida a los araucanos:

[...] Todo motivo de queja desaparecerá si restablecemos los vínculos de la amistad y unión a que nos convida la naturaleza. Yo os ofrezco como Supremo magistrado del pueblo chileno que de acuerdo con vosotros se formarán los pactos de nuestra alianza, de modo que sean indisolubles nuestra amistad y relaciones sociales [...]. Araucanos, cunchos, huilliches y todas las tribus indígenas australes: ya no os habla un Presidente que siendo sólo un siervo del rey de España afectaba sobre vosotros una superioridad ilimitada; os habla el jefe de un pueblo libre y soberano, que reconoce vuestra independencia, y está a punto a ratificar este reconocimiento por un acto público y solemne, firmando al mismo tiempo la gran Carta de nuestra alianza para presentarla al mundo como el muro inexpugnable de la libertad de nuestros Estados³⁹.

Como podemos ver, hay una diferencia de sólo nueve días entre el bando del gobierno de Santiago firmado por O'Higgins (4 de marzo) y la proclama de éste último (13 de marzo). Como vemos no se trata de una anulación del mandato del gobierno (el bando) sino de un compromiso con tono solemne cierto pero solamente compromiso del jefe del gobierno (la proclama). O'Higgins en esta última, expresa su voluntad de reconocer no sólo la independencia de los araucanos sino también su disposición a firmar una alianza entre dos entes o Estados soberanos. Curiosa propuesta puesto que la Araucanía si bien era autónoma y con crecientes coordinaciones entre sus tribus, no constituía un Estado único con un territorio unificado. Era sí lugar de alianzas entre estas tribus con los realistas. Era la patria de las tribus mencionadas por O'Higgins en su proclama que daban su fuerza guerrera a los realistas haciéndoles casi indestructibles. O'Higgins estaba a la búsqueda de un modo de seducir a estas tribus para terminar con los realistas.

b) Diez días más tarde, en carta dirigida a O'Higgins, Freire se mostraba ahora sumamente prudente:

³⁹ Proclama del Director Supremo a "nuestros hermanos los habitantes de la frontera del Sur", en *Gaceta Ministerial de Chile*, n° 83 (*Archivo de Bernardo O'Higgins*, T. XII, 1953: 111).

Romper la guerra con los indios en estas circunstancias i en el estado en que se halla la provincia, no me parece conveniente. Sé también que con el golpe que han llevado están medio incómodos con Benavides, aunque estos malvados hacen luego las amistades. Por aquellas razones pienso en llamar a los indios a un parlamento i ver si algo se consigue con ellos. Así es que para esto necesito que Ud. me mande a la mayor brevedad algunos agasajos para darles. Es preciso armarse de paciencia, amigo (Vicuña Mackenna, 1868: 22).

Freire optaba por pasar al empleo del otro método tradicional. Llama ahora a los indios a parlamento. Tenía de seguro una conciencia más concreta de las relaciones de fuerzas entre los bandos en guerra en la Frontera.

¿Por qué se ha producido en ambos un cambio en el discurso y en los métodos para tratar el problema de la guerra entre criollos y araucanos? La única explicación reside en la situación crítica de las posiciones militares criollas en La Frontera y en toda la provincia de Concepción. Como hemos dicho, el camino escogido por San Martín para independizar Chile había transferido la guerra a esta región, cansada de guerras y mejor predispuesta al poder de los realistas que de los criollos. Para impedir el avance del ejército criollo, los realistas recurrieron a alianzas con los araucanos y con distintas bandas armadas. El ejército patriota sólo alcanzó los bordes del Bío Bío el 19 de enero de 1819. Balcarce, jefe militar en ese entonces del ejército criollo, dispersó sus fuerzas en distintos puntos de La Frontera antes de partir para Santiago con parte de la caballería. Balcarce tomó el repliegue realista ordenado por el coronel Sánchez como una retirada definitiva del Bío Bío y como la derrota de los realistas en La Frontera. Sucedió lo contrario.

En los días subsiguientes, los realistas, los araucanos y las bandas armadas entran en guerrillas y depredaciones tanto sobre las posiciones precarias de los criollos en la margen sur del Bío Bío como en la Isla de La Laja y hasta en las puertas de Chillán (Vicuña Mackenna, 1868: 10) (Claudio Gay, *Historia* VI, 1854: 360). Benavides había sido agente infiltrado de Balcarce y Freire en las tropas realistas de Sánchez hasta mediados de febrero. Pero en esos mismos momentos el jefe realista calificaba a Benavides como su “comandante de la línea de guerrillas” (Vicuña Mackenna, 1868: 11-12). El díscolo Benavides, por asuntos personales y aprovechando de la ausencia de una fuerza militar predominante, pasó a servicio de los realistas bajo el mando de Sánchez. Disponía en sus tropas de un núcleo de desertores del ejército realista. En el momento que nos ocupa, Benavides tenía total iniciativa, capacidad de dirección y de coordinación con araucanos y bandas militares en toda La Frontera. Todos estaban a la ofensiva contra las fuerzas criollas.

El tiempo de reacción de Freire y O’Higgins frente a esta situación de extrema gravedad corresponde, *grosso modo*, con la distancia de tiempo que existe entre Concepción y Santiago. Esto explica los cambios de actitudes y medidas entre el primer momento y el segundo. En el primer momento,

Freire está tentado por la guerra a muerte para acabar con la extensión de las acciones anti-criollas de araucanos y realistas en toda La Frontera (3 de marzo); O'Higgins y el gobierno de Santiago al saber de la llegada "triumfante" de Balcarce al Bío Bío opta por medidas políticas aparentemente igualitarias y tendientes a incorporar a los araucanos y demás antiguos "Naturales" dentro de la República de Chile (4 de marzo). En el segundo, O'Higgins al recibir el eco de la situación desesperada en la que se encuentran sus tropas en La Frontera por la acción, concertada o no, de araucanos, realistas y bandas armadas, busca un pacto de gran amplitud con todos los araucanos para aislar a su principal enemigo, los realistas (13 de marzo); Freire, al constatar el poco resultado de los métodos que ponían el acento en la guerra a muerte con los araucanos, y con el anuncio de la llegada de nuevos refuerzos desde Santiago para sus desgastadas tropas, busca obtener respiro privilegiando el método del parlamento (19 de marzo)⁴⁰.

Como hemos visto, en el lapso de pocas semanas, el discurso de ambos se había trastocado y los métodos también. Freire no sugería más la guerra de exterminio de los "indios" sino volver a emplear con ellos los métodos de negociación tradicionales desde el período colonial. O'Higgins, como lo vimos ya no se propone hacer de los araucanos unos chilenos más sino que busca pactar con ellos incluso sugiriéndoles indirectamente confederarse y constituir un Estado. El cambio de discurso corresponde también plenamente con los intereses del naciente estado criollo que ambos representan, adaptado concretamente a una situación repentinamente crítica para las tropas chilenas⁴¹.

El territorio araucano tácitamente anexado por el Estado criollo

Estos vaivenes en el discurso van a cesar sustancialmente poco más tarde, cuando se habían plantado algunos hitos decisivos a favor de los criollos. Estos hitos fueron: la toma de Valdivia a inicios de 1820; la expulsión de la ciudad de Concepción de Vicente Benavides y sus tropas a fines de noviembre de 1820; el obligado repliegue de Benavides y su desesperada agresividad; la desarticulación de sus huestes al año siguiente; el fracaso de los

⁴⁰ Dentro de esta lógica se explica que luego de su expedición militar hacia Arauco, Freire dejase como jefe de dicha plaza al cacique Venancio. Su jefatura será sin embargo muy pasajera puesto que, luego de la salida de las tropas de Freire con destino a Concepción, Arauco volverá bajo el control de Benavides (Vicuña Mackenna, 1868: 25).

⁴¹ Como lo refiere Claudio Gay (*Historia* VI, 1854: 345 y 374-375), probablemente O'Higgins prefería mantener una situación de este tipo en La Frontera. De este modo atraía la atención de Santiago (y Lima) sobre ella y obtenía mayor libertad para las acciones sobre el Pacífico y sobre Perú. Estas explicaciones, parecen dignas de crédito. Sin embargo no sirven para considerar como una cuestión de orden táctico o de artimaña la forma en que tanto O'Higgins como Freire abordaban y pensaban resolver la cuestión araucana. Para nosotros se trata de distintas facetas y modos de hacer frente a este problema en este período histórico desde la perspectiva y los intereses ascendentes de su clase, la oligarquía criolla.

planes de retorno armado a Chile de José Miguel Carrera y su postrero ajusticiamiento; Benavides se entrega a las tropas criollas en octubre de 1821, luego de su frustrado asalto Chillán; el ajusticiamiento de Benavides en febrero de 1822; el control definitivo de Osorno en mayo de 1822. La suma de todas estas victorias en La Frontera en el contexto de un debilitamiento del poder de España sobre el Pacífico Sur y el avance de las fuerzas independentistas en Perú, va a tener también su correlato en el discurso y las políticas asumidas por el Estado chileno y personificadas en O'Higgins y Freire. Veamos.

La constitución de octubre 1822, fue concebida y aprobada en el cuadro de la Convención Preparatoria reunida entre julio y octubre de dicho año. Fue sancionada por Bernardo O'Higgins, Director Supremo de Chile el 30 de octubre de dicho año. La constitución incluía tácitamente a la Araucanía dentro del territorio chileno. En efecto dicha Constitución establecía lo siguiente:

Art. 3^{ro} El territorio de Chile conoce por límites naturales: al sur, el Cabo de Hornos; al norte, el despoblado de Atacama; al oriente, los Andes; al occidente, el mar Pacífico. Le pertenecen las islas del Archipiélago de Chiloé, las de la Mocha, las de Juan Fernández, la de Santa María y demás adyacentes.

Era la primera vez que tal inclusión se producía en la historia constitucional chilena. Lo hacía tácitamente, sin mencionar el nombre Araucanía. Lo hacía con cierta actitud vergonzante.

Aun cuando la Convención Preparatoria y la constitución de 1822 fueron cuestionadas por los opositores a O'Higgins, nunca fue cuestionado por éstos el citado artículo sobre el territorio chileno. Esto es prueba que, sobre este punto, toda la clase criolla dirigente estaba de acuerdo con O'Higgins y con los redactores de dicha constitución. Bajo el gobierno de Freire, la constitución de diciembre de 1823 en su artículo 4^o retoma prácticamente los mismos términos de la constitución precedente con respecto al territorio chileno y su límite hacia el sur. De igual modo lo hace el artículo 1^o de la constitución de 1833 que, como sabemos, se mantendrá vigente hasta 1925.

Cuando la situación fue adversa para los criollos independentistas, los Reglamentos de 1811, de 1812 y de 1814 ni siquiera se atrevieron a señalar de modo abstracto los límites del territorio chileno. Tampoco se atrevió a hacerlo el Proyecto de constitución provisoria de 1818, a pesar de existir ya el Estado chileno. No lo osaron, podemos suponer, para no dar pretexto a que los araucanos se ofreciesen en bloque como aliados a las tropas realistas afanosas por restablecer la dominación española.

Hacia 1822 el *statu quo* en la Frontera devenía definitivamente favorable para la estabilidad de la hegemonía criolla al norte del Bío Bío. Desde la

constitución de octubre de 1822, el territorio araucano quedó comprendido constitucionalmente dentro de los llamados “límites naturales” de Chile. A 5 años del triunfo de Chacabuco habían establecido un principio constitucional como una base para facilitar el colonialismo criollo sobre la Araucanía.

En este nuevo contexto, y como parte de la dinámica colonizadora promovida por el Estado se dictará el decreto del 10 de junio de 1823 y el de junio de 1830 que ordenaba la ejecución del primero. Dicho decreto disponía la agrimensura de las tierras de los “pueblos indígenas” dejar “en perpetua y segura propiedad” “lo actual poseído según ley por los indígenas”, que “las tierras sobrantes se sacarán a pública subasta”⁴². Cabe subrayar que este decreto retomaba en términos más o menos similares lo estipulado por el reglamento de julio de 1813, durante la Patria Vieja. El decreto de 1823 fue dictado cuando las condiciones eran más propicias para los intereses de los criollos. Promueve la propiedad privada en pueblos indígenas y la desposesión de dichos pueblos, incluidos los del sur del Bío Bío.

Con respecto a la cuestión araucana y a la cuestión territorial araucana podemos decir que los que dirigieron y personificaron la lucha por la independencia y el nacimiento de Chile continuaron y ahondaron la lógica colonial preexistente. Esta vez lo hacían desde dentro, desde el mismo Chile, y escudándose en otros principios. El poder militar y jurídico del Estado criollo trató de someter paso a paso a la nación autóctona, nación que en el movimiento inicial hacia la independencia les había servido de ícono, de referencia mítica y de utilidad. Los cambios de discurso de los principales líderes criollos de la época de la independencia no corresponde a una cuestión de principio o de estima de los araucanos sino más bien a la situación particular, a las condiciones en que se encontraba la correlación de fuerzas en el terreno en un determinado momento. A pesar de los avances de los criollos, las relaciones conflictivas en La Frontera y en territorio araucano siguieron latentes. Esta situación llevó al Estado chileno a convidar a los araucanos al primer parlamento general entre la república y los araucanos, llevado a cabo en los llanos de Tapihue, el 7 de enero de 1825. Como en tiempos de la dominación realista, este parlamento estableció que la línea de frontera era siempre el Bío Bío. Salvo que ahora el Estado criollo remplazaba a la corona española como el Otro con quien había que negociar. Sin embargo el Estado chileno seguirá empleando los métodos coloniales españoles en sus relaciones con los pueblos araucanos (parlamentos, guerras, negocios, colonización, parlamentos,...), hasta derrotarlos militarmente en 1883.

42 Decretos citados en *Informe de la Comisión verdad histórica y nuevo trato*, 2003, Volumen III, *Informes finales de los grupos de trabajo*, Tomo II, “Primera parte del Informe Final de la Comisión de Trabajo Autónomo Mapuche”, p. 854-855. Consultado el 28/09/2011 en http://biblioteca.serindigena.org/libros_digitales/cvhynt/v_iii/t_ii/v3_t2_c2-El.html

Conclusión

Al participar como parteros del Estado criollo chileno, O'Higgins y Freire (pero también Carrera) encarnaron proyectos relativamente semejantes con respecto a la cuestión comercial y a la cuestión araucana y del territorio araucano. Si pensamos en el nacimiento del Estado chileno, podemos decir que éste es una síntesis de dos lógicas coloniales que se sobreponen: una externa y otra interna. La externa, está vinculada al proceso mundial del capitalismo europeo; la interna, está supeditada a dicho proceso. La lógica colonial interna, a la vez que reproducía la relación del Chile colonial español, avanzaba conceptual y prácticamente en el sometiendo de las tribus araucanas sirviéndose de un nuevo instrumento, el nuevo Estado independiente. Este era el nuevo engranaje del que disponía el estamento oligárquico criollo para unir y vehicular las dos lógicas coloniales aquí evocadas.

Vicente ROMERO
Université de Paris 8
vicente.romero@univ-paris8.fr

Anexo

Perfiles socio-psicológicos de O'Higgins, Carrera y Freire

Como sabemos, la independencia de Chile se produjo en el terreno de las armas. En su fase decisiva entró en acción el ejército libertador venido de Cuyo, conducido por San Martín. Sin embargo algunos militares patriotas chilenos cumplieron roles fundamentales antes, durante y después del triunfo de 1817.

Presentaremos a continuación como en un juego de espejos, los rasgos socio-psíquicos de tres de estos hombres de armas: José Miguel Carrera, Bernardo O'Higgins y Ramón Freire, principales líderes militares chilenos de la Independencia. Este ejercicio permitirá captar el grado de pertenencia y de servicio al estamento criollo. Permitirá en fin de cuentas ver si entre ellos, a pesar de sus diferencias, predominó o no la identificación con los intereses de su sector social.

Tanto Bernardo O'Higgins como José Miguel Carrera y Ramón Freire pertenecieron a familias del sector criollo de Chile de fines del período colonial y de inicios de la República. Carrera era miembro de una poderosa familia criolla santiaguina (poseedora de haciendas y minas) entrelazada después de varias generaciones con otras de las más poderosas de dicho reino. O'Higgins y Freire eran más bien criollos de primera generación. Sus madres pertenecían a familias de la provincia de Concepción. Sus padres funcionarios peninsulares: irlandés del uno, gallego del otro. El padre de O'Higgins llegó a ser gobernador de Chile y virrey del Perú. Por estar vinculados a los sectores de mayor poder en Chile, O'Higgins y Carrera recibieron una educación selecta para su época, culminando su formación en Inglaterra y en España respectivamente. Freire en cambio, desde adolescente, debió trabajar para sustentarse. Los dos primeros formaron su conciencia patriótica criolla (de español americano) en Europa mientras que Freire lo hizo siendo soldado (dragón) en la Frontera. En Londres, en los últimos años del siglo XVIII, O'Higgins se implicó en el proyecto de emancipación de la América española bajo influencia directa de Francisco Miranda⁴³: el caraqueño lo incorporó a su logia patriótica secreta y le advirtió sobre la necesidad de contar con el apoyo de Inglaterra para la acción emancipadora. Carrera despertó a la conciencia patriótica criolla hacia 1810 en Cádiz, después de servir como militar en la guerra de resistencia contra la ocupación francesa (Carmona Yáñez, 1984: 56-60). En ese momento se producían los debates de la instalación y el desarrollo de las Cortes en Cádiz y se instalaba una Junta de Gobierno en Santiago. En Chile devino federalista y filo-estadounidense, bajo el influjo del cónsul Poinsett. Carrera y O'Higgins fueron los principales conductores y rivales militares y políticos durante la Patria Vieja hasta el fin de ésta sellada con la derrota de los patriotas de setiembre de 1814. Freire por su parte, en 1811 y durante las guerras de la Patria Vieja optó por las fuerzas independentistas; sirvió en las tropas criollas en particular bajo las órdenes de O'Higgins, en las guerras libradas en la provincia fronteriza de Concepción contra los bastiones realistas de Chillán y del sur del Bío Bío. En 1822, Carrera fue capturado luego de su frustrado intento de ingresar con sus tropas a Chile. Fue ajusticiado en Mendoza por decisión de los que como O'Higgins querían evitar el caos en el que temían caiga Chile con su retorno. Desterrado desde 1823 por el gobierno de Freire, O'Higgins falleció dos décadas más tarde en Perú, añorando volver a su patria. Freire, falleció en su país, al que retornó

⁴³ *Archivo del General Miranda, Negociaciones. 1780-1810*, T XV, 1938: 104; 169; 351; 402.

después de dos destierros, a los que fue condenado por las intrigas de Portales, su antiguo protegido en negocios.

Detengámonos a abordar aspectos de la sicología de estos líderes militares vinculados a los prejuicios morales y de casta propios de la clase criolla a la que pertenecían. Carrera y Freire siempre se supieron progenituras reconocidas por sus padres. O'Higgins fue un caso contrario pues vivió hasta terminada su juventud sin poder afirmar su origen paterno y con el apellido de su madre, Riquelme. Por este hecho fue estigmatizado por las familias pudientes incluso luego de la Independencia, cuando ejerció el poder en Chile, con el apoyo de San Martín y del ejército libertador. En los salones, tertulias y correspondencias, parte significativa de los criollos más acomodados lo designaban bajo el calificativo, despectivo para éstos, de "huacho"⁴⁴ (huérfano, abandonado, sin padre). Carrera lo designó a veces con su apellido materno (así testimonian algunas de sus correspondencias familiares). En su *Diario* de 1815 lo llama "el tonto" (*Diario de José Miguel Carrera*, [1900] 1973: 156 y 256). Un desprecio similar sufrió Freire pero por su origen social más modesto y provinciano. Así lo deja suponer también Carrera en su *Diario*: una semana antes del desastre de la batalla de Rancagua que pusiera fin a la Patria Vieja, el caudillo militar llama "chusma de oficiales" a los del otro ejército patriota dirigido por O'Higgins (*Diario de José Miguel Carrera*, [1900] 1973: 212). Dichos oficiales, sus hermanos-enemigos en ese momento, eran mayoritariamente originarios de la provincia del sur. Uno de estos oficiales era Ramón Freire. Los adjetivos peyorativos cambian pero comportan el mismo sentido, la misma finalidad: el desprecio y la exclusión. Las 'buenas' familias santiaguinas tenían dificultades para admitirlos como suyos. Al descalificarlos instrumentalizaban prejuicios de los que ellas mismas habían sido y seguían siendo víctimas⁴⁵. Para hacer frente a distintos mecanismos de exclusión, y con mayor necesidad que Carrera, O'Higgins y Freire recurrirán a mecanismos de contrapeso, de negociación, de alianzas y de ascensión. Los encontraron en el ejército patriota y en las redes sociales de provincia⁴⁶ e internacionales. Uno de estos mecanismos fueron las logias patrióticas. O'Higgins creará la filobritánica Logia Lautarina en Chile, inspirado en las enseñanzas de Miranda en pos de la independencia hispanoamericana y en coordinación con la logia hermana de Buenos Aires. Luego de la expulsión de las tropas españolas de Santiago y para asegurar el control del poder por las fuerzas independentistas victoriosas creará la Legión de Mérito. Lo hará a propuesta de la Logia Lautarina y con el aval de San Martín⁴⁷. Uno de los primeros miembros de la Legión será Ramón Freire. Pero en el transcurso del primer año de gobierno de Freire, la Legión de Mérito será disuelta por presión del senado

44 "Si no es por San Juan, iremos a Chile por los indios, a ver que hace San Martín y el huacho", anotaba José Miguel Carrera en octubre de 1820 (Vicuña Mackenna, 1857: 322). Abunda el uso de esta expresión en la correspondencia de la familia Carrera y de otras de la oligarquía santiaguina. Otra prueba del uso de adjetivos peyorativos contra O'Higgins la encontramos en el epistolario de Diego Portales.

45 Sobre este aspecto de psicología colectiva o social convendrá en algún momento detenerse para comprender los mecanismos de los prejuicios. Avanzamos la siguiente hipótesis: estas familias 'de bien' tenían de sí mismas el complejo de "huacho". La corona -el padre- les desconocía derechos políticos. Pero este complejo no lo podían cantar a cuatro vientos. Lo utilizaban para descalificar al Otro. Lo transferían sobre aquellas personas o sectores que deseaban mantener fuera de su círculo y, si posible, fuera del poder.

46 De modo más preciso, y durante la primera mitad del siglo XIX, la disputa se produjo entre fuerzas que representaban a la provincia de la Frontera (Concepción) y las que representaban a la de Santiago. Así lo da a entender Alberto Edwards: "La lucha entre el civilismo y la espada, entre la aristocracia y la dictadura tomó más de una vez la forma de un duelo entre Santiago y Concepción" (Edwards, 1928: 15).

47 Por su parte, Carrera según varios historiadores habría participado y promovido una logia filo-estadounidense.

conservador (Barros Arana, T X, 1999: 151-152). Lo harían seguramente para limitar la capacidad de maniobra de los o'higinistas. Pero también bajo presión de fuerzas criollas conservadoras ansiosas de recuperar poder. Uno de sus núcleos duros contaba sobrevivir frente a la competencia extranjera beneficiándose de la monopólica administración del estanco⁴⁸. Carrera, tal vez por sus lazos digamos naturales con miembros de las familias poderosas de Chile no tuvo necesidad de encabezar logia patriótica alguna. No fue miembro de la Logia Lautaro a pesar de ser conocedor desde su estada en Cádiz del funcionamiento de las logias y mantener desde entonces relaciones privilegiadas con Alvear, prominente miembro de una logia argentina y con Poinsett (miembro de una logia estadounidense). Otro mecanismo empleado desde el poder independiente fue el de quitarle valor legal a los privilegios emanados del período colonial del que disponían algunos criollos chilenos. Desde mayo de 1817 O'Higgins emitirá disposiciones a fin de extinguir los mayorazgos y el uso de los títulos de nobleza y los blasones. Freire buscará abolir el uso de títulos honoríficos para los individuos. Sin embargo los dos primeros gobernantes criollos del Chile republicano terminaron de algún modo transando con la llamada aristocracia santiaguina. O'Higgins nombró presidente de la Junta Superior de Sanidad a José Toribio Larraín, la cabeza del mayorazgo Larraín Vicuña y heredero del mayorazgo Lecaros Ovalle. No obstante que este mismo personaje y otros marqueses habían encabezado la lista de 61 vecinos "notables" de Santiago que, a nombre del Cabildo reunido en dicha ciudad el 9 de febrero de 1817 y tres días antes de la batalla de Chacabuco, declaraban ponerse enteramente al servicio "de los sagrados derechos del rey" en Chile (Barros Arana, T X, 1999: 416) (Amunátegui Solar, T I, 1901: 403 y 429). A la caída de O'Higgins, este vecino "noble" será electo alcalde del cabildo de Santiago en 1823 (Lira Montt, 1989: 280), cuando gobernaba Freire. Para ese entonces, y desde 1810 los potentados y jefes de los ejércitos criollos habían iniciado la experiencia de disputarse los cabildos y conciliábulos criollos para designar autoridades y representantes. Desde 1817, con O'Higgins y luego con Freire, el método de la designación de las autoridades locales y de los diputados desde la jefatura del Estado devendrá usual hasta bien avanzado el siglo XVIII. Este método criollo, más que expresión de la carencia de experiencia política y de la necesidad de asegurar el control criollo del poder político, será una manifestación de las estructuras patriarcales y latifundistas predominantes en el país. Más que la tendencia a 'darse en feudo' (Alberto Edwards), la tendencia a considerar al país y a los pueblos como su feudo.

Luego de este paralelo, y reconociendo la singularidad de cada líder militar de la independencia, evitamos la tentación de optar o inclinarnos a favor de uno de los tres líderes militares chilenos de la Independencia

⁴⁸ Ver en este artículo la parte en que abordamos las actitudes prácticas de Freire en cuestiones vinculadas al comercio, antes y durante los primeros años de su gobierno.

Bibliografía

- AMUNATEGUI, Miguel Luis, *Don Manuel de Salas*, Santiago de Chile: Imprenta Nacional, 1896.
- _____, *La dictadura de O'Higgins*, Santiago de Chile: Imprenta Nacional, 1853.
- AMUNATEGUI SOLAR, Domingo, *Mayorazgos y Títulos de Castilla*, Santiago de Chile: Imprenta Barcelona, T. I, 1901.
- Archivo de don Bernardo O'Higgins*, Santiago de Chile: Editorial Nascimento 1946-1980, 31 tomos.
- Archivo del General Miranda, Negociaciones. 1780-1810*, T. XV, Caracas: Parra León Hermanos, Ed. Sur-América, 1938.
- ARRAU, Fernando, *El diputado Bernardo O'Higgins en el Congreso de 1811*, Santiago de Chile: Ediciones de la Biblioteca del Congreso Nacional de Chile, 2009.
- BARROS ARANA, Diego, *Historia General de Chile*, Santiago de Chile: Edición Universitaria, T. X, 1999, T. XI, 2003.
- BENGOA, José, *Historia del pueblo mapuche (siglo XIX y XX)*, Santiago de Chile: LOM, 2000.
- BOCCARA, Guillaume, *Guerre et ethnogenèse mapuche dans le Chili colonial. L'invention du soi*, Paris : L'Harmattan, 1998.
- CARMAGNANI, Marcello, *Les Mécanismes de la vie économique dans une société coloniale: le Chili (1680-1830)*, Paris : SEVPEN, 1973.
- CARMONA YAÑEZ, Jorge, *Carrera y la Patria Vieja*, Santiago de Chile: Estado Mayor General del Ejército, 1984.
- Colección de historiadores i de documentos relativos a la Independencia de Chile*, T. XIX, Santiago: Imprenta Cervantes, 1911.
- CRUZ, Feliú, *La abolición de la esclavitud en Chile*, Santiago de Chile: Ediciones de la Universidad de Chile, 1973.
- Diario de José Miguel Carrera*, Santiago de Chile: Editorial Quimantú, [1900] 1973.
- Diarios, Memorias y Relatos Testimoniales. Segunda Parte: desde el 15 de Octubre de 1810 hasta el 25 de Mayo de 1811.*
http://www.historia.uchile.cl/CDA/fh_article/0,1389,SCID%253D20135%2526ISID%253D405%2526PRT%253D20129%2526JNID%253D12,00.html
 (Consultado el 08 06 2011).
- EDWARDS, Alberto, *La Fronda aristocrática en Chile*, Santiago de Chile: Imprenta Nacional, 1928.

- FARIÑA VICUÑA, Carmen (editora), *Epistolario Diego Portales*, Santiago de Chile: Ediciones UDP, T. I, 2007.
- GAY, Claudio, *Historia física y política de Chile, Historia*, Vol. VI, París: Museo de Historia Nacional de Santiago, 1854.
- GUARDA, Gabriel, *Historia urbana del reino de Chile*, Santiago de Chile: Editorial Andrés Bello, 1978.
- Informe de la Comisión verdad histórica y nuevo trato*, 2003, Vol. III, *Informes finales de los grupos de trabajo*, T. II, “Primera parte del Informe Final de la Comisión de Trabajo Autónomo Mapuche”, p. 854-855.
http://biblioteca.serindigena.org/libros_digitales/cvhynt/v_iii/t_ii/v3_t2_c2-El.html (Consultado el 28/09/2011)
- LETELIER, Valentín, *Sesiones de los cuerpos Legislativos de la República de Chile, 1811-1845*, Santiago de Chile: Congreso Nacional, T. I, 1811-1814, 1887.
- LIRA MONTT, Luis, “Caballeros chilenos en la Orden de Carlos III (1780-1830)” en *Estudios sobre la época de Carlos III en el reino de Chile*, Santiago de Chile: Ediciones de la Universidad de Chile, 1989, p. 259-294.
- VICUÑA MACKENNA, Benjamín, *El ostracismo de don Bernardo O’Higgins*, Valparaíso: Imprenta y Librería del Mercurio, 1860.
- _____, *El ostracismo de los Carreras*, Santiago de Chile: Imprenta del Ferrocarril, 1857.
- _____, *La guerra a muerte. Memoria sobre las últimas campañas de la Independencia de Chile, 1819-1824*, Santiago de Chile: Imprenta Nacional, 1868.
- VILLALOBOS RIVERA, Sergio, *Portales. Una falsificación histórica*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, 1990.
- WESTERMEYER HERNANDEZ, Felipe, “El pensamiento económico de Manuel de Salas y su relación con el derecho”, en *Revista Chilena de Historia del Derecho*, n° 20, 2008.
<http://www.historiadelderecho.uchile.cl/index.php/RCHD/article/viewFile/4402/4290> (Consultado el 17/02/2011).
- ZAVALA, José Manuel, *Les indiens mapuche du Chili. Dynamiques interethniques et stratégies de résistance XVIIIe siècle*, Paris : L’Harmattan, 2000.

*El reconocimiento diplomático de Chile
por Francia: entre existencia internacional
e intercambio de modelos políticos
(1821-1830)*

Los principios de humanidad, de razón, y de justicia que hacemos al autor de nuestra existencia, nos persuaden que no hay una desigualdad entre los hombres; y que ninguna raza humana nació privilegiada para tener un poder absoluto, severo y opresivo, sobre los demás. El innegable atributo de sabiduría que hacemos al autor de este orden majestuoso, nos persuade que los Gobiernos son instituidos para promover la felicidad humana, y que la ejecución de este fin laudable debe ser observada, y sostenida por los Gobernados que en el estado de sociedad ceden parte de su libertad natural para formarse una legislación benéfica, y no impulsada de una desordenada pasión al poder. Así pues nosotros nos consideramos obligados por respeto filantrópico a remover los obstáculos que obstruyen la corriente benéfica de este tónico político¹.

Que vuestra conducta corresponda a la suya y renacerán los bellos días de Chile !!!²

LA NECESIDAD DE RECONOCIMIENTO diplomático de los nuevos estados nacidos tras el derrumbe del imperio español de América obsesionaba a los nuevos gobiernos que deseaban afirmar su existencia en el concierto de las naciones. Las naciones americanas habían vivido a través de una soberanía delegada a una metrópoli lejana; ser reconocido por las otras naciones, cuanto

¹ Declaración de la Asamblea de los Pueblos libres de la República, 1º de septiembre de 1822, copia de un original fechado en Concepción, diciembre 27 de 1822; CP Chili 1, fº 113 r.

² “Ramon Freyre [Freire] capitán general del ejército, presidente de la nación, 27 I 1827” [sic = título de la proclama].

más si éstas existían desde hacía largos siglos, legitimaba su nacimiento y probaba el repentino éxito de su soberanía.

En esas condiciones, el reconocimiento de Chile por Francia llegó a desempeñarse según los posibles intercambios comerciales que siempre constituyen el preludio a relaciones diplomáticas más formales. El reconocimiento por las potencias constituidas permite afirmar la existencia nacional. Para los franceses Chile existe a través de Buenos Aires y de Bolivia. Paralelamente, se instala una tensión entre Santiago y París que tiende a imponer condiciones comerciales en una carrera contra Gran Bretaña.

Nos concentraremos aquí sobre el período que corre de 1821 a 1830, a través de tres puntos principales: las primeras miradas y opiniones sobre el nuevo Estado, la oposición de intereses entre Francia y Gran Bretaña, las dificultades que surgen con el nombramiento de un representante francés en Santiago y la ley de emigración de 1827.

Primeras miradas y opiniones acerca de un Estado naciente

Al contrario de los territorios situados a orillas del Caribe, Chile había levantado poco interés entre las potencias europeas³. De ahí importantes diferencias con, por ejemplo, el interés que surgió a raíz de la aparición de la Gran Colombia. El papel comercial de Chile en los asuntos mundiales era de lo más restringido⁴ y su débil demografía no dejaba presagiar ningún porvenir radiante⁵. Por entonces, en Sur América, los intereses políticos, geográficos y económicos se concentraban alrededor de Buenos Aires, Río de Janeiro y Caracas. Sin embargo, en relación con otros Estados nacentes, Chile poseía una ventaja: su *loca geografía* dibujaba un estado de contornos perfectamente definidos (los Andes, el Pacífico, los desiertos del Norte y el Bío-bío, más tarde Chiloé y el Cabo de Hornos).

Esta opinión la compartían tanto los europeos como célebres americanos. Uno de ellos llegó incluso a afirmar que:

El reino de Chile está, llamado por la naturaleza de su situación, por las costumbres inocentes y virtuosas de sus moradores, por el ejemplo de sus vecinos, los fieros republicanos del Arauco, a gozar de las bendiciones que derraman las justas y dulces

³ 1587: los ingleses son rechazados; 1600: los holandeses asolan la isla de Chiloé y en 1643 se apoderan de Valdivia.

⁴ MAE, mémoires et documents, Amérique 22. Indes occidentales, 19, 1697-1785 : Extrait du voyage de Henry Brewer sur les côtes du Chili en 1643.

⁵ Simón Bolívar hablaba ("Contestación de un americano meridional a un caballero de esta isla", Kingston, 6 de Setiembre de 1815) de 800.000 chilenos ; el "Précis historique de la révolution du Chili" (París, 14 de noviembre de 1823) [F^o4 v^o, p. 2] los evaluaba a 700.000 almas, 25.000 en Santiago y 6.000 en Valparaíso, y juzgaba que los datos del informe de Bland, comisario de los EEUU, que consideraba que la población total alcanzaba 1.200.000 habitantes, entre los cuales 40.000 en Santiago de Chile, eran cifras seguramente demasiado altas ("certainement trop élevées"). Ver también las estimaciones en MAE, mémoires et documents, Amérique 31. Amérique du Sud, 3, 1648-1838, Mémoire sur le Chili (1810-1824).

leyes de una república. Si alguna permanece largo tiempo en América, me inclino a pensar que será la chilena. Jamás se ha extinguido allí el espíritu de libertad; los vicios de la Europa y del Asia llegarán tarde o nunca a corromper las costumbres de aquel extremo del universo. Su territorio es limitado; estará siempre fuera del contacto inficionado del resto de los hombres; no alterará sus leyes, usos y prácticas; preservará su uniformidad en opiniones políticas y religiosas; en una palabra, Chile puede ser libre⁶.

Una de las primeras opiniones europeas acerca de Chile era que su sistema de gobierno era «defectuoso» ya que «los poderes estaban mal organizados y el nuevo orden de las cosas era absolutamente incompatible con las antiguas leyes administrativas y judiciales que sin embargo eran mantenidas», de ahí provenía el descontento del pueblo que pedía «una reorientación nacional y un código de leyes»⁷. Los franceses explicaban de este modo la necesidad que tuvo O'Higgins de convocar una asamblea constituyente frente a la conservación de las leyes del Antiguo Régimen.

A eso se añadía una constante: la insuficiencia de las rentas del Estado chileno, en particular a la hora de pagar el millón de libras esterlinas del empréstito contratado por Irissari en Londres en 1822. El peso de ésta era tal que se llegaba a pensar que le impediría ser ratificado⁸.

Pero esas dificultades no representaban nada frente a la apatía de los moradores que eran descritos como «los autómatas de la América meridional»⁹, carácter que contrastaba singularmente con el de los indígenas araucanos: «La verdad es que los indios araucanos son bravos, y no temen el estado de guerra siempre que tengan que luchar por su independencia»¹⁰.

En cuanto al Ejército, se le consideraba como inexistente ya que en su mayoría estaba compuesto de auxiliares del Ejército de Buenos Aires y los oficiales, en particular los de la Armada, eran extranjeros¹¹. La influencia de Buenos Aires era preponderante. La diferencia de naturaleza de la independencia chilena frente a otros territorios coloniales era visible.

6 Simón Bolívar, "Contestación de un americano meridional a un caballero de esta isla", Kingston, 6 de Setiembre de 1815.

7 CP Chili 1, f° 32 r: «Le temps avait démontré que cette espèce de gouvernement était défectueux, que les pouvoirs étaient mal organisés et le nouvel ordre de choses tout à fait incompatible avec les anciennes lois administratives et judiciaires pourtant maintenues: c'est ce qui mécontenta le peuple et le portant à demander une réorientation nationale et un code de lois. O'Higgins fut en conséquence forcé de convoquer une assemblée constituante».

8 CP Chili 1, f° 37 r. Nota correspondiente a elementos del año de 1822 con un membrete final que lo fecha: "Paris, le 14 novembre 1823".

9 «les automates de l'Amérique méridionale»: CP Chili 1, f° 37 v.

10 «À la vérité les Indiens araucaniens sont braves, et ils redoutent point l'état de guerre, toutes les fois qu'il faut combattre pour leur indépendance.»: CP Chili 1, f° 37 v / 38 r.

11 CP Chili 1, f° 37 v

La naturaleza del régimen chileno llamaba la atención por el hecho de que, además de la influencia preponderante¹² que Buenos Aires había ejercido en los asuntos internos chilenos, se consideraba que en gran parte le debía su independencia.

El directorio de O'Higgins y la constitución eran percibidos como monárquicos: « semejante constitución sería mirada incluso en Europa como muy monárquica ». Pero « no pudo mantenerse mucho tiempo en medio de la fermentación de las ideas republicanas »¹³. Se percibía la oposición entre O'Higgins y Freire como una opción entre régimen monárquico y régimen republicano; siendo la Constitución de éste vista como inspirada en la de EEUU¹⁴.

También se solía recordar que en un discurso O'Higgins había afirmado « que Chile no tiene ni diplomáticos, ni legisladores, ni economistas »¹⁵ y que estaba arruinado por la creación de una Armada y por dos expediciones contra el Perú que habían agotado todos los recursos del país¹⁶. Esto llevaba al representante francés a concluir que Chile no tiene « ni jueces, ni ingenieros, ni los elementos necesarios para constituir un Estado independiente, esta nación sería incapaz de gobernarse, incluso en conformidad con los principios eternos de la Moral y de la Justicia »¹⁷.

Esta naturaleza de la independencia chilena, frente a la de los otros territorios coloniales, le imprimía una diferencia que rápidamente se vio agravada por la querrela entre las dos mayores familias rivales, los Larrain y los Carrera, que representó una fuente de calamidades para Chile¹⁸. A su vez, esa querrela que no era compartida por « una población apática », no impedía que el territorio se convirtiera en campo de batalla para aquellas tropas venidas del Perú y aquellas provenientes de Buenos Aires¹⁹. Por lo tanto, a principios de los años 1820, se caracterizaba a Chile como una nación poco poblada, con un Estado débil, e inestable.

O más precisamente, tal era la visión que se deseaba tener del nuevo país, presentándolo como un país a la merced de las ambiciones de los demás. Dos años más tarde, se llegaba incluso a declarar que de todas las colonias que

12 CP Chili 1, f° 77 v.

13 "une pareille constitution serait regardée même en Europe comme très monarchique" ; "elle ne put se soutenir longtemps au milieu de la fermentation des idées républicaines" : CP Chili 1, f° 38 r.

14 CP Chili 1, f° 81 v.

15 "que le Chili n'a ni diplomates, ni législateurs, ni économistes" : CP Chili 1, f° 38 r.

16 CP Chili 1, f° 38 r.

17 "ni juges, ni ingénieurs, ni les éléments propres à constituer un état indépendant, cette nation serait incapable de se gouverner, même conformément aux principes éternels de la Morale et de la Justice".

18 CP Chili 1, f° 37 v. Y pieza adjunta al despacho n° 71 del 25 IV de 1825 « notice historique sur les révolutions du Chili », f° 77 r.

19 CP Chili 1, f° 77 v et 81 v.

poseyó España, Chile era la que le había sido menos útil²⁰. Modo claro de afirmar una superioridad europea a la hora de sacarle provecho al territorio.

Oposición de intereses entre Francia y Gran Bretaña

Los extranjeros, en particular los ingleses, encabezaban los negocios y la Armada, pero llamaba la atención el hecho de que en ese país, como « en ninguna otra parte, las distinciones de nacimiento estaban tan fuertemente marcadas »²¹. Al ser abolidas – al pasar del estado de súbdito de una monarquía al de ciudadano de una república – pudieron integrarse « a las clases altas » numerosos individuos que desempeñaban sus labores en empleos ligados al comercio²².

El apego de los habitantes era aparentemente debido a la apatía o a las dificultades de adaptación de la población a las nuevas circunstancias políticas que se combinaban con el temor a que el país quedara a la merced de Buenos Aires y/o de los ingleses. Este temor a que Chile se convirtiera en una colonia argentina, como lo había sido de España, era compartido y publicado por los contemporáneos, así apareció en un manifiesto publicado por José Miguel de Carrera²³ que fue transmitido a París. Pero, si en el presente se temía a los argentinos, para el porvenir se temía aún más a los ingleses que dominaban la Marina²⁴ y el Comercio, cuanto más que constituían los principales financieros y que Lord Cochrane protegía las naves británicas que repatriaban los beneficios de los mercaderes ingleses²⁵. Esto llevó al representante francés

20 « Le Chili est de toutes les anciennes colonies de l'Espagne celle dont les possessions lui a été le moins utile, le plus dépendante [sic] et le plus contesté. Cette colonie n'a point participé au bienfait de la longue tranquillité que les Rois Catholiques se glorifient avec raison d'avoir procurée à leurs autres domaines d'Amérique : son histoire présente une guerre de trois cents ans avec les Araucaniens qui plusieurs fois menaçaient la domination espagnole d'une destruction totale. La monotonie du tableau des dévastations de ces peuples sauvages n'est interrompue que par quelques expéditions non moins désastreuses qu'y font les nations européennes » : CP Chili 1, f° 77 r, « Pièce jointe à la dépêche n° 71, 25 IV 1825. Notice historique sur les révolutions du Chili ».

21 « Nulle part les distinctions de naissance n'étaient plus fortement prononcées et les distinctions de naissance sont abolies » : CP Chili 1, f° 77 v.

22 « Cependant, les avantages que l'on a trouvés dans la liberté du commerce ; ceux que présente aux classes élevées l'admission à tant d'emplois qui, bien que leur étant ouverts par la loi leur étaient généralement interdits, les jouissances nouvelles que le commerce procure aux habitants ont attaché les Chiliens au nouvel ordre de choses. Le sentiment de l'indépendance y est devenu général ; mais l'esprit public y est encore informe et le besoin de la liberté politique s'y est fortement établi, les idées plus compliquées de la liberté civile [qui] demandent une civilisation plus avancée sont encore peu comprises des habitants » : CP Chili 1, f° 84 r y v.

23 CP Chili 1, f° 95 r: "un aviso a los pueblos de Chile" firmado por José Miguel de Carrera, Junio 24 de 1818.

24 CP Chili 1, f° 107 r.

25 CP Chili 1, f° 108 r. Esto era tradicional y permitido en la Marina británica, contra pago; la Marina francesa lo permitía pero a título gratis lo que por consiguiente no imponía ninguna responsabilidad en caso de acontecimiento de mar (CP Chili 295 v) tal como la pérdida de carga y navío. No cabe duda de que esta medida estaba destinada a atraer el comercio internacional hacia naves francesas para reforzar la posición de este pabellón.

a pedir a su jerarquía que mandara una fragata para proteger el comercio galo²⁶.

Ya para 1825 la posición de Francia en Chile estaba trabada por el juicio que se le hacía por aparecer como uno de los mentores de la Santa Alianza²⁷ y de sus proyectos de reconquista del espacio americano antiguamente español²⁸. Esa situación se vio agravada por el éxito definitivo de los ejércitos independentistas y el provecho que sacaron los británicos al reconocer los nuevos estados americanos y al firmar tratados comerciales. Hasta el punto que ya varias compañías de Londres habían pedido la cesión por varios años de minas abandonadas:

las condiciones ventajosas que ofrecen a este gobierno sin recursos, a este país sin industria, no permiten dudar que sean aceptadas: finalmente, toda América está amenazada con una invasión inglesa: amos de los capitales pronto lo serán de la política, y si acaso Francia se mantuviese en su sistema de dudas, no sería sorprendente que consiguiesen cerrarle las puertas de la América²⁹.

Londres pasaba tratados con las antiguas colonias españolas, las compañías comerciales londinenses distribuían prospectos que cantaban las virtudes de los productos manufacturados ingleses. Francia se quedaba a la zaga.

Sin embargo Francia poseía un « apoyo » de suma importancia en el seno del Estado chileno: los coroneles Viel³⁰ y Beauchef³¹, de origen francés,

26 *Idem*.

27 Ver carta de De la Susse al ministro de Asuntos externos francés, fechada en Santiago de Chile, 1º de mayo de 1825: CP Chili 1, fº 168 r 169 v. De la Susse, no era miembro del servicio diplomático francés sino capitán de fragata. Se encuentra a un homónimo que participó en una expedición científica de ornitólogos en los mares del Pacífico en 1821, en particular en Mindanao (Filipinas) donde recogió ejemplares de aves que acabaron enriqueciendo las colecciones de *Psittacidae* (papagayos) del parisino Museo de Historia natural. En los momentos anteriores al establecimiento de relaciones entre Bogotá y París, también encontramos a científicos que informan a su gobierno, lo cual no tiene nada extraño ya que constituía una de sus obligaciones ligadas a su oficio y función.

28 En mayo de 1825, en un discurso en el Congreso, Viel y Beauchef, al igual que otros franceses, fueron acusados – sin ninguna prueba – por Rodríguez de encubrir las actividades de agentes de la Santa Alianza: CP Chili 1, fº 170 r, “Extrait d’une lettre particulière écrite par le capitaine de frégate de la Susse au capitaine de frégate [Alphonse] de Moguer, Santiago de Chili 16 mai 1825”.

29 « les conditions avantageuses qu’elles offrent à ce gouvernement sans ressources, à ce pays sans industrie, ne permettent pas de doute qu’elles soient acceptées: toute l’Amérique enfin est menacée d’une invasion anglaise: maîtres des capitaux, ils le deviendront bientôt de la politique, et dans l’hypothèse où la France persisterait dans son système d’hésitation, il ne serait point surprenant qu’ils parvinssent à lui faire fermer les portes de l’Amérique »: *Idem*, fº 169 r.

30 Benjamín Viel Gomets nace en París en 1787. Integra los Húsares en 1801 a los 14 años, combate en las campañas napoleónicas en España, Europa central y en la batalla de Waterloo (1815) como capitán. En abril de 1817 deja el ejército francés y se pasa a Buenos Aires cuyo gobierno le entrega el grado de sargento mayor y le manda a Chile donde se incorpora al ejército libertador de San Martín, lucha en la Sorpresa de Cancha Rayada (1818) y Maipú (1818). Destacada su participación en la Segunda campaña del sur de Chile, en 1819 obtiene la Legión al Mérito; participa en los combates de la Guerra a muerte y es ascendido a coronel en 1823, trasladado a Santiago se muestra fiel a la causa del gobierno liberal luchando en la campaña contra los hermanos Pincheira (1826-1827). Elegido diputado liberal por Parral en 1829 integra la Comisión Permanente

que, a pesar de sus prestigiosas hojas de servicios, eran acusados, sin la menor prueba, por cierta prensa de ser agentes de la Santa Alianza y de promover en Chile la política europea de reconquista territorial a favor de las monarquías europeas. Pero pronto los éxitos militares, en particular durante la campaña de Chiloé (1825-1826), que coronaban prestigios ya adquiridos, disiparon las sospechas.

Por otra parte, el anuncio de que las autoridades de Santiago habían retirado el privilegio del Estanco hasta entonces reservado a los ingleses, apareció a los franceses como « el verdadero momento para Francia de recuperar el tiempo perdido », incluso se soñó con substituirse a ellos³².

Dificultades para un representante recién nombrado

Tras una primera oleada de reconocimientos interamericanos, tratados de amistad y de alianza que habían sido intercambiados entre Chile, Buenos Aires y Colombia por mediación de un enviado colombiano³³, para 1824 el representante de Estados Unidos, Allen, ya ocupaba su puesto en Santiago³⁴,

de Guerra. Se mantiene fiel al gobierno en la Revolución de 1829 y actúa en la Acción de Ochagavía del 14 de diciembre de 1829, y la batalla de Lircay del 17 de abril de 1830, de cuyo fracaso consigue salvarse encaminándose hacia Coquimbo. Firma el Tratado de Cuz-Cuz que pone fin a la guerra intestina entre los pelucones y los pipiolos liberales. Es separado del ejército durante 10 años y tras una estadía en el Perú, el 14 de septiembre de 1839, el presidente Manuel Bulnes le reincorpora al ejército chileno con grado de comandante general de armas de Santiago. Nombrado jefe militar de Valdivia a la que llega en comisión en 1849, es nombrado intendente de Concepción en 1851 y ascendido a general de brigada el mismo año, pero los revoltijos políticos en esa provincia lo llevan a alejarse del ejército y la política. Muere en Chile a mediados de agosto de 1868.

31 Jorge Beauchef nace en Le Puy en Velay –Francia- en 1787, ingresa a los 18 años en la Armada francesa, participa en las guerras napoleónicas cayendo prisionero en España en 1808. Logra escapar a Estados Unidos donde es invitado por las Provincias Unidas del Río de la Plata a incorporarse a la obra libertadora del Ejército de Los Andes. Llega demasiado tarde para participar en la victoria de Chacabuco sin embargo cruza hacia Chile, se incorpora a su ejército, y bajo las órdenes del general francés Michel Brayer toma parte en la primera campaña del sur de Chile, al sitio y asalto de la posición realista de Talcahuano (1817), acción en la que pierde un brazo; participa en la Sorpresa de Cancha Rayada y en la batalla de Maipú (1818) y en la batalla de Bío Bío al mando de un batallón en la segunda campaña del sur de Chile. Mayor, se integra en 1819 a la campaña naval de la nueva Armada chilena al mando de Thomas Cochrane. En febrero de 1820 logra la rendición de Valdivia de la que es nombrado gobernador hasta 1822. Al dejar su cargo, para atacar a los realistas atrincherados en Osorno, se produce una sublevación realista que aplasta al frente de 500 hombres. En la batalla del Toro acaba definitivamente con la amenaza monárquica española en el sur de Chile. Coronel en 1823, es jefe de una expedición de ayuda a José de San Martín en el Perú, donde éste le nombra comandante de Lima. Vuelto a Chile en 1824 participa en la expedición de Chiloé y es vencido en la batalla de Mocopulli. La isla sureña será incorporada a la república en 1826 tras su ocupación por Ramón Freire. Beauchef deja el ejército en 1828, en 1831 vuelve a Francia durante dos años, y regresa a Chile donde muere en Santiago en junio de 1840, dejando unas memorias inconclusas que fueron ampliamente utilizadas por Diego Barros Arana para redactar su *Historia de Chile*.

32 CP Chile 2, f° 184 v.

33 CP Chile 1, f° 34 v. Ver también el reconocimiento de la independencia de Chile « Reconnaissance de l'Indépendance du Chili, Lettre du député de SM Très fidèle auprès du Gouvernement de Buenos Ayres, à l'envoyé de [Charles] auprès du même gouvernement, Santiago de Chili, le 29 septembre 1823 » firmado por Juan Manuel Fajardo de Figueroa, Buenos Ayres, 11 août 1821, anexo en f° 61 v.

34 CP Chile 1, 127 r à 128 r, Discours de M. Allen ministre plénipotentiaire des États-Unis au directeur du gouvernement du Chili, 29 IV 1824.

y los Países Bajos ya habían nombrado a un cónsul³⁵. Por esas fechas, Francia ya no preciaba la política de Fernando VII: « En cuanto a España, nada nos autoriza aún a esperar que cesará de persistir en un sistema dictado por el empecinamiento y el orgullo de su rey Fernando que, sordo a la voz del único interés de su pueblo, se niega a adoptar las sanas medidas que le quedaban a esta nación para volver a animar su industria moribunda y su comercio venido abajo, y que le ofrecía con una mano generosa el Continente americano »³⁶.

La instalación de un representante francés en Santiago provoca la ampliación de las estaciones marítimas de la Armada francesa en el Pacífico con el motivo de

hacer respetar el pabellón de Su Majestad [el rey de Francia], proteger a los súbditos franceses, su navegación, sus propiedades, garantizarlos de toda molestia, atraer sobre ellos y sobre el comercio la benevolencia de las autoridades, destruir los rumores mentirosos que nuestros rivales envidiosos intentan a menudo acreditar contra los intereses de Francia³⁷.

La Marina francesa salió para presentarse ante Valparaíso con consejos de navegación para pasar el Cabo de Hornos, trayecto aún poco usado- y órdenes de neutralidad en caso de otra guerra de España con sus antiguas colonias³⁸. De ahora en adelante, los intereses de Francia están desligados de los de España; el desarrollo del comercio pasa por la necesidad de aparecer totalmente destacado de los intereses de cualquier tentativa de reconquista europea.

A ellos se añade una serie de recomendaciones. La Armada francesa ha de vigilar que ningún navegante o mercader francés sea sometido a pagar derechos a los que otras naciones no estén sometidas. De la misma forma, ningún barco francés ha de aceptar ser visitado por inspectores de otra nación. La declaración del comandante de la nave francesa ha de ser suficiente para justificar su pabellón y carga ya que éste es uno de los derechos reconocidos a los neutrales. La neutralidad obliga también a los barcos franceses a no escoltar a ninguna nave extranjera cualquiera que sea su

³⁵ CP Chili 2, f° 184 v.

³⁶ « Quant à l'Espagne, rien ne nous autorise encore à espérer qu'elle cessera de persister dans un système dicté par l'entêtement et l'orgueil de son roi Ferdinand, [qui] sourd à la voix de l'unique intérêt de son peuple, se refuse à adopter les saines [?] mesures qui restaient à cette nation pour ranimer son industrie expirante et son commerce anéanti, et que lui offrait d'une main généreuse le Continent américain » : Chili 2, f° 184 v.

³⁷ « L'objet de la station du Pacifique est essentiellement de faire respecter le pavillon de SM, de protéger les sujets français, leur navigation et leurs propriétés, de les garantir de toute molestation, d'attirer sur eux et sur le commerce la bienveillance des autorités, de détruire les bruits mensongers que nos rivaux jaloux cherchent trop souvent à accréditer contre les intérêts de la France, et, par une conduite loyale, par des mesures sages et circonspectes par une dignité soutenue, par une bonne discipline, par une bonne tenue des bâtiments et des équipage, faire aimer le nom français et honorer la Marine Royale. Telle est Monsieur le Commandant, la tâche que vous aurez à remplir. » : CP Chili 2, f° 192 r / v.

³⁸ CP Chili 2, f° 192 v y f° 193 r.

nacionalidad y destino, solo ha de intervenir en caso de que ésta se halle atacada por piratas: « todas las naciones tienen un interés igual en purgar los mares de estos bandidos que no son reconocidos por ningún gobierno y que no respetan ninguna bandera »³⁹.

Antoine de La Forest llegó a Valparaíso el 8 de octubre de 1826 tras dos meses de penosa travesía⁴⁰, acompañado de su familia y de sus muebles – detalle que más tarde tendrá su importancia – y tras una estadía forzada de dos meses en Río de Janeiro. Pero la llegada de un representante francés a Santiago, el 17 de octubre, estuvo a punto de precipitar una catástrofe. Nombrado cerca del gobierno chileno con calidad de inspector del comercio, a La Forest le costó mucho ser reconocido por las autoridades santiaguinas. A pesar de ampararse en las redes francófilas constituidas en particular por Agustín de Eyzaguirre que era pariente próximo de Viel y también del secretario de Estado Juan Francisco de Zegers⁴¹, él también de origen francés, en el momento de entrar en audiencia con el gobierno, un funcionario anunció que la omisión de una formalidad podía llevar a cancelar la audiencia⁴².

Finalmente La Forest fue recibido por Eyzaguirre quien con franqueza le hizo partícipe de su alegría de ver que por fin Francia se había decidido a mandar a un representante oficial aunque con título desconocido en Chile y « que no determinaba suficientemente la naturaleza de [sus] funciones y no fijaba de modo positivo las relaciones que el gobierno chileno necesariamente tendría que mantener con » La Forest⁴³; tras lo cual el ministro chileno de

39 « Il est toutefois bien entendu qu'en toute occasion de rencontre fortuite ces bâtiments s'empresseraient de secourir tout navire quelconque qui serait attaqué par des pirates signalés et reconnus pour tels : toutes les nations maritimes ont un égal intérêt à purger les mers de ces brigands qui ne sont avoués par aucun gouvernement et qui ne respectent aucun pavillon. » : CP Chili 2, f° 194 r.

40 Anteriormente, Antoine René Charles Mathurin de la Forest había sido cónsul de Francia en el importantísimo puesto de Filadelfia (EE.UU.), entró en funciones en 1787, confirmado el 12 de marzo de 1792, fue revocado el 18 de mayo de 1793. Entre 1808 y 1813 fue embajador de Francia en España. En 1825 viajó a Chile en el mismo barco que Jean Baptiste Gabriel Amédée Chaumette des Fossés quien iba a ser el primer representante francés en Perú, con título de inspector general del comercio francés, después de una larga carrera de cónsul en Noruega, Suecia, Prusia, Turquía y Bosnia. Anteriormente, en 1823, París había mandado a Lima al encargado de misión Rattier de Savignan. A Chaumette también le costó ser reconocido por el gobierno de Lima.

41 Juan Francisco de Zegers y Durás, nació en Francia en 1780. Tras pelear en los ejércitos de Napoleón con el grado de capitán, tuvo que salir de España en 1813, radicándose en París donde ejerció funciones como escribiente del Ministerio de Relaciones Exteriores francés. Llegó junto a su familia a Valparaíso el 26 de julio de 1823, consiguió en Chile ser secretario de Estado y ministro interino de la República en la que murió en 1863.

42 CP Chili 2, f° 210 v.

43 « il me salua dans ma qualité d'inspecteur général, mais tout en m'exprimant, d'une manière franche et loyale, la satisfaction qu'il éprouvait de voir que la France s'était enfin déterminée à une démarche également dans l'intérêt des deux nations, il ne me dissimula pas qu'il voyait avec peine que je fusse accrédité sous un titre honorable sans doute, mais qu'on ne connaissait pas dans ce pays, qui ne déterminait pas assez la nature de mes fonctions, et ne fixait pas positivement les rapports que le gouvernement chilien aurait nécessairement à entretenir avec moi » : CP Chili 2, f° 211 r / v.

Asuntos exteriores le anunció que el exequátur estaba preparado y que se lo entregarían al día siguiente.

Pero el problema seguía siendo ese título de inspector general del comercio francés. Finalmente el Estado chileno se negó a entregarle el exequátur, es decir reconocerle como el representante de Francia y consideró que el inspector francés estaba acreditado únicamente « ante las autoridades locales de la ciudad de Santiago »⁴⁴. Nótese que por aquellas mismas fechas, los cónsules enviados a Cuba, que sin embargo aún era territorio español, conocían idénticas dificultades por parte de la monarquía hispana⁴⁵. Pronto el asunto fue considerado como un insulto al gobierno de Chile ya que se lo percibía como un reconocimiento incompleto de su nueva soberanía nacional. La parte chilena consideró que, en última instancia, le tocaba al Congreso decidir de la comisión dada al representante galo, situación que no era del agrado de La Forest quien opinaba que la asamblea era favorable al partido británico. Enfrentáronse entonces dos partidos, detrás de los cuales se oponían en realidad el partido pro presidencial, dispuesto a reforzar la autoridad de éste, y el favorable a una mayor importancia del parlamento. Finalmente el representante galo fue nombrado por decreto presidencial publicado en el *Boletín de Leyes* con fecha del día en el que su exequátur le fue negada. Para el representante francés, los obstáculos que tenía que franquear eran el producto de la influencia extranjera y « del orgullo herido de una nación que se cree independiente para siempre, y que desea ante todo que Europa manifieste la misma persuasión »⁴⁶. Sin embargo de La Forest vivía en la constante zozobra de que cualquier cambio de gobierno invalidara este reconocimiento particular.

Pronto la prensa se apoderó del asunto. Aparecieron entonces partidos que defendían o atacaban a los franceses. La batalla de prensa que se organizó se amplió al reflejar las luchas políticas internas chilenas. Para el representante francés, la susceptibilidad del gobierno era tanto más celosa de sus derechos cuanto que algunos los ponían en tela de juicio⁴⁷. En defensa del francés, el *Patriota Chileno* aclaró que el extraño y discutido título no era nuevo en la diplomacia francesa ya que en tiempos de Napoleón y, más tarde, de Luis XVIII se había llegado a nombrar a cónsules generales con este nuevo título en otros puestos. Tal era el caso de Angelucci con residencia en La Habana, y

⁴⁴ CP Chili 2, f° 212 r.

⁴⁵ De la Llosa, Álvar, « Le consulat de France à Santiago de Cuba (1804-1899) » : *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle – Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert*, Hamburg : DOBU Verlag, 2010, p. 77-93.

⁴⁶ « enfin dans l'orgueil blessé d'une nation qui se croit indépendante pour toujours, et qui désire avant tout que l'Europe manifeste la même persuasion » : CP Chili 2, f° 213 v.

⁴⁷ Nous avons « contre nous [la] rivalité envieuse de nos moindres succès, et la susceptibilité d'un gouvernement d'autant plus jaloux de ses droits qu'on les lui conteste encore » : Inspection générale du Commerce français, Cabinet du Ministre n° 4, Santiago de Chile, 15 novembre 1826, de La Forest à S. E. le comte de Chabot, Pair de France, Ministre de la Marine etc... : CP Chili 2, f° 230 r.

precisando que « gozaban de un sueldo más crecido » y eran « considerados como superiores en graduación »⁴⁸.

El 4 de noviembre de 1826 estalló un escándalo capaz de llevar a la ruptura de relaciones entre Chile y Francia. En la bahía de Valparaíso a bordo de la goleta *Aigrette* y de la corbeta *Seine*, navíos de guerra franceses, se festejaba el cumpleaños del rey de Francia, que por entonces era fiesta nacional francesa. Para ello, los navíos habían sido engalanados con todas las banderas que se habían hallado a bordo, entre ellas la bandera española, sin embargo ningún pabellón de los nuevos estados americanos ornaba la empavesada, ni siquiera el de Chile... Es fácil imaginar el escándalo... tanto más cuanto que los fuertes y buques chilenos habían propuesto saludar el acontecimiento con reglamentarias salvas de cañones...⁴⁹ Según el representante francés, se asiste entonces a través de una campaña de prensa a una tentativa de revocación de la admisión del inspector del comercio francés, en particular por intermedio de un artículo firmado por un misterioso anónimo « Chileno Celoso » publicado en el *Telégrafo Mercantil*:

Sr editor tenga la bondad de dar un lugar en su periodico a ese aviso a los Chilenos, para que conozcan el interez que una nacion Europea ha tomado por su libertad y vean las demostraciones amistosas que diariamente despega su política.

La Goleta Egriete y la Corveta Siene [SIC] buques de guerra de la nacion Francesa han celebrado el día cuatro del presente, el cumple años de su Rey con repetidas salvas de cañones, y los buques de Chile se preparaban (como lo exige el deber y la política) à complimentarlos ; pero en los momentos mismos de prender el cañon se observó que en la multitud de banderas que empabezaban sus buques no estaba el pabellón Chileno ni ninguno de Sud América.

Conozcan pues mis compatriotas la finura y educación de una nacion que se precia de ilustrada. En nuestro mismo puerto elevan los pabellones de casi todas las naciones, y Chile, País Libre y neutral no puede ni debe ocupar tal rango

Queda de V. su afectisimo – El Chileno Celoso

Al saber el lector que en esa misma corbeta *Seine* llegó el representante francés a Valparaíso, entenderá toda la violencia que encerraba el ataque periodístico. El artículo era tanto más importante cuanto que fue el único en dar la noticia, y por su canal llegó la información a oídos del ministerio chileno de Asuntos externos. Los miembros del gobierno opuestos a la apertura de relaciones con Francia intentaron aprovechar el incidente para obtener la revocación del agente comercial francés; el partido anti-francés se nutría de la actividad de un grupo constituido por los estadounidenses, los británicos, y – para mayor asombro de La Forest – de los republicanos

⁴⁸ *Patriota Chileno* (60), Santiago, octubre 21 de 1826, tomo II.

⁴⁹ IGCF, cabinet du ministre n° 4, Santiago du Chili, 15 novembre 1826, au comte de Chabrol, ministre de la Marine : CP Chili 2, f° 230 v.

bonarenses⁵⁰. Detrás de esa tentativa de emponzoñar las relaciones, el representante francés se empeñaba en ver la mano de la legación de los Estados Unidos de América del Norte. El asunto era tanto más grave cuanto que ocurría en el momento en el que Francia intentaba implantar su red de representantes en las naciones recién nacidas del derrumbe del imperio español.

Finalmente, el capitán francés presentó sus disculpas⁵¹ y el asunto se desinfló.

Según un esquema de actuación que hallamos por aquel entonces en todos los países de la América meridional, la necesidad de encontrar aliados y de crear redes de relaciones llevaba al representante francés, a pesar de que representaba a un gobierno ultra conservador, el de la contrarrevolución católica y la restauración monárquica que entonces asolaba a Francia, a buscar apoyo entre los liberales locales. Pero esto no era la consecuencia de una opción ideológica largamente reflexionada, sino únicamente la necesidad de encontrar aliados cuando los conservadores locales eran los aliados ideológicos y comerciales de Gran Bretaña. Así Francia sostenía al gobierno de Ramón Freire aunque la Constitución era considerada como « absurda, falsa, enteramente opuesta a las necesidades de la nación »⁵². La confiscación de los bienes de los monasterios – « los monjes han sido desposeídos » – era severamente censurada por el representante francés, tanto más cuanto que la meta que encerraba esta desamortización – « cubrir con la importancia de sus resultados las faltas de la administración » – había desaparecido, ya que el producto de la venta había sido dilapidado por una administración desorganizada en la que algunos intrigantes la habían convertido en una fuente de males para la nación que esperaba de ésta su salud⁵³. Mientras tanto se acreditaba a Freire del desarrollo del país y del reforzamiento del Estado: « Freire ha protegido la agricultura, fomentado la industria, organizado la fuerza militar: la policía, el ejercicio de la justicia, la educación nacional, han sido, uno tras otro, objeto de su atención y su celo; día tras día se consolidan

50 CP Chili 2, f° 231 v y 232 r.

51 IGCF au Chili, copie de la note adressée à Mr le Gouverneur de Valparaiso par M. de Cosmao Capitaine de frégate, à bord du Brig Goëlette de SMTC l'Aigrette en rade de Valparaiso, le 8 novembre 1826, à SS M. de Lastra, gouverneur de Valparaiso etc., signé Cosmao : CP Chili 2, f° 237 v y Traduction littérale de la note de M. le Ministre des Relations extérieures à M. de La Forest relative à l'affaire de M. Cosmao capitaine de frégate, Santiago, 11 novembre 1826, à M. l'inspecteur Général du Commerce français, M. de La Forest : CP Chili 2, f° 238 r.

52 La facción opuesta al general Freire dictó « le projet de Constitution actuellement proposé à la sanction du Congrès, constitution absurde, fausse entièrement opposée aux besoins de la nation » : IGCF, n° 5, Santiago du Chili, 5 janvier 1827: CP Chili 2, f° 268 r.

53 « Il a sanctionné au profit du trésor public l'aliénation des biens du clergé, les moines ont été dépossédés ; mais le produit de tant de belles propriétés qu'est-il devenu ? la proie des agents avilis d'une administration désorganisée, un moyen puissant de corruption contre le Gouvernement, un sujet de fortune pour plusieurs intrigants et une source de maux pour la nation qui en attendait son salut » : CP Chili 2, f° 269 v.

estas instituciones útiles mientras que el desorden que impidió el desarrollo llega a su término ».

Incluso se llegó a considerar que « la facción demagógica está vencida: el partido moderado ha conseguido incorporar a todos los miembros realmente patriotas »⁵⁴. En fin, que el tiempo de los extremos estaba abolido hasta el punto de que el representante francés La Forest escribía a su ministro tutelar: « Tales son las nuevas garantías de paz y de felicidad que se presentan en este momento en Chile »⁵⁵.

A pesar de una crítica del representante francés hacia lo que él consideraba ser un ataque a la Iglesia, Freire le aparecía como un guardián de ese orden necesario al desarrollo del comercio:

acaso dirigido por tales hombres, por fin Chile va a echar los cimientos de una organización duradera. Este bello país avanzará, acaso más rápido de lo que se podría pensar, en la carrera en la que hasta ahora se ha dejado ganar por algunos estados de la América; y feliz el comercio de la nación que, antes que sus rivales, habrá sabido prever tales progresos y habrá sido la primera en dar a Chile el testimonio de consideración que cree ya merecer⁵⁶.

Las andanzas del periodista francés Pierre Chapuis, asentado en Chile, son interesantes ya que revelan las redes francófilas sobre las cuales el representante galo pensaba asentar su acción. Pierre Chapuis, hijo de franceses, era en Chile redactor del *Verdadero Liberal*, uno de los cuatro periódicos que no estuviese vendido al partido de los demagogos – según palabras de La Forest. A pesar de que su padre había ocupado un empleo distinguido en la casa real francesa, Chapuis era republicano. Al volver la monarquía en Francia, pasó a España, donde las tropas de « los 100.000 hijos de San Luis » lo apresaron. Al serle vedada la entrada a Francia pasó a Brasil donde fundó un periódico homónimo. Sus críticas a la monarquía brasileña lo llevaron a ser expulsado hacia Inglaterra desde donde negoció su retorno a Francia, sin embargo llegado a Amberes se embarcó para Chile donde, a

54 « Telles sont en masse les fautes que l'on reproche à l'administration Freire ; elles sont grandes mais fortement balancées dans l'opinion publique par les sages institutions dont lui seul peut à juste titre revendiquer la gloire. Freire a protégé l'agriculture, encouragé l'industrie, organisé la force militaire [construction de l'Etat] : la police, l'exercice de la justice, l'éducation nationale, ont tour-à-tour fixé son attention et son zèle. Le temps consolide tous les jours ces utiles institutions tandis que le désordre qui en a gêné le développement touche à son terme. Ce terme était même plus rapproché que je ne le pensais d'abord » : CP Chili 2, f° 269 r.

55 « Telles sont Mgr les nouvelles garanties de paix et de bonheur qui se présentent en ce moment au Chili. J'aime à croire, avec beaucoup de bon esprit, qu'elles ne seront point illusoirs. On ne peut désespérer de la prospérité d'un pays où l'on voit éclater des traits de patriotisme tels que celui dont la nation va bientôt être témoin » : CP Chili 2, f° 270 v.

56 « Le Chili dirigé par de tels hommes, va sans doute jeter enfin les fondements d'une organisation durable. Ce beau pays avancera peut-être plus vite qu'on ne pourrait le penser dans la carrière où il s'est laissé jusqu'à présent devancer par certains États de l'Amérique : et heureux le commerce de la nation qui, avant ses rivales, aura su prévoir de tels progrès et aura donné la première au Chili, le témoignage de considération qu'il croit déjà mériter » : CP Chili 2, f° 271 r.

través de su periódico, defendió los intereses del comercio francés y por lo tanto sirvió el partido de Benavente, Pinto, Blanco y Freire⁵⁷.

El interés del representante francés era por consiguiente utilizar estas redes, en particular el grupo de suscriptores del periódico de Chapuis, para combatir la rivalidad comercial inglesa. Ciertamente era que el tono de Chapuis disgustaba por su falta de moderación, pero el representante galo consideraba que la voluntad de Chapuis de volver a Francia⁵⁸ le ayudaría a que aceptara sus consejos de moderación...

Sin embargo, demasiado exaltado, Chapuis prosiguió sus ataques contra la fracción federal pro británica, pidiendo « esas medidas dictatoriales que Roma tomaba en momentos de peligros extremos », mientras el partido al que pertenecía sólo llegaba al extremo de pedir la disolución del Congreso⁵⁹. La Forest reprochaba a Chapuis su falta de opiniones moderadas, no obstante celebraba su interés en publicar todas aquellas noticias venidas de Francia que aclaraban « las prósperas intenciones de Francia para con las nuevas Repúblicas »⁶⁰. En 1827, Chapuis criticó al gobierno chileno de tal forma, subrayando el peligro que representaba una tropa que desde hacía meses no había sido pagada, que fue encarcelado⁶¹. Chapuis, que en Chile debía su fama a su expulsión del reino de Brasil, nunca fue considerado como un hombre de talento, ni por el representante galo, ni por la historiografía chilena⁶².

Aumentar la propaganda pro francesa era tanto más necesario cuanto que los ataques se hacían cada día más virulentos. El *Correo Nacional* de Buenos Aires señalaba la mala voluntad de París frente a los regímenes republicanos americanos; prueba de ello era que tanto los gobiernos de Luis XVIII como el de Carlos X de Francia habían nombrado a un cónsul en Brasil, la única monarquía del Continente⁶³, mientras que los otros estados sudamericanos tenían que conformarse con inspectores del comercio francés.

57 « Il a embrassé franchement et défendu ici le seul parti au triomphe duquel le commerce de la France et le Chili soient intéressés, celui de MM. Benavente, Pinto, Blanco, Freire etc. les principes solides qu'il a manifestés, le talent et les connaissances dont il a fait preuve l'ont fait considérer par ces Messieurs comme un homme qui pouvait servir utilement leur cause et le Chili; et tous se sont entendus pour soutenir son journal de leur crédit et d'un grand nombre de souscripteurs » : Santiago du Chili, 20 janvier 1827, n° 6, SE Mgr le Comte Chabrol ministre de la marine et des colonies etc. : CP Chili 2, f° 294 v.

58 Chapuis consiguió efectivamente volver a Francia, el 9 de febrero de 1828, Belleyme, prefecto de policía, tras entrevistarse con el susodicho, señalaba estar satisfecho del lenguaje que éste tuvo así como de las seguranzas que le dio... : CP Chili 2, f° 240 r.

59 Santiago, le 10 V 1827 : CP Chili 2, f° 377 r.

60 *Idem*.

61 Santiago du Chili, 20 juillet 1827, n° 28: CP Chili 3, f° 62 r. Liberado el 30 de agosto de 1827, acabó sus días en Francia.

62 Barros Arana, 297 ss.

63 Efectivamente, el consulado francés en Río de Janeiro abrió en diciembre de 1814 a cargo del coronel Maler que anteriormente había ejercido este cargo en Haití, antigua colonia francesa, y primera comarca meridional en proclamar su independencia.

El hecho de que Brasil estuviera en guerra contra Buenos Aires aumentaba el recelo, tanto más cuanto que París mantenía un consulado en Montevideo a la vez considerada por el gobierno de Buenos Aires como una provincia argentina⁶⁴. El supuesto apoyo, o por lo menos privilegio, del que gozaba Río daba a pensar que París seguía con la cabeza puesta en los deseos de reconquista expresados por la Santa Alianza⁶⁵. Para agravio de males, el *Indicador* de Santiago recogió un artículo del *Morning Chronicle* de Estados Unidos en el que se desvelaban las instrucciones dadas a Chasseriau, el enviado francés en Colombia, en 1821 y aquellas dadas al coronel Galabert por el duque de Rauzas⁶⁶. Ambas señalaban la necesidad de apoyarse sobre el clero⁶⁷. El segundo número de *El Indicador* remataba afirmando que las intrucciones secretas francesas:

dirigidas a Norte America fueron para introducir el *jacobinismo* en tiempo del fanatismo de su revolucion, y las actuales son por el contrario, para propagar la doctrina de la legitimidad y demas principios anti-populares y liberticidad de la Santa Alianza, proponiéndose conseguirlo haciendo arder todos los partidos, y sumiéndonos en una anarquía de tal naturaleza que no solo nos ponga en incapacidad de defendernos; sino que nos haga recibir como una felicidad al primer tirano que se nos presente ofreciendonos la tranquilidad, un yugo y cadenas⁶⁸.

El inspector del comercio francés en Chile se cartegó con el director del *Indicador*, mandándole un artículo sacado del periódico francés *Le Constitutionnel*⁶⁹ que precisaba el reconocimiento oficial francés de las independencias de Haití y México. Por su parte, *El Indicador* puntualizó que la publicación en los dos números anteriores de estos artículos extranjeros era un

medio de explicar el enigma de la conducta de un francés que al otro día de llegar a nuestro país, se hace periodista, y con una acrimonia, grosería e insolencia que nos era desconocida, burla, desacredita y ataca a nuestro Gobierno y Congreso. Revoca y predica a la sedición e insurrección contra ellos (veanse los n° del Verdadero Liberal

⁶⁴ IGCFF au Chili, « Traduction d'un article inséré dans le journal de Buenos Aires le *Correo Nacional* en date du 29 I 1827 »: CP Chili 2, f° 303 r.

⁶⁵ En 1827, aún se calentaban los sesos al rumorear la existencia de preparativos de una expedición contra las ex-colonias españolas con el propósito de llevar en la nave *Adour* al general Quintanilla a Cádiz y los restos de la guarnición de Chiloé: Santiago, 18 VIII 1827, n° 30: CP Chili 3, f° 77 r; ver también f° 151.

⁶⁶ Por entonces ministro de Asuntos exteriores de Francia.

⁶⁷ Traducción de artículos publicados en *El Indicador* (1), Santiago, 10 II 1827 que recoge alegaciones del *Morning Chronicle* del 1° IX 1824: CP Chili 2, f° 310 r.

⁶⁸ *El Indicador* n° 2, Santiago de Chile, febrero 14 de 1827: CP Chili 2, f° 325 r. Se conserva, como en citas anteriores, la ortografía de la época, en particular la falta de acentos.

⁶⁹ *Le Constitutionnel*, París, 21 IX 1826. El artículo era del ministro del ramo, Chabrol, de La Forest se encargó de traducirlo para el periódico chileno. El artículo fue publicado en el número tres del *Indicador*. Ver carta de La Forest al director del *Indicador*: Santiago du Chili, 20 II 1827, Au directeur de *l'Indicador*: CP Chili 2, f° 340 r.

hasta el 6) e insulta con una desvergüenza soez a ciudadanos beneméritos de nuestro país. Se injiere en nuestras diferencias domésticas inevitables en toda revolución, pero a las que nunca debe acercarse la mano de un extranjero, y últimamente se convierte en impávido Heraldo de un partido, tomando sobre sí el negro oficio de acriminador de desgraciados y vencidos.

Relée el señor inspector los documentos citados en los que el principal encargo es sembrar la discordia entre los partidos, ligarse con los militares, eclesiásticos, u hombres influyentes de ellos etc. y dispensará a los Editores el equívoco en que hayan podido incurrir haciendo esta aplicación. El Señor Inspector no debe tampoco ignorar que nuestro hermano gobierno de Méjico ha publicado, comprobado con documentos de los emisarios franceses descubiertos y tomados allí con encargos siniestros a aquel gobierno.

Se perdonará esta larga cita por su interés a la hora de resumir el punto de vista y las críticas de la oposición conservadora y explicitar el tono y argumentos que empleaba.

Pero en este mundo de contrastes y contradicciones, al igual que la llegada de Freire al poder no bastó para tranquilizar al mandatario galo – que aún temía los efectos nocivos de cierta prensa⁷⁰ – a pesar de las críticas que recogía la prensa bonarense – cuando afirmaba ver en la política americana de París aires de reconquista monárquica –, La Forest no podía ocultar su admiración por la obra de Bernardino Rivadavia que servía de contra ejemplo frente a la actuación de Bolívar⁷¹. Rivadavia había sido capaz de provocar y desarrollar la industria en su patria, su sabia constitución había sido aprobada por la mayoría de la nación, por fin había creado el crédito de la república y organizado un ejército y una Armada que hacían temblar a Brasil⁷². La conducta de Rivadavia era tan virtuosa y el crédito de Buenos Aires en América tan grande que La Forest no dudaba que en caso de necesidad ésta le vendría en ayuda frente a Brasil. El representante galo consideraba a Pedro emperador de Brasil y a Bolívar como los mayores peligros que acechaban a América.

⁷⁰ Valparaíso, 18 II 1827, n° 14, de La Forest à SE Mgr le comte de Chabrol, pair de France ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des colonies: CP Chili 2, f° 334 r.

⁷¹ Sin embargo Bolívar gozaba de toda la admiración y consideración del representante francés en Bogotá... Ver De la Llosa, Álar, « "Prendre contact": l'établissement de relations diplomatiques entre la France et les nations surgies de la Nouvelle Grenade (1806-1830) »: *L'indépendance de l'Amérique andine et l'Europe (1767-1840)*, GRECUN (Groupe de Recherche Ecole, Culture et Nation), n° spécial, de la Llosa et Gomez (Éd.), Nanterre: Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, p. 91-145, en particular las páginas 128-137. La Forest asentaba su opinión sobre Bolívar valiéndose de los correos y de la prensa que recibía de Lima. Consideraba que el Libertador solo gozaba de popularidad entre la tropa, ya que ésta había cobrado su sueldo, pero que tras haber liberado a América debía copiar su conducta futura sobre la de Washington y renunciar a todo papel político. Bolívar aparecía como una amenaza, por consiguiente el representante francés pedía que Europa no le prestara la menor ayuda: Valparaíso, 18 II 1827, n° 14, de La Forest à SE Mgr le comte de Chabrol, pair de France ministre secrétaire d'Etat de la Marine et des colonies: CP Chili 2, f° 334 r.

⁷² *Idem*.

La Ley de Emigración

En aquel año de 1827, el comercio francés estaba, según opinión y análisis francés, « en una posición ventajosa en Chile y Perú », países en los que no existía la cláusula de nación favorecida⁷³. Los franceses no habían sufrido « ninguna vejación, ninguna injusticia ». Al contrario, las sociedades inglesas de minas seguían sin salir adelante, ya no gozaban de ningún crédito y se consideraba que no conseguirían recuperar sus pérdidas. Sin embargo, el comercio con estos dos países del Pacífico ya no presentaba las ventajas y beneficios que se le conocieron 5 a 6 años antes. El asolamiento y el desorden que produjeron las guerras intestinas, los cambios de fortuna operados por las confiscaciones, la bancarrota de 75 millones de francos que había sufrido Lima, la libertad entregada a los negros « que se habían armado un instante por la causa de la independencia », y más que nada, sin lugar a dudas, la falta de un buen sistema financiero, condujeron a la población al estado de tormento en el que se encontraba. Todo se mejoraría al ser los gobiernos organizados de manera más estable. Sin embargo, convenía apuntar que el comercio francés no era de los que más habían sufrido de esa peculiar situación, en efecto, el gusto por las modas francesas se mantenía mientras el decaimiento inglés se apreciaba como mayor⁷⁴.

Al llegar La Forest a Santiago, se percató de que existía « un número bastante grande de franceses comerciantes y artesanos que en su mayoría gozaban de cierta fortuna y sobre todo de buena fama », el resto lo componía gente sin estado ni moralidad⁷⁵. Pero en los últimos tiempos se valoraba un aumento de estos ya que, por temor a ser incorporados por fuerza en la leva para la guerra contra Brasil, los franceses de Buenos Aires habían huido y cruzado los Andes. Los gastos del largo viaje los habían arruinado, al punto que ya no podían satisfacer sus primeras necesidades. El resultado era que la mísera existencia que llevaban los había conducido a abandonarse a unos excesos que comprometían « el calificativo de francés » y era motivo para

⁷³ Al contrario por ejemplo de países como Colombia.

⁷⁴ Copie dont l'original a été adressé avec le Primata du Rapport qui accompagne, n°7, signé : Le commandant de la subdivision de la mer du sud, Du Mélien, *Antigone* Valparaiso, 13 mars 1827: CP Chili 2, f° 354-355.

⁷⁵ « un assez grand nombre de Français négociants et artisans pour la plupart jouissant de quelque fortune et surtout d'une bonne réputation. Le reste se composait, à peu près, de gens sans état et sans mœurs, mais c'était le petit nombre. Malheureusement ce nombre a été considérablement augmenté, depuis quelques mois, par la foule de Français arrivant ici de Buenos Ayres, que la crainte d'être enveloppé dans les levées pour la guerre contre le Brésil et plus généralement, l'esprit de vagabondage qui les anime, ont poussé au-delà des Andes. Réduit par les frais d'un long voyage à un entier dénuement et sans état, du moins nécessaire dans ce Pays pour satisfaire aux premiers besoins, la plupart de ces /f° 387 v°/ hommes ont trainé d'abord ici une vie misérable et fini par s'abandonner à des excès vraiment faits pour compromettre le nom de Français. Je sentis, dès les premiers rapports qui me furent faits à ce sujet, l'importance d'arrêter le mal dès sa source » : Santiago du Chili, 16 mai 1827, n° 24, de la Forest à SE Mgr le Baron de Damas, pair de France ministre secrétaire d'Etat au département des Affaires étrangères etc. : CP Chili 2, f° 387 r / v.

denigrar a los franceses⁷⁶. A ello se añadía el hecho de que desde hacía diez años, los franceses eran los únicos que carecían de una autoridad acreditada por su gobierno, con lo cual, « convenía decirlo, [eran] los únicos cuya indisciplina y espíritu de insubordinación contra la menor formalidad »⁷⁷ provocaba la necesaria toma de medidas.

Así fue como el inspector comercial francés en Chile desarrolló su influencia cerca de las autoridades chilenas para que fuese adoptada una primera ley sobre emigración en mayo de 1827. Según el representante galo, la emigración sería provechosa para Chile si estuviese compuesta por « gente honesta y trabajadora »⁷⁸ que desease encontrar en una nueva patria, las posibilidades de desarrollar su industria y sus recursos. Pero, siempre según palabras del representante francés, la emigración que hasta entonces había llegado, no era más que el desecho de lo que había filtrado por Argentina y no llegaba a Chile sino « lo más vicioso y lo menos hábil a toda especie de trabajo ». Peor aún, « Esta verdadera peste se halla aumentada por el número de desertores que las naves extranjeras dejan en sus orillas y que al hallarse sin estado, ni recursos, forzosamente se convierten en peligrosos vagabundos⁷⁹. Son estos hombres quienes, por su vida holgazana, sus costumbres corruptas debilitan la saludable influencia de las nuevas instituciones y entibian por contagio, la naciente actividad de la nación chilena »⁸⁰.

⁷⁶ *Idem*, f° 387 v – f° 388 r.

⁷⁷ *Idem*, f° 389 v.

⁷⁸ IGCF au Chili, Santiago du Chili, le 26 IV 1827, Copie de la note adressée par M de la Forest, IGCF au Chili à M. Gandarillas, ministre des Affaires étrangères de la République [chilienne] : CP Chili 2, f° 356 y sgs.

⁷⁹ Las estadísticas de aquel entonces (1827) arrojaban la portentosa cifra de 400 asesinatos al año, mientras los federalistas soñaban con abolir la pena de muerte: CP Chili 3, f° 67 r.

⁸⁰ « Cette émigration qui serait avantageuse au Chili, si elle était composée de gens honnêtes et laborieux, désirant trouver dans une nouvelle patrie la possibilité de développer leur industrie et des ressources que leur refuse l'agglomération de la population dans la leur, ne peut, au contraire que lui être des plus préjudiciables, si cette immigration continue, comme elle commence, à n'être composée que du rebut de la population européenne, lequel encore, après avoir laissé de l'autre côté des Andes, ce qu'il contenait de moins mauvais, n'arrive ici, qu'avec ce qu'il renfermait, en partant d'Europe, de plus vicieux et de moins [f° 356 v] habile à toute espèce de travail. Cette véritable peste se trouve encore augmentée par le nombre de déserteurs que les bâtiments étrangers laissent sur ces bords et qui se trouvant sans état, ni ressources, deviennent nécessairement de dangereux vagabonds. Ce sont ces hommes et ceux indiqués plus haut dont la vie oisive, les mœurs corrompues affaiblissent l'influence salutaire de nouvelles institutions et attiédissant, par contagion de l'exemple, l'activité naissante de la nation, discréditent le caractère de celle à laquelle ils appartiennent et font oublier les services réels rendus, par d'honnêtes et utiles compatriotes, aux pays qu'ils sont venus [...?...] ». Le gouvernement chilien et les agents [sic] étrangers se trouvent donc obligés de s'entendre à ce sujet, les premiers dans l'un de ses plus chers intérêts, la conservation de l'ordre et de la morale publique, les seconds par le désir bien naturel de repousser tous individus capables de déshonorer la nation qu'ils représentent et d'inquiéter [f° 357] le gouvernement auprès duquel ils sont accrédités. C'est dans ces sentiments, du moins, que le soussigné prend la liberté de soumettre ces observations à votre seigneurie et de la prier d'engager l'administration à adopter une mesure générale relative aux étrangers qui s'introduisent tous les jours dans le Chili. Il a besoin de cette mesure pour faire en sorte qu'il n'existe au Chili aucun Français qui ne sache payer, de son industrie et de son travail, l'hospitalité qu'il reçoit d'une nation amie : elle est indispensable au Gouvernement pour prévenir le désordre et assurer la paix dans la Capitale de l'Etat. Bientôt, si des dispositions ne sont prises, dès à présent, à cet égard, l'on verra s'accumuler, dans Santiago une foule de gens sans aveu et sans mœurs qui ne se feront que trop tôt connaître par leurs excès et peut-être par leurs crimes » : *Idem*.

Convenía por lo tanto obtener del Estado chileno una ley restrictiva sobre emigración con el fin de proteger la imagen nacional tanto de los países de salida como de los de acogida. La Forest obtuvo la promulgación de la ley justo antes de la renuncia de Freire, el 2 de mayo.

El representante francés mostró tener una visión de porvenir en lo relativo a Chile: lúcido y previsor, ya vislumbraba que en un futuro próximo, Chile querría formar una potente Armada⁸¹, pero la experiencia había mostrado con creces – en particular el caso estadounidense – que la Armada de un país siempre se constituía a expensas de las ya existentes, es decir de las Armadas extranjeras, al ofrecer a los marinos salarios más elevados. Tanto más cuanto que « la extrema belleza del clima, cierta semejanza de caracteres y de lenguaje que hace que el francés pronto traba amistad con los habitantes de este país, representarán nuevas seducciones para apartar al marinero de nuestras naves: entonces para reducir el ímpetu de las deserciones, no se necesitará pedir una ley que no se conseguiría »⁸². Todo estaba en ser precavido⁸³.

Para el inspector francés esta ley suponía un doble beneficio. Por una parte asentaba su derecho sobre una serie de individuos súbditos de la corona francesa, reforzando de este modo su representación y poder, por otra, obtenía oficialmente el derecho a autoridad sobre los marineros desertores que por su acto debilitaban la imagen de Francia; de este modo, reforzaba la marina mercante francesa frente a su rival británica⁸⁴. De serle remitido por la autoridad chilena un desertor francés, tenía obligación de entregarlo a una nave de la Armada francesa⁸⁵.

A mediados de 1827, el representante de EEUU intentó que se revocara la ley, pero el asunto del buque mexicano *Congreso*, la deserción de varios marineros, provocó tal conmoción y un pedido tan intransigente por parte de una nación americana amiga, que la ley se mantuvo⁸⁶.

Entonces es cuando se observa del lado chileno la oposición entre dos concepciones de la nacionalidad y del ciudadano. Por una parte, se echa mano al modelo argentino, en el que el Estado podía adueñarse de los extranjeros

81 CP Chili 2, f° 392 r.

82 « L'extrême beauté du climat, une certaine conformité de caractère et de langage qui lie bientôt le Français aux habitants de ce pays seront de nouvelles séductions pour détacher le marin de nos bords : alors pour comprimer l'élan de la désertion, on n'aura pas besoin de solliciter une loi que l'on n'obtiendrait pas, il ne faudrait qu'en appeler à une loi faite et dont je n'oublierai rien pour conserver toute la rigueur » CP Chili 2, f° 391 r/v.

83 El consul francés en Santiago de Cuba se halló ante una situación parecida en 1825. La actividad del comercio « lícito » se veía mermada por las deserciones de marineros que preferían lanzarse al tráfico negrero, ilícito, pero incomparablemente más fructífero ya que proporcionaba pingües beneficios. De la Llosa (2010), 82-83.

84 CP Chili 2, f° 392 r.

85 París, 4 X 1827, du ministre de la Marine et des Colonies: CP Chili 3, f° 164 – 165.

86 Santiago, 10 VII 1827, n° 27: CP Chili 3, f° 56 v.

para integrarlos a la Armada, es decir lo que ya hacía Buenos Aires en su guerra contra Brasil, es decir, en realidad, el modelo británico; y el modelo estadounidense en el que, al contrario, cualquier extranjero que entra en un país goza inmediatamente de las leyes que le autorizan a circular libremente⁸⁷. Tal era el debate que agitaba Chile en vísperas de los años de 1830, 15 años antes de que se adoptara la Ley de emigración selectiva.

Frente a las dificultades que aún provocaba el no reconocimiento oficial francés de la independencia chilena, y que se echaban de ver en el nombramiento de un representante con título de inspector y no de cónsul, el representante galo mostró sus buenos oficios en la tentativa chilena de reanudar las relaciones con el Vaticano.

Monseñor Cienfuegos, vicario de Santiago de Chile, salía para Europa con una doble misión. Tenía que reanudar las relaciones interrumpidas por la salida repentina del último enviado papal⁸⁸ y debía ser nombrado obispo y primado de Chile para ordenar a los eclesiásticos chilenos. Ya que corría la voz que a su paso por Francia sondearía las buenas disposiciones del gobierno galo para con Chile y, de ser éstas positivas, acaso entablaría con éste las primeras relaciones políticas de índole realmente oficial⁸⁹. En una entrevista con el vice presidente del nuevo gobierno chileno, La Forest se adelantó para asegurarle de la ayuda y apoyo que Cienfuegos recibiría por parte de Francia en sus trámites acerca de la Santa Sede. La Forest aprovechó la ocasión para señalar que el paso del clérigo chileno por Francia representaba un momento idóneo para firmar un convenio de colonización e incluso un empréstito. La solicitud del representante galo era tanto mayor cuanto que el no reconocimiento de Chile por Francia – « el silencio de Francia en cuanto a la existencia política del gobierno »⁹⁰ – lo mantenía alejado de la presidencia. Sólo la abnegación de Viel y Beauchef, así como la influencia que Zegers seguía ejerciendo en el ministerio de Asuntos exteriores permitían frenar la actitud del partido antifrancés por entonces plasmado por los federalistas.

Al no salir Cienfuegos, aparecieron, en particular en el *Monitor Imparcial*, que era la voz oficialista, unos escritos que propugnaban la idea según la cual la iglesia chilena se bastaba a sí misma sin necesidad de mantenerse sumisa a Roma. Para La Forest ésta era una razón mayúscula para reconocer rápidamente la independencia de Chile y enviar, sin preocuparse de Roma, a

87 Santiago du Chili, 16 mai 1827, n° 24, de la Forest à SE Mgr le Baron de Damas, pair de France ministre secrétaire d'Etat au département des Affaires étrangères etc. : CP Chili 2, f° 389 v – 390 r.

88 En 1822 la corte romana mandó a Chile a Mgr Mussi, nuncio. Su misión dejó una impresión desfavorable al no lograr sus propósitos.

89 Santiago, 10 VII 1827, n° 27 : CP Chili 3, f° 52 – 54.

90 *Idem*.

un nuncio « dotado de los talentos y de la capacidad necesaria para desurdir las intrigas de los protestantes ingleses y estadounidenses »⁹¹.

La trágica situación financiera de Chile cuyos débiles ingresos – en particular a causa de unas percepciones aduaneras mermadas por el contrabando imperante en Valparaíso⁹² – le impedían hallar en el mercado europeo un empréstito, incluso con una tasa de 2 % al año. No obstante, La Forest consideraba que ya era tiempo para que Francia reconociera la independencia de Chile para « más tarde no aparecer como quien cede al ejemplo e influencia de Inglaterra, protectora de la libertad americana »⁹³.

Las dificultades a las que estaba sometido el representante francés en Chile al ser víctima del juego de las fuerzas políticas opuestas que desempeñaban liberales y conservadores, alcanzaron su punto álgido durante la guerra civil de 1829-1830, que culminó con la batalla de Ochagavía, en la segunda mitad de diciembre de 1829. Allí, la casa de La Forest fue saqueada. El representante galo se refugió en Valparaíso. Ninguna reclamación llegó a su fin ya que el gobierno liberal se negó a que el ejército fuera considerado como responsable de esa acción. Por otra parte, pronto se reprochó a La Forest sus ingerencias acerca de los liberales y se insinuó que la suma pedida de 40.000 pesos reclamados a consecuencia de la pérdida de sus bienes era muy superior a la vida modesta que llevaba y al valor de sus enseres que alcanzarían solamente unos 10.000 pesos. Fue sólo en 1831, siendo Diego Portales por aquel entonces ministro de Asuntos externos, cuando se llegó a un acuerdo evaluado en 20.000 pesos.

Con Portales y la organización del Estado, se normalizaron las relaciones tanto más cuanto que con el nombramiento de Regueneau de La Chainaye con calidad de cónsul, en mayo de 1831, el reconocimiento de Chile era absoluto.

⁹¹ CP Chili 3, f° 70 r. ver también Santiago du Chili, 12 sept 1827, n° 33, CP Chili 3, f° 144. Cienfuegos llega finalmente a Burdeos a principios de abril de 1828.

⁹² Las naves que fondeaban en la bahía de Valparaíso no estaban tan bien controladas como las que llegaban al muelle : véase CP Chili 3, f° 67 v.

⁹³ CP Chili 3, f° 68 r.

Conclusión

El representante francés, que se halla frente a la dominación del comercio y de los mares por los británicos, ve su acción restringida por el temor suscitado en Chile a que la actividad francesa esté concebida en función de los intereses de la Santa Alianza y de las tentativas de reconquista española que ampara. Si Francia se desliga pronto de estos ideales trasnochados, es porque entiende que impiden el desarrollo comercial. Pero el nombramiento de un representante con título – normal y apreciado en la época – de inspector del comercio francés, no satisface al gobierno chileno. Más allá del aparente orgullo de una nueva nación contenida en esta querrela, ésta revela la táctica de gobernantes inseguros que por las luchas intestinas nacionales intentan elevar el precio de su absoluto reconocimiento con vistas a obtener aliados en el extranjero.

Para franquear las dificultades, Francia dispone de redes francófilas constituidas por personalidades políticas, administrativas y militares o periodistas. Ahí se nota otra particularidad del comportamiento político francés. Más que nada Francia aboga a favor de los partidos capaces de mantener el orden social favorable al desarrollo del comercio.

La tentativa para obtener una ley de control y regularización de la emigración no obedece sólo a la mala imagen de los franceses en Chile, sino al temor a que la creación de una Armada por parte de Chile comprometa el reclutamiento ya existente de la marina comerciante gala. De hecho, la ley de emigración obedece a la necesidad de asegurar el buen funcionamiento del tráfico comercial francés, a la vez que el debate interno desvela en el seno de la clase política chilena dos concepciones opuestas de la nacionalidad y del ciudadano.

Las primeras relaciones entre Chile y Francia están marcadas por la necesidad chilena de construir el Estado nación encontrando modelos y desarrollando una política que le permita afirmarse en el concierto de las naciones, mientras Francia intenta afianzar su búsqueda de mercados. Por lo tanto, a través de la instauración de relaciones diplomáticas entre Chile y Francia se presencia un intercambio de modelos políticos y administrativos que intentan encontrar la defensa de un denominador común de intereses.

ALVAR DE LA LLOSA
Université Paris Ouest Nanterre
adelallo@u-paris10.fr

Sources

Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, Paris :

- Correspondance politique, Chili 1, Chili 2, Chili 3, Chili 4.
- Mémoires et documents, Amérique 22. Indes occidentales, 19, 1697-1785

Bibliographie

- BARROS ARANA, Diego, *Historia general de Chile*, t. XV, Santiago de Chile: Ed. Universitaria – Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2005 [2^e] [1897].
- BEAUCHEF, Georges (1785-1840), *Mémoires pour servir à l'indépendance du Chili*, éd. trad. de l'espagnol par Puigmal, Paris : La Vouivre, 2001, 186 p.
- BERGUÑO HURTADO, Fernando, *Les soldats de Napoléon dans l'indépendance du Chili, 1817-1830*, préface de Jean Tulard, Paris : l'Harmattan, 2010, 312 p.
- BLANCPAIN, Jean-Pierre, *Francia y los franceses en Chile: 1700-1980*, trad. Luis Enrique Jara, Santiago: Hachette, 1987, 355 p.
- BRUYERE-OSTELLS, Walter, « Le parcours d'officiers issus de la Grande Armée : une redéfinition des cultures politiques de la première moitié du XIX^e siècle » : *Histoire Economie et Société – époques moderne et contemporaine* (2), 2008, Paris : Armand Colin, juin 2008, p. 89-101.
- CASTILLO INFANTE, Fernando, CORTÉS, Lía, FUENTES, Jordí, *Diccionario histórico y biográfico de Chile*, Santiago de Chile: Zig-Zag, 1998, 2^a. ed., 573 p.
- DE LA LLOSA Álvaro, « Le consulat de France à Santiago de Cuba (1804-1899) » : *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle – Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert*, Hamburg : DOBU Verlag, 2010, p. 77-93.
- _____, Álvaro, « "Prendre contact" : l'établissement de relations diplomatiques entre la France et les nations surgies de la Nouvelle Grenade (1806-1830) » : *L'indépendance de l'Amérique andine et l'Europe (1767-1840)*, GRECUN (Groupe de Recherche Ecole, Culture et Nation), n^o spécial, de la Llosa et Gomez (Éd), Nanterre : Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, 2011, p. 91-145.
- DELGADO LARIOS Almudena, SÁNCHEZ ANDRÉS Agustín, « La difícil inserción de los nuevos Estados latinoamericanos en el contexto internacional, 1820-1898 » : *Les défis de l'indépendance. La formation de l'État et de la nation en Amérique latine, 1808-1910*, Nantes : Editions du Temps, 2010, p. 80 à 113.
- FELIÚ CRUZ, Guillermo, *Las memorias militares del Coronel Jorge Beauchef 1817-1829: estudio histórico-crítico*, S. l.: Editorial del Pacífico, s. d., 102 p.
- FIGUEROA VIRGILIO, *Diccionario histórico, biográfico y bibliográfico de Chile: 1800-1930*, Santiago de Chile: Establecimientos Gráficos "Balcells & Co.", 1931, tomos IV y V, 1.226 p.

- PINTO VALLEJOS, Julio, VALDIVIA ORTIZ DE ZÁRATE, Verónica, *¿Chilenos todos? Construcción social de la nación (1810-1840)*, Santiago de Chile: LOM, 2009, 347 p.
- PUIGMAL, P. *Diálogo de sordos entre José de San Martín y Michel Brayer, cartas, artículos y manifiestos argentinos, chilenos y franceses durante la independencia de Chile (1817-1819)*, colección de Fuentes Documentales, Santiago: Ed. Universidad de los Lagos, 2003.
- VALENCIA AVARIA, Luis (comp.), *Anales de la República: textos constitucionales de Chile y registro de los ciudadanos que han integrado los Poderes Ejecutivo y Legislativo desde 1810*, Santiago de Chile: Editorial Andrés Bello, 1986 (2ª. ed.), 2 tomos en un volumen.
- VILLALOBOS, Sergio, *Historia de Chile*, Santiago: Editorial Universitaria, 1991.

Le Chili face à la Confédération péruano-bolivienne

LE CHILI INDÉPENDANT commence, dans les années 1830, à étendre son influence. L'économie décolle avec la découverte de la mine d'argent de Chañarcillo et la croissance des échanges commerciaux depuis le port de Valparaíso. Le Chili compte un peu plus d'un million d'habitants entre 1831 et 1835¹. La bourgeoisie prospère en exploitant les ressources naturelles (argent, cuivre, salpêtre, alfalfa²), avec le soutien de capitaux anglais conditionnant son décollage économique. Le Chili est néanmoins très endetté. Ses bons ont chuté de trois quarts. Ils sont cotés à 28% de leur valeur à la bourse de Londres. En raison de sa position géographique, il craint d'être encerclé au nord par un bloc andin et à l'est par l'immense Argentine en proie aux guerres intestines. La formation de la Confédération péruano-bolivienne, prévue dès la déclaration publiée à Puno le 1^{er} juillet 1835³, est considérée comme une menace. Les tensions aboutissent à un conflit pour la suprématie dans le Pacifique. Deux conceptions de la « nation » et de l'identité américaines s'opposent. Dans son livre *Pérégrinations d'une paria (1833-1834)*, la socialiste Flora Tristan, prétendant être la fille de Bolívar, s'adressant aux Péruviens, écrit au mois d'août 1836 : « L'avenir est pour l'Amérique ; les préjugés ne sauraient y avoir la même adhérence que dans notre vieille Europe : les populations ne sont pas assez homogènes pour que cet obstacle retarde le progrès ». ⁴ Reprenant le projet de Bolívar, le maréchal Santa Cruz veut l'unité de l'Amérique du Sud tandis que Portales défend un État national chilien.

1 M. N. Sarget (1987), 193.

2 Sorte de luzerne qui plaît au bétail.

3 C. L. Lesur (1837), 142. Déclaration solennelle d'indépendance du sud du Pérou, 17 mars 1836.

4 F. Tristan (1838), IX-X.

1. Entre conflits d'intérêts et guerre civile

La création de la Confédération péruano-bolivienne

Profitant de l'anarchie, le caudillo bolivien Andrés de Santa Cruz envahit avec 5.000 hommes le Pérou et s'en rend maître après les victoires de Yanacocha (13 avril 1835) et de Socabaya (7 février 1836). Il réalise son projet de Confédération péruano-bolivienne. L'assemblée de Sicuani se tient le 17 mars 1836. Elle érige les départements de Moquegua, d'Arequipa, Puno, Cuzco et Ayacucho en État sud-péruvien. Une seconde assemblée est convoquée à Huaura le 11 août pour organiser les régions septentrionales : Amazonas, Libertad, Junín et Lima forment le Pérou du Nord. Ces nouvelles républiques s'unissent à la Bolivie par un lien fédératif. Le 28 octobre 1836, Santa Cruz est proclamé « Protecteur suprême » de la Confédération. Le général Orbegoso est président à Lima, et le général Herrera au Cuzco. Ce sont les lieutenants de Santa Cruz. Ce nouvel État de 2,5 millions d'habitants est reconnu par l'Europe occidentale et les États-Unis. Se prétendant fils d'une princesse inca, Santa Cruz veut reconstituer une base précolombienne. Cuzco est choisi pour être le siège du gouvernement. Capitale de l'ancien empire inca, la cité est habitée presque entièrement par les descendants des Indiens. En plaçant cette ville à la tête d'un État indépendant, on flatte leur amour-propre. Un glorieux passé ressurgit. Pierre Chaunu écrit que « le rêve inca fait irruption dans la politique andine »⁵. Santa Cruz mène une politique audacieuse. Dans l'immédiat, il souhaite rembourser la dette anglaise⁶ de 15 millions de piastres. Il encourage le développement économique. Il promet des récompenses aux initiatives agricoles, commerciales et industrielles. Il s'engage à accorder 600 piastres en argent et une médaille d'or à celui qui établit une plantation de coton et récolte au moins 300 arrobes⁷. Il veut récompenser par une prime de 2.000 piastres la découverte de mines de mercure. Il agit ainsi pour l'indigo, le zinc, les fabriques de cristal, de faïence, de draps, de raffineries de sucre et encourage l'introduction de machines à filer ou à tisser⁸. Il réalise une union douanière étendant au territoire péruvien le traité franco-bolivien du 9 décembre 1834⁹.

⁵ J. P. Deler (1981), 28.

⁶ *Circulaire du 17 août 1836 adressée au corps diplomatique.*

⁷ L'arrobe est une mesure de poids dans le monde ibérique équivalent à une valeur de 25 livres espagnoles, soit 11,5 kilogrammes

⁸ *Moniteur universel* du 11 avril 1836.

⁹ J. P. Faivre (1953), 353.

Les premiers heurts avec le Chili

Santa Cruz taxe lourdement les navires marchands qui font escale au Chili avant d'entrer dans un port péruvien¹⁰. Le général Freire, ancien président chilien, réfugié au Pérou, arme à Callao deux navires avec lesquels il tente de débarquer sur les côtes chiliennes pour renverser le gouvernement du général Prieto. Freire dispose d'un brick et d'un grand bateau de transport, le *Monteagudo*. On évite d'embarquer des troupes péruviennes. Le proscrit complète ses équipages et sa force militaire avec des aventuriers qui ne manquent jamais dans les parages des mers du Sud. Pour garder le secret du coup de force, l'embargo est mis sur les navires chiliens qui se trouvent dans le port de Callao, mais un bâtiment français lève l'ancre et informe le Chili¹¹. De plus, le *Monteagudo* se mutine durant la traversée et se rend aux autorités chiliennes qui s'empressent de le réutiliser en le garnissant de troupes sûres. Le navire est ensuite envoyé vers l'île de Chiloé où Freire prévoit de débarquer avant de marcher vers la province de Concepcion. Les Chiliens prennent de vitesse les conspirateurs dont la tentative est déjouée. Freire est capturé. Il est jugé à Valparaíso. Condamné à la déportation, il est conduit sur les îles Juan Fernández, puis en Australie d'où il se rend à Tahiti¹².

Le Chili estime devoir user de représailles bien que Santa Cruz n'ait apparemment pas soutenu ouvertement l'opération. Portales décrète l'embargo sur les navires mouillés en rade de Valparaíso. Le brick chilien *l'Achille* (20 canons) est envoyé à Callao. Il n'éveille aucun soupçon. Il capture, dans la nuit 21 au 22 août 1836, trois bateaux de guerre péruviens, surpris dans leur propre rade. Santa Cruz fait arrêter le chargé d'affaires chilien, don Ventura Lavalle, lui remet ses passeports avec l'ordre de quitter le territoire de la Confédération. L'escadre chilienne de l'amiral Blanco Encalada arrive devant Callao le 31 octobre. Les négociations ne sont pas rompues car avec la flotte arrive un plénipotentiaire nommé Egaña. Un compromis est néanmoins impossible. Le Chili refuse l'arbitrage des puissances étrangères. Le conflit s'internationalise. Le président de la Colombie, allié de Santa Cruz, est culbuté par les forces équatoriennes de Rocafuerte. Le général Rosas, président de la République argentine, promet à Portales sa coopération. Une expédition chilienne est préparée. Un camp est formé à Quillota. Le 28 décembre 1836, le Chili déclare la guerre. L'Argentine le rejoint dans ce conflit contre la Confédération péruano-bolivienne en raison du litige concernant la province de Tarija et du soutien apporté par Santa Cruz à López dans sa tentative de

¹⁰ A. de Botmilliau, « Les républiques de l'Amérique du Sud », *Revue des Deux Mondes*, 1850.

¹¹ *Revue britannique* (1838), tome 13, 72.

¹² G. Lafond de Lurcy (1843-1844), III, 305.

prise de contrôle de Tucumán¹³. La France adopte une neutralité bienveillante à l'égard de Santa Cruz en raison des différends qu'elle a avec le Chili et l'Argentine¹⁴.

Santa Cruz tente de maintenir la cohésion de son pays. Les bases sont consolidées lors de l'assemblée de Tacna. Le 1^{er} mai 1837, il est confirmé dans son titre de Protecteur et on lui accorde le droit de désigner son successeur¹⁵. Dupetit-Thouars faisant escale à Lima remarque l'état d'urgence :

« On voyait sur toutes les promenades, sur toutes les places et dans toutes les rues des officiers et des soldats boliviens ; ils faisaient remarquer leur belle tenue, mais aussi, par leur ton et leurs manières, ils faisaient naître la pensée d'une occupation militaire »¹⁶.

Des Boliviens restent dubitatifs. Une opposition s'organise autour de Calvo.

La mutinerie de Vidaurre, l'assassinat de Portales

Des dissensions éclatent au Chili. La guerre contre le Pérou, république dont l'indépendance est fille de celle du Chili, rencontre une vive opposition. Des complots sont ourdis contre Portales. Il échappe de peu à une tentative d'assassinat¹⁷. Son manteau l'ayant protégé, il ne punit pas le terroriste mais il prend des mesures drastiques. En janvier 1837, il établit une loi stipulant que les exilés de retour au pays, sans autorisation seraient fusillés dans les 24 heures. Le 2 février, des cours martiales sont instaurées. Dans la province de Colchagua, trois activistes libéraux sont exécutés. Portales soupçonne le colonel Vidaurre de comploter. Il le convoque à Santiago pour lui demander des explications. La réponse est elliptique : « Monsieur le Ministre, lorsque je préparerai la révolution contre vous, vous serez le premier informé ».

Le 2 juin 1837, Portales, ministre de la guerre et de la marine, se rend à Quillota pour superviser les manœuvres des 4.000 hommes d'élite qu'il destine à l'expédition contre le Pérou. Le colonel Vidaurre s'oppose à ces préparatifs. Il déclare qu'il résisterait aux ordres de départ. Corrompue, son armée est prête à le suivre et fomenté une mutinerie. Elle est à la veille de se rendre au port où des navires l'attendent pour la conduire au Pérou. Seulement accompagné du colonel Eugenio Nicochea, Portales vient

¹³ *Manifeste des motifs qui légitiment la déclaration de guerre contre le gouvernement du général Andrés Santa Cruz soi-disant président de la Confédération Pérou-Bolivienne* (1837), 32.

¹⁴ Le diplomate français Laforêt aurait offensé le Chili. En Argentine, des Français sont emprisonnés arbitrairement (affaire Bacle et Lavie). La rupture a lieu en 1838 lorsque Louis-Philippe envoie une escadre faire le blocus des côtes du Rio de la Plata.

¹⁵ C. Rudel (2006), 79.

¹⁶ Dupetit-Thouars (1840), 290.

¹⁷ *Revue britannique* (1838), 13, 77.

inspecter les troupes, lorsque le complot éclate. Quatre compagnies sortent des rangs. Portales est couché en joue par les mutins. Contraint de rendre son épée, il est garrotté et traîné sur une charrette. Les troupes séditeuses marchent sur Valparaíso. Le gouverneur don Ramon de la Cavareda leur tient tête. La guerre civile couve. Vidaurre et ses 1.500 *soldados* livrent bataille contre les forces loyalistes du vice-amiral Encalada¹⁸. La rencontre a lieu dans un défilé où l'artillerie loyaliste déroutée depuis les hauteurs les troupes rebelles mal engagées. À l'arrière-garde des troupes de Vidaurre, s'avance un cabriolet bien escorté. Dès les premiers tirs, annonçant une attaque des avant-postes, le cabriolet s'arrête. Un homme enveloppé dans son manteau en descend et marche jusqu'au bord du chemin. Une détonation retentit. L'homme tombe. Ce 8 juin 1837, pris de panique, Vidaurre vient de faire assassiner Portales. Le sous-officier Florín s'est chargé de l'exécution. Le lendemain, les gardes nationaux découvrent le corps. « Le premier coup de feu de l'engagement avait été son arrêt de mort »¹⁹, écrit Radiguet. L'opinion pense que le Pérou a trempé dans ce crime. Le 4 juillet, Vidaurre et cinq de ses complices (Florín, Toledo, Carvalho, Ulloa et Fiorelius) sont fusillés sur la place publique d'Oregó à Valparaíso. Le bras droit de Florín est fiché sur une pique au lieu du crime de Portales. La tête de Vidaurre est attachée à un poteau sur la place de Quillota. Les autres coupables sont déportés à Juan Fernández. Portales obtient des funérailles dignes d'un chef d'État. L'opinion publique chilienne pense que Santa Cruz a trempé dans l'assassinat de Portales. Mgr Pompallier, parti du Havre avec ses missionnaires, arrivant à Valparaíso, constate la situation de crise. Il estime qu'il n'est pas opportun d'y fonder une communauté mariste²⁰.

2. La poursuite de la guerre internationale

Le traité de Paucarpata, 17 novembre 1837

Organisée par Thomas Cochrane, amiral britannique ayant quitté son pays après une sombre histoire de trafic²¹, la marine chilienne est performante. Le 16 septembre 1837, une flotte chilienne de 24 navires appareille. Elle arrive le mois suivant devant Hornillos, près de Quilca. Elle y débarque 2.800 hommes, après avoir investi Cobija avec 150 hommes²². Les Chiliens se portent vers Arequipa qu'ils atteignent le 11 octobre, mais ils ont

18 *Ibid.*, 42.

19 M. Radiguet (1856), 34.

20 C. Girard (2009), 76.

21 H. Coutau-Bégarie (1987), 301.

22 AMAE, CP Bolivie 2, f°146. Lettre de Villamus, Chuquisaca, 15 octobre 1837.

subi des pertes importantes sur le chemin désertique. La garnison d'Arequipa se réfugie dans les montagnes et attend Santa Cruz arrivant à la tête d'une force trois fois supérieure à celle des Chiliens. L'armée péruvienne est composée de soldats courageux. Du maïs et des feuilles de coca lui suffisent pour une journée. Les compagnes (*rabonas*) suivent, tenant parfois un enfant sur les épaules et un autre suspendu à leurs vêtements. L'armée péruvienne peut parcourir jusqu'à 80 km par jour dans les montagnes sans que jamais les femmes l'abandonnent²³. Blanco Encalada sent que la souricière se referme sur lui. Il est coincé entre le désert et la Cordillère par laquelle doit arriver l'armée ennemie. Le général péruvien Vigil, à la tête d'une division venue de Lima, lui coupe toute retraite²⁴. Pour sauver son armée affaiblie par les maladies, Blanco Encalada propose un combat singulier où s'opposeraient 600 hommes et 20 cavaliers de chaque armée²⁵. Santa Cruz décline et l'oblige à signer le traité de Paucarpata le 17 novembre 1837. L'amiral Blanco Encalada rembarque sans être inquiété mais le gouvernement chilien refuse la paix. Sont réclamés au Pérou 20 millions de dollars et Callao. Les hostilités se poursuivent, au grand dam de la France, de l'Angleterre et des États-Unis qui voient d'un mauvais œil toute tentative de blocus maritime. Des incidents éclatent comme l'affaire du baleinier français le *Ferdinand*²⁶ dont les marins s'opposent aux autorités chiliennes. Suite à une déclaration erronée (150 barils d'huile au lieu de 1.500) et après avoir refoulé un officier des douanes, le *Ferdinand* s'échappe. Il est poursuivi par le navire de guerre chilien *Valparaiso* mais la corvette française *Ariane* s'interpose²⁷.

Le combat d'Islay et le blocus de Callao

Une flotte chilienne est envoyée sur Arica. Elle veut renouveler l'opération de l'année précédente. À cette occasion, le général bolivien Ballivián à bord d'une goélette est capturé par les Chiliens. Après s'être évadé, il trouve asile à bord d'une frégate française²⁸. Le brigantin confédéré *Junín* mouille à Arica lorsqu'il apprend l'arrivée imminente de la flotte chilienne. Le 8 janvier 1838, il rejoint Islay où se trouvent deux autres bâtiments péruviens, sous le commandement de Juan José Panizo : la corvette *Socabaya* et le brigantin *Fundador*. On guette à l'horizon les voiles chiliennes. À la tombée de la nuit, le *Fundador* regagne Islay, entraînant dans son sillage l'escadre

23 A. de Botmilliau, *op. cit.*, 17.

24 AMAE, CP Bolivie 2, f°158. Lettre de Villamus, Chuquisaca, 10 décembre 1837.

25 *Ibid.*

26 *Ibid.*, Chili 8. Lettre de Rosamel, ministre de la Marine, 6 janvier 1838.

27 *Ibid.*, rapport du capitaine de vaisseau Duhaut-Cilly, *Ariane*, 4 août 1837.

28 N. Sobrevilla Perea (2011), 188

chilienne. Les vigies repèrent les navires confédérés. La corvette *Libertad* surveille les Péruviens jusqu'aux premières heures de la matinée.

Les 12 et 13 janvier, les escadres chilienne et péruvienne, respectivement commandées par Simpson et Panizo se rencontrent au large d'Islay. La *Libertad* se rapproche. Son commandant Santiago Bynon, fait ouvrir le feu. Chez les Péruviens, c'est la surprise, les Chiliens n'ont pas été détectés. Ne voyant qu'un bâtiment, les trois navires confédérés se dirigent pour l'affronter. D'autres voiles chiliennes surgissent. Les navires péruviens virent de bord pour fuir. Si la *Socabaya* et le *Fundador* sont rapides, le *Junín* se traîne. La distance entre les escadres s'amenuise. Le commandant péruvien intime à Miguel Saldívar de poursuivre sa route vers Callao avec le *Junín* tandis qu'avec le *Fundador* et la *Socabaya*, il livre un combat retardateur. Il échange des bordées avec les Chiliens, en les maintenant à distance. Le combat dure tant que les navires chiliens traînants sont encore loin. Dès qu'ils se rapprochent trop, Panizo reprend la fuite. Les Péruviens répètent la manœuvre et donnent le temps au *Junín* de se mettre hors de danger. La nuit, la *Socabaya* et le *Fundador* faussent définitivement compagnie aux Chiliens. La bataille navale s'est cantonnée à des échanges d'artillerie et l'escadre péruvienne, plus faible mais plus rapide, parvient à se réfugier dans un banc de brume. Seul fait notable, la corvette chilienne *Libertad* s'empare de la corvette péruvienne *Confederación*.

Une escadre chilienne de cinq bâtiments, sous les ordres du commandant Postego, se montre devant la rade du Callao le 3 mai 1838. Elle est cependant trop faible pour inspirer la crainte d'un débarquement. Dumont d'Urville a observé ces recrues chiliennes aux pieds nus, des « soldats très mal tenus et en général porteurs de faces ignobles » dont les officiers aux tenues riches du plus mauvais goût ont l'air de bravaches²⁹. Le 12 juillet 1838, le capitaine de vaisseau Henri de Villeneuve, commandant la frégate française *Andromède*, indique que le port est bloqué depuis deux mois par l'escadre chilienne. Veillant à la sûreté du commerce français, il s'inquiète du sort réservé au navire la *Constance* parti du Havre pour Callao. Il demande à Postego ce que le navire risque. Redoutant le blocus, Villeneuve pense que le gouvernement chilien n'aurait pas l'intention de faire la guerre au commerce des neutres, mais il considère l'arrestation d'un navire français comme un fait constituant une véritable déclaration de guerre³⁰. Postego suspend le blocus et ne s'oppose pas au passage des navires français.

²⁹ Dumont d'Urville (1842), III, 68.

³⁰ *Moniteur universel* du 28 octobre 1838.

La descente chilienne sur Lima

Le mécontentement se propage dans l'État nord-péruvien. Il n'a jamais vu avec plaisir la Confédération s'établir et les départements du sud se séparer de lui pour former un État indépendant. Gamarra y a des partisans, ennemis de Santa Cruz et disposés à tendre la main aux Chiliens. Ceux-ci comptent sur ces mésintelligences. La présence d'une armée bolivienne dans les environs de Lima et le grand nombre de places occupées dans l'administration par des Boliviens froissent l'amour-propre national des Péruviens. La Confédération est menacée autant par ces germes de discorde que par le Chili. La guerre pèse sur les départements du nord, par ailleurs peu disposés à la soutenir. La reconnaissance tardive de la Confédération par le congrès bolivien, assemblé à Cochabamba le 30 mai 1838, n'est pas une compensation aux coups qui lui sont portés à Lima. Une tentative de révolution y a lieu : elle est réprimée mais l'opinion publique se prononce contre le système fédéral. Les aventuriers voient dans une révolution un moyen d'arriver au pouvoir. Ils attisent les haines de la population péruvienne contre les Boliviens. Le général Nieto, commandant militaire de l'État du nord, a des intelligences avec l'amiral chilien. Les généraux Gamarra et Lafuente, réfugiés au Chili, entretiennent des correspondances secrètes. Ils conseillent le cabinet de Santiago dans son projet d'invasion. Ils comptent l'appuyer avec leurs partisans. Ils donnent à des officiers péruviens, exilés comme eux, plusieurs commandements dans l'armée chilienne, et eux-mêmes prennent place dans ses rangs.

Santa Cruz est dans le sud du Pérou. Ses ennemis ont le champ libre. Les Chiliens trouvent le moment favorable pour une descente. Ils reçoivent des renforts. Après avoir croisé devant Callao, la flotte entre dans la petite rade d'Ancón, au nord de Lima, et y débarque 6.000 hommes, sous les ordres du général Bulnes le 8 août 1838. Orbegoso s'est prononcé contre Santa-Cruz et la Confédération péruano-bolivienne mais il ne veut pas accueillir en amie une armée qui envahit le Pérou. Lafuente et Gamarra, deux conspirateurs incorrigibles, se trouvent dans les rangs des envahisseurs. Orbegoso marche, à la tête de 2.500 hommes, contre les Chiliens. Séparant sa cause de celle de la Confédération, Orbegoso combat pour son propre compte. Le 17 août, les Chiliens se portent sur Lima. Le 21, un combat se livre sous les murs de la ville. Saillard, consul de France en poste à Chuquisaca a débarqué au Callao en juillet 1838 pour remplacer Bernard Barrère. Le 21 août, ce représentant de la France « mû par un sentiment plus prompt que la réflexion »³¹ prend part à la bataille de Lima et encadre des soldats liméniens qui tentent de repousser les Chiliens. L'armée péruvienne se bat bien, mais elle est inférieure en nombre. Un corps, sous les ordres du général Nieto, de connivence avec le général Bulnes, ne prend aucune part à l'action. Les troupes d'Orbegoso sont défaites

³¹ La remarque est de Saillard, AMAE, CP Pérou 8, f°197, 29 août 1838.

et Lima tombe au pouvoir des Chiliens. Le général Gamarra se fait proclamer président provisoire le 24 août par les notables. Orbegoso, après s'être enfermé dans la forteresse du Callao, se retire à bord de la frégate française l'*Andromède*.

Le 10 novembre, Santa Cruz paraît devant Lima, à la tête de 6.500 hommes. Prévenu par un sergent chilien libéré par Santa Cruz, Bulnes recule vers Huaraz. Gamarra, avant de fuir, dévalise le palais du gouvernement, enlevant les tableaux et les tentures³². L'armée chilienne se livre à de nombreuses exactions. Trois cents cochons sont massacrés dans une ferme appartenant à un journaliste ayant parlé irrespectueusement de l'armée chilienne. Lafuente avec 300 cuirassiers fait massacrer à Piura deux cents malheureux. Au lieu de poursuivre, Santa Cruz perd à Lima un temps précieux qui permet aux Chiliens de se fortifier³³.

3. La victoire chilienne

Le combat de Casma, 12 janvier 1839

Santa Cruz veut détruire la marine chilienne. Il n'en a lui-même aucune depuis que les Chiliens se sont emparés du trois-mâts le *Casimir Périer* dans le port de Callao. Le consulat général de la Confédération à Londres proteste car une frégate chilienne percée pour 50 canons est en construction à Bordeaux³⁴. Santa Cruz n'a pas le choix. Il favorise l'armement de corsaires recrutés parmi les matelots, déserteurs, de toutes les nations que l'espoir d'un butin facile attire en grand nombre. Deux sloops de guerre armés chacun de 22 canons commandés par un ancien officier de la marine des États-Unis sont chargés de guetter l'arrivée de la frégate *Chili* dans le Pacifique³⁵. Le Pérou achète un navire marchand français l'*Edmond*. Armé, il a pour mission de capturer le brick chilien l'*Achille* mouillé près de l'île de San Lorenzo. L'*Edmond*, une goélette et trois chaloupes canonnières voguent vers leur mission mais l'*Achille* est subitement rejoint par deux goélettes. L'*Edmond* cherche à aborder mais sa proie prend le large. Les Chiliens ont tiré une centaine de coups de canons mais le tir mal dirigé n'a coupé que le grand hauban et troué la grande voile de l'*Edmond*. Santa Cruz parvient à reprendre aux Chiliens la frégate *Ariquepeña*³⁶. Armé en course, l'*Edmond* est mieux équipé. On le dote d'une pièce de 24 à pivot et de 16 canons. Son équipage se monte à une centaine de matelots et

³² *Moniteur universel*, 1^{er} mars 1839.

³³ A. de Botmilliau, *op. cit.*, 32.

³⁴ AMAE, CP Chili 8, f°181. Lettre de J. J. de Mora au ministre des Affaires étrangères de la France, Londres 11 octobre 1838.

³⁵ *Ibid.*, f° 182.

³⁶ *Moniteur universel* du 24 mars 1839.

une cinquantaine de fusiliers marins³⁷. Un Français, Blanchet, créé capitaine de vaisseau par Santa Cruz, reçoit le commandement de ces corsaires. Le combat décisif a lieu lors du combat de Casma, le 12 janvier 1839 au large des côtes péruviennes. Il oppose quatre navires péruviens aux trois navires chiliens du commodore britannique Robert Winthrop Simpson. Engagé dans une lutte corps à corps avec le navire du commandant chilien, Blanchet parvient à causer des avaries qui permettent de tenter l'abordage, quand il tombe frappé à mort³⁸. Découragé par la perte de son chef, l'équipage suspend le combat. Les deux navires se séparent, se contentant de s'observer. Les corsaires péruviens rentrent au Callao, mais la mort de Blanchet les a désorganisés. La discorde s'installe parmi ces aventuriers que seule la cupidité a pu réunir un instant. Il faut désarmer les navires qu'ils montent. La maîtrise de la mer appartient au Chili.

La bataille de Yungay, 20 janvier 1839

Le 24 juin 1838, Braun remporte la bataille de Montenegro (Cuyambuyo pour les Argentins) contre l'Argentine. Il reçoit de Santa Cruz le titre de grand maréchal de Montenegro. Il est décoré des Légions d'honneur boliviennes et péruviennes. Nommé ministre de la Guerre, de la Marine et de l'Intérieur de la confédération, il est au sommet de sa carrière. La fin de la guerre contre Buenos Aires permet de se tourner entièrement contre le Chili. Deux régiments argentins sont même passés du côté du général Braun. La mort par dysenterie du général rebelle López à Oruro donne à Santa Cruz 5.000 hommes de troupes supplémentaires³⁹. Le Chili relève le défi. Lors de la bataille de Yungay, les deux armées sont de force équivalente, à peu près 6.000 hommes chacune. L'armée confédérée est composée des vétérans de la guerre civile. Santa Cruz confie son état-major au Britannique Francis O'Connor et à l'Allemand Otto Braun. L'armée chilienne commandée par Manuel Bulnes est combinée avec des éléments péruviens (800 hommes) : des chasseurs et le bataillon *Huaylas*. Le général Bulnes était un jeune officier de l'indépendance chilienne. En 1818, il avait participé aux opérations dans le sud du pays. En 1830, il avait été chargé de poursuivre la bande des *Pincheyras*, et il l'avait détruite, étouffant ce dernier foyer de la guerre civile⁴⁰. Le 13 janvier, Santa Cruz occupe le village de Yungay. En face, les forces chiliennes manquent de vivres. Le 20, les événements se précipitent. Les

37 *Ibid.*, 1^{er} avril 1839.

38 A. de Botmilliau, *op. cit.*, 33.

39 *Moniteur universel*, vendredi 5 octobre 1838.

40 *Annuaire des deux mondes, histoire générale des divers États, Revue des Deux Mondes*, « États américains – le Chili » (1851), 1025

quatre divisions chiliennes quittent San Miguel pour attaquer le hameau de Yungay.

Le général Quiróz tient le Pain de Sucre avec le bataillon des chasseurs de la Bolivie. Derrière le ravin creusé par la rivière Ancash ont pris position les divisions Herrera et Morán. La cavalerie du général Urdininea se tient en réserve. Les confédérés ont complété leurs défenses par des tranchées. Bulnes commence par attaquer la colline Punyán. Le bataillon *Aconcagua* sous le commandement du colonel Silva escalade facilement la position. Santa Cruz tente de contrer la manœuvre et envoie le bataillon *Ayacucho*. L'armée péruano-bolivienne espère contrôler le Pain de Sucre et la colline Punyán. Bulnes ordonne aux bataillons *Portales*, *Valdivia* et *Huaylas* de faire face aux troupes confédérées et de s'emparer de la colline. Les compagnies du colonel Guilarte et le bataillon *Ayacucho* reculent. Le terrain est abandonné sans réel combat. À neuf heures du matin, Bulnes s'apprête à s'emparer du Pain de Sucre. Une colonne de 400 hommes menée par le colonel Valenzuela est chargée de l'attaque. Un feu nourri l'accueille. Valenzuela et son second le commandant Olivares sont tués. Les capitaines des différentes compagnies (*Carampangue*, *Santiago*, *Valparaíso* et *6^e Chasseurs du Pérou*) continuent cependant l'ascension. À dix heures du matin, la compagnie du bataillon *Carampangue* n'a plus comme chef qu'une femme sergent, la fameuse Candelaria Pérez. Les assaillants ont perdu la moitié de leurs hommes et doivent arracher la cime du Pain de Sucre lors d'une ultime charge à la baïonnette. Le général Quiróz est tué ainsi que ses 500 hommes. Pour renforcer les défenses du Pain de Sucre, Santa Cruz a envoyé le bataillon *n°4 de la Bolivie* mais ces troupes, après avoir franchi la rivière Ancash se sont trouvés nez à nez avec des Chiliens. Le bataillon *Colchagua* d'Urriola se dissimule derrière une végétation abondante, attend, puis fait feu à bout portant sur le 4^e bataillon. Ce dernier charge et fait reculer le *Colchagua*. Bulnes envoie des renforts sous le commandement du général Elespuru.

Les combats font rage dans le ravin de la rivière Ancash. Elespuru est tué à la tête de son régiment. Le bataillon n°4 des Boliviens est repoussé mais les Chiliens ne peuvent avancer car après avoir franchi la rivière, ils se heurtent aux solides retranchements ennemis. Bulnes continue cette attaque et envoie le gros de ses forces. Le pont sur la rivière Ancash est détruit, ce qui complique la tâche de l'armée chilienne. L'armée péruano-bolivienne s'abrite derrière ses tranchées. Le duel d'artillerie est engagé de part et d'autre du ravin. Vers 14h30, les forces confédérées, convaincues de leur victoire, sortent de leurs abris pour porter l'estocade, sous la conduite du général Bermúdez. Les Chiliens reculent. La cavalerie du général Urdininea se met au galop pour l'hallali. Face à la charge générale des forces de Santa Cruz, Bulnes prend le commandement du bataillon *Valparaíso* et endigue la débâcle. Il rallie son infanterie qui se débande et la remet en ordre de bataille. Les confédérés rejoignent leurs tranchées. Les cavaleries se font face. Les charges se

succèdent. Le général Castilla repousse les attaques de Santa Cruz. Les confédérés résistent dans leurs abris, ils sont délogés à la baïonnette. Les forces boliviennes ont deux généraux et 2.600 hommes tués, 3.400 sont faits prisonniers, les équipements et 90.000 pesos sont perdus⁴¹, contre 664 morts du côté chilien. Les lanciers pourchassent les fuyards. Max Radiguet écrit :

« On dit que les Chiliens ensanglantèrent inutilement un succès déjà décidé en massacrant sans pitié des fuyards désarmés. Parmi les morts, dont la moitié avaient été, assure-t-on, sacrifiés après l'action, se trouvaient les généraux Quiros et Armaza, assassinés à vingt lieues du théâtre de l'engagement⁴² ».

Les héros chiliens

Après six heures de bataille, les Chiliens remportent la victoire. Le capitaine Urra trouve la force, malgré sa blessure mortelle, d'écrire à sa femme pour annoncer la victoire⁴³. Cette victoire annonce la fin de la Confédération péruano-bolivienne. Louis-Philippe félicite à Paris l'ambassadeur chilien⁴⁴. Santa Cruz s'exile en Équateur. Le parti restaurateur retrouve le pouvoir et le général Gamarra est nommé président par le Congrès péruvien, proclamant officiellement la dissolution de la Confédération. Le Pérou reprend son existence distincte et indépendante de la Bolivie. Une assemblée se réunit à Huancayo et adopte une nouvelle constitution. La victoire chilienne de 1839 est une occasion de glorifier l'identité nationale. Le lieutenant mapuche Juan Lorenzo Colipi s'est distingué au combat du pont de Llaclla le 17 décembre 1838 où avec onze hommes, il a protégé la retraite de l'armée chilienne. Le 6 janvier 1839, au pont de Buin, il a réitéré l'exploit. Les soldats de Chiloé se croient les premiers soldats de l'univers⁴⁵. Avec la bataille de Yungay et la participation de la garde nationale, troupe de réserve composée des citoyens, l'héroïsation, y compris des femmes, est un thème récurrent dans les textes. Candelaria Pérez est adulée pour avoir mené un assaut contre les retranchements ennemis. Lors du défilé de la victoire en décembre 1839, elle est à cheval aux côtés du général Bulnes⁴⁶. Elle est applaudie lors d'une représentation théâtrale évoquant Yungay à Santiago en 1849.

⁴¹ AMAE, CP Chili 8, f° 216, *Journal de Valparaiso*, 20 février 1839.

⁴² M. Radiguet (1856), 209.

⁴³ S. Collier (2003), 56.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ F. Maynard (1858), p. 277.

⁴⁶ S. Collier, *op. cit.*, p. 58.

Conclusion

Le Chili s'affirme comme puissance régionale. La confédération péruano-bolivienne se dissout le 20 février 1839. En juillet 1839, San Martín, le héros de l'indépendance chilienne, est nommé par décret de Rosas ministre plénipotentiaire de l'Argentine auprès du Pérou. San Martín refuse, estimant qu'il ne peut représenter dignement les intérêts argentins dans un État où il est débiteur de faveurs et de rentes. Après plusieurs démarches infructueuses auprès de Manuel Ferreyros, ministre des Relations extérieures, le chargé d'affaires de France en poste à Lima décide le 19 août 1840 de se rendre au bureau du ministre des Finances, le général Ramón Castilla, afin d'exiger le remboursement des prêts octroyés par des commerçants français aux différents gouvernements de Santa Cruz entre 1836 et 1838. La querelle diplomatique tourne au vinaigre. Le consul français Saillard et Castilla veulent s'affronter en duel⁴⁷. La monarchie de Juillet rappelle son agent en 1841. Le ministre Soult avait fixé en 1839 les objectifs de la représentation consulaire française au Pérou :

« La France, je ne saurais assez le répéter, ne veut pas plus se mêler des guerres ou des querelles d'État à État en Amérique que des luttes et des collisions de partis [...]. Le seul rôle que les agents du Roi aient à y remplir (et il doit suffire à leur ambition et à leur zèle), c'est de soutenir avec dignité, modération et fermeté les intérêts propres de leur pays et de leurs nationaux [...] ».⁴⁸

Après Yungay, un mouvement éclate en Bolivie. Le général Velasco est nommé président de la République et le général Ballivián, vice-président. Le Pérou se dote d'une constitution au congrès de Huancayo le 10 novembre 1839. Le général Gamarra est proclamé président du Pérou. Santa Cruz se réfugie à Guayaquil en Équateur. Il tente de revenir au pouvoir, débarque au Pérou en 1843. Arrêté, il est retenu prisonnier au Chili. Remis en liberté sur intervention de l'Équateur et de la Grande-Bretagne, il s'exile avec une pension annuelle de 6.000 pesos. Santa Cruz vit à Versailles et meurt près de Nantes le 13 septembre 1865.

Jérôme LOUIS
Docteur en histoire contemporaine
jeromelouis@wanadoo.fr

⁴⁷ E. de Saint-Fuscien, (1997)

⁴⁸ AMAE, CP Pérou 9, n° 153, lettre du 14 mars 1839.

Bibliographie

Bibliographie

Sources manuscrites

Archives du ministère des Affaires étrangères - La Courneuve
Correspondance politique
Bolivie 1, 2
Chili 7, 8
Pérou 8, 9

Sources imprimées

1) *Journaux, correspondances, essais*

- BOTMILLIAU, A. de, « Les républiques de l'Amérique du Sud : I- La république péruvienne », Paris, *Revue des Deux Mondes*, 1850, p. 5-48.
- DU PETIT-THOUARS Abel Aubert, *Voyage autour du monde sur la frégate La Vénus pendant les années 1836-1839*, Paris, 1840.
- DUMONT D'URVILLE Jules Sébastien César, *Voyage au Pôle Sud et dans l'Océanie sur les corvettes l'Astrolabe et la Zélée exécuté par ordre du roi pendant les années 1837-1838-1839-1840*, Paris, Gide, 1842, tome III.
- GALIBERT Léon, sous la direction de, « « Diégo Portales, vice-président de la république du Chili », *Monthly magazine, Revue britannique ou choix d'articles traduit des meilleurs écrits périodiques de la Grande-Bretagne*, 1838, tome 13, p. 59-80.
- GIRARD Charles, *Lettres reçues d'Océanie*, Paris, Karthala, 2009, volume I (1836-1841).
- LAFOND DE LURCY Gabriel, *Voyages autour du monde et naufrages célèbres*, Paris, Pourrat frères, 1843-1844, tome III.
- LESUR Charles-Louis, *Annuaire historique universel pour 1836*, Paris, de Cosson, 1837.
- PÉREZ ROSALES Vicente, *Essai sur le Chili*, Hambourg, 1857, p. 410.
- SAN MARTIN José de, JOSET Jacques, RAXHON Philippe, *Correspondances et autres écrits du Libertador José de San Martin*, 2004, 187 p. *Mémoires, récit de voyage*
- MAYNARD Felix, *Voyages et aventures au Chili*, Paris, 1858.
- NECOCHEA Eugenio, *Memoria sobre el asesinato del ministro Portales*, s.d., 19 p.
- RADIGUET Max, *Souvenirs de l'Amérique espagnole, Chili, Pérou, Brésil*, Paris, 1856.
- RADIGUET Max, « Valparaiso et la société chilienne », Paris, *Revue des Deux Mondes*, 1847, tome 19, p. 59-88.
- TRISTAN Flora, *Pérégrinations d'une paria (1833-1834)*, Paris, A. Bertrand, 1838.
- WILKES Charles, *Narrative of the United States exploring expedition during the years 1838, 1839, 1840, 1841, 1842*, Philadelphie, 1850, 5 volumes.

2) *Études*

BENGOA José, *Historia del pueblo mapuche Siglo XIX y XX*, Santiago, Lom Historia, Biblioteca nacional de Chile, 2000.

COLLIER Simon, *Chile, the making of a republic, 1830-1865: politics and ideas*, Cambridge, 2003.

COUTAU-BÉGARIE Hervé, *Géostratégie du Pacifique*, Institut français des relations internationales, 1987, 374 p.

DELER Jean-Paul, *Genèse de l'espace équatorien : essai sur le territoire et la formation de l'État national*, Lima, Institut français d'études andines, 1981, 279 p.

EDWARDS Agustín, *The dawn: being the history of the birth and consolidation of the republic of Chile*, Londres, E. Benn, limited, 1931, 404 p.

FAIVRE Jean-Paul, *L'expansion française dans le Pacifique de 1800 à 1842*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1953.

HARVEY Robert, *Liberators: Latin America's Struggle for Independence*, Woodstock (New York), Overlook Press, 2002, 524 p.

HERMANN Christian, *La politique de la France en Amérique latine, 1826-1850 : une rencontre manquée*, Bordeaux, Maison des pays ibériques, 1996, 308 p.

LÓPEZ URRUTIA Carlos, *Historia de la Marina de Chile*, Santiago, Bello, 2008, 676 p.

QUEUILLE Pierre, *L'Amérique latine, la doctrine Monroe et le panaméricanisme, le conditionnement historique du Tiers monde latino-américain*, Paris, Payot, 1969, 288 p.

RAZOUX Pierre, *Le Chili en Guerre*, Paris, Economica, 2005.

RUDEL Christian, *La Bolivie*, Paris, Karthala, 2006, 248 p.

SAINT-FUSCIEN Emmanuel de, « La querelle Castilla-Saillard », *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, n°5, mars 1997.

SARGET Marie Noëlle, « La formation de l'identité nationale chilienne au XIX^e siècle », *Communications*, Paris, Seuil, 1987, volume 45, pp. 189-212.

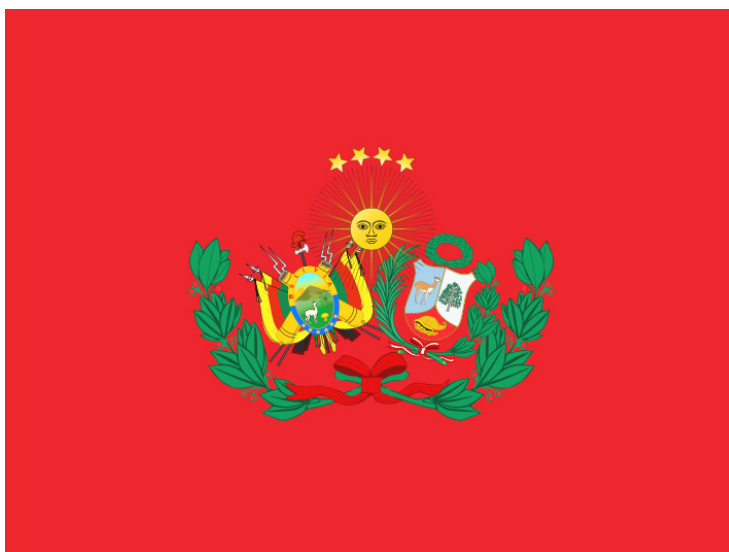
———, *Histoire du Chili : de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1996, 319 p.

3) *Biographies*

SOBREVILLA Perea Natalia, *The Caudillo of the Andes, Andrés de Santa Cruz*, New York, Cambridge university press, 2011, 239 p.

VALCARCEL Isabel, *Mujeres de armas tomar*, Madrid, Algaba ediciones, 2004, « Candelaria Pérez », pp. 159-170.

VILLALOBOS Sergio, *Portales una falsificación histórica*, Santiago, editorial universitaria, 1989.



Drapeau de la Confédération péruano-bolivienne

Sur fond rouge les armoiries de la Bolivie figurent à gauche. On reconnaît le bonnet phrygien et le lama.

Au centre se trouve un soleil d'or : Inti. Les quatre étoiles au-dessus représentent les quatre départements. À droite se trouvent les symboles du Nord-Pérou et du Sud-Pérou. L'ensemble est entouré de branches de laurier.



Pedro León Carmona (1854-1899),
Diego Portales expose aux notables la situation en 1836 entre le Chili
et la Confédération péruano-bolivienne.

IV. Nation et présence indigène

*“Indios argentinos”, “indios chilenos” :
le concept de nationalité appliqué aux
Mapuches, Pehuenches et Tehuelches
du Territoire national du Neuquén
(1884-1930), Argentine*

NOUS SOUHAITONS APPORTER des éléments de comparaison en évoquant le cas de l'Argentine, et plus particulièrement celui de l'actuelle province du Neuquén, située en Patagonie. Voisine de la IX^e région chilienne, elle révèle à travers son histoire les différents enjeux et conflits liés à la construction territoriale des deux nations. Elle confronte non seulement à la problématique de *frontière*, mais aussi à celle du traitement de la *différence* dans l'État-nation. De plus, l'étude des politiques destinées à l'*intégration* des populations autochtones de Patagonie permet d'établir une distinction entre le Chili et l'Argentine. Si les deux pays partagent la conviction que l'*Indien* n'a pas sa place dans l'État-nation, les moyens utilisés pour en venir à bout ne furent pas les mêmes. Dès 1881, le Chili lança une politique de concentration de la population au sein de réserves appelées *reducciones*. L'attribution de titres de propriété collectifs, les *Títulos de Merced*, sanctionna ce qui fut considéré comme une concession de l'État chilien aux populations autochtones. En Argentine, cette politique fit l'objet de nombreux débats qui retardèrent la mise en place effective de telles dispositions. Dans les Territoires nationaux, créés en 1884 à la fin des campagnes militaires et regroupant les régions nouvellement conquises dans le Chaco et la Patagonie, le mode d'organisation fédéral compliqua davantage l'application des lois votées à Buenos Aires. Dès les premières expéditions, les autorités militaires laissèrent s'instaurer un système de *redistribution* de la population soumise en tant que main d'œuvre, sur lequel finit par reposer la politique d'*intégration* destinée aux Mapuches, Tehuelches et Pehuenches. Sauf quelques exceptions, les diverses tentatives

pour créer un système de *colonies* se soldèrent par un échec. Enfin, dans les zones frontalières comme la région du Neuquén, vint s'ajouter la question de l'attribution de la nationalité aux groupes nomades ou semi-nomades, dont faisaient partie les Mapuches et les Pehuenches. Fallait-il les considérer *argentins* ou *chiliens* ?

De la tierra de indios à la tierra de todos

Pour l'Argentine, l'enjeu de la conquête du Neuquén était double : atteindre les rives de ce fleuve¹ représentait la possibilité de lancer la colonisation de tous les territoires situés plus au sud, une fois réglé *le problème de l'indien* dans la Pampa et dans le nord de la Patagonie, c'est-à-dire dans les zones où se concentraient les caciques les plus influents et les plus organisés. De plus, il s'agissait d'arriver avant le voisin chilien, qui avait lancé dès 1862 des opérations militaires au sud du Bío Bío sous le nom de *Pacification de l'Araucanie*. Ainsi, dès 1872, les premières expéditions furent lancées, mais ce n'est qu'en 1879 que l'offensive débuta, une fois négociées les nouvelles frontières nationales avec l'État chilien. La création du Territoire national du Neuquén cette même année constitue donc une étape cruciale dans l'histoire de la construction nationale argentine, car elle permet la promulgation de la loi d'Organisation des Territoires Nationaux qui met fin à la *Conquête du Désert* et marque le début de la colonisation. Surtout, elle permet à la nation argentine de *se définir* à travers un territoire clairement délimité, aux frontières non seulement élargies, mais aussi définitivement établies.

Selon Mónica Quijada (2001), le cas de l'Argentine illustrerait parfaitement l'impact de la notion de *territoire* au moment de penser la *nation civique* ou *politique*². Le territoire y agit comme l'élément *unificateur* d'une population hétérogène, il constitue le support essentiel du développement des institutions et de l'élaboration des récits et discours sur l'identité nationale³:

(...) para el modelo cívico “el país” es la condición previa de cualquier nación, y esta última es una unidad territorial, una comunidad política que reside en su propio territorio histórico, el cual pertenece al conjunto de la ciudadanía igual que ésta pertenece a aquél. De tal forma, se produce una identificación entre comunidad política y definición territorial. Asimismo, el desarrollo de una legislación pública se identifica con el control territorial, ya que la configuración implica una regulación social sobre un territorio delimitado. Ello toma forma a través del establecimiento de instituciones centrales cuyo dominio se expande monopólicamente por todo el territorio.

1 Celui-ci doit son nom aux Mapuches, « neuquén » signifiant « río bravo » en mapudungun.

2 Quijada, (2001: 181).

3 Voir aussi Moyano (2008).

Cette vision de l'État-nation avait nourri l'élite de Buenos Aires dès les premières années de l'Indépendance, mais elle s'était rapidement heurtée à la réalité géographique, tout comme à l'opposition des partisans du modèle fédéral, majoritaires dans le reste du pays. Elle impliquait en effet une centralisation du pouvoir à Buenos Aires, et une suprématie de la capitale sur les autres régions. Les distances à parcourir, les caractéristiques du territoire ainsi que les nombreuses guerres civiles opposant unitaires et fédéraux (1814 et 1880) furent autant de facteurs qui compliquèrent son application sur le terrain. De plus, jusqu'à la création de la loi d'Organisation des Territoires Nationaux en 1884, la nation n'avait pour espace que les frontières héritées de la Vice-Royauté du Rio de Plata, jugées instables et dangereuses en raison de leur proximité avec les terres indiennes – *tierra de indios* –. La *frontière du sud* – au sud de Buenos Aires – vivait dans la peur des *malones*, ces « *razzia* » (Boccarda, 1998) réunissant parfois des milliers de cavaliers armés de lances et de *boleras* qui déferlaient sur les *fortines*, raflant le bétail et les femmes. Le désert s'étendait à perte de vue et le danger pouvait surgir de n'importe où, à n'importe quel moment. Les possibilités offertes par l'immensité des terres de la Pampa et de la Patagonie permettaient une grande mobilité, réduisant la visibilité des populations autochtones. Ainsi, le désert géographique était assimilé au désert démographique. La nature même du paysage des steppes de la Patagonie nourrissait chez l'élite de Buenos Aires une représentation du territoire comme un *désert à conquérir*, et de l'*Indien* comme un *sauvage à éradiquer*. « *De eso se trata, de ser o no ser salvaje* », écrivait Domingo F. Sarmiento en 1845, rendant compte en ces termes de la dichotomie *civilisation/barbarie*. Pour Nicolás Avellaneda, président de la République entre 1874 et 1880, la guerre n'était pas menée contre l'*Indien* mais bien contre le désert qui l'engendrait : « *No suprimiremos el indio sino suprimiendo el desierto que lo engendra. No se extirpa el fruto sino extirpando de raíz el árbol que lo produce. De lo contrario se emprende una obra que necesita recomenzarse en cada estación* » (Mases, 2010 : 48). Ici, l'*Indien* apparaît comme une catégorie, une réalité abstraite, voire, un objet. La Conquête du Désert fut perçue comme une *mission de civilisation* et elle conserve encore aujourd'hui une dimension mythique et fondatrice. On la retrouve, par exemple, sur les billets de cent pesos où sont représentés le général Roca et ses troupes à cheval, dans une mise en scène épique⁴. Comme l'explique Walter M. Delrio (2005 : 62) :

El discurso hegemónico encontraría, entonces, rápidas asociaciones con procesos similares de extensión de la civilización sobre la “barbarie” o “mundo salvaje”. Esta interdiscursividad se manifiesta claramente en los discursos del Poder Ejecutivo, de funcionarios militares y de legisladores, quienes procuraban encuadrar el proceso en

⁴ En 2008, la députée Cecilia Merchán proposa au Congrès de la nation le remplacement de Julio A. Roca par Juana Azurduy, figure emblématique de la Guerre d'Indépendance, mais sa proposition fut rejetée.

términos de una pertenencia a la historia de Occidente. Se desarrolla, entonces, una mitología del desierto en la cual se construye el territorio como “desierto” y sus habitantes como salvajes.

La question de l’extension territoriale s’imposa comme une nécessité, voire comme une évidence pour l’élite. D’un point de vue économique, la hausse des matières premières encourageait l’accroissement de la productivité et le développement du modèle agroexportateur, fondé sur l’exportation de produits agricoles et d’élevage (laine, viande, cuir, blé, maïs). L’acquisition de nouvelles terres était la condition pour y parvenir. À cela s’ajoutait le fait que les avancées militaires de l’État chilien sur l’Araucanie depuis 1861 inquiétaient le pouvoir argentin, qui se méfiait des intentions de son voisin. Depuis la fondation de Punta Arenas dans le détroit de Magellan en 1847, les tensions diplomatiques entre les deux États augmentaient, l’Argentine plaidant pour son droit sur les hautes cimes et le Chili discutant la division des eaux. L’État argentin voyait donc en la *Pacification de l’Araucanie* un risque d’annexion de la Patagonie – laquelle n’était pourtant pas encore sous sa juridiction. Les manœuvres chiliennes poussèrent le nouveau ministre de la Guerre et futur président de la République, le général Julio A. Roca, à lancer ses propres expéditions dès 1879. Entre temps, il se mit en relation avec son homologue chilien pour négocier un accord sur les nouvelles frontières, qui fut signé en 1881. L’État chilien, dont l’attention était portée sur la guerre dans le Pacifique, préféra se montrer conciliant. Par ailleurs, les deux États partageaient les mêmes intérêts économiques à une redéfinition du territoire, et un même problème : la présence de *l’Indien* sur ces terres. Tous deux voyaient dans l’élément indigène un obstacle, non seulement pour l’émergence de l’espace territorial de la nation, mais aussi pour la construction de la citoyenneté.

Une fois les opérations militaires achevées, l’État fut confronté à cette question : comment faire de *l’Indien* un *citoyen comme les autres* ? Bien sûr, la question de l’attribution de la nationalité ne se posait pas, on appliqua le *ius solis*, et *l’Indien* devint *argentin* par le simple fait d’être né sur le territoire de la nation. S’il s’agissait là d’une évidence pour l’élite de Buenos Aires, l’application de cette idée sur le terrain se révéla problématique dans les zones frontalières comme le Neuquén. Les Mapuches – alors appelés Araucans –, traversaient la cordillère depuis des siècles. Quant aux Pehuenches, bien que sédentaires, ils habitaient sur les flancs de la cordillère, et parfois dans des zones sources de conflits entre les deux États. L’attribution d’une nationalité ou d’une autre par les autorités militaires reposa sur des critères purement subjectifs.

Indios buenos, indios malos

Face à cette nouvelle réalité, les stratégies individuelles varièrent au sein de la population autochtone, comme en témoigne le cas de trois caciques emblématiques de l'histoire du Neuquén et de l'Argentine : Manuel Namuncurá, Feliciano Purrán et Valentín Sayhueque. Il constitue un rare témoignage de cette période de transition et de ce qu'elle a pu signifier pour la population indigène. Loin de n'être qu'une poignée de voleurs désorganisés, les Mapuches, Tehuelches, Pehuenches et Puelches avaient tissé un large réseau d'alliances politiques, militaires et commerciales. Certains caciques avaient appris l'espagnol et avaient été traités en *indiens amis* pendant les années précédant l'offensive argentine. D'autres étaient redoutés en raison de leur stratégie diplomatique et de leur pouvoir militaire qui s'étendait parfois des deux côtés de la cordillère. Ils entrèrent dans la catégorie des *Indiens bandits, rebelles* au gouvernement argentin et furent constamment suspectés de *trahir la nation* en complotant avec l'État chilien. Ce fut particulièrement le cas des caciques Mapuches et Pehuenches, comme Manuel Namuncurá et Feliciano Purrán.

Selon les contextes et les points de vue, Manuel Namuncurá et Feliciano Purrán étaient soit des *indiens araucans chiliens*, soit des *indiens d'origine argentine*. Namuncurá était pourtant issu d'une lignée dont l'autorité et la légitimité avaient été reconnues par le gouvernement de Juan M. de Rosas (1835-1852). Fils du grand cacique Calfucurá et père de Ceferino – qui sera plus tard béatifié par l'église catholique –, il serait né en 1811 sur les terres de Pulmarí, dans la cordillère, sur un versant régulièrement source de tensions entre le Chili et l'Argentine⁵. Il vécut son enfance sur les rives du Llaima, dans la cordillère des Andes, et passa du côté argentin vers 1831. Il représenta auprès du gouvernement de Juan M. de Rosas, la Confédération de Salinas Grandes, organisée par son père dans la région du Rio Negro, puis en hérita en 1873. La Confédération de Salinas Grandes avait été créée en 1835, c'est-à-dire la même année que la Confédération Argentine, et Rosas avait entretenu de bonnes relations avec Calfucurá. Le cacique avait été nommé colonel de l'armée argentine et ne devint hostile au gouvernement qu'à partir de 1852, au moment de la chute de Rosas. Manuel, lui, fut baptisé en 1854, dans la ville de Paraná. Cette même année, il prêta serment de loyauté et de fidélité à la Constitution argentine. Pour toutes ces raisons, il fut surpris par l'offensive argentine de 1879. Après avoir tenté de résister militairement, il se réfugia du côté chilien, sur sa terre natale du Llaima. Namuncurá, qui avait pourtant passé la plus grande partie de sa vie de l'autre côté de la cordillère, devint aux yeux des autorités argentines *un indien chilien en rébellion*. Désormais considéré

⁵ La zone de Pulmarí correspond aujourd'hui à la province de Neuquén, mais elle était alors sous juridiction chilienne.

comme un *traître*, il se trouva pris dans la dispute entre les deux États, et au cœur du débat sur l'origine chilienne ou argentine des Mapuches et des Pehuenches. On retrouve la trace de ces discussions dans la correspondance entretenue par les commandants des forts de la zone frontalière, et plus particulièrement dans celle que maintenaient le général Urrutia (au Chili) et Manuel Ruibal, commandant du fort de Codihué en Argentine⁶. La présence de nombreux groupes errant dans la cordillère inquiétait le général Urrutia, au point qu'il préféra accorder l'asile à ces *indiens d'origine argentine*. Selon Delrio (2005) :

A principios de 1883, varios grupos se encontraban en el occidente cordillerano luego de haber atravesado los pasos andinos, entre ellos Namuncurá, Reuquecura y Reumay. El comandante Urrutia señalaba que éstos le habían manifestado sus deseos de someterse a las leyes chilenas, asegurando que no volverían a la República Argentina. Sostenía que estaban “tranquilos” y “contentos” por la protección que les prestaba el gobierno chileno, que incluiría –según Urrutia- la entrega de recursos para que abandonasen “su vida de pillaje”⁷.

Du côté argentin, à Codihué, Manuel Ruibal s'opposa à cette mesure estimant que l'installation de ces « caciques insoumis »⁸ sur le territoire chilien constituait une menace pour la ligne des forts situées sur la zone frontalière. Lorsque Namuncurá sollicite un permis pour passer du côté argentin afin de négocier avec les autorités, Manuel Ruibal lui répondit qu'il ne s'agissait pas de négocier mais de se rendre, sous certaines conditions. Les caciques devaient accepter de se consacrer au « travail » et adopter un mode vie sédentaire, le nomadisme étant le symbole de la *barbarie* :

[...] les diré que por ahora no es posible permitirles pases a ningún Indio a este lado de la cordillera con el objeto que ustedes dicen de negociar. Esto solo podrá tener lugar cuando todos los caciques de origen argentino se hayan sometido al Gobierno de esta Nación. Como lo acaba de hacer el cacique Reuquecura. Pero mientras permanezcan en la vida nómada que hoy lleban Uds. No es posible acceder al pedido que hacen. Si desean trabajar y vivir tranquilos sométanse al Gobierno argentino como lo han hecho otros caciques de este origen. Pues si así no lo hacen debo prevenirles que Indios que lleguen a tomarse de este lado de la cordillera serán tratados como enemigos irreconciliables de la Civilización⁹.

⁶ G. Urrutia al comandante del fuerte Codihué (Argentina), Cumco, 1883, ANCH, Ministerio de Guerra, vol. 1045.

⁷ Delrio (2005 :70). Les guillemets lui appartiennent.

⁸ « indómitos caciques », correspondance entre le commandant Ruibal et le général Villegas, Codihué (7/5/1883), AEM, Campaña contra los Indios, 1883, p. 89-90.

⁹ De Manuel Ruibal a los caciques Namuncura y Reumay, Codihué (10/5/1883), AEM, Campaña contra los Indios, 1883, p. 91-93.

Les versions argentines et chiliennes se contredisent quant aux circonstances de la reddition de Namuncurá. Dans la documentation du ministère chilien de la Guerre, le terme de « secuestro » est utilisé par Alejandro Larenas¹⁰. Le commandant d'Angol fait référence à des opérations réalisées par les divisions argentines afin de ramener les familles réfugiées dans la cordillère. Le commandement du fortin Paso de los Indios, situé à Ñorquín, affirme que Namuncurá se serait « présenté » aux autorités militaires le 19 mars 1884 (Delrio, 2005 : 73).

Cette dispute pour la *chilénité* ou l'*argentinité* de certains caciques reflète non seulement les tensions nationales existantes entre les deux États, mais aussi la grille de lecture des fonctionnaires et hommes politiques de l'époque. Elle aura des conséquences sur la représentation que se fera l'ensemble de la société argentine des populations Mapuches et Pehuenches. Ces *indiens chiliens araucans, rebelles au gouvernement argentin* et *originaires du Chili* seront l'objet de toutes les suspicions. Feliciano Purrán, qui dominait le nord du territoire correspondant à l'actuelle province de Neuquén (Loncopué), en fit l'expérience. Il fut accusé de maintenir d'étroites relations avec le Chili – notamment commerciales – et d'encourager les propriétaires chiliens à venir s'installer sur les terres de sa Confédération. Capturé aux abords du Bío-Bío, tandis qu'il s'apprêtait à passer du côté chilien, il fut emprisonné sur l'île Martín García, située dans le delta du Rio de La Plata. Après quelques années, il revint dans le Neuquén, puis retourna au Chili, confirmant ainsi aux yeux de la société neuquine sa *chilénité*, et donc, en quelque sorte, sa nature de *traître*.

Au contraire, son voisin du sud, le cacique tehuelche Valentín Sayhueque, devint le symbole de l'*Indien argentin*, et donc, du *bon Indien*. Sayhueque contrôlait la région nommée *País de las Manzanas* par les autorités nationales. Tout comme Calfucurá, il avait entretenu de bonnes relations avec les gouvernements précédents, et plus particulièrement avec celui de Juan M. de Rosas. Et surtout, il était Tehuelche, c'est-à-dire issu d'une culture ayant émergé *sur le territoire argentin* et *en voie d'extinction* suite au processus dit d'*araucanisation de la pampa*. Traditionnellement utilisé par l'historiographie et l'ethnographie argentine¹¹, ce terme fait référence à l'immigration ponctuelle mais continue de groupes dits *araukans*, d'abord poussés par la pression espagnole, puis par l'offensive chilienne. Il désigne également le phénomène d'*acculturation* qui en aurait découlé, provoquant la disparition de certaines cultures (Querandí, Tehuelche, Puelche...). Néanmoins, dans le cas des Tehuelches, l'adoption d'animaux domestiques, tout comme l'intensification des contacts commerciaux avec les Araucans et les Pehuenches, sont également des facteurs à prendre en compte :

¹⁰ Alejandro Larenas (9/11/1883), ANCH, Ministerio de Guerra, vol. 1045, f. 213.

¹¹ Voir par exemple Rodolfo Casamiquela, *Esbozo de una historia del Neuquén*, La Guillotina, Neuquén, 1995.

Ce phénomène d'émigration araucane en terres tehuelches, qui a été baptisé par les spécialistes d'*araucanisation de la pampa*, commence de façon conséquente à partir du XVII^e siècle. Du côté tehuelche, ce phénomène migratoire s'ajoute aux transformations issues de l'adoption du cheval et des bovins. Au XVIII^e siècle, les Tehuelches septentrionaux, dont la culture guerrière va en s'accroissant face à la poussée espagnole sur les prairies pampéennes, voient encore s'accroître la pénétration araucane. Les Tehuelches septentrionaux font ainsi face à une double pression. Néanmoins, ils gardent l'autorité sur la Pampa jusqu'à la fin du XVIII^e siècle¹².

Le concept d'*araucanisation de la pampa* est aujourd'hui remis en question par des anthropologues et des historiens, comme Mario W. Delrio (2005), Guillaume Boccara (1998), Lidia Nacuzzi (1998) ou Susana Bandieri (2005), pour ne citer qu'eux¹³. Outre les discussions autour de la notion d'*acculturation*, ce sont plus particulièrement les notions d'*interne* et d'*externe* qui alimentent les discussions, de même que les catégories identitaires traditionnellement utilisées pour désigner ces groupes.

La utilización de las categorías “indios argentinos” o “indios chilenos” se contraponía a otras categorizaciones también homogeneizantes para hacer referencia a “otros indios”. En la documentación chilena los indígenas del lado argentino pasaron a ser genéricamente denominados como “pehuenches”, o bien simplemente como “nómadas”, “ladrones” o “salvajes”, en contraposición con los indígenas chilenos, agricultores y pasibles de civilización e integración como fuerza productiva. En la documentación argentina se impuso la distinción entre “indígenas argentinos” y aquellos “ladrones o maloneros” provenientes del otro lado de la cordillera, a quienes se los acusaban de ser el verdadero problema en las relaciones interétnicas. Dentro de esta lógica, el “tehuelche” comienza a aparecer como el elemento más representativo de una supuesta *aboriginalidad argentina*, ya que serían quienes habrían padecido de la “invasión transcorderana”¹⁴.

Face aux *Indiens chiliens*, Sayhueque est devenu le représentant des *derniers aborigènes argentins*. Le cacique avait compris que le statut de *Tehuelche* permettait d'accéder à celui d'*Indien argentin* et ainsi, de négocier avec les autorités la reconnaissance de ses terres. Très tôt, il avait revendiqué son *argentinité*. Selon Delrio, cette situation serait en partie responsable de l'*invisibilisation* progressive des identités autochtones en Argentine, puisqu'elle implique une réduction de l'espace de négociation pour les caciques :

¹² Stéphane Bürgi, *La conquête du « désert » argentin (1879) et la fin de la question indigène*, Mémoire dirigé par Bouda Etemad et Aline Helg, Faculté des Lettres, Université de Lausanne, session de juin 2008.

¹³ Voir Guillaume Boccara, *Guerre et ethnogénèse mapuche dans le Chili colonial*, L'Harmattan, Paris, 1998 ; Lidia Nacuzzi, *Identidades impuestas*, Sociedad de Antropología Argentina, Buenos Aires, 1998 ; Susana Bandieri, *Historia de la Patagonia*, Sudamericana, Buenos Aires, 2005.

¹⁴ Walter M. Delrio (2005 : 80).

En la Argentina, desde las miradas hegemónicas, se impusieron dos grandes supuestos que influirían en la reducción de los espacios de negociación para los pueblos originarios: por un lado, la permanente sospecha de pertenencia chilena de los mapuches, y por el otro, el avanzado proceso de extinción de los tehuelches. En este esquema, para los pueblos originarios la categoría de “indígena argentino” resultaba la única mediación posible para elevar negociaciones y reclamos grupales e individuales¹⁵.

Tout comme Namuncurá, Sayhueque fut surpris par le changement d'attitude du gouvernement à son égard. Il écrivit plusieurs lettres aux autorités militaires. Dans celle du 3 avril 1881, le cacique écrivait en tant que représentant du « *gobierno aborígen argentino desde el río Limay* », et défendait son droit sur ces terres en tant que « *noble criollo y, por derecho, dueño de todas estas cosas* » (Delrio, 2005 : 67). Il rappelait à l'État qu'il n'était pas « *un étranger* », qu'il était né sur ces terres et qu'il était « *un argentino leal al gobierno* ». Cependant, comme le souligne Delrio, la dénomination même de « gouvernement aborigène argentin » entraînait en conflit avec les projets de l'État. Sayhueque ne reçut aucun écho de sa requête. Voyant qu'il était impossible de négocier, il s'enfuit plus au sud, dans l'actuelle province de Santa Cruz. Paradoxalement, il fut le dernier cacique à tenir tête à l'État argentin.

Qu'ils soient d'origine chilienne ou argentine, tous les caciques et leurs familles seront condamnés à se disperser. L'État et une grande partie de la classe politique estimaient qu'il fallait d'abord concentrer puis redistribuer la population à travers le pays en tant que main d'œuvre. À défaut d'éliminer totalement l'Indien, il fallait tenter de l'éduquer, de le civiliser, le mettre en contact avec le progrès. Les divergences apparurent quant à l'instauration d'un système de colonies. L'ouverture récente de l'Argentine à l'immigration favorisa davantage l'idée d'une intégration par le métissage. Ainsi, le système de redistribution se maintint jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Concentration et « redistribution »

Les méthodes appliquées durant les campagnes militaires vis-à-vis des prisonniers permettent de mieux comprendre ce que Mases appelle le « *destin final* » de la population autochtone en Argentine. Il ne reste que peu de traces de cette période. Selon Mases, environ treize mille personnes auraient été faites prisonnières par les autorités argentines entre août 1878 et mai 1879, parmi lesquelles 10.539 personnes non-combattantes. Elles auraient été regroupées dans des centres de concentration, puis redistribuées en tant que main-d'œuvre. D'après Delrio, ces camps auraient été dressés dans l'actuelle province du Río Negro, le plus important ayant été celui de Valcheta.

¹⁵ *Idem.*

Sayhueque lui-même fut envoyé à Chinchinales, en attendant une solution alternative.

Mases affirme qu'en réalité, le gouvernement d'Avellaneda sut très vite que l'option choisie serait celle de la « redistribution ». Cette proposition aurait émané des milieux militaires, et plus particulièrement du général Julio A. Roca lui-même, via les suggestions de l'un de ses subalternes, le sous-lieutenant Miguel Malarín, envoyé en mission d'observation aux États-Unis. Dans l'une de ses missives, il se réjouissait du fait que le gouvernement argentin n'eût choisi ni d'appliquer le modèle des États-Unis, ni celui des missionnaires. Il persuadait Roca de la pertinence d'une politique de « redistribution » :

[...] luego de describir las distintas acciones que sobre el asunto se llevaron a cabo en Estados Unidos, concluye que el método más viable y seguro para lograr los objetivos propuestos es el de “distribución” y felicita por haberse desechado las misiones de la congregaciones religiosas, y comenzado a enviar contingentes indígenas a Tucumán¹⁶.

En 1878, soit peu de temps avant la première offensive, le général Roca avait déclaré :

Estamos como nación empeñados en una contienda de razas en la que el indígena lleva sobre sí el tremendo anatema de su desaparición, escrito en nombre de la civilización. Destruyamos, pues, moralmente esa raza, aniquilemos sus resortes y organización política, desaparezca su orden de tribus y si es necesario divídase la familia. Esta raza así quebrada y dispersa, acabará por abrazar la causa de la civilización. Las colonias centrales, la Marina, las provincias del litoral sirven de teatro para realizar este propósito [...]¹⁷.

On fit donc avec les populations autochtones ce que l'on avait fait avec les combattants prisonniers durant la guerre du Paraguay. La nouveauté fut cette fois-ci que la méthode s'appliqua à tous, y compris aux jeunes enfants. Les hommes furent envoyés dans les exploitations agricoles (Tucumán, Entre Ríos, Corrientes, Misiones, Córdoba, Santa Fe), dans la Marine ou sur l'île Martín García. Les enfants, les femmes et les personnes âgées furent déportés jusqu'à Buenos Aires, puis placés en tant que personnel domestique dans les familles aisées de la capitale. La Sociedad de Beneficencia, à travers sa présidente, Micaela Cascallares de Paz, fut l'un des organes intermédiaires chargés de cette « redistribution » (Mases, 2010 : 121). Dès 1878, le journal *El Nacional* publia des annonces similaires à celle passée dans l'édition du 31 décembre 1878, soit quelques mois avant la première grande offensive : « *Los miércoles y los viernes se efectuará la entrega de indios y chinas a las familias de esta ciudad,*

¹⁶ Mases (2010 : 66).

¹⁷ Journal *La Prensa* de Buenos Aires du 1^{er} mars 1878.

*por medio de la Sociedad de Beneficencia [...]»¹⁸. La distribution s'effectuait dans une église. Le jour indiqué, une table était placée près de l'autel, et les individus à distribuer y étaient exhibés. Emile Daireaux, un voyageur français de passage à Buenos Aires en 1888, fut témoin de l'une de ces séances de *redistribution* :*

Pobres viejas con sus cabellos grises y lacios a las que seguro nadie había de querer; mujeres jóvenes que daban de mamar, o agrupaban en torno suyo sus numerosos hijos y muchachos y muchachas extraviados y separados violentamente de sus madres, a las que habían perdido en las revueltas y trastornos del desierto, y en el desorden de los embarques, en los cuales se empujaba a todas aquellas pobres gentes, como si fueran bestias, contando las cabezas, sin mirar los rostros ni atender a las lágrimas y lamentos [...]»¹⁹.

La Sociedad de Beneficencia ne fut pas l'unique voie de répartition des individus. Dès les premières expéditions militaires, cette pratique s'était généralisée parmi les hauts fonctionnaires. Usant de leur influence, ils n'avaient généralement aucun mal à se procurer des indigènes. Cette pratique était courante dans les familles aisées de Buenos Aires, qui avaient toutes à leur service des femmes venues, le plus souvent du Paraguay. Mais elle était surtout répandue parmi les militaires :

La reiteración en los partes de guerra informando sobre estos repartos de indígenas entre los oficiales expedicionarios indica que fue una práctica política bastante común durante esta etapa. Práctica que se extendió a todas las fuerzas militares y durante el transcurso de toda la campaña militar y que incluso en un caso, el de la III División, posibilitó contabilizar el reparto de 51 indígenas prisioneros entre los jefes y oficiales que la componían, para su servicio personal. El mismo general Roca, desde su cargo de ministro, en algunas oportunidades convalidó esta costumbre y complaciendo el pedido formulado por amigos personales también ordenó la entrega de algún "indiecito" prisionero para el servicio personal de aquéllos²⁰.

N'étant pas véritablement encadré, le système de *redistribution* laissa la porte ouverte à toute sorte d'abus qui furent rapidement dénoncés par la presse de Buenos Aires. La situation dans laquelle se trouvait la population autochtone entra vite en contradiction avec la nouvelle constitution, et l'*Indien* n'apparaissait plus aux yeux de l'opinion comme une menace directe. Lorsque les campagnes militaires touchèrent à leur fin, le gouvernement de Roca dut trouver une solution alternative. On envisagea alors la création de *colonies*.

18 Cité par Mases, 2010 : 121. Les crochets lui appartiennent.

19 Daireaux, 1888 : 86-87.

20 Mases, 2010 : 123.

Un système de *colonies* ?

Entre 1885 et 1888 les débats parlementaires qui examinèrent des projets de *colonies indigènes* se succédèrent. Alors président de la nation, Roca envoya un projet de loi au Congrès. Il prévoyait la mise en place de colonies d'agriculture et d'élevage dans les Territoires nationaux, isolées et placées sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Ce projet incluait également un traitement préférentiel des caciques Sayhueque et Namuncurá : il leur offrait une portion de terre plus importante, ainsi qu'une rémunération. Cependant, des voix s'élevèrent au sein de la *Comisión de Inmigración, Colonización y Tierras Públicas*, estimant qu'il fallait défaire l'organisation tribale des indigènes et n'opérer aucune distinction entre les autochtones et le reste de la population. Le député et militaire Lucio V. Mansilla s'opposa lui aussi à cette idée, la jugeant inefficace.

Dans les faits, la politique des gouvernements successifs se limita à un traitement ponctuel de la question, au cas par cas. Étant donné la crise agricole qui toucha l'Argentine dans les années 1890, le caractère *civilisateur* de l'agriculture apparut de façon moins récurrente dans les discours officiels. Il s'agissait avant tout de fournir un lieu de subsistance aux caciques, ainsi qu'aux individus placés sous leur autorité. Ainsi, on ne peut parler d'une véritable politique de *colonies*, même si certaines terres furent concédées :

[...] en las argumentaciones que se esgrimen para justificar estas entregas de tierra están ausentes las menciones a la agricultura y al trabajo agrícola. Y si en algunas de estas cesiones se incluye la formación de colonias, como son los casos con los sobrevivientes de la tribu de Catriel o las reservas de tehuelches que habitaban en Santa Cruz, estas formas de organización son puramente enunciativas ya que en la práctica las mismas no difieren en gran medida de aquellas que se entregan sin esa finalidad, siendo en este sentido la acción del Estado totalmente ausente²¹.

Les caciques devaient présenter une demande aux autorités. L'élite considérait que cette méthode impliquait une soumission à la souveraineté de la nation. Ainsi, Namuncurá et Sayhueque firent cette démarche et reçurent des terres situées respectivement dans les territoires du Río Negro et du Chubut, en 1894 et 1895. Mais le rôle de l'État ne se limita qu'à la fonction administrative. Les communautés récemment créées furent vite abandonnées à leur sort, et seule l'Église se préoccupa encore de leur porter assistance. Les prêtres salésiens, parmi eux Milanésio, avaient maintenu leur présence sur le terrain. Quelques initiatives se concrétisèrent, comme la création en 1899 de la colonie de Cushamen par le cacique Miguel Ñancuche Nahuelquir (Chubut). Les salésiens tentèrent à maintes reprises de faire valoir leur modèle auprès du Congrès, mais celui-ci n'y apporta aucun soutien.

²¹ Mases, 2010 : 235.

Dans les communautés, la misère s'installa. Les vices de l'alcool et du jeu se greffèrent sur la nouvelle réalité autochtone. Peu fertiles, les terres distribuées ne permirent pas aux familles de subsister. Beaucoup d'individus durent s'engager comme *peones* chez les grands propriétaires terriens ou comme employés dans les familles aisées. La pratique de la chasse avait jusque-là constitué un moyen de survie, mais elle fut rapidement source de conflits avec les propriétaires terriens voisins. Dans le Neuquén, une grande partie de la société ne vit pas d'un bon œil la distribution de terres aux caciques. Le spectre de la *menace chilienne* était toujours présent. De plus, la paupérisation qui touchait les communautés et l'interdiction de la chasse avait poussé nombre d'individus à la délinquance. Ainsi, l'image du *bandolero* ou *ladrón* persista, ce qui compliqua encore davantage leur situation :

Quienes eran vistos como indígenas chilenos se convertían, cuanto menos, en objeto de las más variadas sospechas. Además de atribuírseles la responsabilidad de los robos de ganado producidos en el ámbito rural, se los veía firmemente identificados con la nacionalidad chilena y, en consecuencia, eran juzgados como "elementos extranjeros" que socavaban la soberanía argentina en el territorio patagónico²².

Beaucoup considéraient que la stratégie de distribution de terres publiques ne faciliterait pas l'intégration des individus et, au contraire, encouragerait le maintien des modes de vies, des langues et des coutumes indigènes. Elle risquait de mettre en péril l'unité de la nation, puisque la *chilénité* supposée des Mapuches favorisait les complots destinés à subtiliser peu à peu des portions de territoire par le biais d'opérations immobilières. Certains historiens (Norambura, 1996 et 1998 ; Bandieri, 1995, Favaro 1992) soutiennent qu'une grande vague d'immigration toucha le nord-ouest du Territoire National du Neuquén dans les années qui suivirent la Campagne du Désert. Elle aurait été liée au développement que connut alors le Chili et à l'intérêt que suscitèrent les terres du Neuquén parmi les investisseurs. Les Chiliens auraient été nombreux à émigrer. Ils auraient été jusqu'à représenter la communauté étrangère la plus importante dans la province du Neuquén. Selon Mases (2010 : 246), on craignit même une « chilénisation » de la société neuquine. Pour toutes ces raisons, certains propriétaires terriens se seraient opposés à l'attribution de terres, faisant pression sur les autorités locales pour qu'elles n'aient pas lieu (Quijada, 2001 : 78), et annonçant par là même les conflits à venir entre propriétaires terriens et communautés.

Finalement, on misa sur les institutions, comme l'Armée, l'École et l'appareil judiciaire pour tenter d'*intégrer* une population autochtone toujours plus vulnérable aux différents abus et condamnée à n'être qu'une main d'œuvre bon marché. L'École devait permettre d'atteindre une

²² Mases, 2010 : 254.

homogénéisation progressive mais définitive des cultures autochtones autour des symboles nationaux ; quant à la justice, elle devait être l'instrument rendant possible la mise en place du nouvel ordre social et politique. Mais encore une fois, la réalité du terrain vint compliquer la mise en place concrète des visions politiques.

Vers l'invisibilité ?

Votée en 1884, la loi d'*Educación Común* avait été instaurée pour atteindre une homogénéité culturelle chez tous les habitants du territoire. On attachait bien sûr une attention particulière à la création d'un sentiment national. Au début du XX^e siècle, néanmoins, tandis que le chemin de fer arrivait sur les terres du Neuquén, les écoles publiques manquaient encore sur le territoire. Les initiatives salésiennes tentaient de combler l'absence de l'État en la matière. L'appareil judiciaire se chargea de faire respecter le nouvel ordre établi en interdisant la polygamie, le *vagabondage* ou encore l'*oisiveté*, tous les individus étant dans l'obligation d'avoir une activité salariée.

L'interdiction de la chasse par les propriétaires terriens et sa réglementation en 1920, ainsi que la délimitation des terres en parcelles – *el alambrado* – furent autant de mesures destinées à pousser les individus vers le travail offert dans les villes et dans les grandes propriétés :

Si a estas medidas restrictivas les sumamos la plena ocupación de los campos, los conflictos con los ganaderos y la disminución notoria de guanacos y avestruces – producto de la caza indiscriminada hecha por los pobladores blancos – el resultado fue la imposibilidad de reproducción de aquella economía de subsistencia, obligando a una gran parte de la población a buscar trabajo conchabándose en las estancias o migrando a los centros urbanos²³.

Dans le cas du Territoire National du Neuquén, on obligea les *peones* à présenter un certificat attestant que leur employeur les autorisait bien à se rendre hors de leur domaine de juridiction, ou encore à faire renouveler leur contrat par un *Juez de Paz*. Ceux qui ne pouvaient justifier d'une activité salariée étaient qualifiés de *vagos*, et risquaient d'être condamnés à effectuer un service militaire ou des travaux d'intérêt général. L'impossibilité d'accéder à la terre – toujours plus convoitée par les grands propriétaires terriens, les investisseurs étrangers et les multinationales –, ainsi que la pression exercée par l'État, eurent pour conséquence un exode massif des populations vers les zones urbaines. Peu à peu deux réalités parallèles s'installèrent : la vie urbaine des individus et la vie rurale des communautés.

Rien n'avait établi un traitement particulier de l'*Indien* face aux colons étrangers ou argentins. Ainsi, dès le début du XX^e siècle, les réclamations

²³ Mases, 2010 : 258.

affluèrent au ministère de l'Agriculture, chargé de ces questions. Malgré les différents décrets prononcés par les gouvernements radicaux qui se succédèrent entre 1910 et 1920, la terre échappa à un État rigide et peu disposé à investir. Au fur et à mesure que s'éloigna la possibilité d'accès à la terre, la paupérisation s'accrut. Ainsi, la crise économique et sociale qui secoua la Patagonie durant les années 1920 eut des répercussions directes sur les populations autochtones ayant migré vers les centres urbains.

Les premières découvertes de gaz et de pétrole dans la région du Neuquén, en 1922, encouragèrent les investissements de l'entreprise nationale, Yacimientos Petrolíferos Fiscales (Y.P.F), et l'installation de nombreuses familles à Plaza Huinul, Cutral Có et dans les environs. Pendant les années de crise, Neuquén était devenu un refuge pour les travailleurs immigrés. Y.P.F représentait à l'époque une voie possible d'*intégration*, puisqu'en développant une politique de *clubs* et en proposant des activités communes, l'entreprise avait réussi à fédérer les identités autour de ses symboles, qui étaient ceux de la nation. Cependant, la situation de la population autochtone resta précaire. Les préjugés et discriminations se maintinrent au sein de la société neuquine. La méfiance envers les *indiens chiliens araucans* reste d'actualité de nos jours.

Conclusion

Importée d'Europe, l'équation *État-nation-territoire* n'a pas été sans conséquence pour les populations autochtones de Patagonie. La *territorialisation* de la nation n'a pu se faire qu'au prix d'une *déterritorialisation* indigène. De plus, le lien étroit unissant État, nation et territoire a déterminé une représentation hégémonique de la réalité autochtone, en réduisant sa complexité à des catégories comportant des jugements de valeur. Il conviendrait de s'interroger sur l'impact de telles représentations dans l'histoire argentine. La Campagne du Désert et les années qui suivirent peuvent être considérées comme *fondatrices* : elles permirent l'émergence de l'État-nation, tout en introduisant des pratiques et des modes de pensée qui persistèrent tout au long de l'histoire argentine contemporaine, notamment dans les milieux militaires.

Natalia MOLINARO
Université Paris 8
natalia.molinaro1@gmail.com

Bibliographie

Archives :

Actes de la Société des Américanistes, session du 5 février 1903, disponible sur le site www.persee.com, page consultée le 7 mai 2011.

Correspondance entre Urrutia (Chili) et le commandant du fort de Codihué (Argentine), 1883, Cumco, ANCH, Ministerio de Guerra, Buenos Aires.

Ouvrages :

BANDIERI, Susana, *Historia de la Patagonia*, Prometeo, Buenos Aires, 2005.

BARTOLOMÉ, Miguel Alberto, « Los pobladores del desierto », *Identités : positionnements des groupes indiens en Amérique Latine*, Les Cahiers ALHIM, N°10, 2004.

DAIREAUX, Emilio, *Vida y Costumbres en el Plata*, Libro III, Buenos-Aires-Paris, Lajouanne, 1888.

DELRIO, Walter Mario, *Memorias de expropiación: sometimiento e incorporación indígena en la Patagonia (1872-1943)*, Universidad Nacional de Quilmes, Buenos Aires, 2005.

LENTON, Diana, « Los dilemas de la ciudadanía y los indios-argentinos: 1880-1950 », *Publicar en Antropología y Ciencias Sociales*, N°8, Buenos Aires, Colegio de Graduados en Antropología/EUDEBA, p. 7-30, 2000.

MASES, Enrique, *Estado y cuestión indígena. El destino final de los indios sometidos en el sur del territorio (1878-1910)*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2002.

NORAMBUENA CARRASCO, Carmen, « La chilenización del Neuquén », *Araucanías y Pampas. Un mundo fronterizo en América del Sur*, Temuco, Ediciones Universidad de la Frontera, 1996, p. 218-238.

QUIJADA, Mónica, BERNAND, Carmen, SCHNEIDER, Arnd, *Homogeneidad y nación con un estudio de caso: Argentina. Siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Centro de Humanidades, Instituto de Historia, 2001.

*De la guerre de « pacification » de
l'Araucanie à l'installation dans les
« reducciones » : face aux tentatives de
génocide et d'ethnocide, la résistance
mapuche continue*

NOUS NOUS PROPOSONS de retracer une trajectoire qui va d'une époque où les Mapuches, peuple autochtone éleveur, vivent sur un vaste territoire indépendant qui s'étend, au début du XIX^e siècle, du Pacifique à l'Atlantique à celle qui voit la perte de leur territoire et leur installation forcée, à la fin du XIX^e siècle, dans des réserves (« reducciones ») qui les transforment en paysans pratiquant l'autosubsistance.

Nous analyserons, tout au long de cette période, les tentatives répétées de génocide et d'ethnocide de l'État chilien à l'endroit des Mapuches, de même que le discours qui accompagne ces politiques, mais également et plus particulièrement l'histoire de la résistance des Mapuches qui va prendre maints visages et leur permettre de continuer à exister jusqu'à ce jour.

Nous retiendrons trois moments où l'histoire nationale se croise avec celle des Mapuches : les guerres d'indépendance, la guerre de « pacification » de l'Araucanie à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, puis, l'installation dans les réductions¹ (1884-1929).

I - L'indépendance du Chili

L'indépendance que conquiert le Chili ne signifie par pour autant le contrôle total de son territoire. Fait singulier, au Chili, depuis le XVII^e siècle il existe une enclave indépendante, un territoire sur lequel les autochtones mapuches exercent leur hégémonie – l'Araucanie – territoire reconnu lors du

¹ C'est désormais ce terme que nous utiliserons pour traduire « reducciones ».

pacte de Quilín en 1541 par la couronne espagnole qui n'est pas parvenue à le conquérir et qui fixe comme frontière nord le fleuve Bío Bío qui par sa largeur constitue une excellente frontière naturelle. Au sud de ce territoire la frontière ne sera pas explicite, mais on s'accordera pour la situer à la hauteur de Valdivia. Ce territoire est également reconnu dès 1818 (O'Higgins, 1977 : 818) par le nouveau pouvoir républicain.

À cela plusieurs raisons intriquées. Durant les guerres d'indépendance, contre l'attente des indépendantistes qui comptaient trouver des alliés inconditionnels chez des autochtones considérés, alors, comme un paradigme de résistance contre les Espagnols – résistance célébrée en vers au XVI^e siècle par le poète et soldat Alonso de Ercilla (Ercilla, 1589) –, hormis la fraction mapuche des « Abajinos »² qui se rangent du côté des Chiliens, la grande majorité des Mapuches rallient la couronne espagnole qui au cours des siècles avait su réaffirmer régulièrement, lors de « Parlamentos »³, qu'était maintenue l'indépendance de l'Araucanie. De plus, après la bataille de Maipú en 1818, les restes de l'armée royaliste – les forces « montoneras » – vont en Araucanie mener une guerre « a muerte » pendant près de cinq ans. Aussi, il convient de ne pas attiser de nouveaux conflits, mais de travailler à la paix en reconduisant les traités antérieurs signés entre Mapuches et Espagnols. Ainsi, les modalités de contact qui avaient été mises en place par les Espagnols seront également reconduites : les « Parlamentos », mais aussi les « comisarios de naciones » et les « capitanes de amigos »⁴.

Une fois le territoire « pacifié », d'autres tâches plus urgentes occupent le jeune État chilien. C'est ainsi qu'à partir de 1827, les Mapuches connaissent près de quarante ans de relative tranquillité. Ce sera la période la plus florissante pour l'élevage mapuche

Cependant, de façon plus subtile, un autre type de guerre a commencé contre les Mapuches ; au niveau de l'imaginaire national, cette fois. Ainsi, avant l'indépendance, on a des Mapuches une vision ambiguë. Ils sont vus, certes, comme des païens, anthropophages et polygames, mais également comme des guerriers au courage sans pareil, héros, on l'a vu, idéalisés par Alonso de Ercilla. Après le mouvement des indépendances, on ne garde que les attributs du barbare auxquels sont ajoutés ceux de l'ennemi interne, du collaborateur. De héros, les Mapuches vont alors être considérés comme des traîtres, ennemis à la patrie qui se forge (Stuchlick, 1974).

2 Le groupe mapuche des « Abajinos » occupe la frange est de la cordillère de Nahuelbuta.

3 Les « Parlamentos » sont des moments de négociation entre Mapuches et Espagnols. Chaque nouveau gouverneur arrivant au Chili doit y réaffirmer la paix. Les « Parlamentos » servent également à la réglementation du commerce.

4 Les premiers sont des représentants de la couronne qui ont pour tâche de maintenir le contact avec les caciques mapuches. Les seconds sont bien souvent d'anciens interprètes, ils entretiennent des liens étroits avec les mapuches.

Ainsi, dans la représentation de la nation chilienne qui se construit, les autochtones mapuches vont être progressivement effacés. C'est le cas des emblèmes de la patrie (Fernandez, 2008). En effet, sur le blason de 1834, la référence à l'origine indigène de la nation disparaît. Les indigènes (un homme et une femme apparaissant à moitié nus) présents sur le blason de 1812 sont remplacés par des représentants de la faune (un condor et un huemul). Quant à l'hymne, une grande partie des héros mapuches du passé cités dans la première version de 1819, sont remplacés dans la version de 1847 par la flore ou des éléments de la géographie (Arrué, 2008).

Quant à la presse, elle prépare l'opinion publique aux massacres qui vont suivre par un renfort de faits divers manipulés où les Mapuches apparaissent comme des barbares cruels.

II - La mal nommée « pacification » de l'Araucanie

À partir de la deuxième partie du XIX^e siècle, la conquête sanglante – dénommée officiellement « pacification » – de l'Araucanie devient à l'ordre du jour. À la volonté d'hégémonie territoriale d'incorporer le territoire insoumis au territoire national, d'en clore la conquête, s'ajoutent des raisons économiques. Dès le milieu du XIX^e siècle, les magnats de la mine réinvestissent le capital acquis dans le nord minier, dans la Vallée centrale où ils constituent de grandes propriétés qu'ils irriguent. Quelques décennies plus tard, ils ne se contentent plus de la Vallée centrale. La conquête de l'Araucanie, terre fertile, répond également aux ambitions expansionnistes d'un secteur agraire qui n'envisage l'agriculture que par l'accroissement des surfaces.

Pendant longtemps, les milieux dirigeants chiliens seront partagés sur la tactique à appliquer. C'est sous la présidence de Manuel Montt qu'un plan sera finalement adopté en 1857 : celui du colonel Cornelio Saavedra Rodríguez qui prône une conquête militaire qui s'accompagne de la construction de forts et d'un peuplement permanent des zones conquises afin d'en stabiliser la domination. Nous aurons ainsi une frontière mobile et une occupation pionnière – proches du modèle étasunien.

2-1 La colonisation

On assiste à deux types de colonisation : une colonisation officielle et planifiée par l'État, avec une agence de colonisation qui aura ses bureaux en Europe afin d'y recruter des colons européens. Et une colonisation spontanée sur laquelle on possède peu de chiffres mais qui se caractérise par l'occupation directe des terres mapuches par des colons chiliens.

2-1-1 Les colons chiliens

Dès avant 1859, et plus encore après 1860, sur les pas des soldats, le territoire mapuche va connaître un afflux spontané d'une population chilienne incontrôlable. Aussi, la mise en valeur ultérieure des nouvelles provinces par des colons européens répond elle pour partie à la volonté de l'État, de contrôler lui-même les territoires de l'Araucanie. Tout au long du XIX^e siècle, l'État va lutter contre l'acquisition sauvage de terrains par des particuliers, prétendant par là protéger les Mapuches alors que, comme Alejandro Saavedra (1971 : 147-148) l'écrira, « la lucha entre el estado [...] y el particular [...] es más bien la lucha entre un estado representante de una clase social poderosa unida estrechamente a los intereses mineros que quiere reinvertir en la agricultura y un sector de particulares con menos poder político que pretende crecer social y económicamente por medio de estas operaciones fraudulentas ».

L'État cherche également à contrôler la situation en ceci que l'arrivée spontanée des colons chiliens va entraîner de grands soulèvements : les Mapuches dupés rejoignent souvent les insoumis.

2-1-2 La colonisation européenne

Pour tout un courant de pensée propre au XIX^e siècle, les Mapuches constituent un obstacle pour la construction de la nation moderne chilienne. Pour l'homme politique Benjamín Vicuña Mackenna, le triomphe sur la « barbarie », la création de l'État chilien moderne, exige l'arrivée de colons étrangers. L'idée du métissage avec les Mapuches est repoussée.

De 1846 à 1875, un contingent de familles allemandes (Blancpain, 1974) d'environ 4.500 personnes arrive dans le sud du Chili, important ses coutumes, sa langue, ses techniques. Ces colons s'installent sur les terres prises aux Mapuches.

A partir de 1882, l'État chilien favorise une nouvelle vague d'immigration dans la région qui sera composée cette fois d'Italiens, d'Espagnols, de Suisses, de Français, de Scandinaves, de Hollandais et d'Anglais. Entre 1883 et 1895, quelques 30.000 colons étrangers arrivent.

2-2 Une guerre d'extermination (1861-1882)

L'extermination totale des Mapuches est planifiée et ouvertement déclarée. On peut lire dans le *Mercurio de Valparaíso* du 24 Mai 1859 : « Los hombres no nacieron para vivir inútilmente y como los animales selváticos, sin provecho del género humano; y una asociación de bárbaros tan bárbaros

como los pampas o como los araucanos⁵ no es más que una horda de fieras, que es urgente encadenar o destruir en el interés de la humanidad y en el bien de la civilización ».

Sans entrer dans le détail de la stratégie militaire chilienne qui vient à bout de la conquête de l'Araucanie avec l'arrivée de l'armée jusqu'aux ruines de Villarica le 31 décembre 1882⁶, nous nous attacherons à relever la résistance mapuche. Face à l'avancée des troupes chiliennes, à la fondation de villes et à toutes les exactions qu'elle entraîne (notamment les colons qui empiètent constamment le territoire des autochtones), les Mapuches vont renouer avec les grands soulèvements généraux du début de la Conquête. Une période particulièrement dramatique de l'histoire mapuche s'ouvre alors faite de massacres, de pillages. Les maisons sont brûlées, les cultures détruites, les troupeaux volés afin de ruiner l'économie des Mapuches et les pousser à capituler. La faim, les épidémies de variole s'abattent également sur eux. Les enfants (« los chinitos ») qui échappent aux massacres sont pris et revendus.

Face à une armée plus professionnelle, mieux préparée et dotée d'un équipement moderne éprouvé durant la Guerre du Pacifique (1879-1883), les Mapuches résistent : quoique dépourvus d'armes à feu, ils se battent avec des lances, des « boleadoras »⁷ – les mêmes armes qu'au XVI^e siècle – et résistent vaillamment. Les dépêches et les télégrammes de l'Armée chilienne décrivent les attaques en parlant de « columnas cerradas de cientos de mapuches armados de lanzas y uno que otro mosquete antiguo [...] hay telegramas en que se piden refuerzos, se solicita auxilio urgente y se ve al ejército chileno en duros aprietos » (Bengoa, 1985: 289).

Le soulèvement général des Mapuches de 1881 se fait en l'absence de commandement unifié. Presque tous les groupes mapuches y participent. Cet engagement a lieu alors que, toujours selon Bengoa, les Mapuches, sont conscients de la situation inégale dans laquelle ils se trouvent.

Il convient de relever que seuls de rares secteurs de l'Église catholique essayent de défendre la cause mapuche⁸. Ces positions font exception et la résistance sera longtemps passée sous silence.

Notons enfin que les derniers soulèvements, qui profitent de l'absence des troupes parties combattre dans le nord du pays, le Pérou et la Bolivie lors de la Guerre du Pacifique, vont être vécus comme une trahison supplémentaire. Parallèlement, la presse présente le territoire mapuche

5 Nom donné par les Espagnols aux Mapuches.

6 Cette ville avait été entièrement détruite à la fin du XVI^e siècle. Ses traces s'étaient évanouies dans une nature qui s'était réapproprié les lieux. Les ruines de Villarica étaient devenues pour le Chili colonial, puis pour le Chili indépendant le symbole d'une domination interrompue.

7 Boleadoras : armes de jet constituées par deux ou trois courroies terminées par des boules de pierre.

8 Les frères franciscains Palavicino et Leonetti (1859).

comme vide d'habitants alors que l'on sait qu'il était presque entièrement occupé, et ce, selon les normes d'un peuple qui se consacre à l'élevage, activité qui requiert de vastes espaces. De plus, à la fin de cette guerre, le groupe sera présenté comme une poignée de survivants en voie d'assimilation. Ainsi, dans l'imaginaire collectif, le Chili devient un pays sans indigènes. Ce discours peut être considéré comme le point de départ d'un discours qui fera des Mapuches les invisibles de la société chilienne tout au long du XX^e siècle jusqu'au recensement de 1992 (Arrué, 2001).

III- Le système des réductions

1- Modalités de mise en place

La loi du 4 août 1866 par laquelle l'État, qui lutte contre les fraudes des particuliers, propose aux Mapuches la cession de tous leurs droits de propriété sur la terre en échange d'un terrain inaliénable pour leur subsistance, vise à les stabiliser sur leurs propriétés et à favoriser le contact. Cette loi préfigure le système des réductions qui va être mis en place en 1884 en vertu de la loi du 20 janvier 1883. Ainsi entre 1884 et 1929, 3.078 titres de propriété collective (« Títulos de Merced ») sont octroyés pour une superficie de 475.422 hectares et une population de 77.841 personnes. Le 14 novembre 1929, avec l'octroi du dernier titre de propriété, on considère cette étape close⁹. Le territoire initial des Mapuches, estimé à dix millions d'hectares va être réduit à moins de 500.000 hectares, soit une moyenne de 6,1 hectares par personne.

Les titres de propriété octroyés respectent le principe de propriété commune de la terre. Ils sont remis à celui qui assume la fonction de chef. Ce dernier répartit la terre entre ceux dont le nom figure également sur le titre de propriété. Les terrains attribués par ces titres sont inaliénables.

Dans le même temps, les colons étrangers reçoivent 9.000.000 hectares. À la superficie maximale de 500 hectares par famille qui dans la plupart des cas leur est concédée, s'ajoutent tous les hectares qui pendant cette période vont continuer, sous diverses formes, à être ravis aux Mapuches. De la même façon les colons chiliens – bien souvent d'anciens soldats des contingents de « pacification » – augmentent les 40 hectares qu'ils reçoivent en moyenne pour rétribution de leurs services.

Au moment de l'établissement dans les réductions, plusieurs possibilités étaient offertes à l'État chilien : n'établir les titres de propriété qu'au nom des grands chefs qui dominaient l'Araucanie à la fin de la guerre de « pacification », c'est-à-dire ne donner qu'une centaine de titres, ou octroyer un titre par famille ; c'est la solution intermédiaire qui est choisie. L'État veut en effet déstructurer la centralisation des grands caciques ; c'est pourquoi

⁹ La plus grande partie des titres est concédée avant 1912.

Bengoa présente la défaite de 1884 comme celle de la stratégie des grands caciques. Des personnes qui n'ont entre elles aucun lien de parenté et qui ne se reconnaissent pas dans le cacique en titre vont ainsi se retrouver dans une même réduction.

2- Conséquences immédiates de la défaite militaire

De nombreux groupes de Mapuches sont chassés de leurs terres par l'arrivée des colons et la construction des villes : alors qu'ils occupaient d'excellentes terres, ils se voient déplacés, et nombreux sont ceux qui reçoivent à la place des terrains impropres à l'agriculture. Les Mapuches parcourent alors la région, errant en quête de nourriture qu'ils trouvent parfois dans les forts de l'Armée. Leur situation est à ce point dramatique que, pendant près de 20 ans, l'Armée se voit obligée de répartir des rations de nourriture. La dispersion va donc être une autre caractéristique de l'époque. De plus, des campagnes de presse ont lieu pour expulser les Mapuches des abords des villes. Le déplacement des populations mapuches, la perte de leurs moyens de subsistance engendre la famine pour de nombreuses familles, de même que des épidémies. En 1884, une épidémie de choléra décime jusqu'à 15 % de la population mapuche. Cinq ans plus tard, les Mapuches connaissent une grande épidémie de variole. Entre 1881 et 1907, de 20.000 à 30.000 Mapuches seraient morts : « Paradojalmente vuelve a repetirse a fines del siglo XIX la misma catástrofe humana de los comienzos de la conquista, producto del contacto opresivo de dos sociedades. La independencia política de los Mapuches, a pesar de los numerosos contactos, mantenía una barrera de inmunidad, la que se perdió con las consecuencias anotadas » (Bengoa, 1985 : 339).

Signalons encore que durant les trois premières décennies du XX^e siècle vont avoir lieu les plus grandes usurpations de terres. On calcule qu'au cours de la première moitié de ce siècle, près d'un tiers des terres octroyées à l'origine ont été usurpées. En 1929, dans la province de Cautín, on dénombre devant la cours de justice de Temuco 1.709 procédures engagées du fait de ces spoliations qui se font souvent au nom de dettes fictives ou dérisoires. Dans les rares biographies mapuches publiées qui évoquent cette période (Coña, 1973 ; Aillapán, 1972 ; Painemal Huenchual, 1983), les récits d'escroqueries et de spoliations sont récurrents. L'absence de critère mercantile chez les Mapuches au tournant du siècle facilite ces exactions, de même que la méconnaissance de l'espagnol¹⁰. Pour ceux qui vont être établis (« radicados ») sur des terres, la superficie de ces terres, pourtant inaliénables, ne cessera de diminuer. Les propriétaires des terrains qui avoisinent les

¹⁰ Dans le système traditionnel de répartition des terres, il suffit de réclamer de la terre pour en avoir.

réductions repoussent les clôtures (« *corridos de cercos* ») ; d'autres s'installent comme « *medieros* »¹¹ sur les terres et n'en repartent plus jamais.

De plus, on estime à 20 % le nombre de Mapuches qui ne recevront aucun titre de propriété que ce soit par erreur administrative, ou par représailles.

Ainsi, la période de l'installation dans les réductions continue à être sous le signe de d'une grande violence. Nombreux seront les Mapuches spoliés, assassinés, jetés en prison, exposés à des sévices corporels comme d'être marqué au fer rouge (« *marcación de indio* ») ou encore d'avoir le lobe des oreilles coupé : « *Mi abuelito era de Cayupil, vivían allí cuando llegaron los franceses; les ariaron con la tierra, los cercaron y no lo dejaron salir más. Cuentan que mi abuelito no aguantó que lo dejaran así y lo tomaron y le cortaron las orejas, le dejaron la parte de arriba nomás. Yo lo conocí viejito con sus orejas cortadas* »¹².

3- *La législation indigéniste*

Le système des réductions est perçu comme une étape provisoire, de transition, œuvrant à sa propre dissolution, à savoir l'absorption des Mapuches par la société globale dans laquelle ils se retrouvent insérés. Très vite, la question de la division des terres collectives va apparaître pour l'État comme un outil au service de la disparition des Mapuches en tant que groupe distinct au sein de la société nationale.

Si dans un premier temps l'établissement dans des réductions correspond à la volonté de l'État de stabiliser les Mapuches dans des réductions, leur donner les moyens de subvenir à leurs besoins – les Mapuches n'ayant pas le droit de vendre leurs terres –, après l'instauration du système des réductions, toute une série de mesures à visée assimilationniste sont prises. On crée des zones de peuplement proches des zones habitées par les Mapuches, on encourage les missions religieuses à s'y installer, et surtout, on incite les communautés à réclamer la division de la réduction afin que chacun reçoive un titre de propriété individuelle, prélude à la perte intégrale de la terre. En effet, en perdant leur caractère indivisible lié au statut de propriété collective, les terres perdent leur protection. Elles encourent le risque d'être vendues et de passer sous le contrôle de non Mapuches.

Ainsi, dans la première partie du XIX^e siècle, diviser les communautés de la vallée centrale pour faire des Indiens des propriétaires individuels avait été le but des lois indigénistes de l'époque qui travaillent à court terme à leur propre inutilité : elles sont un dispositif provisoire conduisant au régime commun de l'ensemble législatif chilien.

¹¹ Relation qui unit deux personnes : l'une apporte la force de travail, l'autre la terre.

¹² Témoignage de Don Alamiro Huequilao recueilli par Bengoa (1985 : 379).

De même, un arsenal de lois statuant sur les modalités de divisions des « Títulos de Merced » se met en place dès la fin de l'établissement dans les réductions. Il vise à transformer les Mapuches en petits propriétaires précaires. La loi n° 4.189 du 29 août 1927, première loi portant sur la division depuis l'instauration officielle des réductions, stipule que la division d'une communauté pourra être formulée verbalement ou par écrit par n'importe quel membre de la communauté. Cette loi crée un tribunal spécial chargé des procédures de division des réductions. Par la suite un ensemble de lois vont traiter des modalités de division. Les variations porteront sur le nombre nécessaire de personnes réclamant la division pour que cette division puisse être effective. On cherchera même parfois à ne diviser qu'une partie de la réduction.

IV - La résistance continue

L'installation des Mapuches dans le système des réductions marque une rupture d'une importance au moins aussi considérable, voire plus, à celle qu'a représenté pour eux, quelques siècles plus tôt, l'arrivée des Espagnols dans le Nouveau monde. Elle suppose une réduction considérable – on l'a vu – de leur territoire qui entraîne en premier lieu la dislocation des structures sociales traditionnelles adossées aux lignages et chefferies, et une transformation radicale de leur économie. Alors qu'ils vivaient depuis plusieurs siècles sur un vaste territoire de 10 millions d'hectares, les Mapuches vont voir leur espace réduit à un demi million d'hectares, ce qui équivaut, au moment de l'installation dans les réductions, à 50 hectares par famille et, donc, à une moyenne de 6 hectares par personne. Or les Mapuches sont essentiellement des éleveurs, pratiquant une agriculture de complément. L'élevage suppose des prairies de grande extension, activité incompatible avec le régime des réductions. Les Mapuches vont ainsi devoir se transformer en agriculteurs, et plus précisément, du fait de l'extension des terres qui leur sont attribuées, en petits agriculteurs d'autosubsistance. Habités à un élevage extensif, ils ne bénéficient pas d'une tradition paysanne d'agriculture intensive sur des terrains qui de surcroît sont de mauvaise qualité. Après une ère d'abondance, avec le système des réductions, les Mapuches font l'expérience de la pauvreté.

Ainsi, nombreux sont ceux qui vont pronostiquer que l'installation dans les réductions entrainera à court terme la disparition du groupe, qu'elle constitue sa transition vers sa désintégration et son assimilation dans le creuset national, ce qui est le but explicite, on l'a vu, des autorités chiliennes.

Les premiers intellectuels mapuches – issus de la scolarisation – et les secteurs les plus progressistes de la société chilienne vont voir dans le système des réductions un système marginalisant, à tel point que la grande majorité des organisations mapuches qui apparaissent au début du XX^e siècle sont dans un premier temps pour la division des réductions. Elles jugent

discriminatoire qu'à l'heure où les colons reçoivent des titres de propriété, les Mapuches ne puissent pas également prétendre à la propriété individuelle¹³.

Les universitaires qui travaillent sur la société mapuche de l'époque et qui connaissent la société traditionnelle pré réductionnelle, annoncent également la dissolution future du peuple mapuche qui ne saurait, selon eux, affronter un tel changement. C'est le cas de Tomás Guevara : au terme d'entretiens avec des descendants de caciques, il publie, en 1913 *Ultimas familias y costumbres araucanas*, persuadé qu'il est en train d'interroger les derniers témoins d'une civilisation sur le point de disparaître.

Le père de Moesbach qui réalise en 1927 un travail sur la langue mapuche, demandera, dans une perspective linguistique, au cacique Pascual Coña, né en 1849, de lui fournir une description très détaillée de sa vie. Or, ce dernier croit en l'extinction prochaine de son peuple. Interrogé, il parle en détail des coutumes mapuches, coutumes dont il pense être l'un des derniers témoins, et c'est une des raisons pour lesquelles il se prête à ces entretiens. Voyons comment il s'adresse au lecteur : « En nuestros días la vida ha cambiado; la generación nueva se ha chilénizado mucho, poco a poco ha ido olvidándose del designio y de la índole de nuestra raza; que pasen unos cuantos años y casi ni sabrán su lengua nativa. ¡Entonces, que lean algunas veces siquiera este libro! » (Coña, 1973 : 35).

Cependant, contrairement à toute attente, cette nouvelle phase – l'installation dans des réductions – ne sonne pas le glas de l'existence des Mapuches. Ces derniers, vont renouer avec la remarquable capacité d'adaptation dont ils avaient fait preuve face aux conquistadors au XVI^e siècle et tout au long des siècles suivants (Jara, 1971).

Les Mapuches sauront adapter leur économie à la terre peau de chagrin qui va leur être impartie. D'éleveurs sur de vastes étendues, ils deviennent paysans pratiquant une agriculture intensive d'autosubsistance sur de petites parcelles, des « minifundios ».

Par ailleurs, quoique militairement défaits, ils s'adapteront très vite au nouveau contexte politique. La guerre finie, certains d'entre eux – les fils de caciques notamment – se lancent dans la politique. Durant la guerre de « Pacification », comme garantie et preuve de leur fidélité au gouvernement chilien, les grands caciques devaient accepter de confier leurs enfants à des internats pour qu'ils y suivent des études. C'est ainsi qu'une génération de fils de caciques, otages au départ de l'État chilien, va devenir instituteurs (surtout dans le primaire). A partir de 1910, nous les retrouverons dirigeants politiques d'organisations mapuches (Foerster, 1983). Cette capacité à utiliser l'école pour mettre les enseignements qu'ils y reçoivent au service de la cause pour

¹³ La loi de division de 1927 est rédigée et défendue par un député mapuche, président de la *Sociedad Campolican*, première organisation mapuche créée en 1910.

laquelle ils luttent et détourner le savoir appris à l'école pour le plier à leurs fins, est une caractéristique que nous retrouverons chez les Mapuches tout au long du XX^e siècle (Arrué, 2002).

4-1 Une territorialité nouvelle

Les Mapuches feront des réductions une territorialité nouvelle qui remplace celle du « lof », antérieurement territoire occupé par une famille élargie. Une territorialité nouvelle qui donnera naissance à une nouvelle entité : la communauté qui s'affirmera dans des pratiques de groupe : la culture mapuche de l'ère post-réductionnelle.

Ainsi, la communauté est une auto identification nouvelle pour les Mapuches, qui appartient à l'ère de l'installation dans les réductions, donnant lieu à un sentiment d'appartenance communautaire qui va de pair avec l'identification au groupe mapuche dans son ensemble (Arrué, 2004). Auparavant, il y avait des lignages, des ères sous l'influence d'un cacique. Désormais vivent au sein d'une même espace – la réduction –, qui sera appelée par ceux qui y vivent communauté (« comunidad »), des familles qui ne sont pas toutes liées par des liens de sang.

Ces communautés reprennent, en les adaptant, des coutumes de l'ère antérieure. Le « nguillatun » rite propitiatoire, pour citer ce qui peut être considéré comme la cérémonie la plus importante de la culture mapuche, qui se faisait à l'initiative d'un lignage, va se faire désormais à l'initiative d'un secteur – réunion de communautés (ou réductions) qui invite un autre secteur. Le « secteur » invitant passant à être l'année suivante le « secteur » invité. Le rôle des machis¹⁴ devient plus important lors de cette cérémonie, remplaçant les autorités traditionnelles antérieures. Nous faisons par ailleurs l'hypothèse – un travail systématique sur le « nguillatun » pré et post réductionnel reste à faire – que la dimension agraire de cette cérémonie s'accroît, de même que le rôle intégrateur du « nguillatun ».

Pour tenter de mieux comprendre la culture mapuche qui naît juste après l'installation des Mapuches dans les réductions, dans la mesure où très rares sont les études qui tentent de suivre l'évolution de la culture sous le signe de l'adaptation et non sous le signe de sa disparition – il est intéressant d'étudier les travaux de terrain que l'anthropologue Louis Faron mène au tout début des années 1950, car ces travaux l'amènent à dresser un bilan de la société mapuche à l'ère des réductions.

[...] durante los último cinco o seis décadas, la sociedad mapuche ha demostrado una estabilidad estructural muy marcada [...] considero que la sociedad mapuche está en una fase de equilibrio estructural; está pasando por algunos cambios en la

14 Shaman.

organización como siempre, pero ellos representan ajustes de patrones secundarios dentro de una estructura social estable. El cambio más importante ocurrió hace varias generaciones como resultado de la adaptación inicial a la vida en las reducciones. (Faron, 1969 : 17)

Ainsi, selon Faron, le système des réductions a permis, grâce à des ajustements culturels des modèles traditionnels antérieurs, une « réintégration » de la matrice traditionnelle, et la conservation de principes intégrateurs. Dans les réductions, estime-t-il, les Mapuches ont la possibilité de choisir le moyen le plus efficace de préserver leur identité. Faron ne considère pas que la société mapuche soit condamnée : il pense, au contraire, qu'elle est dans une phase d'équilibre et fait preuve d'une grande stabilité. Les réductions constituent selon lui, en dépit des visées chiliennes, une protection bénéfique ; sans elles, il doute que la société mapuche aurait pu survivre. Faron ne nie donc pas les changements mais prêche, contrairement à d'autres anthropologues de la même époque (comme Titiev, 1951), la plus grande attention aux phénomènes d'adaptation au changement. Faron perçoit ces changements comme un moyen pour les Mapuches de conserver leurs particularités.

Ajoutons que les études de terrain que nous avons effectuées en milieu rural mapuche à partir des années 1980, ont confirmé que l'acculturation observée et interprétée comme une capacité à s'adapter, un mode d'être mapuche, et ce dès les siècles antérieurs, continue à constituer la condition pour que les Mapuches continuent d'exister en tant que groupe distinct.

Ainsi, avec le temps, une économie familiale de petits producteurs coexistera avec des pratiques communautaires – adaptation de pratiques antérieures –, différenciant en cela les Mapuches des autres producteurs minifundistes non mapuche.

Signalons encore que les communautés agraires deviendront une terre arrière pour ceux qui vont commencer à immigrer vers la ville à partir des années 1930¹⁵. La quantité de terre dont disposera chaque membre de la réduction diminuera avec le temps. En effet, jusque dans les années 1930, la division des terres par héritage a lieu sans problème – la forte mortalité infantile équilibre ce processus –, néanmoins dans les décennies suivantes la pression sur la terre va augmenter. Productivité des terres et surfaces vont ainsi diminuer. Cependant, pour empêcher l'éclatement des réductions, les Mapuches vont adopter un système d'héritage souple. Si le droit d'héritage au XX^e siècle s'était appliqué à la lettre, la terre aurait été pulvérisée. La migration s'accompagne souvent d'un abandon des droits effectifs sur la terre. Mais ces droits continuent de fonctionner sous des formes plus symboliques : le sentiment d'appartenance des Mapuches urbains à une communauté rurale

¹⁵ Ce phénomène s'accroîtra à partir des années 1960.

particulière, les échanges qui s'établissent entre ville et campagne. Ainsi, un système souple d'héritage et la migration vont permettre de protéger la communauté en travaillant à son équilibre¹⁶. La stabilité des communautés permettant en retour que la migration vers la ville ne soit pas un exode rural comme c'est le cas pour les migrants non Mapuches. Ainsi, que la communauté perdure dans un système de stabilité est un point d'importance capitale pour ceux qui y vivent, mais également pour ceux qui la quittent, c'est-à-dire pour l'ensemble des Mapuches.

Ainsi les Mapuches ont-ils su trouver des modalités rendant le système qui devait conduire à leur disparition viable.

Conclusion

En moins d'un siècle, les Mapuches ont dû affronter une guerre d'extermination, puis affronter des menées génocidaires : la déstructuration de leur organisation sociale et la transformation radicale de leur économie qui, associées à un contact désormais étroit avec la société non mapuche, provoqueront d'important changements et des ajustements culturels au moment de leur installation dans le système des réductions. Un lieu qui, contre toute attente, s'avérera être celui de la reconstruction de la société mapuche. Territoire devenu archipel, terre chagrin devenue base arrière à la migration vers la ville, point d'ancrage subjectif qui permettra également aux Mapuches d'affronter, au cours de ces années, le discours qui se constitue à leur endroit qui vise à les faire disparaître de l'imaginaire national, à les exclure de la construction de la nation. Ainsi, jusqu'à nos jours, la résistance mapuche continue.

Michèle ARRUE
Université Paris 8
marrue@orange.fr

¹⁶ Pour la période contemporaine une étude plus affinée introduirait de nombreuses nuances, mais elle dépasse le cadre de la période historique sur laquelle il nous incombe ici de travailler.

Bibliographie

Livres

- BENGOA José, *Historia del pueblo mapuche (siglo XIX y XX)*, Santiago: Ed. Sur, 1985.
- BLANCPAIN Jean Pierre, *Les Allemands au Chili (1816-1945)*, Köln: Böhlau Verlag, 1974.
- CONA Pascual, *Testimonio de un cacique mapuche*, Santiago: Ed. Pehuen ICIRA, 1973.
- ERCILLA Alonso de, *La Araucana*, Madrid: Clásicos Castalia, 1987.
- FARON Louis, *Los Mapuches: su estructura social*, México: Instituto interamericano, departamento de antropología, 1969.
- FOERSTER Rolf, *Martín Painemal Huenchual: vida de un dirigente mapuche*, Santiago: GIA, Academia de Humanismo Cristiano, 1983.
- GUEVARA Tomás, *Historia de la civilización de Araucanía: las últimas familias y costumbres araucanas*, Santiago: Imprenta Barcelona, 1913.
- JARA Alvaro, *Guerra y sociedad en Chile*, Santiago: Ed. Universitaria, 1971.
- LIPSCHUTZ Alejandro, *La comunidad indígena en América y en Chile*, Santiago: Ed. Universitaria, 1956.
- MUNIZAGA Carlos, *Vida de un araucano: el estudiante mapuche, Lorenzo Aillapan en Santiago de Chile*, Santiago: Ed. Universitaria, 1971.
- SAAVEDRA Alejandro, *La cuestión mapuche*, Santiago: ICIRA, 1971.
- STUHLICK Milán, *Rasgos de la sociedad mapuche contemporánea*, Santiago: Ed. Nueva Universidad, Universidad Católica de Chile, 1974.
- TTIEV Misha, *Araucanian culture in transition*, Michigan: Michigan University Press, 1951.

Articles

- ARRUE Michèle, «Aparecer-Desaparecer: Los mapuches, autóctonos de Chile, en las representaciones nacionales (de la Independencia al final del siglo XX)», in *Les sujets contemporains et leurs mythes en Espagne et en Amérique latine*, (P. Petrich, J. Premat, M. Llombart, coord.): Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes, 2008.
<http://bib.cervantesvirtual.com/FichaObra.html?Ref=30211>
- _____, «La question de l'identité des Mapuches du Chili», in *Identités ; positionnements des groupes indiens en Amérique Latine, Cahiers d'ALHIM*, n° 10, Paris, 2004. <http://alhim.revues.org>
- _____, "Du beau parler à la maîtrise des langues, enquête chez les Mapuches du Chili" in *Oralité: Pandora*, n°2, Département d'Etudes Hispaniques et Hispano-Américaines de Paris VIII, Paris 2002.

_____, « Du déni d'existence à la non reconnaissance constitutionnelle des Mapuches, peuple autochtone du Chili », in *Lieux communs : Pandora*, n°1, Département d'Etudes Hispaniques et Hispano-Américaines de Paris VIII, Paris, 2001.

FERNÁNDEZ DOMINGO Enrique, « Creación y adaptación del mito fundador durante el proceso de independencia en Chile del chileno como indígena al indígena como chileno », in *Les sujets contemporains et leurs mythes en Espagne et en Amérique latine*, (P. Petrich, J. Premat, M. Llombart, coord.): Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes, 2008.
<http://bib.cervantesvirtual.com/FichaObra.html?Ref=30211>

FOERSTER Rolf, « Las sociedades mapuches entre 1910 y 1938 », GIA, Academia de Humanismo Cristiano, Santiago, 1982.

O'HIGGINS Bernardo, « Proclama de Bernardo O'Higgins a los araucanos, 1818 », in José L. y Luis A. Romero, *Pensamiento político de la Emancipación (1790-1825)*, Caracas: Biblioteca Ayacucho, 1977.

La violencia en territorio mapuche: de 1882 al primer tercio del siglo XX. Resistencia e integración

LA OCUPACIÓN DE VILLARRICA por el ejército chileno el 1° de enero de 1883 selló la conquista del territorio histórico mapuche. Concluía así un largo conflicto bélico, primero la Guerra de Arauco contra el conquistador español y luego las confrontaciones con el Estado chileno. Los mapuches fueron compulsivamente integrados a la sociedad chilena y tuvieron que confrontarse a un proceso violento de enajenación de su territorio.

Las confrontaciones bélicas cedieron el paso a otras formas de violencia: agresiones, robos, bandolerismo, y perduró particularmente hasta los primeros decenios del siglo XX. Pero, en la producción historiográfica de la mayor parte de ese siglo, esta violencia no encontró suficiente visibilidad, aunque de ella daban cuenta documentos de la época.

Poner de manifiesto esa violencia en territorio mapuche es aquí nuestro propósito, más aún cuando consideramos que ella no es ajena a la lucha por la tierra que jalonará la historia mapuche hasta hoy. Subrayaremos, por otra parte, el objetivo de las organizaciones indígenas que, más allá de sus posturas diferentes, fueron una forma de resistencia, un medio de preservar un espacio cultural diverso y un recurso de integración en consonancia con intereses propios.

Una violencia omnipresente

Etimológicamente la palabra violencia comporta el «abuso de la fuerza» con el fin de forzar a alguien, designa «la fuerza brutal», «un acto de violencia» empleada para someter¹. Pero la violencia es multifacética y, por lo tanto, sus distintas manifestaciones reconocen particularidades. Aquí no la

¹ *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert, Paris, 2004.

entendemos como una dicotomía que se resume a una confrontación estado chileno – mapuche, sino en una doble dimensión: la violencia horizontal, que puede ser colectiva e individual (asaltos, robos, bandolerismo), y la violencia vertical ejercida por el poder, poder entendido como « la aptitud de un grupo a actuar de manera concertada » (H. Frappat, 2000:19). El poder, en este caso, ejercido por el Estado oligárquico chileno.

La violencia del poder fue, a nuestro parecer, la que más golpeó a los mapuches marcando durablemente la constitución de la propiedad privada en general y la propiedad mapuche en particular. Las otras formas de violencia, robos, asaltos, bandolerismo, homicidios, no resultan sorprendentes en un territorio al sur del río Malleco en donde el Estado había asentado su poder militar, pero no aún su poder institucional.

Violencia horizontal

Esta violencia que no se ajusta a la confrontación bélica con un Estado, toca a una población de origen diverso. Era una población que en gran parte había llegado antes de la ocupación definitiva del territorio mapuche por el Estado chileno. Unos buscaban hacer fortuna, otros escapaban para refugiarse en territorio araucano. Estaban igualmente quienes buscaban sobrevivir robando, haciendo pequeños negocios. Esa población sobrevivía cotidianamente como podía y para ello no trepidaba en matar. Eran seres – como dice A. Dorfman refiriéndose a la violencia horizontal en la novela latinoamericana – que luchan entre sí y « ocupan un mismo nivel existencial de desamparo »; « son rebeldes existenciales » (1972: 27, 33). A ellos se agregan los « agentes de pleitos, tinterillos de profesión y especuladores de mala fama, hay en gran número, y todos conspiran ardientemente para provocar litigios entre unos y otros y para mantener la inseguridad y alarma » (Saavedra, 2008: 21). Además están implicados en esa violencia de la segunda mitad del siglo XIX²,

Un gran número de criminales que se asila en el territorio araucano, los muy frecuentes robos que se perpetran tanto en la provincia de Arauco como en los departamentos de Lebu e Imperial, y los múltiples pleitos a que ha dado lugar la insaciable codicia de los españoles por las propiedades de los indios, deben llamar seriamente la atención del Congreso hacia el muy importante ramo de la administración de justicia de aquellos lugares³.

Por su parte, Trizano (que dirigió el Cuerpo de Policía Rural creado en 1881 para combatir a los bandoleros especialmente) escribía en 1903: « Aún

² El coronel de Ejército Cornelio Saavedra propuso un plan de ocupación de la Araucanía que fue aprobado bajo el gobierno de José Joaquín Pérez (1861 – 1871).

³ C. Saavedra (2008), 250.

existían indios no sometidos y vagaban por los campos fronterizos un sinúmero de individuos sin ocupación y trabajo, en su totalidad licenciados de los regimientos que regresaban de la campaña al Perú y Bolivia, como así mismo de los batallones movilizados que habían pacificado la Araucanía » (cit. por J. Pinto, 1985: 110).

Todos esos personajes que poblaban la región de la Frontera estaban presentes de larga data. Ya en el siglo XVII – como lo apunta Mario Góngora – los “trajines de indios que vienen a vender sus ponchos en los Fuertes y villas [...] van siempre acompañados de robos de animales y de venta de arma, suscitando todo un clima de violencia”. Tampoco estaba ajeno el “cuatrerismo endémico”. Había “bandas de ladrones y vagabundos españoles”. Y el bandolerismo rural ya es señalado particularmente en la década de 1750-60. “Muchos mestizos y españoles forajidos, ladrones y salteadores declarados y como tales perseguidos de las Justicias”, se refugiaban en tierras pehuenches. (M. Góngora, 1968: 22, 25).

En el *Diario de vida* (1889–1899) del ingeniero belga Gustave Verniory⁴ hay referencias a la violencia cotidiana en lo que hoy son las provincias de Malleco y Cautín: se asesinaba, a la menor reputación de riqueza, a colonos extranjeros, incluida a veces sus familias; y eran los vecinos que encabezados por algún comandante de policía salían a buscar a los responsables. Si eran capturados se les fusilaba en el acto. El comandante Trizano, jefe de policía rural, llevaba adelante “una guerra sin cuartel a los bandidos [...] no hay que contar con las formalidades policiales, se mata sin piedad a todos los conocidos como malandrines” (Verniory, 1975: 170).

Los archivos judiciales⁵ testimonian también de la violencia imperante después de la ocupación de 1882: denuncias de mapuche contra autoridades locales y policías, por flagelación, por corrupción, se denunciaba la « prepotencia patronal » afianzada por tropas policiales, lo que « daba a las razzias patronales un poder de fuego que nadie podía igualar ». La gran mayoría de las querellas consignadas (más de cincuenta casos) en los Juzgados se referían a robos, luego las agresiones y los homicidios. Entre 1880 y 1900, treinta y tres mapuches fueron acusados de robo según consta en procesos en Juzgados de Angol y Temuco.

El territorio mapuche recién conquistado aparecía todavía como un espacio sin ley pues el Estado aún no imponía sus mecanismos o medios de dominación: policía, tribunales, leyes, escuelas, etc. En ese contexto violento, de hecho la justicia no imperaba para mapuches, bandidos, asaltantes, gañanes. Los primeros se confrontaban a la necesidad de resistir para no perder hasta el último retazo de terreno, para no sucumbir al hambre, para no

⁴ Trabajó en Chile en obras públicas: caminos, puentes.

⁵ Para este punto (archivos judiciales y querellas) nos basamos en el trabajo de L. León, 2004: 212, 269.

ser simplemente presa de los abusos. Esa situación de desamparo puede explicar su participación en asaltos, robos y bandolerismo. Robaron incluso a sus propios hermanos «por hambre» como declaró uno de los acusados (1898). Cuando esto ocurría, proponían reparar los daños, proposición que la justicia no atendía (León, 2004: 230).

Ese clima de violencia horizontal no era nuevo. Recrudesció entre 1880 y 1900 pese a “las intensas campañas militares y policiales que se desataron para reprimir el bandalaje” (León, 2004: 182). La violencia horizontal era de supervivencia. Había que subsistir sin mayores recursos en un territorio que para los no mapuches se había convertido en una tierra de refugio, en donde el aparato del Estado aún no se asentaba ampliamente como lo muestra un informe de Cornelio Saavedra citado precedentemente.

Con el paulatino avance de la ocupación, el Estado va desarticulando el territorio mapuche, se van imponiendo los intereses privados con el beneplácito de autoridades locales. La violencia de quienes obtenían tierras por ocupación o remates constituyó el principal problema: las agresiones y usurpaciones, llegaron a ser una realidad persistente. La prensa de fines del siglo XIX (los periódicos *El Ferrocarril* y *El Mercurio* de 1869, por ejemplo) informa de “guerras de exterminio”: quema de casas y sementeras, asesinatos. La violencia constituye entonces un antecedente de la constitución de la propiedad privada en la región de la Frontera (provincias de Malleco y Cautín. Octava y Novena Regiones conforme a la división administrativa actual). A este respecto, la cita siguiente es reveladora:

Ha tenido este tema de la propiedad rural tal cúmulo de dificultades en su cumplimiento, que es increíble el número de juicios a que ha dado origen y los crímenes que se han cometido, en la discusión de derechos que se alegan por las partes.

Historiar la propiedad de la tierra en muchas de las regiones de la Frontera es un trabajo que algún día será preciso hacer; pero sin duda no es conveniente hacerlo por ahora, pues aún están muy cerca los autores de estas irregularidades y dañarían el prestigio de personas que hoy no tienen nada que ver con lo sucedido cincuenta, sesenta o más años atrás⁶.

La violencia que suponía la lucha por la vida, los abusos de quienes contaban con los recursos económicos para hacer fortuna y las complicidades políticas que contribuían a sus objetivos, el comportamiento de autoridades locales que supuestamente debían asegurar un mínimo de equidad, conformaban un cuadro que era tan rudo como en tiempos de guerra.

⁶ Ricardo Ferrando, (1986), 502.

Violencia vertical

La violencia vertical derivó de la decisión del Estado chileno de acelerar la conquista del territorio mapuche mediante las armas. La motivación bélica fue económica: ocupación de nuevas tierras para la agricultura, tal como lo reclamaba *El Mercurio* del 11 de mayo de 1859 para “el engrandecimiento industrial y político” del país; igualmente motivación política: terminar con la independencia mapuche sobre todo cuando el francés Orélie Antoine de Tounens se hizo proclamar rey de Araucanía en 1860⁷. Como lo afirma Arturo Leiva, « el país hasta 1862, no tenía brújula para orientarse frente al problema araucano » (A. Leiva, 1984: 9). Y según Cornelio Saavedra, desde que se reconoció « como línea divisoria entre los españoles y los indígenas el río Biobío, bien poco se ha avanzado en la obra de reducción y la civilización de los araucanos » (C. Saavedra, 2008: 11). Saavedra propuso avanzar la frontera a la línea del Malleco. Su proyecto de ocupación fue aprobado bajo el gobierno de José Joaquín Pérez (1861 – 1871). Los hechos mencionados contribuyeron a acelerar el proceso de conquista.

Luego de la derrota militar mapuche, el territorio que les había pertenecido se fue desarticulando con su secuela de abusos. Para defenderse, resistían militarmente (levantamientos) y a la vez recurrían a medios institucionales. Por ejemplo, los caciques (incluido Quilapán⁸), nombraron representante plenipotenciario a Faustino Quilahueque (1869) para entrevistarse con el Presidente de la República y negociar la paz (M. Ravest, 2008: 51). Pedían también justicia ante los organismos pertinentes. Pero cabe preguntarse qué era entonces institucionalmente la justicia: Juzgados como el de Temuco, el de Angol. De hecho eran parciales, por su complicidad con latifundistas sobre todo y por la existencia de jueces que aplicaban la ley a su manera. En 1887 Verniory anota un simulacro de justicia que refleja la concepción o el desconocimiento que había de ella en la región: en diferendos entre indios, un miembro de ferrocarriles, administraba justicia dos días por semana: « escucha los largos discursos de los denunciantes, que le traduce un intérprete, enseguida los argumentos de los acusados », luego hojea un almanaque de Hachette que oficia de código, se detiene en una página, reflexiona y dicta la sentencia (1985: 456).

A comienzos del siglo XX, la realidad de la justicia no había evolucionado. Las leyes que amparaban la propiedad de los indios, no obstaculizaron « la codicia de nuestros civilizadores », con distintos procedimientos despojaban a los indígenas de sus tierras, y si estos se negaban a entregarla : « Entraba entonces a obrar la justicia i después de los trámites

⁷ Ver A. Braun Menéndez, *El Reino de Araucanía y Patagonia*, Editorial Francisco de Aguirre, Santiago 1973.

⁸ Destacado *lonco* (jefe) de mapuches arribanos, elegido por los caciques, a finales de los años 1860. Fue un decidido opositor a la conquista por parte del Estado chileno.

acostumbrados, se presentaba algún ministril acompañado de la fuerza pública i lanzaba de su propiedad al infeliz indio, le destruía sus sementeras, le quitaba sus ganados para pagarse de las costas y le quemaba su ruca, para que no tuviese la idea de volver a reconquistarla » (Valdés Cange, 1998: 192, 193).

En un intento de contrarrestar o moderar los abusos de particulares, el Estado pasó a ser el principal propietario de las tierras que por un lado remató y, por otro, entregó en concesiones para el establecimiento de colonos extranjeros. Según la Ley del 4 de diciembre de 1866, “se reputarán como terrenos baldíos y, por consiguiente, de propiedad del Estado, todos aquéllos respecto de los cuales no se haya probado una posesión efectiva y continuada de un año por lo menos” (A. Jara, 1956: 43). ¿Cuántos pudieron hacerlo? Era un procedimiento ajeno a los mapuches.

Los remates comenzaron en Santiago a partir de 1873 por lotes de 200 a 700 hectáreas. Se pagaba un tercio al contado y el resto en diez anualidades sin interés. La única obligación del comprador era cerrar su hijuela⁹. En 1900, la deuda que los compradores tenían con el fisco alcanzaba a 6 millones de pesos. Los deudores estaban vinculados a los grupos dirigentes y no se pudo nada contra ellos. Centenas de miles de hectáreas se vendieron así a lo largo de unos 30 años (J. P. Blancpain, 1974: 466, 467).

En 1881 se remataron, al norte de la línea del Traiguén, 138 hijuelas de 155 a 749 hectáreas, con un total de 54.819 hectáreas. La sociedad aseguradora de tierra, Varela y Waddington, remató 16.000 hectáreas con fines de especulación. Y José Bunster¹⁰ adquirió 6.000 hectáreas. Entre 1881 y 1900, se remataron 1.125.000 hectáreas que le produjeron al fisco 18.790.621 pesos (Ferrando, 1986: 509, 510).

En 1893, un ingeniero belga, en Lautaro, tenía como labor “mensurar los inmensos terrenos fiscales todavía vírgenes entre el Cautín y la cordillera” que se dividían en lotes de 1.000 a 2.000 hectáreas para ser ulteriormente rematados en Santiago. “Es así como se forman poco a poco grandes fundos en Araucanía” (Verniory, 1975: 308).

En el período 1875-1905, la colonización con inmigrantes extranjeros pasó a manos de particulares. Correspondía a empresas privadas atraer y establecer a los colonos extranjeros. El gobierno hacía concesiones de tierras a esas empresas. Bajo la presidencia de Germán Riesco (1901-1906) esas concesiones significaron el traspaso de unas 500.000 hectáreas de terrenos fiscales en las provincias de Malleco, Cautín y Valdivia (J. Contreras y G. Venturelli, 1988: 41).

⁹ Término utilizado en Chile para designar una extensión de tierra. Según el diccionario: « Fundo rústico que se forma de la división de otro mayor ».

¹⁰ Llegó a ser un próspero comerciante. Practicó la compra en verde de trigo (antes de su maduración) para asegurar su comercialización. Obtuvo tierras mediante ocupación, remates.

El establecimiento de colonos extranjeros no estuvo exento de conflictos. En 1905, en una carta dirigida al presidente de la República, un grupo de colonos italianos (en Lumaco, provincia de Malleco) protestaba por el incumplimiento del contrato de parte de A. Ricci y Compañía: en lugar de las 150 hectáreas que el Gobierno entregaba a los empresarios por cada padre de familia y 75 por cada hijo menor de diez años, la empresa no entregó más de 70 hectáreas en terrenos de mala calidad y el resto, en buenos terrenos, los conservaban para ellos formando “preciosos fundos” (cit. por J. Contreras-G. Venturelli, 1988: 72, 73). Algunos inmigrantes, por lo tanto, tampoco escaparon a los abusos.

Mientras millones de hectáreas eran enajenadas por el Estado, los mapuches eran arrinconados en *reducciones* o comunidades. Entre 1884 y 1919, el Estado entregó 3.078 títulos de merced (títulos de propiedad) con una superficie de 475.000 hectáreas que beneficiaron a unas 78.000 personas. Lo que da un promedio de 6.1 hectáreas por persona. Unos 40.000 mapuches no fueron radicados (Bengoa, 1985: 356, 357).

En 1894, en el *Manifiesto de Llanquihue* se lee: “No hay en la actualidad en la provincia de Llanquihue y difícilmente hay en la de Valdivia una sola familia indígena que no haya sido despojada de sus terrenos. Las grandes usurpaciones fiscales que a nosotros nos han dejado sin pan y sin hogar. Para conseguirlo, no hay medio de estafar que no haya sido empleado (cit. por A. Lipschutz, 1956: 153, 154).

Al ímpetu del despojo de tierras se agregó la violencia física. La prensa daba cuenta de ello. El Biobío de los Ángeles informaba el 11 de enero 1883 de «la matanza horrible de familias enteras». Se trataba del exterminio de los pehuenches de Lolco «los araucanos que fueron víctimas de tanta ferocidad, no han cometido otro crimen, sino el ser dueños de una extensión de terrenos que con la muerte han querido arrancárseles [...] Ni siquiera han estado incomunicados los autores, o más bien, los ejecutores del crimen». En *La Revista del Sur*, Concepción, del 5 de enero de 1883, se leía: fue asaltada una familia de Cañete y fueron quemadas dos casas, «y se nos dice que uno de los indios ha quedado ciego y muy mal herido de garrote y bala [...] El asaltante fue uno de los que les negocia sus tierras». El periódico *El Imperial*, Nueva Imperial, 8 de mayo de 1888, informa de un mapuche asesinado en Nueva Imperial por un bandido: «Es un nuevo eslabón de la cadena de asesinatos cometidos el presente año» (citado por L. León, 2004: 212, 213).

Horacio Lara en su libro *Crónica de la civilización de la Araucanía* (1888-89), se refiere a crímenes cometidos en los años 1870 – 1880 bajo la denominación “encaminar” o “encaminamientos”: “se llamaba encaminar cuando se acusaba a algún indio de robo o de cualquiera otro delito, y se le enviaba ocultamente a las afueras de las poblaciones, a los caminos públicos, por ejemplo, custodiado por un piquete de soldados, los cuales llevaban orden de ultimarlos en el camino”. Describe también otras tropelías: “se dejaron caer

algunos agricultores... civilizados, a casa de un cacique a hacerse justicia por sí mismos, y después de violar bárbaramente a las mujeres de aquél, las asesinaron con todo salvajismo junto a sus hijos” (citado por A. Jara, 1956: 17, 18).

Juan Larraín Alcalde, subinspector de Tierras y Colonización, en *Memoria Ministerial de Tierras y Colonización* (1901) señalaba: « Son muchas las personas que hay en Valdivia, sindicadas de haber asesinado a indios; casi me atrevo a asegurar que nunca se ha levantado un sumario para esclarecer la verdad, pero sí, aseguro, que estos son ricos propietarios, dueños de considerables estensiones de terrenos que antes ocupaban los indios » (cit. por Bengoa, 1985: 378). Luego de la expoliación de los mapuches, el pequeño colono nacional y el extranjero aislado sin recursos serán también presas de los “tiburones de la tierra” (J. P. Blancpain, 1979: 98).

El orden estatal que busca imponerse en el nuevo espacio conquistado, es un orden que tempranamente los propietarios de tierras habían empezado a reclamar. Demandaban al Estado garantizar la seguridad. En 1861, por ejemplo, los vecinos de Nacimiento y de Los Ángeles apoyaban el adelanto de la línea fronteriza al río Malleco pues eran víctimas de “los horrores de las hordas salvajes” y la “codicia del salvaje, su sed de pillaje” impedían la seguridad del comercio (Saavedra 170: 37). Entre los firmantes aparece José Bunster que se convertirá después en un rico empresario.

Ordenar la propiedad de la tierra fue uno de los objetivos esenciales del Estado. Su ordenamiento era una condición previa al disciplinamiento social de los actores populares implicados en la violencia.

Los aparatos y mecanismos para regular e imponer el orden social (justicia, policía, escuela) se asentaban paulatinamente y no sin escollos. Los encargados de impartir justicia se coludían con propietarios que procedían a apresar y flagelar por su cuenta a quienes acusaban de robo de ganado. Por su lado, la policía cometía actos abusivos y no escapaba a la corrupción. En tales condiciones, las víctimas quedaban desamparadas. Pese a ello, recurrían a la justicia como reacción a la prepotencia patronal, como consta en las querellas antes mencionadas. El 14 de junio de 1884, en nota del general Aurelio Arriagada dirigida a Venancio Coñuepán, se prometía protección a los “buenos” mapuches: “El Gobierno desea proteger siempre a los mapuches que son honrados, es decir que no roban a nadie, ni dan malones” (I. Guevara-M. Mañkelef, 2002: 178). Pero al parecer, se diluyó la promesa de protección si nos atenemos a lo que escribía Gabriela Mistral en 1932: “el matón rural que roba predios de indios, vapulea hombres y estupra mujeres sin defensa a un kilómetro de nuestros juzgados indiferentes y de nuestras iglesias consentidoras” (en J. Quezada, 1995: 49). No hubo, para los matones rurales, requerimiento de honradez.

En suma, ningún protagonista de la llamada Región de la Frontera escapó a la violencia. Unos, para sobrevivir y para defenderse de los atropellos

que cometían los nuevos propietarios de tierra, la policía y la justicia; otros, para asentar su poder económico y político.

En ese contexto violento, el Estado en su dimensión administrativa, política, no podía imponerse con celeridad. No controlaba todavía la violencia. Y además porque 1891, como resultado de la guerra civil, marca “el momento en que los diversos grupos oligárquicos chilenos, divididos regionalmente y por actividades económicas, consolidaron un sistema político, administrativo y legal, que les dio ciertas garantías de equilibrio”. Los grupos oligárquicos van a monopolizar desde entonces el Estado y darán “carácter institucional, en todo el territorio, a sus formas de relación con el resto de la población. Esto era por exclusión” (E. Fernández, 2003: 14).

Los sectores sociales desamparados e implicados en la violencia, incluido los mapuches, no podían encontrar una forma de protección del Estado. Aparecían ante éste como obstáculos al orden y a la seguridad reclamada por los propietarios. No tenían además, por la razón antes señalada, relación política con el Estado. Lo que suele aparecer como Estado no es más que un orden político oligárquico; « al menos hasta 1924 el Estado chileno estuvo monopolizado por diversos sectores oligárquicos y desde ese año en adelante hasta 1931, directa o indirectamente por militares » (Jocelyn-Holt, 1999: 21).

Una instancia de resistencia: las organizaciones indígenas

Para los mapuches, 1882 fue un momento de ruptura: perdieron una sociedad más autónoma que reconocía autoridades propias para confrontarse a una integración compulsiva dirigida por el Estado. Luego de la desarticulación de lo que había sido su territorio histórico, éste quedará reestructurado en fundos, en tierras de colonos, en *reducciones*. Los mapuches tuvieron que adaptarse a la nueva realidad económica, social y política de la sociedad en que quedaron integrados. Era la condición para su supervivencia como pueblo.

Desde luego, deberán asumir la nueva realidad en condiciones claramente desfavorables: manejar el idioma castellano¹¹, conocer los mecanismos del aparato burocrático que va asentándose en la región, han de confrontarse a la lógica con que se ejerce el poder estatal. Y esto, desde un estatuto de inferioridad no sólo en el contexto económico e institucional, sino también en el imaginario nacional. A esto último había contribuido la prensa y naturalmente el discurso histórico acuñado desde el siglo XIX¹².

¹¹ Para P. Bourdieu el idioma (en este caso el castellano) es un instrumento de dominación. ¿Cuál era, en la época, la opción pertinente?

¹² Cabe recordar el vocabulario de Diego Barros Arana en su *Historia General de Chile* (T. 1, 1884): “salvajes”, “primitivos”, “brutos”, y el de Benjamín Vicuña Mackenna: “bruto indomable”, “bárbaros belicosos” (*Discursos Parlamentarios*, T. 1, 1939).

En el primer tercio del siglo XX la codicia de tierras no cesó, generando una violencia, derivada fundamentalmente de las usurpaciones de tierras, cometida por particulares en el sur del país y que se tradujo en expulsión de mapuches de sus tierras, incendio de sus casas y sementeras, asesinatos. De 1911 a 1930 se contabilizan más de noventa muertos (Bengoa, 1985: 374 a 377). El *más* quiere decir personas muertas cuyo número no aparece determinado.

Otra forma de violencia fue la « marcación »: corte de oreja por ejemplo u otras marcas en el cuerpo de mapuches considerados rebeldes, peligrosos, ladrones. Uno de esos crímenes fue denunciado por Manuel A. Neculmán y Basilio García, dirigentes de « La Sociedad Indígena Caupolicán » en una carta al « Presidente de la Ilustrísima Corte de Apelaciones de Valdivia ». En parte de esa carta se lee:

Se ha cometido en Imperial un alevoso crimen, para cuya represión ese Ilmo. Tribunal debería tomar las medidas extraordinarias exigidas por los delitos que producen alarma pública. Tres a cuatro mil ciudadanos reunidos ayer domingo en la plaza pública de Imperial protestaron de ese salvajismo. El indígena Juan Manuel Painemal, marcado en Imperial, según voz pública por Hernán Michaeli, será el primero tal vez que en este siglo XX en un país republicano y civilizado haya sufrido tal afrenta que la justicia no puede dejar sin castigo¹³.

Una vez más, la justicia no se mostró diligente. Los mapuches se encuentran de nuevo agredidos y a la defensiva. En tal situación difícilmente podían integrarse al dinamismo económico de la región. La agricultura cerealera pasó a ser una actividad importante y los mapuches van a vivir también de la producción triguera. Pero la comercialización del trigo, en los primeros decenios del siglo XX, la controlaban latifundistas, molineros, casas comerciales. Estos “presionaban para hacer bajar los precios, generando dificultades a los pequeños productores que, muchas veces, apenas alcanzaban a recuperar la inversión, lo que afectaba particularmente a las comunidades mapuches” (J. Pinto, 2007: 7). Además, quienes disponían del capital practicaban la compra en verde, como José Bunster. Esto fragilizaba más a los pequeños productores. Una de las consecuencias para los mapuches fue la emigración a las ciudades.

Pese a la radicación, a la entrega de títulos de merced, a la legislación indígena, los atropellos continuaban. A partir de 1910, las organizaciones indígenas que se crean pasarán a ser una nueva instancia de resistencia y serán la manifestación de una resistencia colectiva, con objetivos comunes. En el primer tercio del siglo XX destacaron fundamentalmente las organizaciones siguientes:

¹³ Citado por Bengoa (1985), 378.

La Sociedad Caupolicán Defensora de la Araucanía, fundada en 1910, y cuyo primer dirigente fue el profesor normalista Manuel Neculmán y a quien sucedieron Manuel Manquilef (1916), Arturo Huenchullán (1925), Venancio Coñuepan (1931). Entre sus objetivos figuran la defensa de la tierra frente a las usurpaciones y los atropellos que ello conllevaba, demanda de radicación, lucha contra la ignorancia lo que suponía un acceso a la educación a través de la apertura de escuelas.

La Federación Araucana (1922) se fundó a partir de la Sociedad Mapuche de Protección Mutua creada en 1916 por Manuel Aburto Panguilef quien pasó a dirigir la nueva organización. M. Aburto pasó a la historia política mapuche con su idea de fundar una “República indígena” que adquirió fuerza de proposición en un Congreso del 25 de diciembre de 1931 al que asistieron varias organizaciones locales. Allí se plantea:

La constitución de la República Indígena que despertó el dormido eco de la más sentida aspiración de la raza para que pueda desenvolver su vida de acuerdo a su psicología, costumbres y rituales; ser dueña de su tierra, ocupando las provincias en las cuales puedan vivir sus 150.000 indígenas (considerando las reservas para el crecimiento de la población), en que su educación sea orientada hacia la realización de su propio bienestar; en que el Pueblo Araucano se gobierne a sí mismo y en que su progreso y cultura sean creados por él mismo¹⁴.

La realización de esta República se lograría “el día que el proletariado chileno unido fraternalmente conquiste el poder y haga efectivas sus justas reivindicaciones” (citado por R. Foerster y S. Montecinos, 1988: 50).

Es un planteamiento que visualiza el futuro de los mapuches como actores plenos de su desarrollo, en un espacio determinado y con autogobierno. En este sentido, es un proyecto que va más allá de lo puramente reivindicativo y defensivo, es concebido igualmente en concordancia con las luchas del proletariado chileno. De allí sus vínculos con la Federación Obrera de Chile (FOCH) fundada en 1912.

Manuel Aburto no escatimó medios para defender los derechos del pueblo mapuche. Apoyó en 1931 la candidatura a la presidencia de la República de Arturo Alessandri. Planteó al candidato la necesidad de resolver el problema de tierras.

Aburto Panguilef será uno de los más connotados dirigentes del siglo XX por su lucidez, por su reivindicación de la autonomía (República mapuche) y por su apertura a las alianzas.

La Unión Araucana, formada en 1926 con el apoyo de las Misiones Capuchinas. La dirección de esta organización correspondió a Antonio Chihuailaf, entonces Alcalde de Cunco y fundador de la Sociedad Moderna

¹⁴ Citado por R. Foerster y S. Montecinos (1988), 50.

Araucanía en 1916. La defensa de la tierra, la aspiración a la educación mediante la creación de escuelas, formaron parte de las preocupaciones de ambas organizaciones.

Las organizaciones obran para que los mapuches sean reconocidos como sujetos de pleno derecho. Para reforzar su acción frente al Estado, recurren a la mediación de partidos políticos y de sectores eclesiales. En su relación con esos distintos mediadores, los dirigentes no escaparon de las discrepancias. Las diferencias pueden explicarse por el contexto ideológico en que se insertan los protagonistas: predominio político oligárquico¹⁵, intervención de militares en política que se ilustra con la dictadura del general Carlos Ibáñez (1927-1931), agudización de la pobreza. Se desarrollaba asimismo la difusión de ideas anarquistas, laicas, “socializantes”; se había creado un partido reformista en 1912 (Partido Demócrata) y el Partido Comunista se fundó en 1922.

Por otra parte, las organizaciones indígenas se desenvuelven en un ambiente ideológico, a comienzos del siglo XX, que destaca la homogeneidad de la “raza chilena”. Esa preocupación por la “raza, se observaba en el ámbito educacional, en la prensa, en la atracción por colonos europeos para colonizar las tierras indígenas. Una publicación gubernamental en Leipzig (“Republique du Chili”, 1903) destinada a atraer inmigrantes, se refiere a la expulsión desde 1882 de una “raza inferior de indios salvajes que había habitado vastas zonas incultas” (cit. por B. Subercaseaux, 1999: 30). Algunos años más tarde, otra publicación del gobierno chileno (“Chile”, Santiago 1915) destacaba el predominio “casi absoluto” de la raza blanca o caucásica y “sólo el antropólogo de profesión puede discernir los vestigios de la sangre aborígen, en las más bajas capas del pueblo”. En tal entorno no resultaba obvio discernir acerca del mejor camino: integración o resistencia.

En ese cuadro político, económico, ideológico, que hemos mencionado, las organizaciones buscan conquistar un espacio para la existencia y desarrollo del pueblo mapuche. Los dirigentes supieron sobreponerse a las diferencias, aunque puntualmente como en 1930 (Declaración de Unificación de las Organizaciones Mapuches) para reforzar sus demandas al Estado. En todo caso, más allá de las estrategias propias, de la concepción de las alianzas, del contenido y las perspectivas de sus reivindicaciones, las organizaciones persiguieron objetivos comunes: defender la tierra, oponerse a los atropellos, tomar parte en la elaboración de leyes que les concernían, demandar el acceso a condiciones de integración favorables como la educación por ejemplo. Se trataba de una integración y a la vez de una resistencia para existir como pueblo.

¹⁵ En 1920, por primera vez, un candidato presidencial, Arturo Alessandri, pronunció un discurso ante las masas, «saliendo del resguardado ambiente de banquetes y clubes» (Sofía Correa Sutil, *Con las riendas del poder. La derecha chilena en el siglo XX*, Editorial Sudamericana, Santiago, 2004, p. 65.

La integración no fue una opción de tal o cual organización o dirigente mapuche, fue un hecho derivado de la conquista militar de su territorio.

El liderazgo de estas organizaciones lo asumieron profesores primarios, hombres surgidos de las actividades del comercio y de la agricultura. Además de consagrarse a la lucha por una existencia digna, cumplieron una labor intelectual. Por ejemplo, Manuel Manquilef, profesor primario, en *Comentarios del pueblo mapuche* (1911) escrito en castellano y mapudungun (idioma mapuche), daba a conocer aspectos de la cultura mapuche. También se publicaban, a fines de los años 30, periódicos como *La voz de Arauco*, *El Frente Araucano* y *La Voz Araucana* (Antillanca, Cuminao, Loncón, 1998: 20, 21).

Paralelamente a la acción de las organizaciones, algunos dirigentes decidieron insertarse en el terreno político chileno para llevar los planteamientos mapuches a la Cámara de Diputados. Llegaron al Parlamento Francisco Melivilu (1922), Manuel Manquilef (1925), Arturo Huenchullán (1934).

Luego de la derrota militar de 1882, los mapuches lograron sobrevivir colectivamente y pudieron proyectarse en el futuro en el seno de la sociedad a la que quedaron integrados. De allí que la resistencia cobrara todo su sentido en los primeros decenios del siglo XX. Resistir en el sentido literal del término: rechazar la violencia física, institucional y simbólica; por otra parte, conquistar derechos. Es más bien desde esta perspectiva que se debería entender el papel, la actuación y el desarrollo de las organizaciones indígenas.

A modo de conclusión

Para concluir este esbozo de la violencia diremos que ésta aún no ha entrado en toda su dimensión al terreno de la investigación histórica. Sin embargo, constituye un elemento relevante tanto de la génesis de la propiedad privada en la Región de la Frontera como de la lucha mapuche por la tierra.

La violencia horizontal que adquirió connotaciones de “rebeldía existencial” o, dicho de otro modo, se convirtió en una forma de “permanecer de pie en el caos del mundo” como escribiera Montaigne en sus *Ensayos*, marcó la primera etapa de la integración mapuche a la sociedad chilena luego de la derrota militar frente al Ejército.

Desde fines del primer decenio del siglo XX, los mapuches resistirán colectiva y orgánicamente a la persistencia de las usurpaciones de tierras, a los atropellos diversos, y se proyectarán a través de sus organizaciones. La creación de éstas denotan ya una señal de identidad: Sociedad Caupolicán, Federación Araucana, Unión Araucana. Expresan un posicionamiento político y cultural en tanto que mapuche. Y pese a las diferencias que pudieron existir en lo concerniente a formas de integración, al mayor o menor apego a tradiciones, a la proyección cultural, a la concepción de las alianzas,

todas las organizaciones se propusieron defender los derechos que les correspondía en el seno de la sociedad en que estaban insertados.

Por último, si la acepción de lo político consiste en el lugar en que se anudan los múltiples resortes de la vida colectiva y que constituyen el marco de sus discursos y de sus acciones (P. Rosanvallon 2003: 12), se debería admitir que los mapuches estuvieron presentes en el terreno político del país, en el transcurso del siglo XX. Esto, a menudo se ha ignorado o no se ha reconocido.

Arauco Chihuilaf
Université Paris 8
acbn@club-internet.fr

Bibliografía

- ANTILLANCA, Ariel, CUMINAO, Clorinda, LONCON, César, *Escritos Mapuches, 1910-1999*, Santiago: Consejo Nacional del Libro y la Lectura, 1998.
- BENGOA, José, *Historia del pueblo mapuche, siglo XIX y XX*, Santiago: Ediciones Sur, 1985.
- BLANCPAIN, Jean-Pierre, “Le Chili républicain et la fin de la frontière araucane”, en *Revue Historique*, 531, juillet-septembre 1979. Presses Universitaires de France.
- , *Les Allemands au Chili (1816-1945)*, Köln: Böhlau Verlag, Lateinmarikanische Forschungen, 1974.
- CONTRERAS B. Juan y VENTURELLI A. Gino, *Nueva Italia, un ensayo de colonización italiana en la Araucanía, 1903-1906*, Temuco: Ediciones Universidad de la Frontera, 1988.
- CORREA Sutil, Sofía, et. al., *Historia del siglo XX chileno*, Santiago: Editorial Sudamericana, 2001.
- DORFMAN Ariel, *Imaginación y violencia en América*, Barcelona: Editorial Anagrama, 1972.
- FARGE, Arlette, *Des lieux pour l'histoire*, Paris: Editions du Seuil, 1997.
- FERNANDEZ, Enrique, *Estado y Sociedad en Chile, 1891-1931*, Santiago: Lom Ediciones, 2003.
- FERRANDO K. Ricardo, *Y así nació la Frontera...*, Santiago: Editorial Antártica S.A., 1986.
- FORSTER, Rolf, MONTECINO, Sonia, *Organizaciones, Líderes y Contiendas Mapuches (1900-1970)*, Santiago: Ediciones CEM, 1988.
- GONGORA Mario, *Vagabundaje y sociedad fronteriza en Chile (siglos XVII a XIX)*, Santiago: Cuadernos del Centro de Estudios Socioeconómicos, Facultad de Ciencias Económicas Universidad de Chile, 1968.
- GUEVARA Tomás y MANKELEF Manuel, *Kiñe mufi trokinche ñi piel. Historias de familias/Siglo XIX*, Santiago: CoLibris-Liwen, 2002. (Primera parte de Las Últimas familias y costumbres araucanas, de Tomás Guevara, 1912).
- JARA, Alvaro, *Legislación Indigenista de Chile*, Mexico: Instituto Indigenista Interamericano, 1956.
- JOCELYN-HOLT, Alfredo, *El peso de la noche. Nuestra frágil fortaleza histórica*, Santiago: Planeta/Ariel, 1999.

- LEIVA, Arturo, *El primer avance a la Araucanía, Angol 1862*, Temuco: Ediciones Universidad de la Frontera, 1984.
- LEON, Leonardo, « Violencia Inter-Etnica en la Araucanía, 1880-1900 » en L. León et al, *Araucanía : La Frontera Mestiza, Siglo XIX*, Santiago: Ediciones UCSH, 2004.
- LIPSCHUTZ, Alejandro, *La comunidad indígena en América y en Chile*, Santiago: Editorial Universitaria, 1956.
- MISTRAL, Gabriela, “El pueblo araucano”, en Jaime Quezada, *Gabriela Mistral. Escritos políticos*, Chile: Fondo de Cultura Económica, 1995.
- PINTO R., Jorge, « Expansión económica y conflicto mapuche. La Araucanía, 1900-1940 », en *Revista de Historia Social y de las Mentalidades*, Santiago de Chile n° XI, vol. 1, 2007: 9-34.
- , « El bandolerismo en la Frontera, 1880-1920. Una aproximación al tema », en Sergio Villalobos y Jorge Pinto, *Temas de historia fronteriza*, Temuco: Ediciones Universidad de la Frontera, 1985.
- ROSANVALLON, Pierre, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris: Seuil, 2003.
- SAAVEDRA Cornelio, *Documentos relativos a la ocupación de Arauco (1861-1870)*, Santiago: Cámara Chilena de la Construcción, Pontificia Universidad Católica de Chile, Biblioteca Nacional, 2008. (Primera edición, Imprenta de la Libertad, Santiago 1870).
- SUBERCASEAUX, Bernardo, *Chile o una loca historia*, Santiago: Lom, 1999.
- VALDES Cange Dr. (Alejandro Venegas), *Sinceridad. Chile íntimo en 1910*, Santiago: Ediciones CESOC, 1998.
- VERNIORY, Gustave, *Diez años en Araucanía, 1889-1899*, Santiago: Ediciones de la Universidad de Chile, 1975.

V. Résonances littéraires et médias

“Amo, Luego somos”: Francisco Bilbao y la escrituración de la santidad popular en la construcción de la nacionalidad

LA FRASE QUE PRESIDE el título de este trabajo, “Amo, Luego somos”, alude a los reacomodos y preguntas que implicó el proceso de secularización en las prácticas escriturales de la mitad del siglo XIX chileno y latinoamericano, en un momento en que las mismas se diversificaban en función de nuevos lectores e imaginarios. En efecto, la reelaboración que de la premisa cartesiana “Pienso, luego existo” hace el chileno Francisco Bilbao (1823-1865), apunta a interrogar el papel que las estructuras de sentimiento, desde el campo de la fe, podían jugar en los procesos de organización nacional. Es decir, a partir de sus tempranos escritos, Bilbao revisa críticamente la insuficiencia de los programas liberales en conseguir ampliar las adhesiones colectivas a sus idearios, por ignorar la fe como una experiencia cotidiana que se manifestaba a través de imágenes e íconos culturales. Pero a la vez, Bilbao se opone al monopolio de la institución eclesial en la labor de glosar e institucionalizar aquel escenario simbólico en prácticas rituales, que controlaban cualquier gesto de cambio de las jerarquías sociales, especialmente en el ámbito privado. Esta ponencia busca, en consecuencia, explorar las estrategias utilizadas por Bilbao, a mediados del siglo XIX, para promocionar la función que las élites letradas podían cumplir al documentar y organizar aquel imaginario religioso, a efecto de integrarlo a las políticas de modernización nacionales, que en esa dinámica, adquirirían mejor recepción en las masas iletradas. En tal sentido, los textos de Bilbao que se analizan son *Sociabilidad chilena* (1844) y *Santa Rosa de Lima estudios sobre su vida* (1852).

Sociabilidad chilena, publicada en la revista *El Crepúsculo* el 1º de junio de 1844, forma parte, como señala Ana María Stiven Vattier, de numerosos testimonios publicados en Santiago en la década del cuarenta sobre “la relación entre religión y orden, justamente ante las amenazas secularizantes de

las nuevas corrientes filosóficas, políticas y literarias”¹. No sólo a nivel letrado, sino también en el ámbito de la cultura popular, se percibe en esos años las tensiones y luchas de poder entre el discurso republicano y religioso en cuanto a normar el tejido social chileno. En tal sentido, Juan Poblete analiza los almanaques editados alrededor de la mitad del siglo XIX chileno, como un espacio privilegiado en donde los discursos religioso, republicano y mercantil negocian su entrada o permanencia en las prácticas sociales cotidianas de los lectores. Así, por ejemplo, el *Almanaque chileno útil y curioso XXXIV de nuestra libertad*, de 1843 – contemporáneo de la publicación de la *Sociabilidad chilena* – utiliza un doble nivel de lectura tipográfico para asegurar las marcas de las fiestas oficiales, tanto político-civiles como eclesiásticas, en la ordenación simbólica del tiempo cotidiano: “Las fiestas de rigoroso precepto impuestas por la Iglesia, se registran en letra cursiva, las cívicas que celebra la nación, sin el precepto de la misa, van en letra versalilla”². Bilbao se pregunta, entonces, cómo subvertir ese doblez discursivo en una línea fluida que conciliara las prácticas religiosas y el ideario cívico, fuera de ortodoxias excluyentes. Dicha interrogación, a la luz de los años posteriores a la independencia, anima la escritura de la *Sociabilidad chilena*. Especialmente, Bilbao busca valorar la fe religiosa, que favorecería la cohesión social de poblaciones – él les llama muchedumbres –, las cuales, según él, se situaban al margen de los proyectos nacionales de la primera mitad del siglo XIX. En tal sentido, Graciela Montaldo ha señalado cómo la representación literaria de nuevas identidades ligadas a sectores populares que se hacían presentes en la plaza pública eran nombrados a través de categorías como populacho, turba, multitud, plebe, masa. Estas denominaciones eran construidas para fijar, desde distintas coyunturas y tensiones, “lo plural descontrolado, un peligro en ciernes, una amenaza de la violencia [...] un sujeto peligroso marcado por la negatividad universal...”³. Así, en la introducción de la *Sociabilidad chilena* se delinea la siguiente imagen de la multitud:

En las épocas transitorias de la civilización aparece esa multitud de espíritus decaídos. La inspiración que necesita un objeto, la voluntad, un apoyo para ejercer su poder, languidecen, al faltarles el aliento vivificante de la fe. [...] Observan al universo por medio de análisis y lo divisan cubierto por la nieve del invierno. Entonces, el poder que sienten se concentra y devora la misma actividad que lo alimenta. Así vemos esos hombres que, nacidos en la tranquilidad de la materia, desesperan al penetrar en el infierno subterráneo de las sociedades.⁴

1 StivenVattier (1992), 347.

2 Poblete (2003), 102.

3 Montaldo (2009), 31.

4 Bilbao (1866), 3.

Como puede evidenciarse, esta imagen habla de una multitud, tan poderosa como deprimida, que ha sido excluida de la vida social – condenada en sus infiernos subterráneos – y cuya visión desafía las expectativas letradas de la alianza simbólica entre ciudadano y naturaleza. Mientras en la poesía y la prosa postindependentista americana, las imágenes de lo natural apuntan al espacio fértil, casi una utopía agraria, que permitirá la construcción de la modernidad nacional, en este fragmento el campo óptico de aquellas multitudes queda reducido a la contemplación de una naturaleza muerta e improductiva: cubierta de nieve⁵. El desarrollo del texto se enfoca, entonces, en explorar históricamente por qué esa multitud, soterrada en el infierno y ciega al progreso, carece de estímulos para engrosar el pueblo y adquirir así una presencia social. Ese recorrido histórico analiza, por una parte, la consolidación del catolicismo europeo que, a criterio de Bilbao, vino a usurpar el plan mesiánico cristiano y, por otro, el proceso de independencia nacional como una etapa de apertura territorial e ideológica, pero fracasada en cuanto no leyó críticamente las estructuras sociales coloniales y no integró socialmente aquellas multitudes. Dice Bilbao: “Nuestra revolución fue reflexiva en sus promotores y espontánea en el pueblo”⁶. Precisamente, Graciela Montaldo puntualiza que las dos categorías, de intelectuales y la masa, emergieron en el periodo postindependiente americano como dos lados de una única figura de identidad “[...] which does not recognise transitions but rather develops a belligerent polarisation without rooms for negotiations”⁷. La propuesta de Bilbao apuntaría a evitar esa polarización apelando al espacio privado doméstico. En él, operarían pequeñas comunidades de hermandad religiosa que reformularían los imaginarios de sociabilidad de aquella multitud desorientada y de los propios intelectuales, estos últimos limitados en su capacidad de trasladar el principio ilustrado de la igualdad a su propio entorno familiar. De tal manera, el rescate del espíritu cristiano de la jerarquía eclesial y el impulso del principio republicano de igualdad social, sobretudo en el ámbito privado, permitirían la conversión de aquella multitud en una ciudadanía activa. Se sutura así el autoritarismo heredado de la colonia y la desintegración de lazos sociales que implicaba la modernidad capitalista. Bilbao le llama a este sistema “democracia religiosa”.

Precisamente, aquellas pequeñas comunidades imaginadas por Bilbao, en donde la mujer, el sirviente doméstico y el hijo excederían los roles dictados por los códigos vigentes, podían proveer una cohesión social real para la construcción de la nación. En esos refugios que funcionan como una

5 Los textos poéticos por antonomasia sobre la naturaleza americana, como una realidad promisoriosa en donde se superponen el mito edénico y agrícola son las silvas de Andrés Bello: “Alocución a la poesía” de 1823 y “Silva a la agricultura de la zona tórrida” de 1826. Ver Julio Miranda, *Paisaje y Política*. Caracas: Fundarte, 1992.

6 Bilbao, op.cit, 22.

7 Montaldo (2005), 223.

utopía cristiana – Bilbao les llama una anticipación del paraíso – se evitaría el aislamiento personal, condición ésta para la multiplicación de la fuerza incontrolada de la masa, que podría amenazar la propia institucionalidad. El final de la *Sociabilidad chilena* conforma una advertencia: “No separemos de nosotros (léase la élite letrada) al pueblo más de lo separado que se encuentra”⁸. Es decir, Bilbao en la *Sociabilidad chilena* aborda una materia de reflexión clave a finales del siglo XIX y en la primera mitad del XX: la formación de las masas y el poder ambivalente de las mismas, cuando las distancias y jerarquías individuales en ellas quedan abolidas.⁹ Mientras en otros letrados contemporáneos, el discurso pedagógico, la disciplina del trabajo, el paradigma del buen decir gramatical o la exterminación constituían los dispositivos para someter esa multitud a un proyecto homogéneo y jerárquico de nación, Bilbao opta por la reactivación problemática de un cristianismo utópico, que demandaba la fusión de la legalidad cívica con el precepto moral religioso, pero sin la tutela eclesial. Un proyecto republicano viable de nación, es la conclusión de la *Sociabilidad chilena*, no podía prescindir de la fe y la imaginación en la institucionalización de las masas iletradas

La publicación de la *Sociabilidad chilena* significa para Bilbao el inicio de un proceso judicial en su contra por los delitos de blasfemia, inmoralidad y sedición.¹⁰ Luego de ser condenado, Bilbao pasa cinco años en París, vuelve a Chile en donde colabora en la organización de la Sociedad de la Igualdad, cuya disolución determina el exilio de Bilbao al Perú en 1851. Allí Bilbao critica al gobierno conservador de José Rufino Echenique y su proyecto de construcción nacional basado en la exportación del guano. Como parte de esa crítica, Bilbao publica el artículo “La Definición” en el diario *El Comercio* el 17 de septiembre de 1851, que otra vez apunta a la visualización de una sociedad igualitaria de base cristiana, en donde la pervivencia de la esclavitud – no obstante su abolición formal – y la tributación indígena por medio de la mita se convierten en un punto central de ataque. El artículo determina la emisión de una orden de captura en contra de Bilbao, quien se asila por tres meses en la Legación Francesa, hasta conseguir que Echenique revoque la orden de prisión a condición de no participar en la política interna peruana¹¹. Precisamente, la normalización de la vida pública de Bilbao en el Perú en el año de 1852 no puede dejar de entenderse sin la publicación de *Estudios sobre la vida de Santa Rosa de Lima*, una biografía de la Santa, cuyo contenido

8 Bilbao, *op.cit.*, 40.

9 Me refiero a Gustave Le Bon en *La psychologie des foules* (1895) y a José Ortega y Gasset en *La rebelión de las masas* (1929).

10 El artículo de Ana María Stiven antes citado prueba cómo la prosecución del juicio en contra de Bilbao se debió a la puesta en duda de los valores que sostenían la clase dirigente chilena, especialmente el concepto de familia y la deslegitimación de la Iglesia como participante en la opinión pública.

11 Sobre la estancia de Bilbao en el Perú, ver el prólogo de David Sobrevilla a *Escritos peruanos de Francisco Bilbao*, Chile: Editorial Universitaria, 2005.

aparentemente no interfería en los debates políticos peruanos, sino más bien se mantenía al margen de los mismos desde la exaltación conciliadora de la identidad cultural peruana a través de la figura santoral. Bilbao sigue la táctica utilizada por mujeres escritoras del siglo XIX, como lo constituye el encubrir bajo una retórica sentimental los deseos políticos que podían amenazar el sistema¹². Desde una perspectiva histórica, Clara Alicia Jalif de Bertranou afirma: “La exaltación de la Santa no fue a la postre un hecho ingenuo y crédulo del autor, aunque sincero, pues le serviría para la crítica de las costumbres de la sociedad limeña”¹³. Más allá de esa crítica local, este texto representa, a mi modo de ver, una continuidad de la *Sociabilidad chilena* en el sentido de construir un ícono cultural que potenciara el proyecto de la cohesión social de las masas desde la práctica de la fe. El exilio en Perú determina que Bilbao amplíe este proyecto a una dimensión latinoamericana.

Al respecto, Nicola Miller, define el ícono cultural como un “artifact of veneration”, “vehicles of facilitation”, “symbolic of values desires and options”¹⁴. Por su parte, Robert Irwin completa esta definición agregando cómo los íconos culturales, poseedores de una elasticidad interpretativa según contextos particulares, se construyen alrededor de las tensiones y los conflictos inherentes a tales contextos. De ahí también “its attractiveness to multiple peoples, and its ability to signify differently in multiple contexts”¹⁵. Es decir, un ícono cultural puede aportar, desde la veneración y posibilidades variadas de significación, una mediación importante en la existencia de conflictos y deseos colectivos, que no han sido resueltos mediante otras construcciones sociales. Así, en la introducción de *Santa Rosa de Lima estudios sobre su vida*, Bilbao se refiere a los géneros textuales que, desde una composición que combinaba lo historiográfico y la imaginación, construían personajes “virtuosos”, capaces de colaborar en la interpretación de condiciones locales y temporales precisas: “los poemas, las epopeyas, (...) las vidas ejemplares, esos tipos de virtud, son manifestaciones temporales de la verdad absoluta que no alcanzan a agotarla y que forman la educación de las naciones”¹⁶. Con esa conciencia de las posibilidades múltiples de simbolización de los sujetos de aquellos relatos, Bilbao reescribe la vida de Santa Rosa de Lima, aprovechando no solo la legitimación que para entonces la terciaria dominica gozaba, sino también la elasticidad que había tenido históricamente para mediar en distintas empresas culturales y políticas. En tal

¹² Josefina Ludmer menciona esta táctica en “Tretas del débil”, *La sartén por el mango*, Puerto Rico: Ediciones Huracán, 1985, 45-59.

¹³ Jalif de Bertranou (2003), 113.

¹⁴ Miller (2003), 62. La reflexión de Miller sobre los íconos culturales arranca del estudio de intelectuales latinoamericanos en los siglos XIX y XX.

¹⁵ Irwin (2005), XIX.

¹⁶ Bilbao (1861), 233.

sentido, Santa Rosa de Lima había operado desde extremos ideológicos: lo mismo como signo de una identidad criolla en proceso de consolidación durante la Colonia, que como justificación de la violencia utilizada por los curacas en el siglo XVIII para desobedecer el régimen colonial.

En consecuencia, Bilbao elige el formato de la biografía sagrada – hagiografía –, género asociado a la representación o creación de modelos de comportamiento según las normas sagradas, desde los tiempos primitivos de la Iglesia. En el caso hispanoamericano, en el siglo XVII, las biografías escritas por hombres sobre religiosas, las autobiografías de ellas mismas mediadas por la autoridad del confesor, los devocionarios, los exempla de pedagogía moral y formularios de conducta religiosa respondieron a “la voluntad de crear un canon de espiritualidad, tanto para las enclaustradas como para los lectores creyentes”¹⁷. Si en estos relatos abundaban las imágenes de experiencias límites en el sufrimiento corporal y abandonos visionarios, en las hagiografías del siglo XIX se evidencia la promoción “de una vida ligada al orden, al mérito al trabajo, a la utilidad de los valores, a una clasificación de las virtudes familiares”¹⁸. El texto de Bilbao, en ese sentido, resulta inestable para su tiempo, pues potencia lo extraordinario de la hagiografía del siglo XVII, como contrapeso a una ortodoxia de los valores liberales de la modernidad. Así por ejemplo, el narrador, no obstante advertir los efectos negativos de la extenuación corporal de las prácticas místicas, reescribe las convenciones de las hagiografías del XVII, al enfatizar la predestinación a la santidad por medio de las penitencias extremas y la enfermedad. En tal sentido, se describe el cuerpo infantil y adolescente de Santa Rosa de Lima asediado por ortigas, espinas, cilicios, simulaciones de crucifixiones o ayunos consistentes en la ingestión diaria de cuatro semillas de naranjas. En los horizontes lectores de la segunda mitad del siglo XIX, tales actos significan menos la purificación próxima a la perfectibilidad de Cristo – típica de la hagiografía del siglo XVII –, que una participación de los excesos y registros hiperbólicos propios de una estética que se iba instalando en la prensa y literatura: el melodrama. Entrar en el mundo privado de la Santa, constatar sus reacciones sensoriales extremas, leer el horror y las lágrimas que atraviesan su vocación asediada por el mal, explotan la teatralidad propia del melodrama. En tal sentido, Stanley Cavell sostiene cómo esa teatralidad del melodrama del siglo XIX se erige en el signo de una incapacidad de comprender y, por lo tanto, de verbalizar con la palabra un sentido. De tal manera, el melodrama permite entender esa desesperación del sin sentido y del consecuente silencio, “figuring our hidden screams and the understanding us despite ourselves, despite our inexpressiveness, the poverty

17 Lavrín (1995), 156.

18 Folquer (2006), 3.

and pathos of all expression”¹⁹. Santa Rosa de Lima es presentada, pues, desde el combate por expresar y comprender un cúmulo de gritos existenciales que en la normalidad serían imposibles de articular. Por medio de una cita textual tomada de la fuente textual en que se basa la biografía, *Tesoros verdaderos de las Yndias en la Historia de la gran provincia de San Juan Bautista del Perú*²⁰ de Juan Meléndez, se refuerza la literalidad del exceso narrando aquella lucha contra lo inexpresable a partir de la puesta en escena del sufrimiento extremo del cuerpo:

Se me hunden las sienes, y por todo el cuerpo me atraviesan puñales, corre por mis venas un frío helado, parece que me arrancan los nervios con tenazas de fuego y el fuego y el hielo conjurados me atormentan, tengo las fauces secas, las encías doloridas, la boca como yesca, la lengua sin poderla ladear, la sequedad y la sed (...) esto es lo que sufro, lo demás que siento, no alcanzo a decirlo, porque nadie lo entendería²¹.

Esta imagen saturada de tremendismo en el dolor corporal familiariza a los lectores de la mitad del siglo XIX no solamente con relatos tradicionales populares de deformaciones físicas, pero asimismo con los modelos de lectura que estatuían las primeras notas rojas incluidas en los diarios, en las que la descripción pormenorizada del cuerpo violentado ocupa un lugar importante²². Sin embargo, esta utilización de la violencia difiere de la dinámica de estas notas, así como también de las distintas narraciones que se esforzaban por atribuir dicho uso a los sujetos que resistían la ley nacional, los “bárbaros”. La Santa de Bilbao visualiza al lector un tipo de violencia que emergía desde el interior de quienes experimentaban la exclusión de la lengua y los significados sociales, o lo que es lo mismo, quienes estaban al margen de los valores simbólicos impuestos por aquella ley. Parafraseando la cita anterior, se trataría de destacar en el texto la experiencia personal de sentir “los nervios arrancados” cuando no se puede hablar y vincular la propia existencia a los significados sociales que circulan en la plaza pública. Es decir, la veneración del siglo XIX hacia Santa Rosa de Lima, implica una empatía respecto de aquellos que “sufren”, que “no alcanzan a decirlo”, a quienes “nadie entendería”. De tal manera, además de la violencia barbárica habría otra violencia menos perceptible, y por tanto más dramática, la ausencia de habla o, regresando a la imagen multitudinaria de la *Sociabilidad chilena*, la de

¹⁹ Cavell (1996), 40.

²⁰ En *Estudios sobre la vida de Santa Rosa de Lima* esta fuente aparece citada con el nombre de *El Tesoro de las Indias* y el autor se menciona como el religioso de Santo Domingo.

²¹ Bilbao, *Estudios*, *op.cit.*, 104.

²² Ver Masiello, Francine “Melodrama, Sex, and Nation in Latin America’s Fin de Siglo”, *Modern Language Quarterly: A Journal of Literary History*, 57.2, Junio 1996, 269-278 e Illades Carlos y Carolina Sandoval, *Espacio social y representación literaria en el siglo XIX*, México: Plaza y Valdés/Universidad Autónoma Metropolitana, 2000.

“los infiernos subterráneos” sociales. Santa Rosa de Lima podía inspirar a los sumidos en esos infiernos.

Ahora bien, la fuerza modélica que asume el ícono de Santa Rosa construido por Bilbao radica en la capacidad representativa de las diferencias sociales. Su caracterización física, como señala Ramón Mujica, constituye un nuevo discurso social respecto de la tradición escritural e iconográfica de Santa Rosa de Lima. En el texto de Bilbao, “estamos ante una bella y aristocrática dama criolla que había capturado el corazón de Lima”²³. Así, al tenor de la biografía de Bilbao, la Santa es delgada de cuerpo, de ojos grandes centellantes, talle esbelto, cabelleras negras, manos cortas blancas, semejante a una Virgen etérea de Murillo. Sin embargo, Bilbao aclara que en ella confluyen valores culturales de lo europeo – morisco, andaluz y napolitano –, lo indígena y lo africano, de tal manera que la Santa viene a ser sobria, arrebatada, ardiente, tropical, gesticuladora, bulliciosa, taciturna, doliente, triste, vencida, febril y petulante²⁴. Se trataría de una Santa Rosa de Lima ecléctica e inestable: al tenor de lo dicho, una especie de Virgen de Murillo ardiente tropical. Si bien en esta estrategia yacen indicios de un orden jerárquico – finalmente lo indio y negro quedan sometidos a una subjetividad criolla –, la misma pretende espectacularizar el poder del deseo en la apropiación de distintos valores y comportamientos culturales que llevan al rompimiento de identidades monolíticas. Doris Sommer postuló el papel importante que jugó el deseo heterosexual en las novelas decimonónicas americanas para ampliar los márgenes de las alianzas nacionales.²⁵ En esta biografía, el deseo salvífico – Bilbao lo llama deseo de lo infinito – por curar, atender, admirar, sufrir, reír, ayunar, gozar, y sobre todo, transformar la desigualdad, opera como el catalizador para abrirse a la otredad. Es decir, la articulación de las diferencias en los momentos que atravesaban las fundaciones nacionales, no se consiguen, en la óptica de Bilbao, a través de una lectura racional y normativa desplegada en leyes, tratados y demás dispositivos librescos. El éxito, en cambio, radicaría en potenciar el deseo, en la recuperación del valor emocional del cuerpo y de los impulsos de la sentimentalidad, a imitación de Santa Rosa de Lima. Precisamente, los Santos se convierten en íconos de veneración porque “nos repiten esas escenas, que son un teatro vivo de mansiones felices y un cuadro de lo que es, de lo que puede ser, el ser humano cuando tiene la energía de atravesar lo mudable, lo accidental”.²⁶ En el caso de la biografía, aquellas escenas han sido muchas:

23 Mujica (2001), 353.

24 Estos adjetivos en su composición sintáctica textual pueden observarse en la página cuarenta y dos de la edición que se utiliza en el presente trabajo.

25 Doris Sommer, *Foundational Fictions the National Romances in Latin America*, Berkeley: University of California Press, 1991.

26 Bilbao, *Estudios*, *op.cit.*, 97.

Santa Rosa de Lima arrebatada en actos de caridad, ardiente en la entrega mística, gesticuladora con la naturaleza, taciturna en el dolor de la incomunicabilidad, bulliciosa en las fiestas, petulante ante los poderes. El mensaje de Bilbao promociona el feminizarse ante los otros, apropiarse de gestos culturales variados y fundar una subjetividad que, al igual que la Santa, sirva de espectáculo en la plaza pública para inspirar la integración de la masa a los proyectos nacionales fracasados.

De tal manera, el retorno a la escritura de la santidad, por demás atípico en los sectores letrados de mitad del siglo XIX, representa ese intento por legitimar la fe como un signo moderno en las prácticas cotidianas. Y es que contemporáneamente a Bilbao, respecto de la representación de una historia personal, la mayoría de intelectuales varones había optado por la escritura de autobiografías y memorias, en donde el yo masculino letrado se erigía en el modelo a seguir en aras del progreso personal y nacional. Si en varios de estos textos, como ha señalado Silvia Molloy²⁷, la escena de lectura es fundamental para fundar una autoridad vernácula que negocie la entrada de las nuevas naciones en la modernidad, la opción de Bilbao – que por cierto nunca escribe sus memorias – apunta a la escena de la adoración santoral como posibilidad de reforzar dicha autoridad. La propuesta de Bilbao no localiza en el acto de leer librescamente las culturas centrales y locales la viabilidad de fundar una cultura vernácula, sino en el acto de mirar al Santo, conjugando una genealogía social de tradiciones religiosas y la teatralidad del sentimiento.

Pero *Santa Rosa de Lima estudios sobre su vida* significa un punto de inflexión en la obra de Bilbao. La biografía inicia su participación decisiva en el complejo proceso de elaboración simbólica de la llamada “América Latina”, el cual ocupó buena parte del siglo XIX. Si bien Bilbao culminará sus reflexiones latinoamericanistas en el *Evangelio Americano* (1864), es en la construcción de Santa Rosa de Lima donde su discurso plantea lo que Walter Mignolo reconoce como un doble proceso en la constitución de cualquier identidad geopolítica, como la América Latina: “el discurso de atribución de identidad por parte del Estado Imperial y su filtración a una sociedad civil (es decir, intelectuales, movimientos sociales) que disiente respecto a la misma”²⁸. Así, un tópico planteado en la biografía de Santa Rosa de Lima lo constituye el discurso de la carencia de figuras santorales americanas en el repertorio global católico. Para Bilbao, la aparición histórica de un Santo en los pueblos representa un rito iniciático, pues equivale a una “revolución divina (...) para describir un círculo nuevo en la génesis de la civilización”²⁹. Santa Rosa de Lima, tanto retrospectivamente como en clave presente, se erige en un signo

²⁷ Silvia Molloy en *At Face Value: Autobiographical Writing in Spanish America*, Cambridge and New York: Cambridge University Press, 1991.

²⁸ Mignolo (2003), 204.

²⁹ Bilbao, *Estudios*, *op.cit.*, 122.

que puede retar aquella carencia para inaugurar ciclos en la construcción de una civilización americana. La veneración de Santa Rosa de Lima instituye una presencia local/continental de América Latina en los imaginarios imperiales. En tal sentido, Bilbao dedica varias páginas para reescribir desde las fuentes de Meléndez, la pompa consagratoria de la santificación llevada a cabo por el Papa Clemente X el 12 de abril de 1668. Es, en la lógica del texto, el momento culminante, en el cual el poder papal como símbolo de una autoridad global central, visibiliza la existencia de una Santa nativa, americana, limeña. Ella permite la inversión de una cultura santoral tradicionalmente invisible por un reconocimiento universal que se materializa en la arquitectura, la escritura y la traducción: “Esta fue la señal para que todos los pueblos de la catolicidad empezasen sus regocijos, levantasen templos, escribiesen y tradujesen su vida”³⁰. Es decir, la memoria de la grandeza de la Santa, que ha ingresado en la cultura material europea, supone sanar la herida colonial del texto de Bilbao, en el sentido de llenar un vacío que perturba la identidad colectiva intelectual americana.

Ahora bien, la génesis de Santa Rosa de Lima como figura consagrada se proyecta en el presente escritural: aquellas multitudes de 1668 en Roma y en Lima son un espectro que se quiere reeditar. Por eso, la última parte del relato concluye con un diálogo escenificado entre Lima y Santa Rosa, mediante el cual se discuten los artefactos y las estrategias que han presidido la memoria de aquella Santa. En ese diálogo, ella resiste la legitimidad de procesiones, templos, monasterios y cortejos para su veneración en la Lima moderna. Por el contrario, la Santa postula unos valores cristológicos que debían curar las desigualdades sociales instituidas desde la colonia y que seguían rigiendo las prácticas cotidianas de las naciones independientes. En definitiva, se negocia la legitimidad de la figura santoral como mediación para corregir la desigualdad que en el tiempo moderno debilitaba la participación de las multitudes. La veneración moderna de Santa Rosa de Lima implicaba distanciarse de una estética de la grandiosidad propia del siglo XVII que, en el presente, resultaba reificada y, en su lugar, impulsar relecturas de la capacidad de Rosa de Lima por acercarse a quienes constituían las metáforas de las multitudes presentes: los pobres, los indios, los enfermos y las mujeres de la colonia. De nuevo, quienes vivían el drama de lo inexpresable.

No en vano, el cierre del relato implica la validación de Santa Rosa de Lima como la interrupción de un silencio metafórico e histórico. Las páginas finales de la biografía contienen una imagen visionaria, casi apocalíptica, la cual ha emergido del diálogo antes mencionado. El objeto de la visión es Hispano-américa³¹, categoría hasta entonces no mencionada, y la cual se

³⁰ *Ibidem*, 27.

³¹ La obra de Bilbao menciona esta palabra escindida con raya.

deriva metonímicamente de la ciudad virreinal de Lima. Es decir, lo local colonial se desplaza a lo continental moderno. En esa visión, la conquista y la independencia han supuesto el silenciamiento de unas otredades, que han sobrevivido en el presente, apenas como restos que se debaten por la continuidad de la existencia:

En medio del silencio de América, solo se oía la protesta viva de los hijos del Arauco, sucumbiendo sin cesar en la inviolable frontera. Desde entonces ese silencio de muerte, solo dos veces fue interrumpido. La voz de Santa Rosa, el grito de la independencia. Santa Rosa fue el perdón. No fue oída. La independencia fue el castigo, Triunfó. La independencia fue (...) dominación por dominación. La igualdad, la caridad de la Santa, no pudo triunfar sobre el egoísmo³².

Se presenta, pues, la santidad y, con ello la simbología de la fe, como un componente derrotado pero necesario en la articulación de una voz nacional y continental más inclusiva. El proyecto independiente viene a constituir un intento fracasado si al mismo no se incorporan imaginarios religiosos, que en ningún caso según Bilbao, contradicen el discurso de la modernidad ilustrada que inspiraban las fundaciones nacionales. Más bien, desde la índole sentimental, melodramática y lacrimonal de la santidad popular, se podían conseguir adhesiones mayores a aquellas fundaciones que desde los paradigmas de racionalidad y fuerza masculina promocionados por las memorias, tratados, galería de ilustrados y héroes. *Santa Rosa de Lima Estudios sobre su vida de Francisco Bilbao*, una de las 400 biografías existentes sobre la Santa, representa un intento por aleccionar a las élites letradas del siglo XIX sobre cómo alimentar la imaginación nacional y continental latinoamericana en las multitudes, a efecto de revertir el diagnóstico social contenido en la *Sociabilidad chilena*. Las prácticas cotidianas chilenas habían sido allí el laboratorio para evidenciar los límites del discurso secular liberal y la prevalencia de la autoridad moral de la Iglesia que no favorecía la movilidad social. La biografía sobre Santa Rosa de Lima delinea una estrategia para subvertir tales realidades que, de acuerdo a Bilbao, no se agotaban en el ámbito estrictamente chileno.

Finalmente, cabe mencionar cómo esta biografía y otros escritos de Francisco Bilbao constituyen un espacio interesante para pensar el papel histórico de lo religioso en las historias nacionales latinoamericanas del siglo XIX y XX, así como las relaciones entre discurso religioso y literario. Por una coincidencia geográfica, la biografía de Santa Rosa de Lima y otros escritos que vinculan lo religioso a lo político y a lo literario, fueron escritos por Bilbao en Lima, donde precisamente la teología latinoamericana de la liberación del siglo XX tuvo un asiento fundamental. Se abre, en consecuencia, una interesante

³² *Ibidem*, 145-146.

línea de investigación de una genealogía de la cultura religiosa latinoamericana en la conformación de la escritura literaria latinoamericana y su presencia en la discusión de proyectos políticos nacionales.

Mónica ALBIZÚREZ GIL
Universität Hamburg

Fuentes primeras

- BILBAO, Francisco, *Sociabilidad chilena, Obras completas*, Ed. Manuel Bilbao, Buenos Aires: Imprenta de Buenos Aires, 1866.
- BILBAO, Francisco, *Estudios sobre la vida de Santa Rosa de Lima*, Buenos Aires: Imprenta y Litografía de Bernheim y Boreo, 1861.

Libros

- CAVELL, Stanley, *Contesting Tears: the Hollywood Melodrama of the Unknown Woman*, London: University of Chicago Press, 1996.
- IRWIN, Robert, *Bandits, Captives, Heroines, and Saints: Cultural Icons of Mexico's Northwest Borderlands*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 2007.
- JALIF DE BERTRANOU, Clara Alicia, *Francisco Bilbao y la experiencia libertaria de América: la propuesta de una filosofía americana*, Mendoza: EDIUNC, 2003.
- MILLER, Nicola, "Contexting the Cleric: The Intellectual as Icon in Modern Spanish America": *Contemporary Latin American Studies*, Ed. Stephen Hart y Richard Young, Londres: Arnold, 2003, 62.
- MIGNOLO, Walter, *Historias locales-diseños globales: colonialidad, conocimientos subalternos y pensamiento fronterizo*, Madrid: Ediciones Akal, 2003.
- MUJICA PINILLA, Ramón, *Rosa limensis Mística, política e iconografía en torno a la patrona de América*, Lima: Fondo de Cultura Económica, 2001.
- POBLETE, Juan, *Literatura chilena del siglo XIX: entre públicos lectores y figuras autoriales*, Santiago de Chile: Editorial Cuarto Propio, 2003.

Revistas

- FOLQUER, Cynthia, "Dos imágenes de la santidad: Rosa en Lima y Elmina Paz en Tucumán. Siglos XVI y XIX.": *Actas de las primeras Jornadas de Historia de la Iglesia en el NOA*, Salta, 12-14 Octubre 2006, http://www.dominicastuc.org/publica/dos_imagenes_de_santidad_texto_cfolquer.pdf [08-05-2011]
- LAVRIN, Asunción, "Espiritualidad en el claustro novohispánico del siglo XVII", *Colonial Latin American Review*, 4:2, University of Arizona, 1995, p. 155-180.

- MONTALDO, Graciela, “La desigualdad de las partes”: *A contra corriente*, 1, Vol.7, 2009, p. 14-44. http://www.ncsu.edu/acontracorriente/fall_09/articles/Montaldo.pdf, [08-05-2011]
- MONTALDO, Graciela, “Mass and Multitude: Batardised Iconographies of the Modern Order”, *Images of Power: Iconography, Culture and State in Latin America*, Ed. Andermann, Jens y William Rowe, New York: Berghahn Books, 2005, p. 215-238.
- STUVEN VATTIER, Ana María. “‘Sociabilidad chilena’ de Francisco Bilbao: una revolución del saber y del poder”: *Formas de sociabilidad en Chile 1840-1940*, Santiago de Chile: Edición Vivaria, 1992, p. 345-368.

La Guerra del Pacífico en las Poesías populares de “El Pequeño” (1880) de Juan Rafael Allende: construcción lírica del Estado-Nación chileno y defensa de una soberanía nacional a través de la escritura poética

LA GUERRA DEL PACÍFICO (1879-1881) y sus prolongaciones (ocupación y conflicto bélico hasta 1884) son una fuente de inspiración para diversos novelistas, dramaturgos, cuentistas y poetas chilenos de la época¹. Así, el poeta Bernardo Guajardo compone *Viva la Patria y sus Bravos Hijos* y *La vuelta del vencedor*. A propósito de él, Rodolfo Lenz escribe que es:

el más importante de los poetas populares que debe haber muerto por el año 1887. Sus obras, con el título *Poesías Populares* se han publicado en nueve tomitos [...]. Guajardo debe su fama al hecho de haber sido el cantor nacional de la guerra del Pacífico contra la coalición Perú-boliviana².

El crítico subraya los aspectos más relevantes de este tipo de poesía: su cariz popular –estos poemas van, primero, destinados a animar a las tropas chilenas y luego ser comprensibles para todos–, el contenido patriótico de dichos textos, su fuerza y su alcance hacen de ellos una verdadera arma.

¹ Entre las obras de teatro citamos *El General Daza* (1881) de Juan Rafael Allende o *La batalla de Tarapacá* (1883) de Carlos Segundo Lathrop. En cuanto a las novelas, mencionemos *El rigor de la corneta: recuerdos de la vida de campaña*, novela histórica de Arturo Givovich, publicada unos años tras el fin del conflicto (1887). Por último, no olvidemos los relatos de Daniel Riquelme que llevan por título *Chascarrillos militares* (1885). Cabe notar que todas estas obras fueron publicadas durante la contienda o pocos años después.

² Lenz (1894), 529.

Por su parte, Ángel Custodio Lillo escribe un poemario de 96 páginas, titulado también *Poesías populares*, publicado en 1881, y en un ejemplar único. En esta obra, el autor realza las victorias de Chile en la recién terminada primera etapa de la Guerra del Pacífico, mezclando la alabanza a los soldados, la sátira, y la evocación a figuras populares como el roto y el huaso³. En cuanto a José Antonio Soffia que, como Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Chile en Colombia, participa directamente en la gestión del conflicto, escribe *El Soldado Chileno* y así, según señala Mauricio E. Rubilar, “puso su pluma e inspiración al servicio de la exaltación de las virtudes del pueblo chileno y de sus grandes héroes”⁴. Soffia permanece hoy representado en un “álbum” de 1879, titulado *La Esmeralda* –recopilación de Pedro Nolasco Préndez– realizado a raíz del combate naval de Iquique. Algunas composiciones suyas fueron declamadas en el Teatro Municipal de Santiago en 1879⁵. Así, la escritura “en vivo”, en la inmediatez, la importancia de la oralidad y el deseo de ensalzar el valor de los combatientes chilenos, parecen ser otras características de esta poesía popular dedicada a la Guerra del Pacífico. Por último, citemos a Manuel Antonio Hurtado y su *Himno Heroico a los vencedores de Tacna y Arica*, cantado por un coro de 200 personas en la recepción triunfal que se le concedió a Manuel Jesús Baquedano en Santiago, en marzo de 1881⁶.

Entre estos poetas destaca también Juan Rafael Allende, apodado “El Pequén”, con sus *Poesías populares de “El Pequén”*. En la edición de 1911 –la breve obra consta de 64 páginas– se precisa que estos poemas “se consagran en gran parte a relatar las epopeyas de nuestros héroes”⁷. Lo patriótico y lo bélico van mezclados y, para Allende se trata, aparentemente, de crear una mini-gesta de la Guerra del Pacífico a través de poemas de tono guerrero pero también de un humor mordaz, paródico y desenfadado.

Podemos preguntarnos entonces: ¿de qué estrategias escriturales se vale el poeta para hacer de su obra un instrumento de defensa patriótica? ¿Cómo se compaginan proyecto poético-estético y proyecto ético-político-nacional en la postura creadora que adopta el autor? Contestaremos estas preguntas y mostraremos que los poemas de Juan Rafael Allende son políticos en extremo, a lo largo de tres ejes: nuestro primer eje se interesará por la construcción poética de la nación mediante la desvalorización a los enemigos; el segundo eje estudiará el patriotismo y la alabanza a los combatientes chilenos; por último,

3 <http://www.archivobello.uchile.cl/fichas/068.php?keepThis=true&TBifframe=true&height=500&width=700> [consultado el 11 de abril de 2011].

4 Rubilar Luengo (2004), 148-175.

5 Castro (1968), 62-63.

6 Fernández Fraile (1996), 279.
NdE: fue comandante en jefe del Ejército durante la Guerra del Pacífico (1848-1909)].

7 Anónimo (1911), 3.

nuestro tercer eje demostrará que la oralidad, la concisión formal y la aparente sencillez se ponen al servicio del combate del poeta.

Construir poéticamente la nación desvalorizando a los enemigos

“El Pequeño” revela, en su escritura lírica, el deseo de forjar una identidad nacional y de contribuir, mediante lo literario, a lo que Luis Ortega Martínez llama “el proceso de construcción del estado-nación en Chile en el siglo XIX”, que, según él, “a lo largo del período 1829-1880 estuvo sometido a diferentes tensiones”, entre ellas, la Guerra del Pacífico⁸. Esta postura ético-estética adoptada por el poeta adquiere sentido a través del menosprecio hacia las potencias enemigas: Perú y Bolivia. Por lo tanto, como lo dicen Jorge Riquelme Rivera y Gonzalo Alarcón Muñoz:

lo relevante es que las naciones se han formado a partir del “otro”. Parafraseando a Fernando Savater, esta idea distintiva de nación ha cumplido la función principal de discriminar, la de optar entre unos y otros. O sea, se ha legitimado en unos para excluir a los demás. A este respecto, según Mario Góngora, la Guerra del Pacífico consolidó en Chile la idea de nación y de Estado nación⁹.

Jorge Larraín confirma dicha idea, al declarar que:

la definición del sí mismo cultural siempre implica una distinción con los valores, características y modos de vida de otros. En la construcción de cualquier versión de identidad cultural, la comparación con el ‘otro’ y la utilización de mecanismos de oposición al ‘otro’ juegan un papel fundamental: algunos grupos, modos de vida o ideas se presentan como fuera de la comunidad. Así surge la idea del ‘nosotros’ en cuanto opuesto a ‘ellos’ o a los ‘otros’. Para definir lo que se considera propio se exageran las diferencias con los que están fuera¹⁰.

El objetivo de Juan Rafael Allende será entonces denigrar a los enemigos de Chile –peruanos y bolivianos– durante el conflicto bélico. El desdén hacia éstos es plural: se manifiesta, primero mediante diminutivos que los ridiculizan y subrayan la supuesta debilidad de la Armada y del Ejército peruanos (véase por ejemplo la expresión “buquecitos de guerra”, que los convierte en frágiles juguetes) o bien se percibe en la falsa compasión que expresa el Yo lírico al apiadarse irónicamente de la pésima situación vivida por el Perú y Bolivia: “Pobre Perú”, “Qué desgraciada nación”, “¡Pobre Alianza!”¹¹. Luego, se realzan los defectos de ambas naciones enemigas a

8 Ortega Martínez (2010), 140.

9 Riquelme Rivera, Alarcón Muñoz (2008), 299-310.

10 Larraín (1996), 91.

11 Allende (1911), *op.cit.*, 38, 26, 39, 48.

través de un sinnúmero de calificativos peyorativos que definen a los combatientes peruanos y bolivianos: “cuicos y peruleros”, “cholos”, “fanfarrón perulero, desvergonzado cuico”¹². Esta burla se hace a veces más precisa cuando concierne a algunos jefes militares, en particular, mediante el calificativo de “ingrato cholo Prado”, en que el Yo lírico satiriza a Mariano Ignacio Prado, presidente del Perú, haciendo hincapié en su huida y su traición¹³. También este Yo se burla del “ruin García y García”, refiriéndose al comandante de la corbeta *La Unión*, Aurelio García y García, buen marino que no pudo impedir la captura del *Huáscar* en la batalla de Angamos cantada en el poema¹⁴. Dicho poema se vuelve pues, a través de la sátira y la burla, verdaderamente perufóbico y bolivianofóbico.

Al mencionar las derrotas de los enemigos, la voz poética hace hincapié en la apropiación territorial que está en la base del conflicto, en particular gracias a la isotopía de la fuga de los enemigos derrotados: “se ha largado al desierto”, “huyó”, “por el campo se reparte”¹⁵. La denuncia de la supuesta cobardía de los peruanos y bolivianos surge de las numerosas menciones al miedo cerval que les invade (“espanto”)¹⁶. La desaparición geográfico-textual de las potencias contra las cuales lucha Chile tiene como consecuencia la nueva definición de las fronteras nacionales. Por eso, Verónica Milet alude a “la Guerra del Pacífico y sus consecuencias más visibles –pérdida territorial, invasión chilena y consecuente obtención de trofeos de guerra”¹⁷. Recordemos que la guerra le permitió a Chile adueñarse de los yacimientos de nitrato de la provincia de Atacama y de un territorio de unas cien leguas en la costa del sur del Perú. Bolivia, por su parte, perdió el acceso al Océano Pacífico y Lima fue ocupada por el ejército chileno¹⁸. Así, el poeta reivindica y defiende una soberanía nacional, en especial sobre el territorio de Atacama que estaba en ese entonces bajo soberanía boliviana (desde el tratado de 1874). Estos hechos relevantes encuentran su eco en el poema, en especial en

12 *Ibidem*, 26, 33, 35, 37.

13 *Ibidem*, 43. “Mariano Ignacio Prado (Huánuco, 1826 - París, 1901) Militar y político peruano que fue presidente de la República en dos ocasiones: 1865-1867 y 1876. Ocho meses después del estallido de la guerra con Chile salió del Perú en lo que se consideró un vergonzoso abandono del cargo. La guerra contra Chile convertiría al héroe del dos de mayo en una especie de traidor nacional. [...] Al comienzo se trasladó al sur para dirigir personalmente el conflicto, pero tras la derrota de Angamos, decidió emprender viaje a Europa, el mismo día que cumplía los 53 años. La razón de este viaje fue realizar personalmente compras de armamento en Europa, pero la población, azuzada por los caudillos rivales, lo entendió como una huida vergonzosa. El presidente abandonaba el país en plena guerra y tras la destrucción de lo principal de nuestra escuadra”. Consultar: http://www.biografiasyvidas.com/biografia/p/prado_mariano_ignacio.htm [consultado el 11 de abril de 2011].

14 Allende (1911), *op.cit.*, 47.

15 *Ibidem*, 35, 36, 37.

16 *Ibidem*, 15, 16, 25.

17 Milet (2004), 228.

18 <http://www.biblioteca-tercer-milenio.com/Historia-universal/LASAMERICAS/La-guerra-del-Pacífico/17-FIN.html> [consultado el 11 de abril de 2011].

el uso del apóstrofe “Valientes del Atacama” y de la constatación “tenemos la posesión / de todos estos océanos”¹⁹.

El elemento tipificador de la escritura lírica de Juan Rafael Allende es el enigma poético, creado a partir de una puesta en abismo: en efecto, introduce un poema dentro del poema, o mejor dicho inserta micropoemas que va ocultando dentro de algunos de sus textos. Así, cual muñecas rusas o un puzzle lírico al servicio de la denuncia política, encajan dos poemas en uno. Primero, estos cuatro versos encabezan ciertos poemas a guisa de epígrafe antes de verse repartidos al fin de cada estrofa. Por ejemplo en el poema “Los heridos del Pisagua”, se lee: “Después de haber combatido / por la patria idolatrada / vuelven a Chile gloriosos / los heridos del Pisagua” o en “Combate de Dolores”: “En Dolores han batido / a los cholos nuestras fuerzas / El combate de Dolores / Buenos dolores les cuesta”²⁰. Se establece un doble juego: un juego de palabras basado en el vocablo y el nombre propio “Dolores”, y un juego propuesto al lector que concierne a la recomposición o construcción del texto. Ésta corre parejo con otra construcción, la del Estado nacional en el siglo XIX. Los versos en cursivas, aislados, que hay que unir, son entonces meros “versos-frontera”. La estrategia textual que adopta Allende es la de un aparente desorden de la masa textual que no sólo reproduce la construcción del Estado-nacional, sino también el desorden y el estruendo de la guerra. Se esconde pues un segundo plano referencial sugerido mediante la estructura del poema. Esta estructuración poética hecha por el lector constituye una victoria sobre el aparente desorden, y sugiere una victoria final del lector sobre el enigma textual, como lo es la de Chile frente a sus dos adversarios. Mediante la palabra poética, el autor construye líricamente un territorio, y por lo tanto construcción poética y construcción territorial corren parejo. Al lector le incumbe apoderarse de las fronteras del texto y proteger así su soberanía sobre el poema que va leyendo; el poema “herido” se ve curado por su participación activa.

Patriotismo y alabanza a los combatientes chilenos

A lo largo de los 25 poemas de la obra, surge el patriotismo de “El Pequén” a través de la reivindicación de una identidad. Así, todas las acepciones de la palabra « patriotismo », que constituye uno de los ejes de la enunciación y un motivo temático clave, se fusionan en los versos de Allende, en particular las

¹⁹ Allende (1911), *op.cit.*, 29, 22. Uno de los objetivos de este conflicto fue en efecto el de fijar los límites territoriales en el desierto de Atacama. Recordemos que Bolivia fue privada de salida al mar y perdió la provincia de Antofagasta, rica en guano, salitre, y metales como el cobre y la plata. Perú, por su parte, perdió la provincia de Tarapacá, rica en salitre y cobre, y Chile, en cambio, “se convierte en una potencia en Sudamérica, enriquecida por la posesión de nuevos territorios ricos en salitre y otros minerales”. Consultar: “http://www.lostiempos.com/media_pdf/2009/06/02/20785_pdf.pdf” [consultado el 11 de abril de 2011].

²⁰ Allende (1911), *op.cit.*, 29-31, 33-35.

nociones de afectividad y de pertenencia al mismo territorio, como lo recalca el uso del posesivo “mi tierra”²¹. El sentimiento patriótico del poeta, que es una de las claves interpretativas de la obra, arraiga entonces en varios recursos escriturales relacionados con la chilenidad: primero, el apodo elegido, “pequén”, es una palabra mapuche (“pequeñ”) que designa a una especie de lechuga, un baile folklórico y un tipo de alimento (empanadilla popular rellena de cebolla). Este nombre ya vincula a “El Pequén” a su tierra, a su origen y a su gente, y no nos sorprende pues su defensa de la grandeza chilena. La figura del roto chileno, por otra parte, se convierte en el emblema del valor y del espíritu nacional, como lo escribe Horacio Gutiérrez al explicar que:

el roto, además de valiente, victorioso, ingenuo y bien humorado, es también alguien anónimo, sin nombre, sin rostro, posiblemente sin propiedades, sin la educación formal que le permita escribir o hablar correctamente, y cuyo único bien y norte en la vida es la patria, por la cual lucha, se desplaza y se entrega si fuera necesario²².

Esa definición se comprueba en el poemario de “El Pequén”, quien valora el coraje del roto mediante adjetivos laudativos como “bravo roto” o “noble roto”, y su patriotismo al emplear el posesivo “su Chile” y al afirmar: “En lo que más se distingue / Según mi conocimiento, / Es en servir a su patria”²³. El Yo lírico canta pues en nombre del roto que, según la definición dada más arriba, no es capaz de escribir correctamente. Cierta ternura se desprende de los versos del poema “El roto chileno” a través del empleo del diminutivo afectivo “rotito”²⁴. Este ser es la esencia de Chile, como lo sugiere la composición vertical del poema constituido de una estrofa única –una tirada– que se extiende a lo largo de 8 páginas y de 228 versos, reproduciendo la geografía del territorio chileno tal como lo sueña el poeta en ese momento. Por último, las muestras de patriotismo se hacen a partir de la evocación por parte del Yo poético de diversos sentimientos como el menosprecio y el rechazo, que ya hemos analizado, así como de la alabanza. En efecto, si bien se observa una desvalorización hacia Perú y Bolivia, el poeta da muestras de una voluntad de enaltecer a sus compatriotas chilenos, acentuando así el maniqueísmo entre la nación chilena y sus dos enemigas. Eso es patente en el léxico empleado: en desorden, encontramos las palabras (vocablos y adjetivos) “valientes, heroicos defensores, vencedores, ejemplos de gloria, victoria, como leones”, “triumfos”, “laurel de la victoria”²⁵. Verónica Milet explica lo siguiente: “En el caso de Chile, la victoria permitió la persistencia de la noción

21 Allende (1911), *op.cit.*, 43 y Dupont (1996), 174

22 Gutiérrez (2010), 122-139.

23 Allende (1911), *op.cit.*, 37, 57, 62.

24 *Ibidem*, 60.

25 *Ibidem*, 29, 30, 34.

de unas fuerzas armadas 'jamás humilladas y jamás vencidas' y generó un sentimiento de excesivo orgullo nacional²⁶. Por lo tanto, este poemario allendista aparece como poesía patriótica de circunstancia, destinada a proponer una apología de los combatientes chilenos, caracterizados por su fuerza, su valor y su abnegación.

Como ya lo dijimos, el Yo poético evoca a menudo las derrotas de las potencias enemigas, pero hace lo contrario al referirse a Chile; de este modo, abundan evocaciones de las victorias de su nación: como leitmotivs, se vale de las expresiones "hemos de llegar a Lima", "A Lima iremos luego", empleando futuros que no dejan la menor duda acerca del desenlace del conflicto, y que hacen de la voz poética una voz profética; en efecto, en 1881, Chile ocupará Lima, y esta evocación de un evento por venir le permite al lector datar el presente de la escritura²⁷. La voz poética ensalza a veces al grupo, es decir a los militares chilenos y su eficacia, como "los artilleros del *Cochrane*" que, como lo escribe, "no pierden una granada", o "nuestras legiones / En Dolores con desnudo / Hicieron correr de miedo / A cuicos y maricones"²⁸. Pero el verdadero héroe a quien alaba y enaltece la voz lírica es el humilde, el roto chileno, ya evocado anteriormente, calificado de "bravo roto, sereno", representante del pueblo en armas. Este ensalzamiento del "roto" es en realidad una mitificación utilizada por los sectores dominantes de la sociedad chilena para dar una imagen de unidad nacional en una sociedad profundamente dividida en un sistema de clases impermeables en la época²⁹. La sencillez de este ser se opone a sus hazañas excepcionales y a la victoria extraordinaria a la cual contribuye. El texto poético se presenta pues de cierto modo como un verdadero espejo invertido: el buen roto se opone a los malos cuicos y la pérdida (de territorios, vidas humanas, barcos) a la ganancia (ocupación territorial); los militares ridículos, por su parte, constituyen el contrapunto de los oficiales de prestigio. Dicho patriotismo se ve tratado en una enunciación dinámica, eufórica, puntuada de exclamaciones enfáticas de tipo "Viva Chile", "¡Viva Latorre y Riveros! / ¡Viva toda nuestra escuadra!", que apoyan el discurso de la voz lírica y le dan fuerza a su lucha que se hace a través de la escritura³⁰. Las hipérboles y exageraciones "espléndido triunfo", "dos buquecitos de guerra / Le quedaban solamente", asociadas a menudo a posesivos: "nuestro ejército esforzado", "nuestro ejército invencible", "sin

26 Milet (2004), *op.cit.*, 228

27 Allende (1911), 52, 48.

28 *Ibidem*, 14, 36.

29 Juan Rafael Allende pertenecía a la clase media chilena.

30 *Ibidem*, 16, 17.

que les cueste una gota / de sangre a nuestros soldados” intensifican la supremacía de Chile sobre Bolivia y Perú³¹.

Oralidad, concisión formal y aparente sencillez al servicio de la voluntad estético-política del poeta

Unos procedimientos escriturales claves –oralidad, concisión formal y aparente sencillez- son verdaderos instrumentos que le permiten al poeta introducir y transmitir hábilmente su ideología política. Obedece así a las reglas de la literatura de cordel o de la Lira popular chilena, muy en boga entre 1860 y 1920. Pamela Tala Ruiz, quien cita entre otros a Juan Rafael Allende, precisa que “esta poesía era expuesta en los sitios públicos y ofrecida a la venta en las calles”³². No obstante, las *Poesías populares de El Pequeño* van más allá de la Lira popular o de la literatura de cordel, ya que el ministro de Guerra de la época mandó repartir entre los soldados que participaban en la Guerra del Pacífico una edición de 8.000 ejemplares de las *Poesías Populares*³³. La eficacia significativa de los versos se explica pues por su objetivo principal: animar y reafirmar a las tropas en su convicción bélica y divertirles al mismo tiempo. En efecto, la presencia autoral manifiesta cierta subjetividad mediante el humor y la oralidad, el desenfado y los numerosos juegos de vocablos que sirven para suavizar la brutalidad de los combates cantados y relajar el ambiente. Así, en el largo poema “El combate naval de Angamos”, el Yo lírico ensalza, mediante juegos de palabras y de sonoridades, las hazañas y la fuerza de Juan José Latorre, comandante del blindado *Cochrane* y vencedor de Angamos exclamando: “no hay torres / Que contra Latorre valgan”³⁴. Recuerda asimismo un motivo esencial del conflicto –motivo económico: el guano- y con mucho humor envilece al enemigo en el poema “El combate de Pisagua” al cantar: “Tendrá que entender a bala / El ingrato y ruin peruano, / Y tendrá que comer guano / Por su indigna mala fe”³⁵. Para realizar su acusación y su burla, el Yo poético se vale de un lenguaje coloquial, basado en la oralidad y en chilenismos, con el fin de reivindicar una poesía de raigambre chilena. No duda en emplear términos groseros, insultando a los enemigos de su patria, como “maricón García”, “maricones”; afirma incluso que “se está fregando el Perú”, refiriéndose a las dificultades encontradas por el país en sus enfrentamientos con Chile, y añade que el general Daza “suspiraba, ‘Me

31 *Ibidem*, 17, 25, 36, 37, 38.

32 Tala Ruiz (2001), 95.

33 <http://www.memoriachilena.cl/temas/dest.asp?id=literaturadecordelcuadernillos> [consultado el 11 de abril de 2011].

34 Este combate ocurrió el 8 de octubre de 1879, y corresponde a la fase naval de la Guerra del Pacífico. Para la cita, consultar: Allende (1911), *op.cit.*, 14.

35 Este combate se produjo el 2 de noviembre de 1879. Para la cita, leer: *Ibidem*, 26.

van a pelar la pava””, expresión irónica y eufemística que subraya el miedo experimentado por el militar³⁶.

La construcción irregular de algunas estrofas reproduce gráficamente el caos de los combates. El discurso se vuelve entonces fracturado como en el caso del poema “Combate naval de Angamos”, que consta de 29 estrofas a lo largo de las cuales alternan las décimas, variantes de las sextillas (con rima asonante), las cuartetos asonantados, o las estrofas de 14 ó 16 versos. El maniqueísmo ya mencionado se hace a través de procedimientos como la brevedad y la concisión formal: los versos de arte menor (octosilábicos), ligeros, organizados a menudo en décimas, con sus rimas asonantes que siguen el esquema métrico abbaaccddc, le otorgan al poema ritmo y dinamismo, reproduciendo de esta manera el torbellino de los enfrentamientos. Entonces, la concisión formal y la aparente sencillez se ponen al servicio de la voluntad estético-ideológica del poeta que esconde a menudo en los intersticios textuales el mensaje político de sus poemas.

En efecto, estos poemas son mucho más profundos de lo que parecen, y poseen un gran valor histórico, a pesar de sus exageraciones y de los prejuicios de la voz lírica. Por ejemplo, los conflictos se ven reflejados con una gran tensión dramática y la introducción de una suspensión del interés: tal es el caso del poema “El combate naval de Angamos”, ya citado, cuya estrofa 4 (16 versos) se compone de una frase única que nos sumerge en un ambiente de peligro y amenaza. Aludiendo al buque *Cochrane*, el poeta escribe: “divisó que se acercaban / Dos humitos, dos humitos / Que no eran humos de paja, / Sino de las chimeneas / De embarcaciones peruanas, / Que al ver a nuestros blindados / Tanto forzaron a sus máquinas / Con dirección al Perú, / Que casi, casi se escapan”³⁷. Además, a través de una evocación bastante cronológica, minuciosa y detallada de los acontecimientos bélicos (en particular, los combates navales), el papel fundamental de los buques y las figuras de héroes militares, el poeta nos brinda una visión lírico-épico-histórica del conflicto. Alude al combate de Angamos (8 de octubre de 1879), a la entrada triunfal del *Huáscar* en Valparaíso (21 de octubre de 1879), al combate de Pisagua (2 de noviembre de 1879), a los heridos del Pisagua, al combate de Dolores (19 de noviembre de 1879), a la ocupación de Iquique (23 de noviembre), a la toma de la cañonera *Pilcomayo* (18 de noviembre de 1879). Estos poemas bélicos alternan con otros más generales dedicados al conflicto y a figuras de la contienda como el general Daza o el roto chileno, pero también alternan con poemas-fábulas más anodinos, anecdóticos y ligeros. Doce poemas de los 25 tratan de la Guerra del Pacífico, con lo cual el autor crea cierto equilibrio en los temas inherentes a su escritura poética.

³⁶ *Ibidem*, 44, 47, 43.

³⁷ *Ibidem*, 11.

Es de notar la riquísima isotopía de los combates en el poema “El combate de Pisagua”: los enfrentamientos armados evocados se hacen por mar y tierra, como lo confirman las alusiones a la posición espacial de los soldados “sobre un altísimo llano, desde un cerro” en el mismo poema, o los versos “Dispusieron con urgencia / Nuestras tropas avanzar, / Yendo en dirección al mar”, en “Ocupación de Iquique”³⁸. La violencia de las lides, los tiros y las armas crean redes de significados y atraviesan los versos, hieren el enunciado invadido por una proliferación de choques acentuales y una fragmentación discursiva como en los versos del poema “Combate de Dolores”: “Los chilenos al momento / Al enemigo atacaron. / Toda la noche pelearon, / Y al otro día dispersas / Vieron por partes diversas / A las tropas enemigas, / Pues mataron como a hormigas / A los cholos nuestras fuerzas”³⁹. Las repeticiones de las oclusivas [p], [k], [t] se dan dentro de versos que adoptan ritmos dactílico y trocaico, ofreciendo así intensidad y rapidez, o mayor lentitud y gravedad. Las armas empleadas aparecen en la metonimia “fuego”, con los vocablos y verbos “fuego de los cañones, fusil y espada”, “bala, tropa, cañonear”, “bombas”, “pelear”, o “conquistar”, verbo, este último, que asimila la Guerra del Pacífico de los chilenos contra sus enemigos a una guerra santa⁴⁰. La repetición de la palabra “sangre” y de sus derivados (“sangrienta”), reproduce e intensifica el esparcimiento del líquido vital por el poemario, poemario que se nutre de la carne de los enemigos de Chile devorándolos⁴¹. Se trata de crear fuertes impresiones en el lector que se imagina las escenas mediante “*présentifications imaginales*” (presentificaciones imaginales) –según la expresión de Maurice-Jean Lefebvre–, debidas a la fuerza evocadora de las imágenes y del léxico empleados⁴². El sujeto lírico, al basarse en cifras precisas: –“se tomaron / Sesenta y dos prisioneros”, “dejando trece cañones”, “Mil quinientos prisioneros”– y al referirse a combates navales, jefes militares, buques, quiere crear textos bien documentados, con el objetivo de suscitar, para emplear las expresiones de Roland Barthes y Michaël Riffaterre, un “efecto de realidad” o una “ilusión referencial”⁴³. Al escribir en la inmediatez y al difundir sus textos en vivo, Juan Rafael Allende transmite lo que Juan Uribe Echevarría llama “la visión intrahistórica de la guerra y de las peripecias tristes o alegres de la ruda campaña”⁴⁴. Recordemos que “El Pequén” fue apoyado por el gobierno para

38 *Ibidem*, 26, 36.

39 *Ibidem*, 34.

40 *Ibidem*, 64, 30, 25, 29.

41 *Ibidem*, 30, 34, 37, 57, 64.

42 Lefebvre (1971), 113.

43 Para las citas de versos, consultar: Allende (1911), *op.cit.*, 27, 36, 37. Leer también: Barthes (1981), 81-90 y Barthes (1982), 91-118.

44 Uribe Echevarría (1979), 1.

difundir sus poemas entre las tropas chilenas, y su poemario constituyó pues un verdadero proyecto oficial.

Conclusión

Los poemas de “El Pequén” son híbridos, puesto que poseen un valor documental pero el autor también recurre en ellos a lo grotesco y lo burlesco, como lo escribió Ricardo Donoso: “nadie podrá disputarle el lugar que ocupa entre los más mordaces, agudos e incisivos escritores satíricos de Chile”⁴⁵. Las cualidades de Juan Rafael Allende como escritor fueron subrayadas también por Pedro Pablo Figueroa que, en 1885, declaró: “Sus libros de poesías populares lo han colocado a la altura de los más afamados poetas peninsulares [...]. [Publicó] la serie de poesías festivas que con el seudónimo de el ‘Pequén’, han circulado a millares por la República. Juan Rafael Allende es un escritor jocoso sin rival en el país...”⁴⁶. Se trata asimismo de poemas extremadamente sensitivos en los cuales la imagen y el sonido, pero también el gusto se entremezclan: son de notar la visualidad de los combates, que son como clichés fotográficos, la importancia del canto –el Yo lírico-payador se acompaña con música al explicar: “Para cantar las victorias / De mi muy querida patria, / Afino todas las cuerdas / De mi sonora guitarra”– y de la bebida (“tomo un trago de *baya*, / Que ya de tanto cantar / Tengo seca la garganta”), recursos temáticos que favorecen una celebración alegre de las victorias⁴⁷. Así, creación poética y objetivo político van estrechamente vinculados. Se compaginan proyecto poético-estético y proyecto ético-político-nacional en la postura creadora que adopta el autor.

El territorio textual, con sus irregularidades, su movimiento, sus olas y dunas estróficas, sus fluctuaciones y vaivenes entre canto laudativo al combatiente chileno, o burla hacia los enemigos de Chile, se parece al desierto atacameño y al océano Pacífico, espacios relevantes del conflicto. Los versos de “El Pequén”, comandante del barco-poema, flotan por el océano de las palabras y disparan a los enemigos, defendiendo así la soberanía nacional de Chile sobre sus territorios (entre ellos, los territorios que reivindica) y su dominio en el mar, en especial tras la captura del *Huáscar*. El poeta, mediante una enunciación a menudo grandilocuente, canta con severidad la participación de Bolivia y Perú en la Guerra del Pacífico así como las derrotas de ambas naciones, siendo su anhelo la conclusión del conflicto con una victoria definitiva de las tropas y de la flota chilenas; la última estrofa, que concluye en una nota de esperanza, alude a la idea de triunfo y a la satisfacción del roto chileno por haber combatido por su patria. La respuesta

45 Donoso (1950), 128.

46 Figueroa (1885), 156-157.

47 Allende (1911), *op.cit.*, 10, 18.

a Juan Rafael Allende y a su concepción de la poesía la dará Raúl Zurita en 2007; para él, este arte cumple otra función, más solidaria y generosa, como lo declaró en la ocasión de un recital organizado en el *Huáscar*: “Leeré para todos los que cayeron al [sic] bordo del *Huáscar*, con dignidad, nobleza y sencillez. Dedicó esta lectura a César Vallejo y a Pablo Neruda, porque ellos recogen la hermandad profunda entre Perú y Chile; y la poesía es ese permanente sueño de paz”⁴⁸.

Benoît SANTINI
Université du Littoral-Côte d’Opale (Boulogne-sur-mer)
Benoit.Santini@univ-littoral.fr

⁴⁸ <http://boards4.melodysoft.com/Sechura/inedita-lectura-a-bordo-del-huascar-3729.html?MAXMSG=1000&ORDERBY=0> [consultado el 11 de abril de 2011].

Bibliografía

Libros / Obras monográficas

- ALLENDE, Juan Rafael, *Poesías populares de "El Pequeño"*, Santiago: Impr. De Meza, 1911, p. 3.
- BARTHES, Roland, "L'illusion référentielle", in BARTHES, Roland et alii, *Littérature et réalité*, París: Seuil, coll. "Points", 1982, 64 p.
- BARTHES, Roland, "L'Effet de réel", in BARTHES, Roland, BERSANI, Leo et alii, *Littérature et réalité*, París: Seuil, 1981, 181 p.
- CASTRO, Raúl Silva, *José Antonio Soffía. 1843-1886*, Santiago: Editorial Andrés Bello, 1968, 183 p.
- DONOSO, Ricardo, *La sátira política en Chile*, Santiago: Imprenta Universitaria, 1950, 221 p.
- DUPONT, Norbert, "Les familles de patrie, état, nation", in REMI-GIRAUD, Sylvianne, RETAT, Pierre, *Les mots de la nation*, Lyon: Presses Universitaires de Lyon, 1996, 321 p.
- FERNÁNDEZ FRAILE, Maximino, *Historia de la Literatura Chilena*, Santiago: Editorial Salesiana, tomo I, 1996, 312 p.
- FIGUEROA, Pedro Pablo FIGUEROA, *Galería de escritores chilenos*, Santiago: Imprenta i Litografía Ahumada, 1885, 272 p.
- LARRAÍN, Jorge, *Modernidad, Razón e Identidad en América Latina*, Santiago: Editorial Andrés Bello, 1996, 270 p.
- LEFEBVRE, Maurice-Jean, *Structure du discours de la poésie et du récit*, Neuchâtel: Éditions de la Baconnière, "Langages", 1971, 203 p.
- LENZ, Rodolfo, *Sobre la poesía popular impresa de Santiago de Chile. Contribución al folklore chileno*, Santiago: (s.n.), 1894, p. 510-622.
- RETAT, Pierre, *Les mots de la nation*, Lyon: Presses Universitaires de Lyon, 1996, 321 p.
- URIBE ECHEVARRÍA, Juan, *Canciones y poesías de la Guerra del Pacífico: 1879*. Santiago: Renacimiento, 1979. 321 p.

Artículos

- GUTIÉRREZ, Horacio, "Exaltación del mestizo: La invención del Roto Chileno": *Revista Universum*, (nº25), vol. I, Universidad de Talca, Talca, 2010, p. 122-139.
- MILET, Verónica, "Chile-Perú: las dos caras de un espejo": *Revista de Ciencia política*, (nº 2), vol. XXIV, Pontificia Universidad Católica de Chile, Santiago, 2004, p. 228-235.

- ORTEGA Martínez, Luis, “La política, las finanzas públicas y la construcción territorial. Chile 1830-1887. Ensayo de interpretación”: *Revista Universum* (n° 25), vol. 1, Universidad de Talca, Talca, 2010, p. 140-150.
- RIQUELME RIVERA, Jorge, ALARCÓN MUÑOZ, Gonzalo, “El peso de la historia en la inmigración peruana en Chile”: *Polis. Revista de la Universidad Bolivariana* (n° 20), vol.7, Universidad Bolivariana, Santiago, p. 299-310.
- RUBILAR LUENGO, Mauricio E., “Guerra y diplomacia: las relaciones chileno-colombianas durante la guerra y postguerra del Pacífico (1879-1886)”: *Revista Universum* (n° 19), vol.1, Universidad de Talca, Talca, 2004, p. 148-175.
- TALA RUIZ, Pamela, “La construcción de la identidad nacional en la Lira popular: los versos de Rosa Aranedo”: *Revista chilena de literatura* (n° 58), Universidad de Chile, Santiago, 2001, p. 75-94.

Web

- Anónimo, “La guerra del Pacífico”:
http://www.lostiempos.com/media_pdf/2009/06/02/20785_pdf.pdf
 [consultado el 11 de abril de 2011].
- Anónimo, “Lira popular (1866-1930)”:
<http://www.memoriachilena.cl/temas/dest.asp?id=literaturadecordelcuadernil>
 los [consultado el 11 de abril de 2011].
- Archivo Central Andrés Bello, “Anjel Custodio Lillo, Poesías populares, Imprenta de “Los tiempos”, Santiago de Chile, 1881”:
http://www.archivobello.uchile.cl/fichas/068.php?keepThis=true&TB_iframe=true&height=500&width=700 [consultado el 11 de abril de 2011].
- DE VARIGNY, Charles, “La Guerra del Pacífico”: <http://www.biblioteca-tercer-milenio.com/Historia-universal/LASAMERICAS/La-guerra-del-Pacifico/17-FIN.html> [consultado el 11 de abril de 2011].
- LENNON ZANINOVIC, Maureen, “Inédita lectura a bordo del Huáscar reunió a poetas chilenos y peruanos”:
<http://boards4.melodysoft.com/Sechura/inedita-lectura-a-bordo-del-huascar-3729.html?MAXMSGs=1000&ORDERBY=0> [consultado el 11 de abril de 2011].
- TAMARO, Elena, “Mariano Ignacio Prado”,
http://www.biografiasyvidas.com/biografia/p/prado_mariano_ignacio.htm
 [consultado el 11 de abril de 2011].

La prensa moderna en Chile: vicisitudes en la instalación de un soporte de mediación cultural

1. Aspectos introductorios sobre el devenir de una industria cultural de medios de comunicación impresos en Chile

SABEMOS QUE LA INFORMACIÓN registrada en periódicos y revistas constituye una referencia importante para muchos de los trabajos que se desarrollan sobre la vida de una sociedad. Sin embargo, la riqueza informativa de la mayoría de estos archivos no ha sido preservada y sistematizada con las técnicas y procedimientos que este tipo de soporte merece. Es así como se ha dejado de utilizar un vasto potencial informativo que constituye un horizonte de trabajo para comprender cómo la prensa no sólo cambió los modos tradicionales de sociabilidad, sino que autorizó nuevas formas de representación y modificó las relaciones con el poder.

En 1812 surgió la *Aurora de Chile: periódico ministerial, y político*.¹ Dicha publicación, la primera en su estilo en el país, fue dirigida por Fray Camilo Henríquez, y editada por los tipógrafos Samuel Burr Johnston, Guillermo H. Burbidge y Simon Garrison. Con un formato de media carta, y una extensión de cuatro páginas a doble columna, este periódico se publicó semanalmente durante más de un año, alcanzando cincuenta y ocho números durante toda su existencia. En la *Aurora de Chile* participaron muchos patriotas ilustrados como Manuel de Salas, Juan Egaña, Manuel José Gandarillas y Antonio José de Irisarri, entre otros. Este medio de comunicación expuso no sólo el pensamiento independentista de la época, sino temas como hacienda pública, industria, derecho constitucional, instrucción pública y comercio.

Contemporáneos de la *Aurora de Chile* en Hispanoamérica son: el *Papel Periódico de Santafé de Bogotá*, editado y dirigido por el cubano Manuel del

¹ Periódico Aurora de Chile: Periódico ministerial, y político (Chile), 13-02- 1812.

Socorro Rodríguez (1791 y 1797), el *Correo Curioso, Erudito, Económico y Mercantil*, fundado también en Santafé de Bogotá por Jorge Tadeo Lozano y Luis de Azuola y Lozano (1801), *La Gazeta de México* (1784-1810), dirigido por Manuel Antonio Valdez; *El Mercurio Peruano de Historia, Literatura y Noticias Públicas* (1791-1795), publicado por la Sociedad Académica de Amantes de Lima de gran importancia en el ámbito cultural colonial hispanoamericano (Clément, 1997: vol. I); y *El Telégrafo mercantil, Rural, Político, Económico e Historiográfico* del Río de la Plata (1801-1802), dirigido por Caballo y Mesa en Argentina (Cebrián García, 2003).

Vale la pena destacar que las publicaciones mencionadas no corresponden a lo que conocemos como periódicos comerciales e informativos. Los periódicos de finales del siglo XVIII y principios del siglo XIX, eran en su mayoría publicaciones culturales con artículos de difusión "ideológica y política, y a veces algo de literatura" (Jaramillo Uribe, 2002: 107), tal y como las revistas de nuestros días, intermediarias entre el libro y el diario. En sus páginas se imprimían textos por entregas, algunas informaciones científicas, reportes oficiales e información administrativa, entre otros (Sgard, 1990: 250-252).

Durante esta época, toda publicación periódica debía contar con licencia de las autoridades virreinales para poder salir a la luz pública. En el virreinato de la Nueva Granada, al igual que en otros virreinos, cada papel debía pasar por las manos de un censor que se encargaba de autorizar la información para ser impresa en forma masiva, lo que en muchos casos ocasionó que diversas publicaciones nunca circularan o sólo pudieran hacerlo sus primeros números. Un ejemplo de este tipo de censuras lo protagonizó *El Correo Curioso*, que surgió en un ambiente de represión, producto de acontecimientos como la rebelión de los Comuneros de Socorro en 1781 (Rodríguez, 2010: 40), o la publicación de los Derechos del Hombre por Antonio Nariño en 1793 (Torre Revello, 1940: 128), entre otros.

Para obtener los permisos necesarios, los editores del *Correo Curioso* tuvieron que enviar la documentación para la aprobación de su publicación a la Secretaría General del Virreinato el 29 de enero de 1801, acompañada con una curiosa solicitud en la que pedían que no les aplicara la censura establecida, bajo el argumento que dicho requerimiento retardaría la impresión y perjudicaría la distribución oportuna de cada número. No obstante, dadas las condiciones políticas de la época, el fiscal Manuel Mariano Blaya negó su petición y solicitó al Virrey nombrar un censor para el semanario. Finalmente, el virrey Pedro de Mendinueta le concedió permiso y licencia de funcionamiento al *Correo Curioso* el 9 de febrero de 1801, y nombró como censor al oidor Francisco Javier Esterripa, quien en adelante apareció en la primera línea de las listas de suscriptores. Así, una vez que cada número era aceptado por el censor, imprimían en la última página la frase "Con superior privilegio", como señal de la aprobación oficial (A.C., 1993: 8).

Desde los inicios de la independencia los gobernantes chilenos se preocuparon por legislar en materia de libertad de expresión. En 1812 se dictó el primer Reglamento Constitucional que aseguraría la "libertad legal" de la imprenta, el cual fue redefinido el 23 junio en 1813 como un resguardo de los ciudadanos ante los abusos. Las precisiones realizadas especificaban el reconocimiento amplio del derecho a la libertad de expresión; la eliminación de toda censura previa, salvo en lo referente a "escritos religiosos"; la protección del ejercicio de este derecho por parte de la autoridad; la tipificación de los hechos que se consideraran delitos; la determinación de las personas responsables de los delitos; y el establecimiento del procedimiento judicial respectivo y de los tribunales que aplicarán las penas.

Pero con la ampliación del campo periodístico, la multiplicación de medios de comunicación y las reformas constitucionales de 1818 y 1822, fue necesario hacer una serie de modificaciones que quedaron plasmadas en la nueva ley de imprenta del 18 de junio de 1823, cuyo primer artículo establece lo siguiente: "Que la ley de imprenta contenida en el Decreto de 23 de junio de 1813, es una antigüedad preciosa de la revolución, y debe conservarse en todas sus partes." (Contardo E., 1985: 21-24).

Por ambiguo que parezca, lo que plantea esta norma es dejar intacta la ley de 1813, pero incluye precisiones como la sanción de agravios a terceros; la seguridad y tranquilidad pública; la sanción por denigrar de la religión y del sistema de Gobierno; entre otras (Anguita, 1913: 281). Posteriormente, la Constitución de 1823 fue declarada "insubsistente en todas sus partes" y reemplazada por la ley del 10 de enero de 1825. Ya en 1828 se dictaron otras leyes que, acordes con la ley de 1813, sancionaban la blasfemia, la inmoralidad, la sedición y la injuria. Un cambio sustancial en las penalidades se dio durante el gobierno de Manuel Bulnes, quien en 1846 propuso una serie de modificación a la ley que fueron consideradas por sus opositores liberales como el fin de la libertad en Chile. En *El Mercurio* de Valparaíso de 1865 se puede leer lo siguiente:

Una de las leyes más absurdas, más viciosas, más inconstitucionales, y que, sin embargo, más ha contribuido a labrar el desprestigio de nuestra Constitución, es la ley de imprenta de 1846. Delante de esa ley, la libertad de prensa de que gozamos en Chile es una infracción constante, porque si sus preceptos hubieran de imperar, la más severa represión habría seguido a la más moderada de las discusiones que ha provocado la reforma constitucional, y en rigor, las líneas que trazamos en este instante serían acreedoras a una represión penal (Contardo E., 1985: 30).

La ley de 1846 fue derogada por los liberales en 1872, causando beneplácito en la sociedad por su reducción en las limitaciones y en las penas restrictivas. De esta ley quedaron sólo las multas, y fue abolida la pérdida de la libertad personal. Esta pena permaneció vigente hasta 1925, y es considerada

hoy la más liberal de las legislaciones (Contardo E., 1985: 30). Agregamos que dicho proceso de reforma sirvió como plataforma política para que los sectores obreros, las mujeres y los partidos políticos de oposición, entre otros, alzarán sus voces en contra del gobierno y reivindicaran su voluntad de representación. Un espacio en el que comenzó a divulgarse la opinión pública a pesar de las censuras por parte de los sectores oficiales, proyectándose como una alternativa para expresar las necesidades sociales y culturales.

Se trata de los primeros indicios de una transformación jurídica, acorde en todo sentido con las expectativas de progreso y civilización que estaban siendo transmitidas desde el Atlántico norte con el capitalismo. Según Carlos Ossandón y Eduardo Santa Cruz: es en este periodo cuando la prensa se instala como sistema de comunicación, *con una creciente y variada oferta, dirigida hacia un público ya con características de moderno* (Ossandón B. y Santa Cruz, 2001: 22).

Pero aún a finales del siglo XIX, los periódicos y las revistas latinoamericanas no proveían el volumen de información al que hoy día estamos acostumbrados. Algunos periódicos escasamente tenían cuatro páginas y las revistas eran un bien suntuoso. En Argentina, por ejemplo, las posibilidades de leer eran limitadas para la mayoría. En el texto *La máquina cultural: maestras, traductores y vanguardistas*, Beatriz Sarlo reconstruye un relato para traer a la memoria algunas de las historias perdidas de nuestra cotidianidad.

Entonces, la lectura no fue para mí una vocación, nada de eso, como lo es en otras personas, sino una necesidad: la radio no existía, las revistas eran demasiado lujo para nosotros, quedaban los libros de la escuela. Por eso, siempre que fui maestra y directora le di una importancia fundamental a la lectura (Sarlo, 1998: 27).

Esta cita nos permite considerar el tema de los impresos sin sobredimensionar su incidencia social, y teniendo en cuenta sistemas preexistentes como la cultura oral y los comunicados oficiales definidos bajo parámetros dominantes. También nos permite comprender el tema de la circulación de medios de comunicación gubernamentales, sobre todo en la ciudades latinoamericanas que ya comenzaban a poblarse masivamente, y su contra respuesta social plasmada en novedosos panfletos que eran pegados por anónimos en las paredes exteriores de las casas y los edificios como señal de protesta. Un proceso en el que comienza a ubicarse la discusión de los medios impresos en el contexto latinoamericano y sus repercusiones sociales como sistema democrático.

2. Prensa comercial e informativa: la consolidación de un monopolio económico

Periódicos como *El Ferrocarril* (1855) y *El Mercurio* de Santiago (1900), son buenos ejemplos del surgimiento, consolidación y afianzamiento de una prensa que comienza a tomar distancia de formatos en los que la religión, la

educación y la política marcaban una hegemonía, y donde la noticia y la pauta comercial intentan tener un mayor predominio. Este tipo de prensa se insertó:

(...) dentro de las nuevas leyes del movimiento del capital o del mercado moderno, a través de la noticia nacional e internacional, el hecho de actualidad y el aviso económico, concediendo también espacios para el folletín literario, para sucesos diversos y para opiniones políticas (Ossandón, 1998: 32).

Una prensa comercial e informativa en la que si bien coexistieron elementos de períodos anteriores, se abrieron posibilidades para nuevos géneros y representaciones desconocidas. Tal es el caso de *El Ferrocarril*, periódico fundado por Juan Pablo Urzúa el 22 de diciembre de 1855 y cuyo nombre ya era sinónimo de modernización. Este novedoso medio de comunicación, cuyo énfasis estaba en la información antes que la doctrina, se proyectó como un negocio que debía ser rentable desde el principio, con estrategias definidas para captar suscriptores y avisadores, y con la independencia política que le permitía el sistema de la época. Según Silva Castro: "El Ferrocarril llegaba cada mañana a todos los hogares como un amigo humilde y de confianza. Su ecuanimidad, su variedad, la seriedad de sus informaciones, eran la mejor garantía" (Silva C., 1958: 211, 212).

El Ferrocarril imprimía cuatro páginas en el tamaño llamado *sábana*, 32.5 cm por 50 cm, con informaciones sobre política, administración de gobierno, actas de las reuniones del Senado, la Cámara de Diputados y el Consejo de Estado. Así mismo, se encontraban artículos de opinión, crónicas, una sección de deportes dedicada a la hípica y un espacio para *publicidad comercial* que cubría no menos de un tercio del espacio total del diario. Si bien *El Ferrocarril*² fue quien introdujo la prensa moderna en Chile y tiene el mérito de ser uno de los periódicos más importantes e influyentes de toda la segunda mitad del siglo XIX, no logró sobrevivir a la fuerza de *El Mercurio* de Santiago, que surgió el 1° de junio de 1900 con mayores recursos, una base técnica más moderna y una administración eficiente que le permitió imponerse como el agente cultura independiente más demandado de principios del siglo XX.

"*El Ferrocarril*" no pudo renovarse, a pesar del desafío cotidiano que para él era la aparición regular de "*El Mercurio*", y creyó que la presentación de sus noticias, la disposición de las informaciones, el estilo de las editoriales y artículos de redacción que él había prohiado y, en no pocos casos impuestos al lector, eran los únicos modos posibles de acercarse a la opinión callejera (Silva C., 1958: 225).

En las páginas de *El Ferrocarril* se encuentran editoriales, artículos y crónicas que entablan un dialogo constante entre el espíritu liberal que anhelaba conseguir la sociedad chilena y el acontecer cotidiano. Entre sus

² Periódico *El Ferrocarril* (Santiago de Chile), 29-03-1871.

colaboradores estaban: Carlos Roger, Luis A. Cruzat, Ramón L. Correa, Enrique Zañartu P., Alfredo Irrarrázaval Z., Antonio Subercaseaux, José A. Alfonso, Luis Orrego Luco, Emilio Rodríguez Mendoza y Ángel C. Espejo (Silva C., 1958: 225). También figuran Ramón Sotomayor Valdés, Ignacio Zenteno, Vicente Reyes y Justo Arteaga Alemparte, este último gran precursor de las reformas del periodismo chileno junto con Juan Pablo Urzúa. Un apartado especial merecen las figuras de Justo y Domingo Arteaga Alemparte, quienes actuaron juntos en varios proyectos culturales como la fundación de la publicación literaria *La Semana* (1859), el diario político *La Libertad* (1866) y *Los Tiempos* (1877).

Dos importantes *crónicas* de José Martí aparecieron publicadas en *El Ferrocarril*: la primera de ellas titulada “Estados Unidos”, del 28 de julio de 1886, editada ese mismo día por *El Mercurio de Valparaíso* y trece días antes en el diario *La Nación* de Buenos Aires; y la segunda bajo el nombre de “Bases del Partido Revolucionario Cubano”, del 5 de abril de 1895 (Benítez G., 1995: 191-195). Una opinión crítica sobre este periódico provino del joven Rubén Darío, quien durante su estadía en Chile entre los años 1886 y 1889 consideraría *El Ferrocarril* como un viejo periódico que si bien acaparaba la mayor clientela, carecía de finura y era extremadamente indiferente a las manifestaciones sobre la vida espiritual de la nación. Un espacio discursivo que a juicio de este escritor tenía un modelo “yanqui”, no ocupaba un lugar privilegiado en la tribuna editorial santiaguina, y no contaba con informantes permanentes en el extranjero sino que se limitaban a copiar o traducir la información de la prensa europea que llegaba por el Estrecho de Magallanes (Silva C., 1966: 53-65).

El Ferrocarril no desapareció súbitamente tras la llegada de *El Mercurio* de Santiago³. Los esfuerzos por recobrar el esplendor de épocas anteriores hicieron que sus propietarios se esmeraran en buscar elementos novedosos que cautivaran el interés del público. Este propósito se ve claramente reflejado en la incorporación de más correspondencia extranjera, en el avisaje y en un tipo de información más comprometida con los grandes intereses del acontecer mundial, sin descuidar los intereses propios en asuntos comerciales, industriales, agrícolas, de instrucción pública, de vías de comunicación, créditos financieros, etc. El 20 de septiembre de 1911, cumpliendo 56 años de existencia, *El Ferrocarril* deja de circular en el medio, “(...) hundido en el océano de la inercia, condenado, aunque fue un gran diario y tuvo una considerable influencia, por no saber renovarse conforme a las necesidades de los tiempos” (Silva C., 1958: 224).

Nuevos retos debió emprender la familia Edwards, quien además de tener participación mayoritaria en empresas como la Sociedad Industrial Atacama, la Sociedad Minera Emma Luisa, la Compañía Chilena de Seguros,

³ Periódico *El Mercurio de Santiago* (Santiago de Chile), 01-06-1900.

el Ferrocarril de Coquimbo, el Ferrocarril de Copiapó, la Compañía Sudamericana de Vapores y la Compañía de Salitre de Antofagasta, deciden incursionar en la industria editorial con la compra de *El Mercurio de Valparaíso* y el diario *El Sur* de la ciudad de Concepción en 1880.

Una evidencia de la habilidad empresarial de esta familia y la rentabilidad del negocio editorial fue la expansión de las inversiones en periódicos como *El Mercurio* de Santiago (1900), el diario *Las Últimas Noticias* de *El Mercurio* (1902), el magazine *Zig-Zag* (1905), *El Mercurio* de Antofagasta (1906), la revista infantil *El Peneca* (1908), la revista de arte *Selecta* (1909), y la revista *Familia* (1910), dedicada al público femenino (Bernedo y Arriagada, 2002: 15).

Para hacer un relato de cómo esta familia logró llegar a controlar el mercado periodístico de Chile durante el siglo XIX y buena parte del siglo XX, comenzaremos con el periódico *El Mercurio* de Santiago. El administrador y corredor comercial de la familia Edwards, Carlos Ossandon Barros, consideraba que con la base económica y los servicios que ya tenía *El Mercurio de Valparaíso*, era posible alcanzar un equilibrio económico en un período corto (Figuroa, 1931: Vol. IV y V, 433). El nuevo periódico vespertino comenzó a conquistar nuevos lectores, no sin antes introducir importantes modificaciones para posicionarse en el mercado. En términos de puesta en página y diagramación, *El Mercurio* de Santiago apareció con el doble de información que su homólogo de Valparaíso, es decir seis páginas en total, de las cuales tres fueron destinadas a *publicidad comercial*. Tuvo una nómina de escritores destacados, así como una sofisticada línea de producción y distribución. El sueño era llegar a ser como se describe en la siguiente cita:

Algo totalmente diverso de cuanto en Chile se había entendido hasta entonces por un periódico. Todo debía ser diferente; el formato, la disposición del material, el rumbo general, el espíritu de los redactores y administradores, las máquinas con que se debía componer e imprimir, los métodos de propaganda, las secciones en que estaría dividido, las materias de que se ocuparía, los servicios que recibiría del extranjero y del país (Silva V., 1938: 128).

Aunque las utilidades iniciales no alcanzaron el margen de ganancia durante los primeros años, lo que más le preocupaba a su propietario era la caída en las cifras de circulación. Al pasar de quince mil ejemplares diarios entre 1900 y 1901, a ocho mil en agosto de 1902, los ejecutivos de *El Mercurio* debieron idear una estrategia de renovación, no sólo en la estructura interna del periódico, sino en su imagen pública para hacerle frente a su más fuertes competidores, entre los que se destacan *El Ferrocarril*, periódico matutino del que ya hicimos mención; *La Tarde*, diario vespertino fundado desde 1897 pero que poseía una línea de distribución más ágil que la de *El Mercurio* y *El Diario*

Ilustrado, fundado con gran éxito en marzo de 1902 por incorporar fotografías en sus páginas (Bernedo y Arriagada, 2002: 30).

Entre las inversiones que tuvo que asumir Agustín Edwards Mac-Clure estaban el acondicionamiento de una sede para el periódico, con las características de organización y finalidad que poseían los más destacados diarios del mundo, pero que contrastaba notoriamente con las descuidadas y austeras imprentas santiaguinas. Una particularidad de la nueva sede, ubicada en la esquina de Compañía con Morandé, a sólo dos cuadras de la Plaza de Armas de Santiago, es decir en el centro de la ciudad, era la distribución física, concebida dentro de una lógica periodística de secciones con espacios autónomos para los *reporters*, la vida social, las crónicas y la cada vez más creciente sección de avisos y suscripciones. También tenía un impresionante hall principal, el cual suscitó comentarios como el de don Galvarino Gallardo, director de *El Ferrocarril*, quien con ironía comentó lo siguiente: “Está muy bonito eso, mi amigo; yo vendré al remate, porque hay algunos mueblecitos que me gustan mucho” (Silva C., 1958: 224). También encontramos una oficina para el gerente, una para el administrador, otra más para el contador, dos salas de espera, un comedor, un salón y una biblioteca.

Además del mobiliario, el periódico adquirió una nueva prensa rotativa de marca Marinoni, que hacía tirajes de 8, 10 y 12 páginas. Dicho artefacto constituyó una de las prioridades del proyecto, pero también un dolor de cabeza para la empresa. Al poseer un entusiasta grupo de trabajadores, pero inexpertos en el manejo de esta tecnología, le correspondía al mismo Agustín Edwards y a Joaquín Díaz Garcés, uno de sus más cercanos colaboradores, arreglárselas para ajustar todo el engranaje de la máquina.

Pero al progreso material se le debían sumar otras estrategias que garantizaran la superación de la crisis periodística. Una de ellas consistía en sacar dos ediciones diarias para establecer una competencia frontal con quien lideraba este campo desde mediados del siglo XIX, *El Ferrocarril*. Para esto debían procurar hacer un mayor número de noticias, en lo posible muy diferentes a las de la mañana, enfatizar en las sesiones del Congreso, que tantos lectores le daba a *El Ferrocarril*, y hacer un aumento significativo del número de avisos y de suscriptores del periódico.

Esta última actividad implicó toda una reforma estructural que insertaría definitivamente esta rutina a las gestiones cotidianas de los periódicos modernos. Una sección de avisos y suscripciones que tuviera la autonomía de las secciones de *crónicas* y *reporters*, y que realizara actividades de promoción, suscripción y distribución, tanto en las ciudades y provincias, como en el extranjero. Además, debía encargarse de los avisos comerciales, su contratación, renovación y combinación en las ediciones de Santiago y Valparaíso.

Las medidas utilizadas por Agustín Edwards fueron, efectivamente, crear la edición matutina de *El Mercurio*; aumentar significativamente el

número de suscriptores y de avisos, tantos como fueran posibles para lograr un equilibrio entre las ventas y los ingresos por pauta comercial; cautivar a los suscriptores mediante ofrecimientos como el de recibir por sólo algunos pesos más al año dos ediciones en lugar de una; incentivar a los comerciantes con la posibilidad de publicar sus avisos en ambas ediciones sin tener que pagar ni un centavo adicional; y finalmente, fundar el 15 de noviembre de 1902 un nuevo diario vespertino en formato *tabloide*, de 29.5 cm de ancho por 41.5 de largo, llamado *Las Últimas Noticias de El Mercurio*, con énfasis en la información policial y dirigido a sectores medios de la población.

Disposiciones que cambiaron para siempre la lógica periodística, mercantilizando, fragmentando y reduciendo los espacios antes destinados para la opinión por avisos comerciales que generaban una mayor rentabilidad para la empresa. Proceso que generó toda una dinámica económica de redes entre inversionistas interesados en mostrar sus productos, y un Estado, que además de las funciones de regulación que le correspondían, requería instrumentos de divulgación de sus gestiones jurídico administrativas.

Pero estas transformaciones no sólo fueron utilizadas en los periódicos, también se incorporaron en espacios magazinescos como la revista *Sucesos*, elaborada por primera vez en septiembre de 1902 en la *Imprenta y Litografía Universo* de Guillermo Helfmann. Dicha publicación semanal, que fue concebida como un magazine de actualidades de la vida porteña de Valparaíso, aparecía los días jueves, imprimía 38 páginas de contenido ilustrado y tenía un precio de 20 centavos. La revista *Sucesos* se caracterizó por ser una publicación que registraba los acontecimientos más importantes del momento, pero que no conservaba un acumulado de secciones o hechos a lo largo del tiempo. En su interior se podía observar moda, avances científicos, acontecimientos de la vida pública y el accionar político, *crónica* policial, literatura, arte y por supuesto anuncios de publicidad que registraban el desarrollo económico y comercial del país.

El público al que estaba dirigida era amplio, por lo que podemos decir que la revista asumió desde un principio su carácter comercial y su desvinculación con sectores políticos específicos. Otro elemento digno de destacar está relacionado con los mecanismos de cobertura de mercado, entre los que sobresale la realización de concursos dirigidos a sus lectores. Dichas actividades, que ya habían sido implementadas tiempo atrás por periódicos como *El Mercurio*,⁴ consistían en otorgar dinero y seguros de vida entre quienes enviaban por correo los cupones que aparecían en las páginas interiores de la revista. Este tipo de estrategias, junto con la atracción que ya comenzaba a despertar la publicidad, empezaron a avivar el interés de los inversionistas y a posicionar con mayor fuerza este producto en la sociedad. Al principio, la revista *Sucesos* destinaba una tercera parte de su espacio a los

⁴ Periódico *El Mercurio de Santiago*, octubre 5 de 1904, Santiago de Chile.

avisos comerciales. No obstante, con el correr del tiempo esta proporción fue aumentando en la misma medida que su prestigio y su lugar en el mercado impreso. Es así cómo el ritmo de crecimiento de este medio impreso pasó de 45 a 70 páginas entre 1910 y 1919 y registró un aumento de un 45% en los avisos publicitarios durante este mismo lapso.

De la unión de Edwards y Helfmann, dos de los más destacados innovadores del periodismo en Chile, surgió la editorial Zig-Zag, que además de su emblemática revista fundada en 1905 y cuyo nombre era similar al de la empresa, crearon una gran variedad de publicaciones dirigidas a diferentes segmentos de la sociedad. Tales son los casos de *Chile Magazine* (1921), *Los Sports* (1923), *Don Fausto* (1924), revista de carácter juvenil y popular, y finalmente, *Para Todos* (1927), enfocada al público femenino.

Helfmann no sólo se convirtió en uno de los más importantes editores de Chile, sino que fue el continuador de la obra de Edwards, quien murió el 19 de junio de 1941 después de haberse desempeñado como diplomático, político del Partido Nacional, empresario periodístico y economista. Además de editar revistas, esta empresa se orientó a la impresión de libros y textos escolares. La editorial Zig-Zag persiste en la actualidad y continúa adaptándose a las exigencias de nuevas generaciones de lectores.

3. Conclusiones

Se hace evidente un cambio de ritmo en la producción periodística de la segunda mitad del siglo XIX y principios del siglo XX en Chile. Un proceso en el que emergen nuevas generaciones de autores, surgen narrativas y formas de circulación nunca antes experimentadas, así como un mayor desarrollo de las técnicas de impresión, y de la calidad y la cantidad de los impresos, despertando el interés de nuevos públicos lectores frente a la naciente industria cultural que comenzaba a instalarse en América Latina. Un público que se dejó cautivar por el lenguaje excesivamente claro de lo cotidiano que traían los medios impresos, los cuales buscaban satisfacer las expectativas e intereses de nuevos sujetos sociales como la creciente clase trabajadora de las ciudades en formación.

Así, la combinación de estos elementos, junto con factores externos como la influencia de los impresos europeos y norteamericanos que se impusieron en la prensa latinoamericana de finales del siglo XIX, sirvieron para alentar a los editores de periódicos y revistas a emprender proyectos especializados que contaron con el concurso del sector comercial. Un sector que exigía tanto como invertía en recursos económicos, y que se movía entre el flujo de capitales y los intereses sociales que comenzaron a dinamizar los medios de comunicación en la sociedad. De este modo, la prensa paso de ser un órgano ideológico a convertirse en una empresa comercial, incorporando

uno de los elementos que más revolucionarían la empresa periodística del momento, la *publicidad* de bienes y servicios.

*Luis Carlos TORO TAMAYO*⁵

Doctor

Universidad Paris Ouest Nanterre La Défense y Universidad de Chile
karlostoro@hotmail.com

Bibliografía

Corpus de prensa (Periódicos)

Aurora de Chile: Periódico ministerial, y político (Chile), 13-02-1812.

El Ferrocarril (Santiago de Chile), 29-03-1871.

El Mercurio de Santiago (Santiago de Chile), 01-06-1900.

El Mercurio de Santiago (Santiago de Chile), 05-10-1904.

Libros

ANGUITA, Ricardo (Compilador), *Leyes promulgadas en Chile: desde 1810 hasta el 1o. de junio de 1913*, Santiago: Impr., Litogr. i Encuadernación Barcelona, 5 v, Biblioteca Nacional, 1913.

<http://www.memoriachilena.cl/temas/documento_detalle.asp?id=MC0007932> [28-11-2009].

ARANGO TOBÓN, María Cristina, *Publicaciones periódicas en Antioquia 1814 – 1960. Del chibalete a la rotativa*, Medellín: Fondo Editorial Universidad EAFIT, 2006.

AUTOR CORPORATIVO, *Correo Curioso, Erudito, Económico y mercantil, edición facsimilar*, Bogotá: Colcultura, Biblioteca Nacional. 1993.

BENÍTEZ GONZÁLEZ, Jorge (Compilador), *José Martí y Chile*, Santiago: LOM Ediciones, 1995.

BERNEDO PINTO, Patricio y Eduardo ARRIAGADA CARDINI, *Los inicios de El Mercurio de Santiago en el epistolario de Agustín Edwards Mac Clure (1899-1905)*, Santiago: 2002, vol.35.

<http://www.scielo.cl/scielo.php?pid=S0717-71942002003500003&script=sci_arttext#15> [10-08-2010].

⁵ Les images en quatrième de couverture illustrent le présent article.

- BRIGGS, Asa y Peter BURKE, *De Gutenberg a Internet: Una historia social de los medios de comunicación*, Madrid: Taurus, 2002.
- CEBRIÁN GARCÍA, José, *Desde el siglo ilustrado: sobre periodismo y crítica en el siglo XVIII*, Sevilla: Instituto Feijoo de Estudios del Siglo XVIII, 2003.
- CLÉMENT, Jean Pierre, *El Mercurio Peruano 1790-1795*, Madrid: Iberoamericana, 1997, vol. I.
- CONTARDO EGAÑA, Sergio, “Abusos de Publicidad: Ley y Derecho”, en: *Revista Comunicación y Medios*, Santiago de Chile: Instituto de la Comunicación e Imagen ICEI, Universidad de Chile N° 5, 1985.
- EISENSTEIN, Elizabeth, *La revolución de la imprenta en la Edad Moderna Europea*, Madrid: AKAL Ediciones, 1994.
- FIGUEROA Virgilio, *Diccionario Histórico, Biográfico y Bibliográfico de Chile*, Santiago: 1931, Vol. IV y V.
- JARAMILLO URIBE, Jaime, “Prensa política y cultura en el siglo XIX”, En: *VII Cátedra Anual de Historia Ernesto Restrepo Tirado: Medios y nación. Historia de los medios de comunicación en Colombia*, Colombia: Aguilar, 2002.
- OSSANDÓN B. CARLOS y Eduardo SANTA CRUZ A, *Entre las alas y el plomo: la gestación de la prensa moderna en Chile*, Santiago de Chile: LOM Ediciones, Universidad ARCIS, 2001.
- OSSANDÓN, Carlos, *El crepúsculo de los sabios y la irrupción de los publicistas*, Santiago de Chile: Lom – Arcis, 1998.
- POIRIER, Eduardo, *Chile en 1908*, Santiago de Chile: Imp., Litogr. y Encuadernación “Barcelona”, 1909.
- RODRÍGUEZ, Pablo (Editor), *Historia que no cesa: la Independencia de Colombia, 1780-1830*, Bogotá: Editorial Universidad del Rosario, 2010.
- SARLO, Beatriz, *La máquina cultural: maestras, traductores y vanguardistas*, Buenos Aires: Grupo Editorial Planeta, 1998.
- SGARD, Jean, “La multiplication des périodiques”, en: Roger Chartier et Henry-Jean Martin, *Histoire de l'édition française*, París: Fayard, 1990.
- SILVA CASTRO, Raúl, *Prensa y periodismo en Chile: 1812-1956*, Santiago: Edit. del Pacífico, Ediciones de la Universidad de Chile, 1958.
- SILVA CASTRO, Raúl, *Rubén Darío a los veinte años*, Santiago: Andrés Bello, Universidad Católica, 1966.
- SILVA VILDÓSOLA, Carlos. *Medio siglo de periodismo*, Santiago: Zig-Zag, 1938. Colección: Biblioteca Nacional.
<http://www.memoriachilena.cl/temas/documento_detalle.asp?id=M0000169> [01-09-2010].

SILVA, Renán, *Prensa y revolución a finales del siglo XVIII*, Bogotá: Banco de la República, 1988.

TORRE REVELLO, José, *El libro, la imprenta y el periodismo en América durante la dominación española*, Buenos Aires: Facultad de Filosofía y letras, Instituto de Investigaciones Históricas, 1940.

URIBE de H., María Teresa y Jesús María ÁLVAREZ G, *Cien años de prensa en Colombia 1840 – 1940*, Medellín: Editorial Universidad de Antioquia. 2002.

*VI. Le Front populaire,
une expérience novatrice ?*

Las relaciones de Chile con la República española (1931-1936): intercambios diplomáticos y comerciales

EL PRESENTE TRABAJO quiere contribuir al mejor conocimiento de las relaciones políticas y económicas de Chile con el régimen republicano instaurado en 1931 en España. Para ello hemos analizado la documentación existente en archivos chilenos, así como una selección bibliográfica que apoya nuestra investigación. Asimismo, hemos creído oportuno terminar nuestro estudio justo en julio de 1936, momento en que se produjo el golpe de Estado de las fuerzas militares dirigidas por el general Francisco Franco contra el gobierno del Frente Popular, porque la Guerra Civil desencadenó unas coordenadas muy distintas y complejas que alteraron de forma significativa las relaciones en tiempos de paz.

Las relaciones hispano-chilenas hasta abril de 1931

Los contactos diplomáticos entre Chile y España se iniciaron en 1844 con el reconocimiento de Chile por parte de España. En 1883 se volvieron a restablecer tras la guerra que sostuvieron los dos países en la década de 1860. Durante la primera parte del siglo XX los acontecimientos políticos entre los dos países fueron muy similares. Tanto Chile como España (con las peculiaridades económicas, sociales y políticas de cada caso) tuvieron un desarrollo político parecido: primero, un sistema parlamentario hasta la década de 1920; luego, una dictadura que coincidieron en algunos años; y posteriormente, en los años 30, sendos gobiernos del Frente Popular, que integraron a las fuerzas de izquierdas de cada país.

Significativo fue el impulso que tuvieron las relaciones comerciales a partir de la Primera Guerra Mundial, especialmente durante los años 20 y 30, como consecuencia del aumento de las importaciones españolas de nitrato chileno que se empleaba en la agricultura. En este sentido, el eje de las relaciones giró en torno a las ventas del salitre, convirtiéndose Chile en el

segundo país iberoamericano, después de Argentina, que más vendió a España atendiendo al valor de sus mercancías, según las Estadísticas Generales del Comercio Exterior de España¹.

Uno de los aspectos de la fluida sintonía entre los dos países lo encontramos en las relaciones de carácter militar. Desde finales del siglo XIX observamos la buena acogida que tuvieron los militares chilenos en el ejército español. Las fuerzas armadas chilenas estuvieron en constante renovación y muy interesadas en conocer los avances de los ejércitos europeos, sobre todo el alemán y el británico, debido a los recelos fronterizos que existieron con los países vecinos y ante una eventual llamada a la represión de los conflictos laborales habituales en el norte minero. Así, como resultado de las instrucciones recibidas en Europa y de la constante innovación del material de guerra surgió un ejército eficaz y bien suministrado².

Durante la Gran Guerra las fuerzas armadas chilenas se modernizaron en un primer momento gracias a la subida del precio del salitre que permitió obtener grandes ingresos en las arcas estatales. Posteriormente, las dificultades que la contienda impuso a las exportaciones del nitrato así como la aparición del salitre sintético provocaron una crisis económica en el país que necesitó a los militares para controlar las huelgas y concentraciones obreras. El gobierno de Juan Luis Sanfuentes dictó en 1916 que las misiones y agregados militares en el exterior estuvieran bajo control directo de las representaciones diplomáticas. Asimismo, durante estos años se creó la aviación militar³.

La Primera Guerra Mundial cortó los tradicionales contactos con Alemania y Gran Bretaña y esto provocó la mirada hacia la neutral España. Las fuerzas armadas chilenas, al igual que las españolas, admiraron el modelo militar alemán y este entendimiento junto a las facilidades de las autoridades españolas posibilitaron que muchos oficiales chilenos estudiaran en las escuelas y talleres militares españoles. El conocimiento de la realidad militar de España favoreció la compra chilena de material bélico para su ejército.

Especial atención requieren las relaciones durante la coincidencia en el poder de los militares Primo de Rivera en España e Ibáñez del Campo en Chile. En esta época, se firmaron dos acuerdos económicos, uno de carácter comercial (1928) en el que se establecieron ventajas aduaneras para ciertos productos de cada país y otro (1930) sobre el internamiento de salitre en España. Los dos de bastante relevancia para fomentar las exportaciones respectivas en un contexto de crisis económicas y donde el salitre sufría la competencia de los salitres sintéticos mucho más baratos. En este clima de

¹ A esta afirmación hemos llegado después de cuantificar en más de 507 millones de pesetas los valores de las mercancías exportadas por Chile a España que se encuentran registradas entre 1900 y 1936 en las *Estadística(s) General del Comercio Exterior de España*.

² Villalobos (1991), 743.

³ Barros (1970), 604, 634 y 639.

entendimiento entre las dictaduras autoritarias chilena y española se firmó un Tratado de Arbitraje (1927), se elevaron al rango de embajadas las respectivas legaciones (1928) y existió un apoyo mutuo en las votaciones de la Sociedad de Naciones. Además los progresos de la aviación y las victorias del ejército español en Marruecos motivaron a las autoridades chilenas para establecer contactos militares con la compra de aviones, de material bélico, la contratación de instructores y la elección de las academias militares españolas para la formación de sus oficiales⁴.

Tras la caída de la dictadura de Primo de Rivera las relaciones tuvieron una parálisis motivada por la incertidumbre de la situación política española. En enero de 1930 Alfonso XIII mandó formar gobierno al jefe de su casa real, el general Dámaso Berenguer, con el objetivo de que se volviera a la situación política anterior al golpe de Estado de septiembre de 1923. Mientras tanto la oposición política a la monarquía se estuvo organizando y en agosto de 1930 firmó el llamado Pacto de San Sebastián donde decidió que dejaban aparcadas sus diferencias para centrarse en el objetivo de instaurar la república en España.

El embajador chileno en Madrid, Enrique Bermúdez de la Paz, mantuvo informado a su Ejecutivo de los acontecimientos de los que fue testigo durante su misión diplomática. En diciembre de 1930, apuntó que la lucha política se disputaba entre republicanos y monárquicos, explicando que los primeros fueron un grupo híbrido formado por personas de diferentes ideologías. Entre los monárquicos predominaron terratenientes, burgueses y hombres de orden, que contaban con la ayuda del clero. Calificó a este bloque de “gente de paz, enemiga de innovaciones peligrosas, de buen natural, respetuosa y solícita”, los cuales fueron “un elemento de arrastre imposible para estos republicanos”. El diplomático sostuvo que las manifestaciones de los republicanos no tuvieron apoyo popular a pesar de la ayuda de la Unión Soviética. Y por ello, Enrique Bermúdez pronosticó una larga vida a la monarquía hispana. A su entender lo único que preocupó al gobierno español fue la inestabilidad de la peseta⁵.

Unos días más tarde, el diplomático informó a las autoridades chilenas sobre el levantamiento militar que se produjo en Jaca, provincia de Huesca, con el objetivo de implantar por las armas el sistema republicano. Los mandos de los sublevados esperaron que paralelamente a su rebelión hubiera una insurrección del movimiento obrero mediante una huelga general que provocara la caída del régimen. Esta circunstancia no se produjo y fue abortada esta sublevación militar que les costó la vida a los oficiales de la misma. Bermúdez de la Paz, señaló entonces que el ejército podía ser clave en

⁴ Carrellán Ruiz (2010), 62-63.

⁵ Archivo General Histórico del Ministerio de Relaciones Exteriores, Santiago (en adelante AGHMRE), Vol. 1216. Documento confidencial n° 353/81. Madrid, 2 de diciembre de 1930, Enrique Bermúdez a Ministro de Relaciones Exteriores.

la permanencia o no de la monarquía, aunque siguió afirmando que la opinión pública no quería cambios ni reformas⁶.

Narrando a su ministro de Relaciones Exteriores los nuevos avatares por los que pasaba la política española, el representante chileno en España contó que el gobierno del general Berenguer dispuso la celebración de elecciones a Cortes para el 1º de marzo pero que se abstuvieron de participar los partidos firmantes del Pacto de San Sebastián. Los partidos republicanos solicitaron que antes hubiera unas elecciones municipales para que existiera una mayor transparencia en las posteriores a Cortes. La experiencia, en los procesos electorales anteriores a la dictadura primorriverista, fue una corrupción en este sentido ejercido por las autoridades locales. Bermúdez, además, añadió la animadversión que sufría el rey por parte de los estudiantes universitarios⁷.

Al renunciar Dámaso Berenguer al gobierno de España en febrero de 1931 ante el fracaso de su convocatoria electoral y al ser sustituido por Juan Bautista Aznar-Cabañas, el jefe de la legación chilena. Enrique Bermúdez analizó la situación pronosticando por primera vez la llegada de la república. Este cambio de gobierno vino de forma “terrible, violenta y despiadada”, según sus palabras. Describió la situación como de “dictadura permanente” ante la falta de libertades, la férrea censura de prensa y la inexistencia del derecho de reunión. Asimismo, hizo alusión a la falta de leyes sociales y la extensión de la pobreza y el analfabetismo entre las clases trabajadoras que hacía que “el estado de revolución” fuera “aquí latente”⁸.

Semanas después, el embajador matizó y dijo que los republicanos tuvieron una “falta de decisión revolucionaria” aunque fueron una seria amenaza para la continuidad de la monarquía. Además, Bermúdez comunicó que los republicanos decidieron ir juntos en la disputa del gobierno de los municipios en las elecciones que decretó el Ejecutivo⁹.

Posteriormente, el diplomático chileno informó a sus superiores que “puede ser una enorme sorpresa el resultado de estas elecciones” municipales porque “la masa republicana tiene hoy una opinión considerable”. Mientras “los monárquicos no dan señales de cohesión y unidad de propósitos”,

⁶ AGHMRE, Vol. 1216. Documento confidencial n° 374/88. Madrid, 16 de diciembre de 1930, Enrique Bermúdez a Ministro de Relaciones Exteriores.

⁷ AGHMRE, Vol. 1250. Documento confidencial n° 55/22. Madrid, 9 de febrero de 1931, Enrique Bermúdez a Ministro de Relaciones Exteriores.

⁸ AGHMRE, Vol. 1250. Documento confidencial n° 74/31. Madrid, 19 de febrero de 1931, Enrique Bermúdez a Ministro de Relaciones Exteriores.

⁹ AGHMRE, Vol. 1250. Documento confidencial n° 92/37. Madrid, 3 de marzo de 1931, Enrique Bermúdez a Ministro de Relaciones Exteriores.

añadió¹⁰. Está claro que en pocos meses la valoración de los republicanos había dado un giro importante en sus comentarios.

El reconocimiento de Chile a la República Española

El año de 1931 marcó una nueva etapa política para Chile y sobre todo para España, viéndose además inmersos en las consecuencias derivadas de la crisis económica mundial desatada en Wall Street dos años atrás. Muchas empresas cerraron y miles de obreros chilenos y españoles quedaron desempleados.

En el caso de España, hubo una verdadera revolución. Se pasó de la monarquía a la república de forma pacífica y mediante las elecciones municipales convocadas el 12 de abril de 1931. El resultado de la consulta electoral dio como ganadores en la mayoría de las ciudades a los republicanos, aunque en el mundo rural la balanza se decantó por las formaciones monárquicas y conservadoras. Ante este nuevo escenario, dos días después Alfonso XIII decidió exiliarse y, por consiguiente, las nuevas autoridades instauraron la república en medio de una gran expectación y júbilo por parte de la mayoría de la población urbana.

La primera medida fue elegir un gobierno provisional que organizara las próximas elecciones a Cortes constituyentes. Este Ejecutivo presidido por Niceto Alcalá Zamora tuvo entre sus ministros a miembros de distintas tendencias políticas. En el mes de junio se celebraron las elecciones, con una alta participación, que ganó la coalición republicana-socialista encabezada por Manuel Azaña. En diciembre se aprobó ampliamente la Constitución laica y progresista, siendo el artículo más discutido el proyecto de disolución de las órdenes religiosas y de nacionalización de sus bienes. El nuevo gabinete tuvo entre sus prioridades las reformas más urgentes: la del ejército, la agraria y la autonómica¹¹.

En líneas generales, la República de España continuó e intensificó el acercamiento a Iberoamérica, siendo uno de sus objetivos principales y así se dispuso en su Constitución, pero los efectos de la crisis económica imposibilitaron una mayor expansión de los recursos destinados a esta labor. Por su parte, la postura inicial del gobierno de Chile, ante la instauración del nuevo régimen español, fue de cautela y de esperar acontecimientos hasta que el 17 de abril informó a las nuevas autoridades españolas que su país continuaría las cordiales y tradicionales relaciones con la República española¹².

¹⁰ AGHMRE, Vol. 1250. Documento confidencial nº 132/52. Madrid, 23 de marzo de 1931, Enrique Bermúdez a Ministro de Relaciones Exteriores.

¹¹ Gil Pecharromán (2005), 105.

¹² AGHMRE, Vol. 1250. Copia oficio. Madrid, 17 de abril de 1931. Enrique Bermúdez, embajador chileno en Madrid, a Alejandro Lerroux, ministro español de Estado.

En este sentido, el embajador chileno en Madrid manifestó a su ministro de Relaciones Exteriores su satisfacción por dicha notificación: primero “por la simpatía al régimen y a la forma como se había constituido la República al nacer de tan auténtica manifestación de un pueblo”, y segundo, “porque el acto de nuestro reconocimiento” redundaría en beneficio para el comercio del salitre, siendo este “el punto más importante de considerar”¹³. De nuevo, se apreció en las palabras de Enrique Bermúdez un cambio radical respecto a las enunciadas a su gobierno meses atrás con su análisis de monárquicos y republicanos.

Sea como fuera, las autoridades chilenas no recibieron la instauración de la República española con entusiasmo puesto que, por sus ideologías de izquierdas, los nuevos dirigentes españoles se percibieron como alteradores del orden establecido. También pesó en esta cautela inicial hacia el nuevo sistema político la existencia de una importante colonia de inmigrantes españoles, que fueron los extranjeros más numerosos del país, y en su mayor parte fieles seguidores de la monarquía. En el mismo mes de abril los españoles más conservadores residentes en Chile se agruparon en la asociación “Acción Española” iniciando una campaña contra la República y su embajador. Publicaron una revista mensual donde decían defender la religión, la patria, el orden, la familia y la propiedad¹⁴.

En la documentación consultada hemos observado que desde principios de siglo ya hubo roces entre los sectores conservadores y los grupos republicanos e independentistas catalanes, pero Tabanera apunta a una división interna más profunda en su seno a raíz del nacimiento de la República en España. Así, desde el “Ateneo Pablo Iglesias”, de Santiago de Chile, se apoyó al nuevo régimen y se solicitó los puestos consulares para sus dirigentes por su lucha contra el sistema anterior¹⁵.

Por otra parte, Almonacid Zapata señala que además del “Ateneo Pablo Iglesias”, las instituciones que más ferviente apoyo mostraron al nuevo régimen fueron el “Centro Familiar Español” y el “Centro Catalán” izando la bandera republicana en los balcones de sus sedes, con discursos de simpatías y almuerzos para festejarlo. Por el contrario, tanto en 1931 como 1932 existió una campaña antirrepublicana promovida por sectores conservadores chilenos y españoles apoyada por el Ejecutivo de Alessandri, que gobernó con el respaldo de los partidos de la derecha, que vieron a España un mal ejemplo por las reformas que el gobierno de Azaña quiso implantar en las relaciones con la iglesia, el ejército y en la propiedad de la tierra. Sin embargo, con el paso de los años la colonia española fue aceptando el sistema republicano,

13 AGHMRE, Vol. 1250. Documento confidencial 166/65. Madrid, 20 de abril de 1931. Enrique Bermúdez a su ministro de Relaciones Exteriores.

14 Tabanera (1996), 155-156.

15 Tabanera, *op. cit.*, 169 y 171.

aunque la división volvió a plasmarse tras el golpe de Estado en la España de 1936¹⁶.

La contradicción del gobierno chileno se hizo manifiesta en su intención de retirar su embajador en Madrid, a pesar de su reconocimiento oficial a la República española. Este hecho no ocurrió porque la máxima autoridad de la legación, Enrique Bermúdez, optó a título personal por mantenerse en su puesto sin sueldo por entender que sería lo mejor para las importaciones de salitre ya que en esos momentos se estaba negociando un acuerdo comercial que afectaba al referido abono¹⁷.

Sin embargo, al margen de esta compleja red de intereses políticos, conviene destacar la acción del gobierno chileno al reconocer al nuevo régimen instaurado en España antes que lo hicieran las potencias europeas y Estados Unidos. Francia lo hizo el mismo día que Chile pero por la tarde. El ejemplo francés precipitó que muchos Estados hicieran lo mismo. Gran Bretaña mantuvo una postura de reserva a la espera de nuevos acontecimientos y su deseo fue el de tener sólo relaciones comerciales debido a los considerables intereses económicos y financieros que tenía en España. La actitud francesa forzó a la diplomacia británica a reconocer al gobierno Provisional español el día 22, al igual que Estados Unidos, Italia y Alemania. No obstante, los primeros países en reconocer a la República española fueron Uruguay, México y Argentina¹⁸.

Las relaciones políticas

También la situación política chilena fue convulsa en estos años: en julio de 1931 cayó la dictadura de Ibáñez y se inició el gobierno de Juan Esteban Montero de carácter conservador. En junio de 1932 estalló un movimiento revolucionario que impuso una “República socialista” muy fugaz puesto que al poco tiempo sufrió su derrocamiento por un golpe militar. En total se sucedieron siete gobiernos y cuatro intervenciones militares entre julio de 1931 y octubre de 1932. Al final, se convocaron elecciones que ganó Arturo Alessandri.

La situación política provocó la falta de atención de las relaciones exteriores y la crisis económica obligó a reducir el presupuesto para el servicio exterior. Así, se redujeron los cónsules de profesión de 53 a 35, se eliminaron los consejeros culturales y de prensa en las legaciones, se cancelaron las misiones militares y pedagógicas que se repartían por el mundo, se dejó de

¹⁶ Almonacid Zapata (2004), 160-161 y 183.

¹⁷ AGHMRE, Vol. 1250. Oficio confidencial n° 166/65. Madrid, 20 de abril de 1931, Enrique Bermúdez a su ministro de Relaciones Exteriores.

¹⁸ Pérez Gil (2002), 175-177 y 184.

publicar la revista *Chile*. Y se pasó la Subsecretaría de Comercio del Ministerio de Relaciones Exteriores al de Economía¹⁹.

Las relaciones entre los gobiernos chilenos y la República española no fueron fáciles. Como hemos visto la Administración chilena decidió retirar a su embajador en España, a la vez que Enrique Bermúdez informaba a su ministro de Relaciones Exteriores que el nuevo embajador español, Ricardo Baeza, partía inmediatamente para Chile. Esta circunstancia movió al diplomático a mantenerse en el cargo *ad-honorem* por un tiempo porque no veía prudente hacer coincidir su retirada con la salida del embajador español a Santiago, ya que esto traería un serio quebranto para el comercio del salitre, que había vendido en ese año cerca de 70 millones de pesetas en nitratos²⁰. De este modo, observamos como los parámetros económicos superaron a los meramente políticos.

Ricardo Baeza partió pues hacia Santiago en junio de 1931. Su homólogo en Madrid, Enrique Bermúdez, lo describía como “un intelectual de vasta cultura, escritor de talento y prestigio” y su elección se correspondía con “la franca política de acercamiento hispano-americano” que había manifestado el gobierno Provisional de la República. En este mismo sentido, se acababa de elevar al rango de embajada la legación española en México y viceversa²¹.

La representación consular española en Chile fue amplia en agosto de 1931. El Consulado General se encontraba en Valparaíso y otro de primera clase en Santiago. Los dos consulados estuvieron dirigidos por cónsules de carrera. Además, diseminados por el territorio chileno se repartían una serie de viceconsulados a cuyo frente estaban personas a título honorario. Estas representaciones consulares tenían su sede en Arica, Iquique, Antofagasta, Coquimbo, Los Andes, Talca, Chillán, Concepción, Temuco y Magallanes²².

Por encima de las acciones políticas e ideológicas estuvieron los intereses comerciales y así se puede observar en la memoria que para el año 1931 presentó el embajador chileno Bermúdez de sus actividades. El diplomático se centró en hablar del salitre y su posición de liderazgo en España frente a sus competidores, que movieron sus influencias para que el gobierno español reclamara el cumplimiento del convenio suscrito en 1928 con el Banco Exterior para la comercialización del nitrato. El embajador chileno basó sus afirmaciones sobre la escasa competencia que tenía el salitre

¹⁹ Barros, *op. cit.*, 726-730.

²⁰ AGHMRE, Vol. 1250. Oficio confidencial n° 216/80. Madrid, 10 de junio de 1931. Enrique Bermúdez a su ministro de Relaciones Exteriores.

²¹ Archivo Nacional de la Administración (en adelante ANAD). Vol. 3034. documento n° 217/81. Madrid, 10 de junio de 1931. Enrique Bermúdez a su ministro de Relaciones Exteriores.

²² ANAD, Vol. 3022. Oficio n° 42. Santiago, 19 de agosto de 1931. Enrique Bermúdez a su ministro de Relaciones Exteriores.

en España por la inexistencia de fábricas de abonos artificiales y el escaso uso del nitrógeno en los campos españoles (sólo se usaba en Galicia, León y Asturias). Bermúdez pidió a su ministro que, para salvaguardar los intereses chilenos, se debía favorecer las exportaciones españolas y justificó esta solicitud diciendo que el mercado español era el más relevante de Europa y tan importante como el de los Estados Unidos²³.

Posteriormente, con ocasión del 14 de abril de 1932, aniversario de la instauración de la República en España, el Ministerio de Estado y la presidencia recibieron mensajes de felicitación de casi todos los países de la América de habla española. Chile fue uno de los pocos que no hizo esta manifestación de cordialidad. Por ello, el embajador chileno en Madrid, Enrique Bermúdez, llamó la atención a su ministro de Relaciones Exteriores de que las autoridades españolas se quejaban porque desde el advenimiento de la República no habían recibido jamás ninguna declaración de simpatía por parte de Chile y su gobierno. Entre los miembros del Ejecutivo español se pensó que la República no era grata para las autoridades chilenas. Esta situación contrastó con la de países como Bolivia, Colombia, Cuba, Uruguay y México que exteriorizaron en repetidas ocasiones su cordialidad hacia el régimen español. De esta manera, el diplomático chileno señaló a su ministro de Relaciones Exteriores que no convenía a Chile este distanciamiento ni por interés ideológico ni mucho menos por el comercial, puesto que España era un buen mercado para el salitre y un país con relieve internacional como lo demostraba su actitud en las reuniones de Ginebra²⁴.

La presidencia chilena de Alessandri Palma (1932-1938) comenzó su gestión en medio de una gran euforia nacional después del paso de los siete gobiernos efímeros que se dieron en año y medio. El objetivo principal del mandatario fue poner freno a la crisis económica y arreglar las finanzas estatales. Durante esta legislatura, el Ministerio de Relaciones Exteriores estuvo muy limitado en gasto y presupuesto, aunque conservó la plantilla heredada de los ejecutivos anteriores. Muchas de las embajadas no se ocuparon con los cargos de su nivel y quedaron en manos de funcionarios de carrera como encargados de negocios²⁵. Lo mismo ocurrió en España cuando en enero de 1933, Carlos Morla se hizo cargo de la embajada en Madrid, después de que se fuera el embajador. El ministro le comunicó, que según la ley chilena, los consejeros pasaban automáticamente a ser encargado de

²³ ANAD, Vol. 3034. Memoria del año 1931 de la Embajada de Chile en España. Madrid, marzo de 1932.

²⁴ AGHMRE, Vol. 1305. Oficio confidencial. Madrid, 22 de abril de 1932. Enrique Bermúdez, embajador chileno en España, a su ministro de Relaciones Exteriores.

²⁵ Barros, *op. cit.*, 729.

negocios en el caso de la aceptación de la renuncia presentada por el jefe de la misión²⁶.

Paralelamente, el gobierno español de Azaña entró en crisis en 1933. En abril, al carecer de corporaciones electas, las elecciones en algunos municipios rurales fueron muy negativas para la coalición gobernante y esto le valió a la oposición para acusarles permanentemente de haber perdido la confianza del país. Aprovechando esta circunstancia, el jefe del Estado, Alcalá Zamora, presionó a Manuel Azaña para que realizara cambios en las carteras ministeriales. De nuevo, la elección en septiembre de los vocales regionales del Tribunal de Garantías Constitucionales fue adversa para el Ejecutivo y Alcalá Zamora lo disolvió. Se creó entonces un gobierno de concentración presidido por Alejandro Lerroux que duró varias semanas como consecuencia del triunfo de una moción de censura. La única salida a esta crisis fue convocar unas nuevas elecciones generales que se llevaron a cabo en noviembre y en las que las mujeres votaron por primera vez en España. La Unión de Derechas venció en unos comicios en los que la propaganda llegó a niveles nunca vistos hasta entonces. Los ejes de los nuevos dirigentes fueron la revisión de la Constitución, sobre todo en materia religiosa y social, y la supresión de la reforma agraria²⁷.

Respecto a las relaciones con Chile, en septiembre los periódicos madrileños publicaron la designación de Rodrigo Soriano para el cargo de embajador en Chile. Carlos Morla se quedó sorprendido de este nombramiento porque Soriano era enemigo de Alejandro Lerroux, en ese momento presidente del Consejo de Ministros, y en una entrevista con el subsecretario de Estado le confirmó la elección no siendo todavía oficial y que estaban molestos con la prensa por difundir esta noticia. También le informó de la intención de rebajar de categoría la legación en Chile, así como en otros países, por motivos económicos y por ser absurdo que España mantuviera una cantidad de embajadas igual en número a las acreditadas por Gran Bretaña. Por tanto, Morla manifestó a su gobierno que no enviara a un embajador cuando España pensaba mandar a un ministro. No obstante, no le parecía coherente que en octubre se designara a un embajador para rebajarse a ministro en enero²⁸.

Por su parte, las autoridades chilenas se contradecían en sus decisiones porque en un primer momento el propio Arturo Alessandri le expresó a Carlos Morla que la representación chilena en España no sería rebajada de categoría puesto que España mantenía en Chile un embajador y esto obligaba

26 AGHMRE, Vol. 1358. Documento n° 726/5. Santiago, 6 de enero de 1933. Ministro chileno de Relaciones Exteriores a Carlos Morla.

27 Gil Pecharromán (2005), 142-145.

28 AGHMRE, Vol. 1357. Documento n° 582/232. Madrid, 5 de octubre de 1933, Carlos Morla a su ministro de Relaciones Exteriores.

a la reciprocidad²⁹; sin embargo, al mes siguiente, el director del Departamento Diplomático del Ministerio de Relaciones Exteriores comunicaba a Carlos Morla que su departamento había decidido reducir de categoría a la legación diplomática en Madrid³⁰. Las restricciones presupuestarias provocadas por la crisis económica impusieron las decisiones políticas a tomar y, por tanto, quedó claro que en ese momento España no contaba tanto a nivel político ni económico para Chile.

Como análisis del servicio diplomático español en Iberoamérica tenemos el estudio, de Nuria Tabanera, de las dotaciones presupuestarias durante la Segunda República y en él observamos la voluntad del régimen por un mayor acercamiento a esta zona del planeta pero no fue posible debido a las restricciones económicas a las que obligaron los efectos de la Crisis del 29. Como ejemplo de la importancia de la zona, en 1931 se elevó a embajada la legación española en México.

Referente a Chile, la trascendencia de este país para el servicio exterior español se manifestó en los gastos de representación de su embajada en Santiago presentando una clara evolución en este período. Durante los años 1932, 1933 y 1934 se mantuvieron los fondos asignados pero muy por superior respecto de 1931, sin duda motivado por la importancia de Chile en el comercio exterior español en Iberoamérica. En 1935 hay un retroceso del gasto muy acentuado en la embajada española en la capital chilena³¹, al igual que disminuyen en el resto de legaciones de la zona como consecuencia de la depresión económica que podemos observar en la siguiente tabla:

TABLA 1

Gastos de representación de las embajadas españolas en iberoamerica					
(en ptas.)					
	1931	1932	1933	1934	1935
Argentina	136.500	149.000	141.500	141.500	133.000
Cuba	142.500	138.125	125.000	125.000	111.000
Chile	87.000	106.875	106.500	106.500	66.000
México	79.000	119.125	125.500	125.000	118.000
Uruguay	79.000	82.375	76.500	76.500	76.500
Iberoamérica	1.093.500	1.172.937	1.109.500	1.109.000	1.032.500

Fuente: Tabanera, 1988 : 112.

²⁹ AGHMRE, Vol. 1358. Santiago, 26 de octubre de 1933. Carta del presidente de Chile, Arturo Alessandri, al encargado de negocios en España, Carlos Morla.

³⁰ AGHMRE, Vol. 1358. Oficio confidencial n° 16. Santiago, 22 de noviembre de 1933, Director Departamento Diplomático chileno a Carlos Morla, encargado de negocios en España.

³¹ Tabanera (1988), 113.

Sobre los miembros de las legaciones en estos años, Chile tuvo tres representantes diplomáticos al igual que Cuba y Uruguay, mientras Argentina y México contaron con cuatro. En cuanto a los gastos ordinarios de las embajadas y legaciones en Iberoamérica, Chile disfrutó del tercer presupuesto de la zona en 1931, después de Argentina y Cuba, pasando al cuarto lugar en 1932 y 1933, por el ascenso de México. No obstante, volvió a contar con el tercer importe en 1934 y 1935, por encima de los fondos asignados a Cuba³². La explicación a todo esto es muy similar a la anterior: Chile pudo contar con estos presupuestos para gastos gracias a su rango de embajada otorgado en tiempos del general Primo de Rivera. Los otros tres países nombrados también contaron con una legación con la condición de embajada, pero esta distinción fue fruto de la importancia que tenía la colonia española en los mismos.

TABLA 2

Gastos ordinarios de las embajadas españolas en iberoamerica (en pesetas)					
	1931	1932	1933	1934	1935
Argentina	38.000	37.000	37.000	50.000	40.000
Cuba	33.000	32.000	32.000	21.000	21.000
Chile	27.000	29.000	30.000	30.000	30.000
México	18.000	32.000	32.000	44.000	35.000
Iberoamérica	226.000	240.000	237.000	281.000	253.000

Fuente: Tabanera, 1998: 114.

Los embajadores de la República Española en Santiago de Chile fueron Ricardo Baeza (1931-1933) y Rodrigo Soriano y Barroeta Aldamar (1933-1935). Al mismo tiempo entre los representantes chilenos en Madrid encontramos al embajador Enrique Bermúdez de la Paz (1930-1933), Carlos Morla Lynch, como encargado de negocios, (1933-1934) y al embajador Aurelio Núñez Morgado (1934-1936). En la memoria realizada por la embajada chilena en Madrid en 1935 se especificaba que el personal de la misma estaba compuesta por: el cónsul particular de profesión Edgardo Garrido Merino; el agregado militar Humberto Luco Mesa; el cónsul particular de elección Nefthalí Ricardo Reyes (Pablo Neruda), que atendía el consulado en Madrid, acéfalo desde el traslado de la titular Gabriela Mistral a Lisboa; y el agregado Manuel Rojas Villegas. El Consulado General en Barcelona era dirigido por el cónsul general de profesión Tulio Maqueira³³.

³² Tabanera, *Idem*, 114.

³³ ANAD, Vol. 3922. Memoria del año 1935 de la embajada de Chile en España. Madrid, 30 de marzo de 1936.

Por otra parte, ya hemos mencionado que uno de los aspectos más relevantes de las relaciones bilaterales en la década anterior se centró en los contactos militares. En este sentido, encontramos que en diciembre de 1931 las autoridades chilenas dieron por finalizado el contrato del comandante español Luis Adrados Semper, experto en balística, como profesor de la Academia Técnica Militar, terminando así su labor instructiva entre los militares chilenos que duró casi cuatro años³⁴. Este militar ejerció en España, hasta ser contratado por el ejército chileno, como profesor y jefe del Laboratorio de Explosivos de la Academia de Artillería. En su hoja de servicios hallamos que dirigió durante tres años los laboratorios de explosivos del Taller de Precisión de Artillería³⁵. La decisión de las autoridades chilenas para prescindir del oficial español pudo estar inmersa en este ambiente de la contención del gasto que imperó durante estos años de crisis económica. Lo cierto es que Adrados tuvo dificultades para llevarse a España los ahorros una vez que finalizó su contrato y solicitó ayuda a la embajada española en Santiago para este cometido³⁶.

Sin embargo, el gobierno español continuó en los años treinta galardonando a los dos alumnos más aventajados de las Escuelas militares de Chile (Academia de Guerra y Escuela de Caballería) haciendo entrega la embajada de España cada año en el mes de junio de dos sables de honor fabricados en Toledo, distinción que se inició en 1924 y llevaba el nombre de “Premio Alfonso XIII”³⁷. Con la instauración de la República Española el galardón cambió su denominación por el de “Premio España”. Los sables llegaban todos los años al puerto de Valparaíso en una caja consignada al agregado militar de la embajada española³⁸.

La Sociedad de Naciones fue otro punto de encuentro de los dos países. En 1928, España pidió su ingreso en su Consejo y obtuvo la ayuda chilena para conseguirlo³⁹. De nuevo, en septiembre de 1931, la embajada española en Chile solicitó mediante un oficio muy urgente a las autoridades

34 ANAD, Vol. 3022. Oficio n° 72. Santiago, 24 de diciembre de 1931. Ricardo Baeza, embajador español en Chile a ministro chileno de Relaciones Exteriores.

35 AGHMRE, Vol. 1127. Telegrama. Madrid, 3 de abril de 1928. Rodríguez Mendoza, embajador chileno en España a su ministro de Relaciones Exteriores.

36 ANAD, Vol. 3022. Oficio n° 72. Santiago, 24 de diciembre de 1931. Oficio del embajador español al ministro de Relaciones Exteriores.

37 ANAD, Vol. 2440. Oficio n° 51. Madrid, 20 de marzo de 1924, Luis Aldunate Echeverría, ministro de Chile en España, a su ministro de Relaciones Exteriores.

38 ANAD, Vol. 3159. Santiago, 10 de noviembre de 1932. Oficio del embajador español al ministro de Relaciones Exteriores.

39 AGHMRE, Vol. 1142 B. Nota n° 60. Santiago, 7 de septiembre de 1928. Méndez de Vigo, embajador español en Chile, a ministro chileno de Relaciones Exteriores.

chilenas su apoyo para conseguir su reelección⁴⁰. Una vez reelegida ostentó la presidencia de dicho Consejo⁴¹.

De este modo, durante los primeros años de la Segunda República, España fue miembro del Consejo de la Sociedad de Naciones hasta 1934, que junto con China y Panamá terminaba su período establecido y se abría la elección de tres nuevos países para ocupar las vacantes. Por este motivo, Miguel Cruchaga, ministro chileno de Relaciones Exteriores, anunció en junio a su embajador en España, Aurelio Núñez Morgado, que su Ministerio había decidido presentar la candidatura de Chile al Consejo y por ello solicitaba al embajador que obtuviera el apoyo del gobierno español para ese puesto⁴².

Sin embargo, en ese año se produjo una reforma en los estatutos de la Sociedad de Naciones. Referente a los países miembros del Consejo, por un lado, se ampliaron los permanentes de 4 (Francia, Italia, Japón, Reino Unido) a 6 (con la incorporación primero de la República de Weimar en 1926, después de la URSS en 1934); y por otro, también creció el número de los no permanentes elegidos por la Asamblea de 4 a 6 en 1922 y a 9 en 1926 y a 11 en 1933, con un mandato de tres años. A raíz de esta reestructuración, el Ejecutivo español manifestó su deseo de tener el apoyo chileno para lograr ser reelegido, siendo su representante Salvador de Madariaga⁴³. Finalmente, el ministro chileno de Relaciones Exteriores informó a su embajador en Madrid que el gobierno chileno había decidido apoyar la reelección española y, a su vez, que el embajador español Soriano había manifestado que España votaría la candidatura chilena⁴⁴. Por tanto, al igual que ocurrió en la década de 1920 los dos países se apoyaron mutuamente a la hora de conseguir sus aspiraciones en el seno del organismo internacional así como en otras cuestiones que allí se discutieron.

En España, la política internacional no fue una prioridad ya que urgió más la situación interna, pero se trazaron las líneas maestras de la actuación exterior que empezaron por un intento de que el régimen español fuese reconocido por los países europeos. Entre los objetivos de la política exterior, Manuel Azaña diseñó los ejes básicos de la actuación española: la neutralidad y el pacifismo, el acercamiento sincero a Portugal e Iberoamérica, la amistad

40 ANAD, Vol. 3022. Oficio muy urgente del embajador español al ministro chileno de Relaciones Exteriores. Santiago, 14 de septiembre de 1931.

41 Alguacil Cuenca (2006), 308.

42 AGHMRE, Vol. 1410. Documento confidencial n° 5. Santiago, 21 de junio de 1934. Miguel Cruchaga, ministro de Relaciones Exteriores, a su embajador en España, Aurelio Núñez Morgado.

43 AGHMRE, Vol. 1409. Documento confidencial n° 60/83. San Sebastián, 3 de agosto de 1934. Aurelio Núñez Morgado a su ministro de Relaciones Exteriores.

44 AGHMRE, Vol. 1410. Documento confidencial n° 9. Santiago, 20 de agosto de 1934. Ministro chileno de Relaciones Exteriores a su embajador en España, Aurelio Núñez Morgado.

con los países próximos como Francia y Reino Unido y la concentración de energías en las cuestiones de Marruecos y Gibraltar⁴⁵.

De este modo, los gobiernos de la República Española desarrollaron su actividad en la organización internacional para contribuir a la paz mundial y acrecentar su influencia moral en América, pero encontraron el obstáculo de los Estados Unidos puesto que no veían con simpatías la participación de países no americanos en los asuntos del continente⁴⁶.

Así, por ejemplo, Chile y España intervinieron en medio de la paralización de las gestiones de paz de Bolivia y Paraguay tras la Guerra del Chaco. En 1934 la Sociedad de Naciones entró en escena al ver que los dos países enfrentados no encontraban solución a su contencioso. Para ello se nombró una comisión presidida por el español Álvarez del Vayo en la que participaron además de España, Francia, Gran Bretaña, Italia, México y Uruguay. No obstante, al año siguiente Arturo Alessandri tomó la decisión de contribuir en pro del entendimiento entre los dos países enfrentados y solicitó ayuda para ello al presidente argentino que aceptó de inmediato. Las autoridades bolivianas y paraguayas vieron bien estas mediaciones siempre que fueran con la aprobación de la Sociedad de Naciones. De este modo, la Comisión formada en Ginebra para tratar este asunto estuvo integrada por Chile, Argentina, Brasil, Perú, Uruguay, Estados Unidos, Colombia, México y España. Por fin en junio de 1935 terminó la guerra entre Bolivia y Paraguay y se iniciaron las negociaciones de paz⁴⁷.

Sin duda, otro hecho que dejó huella en la sociedad chilena fue la formación del Frente Popular en España, una coalición formada por socialistas, comunistas y la burguesía republicana, que ganó las elecciones de febrero de 1936. Las fuerzas opositoras temieron las nuevas reformas políticas, económicas y sociales que alteraban el orden establecido y, por ello, bajo la excusa de una revolución semejante a la soviética se fue fraguando una conspiración militar que desembocó en el golpe de Estado del 18 de julio y, por tanto, en la Guerra Civil que se vivió con apasionamiento desde Chile.

Las relaciones económicas

Como hemos visto durante la primera parte del período analizado, las relaciones bilaterales se concentraron en aspectos políticos y diplomáticos, pero a partir de 1932 los asuntos que suscitaban más interés en los contactos de los dos países fueron los de índole económico. Al año siguiente, la derecha ganó las elecciones legislativas en España. Se constituyó el nuevo Ejecutivo presidido por Alejandro Lerroux y entre las primeras obligaciones del titular

⁴⁵ Berdah (2002), 14.

⁴⁶ Tabanera (1996), 172.

⁴⁷ Barros, *op. cit.*, 733-736.

del ministerio de Estado, Pita Romero, estuvo retomar las negociaciones con la embajada chilena para lograr un tratado comercial que garantizara a España compensaciones económicas a cambio de la entrada del salitre. El acuerdo llegó pronto, en un mes. Por tanto, observamos que el gobierno de Alessandri se entendió mejor con las nuevas fuerzas políticas que tomaron las riendas del gobierno español.

Pero este rápido entendimiento no pudo salvar los duros obstáculos que impuso la crisis de los años 30 a las relaciones hispano-chilenas. La Depresión de 1929 alteró la marcha de la economía mundial y sus resultados se vieron en los años sucesivos. El librecambismo dio paso al proteccionismo y en cada país se fue imponiendo trabas a las importaciones. De este modo, se inició una nueva etapa en las relaciones comerciales que se regirían por acuerdos bilaterales.

Para Chile la crisis supuso el fin de la expansión económica basada en el incremento de las exportaciones de salitre desde finales del siglo XIX, y en menor medida las de cobre que en estos años 30 comenzaba a repuntar. La Primera Guerra Mundial marcó el inicio de un proceso de subordinación de la economía chilena a los Estados Unidos. Esta vinculación repercutirá negativamente a partir de octubre de 1929 con la caída de los precios de estas materias primas en el mercado estadounidense y produciendo una extraordinaria disminución en el volumen y el valor de las exportaciones chilenas cuyos beneficios eran muy necesarios para poder hacer frente a las importaciones que el país realizaba.

En el país americano las dificultades en la economía trajeron consigo el abandono de numerosos centros mineros en el norte, mientras se adoptaba el modelo de desarrollo “hacia adentro”, en el que se privilegiaba la industrialización por encima de la agricultura y la minería. Couyoumdjiam habla de una caída drástica del comercio exterior chileno, del desplazamiento del salitre por el cobre como principal producto exportador y de Valparaíso por Santiago como centro económico de Chile⁴⁸.

La crisis económica en España, al igual que en Chile, afectó en primera instancia por medio de un descenso de las exportaciones que implicó una bajada de los ingresos imprescindibles para comprar en el exterior las materias primas y maquinarias que la industria y la agricultura demandaban. Sus ventas mayoritariamente de productos agrícolas a sus compradores tradicionales (Gran Bretaña, Alemania, Francia y Estados Unidos) fueron muy fácilmente sustituidas por otros competidores mediterráneos, mientras la mayor parte de sus importaciones eran manufacturas procedentes de estas potencias económicas que difícilmente se podían conseguir en otros mercados.

Hernández Andreu piensa que la depresión económica en España comenzó en 1925 en la agricultura, la minería del carbón y la industria textil.

⁴⁸ Couyoumdjiam (2000), 98-99.

Pero a partir de 1929, la coyuntura internacional se une a los problemas anteriores afectando al comercio exterior, a la siderurgia y la bolsa de valores⁴⁹.

Respecto al comercio exterior, se vio perjudicada la agricultura de exportación, sobre todo el aceite, el vino, la naranja, la minería y la siderurgia. Además, habría que añadir como impactos negativos en la economía española la caída del comercio mundial, el cese de las inversiones extranjeras, la disminución de las remesas enviadas por los emigrantes españoles, los esfuerzos por mantener el tipo de cotización de la peseta y la política de contención del gasto público defendido por el Ministerio de Hacienda⁵⁰.

Los gobiernos españoles tuvieron que articular una serie de medidas encaminadas a paliar las condiciones económicas a través del proteccionismo arancelario, el control de cambios, las limitaciones cuantitativas a la entrada de productos extranjeros y la imposición de licencias a la importación⁵¹. Asimismo, se inició un proceso de acuerdos bilaterales con otros países para colocar los productos ante la generalización de fuertes barreras aduaneras en la mayoría de las naciones. En este sentido, España cerró convenios con diferentes estados tanto del área europeo (con Francia e Italia) como iberoamericano⁵². En diciembre de 1934 acordó un acuerdo comercial con Argentina y en enero de 1935 rubricó otro con Uruguay que limitaba la exportación de la carne uruguaya a España⁵³.

Esta serie de arreglos comerciales se percibieron por las autoridades chilenas como un peligro para su comercio de salitre por ser un mercado importante y no poder ofrecerle compensaciones efectivas⁵⁴. Sabemos por la documentación consultada en los archivos y por el trabajo de Nuria Tabanera que desde 1931 se negoció en Santiago un convenio que satisficiera a los dos partes. Las reivindicaciones del gobierno chileno fueron que no se implantara en España la industria del nitrógeno sintético y que se levantara la protección a la producción española de sacos. El embajador español Ricardo Baeza aceptaba estas demandas a cambio de la bajada de los derechos aduaneros a los productos españoles y la eliminación del bloqueo de las divisas que impuso el gobierno chileno de Carlos Dávila (1932). Sin embargo, desde el Ministerio español de Agricultura, Industria y Comercio no se compartía la estrategia de Baeza porque se alejaba del objetivo de nivelar la balanza

49 Hernández Andreu (1983), 306.

50 Gil Pecharromán, *op. cit.*, 56 y 64.

51 Benavides (1972), 148-149.

52 AGHMRE, Vol. 1305. Oficio confidencial. Madrid, 21 de marzo de 1932, Enrique Bermúdez a ministro chileno de Relaciones Exteriores.

53 Tabanera, *op. cit.*, 236-239.

54 AGHMRE, Vol. 1305. Oficio confidencial. Madrid, 21 de marzo de 1932, Enrique Bermúdez a ministro chileno de Relaciones Exteriores.

comercial a toda costa. Por ello, le ordenó que suspendiera las conversaciones hasta que llegaran las instrucciones precisas desde Madrid⁵⁵.

Precisamente, el bloqueo chileno a las divisas españolas generadas con el comercio provocó que las autoridades de España estuvieran dispuestas a decretar el cierre de sus fronteras al salitre por espacio de seis meses. Finalmente esta amenaza no se llevó a cabo gracias a las gestiones del embajador de Chile, Enrique Bermúdez, en pro de solucionar las diferencias mediante el diálogo y la negociación⁵⁶.

Para fijar el acuerdo hubo que esperar la celebración de las elecciones chilenas de octubre de 1932 ganadas por Arturo Alessandri⁵⁷. Con el nuevo Ejecutivo chileno en el poder, las conversaciones alteraron los anteriores compromisos adquiridos pero la idea fue la misma: favorecer la entrada de salitre chileno a cambio de compensaciones comerciales a los productos españoles. De este modo, se firmó en Madrid el 19 de diciembre de 1932 un Convenio particular entre el Centro Oficial de Contratación de Moneda de España⁵⁸ (COCM) y la Compañía de Salitre de Chile (COSACH), bajo el amparo de los dos gobiernos. En este pacto se estableció que el 20% de las ventas del nitrato de la Sociedad Comercial de Nitrato de Chile desde ese momento y hasta el 31 de diciembre de 1933 se destinaría al desbloqueo de los créditos comerciales españoles “congelados” en Chile y una vez satisfechos estos créditos el resto se usaría para la compensación de nuevas ventas de mercancías españolas en este país americano. Si este porcentaje no alcanzara para cubrir los créditos señalados serían sufragados en cualquier caso por la Sociedad Comercial del Nitrato de Chile⁵⁹.

Sin embargo, en marzo de 1933 las autoridades chilenas ante su grave déficit presupuestario decidieron incrementar los derechos arancelarios en un 50% perjudicando a las exportaciones procedentes de España, que a la vez sufrían la competencia de los productos franceses, que gozaban de una situación muy ventajosa tras la firma de un tratado comercial entre Chile y Francia en 1931, y el desbloqueo de los cambios eran insuficientes. Esta nueva realidad hizo que el embajador español en Santiago, Ricardo Baeza,

55 Tabanera, *op. cit.*, 156-157.

56 AGHMRE. Vol. 1305. Telegrama. Madrid, 6 de agosto de 1932. Enrique Bermúdez a ministro chileno Relaciones Exteriores.

57 Tabanera, *op. cit.*, 243.

58 El COCM fue reorganizado por el gobierno español en mayo de 1931 y tuvo las misiones de controlar y regular los cobros y pagos con el extranjero y el monopolio del comercio de divisas.

59 AGHMRE. Vol. 1359. Oficio. Madrid, 21 de agosto de 1933. Ministerio español de Estado a Carlos Morla, encargado de negocios chileno.

El cambio que serviría de base para la compensación sería de 100 pesetas igual a 135 pesos chilenos. Los créditos en libras y dólares se convertirían en pesetas al cambio del 16 de diciembre de 1932, pero para los nuevos créditos se aplicaría el canje oficial de ese día. AGHMRE. Vol. 1359. Oficio. Barcelona, 16 de enero de 1933. Cónsul general de Chile en España a Carlos Morla, encargado de negocios chileno.

comenzara las gestiones para conseguir salvar la situación y lograr un nuevo acuerdo⁶⁰.

Al mismo tiempo, la COSACH no había autorizado aún en Chile el pago de las exportaciones españolas, lo que creó malestar por los interesados en España. Por ello, el director de la COCM protestó ante la embajada chilena en Madrid. El directivo español insistió en que el Banco Central de Chile había obligado a su entidad a enviar las listas de los deudores chilenos, lo que había aplazado nuevamente la liquidación de los créditos bloqueados por Chile y causando el desagrado consiguiente. Advertía que el comercio español hacia Chile estaba paralizado, mientras España no le ponía, todavía, ningún obstáculo a la importación de nitrato chileno, actitud que podía cambiar.

A raíz de este encuentro, el encargado de negocios chileno, Carlos Morla, informó a su ministro de Relaciones Exteriores del descontento del COCM y creyó imprudente dar un motivo para limitar o anular la importación del salitre en beneficio de países consumidores de naranjas y otros productos agrícolas españoles, como Alemania y Gran Bretaña, que podrían sustituir a Chile en el abastecimiento con fertilizantes nitrogenados, en un momento en que España tenía dificultades para exportar sus artículos agrarios.

Sobre un nuevo acuerdo, Morla opinó que se debería aplazar el establecimiento de estas negociaciones, en vista de la balanza de pagos, porque España buscaría una compensación que provocaría, por la capacidad de consumo, por parte de Chile, de productos españoles, una reducción de las exportaciones chilenas a España. Por tanto, el funcionario chileno concluyó que lo mejor era facilitar la aplicación del convenio de compensación ya establecido, que aseguraba a Chile, en ese momento, el apoyo de los exportadores españoles, al tiempo que satisfacía los intereses chilenos mínimos de exportación a España, de 5 contra 1⁶¹.

Finalmente, España para presionar y firmar un nuevo compromiso determinó bloquear los créditos chilenos generados por la venta de las mercancías en el mercado español. El encargado chileno de negocios, trató de buscar una solución al problema hablando con los responsables del COCM y la respuesta que obtuvo fue que mientras los créditos españoles estuvieran bloqueados en Chile, en España pasaría lo mismo con los chilenos⁶².

España tomó la iniciativa y su embajada en Santiago propuso en octubre al gobierno chileno una negociación, paralela al acuerdo comercial, para firmar un Convenio Oficial de Compensación Monetaria⁶³. Respecto al

⁶⁰ Tabanera, *ibidem*, 243-244

⁶¹ AGHMRE. Vol. 1360. Oficio. Madrid, 24 de junio de 1933, Carlos Morla a su ministro de Relaciones Exteriores.

⁶² AGHMRE. Vol. 1361. Oficio. Madrid, 8 de julio de 1933. *Idem*.

⁶³ AGHMRE. Vol. 1361. Oficio. Madrid, 21 de octubre de 1933. Carlos Morla a ministro de Relaciones Exteriores, Miguel Cruchaga Tocornal.

tratado comercial, los tres puntos sobre los que España quiso basar su negociación oficial fueron: primero, establecer el porcentaje que habría de quedar bloqueado del importe de las mercancías chilenas importadas a España; segundo, acordar la distribución del importe de este porcentaje; y, tercero, fijar el tipo de cambio⁶⁴.

Las conversaciones se sucedieron en el tiempo encontrándose con el obstáculo de la exigencia del gobierno español de obtener el 50% de las ventas del salitre en España para destinarlas al pago de las exportaciones españolas en Chile⁶⁵. Al final las dos posiciones confluyeron en el acuerdo comercial confidencial y reservado firmado en Madrid el 24 de diciembre de 1933, que rubricaron el ministro de Estado, Leandro Pita Romero, y el encargado chileno de negocios en España, Carlos Morla Lynch⁶⁶.

El convenio entró en vigor el 1° de enero de 1934, y los puntos más importantes fueron que toda la entrada de productos chilenos en España, a excepción del salitre, sería compensada en su totalidad por la de mercancías españolas en Chile; que el 40% de las ventas del nitrato serviría para desbloquear el pago de las mercancías españolas; que el COCM determinaría el orden en el pago de las ventas españolas retenidas en Chile; que los cambios entre el peso y la peseta debían regirse tanto para 1934 como para 1935 según fueran créditos comerciales o privados, con un máximo de 2,5 millones de pesetas en cada uno de los anteriores apartados; y que se autorizaría a los organismos competentes de ambos países la compensación que pudiera darse entre productos de todas clases, incluido el salitre, entre un exportador chileno y otro español⁶⁷.

TABLA 3

Cambio aplicado a las cantidades retenidas según el convenio de 1933		
	Créditos comerciales	Créditos privados
Durante 1934	1,35 pesos = 1 peseta	1,50 pesos = 1 peseta
Durante 1935		1,50 pesos = 1 peseta

Fuente: ANAD. Vol. 3336. Oficio n° 721

A parte de las compensaciones anteriores, el gobierno chileno se comprometió a la adquisición en España del 40% del material ferroviario y naval que comprase en el extranjero durante la vigencia del presente acuerdo,

⁶⁴ AGHMRE. Vol. 1361. Oficio. Madrid, 29 de octubre de 1933. *Idem*.

⁶⁵ AGHMRE. Vol. 1361. Madrid, 31 de diciembre de 1933. Memoria del año 1933 de la embajada en chilena en Madrid redactada por Carlos Morla.

⁶⁶ AGHMRE. Vol. 1361. *Idem*.

⁶⁷ ANAD. Vol. 3336. Oficio n° 721. Madrid 23 de diciembre de 1933. Carlos Morla, representante chileno en España, a Leandro Pita Romero, ministro de Estado.

a base de una igualdad de precios y calidades, y siempre que su importe no excediera del total disponible de las cantidades retenidas para la nivelación. El Estado español por su parte, declaró su propósito de no adoptar medidas que restringieran la importación del salitre en España. Sin embargo, en el caso que se viera obligado, concedería a Chile un trato igual al que se otorgase a otro país en la importación de los productos nitrogenados que se destinase como abonos. La duración del convenio se fijó en dos años a partir de su aplicación en enero de 1934, debiendo denunciarse con una antelación de 6 meses y siendo prorrogable, en caso de no hacerlo, por un año más⁶⁸.

El tratado se complementó con otras compensaciones de Chile a España como contrapartida a las ventajas conferidas por las autoridades españolas en el mencionado convenio. De esta manera, se concedió una reducción arancelaria del 50% al aceite de oliva y a las conservas de sardina, además de garantizar a España la compra del 80% del total de estos dos productos que importase⁶⁹.

Sobre esto último Nuria Tabanera opina que no se cumplió el compromiso chileno de dar ventajas aduaneras a los dos productos españoles porque no se consideró que el arancel del aceite de oliva estuviera dentro de un grupo único para todos los aceites comestibles que fueron mucho más baratos y del gusto de los chilenos. En cuanto a las conservas de sardinas, el convenio fijó la rebaja arancelaria a las que no tenían espinas, mientras la mayor parte de las exportaciones españolas eran de este tipo⁷⁰.

Por tanto, este acuerdo no tuvo ninguna ventaja para las exportaciones españolas y fue un fracaso para España puesto que se renunció a una nivelación de la balanza comercial a cambio sólo de un 40% de los beneficios del salitre. Por el contrario, los negociadores chilenos consiguieron que durante dos años el salitre siguiera entrando en el mercado español sin ninguna traba.

El descontento de España se hizo pronto evidente y en marzo de 1935 el gobierno español paralizó el pacto suscrito con Chile en diciembre de 1933 proponiendo firmar otro por considerarlo negativo para sus intereses. Las autoridades chilenas aceptaron comenzar las negociaciones y Santiago se convirtió en el centro de las discusiones. La idea chilena fue negociar un nuevo convenio de compensaciones y otro de carácter comercial para normalizar los intercambios entre ambas naciones⁷¹.

⁶⁸ AGHMRE. Vol. 1361. Oficio confidencial y reservado. Madrid, 23 de diciembre de 1933. Carlos Morla a ministro español de Estado, Leandro Pita Romero.

⁶⁹ ANAD. Vol. 3336. Oficio n° 722. Madrid 23 de diciembre de 1933. Carlos Morla, representante chileno en España, a Leandro Pita Romero, ministro de Estado.

⁷⁰ Tabanera, *ibidem*, 244-245.

⁷¹ AGHMRE. Vol. 1462. Oficios confidenciales. Madrid, 12 de marzo de 1935, Aurelio Núñez Morgado a su ministro de Relaciones Exteriores.

Pero el tiempo pasaba y el desacuerdo del Ejecutivo español provocó que en el mes de junio su embajador en Santiago “denunciara” de forma oficial el Tratado de Comercio y Compensaciones suscrito en Madrid en diciembre de 1933. Y, por tanto, planteó la necesidad de pactar un nuevo Convenio para que entrara en vigor a partir del 1 de enero de 1936⁷².

De este modo, comenzaron las negociaciones del nuevo acuerdo en la capital chilena que contemplarían los intereses de los dos países. Mientras tanto, durante 1935 continuó en vigencia el Convenio Comercial de 19 de diciembre de 1932. Las conversaciones continuaron hasta que se vieron paralizadas como consecuencia del golpe militar encabezado por el general Franco en julio de 1936 en España y que originó el inicio de la Guerra. Al parecer, las posturas estuvieron muy cercanas y el embajador español en Chile, Rodrigo Soriano, envió unos días antes de la sublevación militar un proyecto de acuerdo que había negociado con las autoridades chilenas y al que sólo faltaba el visto bueno del Ejecutivo español⁷³.

Conclusiones

Las relaciones hispano-chilenas durante la década de 1930 estuvieron condicionadas por los efectos de la Depresión de 1929 y la política interna en ambos países. El gobierno chileno estuvo muy pendiente de los avatares políticos que se estaban llevando en España tras la caída de la dictadura de Primo de Rivera, con la que había tenido unas magníficas relaciones. Al instaurarse la República Española, Chile tardó tres días en reconocer al nuevo régimen. La tardanza se debió a las pocas simpatías que había hacia los nuevos postulados de los dirigentes españoles que anunciaban reformas en el ejército, en la propiedad de la tierra y en las relaciones con la iglesia.

Asimismo, la opinión pública chilena estuvo muy pendiente de los acontecimientos de España y la colonia española en el país andino vivió con especial implicación la división ideológica de su patria. El Ejecutivo de Ibáñez del Campo, después de expresar oficialmente el mantenimiento de las relaciones entre los dos países para no perjudicar al comercio del salitre, pretendió retirar a su embajador pero no se llevó a cabo inmediatamente por la actitud personal del representante chileno en Madrid.

La crisis económica afectó a los servicios exteriores de los dos países. Desde 1933 el encargado de negocios se hizo cargo de la embajada chilena en Madrid después de la marcha del embajador por decisión de su gobierno. Por el contrario, España siempre contó con un embajador en Santiago y mantuvo los fondos asignados a su legación en Chile hasta 1935 que los redujo

⁷² AGHMRE. Vol. 1463. Oficio confidencial n° 10. Santiago, 28 de junio de 1935. Ministerio de Relaciones Exteriores a su embajador en Madrid.

⁷³ Tabanera, *op cit.*, 245.

significativamente. Se aprecia, por tanto, que el mandato de la Constitución española de 1931 de tener una política exterior orientada hacia Iberoamérica caló entre los ejecutivos españoles, mientras los perjuicios ideológicos y los problemas económicos pesaron más entre los chilenos.

En el ámbito diplomático, el acercamiento más importante se dio sin duda en los apoyos mutuos en la Sociedad de Naciones a la hora de conseguir los objetivos de uno y otro país. En este sentido, sin duda se tuvo en cuenta la lealtad que las dos naciones tuvieron tradicionalmente en el seno del organismo internacional desde la década anterior.

Pero, lo más relevante en las relaciones bilaterales durante los años 30 lo encontramos en los acuerdos comerciales que establecieron porcentajes de compensación a España en función de las importaciones de salitre. De esta manera, Chile hizo una serie de concesiones para nivelar la balanza que en los años anteriores negaba por la bonanza económica que gozaba.

El acuerdo de 1932 trató de vencer las duras trabas del país andino para equilibrar la balanza comercial deficitaria para España, debido a las considerables compras que hacía de salitre chileno. Se consiguió que el 20% de los beneficios de la venta del fertilizante se destinara a compensar el cobro de las exportaciones españolas en Chile, pero no se estipuló nada sobre los capitales de los rentistas españoles, que no se pudieron acoger al cambio oficial que se acordó para los antiguos créditos bloqueados. Posteriormente, la elevación de los derechos aduaneros y la competencia de los productos franceses en Chile hicieron que durante todo el período España solicitara la firma de un tratado aceptable desde su punto de vista, porque el firmado en 1933 a pesar de lograr una compensación del 40% tampoco fue satisfactorio para los intereses españoles en el desarrollo del mismo.

Para terminar no podemos dejar de mencionar que la Guerra Civil española alteró las relaciones bilaterales a partir de 1936 en los distintos ámbitos de actuación pero tratar este asunto trasciende las pretensiones de este trabajo.

Juan Luis CARRELLÁN RUIZ
Universidad de Huelva (Espagne)
jluis.carrellan@dhis2.uhu.es

Fuentes y bibliografía

Fuentes

Archivo General Histórico del Ministerio de Relaciones Exteriores, Santiago: Fondo Histórico.

Archivo Nacional de la Administración, Santiago: Fondo Ministerio de Relaciones exteriores.

Estadística(s) General del Comercio Exterior de España. Madrid: Dirección General de Aduanas, 1900-1936.

Bibliografía

ALGUACIL CUENCA, Pedro, “España: de la Sociedad de Naciones a Naciones Unidas”, *Anales de Derecho* (nº 24), Murcia: Universidad de Murcia, 2006.

ALMONACID ZAPATA, Fabián, “Españoles en Chile: reacciones de la colectividad frente a la República, Guerra Civil y Franquismo (1931-1940)”, *Revista Complutense de Historia de América*, Vol. 30, Universidad Complutense, Madrid, 2004, p. 149-185.

BARROS, Mario, *Historia diplomática de Chile (1541-1938)*, Barcelona: Ariel, 1970.

BENAVIDES, Leandro, *La política económica de la Segunda República*. Madrid: Guadiana, 1972.

BERDAH, Jean-François, *La democracia asesinada: la República Española y las grandes potencias 1931-1939*, Barcelona: Crítica, 2002.

CARRELLÁN RUIZ, Juan Luis, “Las relaciones de dos regímenes autoritarios: España y Chile durante los gobiernos de Primo de Rivera e Ibáñez del Campo”: *Revista de Historia Social y de las Mentalidades* (nº 14), Vol. 1, Universidad de Santiago de Chile, Santiago, 2010, p. 41-65.

CARRELLÁN RUIZ, Juan Luis, “Las relaciones entre España y Chile (1902-1931): los contactos militares”: *Nuevos horizontes del pasado: culturas políticas, identidades y formas de representación*, X Congreso de la Asociación de Historia Contemporánea celebrado en Santander 16-17 de septiembre de 2010, en prensa.

COUYOUMDJAM, Juan Ricardo, “El alto comercio de Valparaíso y las grandes casas extranjeras, 1880-1930. Una aproximación”, *Historia*, Vol. 33, Santiago: Pontificia Universidad Católica de Chile, 2000.

GIL PECHARROMÁN, Julio, *La Segunda República*, Madrid: Albor Libros, 2005.

HERNÁNDEZ ANDREU, Juan, “Depresión estructural, comercio exterior y fuerzas monetarias en España, 1925-1935”, *Revista de Historia Económica* (año I), nº 2, Madrid: Universidad Carlos III, 1983.

- PEREZ GIL, Luis V., “Reconocimiento, intereses económicos y la República española”, *Anales de la Facultad de Derecho* (nº 19), La Laguna: Universidad de La Laguna, 2002.
- TABANERA, Nuria, “Las dotaciones presupuestarias de la Segunda República española en Hispanoamérica, 1931-1936: embajadas, legaciones y consulados”, *Quinto Centenario* (nº 14), Madrid: Universidad Complutense, 1988.
- TABANERA, Nuria, *Ilusiones y desencuentros: la acción diplomática republicana en Hispanoamérica (1931-1939)*, Madrid: CEDEAL, 1996.
- VILLALOBOS, Sergio, *Historia de Chile*, tomo 4, Santiago: Editorial Universitaria, 1991.

*Desempolvando el libro de familia: intelectuales chilenos ante la Guerra civil española**

“Hoy, más que nunca, Madre España,
eres nuestra para siempre”.
Ricardo Puelma L.

MÁS ALLÁ DE LOS HILOS SANGUÍNEOS, el parentesco es una cuestión de afinidad o empatía. En los años treinta del siglo XX, hace ya mucho tiempo que los pueblos hispanoamericanos se han desembarazado del yugo de la “desnaturalizada madrastra”, como calificara a España Simón Bolívar en su “Carta de Jamaica”. Tan sólo unos años antes, en 1927, Guillermo de la Torre había iniciado la polémica con su artículo “Madrid, meridiano intelectual de Hispanoamérica”¹, pretendiendo una preponderancia española que estaba muy alejada de la realidad. Es Federico García Lorca, modelo de intelectual de una nueva España, moderna y más fraternal que paternalista, quien va reestableciendo los lazos a raíz de sus viajes a Cuba (1930) y Argentina y Uruguay (1933-34). La llegada de la República a España también permite que sea mirada con otros ojos desde la orilla opuesta del Atlántico, donde la monarquía comportaba todavía un recuerdo imperialista demasiado presente. Sin embargo, el estallido de la Guerra Civil española es definitivo para que gran parte de Latinoamérica, asociada a uno u otro bando, vuelva a sentirse heredera orgullosa de la que fuera su antigua colonizadora.

1. Políticas cruzadas: Asilo diplomático y Frente Popular

Resulta interesante comparar la situación de Chile y España en el plano político durante este período. Ambos países sufren cruces de gobierno de

* Este trabajo ha sido posible gracias a la beca FPU concedida por el Ministerio de Educación (AP2009-1821).

¹ Para profundizar en el tema, resulta imprescindible la obra de Carmen Alemany (1998).

signos opuestos, lo cual provoca no pocas tensiones entre los dos. El Frente Popular español, con Azaña como dirigente, llega al poder con las elecciones de febrero de 1936, cuando en Chile gobierna Arturo Alessandri Palma, de ideología bien diferente. En cambio, cuando el Frente Popular chileno gana las elecciones en octubre de 1938, con Pedro Aguirre Cerda a la cabeza, la Guerra Civil española está muy avanzada y pronto Franco la ganará definitivamente.

Esta alternancia de gobiernos a paso cambiado será la culpable, entre otras razones, del gran conflicto diplomático que surge entre Chile y España a raíz de la guerra: la cuestión de los refugiados en la Embajada chilena en Madrid². Desde los primeros momentos del enfrentamiento, la Embajada de Chile ejerció el derecho de asilo para acoger en sus legaciones a todos aquellos que consideraran su vida en peligro por motivos políticos; se estima que llegaron a albergarse hasta 1500 personas (Garay Vera, 2000: 149). Evidentemente, en el Madrid republicano, fueron en su mayoría los afines a los insurgentes los que se protegieron bajo la bandera chilena, provocando la enemistad del gobierno español, que no veía con buenos ojos lo que consideraba una intromisión inaceptable y un nido de quintacolumnistas, y la suspicacia de los nacionales, que nunca mostraron demasiado interés por el asunto. Acabada la contienda, se volvieron las tornas y fueron los partidarios de la República los amparados en el pabellón sudamericano, aunque su número no fue, ni mucho menos, tan elevado.

Las tensiones respecto al asilo diplomático se reproducen también en la prensa chilena. El diario *El Mercurio* comienza defendiéndolo, en artículos como el de Ricardo Montaner Bello, quien afirma lo siguiente: “Si la razón de todo derecho es la utilidad que reporta al hombre, este es uno de los más calificados y de base más indiscutible, porque va directamente a la salvación de la vida humana y al ahorro de su sangre” (*El Mercurio*, 23-X-36). Su postura se ve reforzada con la célebre carta que escribe desde París Gregorio Marañón en enero de 1937 a Agustín Edwards, en la que defiende que las embajadas son en su mayoría refugio de elementos peligrosos de la izquierda. A partir de ahí, tanto desde las editoriales como desde la tribuna de Alberto Mackenna Subercaseaux, *El Mercurio* pasa al ataque con virulencia: “En las Embajadas de Madrid apenas hay unos cuantos asilados derechistas; todos los demás son izquierdistas y, entre ellos, hay muchos de los que han allegado combustible para encender la gran hoguera” (Mackenna, *El Mercurio*, 19-II-37). Mientras tanto, la izquierda normalmente criticó el asilo con dureza. Según Neruda, el asilo era consecuencia “de una ley inventada en 1936, según la cual 6 ó 7 mil

² Es este un asunto de sobra conocido, estudiado, entre otros, por Garay Vera (2000) o Pablo Sapag (2002) y tratado en los libros testimoniales de sus protagonistas: Aurelio Núñez Morgado (1941), Carlos Morla Lynch (1939) y, tangencialmente, Luis Enrique Délano (1937 y 1970).

personas se alimentaban con productos traídos del exterior, mientras el pueblo de Madrid moría de hambre y metralla (Garay Vera 2000: 146).

Por otra parte, la constitución del Frente Popular en Chile, siguiendo el modelo francés y español, se recibe con alborozo desde la izquierda y con temor en la derecha. Incluso se crea un diario con el nombre de *Frente Popular* bajo la órbita del Partido Comunista chileno. En él se expresan los intelectuales de izquierda, como Vicente Huidobro, que defiende sin ambages la nueva coalición:

El Frente Popular representa la única puerta de salida de tal estado de miseria humana. El Frente Popular nació de la desesperación de todo un pueblo. Nació de la última energía de un pueblo al borde del abismo, de la voluntad de vivir de un pueblo en estado agónico.

Así votar por el Frente Popular es votar por la vida, contra la muerte

(Frente Popular, 3-III-37).

También la poeta Winett de Rokha publica en las mismas páginas un poema que representa los anhelos que despierta el Frente Popular en todo el círculo intelectual antifascista: “Canto al Frente Popular / bandera que flamea en todos los ámbitos del mundo, / océano alegre que aturde, / penacho de esperanza con plumas rojas en la frente” (*Frente Popular*, 19-VI-37).

Como es lógico, los intelectuales de la derecha no mostrarán las mismas simpatías ante este grupo político, utilizando para denostarlo el ejemplo español. Orrego Barros, desde la trinchera opuesta de *El Mercurio*, comenta: “¿Qué ha hecho con España el Frente Popular? La ha disgregado, anarquizado, la tiene sangrando... [...] ¡Y todo esto en cuán poco tiempo! [...] Después de tan trágicos ensayos de gobierno de Frente Popular, ¿iremos también nosotros a ensayarlo?” (*El Mercurio*, 28-VII-36).

2. Metamorfosis del canon: España en la poesía

La Guerra Civil española es un temblor que sacude el mundo y no deja lugar a la indiferencia: la partida que allí se juega es universal. La derecha cierra filas en torno a los sublevados, asustada ante la expansión del comunismo, el fantasma que recorre Europa y que ha penetrado en América Latina. El general Franco es el salvador, el don Pelayo del siglo XX que hace la guerra para reconquistar su país, vendido a los Soviets y la anarquía, y cuyo ejemplo de patriotismo debe servir al resto de las naciones. Mientras tanto, la izquierda se identifica con la República, con la nueva generación de brillantes escritores españoles que están con el pueblo, un pueblo que pelea heroicamente contra las hordas de militares para defender los derechos que han conquistado en los últimos años; España (para ellos sólo hay una España verdadera) combate al fascismo en nombre del mundo entero, y el mundo entero está implicado en la lucha.

Así lo interpretó la inmensa mayoría de los escritores chilenos, alineados con la República, quienes, a raíz de la muerte de Federico García Lorca y de las noticias que iban llegando de la otra orilla del Atlántico, vieron transformarse su poética. Es de sobra conocido el caso de Pablo Neruda, que había pasado de cultivar la poesía hermética e innovadora de *Residencia en la tierra* (1935) al abrazo indiscutible de la poesía de combate de *España en el corazón* (1937), continuada después en el *Canto General* (1950). Después del aislamiento, la incomunicación y la angustia de su paso por Oriente, llegar a Madrid y ser recibido por los brillantes escritores de la Generación del 27, que lo aprecian como amigo y como poeta, supone uno de los mayores momentos de comunión en su vida. La destrucción de todo esto que causa la guerra destruye también su afán vanguardista, sepultado por el nuevo verso empuñado firmemente como un arma. Esta metamorfosis la explicita en su célebre poema “Explico algunas cosas”:³

Preguntaréis por qué su poesía
no nos habla del sueño, de las hojas,
de los grandes volcanes de su país natal?
[...]
Venid a ver la sangre por las calles,
venid a ver
la sangre por las calles,
venid a ver la sangre
por las calles!
(Neruda, 2005: 371)

Después, en sus memorias, afirmaría que “no ha habido en la historia intelectual una esencia tan fértil para los poetas como la guerra española. La sangre española ejerció un magnetismo que hizo temblar la poesía de una gran época” (Neruda, 1999: 146). La transformación del canon literario chileno como consecuencia de la Guerra Civil española se puede observar a través del ejemplo claro que constituyen las antologías poéticas de esos años. En 1935, tan sólo un año antes del estallido del conflicto, aparece la *Antología de poesía chilena nueva*, preparada por los jóvenes Volodia Teitelboim y Eduardo Anguita⁴. Allí aparecen diez autores presentados como los renovadores de la

³ En julio de 1937, había aparecido una versión primitiva de este poema en la revista *El mono azul* con el título “Es así”.

⁴ Alone, el crítico literario más influyente de la época, los desacredita duramente en su “Crónica literaria” de *La Nación* (28-IV-35), calificándolos de “preciosos ridículos” y afirmando que “estos jóvenes se aseguran con bastante anticipación su inmortalidad” (Anguita y Teitelboim recogen parte del testimonio en unos textos que se incluyen en la reedición de la antología en 2001: 5, 13). Además, el asunto de las inclusiones y exclusiones también suscita enfrentamientos. Por un lado, se produce una gran disputa entre los tres grandes poetas de la antología (Huidobro, Neruda, De Rokha), conocidos por las tensas relaciones existentes entre ellos. Por otro lado, se cuestiona la ausencia de Gabriela Mistral, premiada con el Nobel diez años después. Tampoco están incluidos Gonzalo Rojas o Nicanor Parra, autores prácticamente contemporáneos a los antólogos y enormemente trascendentes *a posteriori*, pero debe pensarse que en estas fechas todavía su poesía no se ha dado a conocer (Parra sí estará en las dos siguientes antologías: *8 nuevos poetas chilenos*, de 1939, y *Tres poetas chilenos*, de 1942).

poesía, “los nuevos heterodoxos que se alzan contra los cánones del novecientos” (Anguita y Teitelboim, 1991: 21). Se trata de una muestra de poesía de vanguardia (esencialmente surrealista y creacionista, como afirma Óscar Galindo, 2006), fuertemente rupturista, organizada en torno a la figura de Vicente Huidobro, el gran renovador del momento⁵.

A comienzos de 1937 la editorial Panorama publica en Santiago la antología *Madre España*, que reúne versos de veinte poetas. El horizonte poético se ha transformado completamente en unos meses, y ahora el gran objetivo no es la experimentación en la forma, como propugnaban los antólogos de 1935, sino la defensa de los ideales del pueblo español inmerso en plena Guerra Civil, posicionándose del lado del bando republicano. De los diez poetas del año 35, siete reaparecen, reconvertidos, en esta antología (Ángel Cruchaga de Santa María, Humberto Díaz Casanueva y Omar Cáceres son los ausentes).

Ya se pone de manifiesto la subversión de las relaciones de Hispanoamericana con España desde el mismo título, recuperando el vínculo materno-filial⁶. En el prólogo “Nuestra deuda con España”, Gerardo Seguel habla de la “cita de conciencia” (Soto, 1996: 49)⁷ que supone el conflicto bélico para los escritores e intelectuales y de cómo estos ofrecen un ejemplo al resto del mundo:

Por estas actitudes ejemplares; por reivindicar ante la sociedad los méritos de la cultura y de sus hombres, los intelectuales chilenos, somos, una vez más, deudores de España. Ante la presencia dramática de las llamas de Madrid, del humo que brota de Guadarrama y de los estampidos de Asturias, Vascongadas y Aragón, juremos manifestarnos siempre como sus más dignos herederos (50).

De la antología de 1935, Huidobro es el primero que reaparece con su poema “Gloria y sangre”. Se trata de un texto que no tiene ninguna relación con su poesía anterior. Mantiene un tono esperanzado y de alabanza hacia España, hablando de la “luz interior que nada puede apagar”, de la “alegría de inmensa

⁵ Los otros nueve autores son: Ángel Cruchaga Santa María, Pablo de Rokha, Juvencio Valle, Rosamel del Valle, Pablo Neruda, Humberto Díaz Casanueva, Omar Cáceres, Eduardo Anguita y Volodia Teitelboim.

⁶ Resulta especialmente interesante el epílogo de María Zambrano, en el que afirma: “Es necesaria y más que nunca la poesía y por eso es que brota entre vosotros, hermanos chilenos que contribuísteis así a la lucha de España acompañándola, dándole vuestra voz de amor y de esperanza, de *afirmación filial* en instantes en que sus *entrañas maternas* sufren la agonía de la vida creadora” (Zambrano, 1996: 96, la cursiva es mía). La presencia de María Zambrano en Chile, acompañando a su marido (diplomático de España en Santiago), fue fundamental para desequilibrar la balanza de los intelectuales chilenos a favor de la República. Además de su contribución a esta antología (y al *Romancero de la guerra española*, 1937), publicó en Santiago su libro *Los intelectuales en el drama de España*. A su marcha del país, Pablo de Rokha despedirá a Zambrano y su marido desde las páginas de *La Opinión* y hablará de ella como “la intelectual espartana, la mujer pueblo con antigüedad y autoridad de masas” (*La Opinión*, 9-V-37).

⁷ Todas las citas remiten a la reedición de la antología preparada por Hernán Soto (reseñada en bibliografía), que además incluye textos complementarios de otros autores, como poemas y testimonios en prosa.

alumbradora”, o de su “heroísmo”, mientras que los pueblos hispanoamericanos lloran “de orgullo repentino”. El poema defiende el renacimiento de un hombre nuevo, fortalecido por el dolor y la victoria: “Hombre del porvenir naciendo en llamaradas // He ahí la ruta que sube hacia el milagro / He ahí un planeta empujado por hombres hacia el amanecer” (52-4).

Resulta sorprendente la diferencia con los poemas anteriores a esta fecha, como *Ecuatorial* o *Altazor*. Del poder creador de mundos del que gozaba su poesía, ahora ésta desciende a la tierra para hablar de y luchar contra hechos concretos, con un lenguaje y unas imágenes sencillas, aptas para todo el mundo. Destaca (en este poema, y en la mayoría de los incluidos en la antología) la utilización de la anáfora como recurso característico de las retóricas revolucionarias o las arengas políticas, cuyo discurso va a dominar toda la poesía de combate: “Déjanos llorar los muertos que tú cantas y te cantan / Déjanos llorar el derrumbe de los huesos”.

No obstante, hay que señalar la existencia de una figura que sobrevuela todo el libro: el poeta español Federico García Lorca. A él se dedica la antología (“A Federico García Lorca. El poeta asesinado en Granada por los fascistas. Identificamos con su nombre nuestro Homenaje a España”, 47), además de tres poemas: el de Carlos Préndez Saldías, el de Hernán Cañas y el de Robinson Gaete. Como se puede apreciar, su asesinato causa una enorme conmoción en el pueblo chileno⁸, que tan unido se siente al poeta español, y comienza a movilizarse políticamente a raíz de su desaparición.

Convertido en mártir, Lorca es el símbolo de las atrocidades del fascismo contra la heroica España republicana. Tan sólo en Chile, se escriben decenas y decenas de poemas y textos de homenaje al escritor andaluz; todos ellos poemas laudatorios, teñidos de una honda melancolía por su muerte. Sin embargo, el texto más significativo de todos ellos no sea probablemente un poema, sino las palabras que pronuncia Pablo Neruda en una conmovedora conferencia, recogidas después en la revista *Hora de España*:

Comprendedme y comprended que nosotros, los poetas de América Española y los poetas de España, no olvidaremos ni perdonaremos nunca el asesinato de quien consideramos el más grande entre nosotros, el ángel de este momento de nuestra lengua. Y perdonadme que de todos los dolores de España os recuerde sólo la vida y la muerte de un poeta. Es que nosotros no podremos nunca olvidar este crimen, ni perdonarlo. No lo olvidaremos ni lo perdonaremos nunca. Nunca.

(*Hora de España*, n° 3, marzo de 1937, p. 77-8)

3. Españoles en Chile: Marañoñ y Unamuno.

Si Lorca es el mártir, el genio, la figura inmarcesible que une a toda la izquierda, en el otro extremo están los “traidores”: Gregorio Marañoñ y

⁸ Incluso, el poema de Pablo Neruda, “Canto a las madres de los milicianos muertos”, está escrito poco después de la muerte de Lorca, lo que obliga a pensar que este acontecimiento fuera el detonante.

Miguel de Unamuno. En los meses de marzo y abril de 1937, Marañón realiza un viaje al Cono Sur (Uruguay, Chile y Argentina), donde es recibido con pasión y considerado héroe y villano por unos o por otros. No hay que olvidar que el médico e intelectual madrileño había sido uno de los “padres de la República” al firmar en 1931, junto a Ortega y Pérez de Ayala, el manifiesto *Al Servicio de la República*. No obstante, en las Navidades de 1936 abandona Madrid y se pone a salvo en Francia, donde reniega de su pasado republicano: “He sido engañado. Me he equivocado. Salvo algunos católicos modernistas, todos los intelectuales de España hablan como yo, han tenido que huir como yo de la España republicana para salvar su vida” (Trapiello, 2010: 176). Cambio de cromos: nuevo fichaje para los nacionales y nuevo enemigo para los republicanos, que le respondieron en la prensa con un comunicado firmado por Machado, Benavente o León Felipe, entre otros.

La polémica se mantiene igual de encendida en Chile. *El Mercurio* se apoya en la autoridad de Marañón para defender la postura oficial de su gobierno en relación con el derecho de asilo. Del mismo modo, elogia la decisión de Gabriel Terra, mandatario de Uruguay, de invitar a Gregorio Marañón a dar conferencias a su país. Si la izquierda habla desde este momento de defección, la derecha tiene ahora su figura emblemática, a la que no escamita panegíricos:

Si América quiere pagar la deuda que tiene contraída con el pueblo que le dio su sangre y su lengua, que proteja a aquellos de sus hijos eminentes que hoy vagan por el mundo a la espera de la restauración de un estado de cosas que les permita seguir trabajando en suelo propio para bienestar del mundo entero y para mayor gloria de la raza.

(*El Mercurio*, 3-II-37)

Al mes siguiente, cuando Marañón se encuentra ya en suelo chileno, Rafael Maluenda censura la oposición a Marañón por parte de los jóvenes estudiantes chilenos, “impetuosos y arbitrarios” (*El Mercurio*, 28-III-37). Meses después, Alberto Mackenna Subercaseaux se apoyará en Marañón y su arrepentimiento como ejemplo de la posición que se debe tomar ante las atrocidades y la destrucción de la cultura que lleva a cabo la República: “Marañón, al contemplar las matanzas en masas en Madrid, al ver su valiosísima biblioteca, rica en preciosos incunables y su galería de Grecos, de Goyas, del divino Morales, de Murillos, devorados por el fuego o arrojados al Tajo, exclamó horrorizado: ¡Ah! no es esto lo que nosotros pensábamos...!” (*El Mercurio*, 15-XI-37).

En la otra trinchera, Neruda lo denomina “traidor profesional” (*Nuestra España*, 9-III-37). Lorenzo Domínguez, importante escultor chileno que había estudiado Medicina en Madrid con Marañón como profesor, lo increpa desde su condición de discípulo, obligándolo a posicionarse abiertamente, sin

tapujos, a favor de “los carceleros de la inteligencia, los asesinos de García Lorca” (*Frente Popular*, 23-III-37). El fondo del discurso de Pablo de Rokha es el mismo, aunque sus maneras son mucho más agresivas:

He ahí, entonces, cómo, cara a cara al drama estupendo de la masa humana de España —el signo de hombría y heroísmo y grandeza más alto de todos los tiempos, frente al cual se está orgulloso de ser hombre—, el hombre Gregorio Marañón tiembla y se evade, elude la gran responsabilidad que le asigna la historia, por haber estado jugando, tantos años, en los altos estadios de la agonía intelectualista, sin vocación, por snobismo y por oportunismo.

(*Frente Popular*, 22-III-37)

Vicente Huidobro, en su artículo “La tragedia de Marañón”, comienza rebajando su calidad de científico para considerarlo “un simple divulgador de segundo o tercer plano” (*La Opinión*, 25-III-37). Después, pinta un itinerario en el que es despreciado y ridiculizado por todos los lugares por los que pasa: París, Uruguay, Argentina, Chile (lo cual no es del todo cierto, porque, como vemos, hay una división entre el rechazo y la pasión). Su vanidad lo ha traicionado y Huidobro lo condena al ostracismo: “No le queda otra cosa que cavarse una cueva bien profunda y enterrarse adentro. Huir de las miradas de los hombres y de la conciencia universal”.

El caso de Miguel de Unamuno es diferente: mientras la izquierda lo incluye en el bando contrario, la derecha prefiere ignorarlo y no se apropia de él como hiciera con Marañón, sino que lo castiga con el silencio. Esto se debe a los avatares vitales de Unamuno: alineado al principio junto a los militares, los únicos que, para él, podían salvar a España, se enfrentó más tarde a ellos en los últimos momentos de su vida. En un acto memorable del Paraninfo de la Universidad de Salamanca el 12 de octubre de 1936, desafió y llamó inválido al furibundo mutilado Millán Astray, discurso del que ha quedado el célebre “Venceréis, pero no convenceréis”. Repudiado por todos, y aislado en su casa hasta su muerte, el último día del año 1936, recibe la desaprobación de todo el mundo.

Es posible que la historia de lo sucedido en el Paraninfo de Salamanca, al menos tal y como se conoce hoy día, tardara en llegar a Chile; pero sobre todo es probable que, de haberlo hecho, no hubiera sido suficiente para redimir la figura del intelectual bilbaíno. Ricardo A. Latcham es uno de los primeros en hablar del “contradictorio Unamuno” (*Frente Popular*, 3-X-36). Una de las críticas más duras que recibe es la de Augusto D’Halmar, quien, haciendo un juego de palabras con la obra de Unamuno, lo califica de “todo menos un hombre”. Acepta su obra pero condena su vida, pues ya es el impostor, el “Tartufo”: “Y si se quiere traducir al castellano el nombre de Tartufo, se le llamará Unamuno, o el nihilista ignaciano” (*La Hora*, 21-IX-36).

Para denostarlo, lo más eficaz es la contraposición a Lorca, cuyo blanco puro no admite comparación:

En estos dos tipos, Unamuno y García Lorca, uno de la generación llamada “del 900”, otro de la de 1930, están representadas las dos opuestas Españas: la negra, de una larga noche, y la roja, de un día que no ha de tener término. ¡Que se cierren nuestros ojos al grato calor de su luz!

No queda muy atrás el juicio de Pablo de Rokha, siempre incisivo, para quien el “héroe del narcisismo literario” es el ejemplo de traidor con quien comparará después a Marañón. En esta ocasión, lo acusa de egocentrismo al no comprender la voz del pueblo, pues con él, con las masas y no en el templo vacío de la cátedra, es con quien debe estar el intelectual, piensa de Rokha: “Por eso no comprendió al pueblo, no comprendió a nadie, y no se comprendió, porque comprender es aceptar la posibilidad de que existe algo que no somos nosotros –la sociedad–, y de que de tal entidad interdepende esta existencia nuestra” (*Frente Popular*, 15-II-37).

En *La Opinión*, aparece el 26 de diciembre de 1936 un artículo firmado por el poeta peruano César Vallejo con el título “Los intelectuales españoles ante la insurrección fascista”. Tras enumerar la lista de intelectuales “al servicio del pueblo” (entre los que todavía se encuentra Marañón, quien aún no ha dado la espantada), se centra en el caso de Unamuno. Vallejo considera que Unamuno es consciente de la justicia de la causa republicana, pero su temperamento le impide reconocerlo, lo cual lo revela como “traidor” e “inmoral”: “La postura fascista de Unamuno resulta, por lo demás, fácil de explicarse: no hay hombre más partidario de caudillos y tiranos que el hombre débil, el DESEXE, el pelele sin vértebra ni sostén propio.” Para cerrar su artículo, recurre una vez más al contraste con Lorca:

Y yendo al fondo de la obra de Unamuno –accesible hasta ahora únicamente a una minoría letrada– mucho tememos que ella tenga, en definitiva, suerte contraria a la de Federico García Lorca, verbigracia, cuyos versos geniales se han recitado siempre y seguirán recitándose - mañana más que nunca, cuando crezca su figura de héroe caído en las filas de este ejército del pueblo al que Unamuno ha insultado y calumniado...

Al día siguiente, Huidobro responde a Vallejo en las páginas del mismo diario. En realidad, se expresa en términos muy similares, con lo que, más que de una réplica, se trata de una corroboración y, conociendo el estrambótico carácter de Huidobro, una manifestación de su afán de protagonismo. A pesar de que la argumentación parece en principio más amable que la de su compañero peruano, el fondo de la crítica es acaso más destructivo, pues ni siquiera rescata la obra de Unamuno: “En don Miguel, más que la obra misma, lo que nos interesaba era el hombre, la calidad de hombre, la pasión de hombre que creíamos había en él”. Al derrumbarse también su figura

humana, nada queda del intelectual español: “Al venir los momentos graves, al presentarse de repente la hora decisiva, el niño caprichoso no supo elegir su camino. Por eso Unamuno es para nosotros el primer muerto de la revolución española”. Curiosamente, tan sólo cuatro días después Unamuno moría realmente en su casa de Salamanca.

4. Chilenos en España: Romero, Huidobro, Neruda

Un acontecimiento fundamental para comprender la nueva relación intelectual y afectiva que une a España con los países hispanoamericanos (en este caso, Chile), es la celebración del IIº Congreso Internacional de Escritores para la Defensa de la Cultura (conocido como Congreso de Escritores Antifascistas) en el mes de julio de 1937 en Valencia, Madrid, Barcelona y París. En 1935, se había celebrado el primer encuentro en París, con el acuerdo de llevar a cabo el siguiente en España; la guerra no impidió su perfecto desarrollo, lo que supuso un golpe propagandístico de la República. Allí se reunieron más de cien escritores, pero, como señala Niall Binns, “brillaba sobre todo la calidad y la cantidad de los hispanoamericanos” (Binns, 2004: 32). Se puede destacar, entre otros, al mexicano Octavio Paz, el peruano César Vallejo, los cubanos Nicolás Guillén y Alejo Carpentier, o el argentino Raúl González Tuñón.

En cuanto a Chile, son tres los escritores que asisten al Congreso: Pablo Neruda, Vicente Huidobro y Alberto Romero. Este último, discreto entre los dos astros, desempeña un papel secundario en el marco del Congreso. No queda constancia de ninguna ponencia, pero a cambio publica a su regreso a Chile un libro testimonial, *España está un poco mal*, donde relata su experiencia española desde un punto de vista marginal: “Romero nunca pierde la conciencia de estar de paso, de ser un viajero que llega de afuera y observa, sabiéndose distinto y otro” (Martínez Gómez, 2007: 119). Ya antes de su viaje, en una entrevista concedida a la revista *Ercilla*, reconoce la fuerte conexión entre América Latina y la Madre Patria:

No hay que olvidar que nosotros, los de América, estamos íntimamente ligados con España y que su angustia es también nuestra. Nos hemos independizado de la España política y económica. Pero no de su autonomía intelectual. La formación cultural de nuestra juventud, continúa siendo influenciada por la Madre Patria. Esta influencia absolutamente incontestable en las masas, se debe a la universalidad del idioma castellano en todos los países que antes fueron colonias hispanas.

(*Ercilla*, 23-IV-37)

En su paso por España, Romero no se siente nunca escritor, sino, a lo sumo, “simple glosador de lo que podría llamar mis horas de España” (Romero, 1938: 168). Ante la tragedia española, el chileno se debate entre el deber de escribir para contar al mundo la injusticia presencia y la incapacidad

de hacerlo, de convertir el sufrimiento en simple literatura: “En el papel todo eso parece frío, sosamente frío. Lo sé y no quisiera escribirlo. No quisiera contar cuán terrible es encontrarse de manos a boca con una mujer, que en medio de los cañonazos, le dice a uno lo que está pasando con los niños” (Romero, 1938: 15).

En su ponencia de Madrid del 6 de julio para el Congreso, Vicente Huidobro manifiesta similar preocupación, como sucede a la mayoría de escritores: ¿cómo escribir cuando la experiencia es tan desmesurada?: “No he tenido tiempo de preparar mis palabras y deberéis perdonarme ante mi única preocupación de la guerra, la necesidad de sentirla en el alma del pueblo español, que ha relegado toda otra preocupación en otro sentido” (Aznar Soler y Schneider, 1987: 108). Unos días después, aparece publicado en *Frente Popular* un “Mensaje a la juventud americana” de Huidobro, escribiendo desde Madrid, “corazón del mundo”. En el texto, se reivindica como testigo presencial de los acontecimientos heroicos, pronostica la victoria de la República y reitera la unión de España con los pueblos hispanoamericanos: “Nosotros, los escritores de nuestra lengua, nos sentimos unidos al pueblo español; sabemos que nuestro destino es su destino. Nunca ha existido mayor unión entre el pueblo y sus poetas que hoy, en medio de la lucha común” (*Frente Popular*, 9-VII-37).

Pablo Neruda, trasladado desde Barcelona, se había desempeñado como cónsul en Madrid después de que Gabriela Mistral, quien ocupaba ese cargo, fuera retirada cuando salió a la luz una carta en la que criticaba a los españoles (Délano, 1970: 63-66). Neruda se instala en la Casa de las Flores del barrio de Argüelles¹⁰, que se convertirá en uno de los salones literarios más importantes de la historia de Madrid. Sin embargo, en noviembre de 1936, abandona la capital y se instala en París, donde continúa la lucha a favor de la República. Allí, entre otras cosas, edita con Nancy Cunard la revista *Los poetas del mundo defienden al pueblo español*, de la que se publican seis números. También es el encargado de coordinar la delegación hispanoamericana para el Congreso de Escritores Antifascistas.

El 28 de agosto de 1937 zarpa de Amberes el carguero *Arica*, con destino a Valparaíso¹¹. Sus únicos pasajeros son Amparo Mom, Raúl

⁹ Una de las metáforas más recurrentes a lo largo de toda la guerra. “Madrid is the heart”, había dicho W. H. Auden en su poema “Spain”, publicado en el número 5 de la revista *Los poetas del mundo defienden al pueblo español*, editada por Pablo Neruda y Nancy Cunard en París en 1937.

¹⁰ “Mi casa era llamada / la casa de las flores, porque por todas partes / estallaban geranios: era / una bella casa / con perros y chiquillos. / Raúl, te acuerdas? / Te acuerdas, Rafael? / Federico, te acuerdas / debajo de la tierra, te acuerdas de mi casa con balcones en donde / la luz de junio ahogaba flores en tu boca? / Hermano, hermano!” (Neruda 2005: 370).

¹¹ Sin embargo, el barco más famoso en relación a Neruda es el carguero *Winnipeg*, que arribó a Valparaíso el 3 de septiembre de 1939, proveniente de Francia, con más de dos mil exiliados republicanos. Neruda fue encomendado por el gobierno del Frente Popular de Chile para seleccionar a los españoles que llegarían como

González Tuñón, Delia del Carril y Pablo Neruda. A su regreso a Chile, publica su poemario *España en el corazón*, la que seguramente es, junto con *España, aparta de mí este cáliz*, de César Vallejo, la obra poética más valiosa y conmovedora surgida de la Guerra Civil. Además, Neruda crea la Alianza de Intelectuales de Chile para la Defensa de la Cultura, a imagen y semejanza de la española. Escoge para su fundación la fecha del 7 de noviembre, homenajeando de este modo el aniversario de la heroica defensa de Madrid. Su primer mensaje es una celebración a España:

Tenemos la convicción de que el fuerte movimiento intelectual antifascista que surge y se organiza en Chile, es en gran parte, hijo del poderoso ejemplo que nos han dado los escritores, artistas y hombres de ciencia de la Madre Patria, colocándose junto al pueblo y participando con abnegación en la defensa de la libertad y proporcionando a la humanidad héroes de memoria indestructible (*Frente Popular*, 9-XI-37).

Analizar la repercusión de la Guerra Civil española en la intelectualidad chilena sería materia para varios libros, pero baste lo señalado hasta aquí como muestra para este Congreso. No cabe duda de que la tragedia de España comporta consecuencias extraordinarias en su vecino de la otra orilla, desde el ejemplo político del Frente Popular hasta la movilización de la intelectualidad, dividida (aunque de manera desigual) entre las dos Españas. Incluso, la guerra contribuyó al fin de la vanguardia estética para dar paso a una literatura de compromiso, como sucedió en la poesía de Neruda y la de tantos otros. Esa generación quedó marcada por la guerra y se sintió más hija de España que ninguna otra, rescatando el libro de familia que había quedado sepultado en el cajón más de cien años atrás.

Jesús CANO REYES
Universidad Complutense de Madrid
jesuscanoreyes@filol.ucm.es

mano de obra a Chile. Para él, según confesaría en sus memorias, sería “la más noble misión que he ejercido en mi vida” (Neruda 1999: 160). Otra prueba más de los lazos entre Chile y España.

Bibliografía

Prensa:

- El Mercurio* (Santiago de Chile).
Frente Popular (Santiago de Chile).
La Hora (Santiago de Chile).
La Opinión (Santiago de Chile).
Ercilla (Santiago de Chile).
Hora de España (Valencia).
Nuestra España (París).

Obras citadas:

- ALEMANY Bay, Carmen, *La polémica del meridiano intelectual de Hispanoamérica (1927)*. *Estudios y Textos*, Alicante: Universidad de Alicante, 1998.
- ANGUITA, Eduardo y Volodia TEITELBOIM, *Antología de poesía chilena nueva (1935)*, Santiago de Chile: LOM, 2001.
- AZNAR SOLER, Manuel y Luis Mario SCHNEIDER, *II Congreso Internacional de Escritores Antifascistas (1937)*. Vol. 3: *Ponencias, documentos y testimonios*, Valencia: Generalitat, 1987.
- BINNS, Niall, *La llamada de España*, Barcelona: Montesinos, 2004.
- DÉLANO, Luis Enrique, *4 meses de Guerra Civil en Madrid*, Santiago de Chile: Panorama, 1937.
- , *Sobre todo Madrid*, Santiago de Chile: Editorial Universitaria, 1970.
- GALINDO, Óscar, "Antologías e identidades en la poesía chilena hasta mediados del siglo XX", *Estudios Filológicos*, n° 41, Universidad Austral de Chile, Valdivia, 2006, p. 81-94.
- GARAY VERA, Cristián, *Relaciones tempestuosas: Chile y España 1936-1940*, Santiago de Chile: Instituto de Estudios Avanzados, 2000.
- MARTÍNEZ GÓMEZ, Juana, "Chilenos en Madrid: cronistas de la Guerra Civil (Edwards Bello, Huidobro, Romero y Délanos)", *Anales de Literatura Chilena*, n° 8, Universidad Católica de Chile, Santiago, 2007, p. 111-132.
- MORLA LYNCH, Carlos, *Memoria presentada al Gobierno de Chile correspondiente a mi labor al frente de nuestra Embajada en Madrid durante la Guerra Civil (1937-1938-1939)*, Berlín: Hans Winter, 1939.
- NERUDA, Pablo, *Confieso que he vivido*. Madrid: Unidad Editorial, 1999.
- , *Obras completas. 1: De Crepusculario a Las uvas y el viento (1923-1954)*, Barcelona: RBA, 2005.

- NÚÑEZ MORGADO, Aurelio, *Los sucesos de España vistos por un diplomático*, Buenos Aires: Talleres Gráficos Argentinos J. L. Rosso, 1941.
- ROMERO, Alberto, *España está un poco mal*, Santiago de Chile: Ercilla, 1938.
- SAPAG, Pablo, *Propaganda republicana y franquista en Chile durante la Guerra Civil española* (tesis doctoral, Universidad Complutense de Madrid, 2002). En línea, disponible en:
<http://eprints.ucm.es/tesis/19911996/S/3/S3003101.pdf> [28-06-2010].
- SOTO, Hernán, España: 1936. *Antología de la solidaridad chilena*, Santiago de Chile: LOM, 1996.
- TRAPIELLO, Andrés, *Las armas y las letras. Literatura y guerra civil (1936-1939)*. Barcelona: Destino, 2010.

Mis en page et
achevé d'imprimer
à l'Atelier Intégré de Reprographie
de l'Université Paris Ouest Nanterre La défense
en décembre 2011

Dépôt légal : 4^{ème} trimestre 2011